Organisation Mondiale du Commerce

OCDE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2011 : MONTRER LES RÉSULTATS



L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2011

MONTRER LES RÉSULTATS

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

OCDE

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses pays membres, ni ceux de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses Membres.

Merci de citer cet ouvrage comme suit : OCDE/OMC (2011), L'aide pour le commerce – Panorama 2011 : Montrer les résultats
http://dx.doi.org/10.1787/9789264117495-fr

ISBN WTO - 978-92-870-3781-7 (version imprimable) ISBN OECD - 978-92-64-11749-5 (PDF))

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/publishing/corrigenda.

© OCDE, OMC 2011

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits de publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et OMC et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecde.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

AVANT-PROPOS

La publication *L'aide pour le commerce – Panorama 2011 : Montrer les résultats* souligne que la communauté internationale a relevé efficacement le défi consistant à aider les pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux, à surmonter les limitations structurelles et de capacité qui les empêchent de tirer un profit maximum des possibilités commerciales. Elle montre clairement que l'Initiative a permis de faire du commerce une priorité des stratégies de développement, de mobiliser un soutien pour surmonter les obstacles qui empêchent les producteurs de se connecter aux marchés mondiaux et d'améliorer l'existence de beaucoup d'hommes et de femmes dans les pays en développement.

L'aide pour le commerce se sert de l'aide au développement comme levier pour aider les pays à exploiter le pouvoir des marchés, à se connecter aux nouveaux centres de richesse économique et à devenir ainsi de nouveaux pôles de croissance dans l'économie mondiale. Afin de permettre une telle transformation économique, il nous faut tirer les enseignements des réussites et des échecs pour savoir comment rendre la mondialisation plus inclusive. Nous avons besoin d'en savoir plus sur les résultats de nos efforts.

Les très nombreux cas d'expérience soumis par les pays partenaires, les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, les fournisseurs de coopération Sud-Sud et les communautés économiques régionales permettent d'examiner de manière plus approfondie les politiques, les processus et les programmes relatifs à l'aide pour le commerce. Ils nous aident à mieux comprendre ce qui fonctionne, quels sont les principaux ingrédients du succès et ce que les gouvernements et les praticiens peuvent apprendre de ces expériences. Ils montrent avec un luxe de détails comment les programmes et projets d'aide pour le commerce ont fait la différence dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, le soutien du secteur privé, le respect des normes, la correction des défaillances du marché, la facilitation des échanges et l'amélioration des infrastructures.

Nous devons poursuivre ces efforts pour mieux rendre compte mutuellement de l'aide consacrée au renforcement des capacités commerciales. Afin d'améliorer encore les résultats et les impacts de l'aide pour le commerce, nous devons collaborer pour mettre en place des cadres et des plates-formes dirigés par les pays concernant les résultats de l'aide pour le commerce. Mais nous devons aussi élargir notre dialogue pour y inclure des discussions sur le bon dosage des politiques complémentaires, de la bonne gouvernance et de la cohérence des politiques en faveur du développement - autant d'éléments indispensables pour maximiser la contribution du commerce à la réalisation des objectifs nationaux en matière de développement.

Cette publication jette un jour nouveau sur ces questions et indique de nouvelles pistes pour tirer parti de l'aide pour le commerce en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment grâce à la coopération Sud-Sud. Elle aide à mettre au service des pays à différents stades de développement notre savoir collectif et nos meilleures pratiques concernant l'utilisation de l'aide de manière à obtenir des résultats commerciaux. Ce partage de connaissances se poursuivra à travers le dialogue sur l'aide pour le commerce, aux niveaux local, régional et mondial et il recevra une nouvelle impulsion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra à Busan (Corée) en novembre prochain.



Angel Gurria
Secrétaire général
OCDE



Pascal Lamy
Directeur général
OMC

REMERCIEMENTS

Le présent rapport, intitulé « L'aide pour le commerce – Panorama 2011 : Montrer les résultats », a été préparé sous l'égide du Comité d'aide au développement (CAD) et du Comité des échanges de l'OCDE, en étroite collaboration avec le Comité du commerce et du développement de l'OMC. Nous remercions l'Union européenne et le gouvernement finlandais pour leur soutien financier.

Les Secrétariats de l'OCDE et de l'OMC tiennent à exprimer leur gratitude à l'ensemble des gouvernements et des organisations internationales et autres qui ont pris part à ce troisième exercice de suivi.

Rédigé sous la direction de Frans Lammersen (OCDE) et de Michael Roberts (OMC), ce rapport est l'œuvre d'une équipe composée principalement d'Arthur Foch, Liliana Foletti, Jean-Jacques Hallaert, Masato Hayashikawa, William Hynes, Gimin Kang, Guannan Miao et Richard Newfarmer, à laquelle Ann Gordon a prêté son concours pour les questions statistiques.

Shishir Priyadarshi, Deborah Barker et Matthew Wilson, de la Division du développement de l'OMC, ont donné de précieux conseils aux rédacteurs du rapport, qui tiennent par ailleurs à remercier Stefania Gallo pour sa contribution aux fiches analytiques.

La maquette du rapport a été conçue par Peggy Ford-Fyffe King, qui a été assistée par Jill Gaston pour la mise au point. L'équipe a bénéficié du concours de Susan Hodgson.

Enfin, nous adressons nos remerciements à toutes les personnes qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, ont bien voulu revoir le rapport, notamment Kent Wilska (Ministère finlandais des affaires étrangères), Liselotte Isaksson (Commission européenne), Bernard Hoekman (Banque mondiale), Simon Scott, Julia Benn, William Nicol, Alexandra Trzeciak-Duval et Michael Plummer (tous de l'OCDE).

TABLE DES **MATIÈRES**

AVANT-PROPOS 3

REMERCIEMENTS 5

ACRONYMES 11

RÉSUMÉ 15

INTRODUCTION : L'AIDE POUR LE COMMERCE SOUS LES PROJECTEURS 23
Introduction 23
Le cadre de suivi 24
Qui a participé à l'enquête de suivi de 2011 ? 26
Comment les parties prenantes voient-elles le suivi global ? 27
Structure du rapport 27

Chapitre 1
OBJECTIFS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES : QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ? 33
INTRODUCTION 33
Qu'est-ce qui a changé ? 34
Quels ont été les facteurs de changement ? 39
Comment la demande d'aide pour le commerce a-t-elle évolué ? 44
Quelles sont les perspectives de l'aide pour le commerce ? 47
Conclusions 49

Chapitre 2
QUELLE A ÉTÉ L'ÉVOLUTION DES APPORTS D'AIDE POUR LE COMMERCE ? 53
Introduction 53
Les tendances de l'aide pour le commerce ont-elles changé au niveau mondial ? 54
Qui reçoit l'aide pour le commerce ? 56
Qui fournit l'aide pour le commerce ? 59
Que finance l'aide pour le commerce ? 65
Quelles sont les tendances globales ? 67
Quelles sont les perspectives de l'aide pour le commerce ? 69
Que savons-nous du suivi au niveau local ? 71
Conclusions 75

Chapitre 3
COMMENT L'AIDE EST-ELLE FOURNIE ? 79
Introduction 79
L'appropriation de l'aide pour le commerce s'est-elle améliorée ? 80
L'aide pour le commerce est-elle mieux alignée sur les politiques et les processus ? 90
L'harmonisation entre les donateurs s'est-elle améliorée ? 94
Quels sont les problèmes restants ? 99

Chapitre 4
QUELS SONT LES ATTENTES ET LES RÉSULTATS ? 105
Introduction 106
Qu'est-ce que les donateurs attendent de l'aide pour le commerce ? 108
Les politiques complémentaires sont-elles importantes pour obtenir des résultats ? 111
Qu'est-ce qui a été accompli à ce jour ? 119
Conclusion 122

Chapitre 5
QUE NOUS APPRENNENT LES CAS D'EXPÉRIENCE ? 129
Introduction 130
Réduction des coûts du commerce : facilitation des échanges 134
Investir dans l'infrastructure pour stimuler le commerce 139
Améliorer les politiques pour promouvoir le commerce 142
Renforcement des capacités et amélioration de la coordination pour accroître les échanges 146
Application de politiques industrielles proactives 150
Mobilisation du secteur privé pour promouvoir les exportations : financement du commerce, promotion des exportations et amélioration des compétences 156
Leçons tirées pour améliorer l'efficacité 159
Conclusions : qu'est-ce qui donne des résultats ? 162

CONCLUSIONS : QUELLE EST LA VOIE À SUIVRE POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION ? 193
Introduction 193
Recherche d'éléments d'information 195
Évaluations par les parties prenantes 196
La voie à suivre pour montrer les résultats 200
Une communauté de praticiens de l'aide pour le commerce 203

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2011 FICHES ANALYTIQUES 205

NOTES EXPLICATIVES 206

Afghanistan 210
Angola 212
Antigua-et-Barbuda 214
Azerbaïdjan 216
Bangladesh 218
Barbade 220
Belize 222
Bénin 224
Botswana 226
Burkina Faso 228
Burundi 230
Cameroun 232
Cap-Vert 234
Chili 236
Colombie 238
Comores 240
Costa Rica 242
Côte d'Ivoire 244
Croatie 246
Dominique 248
El Salvador 250
Équateur 252
Éthiopie 254
Fidji 256
Gabon 258
Gambie 260
Ghana 262
Grenade 264
Guatemala 266
Guinée 268
Guyana 270
Haïti 272
Honduras 274
Îles Salomon 276
Inde 278
Indonésie 280
Jamaïque 282
Jordanie 284
Kenya 286
Lesotho 288
Liban 290
Madagascar 292
Malawi 294
Maldives 296
Mali 298
Maroc 300
Maurice 302
Mexique 304
Mongolie 306
Mozambique 308
Népal 310
Nicaragua 312
Niger 314
Nigéria 316
Ouganda 318
Pakistan 320
Panama 322
Paraguay 324
Pérou 326
RDP Lao 328
République centrafricaine 330
République démocratique du Congo 332
République dominicaine 334
République du Congo 336
République kirghize 338
Saint-Kitts-et-Nevis 340
Saint-Vincent-et-les Grenadines 342
Sainte-Lucie 344
Sénégal 346
Serbie 348
Sierra Leone 350
Sri Lanka 352
Suriname 354
Swaziland 356
Tchad 358
Togo 360
Tonga 362
Trinité-et-Tobago 364
Tuvalu 366
Uruguay 368
Yémen 370
Zambie 372
Zimbabwe 374

ANNEXES 377

NOTES STATISTIQUES 377

ANNEXE A : PRINCIPALES DONNÉES 379

A.1 Aide pour le commerce par catégorie 379
A.2A Aide pour le commerce par donateur et par catégorie 380
A.2B Aide pour le commerce par donateur et par catégorie 382
A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région 384
A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu 388
A.5A Les 20 bénéficiaires principaux de l'aide pour le commerce en 2009, par engagements 391
A.5B Les 20 bénéficiaires principaux de l'aide pour le commerce en 2009, par versements 391
A.6A Aide pour le commerce par habitant : les 20 principaux bénéficiaires en 2009, par engagements 392
A.6B Aide pour le commerce par habitant : les 20 principaux bénéficiaires en 2009, par versements 392
A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel 393
A.8A Aide pour le commerce : programmes multi-pays par région 397
A.8B Aide pour le commerce : programmes multi-pays par catégorie 397
A.9 Répartition de l'aide pour le commerce par région 398
A.10 Répartition de l'aide pour le commerce par groupe de revenu 399
A.11 Prêts et dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par catégorie 400
A.12 Prêts et dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par groupe de revenu 401
A.13 Prêts et dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par donateur 402
A.14 Circuits d'acheminement de l'aide pour le commerce 404
A.15 Aide pour le commerce : APD ventilable par secteur et APD bilatérale et multilatérale totale 404
A.16 AASP liés au commerce, AASP ventilables par secteur et AASP bilatéraux et multilatéraux totaux 404
A.17 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie 405
A.18 Autres apports du secteur public liés au commerce, par donateur 406
A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel 407

ANNEXE B : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU 411

ANNEXE C : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION 413

ANNEXE D : CODES OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE 415

TABLEAUX ET FIGURES

INTRODUCTION

Figures

1. Le cadre logique de l'aide pour le commerce 24
2. Mesurer l'aide pour le commerce : un programme qui se développe 25
3. Auto-évaluations 26
4. Cas d'expérience 26

Tableaux

1. Réponses au questionnaire et présentation de cas d'expérience 30

CHAPITRE 1

Figures

1. Qu'est ce qui a changé depuis 2008 ? 34
2. Les objectifs de l'aide pour le commerce ont-ils changé ? 34
3. Évolution des objectifs des pays partenaires 35
4. Évolution des priorités par groupe de revenu 35
5. Nouvelles priorités des partenaires 36
6. Les changements de priorités ont-ils été intégrés, inclus dans les stratégies et discutés avec les donateurs ? 37
7. Modifications passées et futures des stratégies des donateurs en matière d'aide pour le commerce 37
8. Importance des changements pour les donateurs bilatéraux 38
9. Importance des changements pour les donateurs multilatéraux 38
10. Quels ont été les facteurs de changement ? 39
11. Facteurs de changement selon les pays partenaires 40
12. Facteurs de changement selon les donateurs 40
13. Importance de la crise économique 41
14. La demande d'aide pour le commerce a-t-elle augmenté ? 44
15. La demande d'intégration régionale a-t-elle augmenté ? 46
16. Importance des changements prévus par votre gouvernement 47

CHAPITRE 2

Figures

1. Aide pour le commerce, par catégorie, engagements 54
2. Aide pour le commerce par catégorie, versements 55
3. Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie 55
4. Aide pour le commerce par groupe de revenu et par catégorie 57
5. Aide pour le commerce par région et par catégorie 58
6. Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce en 2009 59
7. Les 10 principaux donateurs d'aide pour le commerce en 2009 60
8. Les fournisseurs d'aide pour le commerce ont-ils augmenté leurs ressources depuis 2008 ? 62
9. Prêts et dons au titre de l'aide pour le commerce 62
10. Part des dons dans les engagements des donateurs au titre de l'aide pour le commerce 63
11. Part des prêts dans les engagements des donateurs au titre de l'aide pour le commerce 63
12. Dons au titre de l'aide pour le commerce et aide pour le commerce totale en faveur des PMA 63
13. L'aide pour le commerce en faveur de l'Afrique : réponse aux crises alimentaires et financières 65
14. Renforcement de la capacité de production 65
15. Infrastructure économique 66
16. Politique commerciale et réglementations 66
17. Part cumulée de l'aide pour le commerce et de l'aide publique au développement, en montant total des engagements 2002-2009 67
18. Systèmes de suivi de l'aide des pays partenaires 71
19. Évolution de l'aide pour le commerce selon les pays partenaires 72
20. Répartition de l'aide pour le commerce par donateur 73

Tableaux

1. Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce, en montant total des engagements de 2002 à 2009 68

Encadrés

1. Calcul par l'OCDE de l'aide multilatérale imputée 61
2. Notification au Système de notification des pays créanciers 64
3. Engagement du G-20 dans le domaine de l'aide pour le commerce 70

CHAPITRE 3

Figures

1. Le dialogue avec les parties prenantes est plus fréquent dans les PMA 84
2. Les donateurs associent le secteur privé à leur dialogue avec les pays partenaires et les communautés économiques régionales 85
3. Dans la plupart des cas, le commerce occupe une place importante dans le dialogue entre les donateurs et les pays partenaires 86
4. L'intégration du commerce a progressé 87
5. Les donateurs associent la société civile à leur dialogue avec les pays partenaires et les communautés économiques régionales 88
6. L'alignement des donateurs bilatéraux et multilatéraux s'est amélioré par rapport à 2008 90
7. Les programmes des donateurs sont mieux alignés sur les stratégies nationales et régionales 90
8. Les mécanismes du CIR sont utilisés pour améliorer l'alignement des donateurs 92
9. Les pays partenaires rencontrent des difficultés particulières pour accéder à l'aide pour le commerce 93
10. Les pays partenaires considèrent les conditionnalités comme un problème majeur 93
11. L'harmonisation entre les donateurs s'est améliorée depuis 2008 94
12. L'harmonisation du soutien des donateurs s'est améliorée dans les pays à faible revenu 95
13. Davantage de donateurs utilisent des outils innovants pour améliorer l'harmonisation 95

Tableaux

1. Comment améliorer la mise en œuvre 91
2. Facilitateurs des donateurs pour l'Initiative accélérée de l'UE et pour les pays partenaires du CIR 98

Encadrés

1. Le Cadre intégré renforcé et l'aide pour le commerce 82
2. Complémentarité et division du travail : l'approche de l'UE 96

CHAPITRE 4

Figures

1. Principaux objectifs que les pays partenaires veulent atteindre au moyen de l'aide pour le commerce 106
2. Les objectifs ultimes sont les principales priorités des donateurs 109
3. Priorités des fournisseurs Sud-Sud 110
4. Importance des politiques complémentaires pour le succès de l'aide pour le commerce 111
5. Importance des politiques macro économiques 113
6. Importance des politiques structurelles 114
7. Dialogue sur les politiques complémentaires 115
8. Importance des politiques complémentaires pour les fournisseurs Sud-Sud 117
9. Principaux résultats obtenus dans les pays en développement 119

Tableaux

1. Résultats de quelques études établissant un lien entre les exportations et la croissance économique 107

CHAPITRE 5

Figures

1. Chaîne de résultats 133

Tableaux

1. La plupart des cas d'expérience ont trait à des programmes menés en Afrique subsaharienne … 131
2. … et émanent des pays bénéficiaires 131
3. L'enseignement le plus fréquent est qu'il faut renforcer l'appropriation nationale 160
4. Cas d'expérience comportant des indicateurs quantitatifs de résultats 166

CONCLUSIONS

Figures

1. Améliorations modérées du suivi et de l'évaluation par rapport à 2008 196
2. La plupart des donateurs effectuent un suivi conjoint 197
3. Le suivi de la coopération Sud-Sud liée au commerce s'est considérablement amélioré depuis 2008 198
4. La plupart des fournisseurs Sud-Sud utilisent leurs propres systèmes de suivi et font participer les parties prenantes des pays partenaires. 198
5. Part des programmes d'aide pour le commerce assortis d'objectifs quantifiables 199
6. Difficultés rencontrées par les donateurs bilatéraux pour l'évaluation de l'aide pour le commercer 200
7. Difficultés rencontrées par les donateurs multilatéraux pour l'évaluation de l'aide pour le commerce 200
8. Difficultés rencontrées par les fournisseurs Sud-Sud pour l'évaluation de la coopération liée au commerce 200

Tableaux

1. Évaluations de l'aide pour le commerce 197

ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACICI	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Accord commercial régional
ACTT-CN	Autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AGOA	Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique
ALE	Accord de libre-échange
ALEAC	Accord de libre-échange d'Amérique centrale
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Forum de coopération économique Asie-Pacifique
APFR	Autres pays à faible revenu
API	Aide publique au développement
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATLC	Assistance technique liée au commerce
ATTF	Accord de transport transfrontalier
BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIsD	Banque islamique de développement
BMD	Banques multilatérales de développement
BMZ	Ministère allemand de la coopération économique et du développement
c.a.f.	coût, assurance, fret
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDAA	Communauté pour le développement de l'Afrique australe
CEA-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEN-SAD	Communauté des États Sahélo-Sahariens
CESAO-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CESAP-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unis sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe

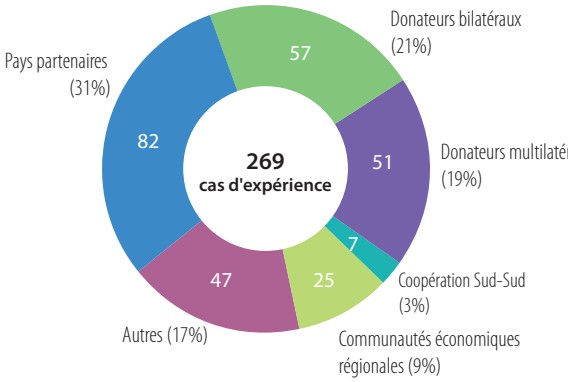
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CUTS	Consumer Unity and Trust Society (Inde)
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DPI	Droits de propriété intellectuelle
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EPC	Examen de la politique commerciale
f.a.b.	franco à bord
FANDC	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FODI	Fond de l'OPEP pour le développement international
G-20	Groupe des Vingt
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ICTSD	Centre international pour le commerce et le développement durable
IFI	Institutions financières internationales
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ITC	Centre du commerce international
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MCC	Millennium Challenge Corporation
Mesures SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OSC	Organisations de la société civile
OTC	Obstacles techniques au commerce
PDD	Programme de Doha pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays moins avancé

PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
RDP	République démocratique populaire
RNB	Revenu national brut
SFI	Société financière internationale
SGP	Système généralisé de préférences
SIDA	Agence suédoise de coopération pour le développement international
SNPC	Système de notification des pays créanciers
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

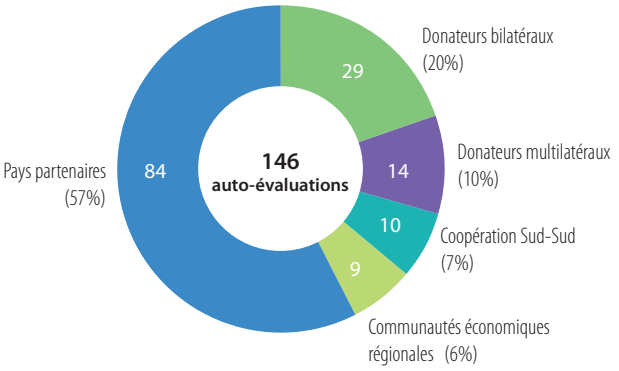
RÉSUMÉ

Le rapport de suivi *L'aide pour le commerce – Panorama 2011 : Montrer les résultats* analyse une masse de renseignements spécifiques provenant de sources très diverses sur ce qui marche dans le domaine de l'aide pour le commerce, sur ce qui ne marche pas et sur les points à améliorer. La plupart de ces renseignements sont tirés des 269[1] cas d'expérience et des 146 auto-évaluations qui ont été soumis par les pays partenaires, les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, les fournisseurs de coopération Sud-Sud et les communautés économiques régionales. Avec les données sur l'aide pour le commerce provenant de la base de données du SNPC de l'OCDE, les conclusions d'évaluations relatives au commerce, les études empiriques et les références à la littérature plus générale sur le commerce et le développement, ce rapport brosse un tableau positif et dynamique de l'aide pour le commerce en action.

CAS D'EXPÉRIENCE



AUTO-ÉVALUATIONS



L'aide pour le commerce reste une priorité …

L'aide pour le commerce reste une priorité pour la plupart des pays en développement et des donateurs. Les parties prenantes la relient au programme plus large en matière de développement, avec des stratégies et des objectifs toujours plus axés sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Les éventuelles révisions futures seront guidées par les plans de développement plus généraux en évolution et par les résultats des évaluations. Le suivi et l'évaluation seront donc de plus en plus importants..

… elle a atteint 40 milliards de dollars EU en 2009 …

En 2009, les engagements au titre de l'aide pour le commerce ont atteint environ 40 milliards de dollars EU, soit une hausse de 60 pour cent par rapport à la période de référence 2002-2005. Les autres apports du secteur public (AASP) ont doublé, atteignant 51 milliards de dollars EU en 2009, ce qui traduit probablement la réponse des donateurs à la crise économique mondiale.

… et les décaissements progressent au même rythme.

Les décaissements ont augmenté à un rythme constant de 11 à 12 pour cent depuis 2006 – pour atteindre 29 milliards de dollars EU en 2009 –, ce qui montre que les engagements passés sont honorés.

Les perspectives sont stables.

Les perspectives de l'aide pour le commerce sont stables, mais les pays de l'OCDE sont confrontés à des difficultés budgétaires, et certains donateurs ont du mal à répondre à la demande accrue d'aide pour le commerce émanant des pays en développement. Il y a cependant des signes positifs qui montrent que la coopération Sud-Sud s'intensifie.

L'Afrique est le plus gros bénéficiaire régional.

Les apports d'aide pour le commerce à l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 40 pour cent, pour atteindre 13 milliards de dollars EU. L'Afrique est la région qui reçoit maintenant la plus grande part de l'aide pour le commerce. Les engagements envers les Amériques ont augmenté de près de 60 pour cent, atteignant 3 milliards de dollars EU. En ce qui concerne les autres régions, les engagements ont diminué de 18 pour cent pour l'Asie, de 34 pour cent pour l'Europe et de 28 pour cent pour l'Océanie par rapport à 2008.

Les pays à faible revenu et les programmes régionaux ont vu leur part augmenter.

Ce changement dans la répartition régionale est dû au fait que l'aide pour le commerce est davantage axée sur les pays à faible revenu, qui ont vu leur part des engagements augmenter de 26 pour cent en 2009. La part des pays à revenu intermédiaire a diminué de 29 pour cent, bien qu'ils aient reçu 90 pour cent de l'AASP totale. Les programmes mondiaux et régionaux ont continué de progresser et ont reçu 18 pour cent (7 milliards de dollars EU) des engagements totaux en 2009.

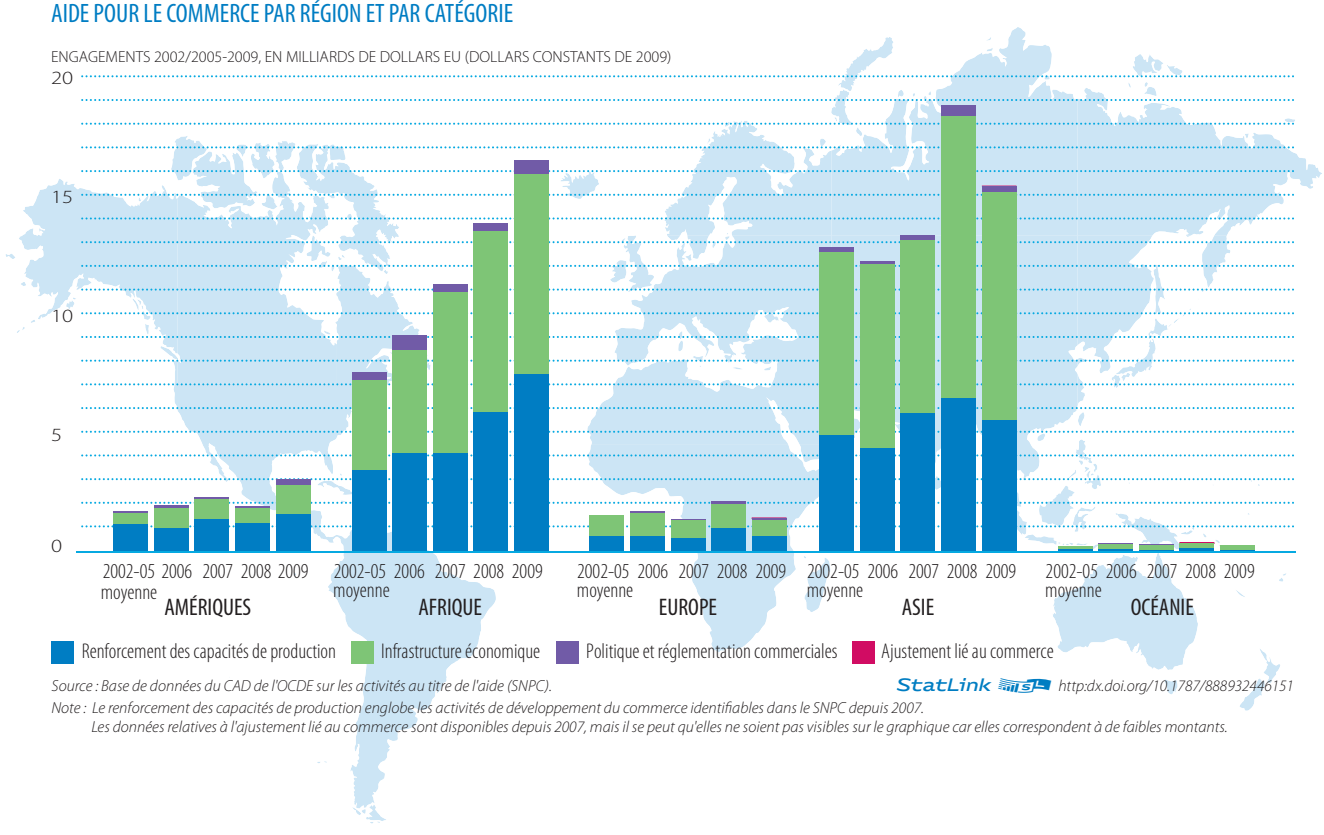
La fourniture est guidée par les principes d'efficacité de l'aide …

La fourniture de l'aide pour le commerce est de plus en plus guidée par les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et il y a des signes positifs qui indiquent que les pays partenaires améliorent l'élaboration, l'intégration et la communication de leurs stratégies.

… l'appropriation par les pays est l'élément qui progresse le plus …

L'appropriation par les pays est l'élément qui progresse le plus, et l'on constate aussi un élargissement des consultations entre les organisations publiques et, de plus en plus, le secteur privé et la société civile. Les donateurs continuent de travailler à l'harmonisation de leurs procédures et à l'alignement de leur soutien sur les objectifs, les priorités et les stratégies des pays partenaires en matière de commerce.

AIDE POUR LE COMMERCE PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE



Source : Base de données du CAD de l'OCDE sur les activités au titre de l'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446151

Note : Le renforcement des capacités de production englobe les activités de développement du commerce identifiables dans le SNPC depuis 2007.
Les données relatives à l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007, mais il se peut qu'elles ne soient pas visibles sur le graphique car elles correspondent à de faibles montants.

… et l'efficacité de l'aide s'accroît encore.

La mise en pratique des principes d'efficacité de l'aide nécessite une attention et des efforts soutenus. Les parties prenantes indiquent que les difficultés à surmonter pour fournir plus efficacement l'aide pour le commerce ne sont pas propres à cette initiative, mais font partie intégrante du cadre plus large de l'efficacité pour le développement. Elles sont accentuées par la vaste portée des activités relevant de cette initiative.

Les parties prenantes reconnaissent que le commerce est important pour atteindre les objectifs de développement.

Les pays partenaires considèrent que l'aide pour le commerce devrait avant tout contribuer à l'expansion et à la diversification des exportations. Les donateurs considèrent que l'aide pour le commerce est efficace quand elle stimule le commerce et la croissance économique à long terme et réduit la pauvreté. Les fournisseurs de coopération Sud-Sud considèrent qu'elle est efficace quand elle renforce la prise de conscience du rôle du commerce dans le développement et que sa fourniture s'améliore.

Les politiques complémentaires améliorent les résultats de l'aide pour le commerce.

Les parties prenantes reconnaissent que des politiques de soutien au niveau macro-économique et en matière d'ajustement structurel sont indispensables pour atteindre les objectifs à long terme de l'initiative. En particulier, une politique budgétaire appropriée, une réforme de la réglementation et une bonne gouvernance sont jugées essentielles pour la réussite des programmes et projets d'aide pour le commerce. Bien qu'il y ait des signes positifs de discussions régulières sur les politiques complémentaires, il faut intensifier le dialogue.

Une plus grande sensibilisation, une amélioration de la fourniture de l'aide et une augmentation des ressources sont les premiers résultats observés.

Tout en attendant de l'aide pour le commerce qu'elle stimule les échanges, les pays partenaires notent que les résultats obtenus à ce jour consistent davantage en une plus grande sensibilisation au rôle du commerce, en une amélioration de la fourniture de l'aide et en l'augmentation des ressources. Cette différence entre les résultats escomptés et les résultats observés tient probablement au décalage temporel entre la fourniture de l'aide et son impact, bien que certains des résultats décrits dans les cas d'expérience permettent de penser que cela s'améliorera avec le temps. En outre, il est bien établi qu'il y a des difficultés méthodologiques et pratiques à attribuer directement aux programmes d'aide pour le commerce les résultats et les impacts observés dans le domaine du commerce.

Les cas d'expérience montrent l'aide pour le commerce telle qu'elle est mise en œuvre …

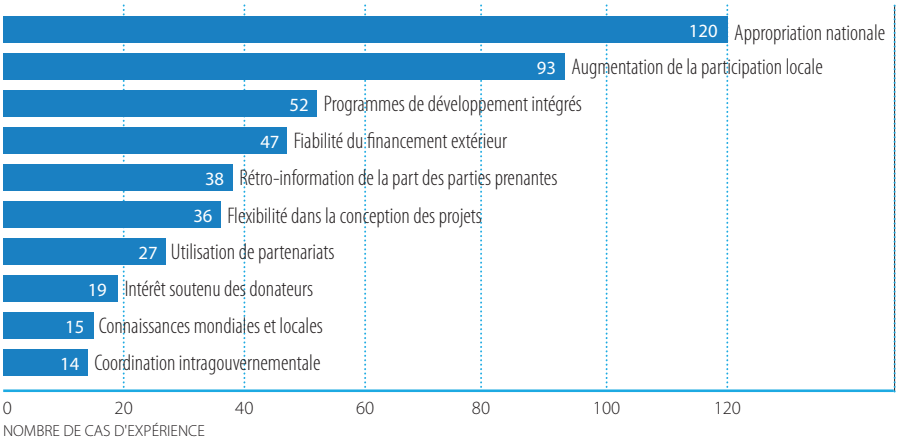
Les cas d'expérience relatifs à l'aide pour le commerce examinent de manière approfondie les objectifs, les difficultés et les processus de l'assistance liée au commerce pour mieux comprendre les résultats – notamment ce qui marche, quels sont les principaux ingrédients du succès et ce que les gouvernements et les praticiens peuvent apprendre de ces expériences.

… dans de nombreux pays …

… par de nombreux fournisseurs…

Au total, 269 cas d'expérience ont été présentés par plus de 150 pays, allant des tout petits États comme les Îles Salomon et les Comores, jusqu'aux plus grands comme la Chine, et représentant toutes les grandes régions en développement et toutes les catégories de revenu. Les donateurs bilatéraux et les organismes des Nations Unies ont aussi présenté de nombreuses contributions, bien que certaines banques multilatérales de développement soient sous-représentées. Les cas d'expérience démontrent aussi l'importance croissante de la coopération Sud-Sud – pas seulement entre des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu, mais aussi entre pays à faible revenu.

Nombre de cas d'expérience mettant en évidence un enseignement particulier



Source : Base de données du CAD de l'OCDE sur les cas d'expérience

… à travers de nombreuses interventions …

Collectivement, les cas d'expérience donnent de nombreux détails sur les efforts déployés par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le commerce. Le simple nombre des activités décrites indique que les activités d'aide pour le commerce sont importantes dans de nombreux pays et qu'elles occupent une place plus centrale dans les stratégies de développement. Le fait que près de quatre cas sur dix ont été soumis par des pays en développement montre l'importance de ces programmes – et met en évidence le potentiel de partage des connaissances.

… ce qui donne des indications précieuses sur les réussites et sur certains problèmes..

La grande majorité des programmes et projets décrits dans les cas d'expérience ont donné de bons résultats. Plusieurs facteurs décisifs sont fréquemment cités : appropriation au plus haut niveau politique, soutenue par l'engagement actif de toutes les parties prenantes ; financement adéquat et fiable ; utilisation de partenariats (y compris avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud) ; et combinaison des investissements publics et privés avec l'assistance technique. Inversement, les retards et les changements causés par des facteurs exogènes tels que les catastrophes naturelles, les crises politiques ou les récessions mondiales compromettent la réussite des activités.

Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles procure des avantages importants.

La plupart des cas d'expérience (66) ont décrit des programmes d'assistance technique destinés à renforcer les capacités des gouvernements pour intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement, améliorer la formulation des politiques, fournir une aide dans les négociations commerciales et mettre en œuvre certains accords commerciaux concernant notamment la propriété intellectuelle. Ces programmes, comme les autres formes d'assistance technique, sont difficiles à évaluer en termes de résultats commerciaux. Malgré cela, les cas d'expérience soulignent presque tous les avantages importants qui résultent des efforts faits pour accroître les connaissances des négociateurs commerciaux et du public en général..

Le soutien du secteur privé a des effets positifs, également sur la parité hommes-femmes.

Les efforts faits par les gouvernements pour développer les capacités commerciales du secteur privé grâce au financement du commerce et aux programmes de formation à l'intention des petites et moyennes entreprises ou des femmes chefs d'entreprise sont exposés dans 52 cas d'expérience. La plupart de ces activités ont donné des résultats positifs. Dans un cas d'expérience concernant l'Inde, par exemple, il est dit que l'intensité des exportations a une incidence positive importante sur l'emploi des femmes, mais que les importations n'entraînent aucune perte d'emploi pour elles.

Le fait de remédier aux défaillances du marché a des conséquences importantes.

La réussite apparente des politiques sectorielles proactives évoquée dans 47 cas d'expérience est notable. Ces politiques visent à remédier aux défaillances du marché (telles que le manque d'informations sur les marchés d'exportation), à accroître l'exposition à la concurrence en favorisant activement l'entrée, et/ou à remédier aux obstacles dans la chaîne d'approvisionnement pour réduire les coûts commerciaux. Ce cas d'expérience mentionne souvent des indicateurs quantitatifs des résultats positifs tels que l'augmentation de la production, des exportations et des revenus, voire l'amélioration de la parité hommes-femmes et de la protection de l'environnement. Les projets semblent généralement pragmatiques et fructueux, et ils se traduisent souvent par des avantages pour les participants à faible revenu, y compris les femmes.

Le respect des normes internationales compte beaucoup.

De nombreux cas d'expérience (30) montrent comment le respect des normes internationales (sanitaires et phytosanitaires, normes du travail ou normes privées, par exemple) a permis au secteur privé de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et a considérablement accru les exportations. Plusieurs cas expliquent comment de vastes programmes de réforme ont renforcé l'impact du commerce sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Dans très peu de cas (trois), il est question de programmes ayant aidé les entreprises et les travailleurs à s'adapter au nouvel environnement commercial.

La facilitation des échanges réduit les coûts et accroît les recettes.

La réduction des retards à la frontière et du temps de transit peut contribuer grandement à la réduction du coût des importations et des exportations, et donc à l'amélioration de la compétitivité. Les 48 cas d'expérience rangés sous la rubrique de la facilitation des échanges décrivent diverses mesures prises pour réduire les coûts du commerce transfrontières. Parmi les résultats signalés figurent la réduction des délais de transit et de dédouanement et l'accroissement des recettes commerciales et fiscales.

L'infrastructure permet aux producteurs locaux de se connecter aux marchés régionaux et mondiaux.

La qualité de l'infrastructure est l'un des obstacles les plus répandus à l'accroissement des exportations, de la productivité et du revenu national. Bien que l'échantillon soit plus petit, les cas d'expérience mentionnent en particulier la réduction de la durée des trajets et l'amélioration de la fourniture d'électricité résultant de projets régionaux. Certaines difficultés supplémentaires liées aux projets plurinationaux sont également signalées..

Des analyses supplémentaires permettront d'approfondir les connaissances et …

L'invitation à soumettre des cas d'expérience devait marquer le début d'un processus d'apprentissage et n'était pas une fin en soi, et les cas d'expérience ont livré de précieux renseignements, uniques en leur genre. Les résultats et les impacts sont signalés, mais les produits prédominent. Il faudrait maintenant entreprendre de nombreuses activités complémentaires pour mieux comprendre les résultats et leur applicabilité plus large.

… de mieux montrer les résultats de l'aide pour le commerce.

Dans un environnement moins favorable à la croissance soutenue de l'aide au développement, il est essentiel d'améliorer la mesure des résultats, pour montrer que l'on progresse vers les objectifs à court et long termes de l'Initiative Aide pour le commerce. Il faut donc s'attacher à montrer que les programmes et projets d'aide pour le commerce apportent une précieuse contribution à la croissance économique et au développement durable..

Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide montrera …

Dans un environnement mondial qui évolue rapidement, l'amélioration de la qualité de l'aide, dans le contexte plus général du développement, pour renforcer les résultats en matière de développement est l'un des objectifs de l'Initiative Aide pour le commerce, mais aussi du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra du 29 novembre au 1er décembre 2011 à Busan (Corée du Sud).

… comment mieux gérer l'aide pour obtenir des résultats en matière de commerce et de développement.

Cet exercice de suivi montre clairement que l'on a tout intérêt à coopérer pour harmoniser l'évaluation des progrès par rapport aux objectifs des pays partenaires en matière de commerce et de développement, sur la base d'indicateurs relatifs au commerce. Cela renforcerait aussi l'appropriation nationale, facteur essentiel pour que les programmes et projets d'aide pour le commerce améliorent les capacités commerciales et favorisent la croissance économique et le développement.

Le partage des connaissances est la voie à suivre.

Il faudrait en outre encourager le partage actif des connaissances grâce au renforcement du dialogue entre les parties prenantes au niveau national. Les discussions devraient porter non seulement sur les moyens d'aligner la "demande" et la "réponse", mais aussi plus généralement sur la question de savoir quelle est la meilleure manière de montrer que l'aide pour le commerce a un impact sur les résultats commerciaux, la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

NOTES

1. Après la date limite du 31 mai 2011, six autres cas d'expérience ont été présentés, ce qui porte le total à 275. Ces six cas supplémentaires ne sont pas pris en compte dans la présente analyse.

INTRODUCTION : L'AIDE POUR LE COMMERCE SOUS LES PROJECTEURS

INTRODUCTION

Le commerce peut contribuer grandement à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Mais il peut être difficile pour certains pays en développement, en particulier pour les moins avancés d'entre eux, de tirer parti des avantages qu'il procure. Bien souvent, ces pays n'ont pas la capacité nécessaire – en termes d'information, de politiques, d'institutions, d'infrastructure et de dynamisme du secteur privé – pour s'intégrer aux marchés régionaux et mondiaux en pleine expansion et pour être pleinement compétitifs sur ces marchés. L'Initiative Aide pour le commerce, lancée en 2005 à la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, a établi un cadre complet pour remédier à ces problèmes relatifs au commerce. Elle vise à lier l'aide et le commerce dans une stratégie globale de réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

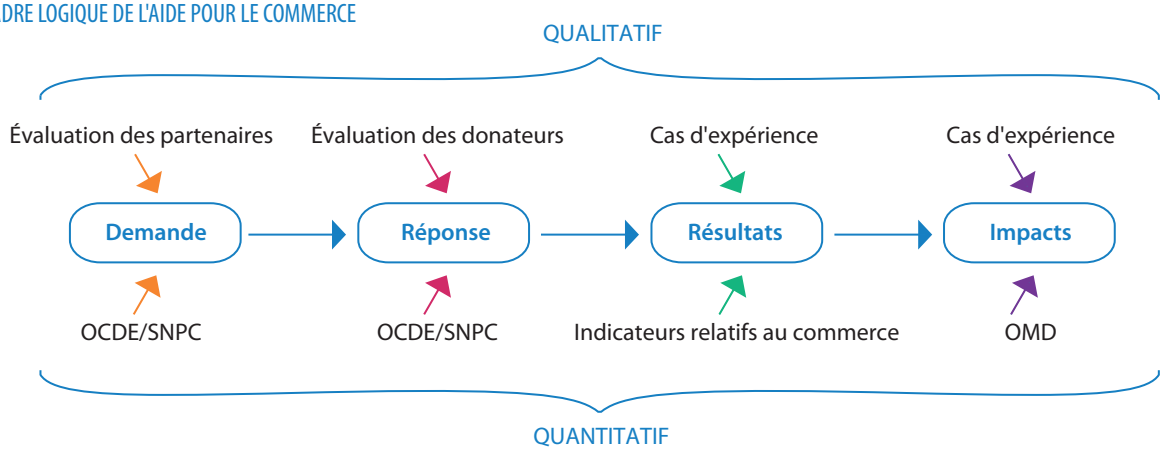
Pour répartir plus équitablement, dans les pays en développement et entre eux, les avantages globaux de la réforme commerciale et de l'intégration des marchés, il faut inscrire les priorités commerciales au cœur des stratégies de développement nationales, et il faut traduire ces stratégies en programmes et projets opérationnels, bénéficiant d'un financement concessionnel additionnel, prévisible et durable. En braquant les projecteurs sur l'aide pour le commerce – pour évaluer ce qui est réalisé et ce qui ne l'est pas et ce qui doit être amélioré – on peut montrer que les besoins en matière de commerce sont satisfaits et que l'aide au développement et les autres flux officiels donnent les résultats escomptés.

Il y a de nombreuses façons d'évaluer la contribution de l'aide pour le commerce au renforcement des capacités commerciales et à une croissance économique profitant aux pauvres. Les différentes méthodes vont de l'analyse *ex ante* des coûts et des avantages des projets et programmes et des évaluations *ex post* aux analyses sectorielles, aux études de cas par pays, aux études documentaires et aux analyses de régression établissant une corrélation entre l'aide et les résultats commerciaux, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ces outils ont chacun des avantages et des inconvénients et sont utilisés à des fins différentes. Ils offrent des angles d'approche différents, mais ils sont complémentaires et permettent, ensemble, d'avoir une vue globale de l'efficacité de l'aide pour le commerce.

Cette publication s'appuie essentiellement sur les renseignements fournis par le cadre de suivi OCDE/OMC, qui est centré sur les mécanismes de responsabilité à deux niveaux :

1. au *niveau local*, afin d'encourager une véritable appropriation locale et de faire en sorte que les besoins liés au commerce soient intégrés dans les stratégies nationales de développement et soient convenablement pris en compte par les donateurs ; et
2. au *niveau mondial*, afin d'améliorer la transparence sur ce qui se passe ou non au niveau local et sur ce qui doit être amélioré.

LE CADRE LOGIQUE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE



Le cadre de suivi est important car il crée des incitations – en améliorant la transparence, l'examen attentif et le dialogue (c'est-à-dire en braquant les projecteurs sur les progrès accomplis) – à renforcer les synergies entre les politiques commerciales et les politiques complémentaires dans les pays en développement, ainsi qu'entre l'aide pour le commerce et les stratégies de développement globales des pays partenaires et des organismes donateurs. Ces synergies sont essentielles pour fournir l'aide de manière efficace, comme le prévoit la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. La responsabilité locale encouragera l'appropriation par les pays et permettra de faire en sorte que la gestion des programmes et des projets soit axée sur les résultats. L'Examen global encouragera tous les acteurs clés à honorer leurs engagements, à répondre aux besoins locaux, à améliorer l'efficacité et à renforcer la responsabilité mutuelle.

La section suivante donne des précisions sur le cadre de suivi de l'aide pour le commerce. Elle est suivie d'une présentation des Membres de l'OMC, des observateurs et des organisations internationales qui ont participé au troisième exercice de suivi. Enfin, la dernière section examine les points de vue des pays et des organismes participants sur l'utilité de l'exercice de suivi global.

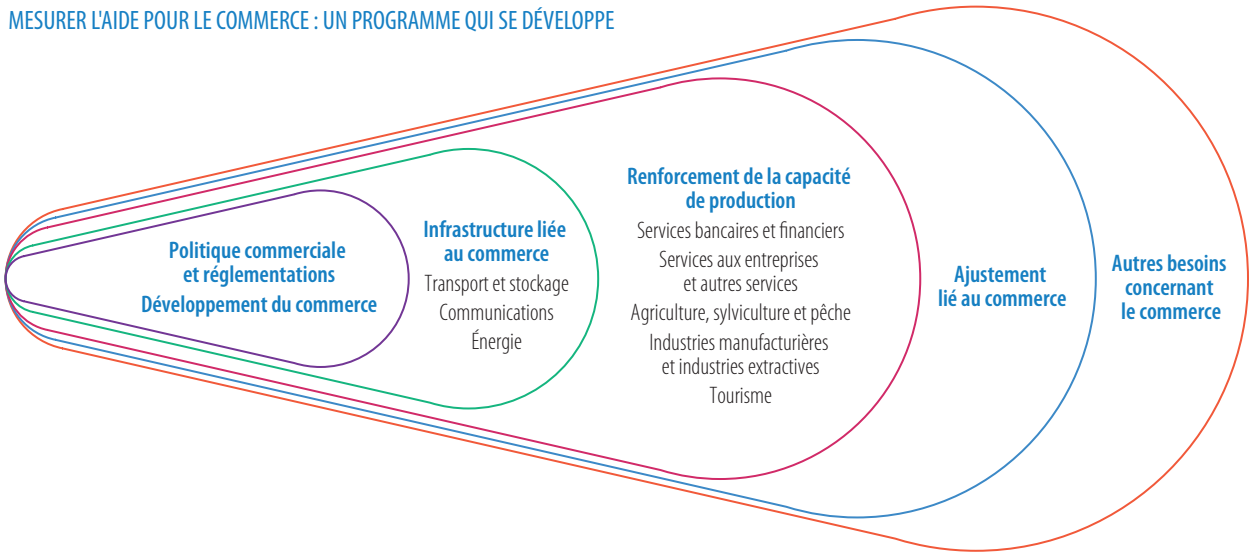
LE CADRE DE SUIVI

Le cadre logique pour évaluer l'aide pour le commerce est fondé sur quatre grands éléments identifiés par l'Équipe spéciale de l'OMC :

1. la demande (c'est-à-dire l'intégration du commerce en tant que priorité dans les stratégies de développement) ;
2. la réponse (c'est-à-dire les projets et programmes d'aide pour le commerce) ;
3. les résultats (c'est-à-dire le renforcement des capacités commerciales) ; et
4. les impacts (c'est-à-dire l'amélioration des résultats commerciaux et la réduction de la pauvreté).

L'exercice de suivi examine les renseignements qualitatifs et quantitatifs communiqués par les pays partenaires et les organismes donateurs. Les renseignements qualitatifs sur la « demande » sont extraits des auto-évaluations des pays partenaires envoyées à tous les Membres et observateurs de l'OMC sous la forme d'un questionnaire OCDE/OMC. Ces évaluations portent sur les objectifs, les priorités, les stratégies, l'intégration, le dialogue, la fourniture de l'aide pour le commerce et son financement. L'enquête de 2011 a mis l'accent sur l'évaluation des progrès accomplis depuis le précédent Examen global de l'aide pour le commerce, effectué en 2009. Les pays partenaires ont été invités à expliquer comment ils mesurent les résultats des programmes et projets d'aide pour le commerce et quel type d'environnement politique contribue au succès des activités.

MESURER L'AIDE POUR LE COMMERCE : UN PROGRAMME QUI SE DÉVELOPPE



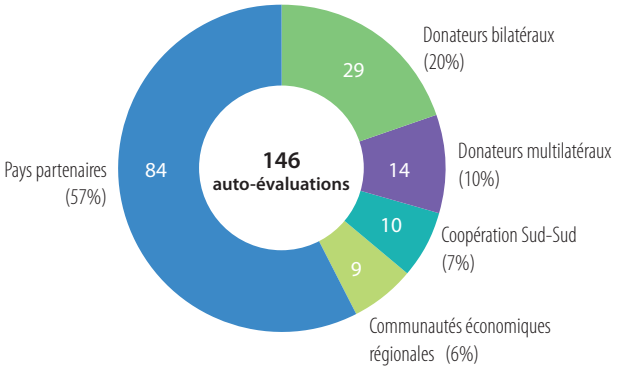
Les renseignements quantitatifs sur la « réponse » sont tirés des auto-évaluations des donateurs (bilatéraux et multilatéraux) et des fournisseurs de coopération Sud-Sud, effectuées sur la base d'un questionnaire OCDE/OMC. Là encore, l'accent a été mis sur les progrès accomplis depuis 2009 et sur la mesure du succès. Pour la première fois, les communautés économiques régionales ont présenté leur propre évaluation de l'aide pour le commerce.

L'exercice de suivi de 2011 a innové en incluant des cas d'expérience. En invitant les pays partenaires et les donateurs à présenter des cas d'expérience, l'OCDE et l'OMC voulaient étudier plus en profondeur les objectifs, les difficultés et les processus de l'aide pour le commerce, tout en élargissant les connaissances sur les résultats et les impacts des programmes et projets d'aide pour le commerce. Les cas d'expérience permettent à diverses parties prenantes de partager des données d'expérience sur ce qui fonctionne (ou non) aux niveaux national et régional, sur les raisons pour lesquelles cela fonctionne (ou non) et sur les améliorations à apporter. Les cas d'expérience montrent aussi l'aide pour le commerce « en action » et exposent ses réussites aussi bien que ses échecs. Ils rendent plus visibles les difficultés et les problèmes et, de ce fait, ils peuvent être utiles pour encourager le dialogue sur les leçons apprises entre les ministères, le secteur privé et la société civile, les partenaires et les donateurs. De surcroît, le fait de porter les expériences locales et régionales au niveau mondial enrichira le dialogue sur la question de savoir comment améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce.

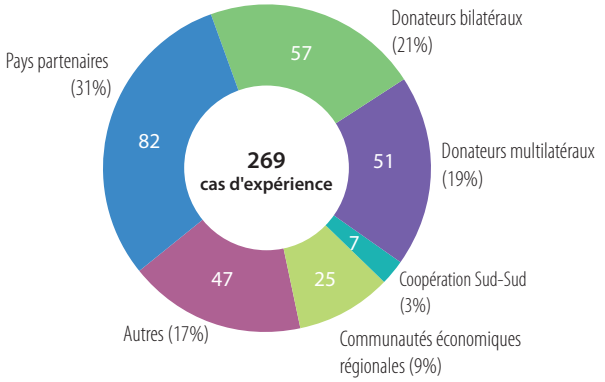
Toutefois, les auto-évaluations et les cas d'expérience comportaient quelques biais. Bien que les Membres aient été encouragés à présenter une évaluation portant sur l'ensemble du gouvernement, leurs réponses ont été, la plupart du temps, élaborées et coordonnées par le Ministère du commerce, dans les pays en développement, et par l'unité en charge du commerce dans les organismes d'aide, ce qui a entraîné un biais d'échantillonnage. De plus, il y avait toujours le risque que les intéressés exagèrent les progrès accomplis de façon à présenter leurs efforts sous le meilleur jour possible, créant ainsi un biais de réponse. Enfin, il pouvait aussi y avoir un biais de mémoire, car il se pouvait que les personnes interrogées ne se rappellent pas exactement quelle était la situation en 2009, ou même qu'elles aient eu d'autres fonctions à l'époque. C'est pour compenser ces biais inhérents aux auto-évaluations que le cadre de suivi inclut également des renseignements quantitatifs.

Les données quantitatives fournissent des renseignements détaillés sur la « réponse » (c'est-à-dire sur le volume des apports d'aide pour le commerce). Elles sont extraites de la base de données du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE, ventilées entre les catégories d'aide pour le commerce correspondant le mieux aux définitions élaborées par l'Équipe spéciale de l'OMC, à savoir : *i*) l'assistance technique pour la politique et les réglementations commerciales ; *ii*) l'infrastructure liée au commerce ; *iii)* le renforcement des capacités de production (y compris le développement du commerce) ; *iv*) l'ajustement lié au commerce ; et *v*) les autres besoins liés au commerce, s'ils sont identifiés comme priorités en matière de développement dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires (voir le graphique ci-dessus).

AUTO-ÉVALUATIONS



CAS D'EXPÉRIENCE



Le SNPC – base de données couvrant environ 90 pour cent de l'APD – est considéré par l'Équipe spéciale comme la meilleure source de données disponible pour suivre les apports d'aide pour le commerce au niveau mondial. La base de données sur les activités d'aide du SNPC, établie en 1967, rassemble des informations sur l'APD et les autres apports du secteur public (AASP) aux pays en développement. C'est la source de données internationalement reconnue sur les activités d'aide qui permet des ventilations géographiques et sectorielles et qui est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs pour examiner les tendances de l'APD dans le temps et entre les différents organismes.

Des données quantitatives sur le résultat et l'impact de l'aide pour le commerce figurent également dans les fiches de pays pour les pays partenaires ayant participé à l'enquête de suivi de 2011. Ces fiches présentent des faits stylisés et des indicateurs qui rendent compte des quatre principaux éléments sur lesquels repose l'aide pour le commerce (à savoir « la demande », « la réponse », « les résultats » et « l'impact »). Les fiches n'établissent pas de corrélation entre ces quatre éléments mais elles les placent dans le contexte national et permettent de faire rapidement des comparaisons entre pays. Elles fournissent en outre une base factuelle pour le dialogue entre les parties prenantes nationales – gouvernement, donateurs, société civile et secteur privé – sur la demande et l'offre d'aide pour le commerce, et sur les résultats en termes de renforcement de la capacité de production et de commerce. Les fiches sont ainsi un moyen d'assurer la transparence et la responsabilité.

Le fait de suivre la fourniture de l'aide pour le commerce et d'en évaluer l'impact incite à renforcer la coopération interministérielle dans les pays donateurs et dans les pays partenaires – en encourageant les organismes d'aide à montrer aux Ministères du commerce les résultats obtenus sur le terrain et en encourageant les Ministères du commerce à plaider la cause du renforcement des capacités commerciales auprès des organismes d'aide. Au niveau mondial, le suivi aidera les donateurs et les pays partenaires à concentrer leurs efforts sur les domaines où l'impact potentiel de l'aide pour le commerce est le plus grand.

QUI A PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE DE SUIVI DE 2011 ?

En 2011, 84 pays partenaires (dont 31 pays moins avancés) ont présenté une auto-évaluation de l'aide pour le commerce. Ce nombre est presque identique au nombre de pays en développement ayant participé à l'exercice de suivi de 2008. Ces pays ont reçu au total 21,8 milliards de dollars EU au titre de l'aide pour le commerce en 2009. Cela représente 65 pour cent du total de l'aide pour le commerce allouée aux pays (à l'exclusion des programmes d'aide pour le commerce régionaux et mondiaux). En 2011, 43 donateurs bilatéraux et multilatéraux ont participé à l'exercice de suivi. Là encore, ce nombre était à peu près le même qu'en 2008. Pris conjointement, ces donateurs ont fourni la quasi-totalité de l'aide pour le commerce. Les fournisseurs de coopération Sud-Sud ont été deux fois plus nombreux à participer : dix pays au total, dont la Chine, l'Inde et le Brésil.

Comme indiqué plus haut, l'exercice de suivi de 2011 a amené à examiner quelque 269 cas d'expérience concernant les politiques, les programmes et les processus d'aide pour le commerce.[1] L'ampleur de la réponse – trois fois plus importante que prévu initialement – reflète clairement l'engagement actif des Membres dans l'aide pour le commerce et leur réaction généralement positive à l'exercice de suivi global.

COMMENT LES PARTIES PRENANTES VOIENT-ELLES LE SUIVI GLOBAL ?

La mise au point d'un mécanisme de suivi crédible est un travail de longue haleine. Il est important que le suivi ne devienne pas une activité passive mais reste un processus d'examen actif, qui encourage le changement en fournissant des informations en retour aux donateurs et aux pays partenaires et qui crée un environnement propice au dialogue, au partage des connaissances, à la diffusion des bonnes pratiques et à l'échange de renseignements sur les priorités commerciales non financées et sur les fonds mis à disposition par les donateurs.

En général, les organismes donateurs estiment que le suivi global de l'aide pour le commerce est très utile (13 organismes) ou utile (25 organismes), les organismes multilatéraux étant légèrement plus positifs que les donateurs bilatéraux. Toutefois, un donateur a dit qu'il n'était pas sûr de l'utilité de l'exercice, et deux autres, le Danemark et le Portugal, ont exprimé des réserves. Le Danemark estime que l'objectif reste flou, tandis que le Portugal souligne la difficulté de collecter des données quantifiables. Ce dernier point a été repris par de nombreux donateurs lorsqu'ils ont examiné comment améliorer le suivi global. Les fournisseurs de coopération Sud-Sud ont aussi généralement un avis positif sur l'exercice de suivi. Un seul était neutre, et un autre s'est dit incertain. Les pays partenaires jugent aussi positivement le suivi global de l'aide pour le commerce.

Les partenaires et les donateurs ont des avis différents sur le principal défi à relever pour améliorer le suivi global. Les pays partenaires mettent l'accent sur la nécessité de faire une distinction plus nette entre les apports d'aide pour le commerce et apports d'APD (voir le chapitre 2). Ils estiment qu'il faut clarifier le concept et la définition de l'aide pour le commerce.

Le manque de clarté rend le suivi local ambigu et complique la consultation et la coordination entre les différentes parties prenantes. Certains donateurs ont également souligné la nécessité de clarifier la définition de l'aide pour le commerce, mais ils notent que le caractère transsectoriel du commerce rend plus difficile de démontrer clairement l'impact de l'aide pour le commerce sur les résultats commerciaux. Ce problème semble aussi être à l'origine de l'évaluation négative du cadre de suivi global par le Danemark et le Portugal.

Dans les conclusions, il est question de moyens de remédier à la tension intrinsèque entre l'approche par pays – *c'est-à-dire le fait de considérer des programmes comme relevant de l'aide pour le commerce si les activités ont été identifiées comme des priorités en matière de commerce dans les stratégies de développement nationales* – et la nécessité d'établir un point de référence fixe pour déterminer *si le financement au titre de l'aide pour le commerce est additionnel, prévisible, durable et effectif.*[2] Il est suggéré de continuer à renforcer la composante responsabilité locale de l'Initiative en faisant en sorte que les pays partenaires participent davantage au suivi et à l'évaluation et, plus généralement, à la mesure des résultats.

STRUCTURE DU RAPPORT

La structure du présent rapport diffère de celle du rapport précédent « *Aide pour le commerce : Panorama 2009* » qui suivait de près le cadre logique de l'aide pour le commerce et dont différents chapitres exposaient les vues des pays en développement, des donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud. Le présent rapport a une structure plus thématique afin de mieux analyser comment les pays en développement et les organismes donateurs considèrent les éléments essentiels de l'aide pour le commerce, et les convergences ou les divergences entre leurs points de vue. Le rapport est structuré de la manière suivante :

Le **chapitre 1** analyse les stratégies, les objectifs et les priorités en matière d'aide pour le commerce des pays partenaires, des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud, et examine s'ils ont évolué depuis l'exercice de suivi de 2009. S'il y a eu un changement, dans quel sens s'est-il fait ? Et quels en sont les principaux déterminants ? Ce chapitre se tourne vers l'avenir proche (2012-2013) pour voir si d'autres changements sont prévus.

Le **chapitre 2** propose une analyse globale des apports d'aide pour le commerce fondée sur les renseignements communiqués à la base de données du SNPC sur les activités d'aide. Il évalue les montants engagés et versés au titre de l'aide pour le commerce (sous la forme de dons et de prêts), par quels donateurs, pour quelles régions, quels groupes de revenus et quels pays, et dans quelles catégories d'aide pour le commerce. Enfin, il examine si les pays en développement reconnaissent les apports d'aide pour le commerce qui leur sont destinés et ce qui peut être fait pour améliorer la transparence au niveau local.

Le **chapitre 3** s'intéresse à la fourniture de l'aide pour le commerce. L'aide pour le commerce est-elle fournie conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ? Les pays partenaires et les organismes donateurs ont-ils l'impression que des progrès ont été faits depuis 2009 ? Et quelles autres améliorations peuvent être apportées à l'Initiative pour obtenir un meilleur rapport coût-résultats ?

Le **chapitre 4** examine ce que les pays en développement et les organismes donateurs considèrent comme une réussite en matière d'aide pour le commerce. Quelle est l'importance des questions transversales comme la croissance verte et la parité hommes-femmes ? Le chapitre examine aussi ce que les pays en développement pensent de l'importance des politiques complémentaires, comme les politiques budgétaires et monétaires, pour la réussite des programmes et projets d'aide pour le commerce. Ces politiques jouent-elles un rôle et sont-elles prises en considération ? Le chapitre examine enfin ce qui a été accompli à ce jour.

Le **chapitre 5** rend compte de ce que les cas d'expérience concernant l'aide pour le commerce nous apprennent sur les réussites et les échecs en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités de production, la facilitation des échanges, l'amélioration de l'infrastructure, l'assistance technique, l'appui en matière de politiques et les programmes régionaux.

Les **conclusions** examinent la voie à suivre pour montrer les résultats de l'aide pour le commerce. Elles évoquent les problèmes particuliers liés à l'évaluation des programmes d'aide pour le commerce. Que nous apprennent les récentes évaluations de l'aide pour le commerce ? Et comment pouvons-nous faire mieux ? La conclusion est que c'est seulement au niveau national que des résultats peuvent être obtenus efficacement.

Le reste du rapport contient les **fiches de pays concernant l'aide pour le commerce** et toutes les **données sur l'aide pour le commerce** utilisées dans l'analyse. Toutes les informations utilisées dans le présent rapport sont disponibles sur le site Web OCDE/OMC de l'aide pour le commerce à l'adresse *www.aid4trade.org*.

NOTES

1 Six autres cas d'expérience ont été présentés après la date limite du 31 mai 2011.

2 Équipe spéciale de l'OMC, WT/AFT/1 (2006).

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE ET PRÉSENTATION DE CAS D'EXPÉRIENCE

PAYS PARTENAIRES

RÉGION	RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE (Q)	PRÉSENTATION DE CAS D'EXPÉRIENCE (CE)
AFRIQUE **Q = 35** **CE = 36**	Angola ; Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi (+2008) ; Cameroun ; Cap-Vert ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Côte d'Ivoire ; Éthiopie (+2008) ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée (+2008) ; Kenya ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Mozambique (+2008) ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Sénégal ; Sierra Leone ; Swaziland ; Tchad ; Togo ; Zambie ; Zimbabwe	Angola ; Bénin(2) ; Botswana ; Burkina Faso(2) ; Burundi ; Cameroun ; Cap-Vert ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Kenya ; Lesotho ; Madagascar(2) ; Malawi(3) ; Maurice ; Niger ; Nigéria ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Sénégal ; Sierra Leone ; Soudan ; Tanzanie[1] ; Tchad ; Zambie(2)[2] ; Zimbabwe
PAYS ARABES ET MOYEN-ORIENT **Q = 3** **CE = 0**	Jordanie ; Liban (+2008) ; Yémen	
ASIE ET PACIFIQUE **Q = 13** **CE = 15**	Bangladesh ; Fidji ; Îles Salomon ; Inde ; Indonésie ; Maldives[3] ; Mongolie ; Népal ; Pakistan ; RDP lao ; Sri Lanka ; Tonga ; Tuvalu[4]	Bangladesh(3) ; Fidji(3) ; Îles Salomon ; Indonésie(3) ; Maldives ; Népal[5] ; Pakistan ; RDP lao ; Tonga
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET ASIE CENTRALE **Q = 5** **CE = 3**	Afghanistan ; Azerbaïdjan ; Croatie ; République kirghize ; Serbie (+2008)	Azerbaïdjan ; Croatie ; Kazakhstan
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES **Q = 28** **CE = 28**	Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Chili ; Colombie ; Costa Rica ; Dominique ; El Salvador ; Équateur ; Grenade ; Guatemala ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République dominicaine ; Sainte-Lucie ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Suriname ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay	Antigua-et-Barbuda ; Belize ; Chili ; Colombie(2) ; Costa Rica(2) ; Dominique ; Équateur(2) ; El Salvador ; Grenade ; Guatemala[6] ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque(3) ; Mexique ; Montserrat[7] ; Pérou(3) ; République dominicaine ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Suriname ; Trinité-et-Tobago
PMA **Q = 31** **CE = 34**	Afghanistan ; Angola ; Bangladesh ; Bénin ; Burkina Faso ; Burundi (+2008) ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie (+2008) ; Gambie ; Guinée (+2008) ; Haïti ; Îles Salomon ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Maldives ; Mali ; Mozambique (+2008) ; Népal ; Niger ; Ouganda ; RDP lao ; République centrafricaine ; Sénégal ; Sierra Leone ; Tchad ; Togo ; Tuvalu ; Yémen ; Zambie	Angola ; Bangladesh(3) ; Bénin(2) ; Burkina Faso(2) ; Burundi ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Haïti ; Îles Salomon ; Lesotho ; Madagascar(2) ; Malawi(3) ; Maldives ; Népal ; Niger ; RDP lao ; République centrafricaine ; Sénégal ; Sierra Leone ; Soudan ; Tanzanie[8] ; Tchad ; Zambie(2))

1. Présentation après la date limite.
2. Présentation conjointe avec la Finlande.
3. Les Maldives ont été retirées de la liste des PMA le 1er janvier 2011.
4. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
5. Présentation après la date limite.
6. Présentation conjointe avec le Canada.
7. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
8. Présentation après la date limite.

DONATEURS

	RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE (Q)	PRÉSENTATION DE CAS D'EXPÉRIENCE (CE)
ÉCONOMIES **Q = 29** **CE = 57**	Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Canada ; Corée ; Danemark ; Espagne ; États-Unis ; Finlande ; France ; Hongrie ; Irlande ; Israël ; Italie ; Japon ; Lituanie ; Luxembourg ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Portugal ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Singapour ; Suède ; Suisse ; Taipei chinois ; UE	Allemagne(4)[2] ; Australie(3) ; Belgique(2) ; Canada[1] ; Corée ; Danemark(2) ; Espagne(4) ; États-Unis(4) ; Japon(2) ; Norvège(4) ; Nouvelle-Zélande(2) ; Pays-Bas ; République tchèque ; Royaume-Uni/DFID(10) ; Singapour(3) ; Suède(2) ; Suisse(5) ; Taipei chinois(2) ; UE(4)
ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES **Q = 14** **CE = 51**	BAfD ; Banque mondiale ; BERD ; BID ; BIsD ; ITC ; CEE-ONU ; CENUA ; CNUCED ; FAO ; FMI ; OMC ; ONUDI ; PNUD	BAfD ; Banque mondiale(8) ; BAsD(6)[3] ; BERD(2) ; BID(5) ; BIsD/ITFC(2) ; ITC(6) ; CENUA(2) ; CNUCED(5) ; OMD(4) ; OMC/EPC ; OMC/FANDC(3) ; ONUDI(6)

1. Présentation conjointe avec l'ITC.
2. Y compris présentation conjointe avec la Tanzanie et avec la République kirghize.
3. Y compris un cas d'expérience présenté après la date limite.

PARTENAIRES SUD-SUD

	RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE (Q)	SOUMISSION DE CAS D'EXPÉRIENCE (CE)
Q = 10 **CE = 7**	Argentine ; Brésil ; Chili ; Chine ; Colombie ; Équateur ; Inde ; Indonésie ; Mexique ; Oman	Argentine(3) ; Brésil ; Chili ; Chine ; Mexique

ORGANISATIONS RÉGIONALES

	RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE (Q)	SOUMISSION DE CAS D'EXPÉRIENCE (CE)
Q = 9 **CE = 25**	ASACR (par courrier électronique) ; CARICOM ; CDAA ; CEDEAO ; CEN-SAD ; CESAO ; OECO ; TTCA-NC ; UEMOA	CARICOM(4) ; CDAA ; CEDEAO(3) ; CEN-SAD ; CESAO(7) ; OEA(4) ; OECO(2) ; TTCA-NC ; UEMOA(2))

AUTRES (UNIVERSITÉS, ONG, SECTEUR PRIVÉ, AUTRES ORGANISATIONS)

PRÉSENTATION DE CAS D'EXPÉRIENCE
CEDA ; Secrétariat du Commonwealth(2) ; COPE ; CSEND ; CTA ; CUTS ; ECDPM ; Gender focused(13) ; Institut allemand du développement ; OIDD ; IICA(3) ; Fondation pour la solidarité internationale[1] ; ICTSD(3) ; ITAM ; ODI(3) ; Chambre de commerce et d'industrie de Mongolie ; PriceWaterhouseCoopers ; SACAU ; SIFT ; Le Mécanisme mondial(2) ; PNUE ; Université du Chili ; Université Mohammed V Souissi ; UPU ; OMPI(3)

1. Présentation conjointe avec l'Union coopérative de Tierra Nueva.

CHAPITRE 1
OBJECTIFS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES : QU'EST-CE QUI A **CHANGÉ** ?

Ce chapitre répond à quatre questions. En quoi les objectifs, les priorités, les stratégies et les politiques en matière d'aide pour le commerce ont-ils changé depuis le dernier exercice de suivi ? Qu'est-ce qui a motivé ces changements ? Comment la demande a-t-elle évolué ? Et quelles sont les perspectives de l'aide pour le commerce ?

Toutes les parties prenantes intègrent l'aide pour le commerce dans leurs programmes de développement plus généraux, et leurs stratégies et objectifs en la matière sont davantage axés sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Les partenaires donnent maintenant la priorité à la compétitivité, à l'infrastructure économique et à la diversification des exportations.

Les pays partenaires ont amélioré l'intégration, la formulation et la communication de leur stratégie. Mais, certains donateurs sont confrontés à des difficultés budgétaires et ont du mal à répondre à l'augmentation sensible de la demande d'aide pour le commerce et d'assistance régionale.

La modification des objectifs, des priorités et des stratégies en matière d'aide pour le commerce a généralement été motivée par la modification des plans relatifs au commerce et au développement et par des facteurs nationaux. L'aide pour le commerce reste une priorité pour de nombreux partenaires et donateurs. Dans l'avenir, les plans seront révisés en fonction des changements d'orientation, des résultats des évaluations et de l'évolution des stratégies commerciales et des stratégies de développement. L'importance des résultats, du suivi et de l'évaluation ira en augmentant.

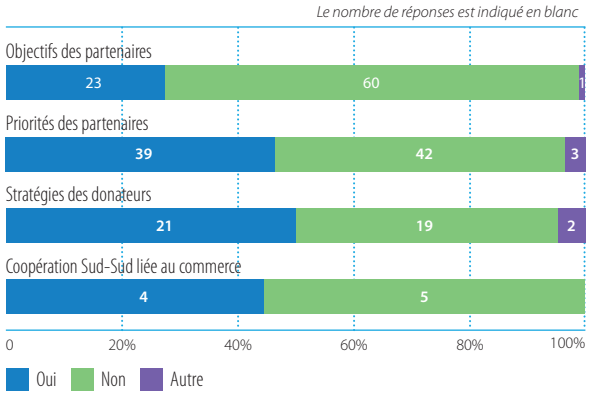
INTRODUCTION

L'aide pour le commerce dépend beaucoup de l'évolution de l'économie mondiale (des flux commerciaux aux résultats économiques et aux prix des produits de base), ainsi que de la situation budgétaire des pays développés et de la marge de manœuvre qu'elle leur confère. Elle fait intervenir de nombreux acteurs : les pays en développement, les économies émergentes et les pays de l'OCDE, soutenus par des institutions multilatérales et des organisations régionales. L'aide pour le commerce est donc un prisme utile pour observer l'évolution du monde depuis 2008. Dans le dernier panorama de l'aide pour le commerce, publié en 2009, il était dit que les résultats globalement positifs de cette initiative risquaient d'être compromis par l'évolution défavorable de la conjoncture mondiale. La crise financière et la récession économique qui ont suivi ont menacé d'inverser la forte croissance des apports d'aide pour le commerce. La contraction des échanges a mis en péril le travail accompli pour promouvoir le commerce comme outil de développement, et la propagation de la crise risquait de nuire à l'ouverture des marchés. Bien que, au moment du présent panorama de l'aide pour le commerce, l'économie mondiale ait commencé à se redresser, les séquelles de la crise continueront d'influer sur le programme d'aide pour le commerce dans les années à venir. Ce chapitre examine l'évolution des objectifs, des priorités, des stratégies et des politiques des pays partenaires, des donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud. Il montre que, sur la base

des auto-évaluations, les objectifs n'ont guère changé, mais les priorités un peu plus et, surtout, les approches ont évolué. Dans près de la moitié des pays ayant participé au présent exercice de suivi, les donateurs et les fournisseurs Sud-Sud ont modifié leur approche de la coopération liée au commerce.

Les pays partenaires donnent de plus en plus la priorité à la compétitivité et à la diversification des exportations pour renforcer leur résistance aux chocs et réduire les risques (voir la figure 1.1). Pour les donateurs, le suivi et l'évaluation des résultats ont pris de l'importance depuis la crise. En général, ces changements sont motivés principalement par l'évolution des circonstances nationales, comme un changement de gouvernement ou une réorientation de la politique de développement et de la politique commerciale. Comme il se doit, ce sont les objectifs qui ont le moins changé. Près de la moitié des pays partenaires ayant répondu au questionnaire indiquent que leurs priorités ont changé. La moitié des donateurs ont modifié leurs stratégies et 44 pour cent des fournisseurs de coopération Sud-Sud ont modifié leur politique de coopération liée au commerce.

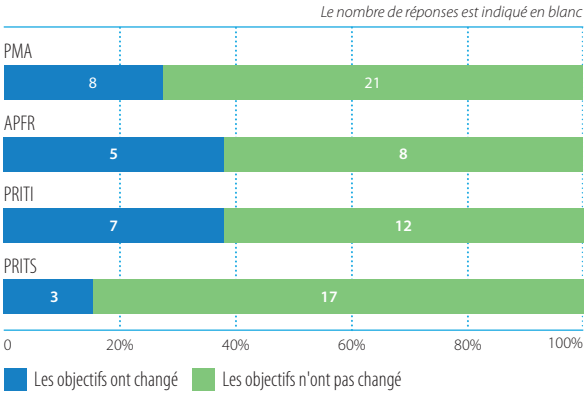
Figure 1.1 Qu'est-ce qui a changé depuis 2008 ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Le reste du chapitre est structuré comme suit : la deuxième section examine les changements intervenus dans les objectifs, les priorités, les stratégies et les politiques des pays partenaires, des donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud. La section suivante examine les principales causes de ces changements. Une autre section analyse l'évolution de la demande d'aide pour le commerce et d'assistance régionale liée au commerce. Une autre encore explique comment les politiques et les stratégies en matière d'aide pour le commerce pourraient évoluer au cours des deux prochaines années et indique les perspectives de l'aide pour le commerce. Enfin, la dernière section énonce quelques conclusions sur lesquelles sera fondée l'analyse ultérieure.

Figure 1.2 Les objectifs de l'aide pour le commerce ont-ils changé ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ?

Cette section examine les réponses au questionnaire OCDE-OMC sur l'aide pour le commerce, dont le but était d'évaluer les changements intervenus depuis 2008 et de mettre à jour les renseignements donnés dans le questionnaire précédent.

L'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce a recommandé que l'Initiative ait les objectifs suivants :

- permettre aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce plus efficacement pour promouvoir la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté et atteindre leurs objectifs de développement, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;
- aider les pays en développement, en particulier les PMA, à renforcer leurs capacités sur le plan de l'offre et leur infrastructure liée au commerce pour leur permettre d'accéder plus facilement aux marchés et d'exporter davantage ;
- aider à faciliter et à mettre en œuvre les réformes commerciales et la libéralisation du commerce et à s'y adapter ;
- aider à l'intégration régionale
- aider à assurer une intégration harmonieuse des pays dans le système commercial mondial ; et
- aider à mettre en œuvre les accords commerciaux (OMC, 2006).

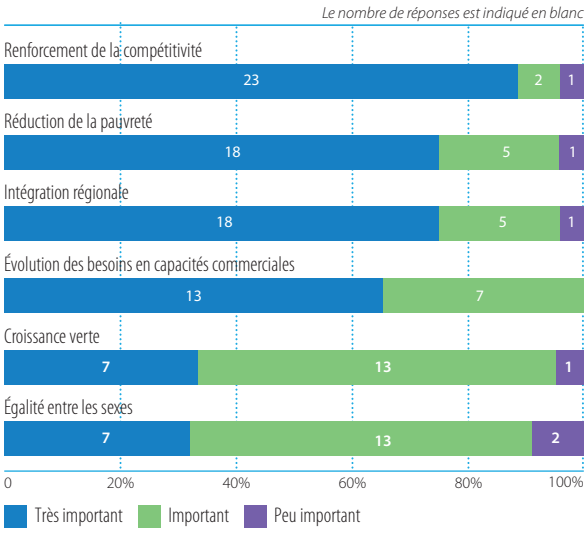
Il se peut que de nombreux pays en développement ne parviennent pas à réaliser leur potentiel commercial, parce qu'ils se heurtent à des obstacles qui les empêchent de convertir les possibilités commerciales en échanges et les échanges en

croissance. L'OCDE (2011) montre que les quatre objectifs les plus courants de l'aide pour le commerce, à savoir augmenter les échanges, diversifier les exportations, maximiser les liens avec l'économie nationale et renforcer la capacité d'ajustement, peuvent contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Les objectifs des pays partenaires n'ont guère changé …

Il faut s'attendre à ce que les objectifs des pays soient relativement stables et ne changent guère. En effet, la plupart des pays partenaires n'ont pas modifié leurs objectifs, puisque moins de 30 pour cent des PMA, moins de 40 pour cent des APFR et des PRITI, et seulement 15 pour cent environ des PRITS l'ont fait.

Figure 1.3 Évolution des objectifs des pays partenaires



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

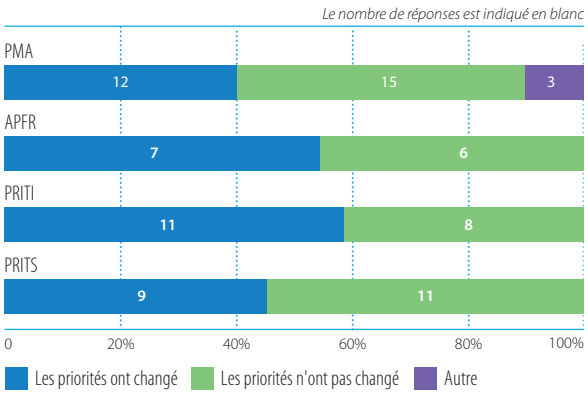
La figure 1.3 présente les modifications apportées par les pays partenaires. Dans la plupart des cas, l'accent est mis davantage sur les questions centrales. Par exemple, les principaux objectifs de l'Ouganda sont la compétitivité, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale (du fait de sa participation au marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est). Le Botswana a indiqué les trois mêmes objectifs dans les deux enquêtes, mais ceux-ci ont pris de l'importance entre 2008 et 2011 en raison des événements économiques en 2009-2010. Les priorités des Maldives sont toujours d'attirer l'IED et de faire participer le secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé, mais l'accent est mis davantage sur la compétitivité et la diversification. Haïti n'a pas changé d'objectifs, mais leur a ajouté la croissance verte et l'égalité entre les sexes. Les objectifs des Tonga reflètent la petite taille du pays, son éloignement et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. Les Îles Salomon n'ont pas formulé de stratégie, d'objectifs ou de priorités spécifiques concernant l'aide pour le commerce, aussi est-il difficile de dire si ceux-ci ont changé depuis 2008. Le pays a cependant un plan et des objectifs de développement plus généraux qui semblent influencer les objectifs de l'aide pour le commerce, comme c'est le cas pour de nombreux pays partenaires. En général, il semble que les objectifs évoluent en fonction de facteurs propres aux pays.

… mais les priorités ont évolué …

Depuis 2008, les priorités des pays partenaires ont plus évolué que leurs objectifs. En effet, 40 pour cent des PMA, 55 pour cent des APFR et PRITI, et 45 pour cent des PRITS ont modifié leurs priorités.

Les priorités en matière d'aide pour le commerce indiquées par les pays partenaires sont les mêmes que dans l'enquête précédente, à savoir la compétitivité, l'infrastructure économique, la diversification des exportations et l'analyse de la politique commerciale, les négociations et la mise en œuvre. Toutefois, parmi les pays qui ont modifié leurs priorités, 30 pour cent privilégient la compétitivité, qui est la première priorité dans toutes les régions et tous les groupes de revenu (c'est le cas pour cinq PMA, trois APFR, trois PRITI et trois PRITS), mais en particulier en Afrique de l'Ouest, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. L'infrastructure économique est la deuxième priorité des PMA, suivie par la diversification des exportations. Les deuxième et troisième priorités des APFR sont l'analyse de la politique commerciale, les négociations et la mise en œuvre, et la facilitation des échanges, respectivement. Les PRITI mettent également l'accent sur la politique commerciale et les chaînes de valeur. Les PRITS privilégient la diversification des exportations et l'infrastructure économique.

Figure 1.4 Évolution des priorités par groupe de revenu

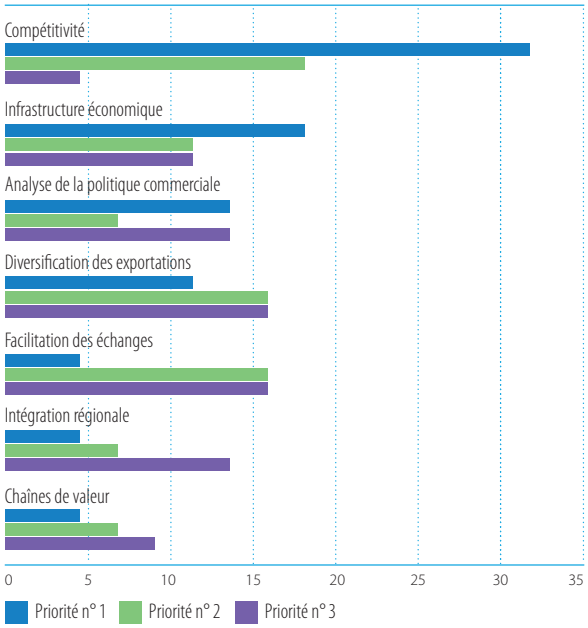


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

... et l'accent est mis davantage sur la compétitivité et la diversification des exportations..

Au total, 24 pays donnent la priorité à la compétitivité, 19 à la diversification des exportations et 18 à l'infrastructure économique. Comme cela est indiqué dans la section sur la crise économique, ces changements pourraient refléter les efforts faits pour utiliser l'aide pour le commerce pour accroître la résistance de l'économie et diversifier les risques et pour attirer les investisseurs. Par exemple, la Gambie donne la priorité à la diversification des exportations pour être moins tributaire des exportations traditionnelles et pour tirer parti des possibilités dans d'autres secteurs, comme la noix de cajou, la volaille et l'agroalimentaire.

Figure 1.5 Nouvelles priorités des partenaires



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Dans certains pays, des besoins spécifiques sont apparus, ce qui a modifié les priorités. En Mongolie, les priorités en matière d'aide pour le commerce restent essentiellement les mêmes, mais l'analyse des politiques et les négociations ont pris de l'importance car le pays a un programme accéléré de négociation d'ACR. La principale priorité de l'Indonésie est désormais l'analyse de la politique commerciale, les négociations et la mise en œuvre, ce qui traduit la nécessité d'intégrer les nouvelles lois environnementales adoptées en 2009. Par ailleurs, certains pays semblent avoir modifié leurs priorités en pensant qu'ils obtiendraient un financement pour leurs nouvelles priorités. Par exemple, le Kenya privilégie l'infrastructure, parce que les pays de l'OCDE veulent accorder une aide dans ce domaine.

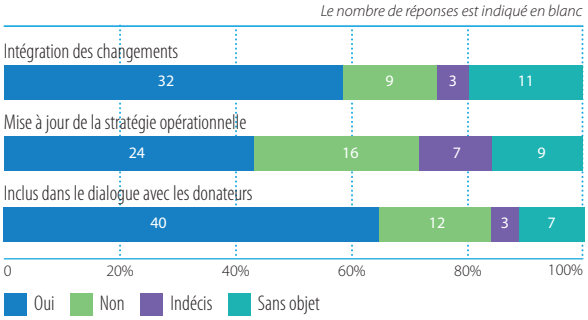
La suspension des Fidji du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et du Commonwealth a eu un impact sur leurs relations commerciales dans la région et a obligé le pays à chercher de nouveaux marchés, en particulier en Asie, dans le cadre de sa politique « Look North ». Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale est en train d'élaborer le tout premier cadre de politique commerciale des Fidji pour guider les politiques économique et commerciale du pays et aider à réaliser les objectifs nationaux, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ce cadre identifiera les intérêts économiques et commerciaux des Fidji sur les marchés internationaux pour les marchandises et les services, et définira les objectifs et les stratégies du pays dans le cadre de son programme de développement économique durable.

Au Nigéria, les nouvelles priorités de développement ont amené le gouvernement à mettre davantage l'accent sur la qualité de la croissance (augmentation de la productivité industrielle), les chaînes de valeur, l'intensité d'emploi, la création de richesse et la réduction de la pauvreté. La facilitation des échanges est considérée comme essentielle pour développer le commerce et elle a été intégrée dans le processus de planification stratégique Vision 20:2020 du gouvernement. Le Sénégal indique que la crise alimentaire mondiale l'a amené à donner la priorité à la compétitivité de la production locale et à l'autosuffisance alimentaire. Le Ghana a modifié ses priorités depuis la découverte et l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz naturel. Le Suriname quant à lui cherche à être moins tributaire des industries extractives en raison de sa vulnérabilité à la hausse des prix des produits de base. Sa principale priorité est la fabrication de produits finals à partir des ressources nationales.

Ces changements ont été largement intégrés dans les stratégies nationales.

En 2008, presque tous les pays partenaires (79 sur 83) ont indiqué qu'ils avaient des stratégies nationales de développement. Plus de la moitié (43) intègrent *pleinement* le commerce dans leurs stratégies sur la base des priorités identifiées et des plans d'action, et 32 autres l'intègrent *partiellement* (c'est-à-dire qu'ils le mentionnent dans leurs stratégies nationales, mais ces stratégies ne définissent pas d'objectifs opérationnels ni de plans d'action). Parmi les pays qui ont modifié leurs objectifs ou leurs priorités au cours des deux dernières années, près de 60 pour cent ont intégré ces changements dans leurs stratégies de développement. Un peu plus de 40 pour cent seulement ont mis à jour leurs stratégies opérationnelles, mais plus de 60 pour cent ont inclus ces changements dans leurs discussions avec les donateurs.

Figure 1.6 Les changements de priorités ont ils-été intégrés, inclus dans les stratégies et discutés avec les donateurs ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Plusieurs pays ont donné des précisions sur leurs efforts pour intégrer les changements dans leur stratégie de développement. La Gambie indique que son précédent Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) n'intégrait pas convenablement les priorités commerciales. Cette lacune est en train d'être corrigée dans le cadre de l'examen de son nouveau programme de développement. En Sierra Leone, les nouvelles priorités ont été incorporées dans le Programme national du Président pour le changement. Au Pakistan, le cadre stratégique de politique commerciale et le document de travail du 10ème Plan quinquennal ont été modifiés. Le Ghana a intégré ses nouvelles priorités dans sa Stratégie de croissance partagée et de développement à moyen terme. Le gouvernement angolais a intégré ses priorités commerciales révisées dans sa Stratégie de réduction de la pauvreté.

Certains pays n'ont pas encore de stratégie spécifique en matière d'aide pour le commerce, alors que d'autres envisagent d'intégrer les changements lors de la révision de leurs plans de développement. Le Swaziland prévoit d'effectuer prochainement une évaluation des besoins d'aide pour le commerce qui servira de base à une stratégie en matière d'aide pour le commerce, laquelle sera incorporée dans la stratégie de développement du pays. Le Suriname indique que sa stratégie en matière d'aide pour le commerce est déjà mise en œuvre, mais que ses nouvelles priorités seront incorporées formellement dans son prochain plan de développement pluriannuel. La stratégie de développement nationale de la Trinité-et-Tobago et les stratégies opérationnelles nécessaires seront élaborées à court ou moyen terme. Le Botswana note que la plupart des changements concernant l'aide pour le commerce (comme effort de diversification économique) sont récents et que, bien que le gouvernement les ait adoptés, ils n'ont pas encore été intégrés dans le plan national de développement.

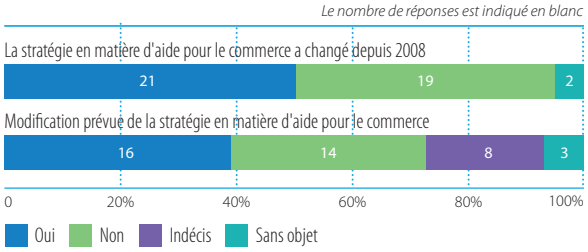
Dans certains cas, les stratégies opérationnelles doivent être mises à jour pour tenir compte des changements intervenus. Toutefois, presque tous les pays qui n'ont pas encore mis à jour leurs stratégies prévoient une révision. En outre, les 20 pour cent de pays qui n'ont pas discuté de changements avec les donateurs envisagent de le faire. Ces observations semblent indiquer des améliorations en ce qui concerne l'intégration du commerce et la prise en compte des nouveaux objectifs et des nouvelles priorités dans les plans nationaux de développement, les stratégies opérationnelles et les discussions avec les donateurs

De nombreux donateurs ont modifié leurs stratégies …

Près de la moitié des donateurs disent avoir modifié leurs stratégies. C'est le cas, par exemple, du Royaume-Uni, de la France et de la Banque mondiale, mais pas de l'UE, du Japon et de l'Allemagne.

Les donateurs multilatéraux et bilatéraux sont d'accord sur les trois questions les plus importantes concernant l'aide pour le commerce, à savoir la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Les donateurs multilatéraux attachent plus d'importance à l'amélioration du suivi et de l'évaluation des résultats, et moins à l'adoption d'une approche plus régionale, ce qui se comprend vu que de nombreuses institutions régionales ont déjà une orientation géographique précise, qui n'est pas appelée à changer (par exemple, l'Afrique pour la Banque africaine de développement).

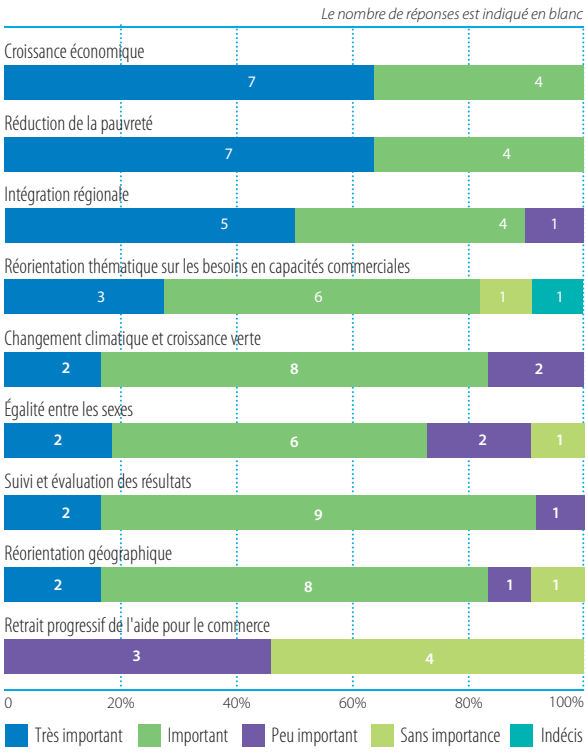
Figure 1.7 Modifications passées et futures des stratégies des donateurs en matière d'aide pour le commerce



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

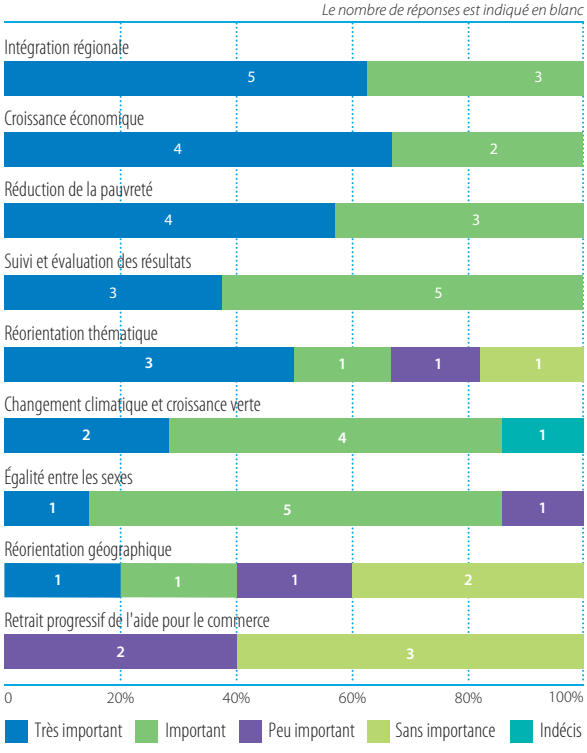
Le gouvernement australien reste convaincu que la croissance économique est la meilleure solution à long terme pour réduire la pauvreté et que le commerce est un moteur essentiel de la croissance économique. Ses priorités pour 2008-2010 restaient les suivantes : *i*) soutien à l'infrastructure économique (en particulier dans le secteur des transports) ; *ii*) augmentation de la productivité agricole et développement des marchés ruraux ; *iii*) réforme commerciale ; *iv*) gestion de la pêche ; et *v*) élimination des obstacles à la croissance du secteur privé. L'Australie intensifie

Figure 1.8 Importance des changements pour les donateurs bilatéraux



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Figure 1.9 Importance des changements pour les donateurs multilatéraux



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

ses efforts pour promouvoir l'intégration régionale dans ses activités d'aide pour le commerce, en particulier en Asie de l'Est et dans le Pacifique qui sont, les deux principales régions où elle fournit une aide pour le commerce. Le Plan d'action de la Finlande relatif à l'aide pour le commerce n'a pas changé depuis son lancement en 2008. Toutefois, plusieurs nouvelles questions qui n'étaient pas mentionnées dans le Plan d'action sont apparues, notamment l'élargissement de la coopération à l'Europe de l'Est, à l'Asie centrale, au Caucase du Sud et aux Balkans occidentaux. L'aide pour le commerce accordée par la Corée aux PMA d'Afrique subsaharienne vise à consolider les bases de la production et à renforcer les capacités commerciales.

… en partie du fait de la nécessité de montrer des résultats

En 2010, le Royaume-Uni a amélioré son approche de l'aide pour le commerce en mettant davantage l'accent sur l'obtention de résultats, à la fois par la planification des programmes et par l'amélioration des techniques de suivi et d'évaluation. Le Livre blanc sur le commerce de février 2011 indique comment il a affiné son approche de l'aide pour le commerce. Pour donner la priorité, dans les prochaines années, à la facilitation des échanges, au renforcement des capacités (en particulier des capacités de négociation) et à la compétitivité du pays (notamment grâce à une plus forte participation du secteur privé). Le Royaume-Uni a renforcé son soutien à l'intégration régionale, principalement en Afrique, mais aussi dans les Caraïbes et de plus en plus en Asie. D'autres activités transversales ont été entreprises notamment pour promouvoir le rôle des femmes dans le commerce et dans les industries d'exportation ; pour mobiliser les connaissances et le soutien nécessaires pour faire en sorte que l'aide pour le commerce contribue à la réduction de la pauvreté ; et pour élargir les recherches afin de guider les politiques d'exportation et de développement du commerce et d'améliorer les techniques de l'aide pour le commerce. L'Italie n'a pas défini de stratégie en matière d'aide pour le commerce et ne peut donc pas évaluer les changements depuis 2008. Cela pourrait aussi être le cas du Portugal et de la Hongrie, qui n'ont pas répondu à la question.

Le nouvel environnement commercial mondial, et l'expérience du Groupe de la Banque mondiale dans la mise en œuvre de l'aide pour le commerce ont amené la Banque à axer ses priorités en matière d'aide pour le commerce sur l'accroissement de la compétitivité et la diversification des échanges ; l'amélioration des transports et de la logistique pour faciliter les échanges ; l'amélioration de l'accès aux marchés et de l'intégration ; et l'accès au financement du commerce. La BID a mis davantage l'accent sur les objectifs d'intégration régionale. Ses priorités thématiques comprennent la facilitation des échanges, le commerce et la logistique, les normes et la politique commerciale. Une plus grande attention est accordée au suivi et à l'évaluation des résultats.

Les politiques de coopération Sud-Sud ont peu changé, mais les acteurs sont plus nombreux.

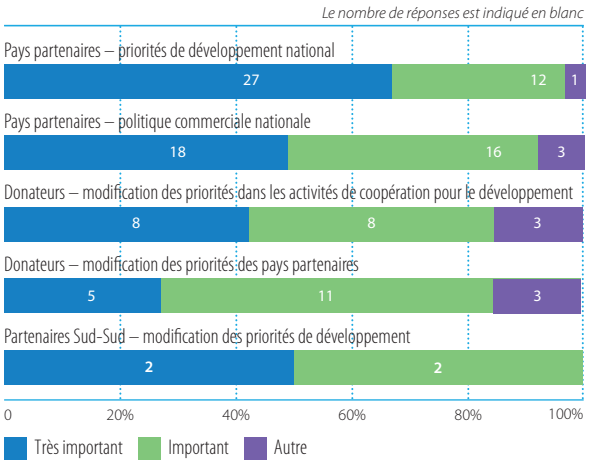
Sur les dix pays qui ont répondu au questionnaire sur la coopération Sud-Sud, quatre ont indiqué que leur politique de coopération liée au commerce avait changé, à savoir l'Équateur, le Mexique, Oman et l'Indonésie. Toutefois, aucun changement n'a été signalé par les principaux fournisseurs de coopération Sud-Sud, tels que la Chine, le Chili, le Brésil, la Colombie et l'Inde. Tous ces pays, sauf la Colombie, ont répondu au questionnaire de 2008 sur la coopération Sud-Sud. Les politiques dans ce domaine semblent avoir changé en raison de l'évolution des priorités de développement et de l'apparition de nouvelles approches, procédures et formes d'aide. Ces nouvelles politiques sont davantage axées sur les résultats, sur la dimension régionale et sur la croissance verte.

Oman fournit plus d'infrastructures, telles que les ports et les aéroports, et aide les pays à simplifier les procédures commerciales en mettant en place des portails informatiques. Le Brésil prévoit de modifier sa stratégie principalement en mettant l'accent sur le changement climatique et la croissance verte. Son soutien ira en grande partie aux biocarburants et à l'agriculture, en particulier en Afrique. L'Inde prévoit également de revoir ses activités pour mettre l'accent sur les résultats, notamment sur la dimension régionale de l'aide pour le commerce. Elle envisage aussi d'intensifier l'assistance fournie dans ce domaine.

QUELS ONT ÉTÉ LES FACTEURS DE CHANGEMENT ?

La plupart des pays ont indiqué que les changements de priorités ont été dictés par des considérations nationales. Les changements de gouvernement ont eu un impact non négligeable. Les changements dans les priorités et les stratégies de développement ont été encore plus significatifs pour toutes les parties prenantes (voir la figure 1.10). Les pays partenaires ont indiqué que l'évolution des politiques commerciales et de développement était le principal facteur de changement. Les donateurs ont aussi modifié leurs stratégies en fonction de l'évolution des priorités des pays partenaires. Les partenaires Sud-Sud qui ont modifié leurs politiques l'ont fait essentiellement parce que leurs priorités de développement avaient changé.

Figure 1.10 Quels ont été les facteurs de changement ?

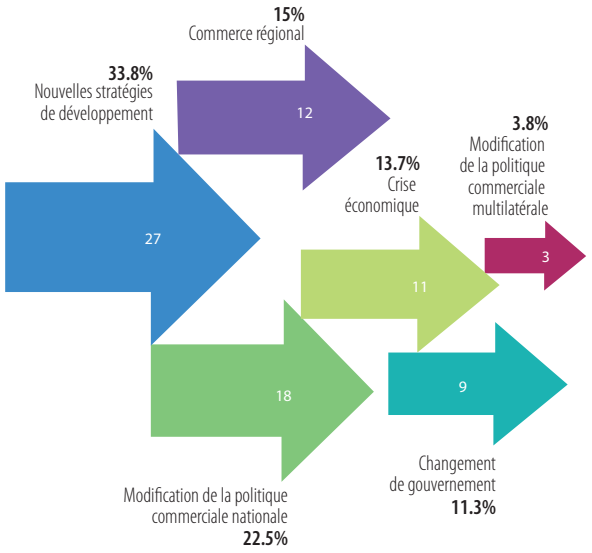


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Les pays partenaires répondent à l'évolution des priorités de développement et des politiques commerciales …

Un peu plus du tiers des pays partenaires qui ont modifié leurs priorités indiquent que l'adoption de nouvelles stratégies de développement a été le principal facteur de changement. Le Burkina Faso a lancé une stratégie de croissance accélérée et de développement, qui met l'accent sur la promotion du commerce extérieur et sur le développement du secteur privé. Les Tonga sont en train d'élaborer une stratégie d'exportation nationale, une stratégie nationale de développement du secteur privé et une stratégie d'exportation de main-d'œuvre. Le Guatemala est en train de mettre à jour sa politique de commerce extérieur et s'efforce d'accroître la compétitivité de ses exportations.

Figure 1.11 Facteurs de changement selon les pays partenaires

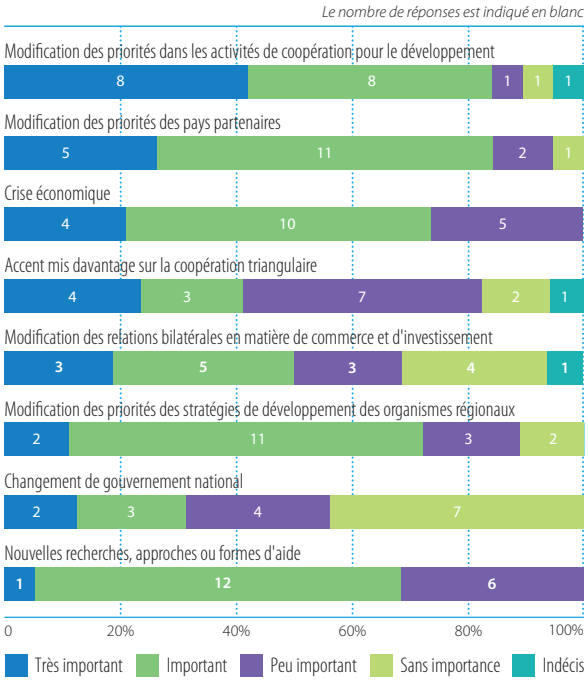


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc*

Certains pays ont aussi modifié leurs priorités après la conclusion d'accords commerciaux régionaux et d'accords de partenariat économique. Les priorités du Swaziland ont changé parce que le pays a récemment mis l'accent sur le commerce des services dans le cadre du COMESA et des APE. Le Kenya a modifié ses objectifs en matière d'aide pour le commerce afin de les aligner sur les objectifs définis dans sa nouvelle constitution.

Le deuxième facteur important a été l'évolution des politiques commerciales nationales et l'élaboration de nouvelles stratégies commerciales. Le Népal a récemment lancé une stratégie d'intégration du commerce qui vise à renforcer ses capacités de négociation commerciale (en particulier au niveau bilatéral), ses capacités techniques pour faire face aux obstacles non tarifaires (ONT), ses capacités d'exportation, et la capacité du gouvernement de gérer l'assistance technique et l'aide pour le commerce nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie. La réalisation d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et l'établissement de matrices d'action, ont amené les Comores à modifier leurs priorités. Pour 15 pour cent des pays ayant répondu au questionnaire, le commerce régional était le troisième facteur de changement des priorités. Le commerce multilatéral était beaucoup moins important, probablement en raison de l'absence de progrès dans le Cycle de Doha. La crise économique a été le principal facteur de changement pour 14 pour cent des pays partenaires ayant répondu au questionnaire, ce qui est moins que dans le cas des donateurs. Un changement de gouvernement a entraîné un changement de priorités en El Salvador, au Gabon, au Ghana, au Guatemala, aux Tonga et au Suriname.

Figure 1.12 Facteurs de changement selon les donateurs

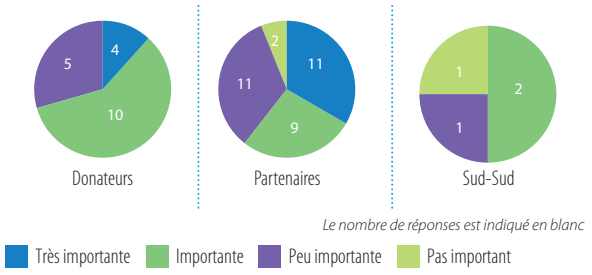


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

... et les donateurs répondent à l'évolution des priorités des pays partenaires.

Comme cela est indiqué plus haut, les principaux facteurs de changement identifiés par les donateurs sont la modification des priorités des pays partenaires et la modification des priorités en matière de coopération pour le développement. La crise économique a également joué un rôle. Quelques donateurs seulement ont modifié leurs priorités à la suite d'un changement de gouvernement national, mais lorsque cela a été le cas, la modification a été importante. Les nouvelles recherches et approches étaient aussi considérées comme des facteurs importants, mais un donateur seulement a estimé que c'était le principal facteur de changement. L'influence de la coopération triangulaire sur les stratégies d'aide pour le commerce reste limitée. La section suivante examine l'effet de la crise économique et les nouvelles questions abordées dans les discussions sur l'aide pour le commerce, en particulier l'environnement et l'égalité entre les sexes.

Figure 1.13 Importance de la crise économique



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011)..

La crise économique a affecté les différents acteurs de façon contrastée …

La figure ci-dessus montre que la crise financière a affecté les pays, donateurs ou partenaires, de façon très contrastée. Plus de 30 pour cent des pays partenaires estiment que la crise a été un des principaux facteurs qui les ont conduits à modifier leurs priorités et 40 pour cent considèrent c'était un facteur peu ou pas important. De même, plus de 20 pour cent des donateurs estiment que c'était le principal facteur à l'origine des changements de stratégie et plus de 25 pour cent que c'était un facteur peu important. En ce qui concerne les partenaires Sud-Sud, la crise a été un facteur important uniquement pour la moitié des pays qui ont modifié leurs politiques. Comme cela est indiqué dans la section précédente, la modification des objectifs et des stratégies a été motivée le plus souvent par des considérations nationales. Il semble cependant que la crise a amené les pays partenaires à se concentrer davantage sur la compétitivité, la diversification des exportations et le renforcement de la résistance aux chocs économiques, et a conduit de nombreux donateurs à s'attacher encore plus à montrer les résultats.

… et bien que la crise n'ait pas été expressément citée comme un facteur-clé …

Même si les objectifs et les priorités de nombreux pays partenaires en matière d'aide pour le commerce n'ont pas changé, la crise économique a mis en évidence, comme l'explique la Grenade, l'importance des objectifs existants et le caractère urgent des priorités actuelles. Elle a réduit le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui a entraîné une diminution des recettes tirées des exportations et des activités économiques. La Sierra Leone indique qu'après la crise, il est devenu plus difficile de trouver des fonds pour répondre aux priorités et aux objectifs. D'après le Canada, suite à la crise et vu l'importance croissante du commerce et de l'investissement pour la reprise économique, l'aide pour le commerce apparaît encore plus clairement comme un moyen de soutenir la croissance économique. Les pays investissent davantage dans le renforcement de l'infrastructure économique et des capacités de production et dans le développement fondé sur l'exportation, évolution qui augmentera la demande d'aide pour le commerce. L'Allemagne note également que cette demande a augmenté après la crise, en particulier pour le financement du commerce et l'accroissement de la compétitivité et de la productivité du secteur privé. La Nouvelle-Zélande signale que la crise a aggravé les difficultés économiques et budgétaires des pays insulaires du Pacifique, ce qui les a amenés à redoubler d'efforts pour renforcer leur économie et réduire leur vulnérabilité. Tout cela semble avoir été une bonne raison pour les pays partenaires de donner la priorité dans leurs plans à la compétitivité et à la diversification des exportations. Ainsi, même si la crise n'a pas été expressément citée comme un facteur-clé, il semble qu'elle a influencé indirectement la définition des priorités.

… il semble qu'elle a influencé indirectement la définition des priorités.

De nombreux donateurs s'attendent à ce que les budgets alloués à l'aide au développement soient réduits dans l'avenir, mais ils indiquent que l'aide pour le commerce restera une priorité. La crise économique et des questions contextuelles plus larges, comme la réalisation des objectifs en matière d'aide, ont amené le Royaume-Uni à veiller davantage à ce que l'aide pour le commerce soit aussi efficace que possible, à la fois par la planification des programmes et par l'amélioration du suivi et de l'évaluation. Beaucoup d'autres donateurs accordent aussi une place plus importante au suivi et à l'évaluation des résultats. En raison de la crise économique et des réductions budgétaires, les Pays-Bas revoient actuellement leurs plans de dépenses. Le résultat n'est pas clair, mais le pays note que l'aide pour le commerce restera une priorité, dans la mesure où elle ne sera pas durement touchée par la réduction des dépenses. Malgré les contraintes budgétaires, le gouvernement australien reste déterminé à augmenter l'APD pour la porter à 0,5 pour cent du revenu national brut d'ici à 2015-2016 et à aider les pays en développement à atteindre les OMD. Comme beaucoup d'autres donateurs, l'Australie estime que ses efforts en matière d'aide pour le commerce contribueront à la réalisation de ces objectifs, en particulier l'objectif 1 (éradiquer la pauvreté) et l'objectif 8 (mettre en place un système commercial et financier réglementé, prévisible et non discriminatoire).

Les questions environnementales influent de plus en plus sur le programme d'aide pour le commerce ;

Au cours du deuxième Examen global de l'ide pour le commerce, le Secrétaire général de l'OCDE, M. Gurría, a expliqué qu'il fallait relier l'aide pour le commerce au programme plus large de développement pour assurer une meilleure protection de l'environnement et une croissance plus durable. « *L'aide pour le commerce peut jouer un grand rôle dans la réalisation des objectifs de développement auxquels nous souscrivons tous [. . .] elle peut surtout contribuer au renforcement des capacités dont les pays en développement ont besoin pour assurer une meilleure protection de l'environnement et lutter contre la pauvreté.* » Il est cependant probable que la croissance verte ne figurera pas parmi les priorités de nombreux pays partenaires en raison des défis immédiats auxquels ils sont confrontés dans les domaines de l'emploi, de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Conformément au principe d'appropriation, les pays partenaires doivent agir et définir leurs propres priorités. Il se peut en outre que la crise économique ait bloqué le soutien destiné à l'adaptation au changement climatique et le financement des initiatives pour une croissance verte. Le financement destiné à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets augmentera probablement dans les prochaines années, mais l'APD et l'aide pour le commerce peuvent déjà contribuer au renforcement des capacités et de la résistance.

Les pays en développement peuvent s'orienter vers une croissance pauvre en carbone tout en favorisant le développement et en réduisant la pauvreté, mais cela dépend de l'assistance technique et financière mise à disposition au niveau national, en particulier par les pays à revenu élevé (Stern, 2009). L'aide pour le commerce et le financement de la croissance verte ont de nombreux objectifs communs et, s'ils sont utilisés de manière complémentaire, ils peuvent aider les PMA à renforcer leur résistance économique et à se doter des capacités d'offre dont ils ont besoin pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets et pour participer à l'économie mondiale dans de meilleures conditions (Ancharaz et Sultan, 2010). En effet, l'aide pour le commerce et les nouvelles sources de financement pour l'adaptation au changement climatique peuvent se combiner pour couvrir certains des coûts escomptés du changement climatique (Keane *et al.*, 2009).

Comme l'indiquent Collier *et al.* (2008), la croissance verte se heurte aux mêmes difficultés que l'aide pour le commerce, par exemple, pour obtenir la participation du secteur privé et pour s'attaquer aux problèmes régionaux de manière coordonnée. Les auteurs considèrent que l'adaptation au changement climatique en Afrique dépend principalement de la réponse du secteur privé, impliquant un déplacement de population et la modification de la structure sectorielle de la production, et des modes de culture (Collier, Conway et Venables, 2008). Les auteurs considèrent aussi que l'adaptation en Afrique sera entravée par la division du continent en un grand nombre de pays, par un environnement économique défavorable et par une intégration régionale insuffisante. L'aide pour le commerce vise à améliorer l'environnement économique et à rendre les économies plus résistantes et plus réactives face aux besoins futurs (OCDE, 2010).

… de nombreux donateurs les intègrent dans leurs programmes …

La Nouvelle-Zélande s'efforce d'intégrer les questions liées au changement climatique dans son programme d'aide. Elle s'attache à faire en sorte que les projets d'infrastructure, y compris l'infrastructure liée au commerce, soient adaptés au changement climatique. Cela est d'autant plus important que bon nombre de ses partenaires du Pacifique, région où elle concentre son activité, sont très vulnérables aux impacts du changement climatique sur l'environnement. Son soutien au développement économique durable, est axé de plus en plus sur des secteurs particuliers, comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, dont dépend la croissance future de ses partenaires, et sur l'infrastructure et l'énergie. Il est important d'envisager l'aide pour le commerce dans l'optique du climat pour éviter que les politiques et les décisions augmentent la vulnérabilité au changement climatique et négligent les possibilités d'adaptation (OCDE, 2009). Le Taipei chinois met l'accent sur le changement climatique et sur un développement écologiquement durable, ainsi que sur la croissance et la réduction de la pauvreté. L'environnement/ le changement climatique et la croissance verte font partie des priorités intersectorielles de la BID et seront intégrées dans sa stratégie et son programme en matière d'aide pour le commerce. Singapour envisage de mettre en œuvre davantage de programmes d'assistance technique concernant le changement climatique. L'Allemagne prévoit de développer les liens entre l'aide pour le commerce et la croissance verte.

La croissance verte peut aussi permettre d'obtenir des financements novateurs et de mettre en place des partenariats public-privé (PPP). La Corée en est un exemple avec son projet de création d'un village vert et d'approvisionnement en eau utilisant les énergies renouvelables au Kazakhstan (deux ans/150 millions de dollars EU), dont le but est de fournir de l'eau salubre et un système de production d'énergie éolienne et solaire.

Ce projet est exécuté par une entreprise énergétique coréenne, en partenariat avec l'Agence coréenne de coopération internationale, l'entreprise partageant ses connaissances techniques pour augmenter l'impact du projet. L'Agence autrichienne de coopération pour le développement (ADC) a récemment signé des mémorandums d'accord avec la CDAA et la CEDEAO prévoyant une coopération pour développer l'infrastructure commerciale et les énergies renouvelables. Dans ce contexte, l'ADC s'est associée au Partenariat pour l'énergie et l'environnement avec l'Afrique australe et orientale. Ce partenariat est ouvert aux secteurs public et privé et il fonctionne par le biais d'appels à propositions. Il vise à promouvoir le soutien institutionnel et la gestion des connaissances, les projets d'énergies renouvelables et l'aide au développement des entreprises, ainsi que des projets pilotes nationaux et régionaux. La Finlande développe également ses partenariats dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, mais pas exclusivement dans le cadre de l'aide pour le commerce.

… et ces questions intéressent aussi les pays partenaires.

Les donateurs, plus que les pays partenaires, semblent donner la priorité à la croissance verte. Néanmoins, certains pays partenaires ont exprimé leur intérêt pour cette question et pensent que l'aide pour le commerce peut contribuer au renforcement des capacités pour développer des énergies nouvelles, renforcer le secteur agricole et développer le tourisme. Comme le Paraguay, la Trinité-et-Tobago accorde une grande importance au développement durable. Les Maldives craignent quant à elles que le changement climatique et la croissance verte deviennent une priorité des donateurs qui ne serait pas largement partagée par les pays partenaires. Elles notent que la croissance verte ne peut pas être laissée aux soins des donateurs. Cependant, d'après l'expérience des Maldives, ces derniers sont disposés à soutenir des activités comme le changement climatique et la bonne gouvernance, souvent plus que le commerce.

Par son soutien à la Norme est-africaine pour les produits biologiques, adoptée en 2007 par la Communauté de l'Afrique de l'Est comme norme officielle unique pour la production agricole dans la région, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est un exemple d'initiative combinant croissance verte et promotion du commerce. Cette norme est le résultat des travaux de l'Équipe spéciale chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement, initiative conjointe du PNUE et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Elle est issue d'un processus de consultations intensives auquel participent les gouvernements, le secteur privé, des ONG et des institutions internationales. Bien qu'aucune évaluation n'ait été effectuée, cette norme semble avoir été essentielle pour promouvoir l'agriculture biologique en Afrique de l'Est et elle a influencé l'élaboration d'autres normes régionales.

Au-delà des considérations économiques, l'agriculture biologique a de nombreux avantages en termes de développement durable. Elle a des effets positifs sur l'environnement, tels que la réduction de la consommation d'énergie (20 à 56 pour cent de moins par unité produite), la réduction des émissions de gaz à effet de serre (64 pour cent de moins en moyenne par hectare), l'accroissement de la biodiversité et une plus grande fertilité des sols, qui permet d'obtenir des rendements équivalents ou supérieurs à ceux de l'agriculture traditionnelle. De plus, la fertilité accrue permet de lutter contre la désertification en empêchant l'érosion et la dégradation des sols. Outre les avantages environnementaux, l'agriculture biologique peut augmenter la sécurité alimentaire grâce à une productivité et à des rendements plus élevés. Les effets sont particulièrement visibles dans l'agriculture de subsistance, où l'augmentation des rendements peut atteindre 180 pour cent. L'augmentation de l'emploi dans le secteur agricole limite aussi l'exode rural.

L'aide pour le commerce tient compte de l'égalité entre les sexes …

Conformément aux Recommandations de l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce, un des principes directeurs de l'Aide est qu'elle devrait être « fournie de façon cohérente en tenant pleinement compte, entre autres, des considérations de genre et de l'objectif global de développement durable » (OMC, 2006). L'impact de l'expansion du commerce sur la répartition du revenu et de l'emploi varie suivant le sexe. Les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté chronique en raison des disparités entre les sexes dans la répartition du revenu et de leur difficulté à accéder à des actifs nécessaires à la production comme la terre et le crédit. En outre, au sein des ménages, les hommes peuvent imposer des limites à l'emploi des femmes et s'emparer de leur revenu. Les disparités entre hommes et femmes s'agissant de l'accès aux opportunités ou sur le plan des ressources, des droits et des moyens d'expression sont donc étroitement liées à l'émancipation des femmes et au bien-être des enfants (Morrison *et al.*, 2007).

Il est clair que le commerce a un impact très différent sur les hommes et sur les femmes en raison de ces relations entre les sexes, mais dans la pratique, les effets du commerce sont ressentis par tous les individus à travers les fluctuations des prix (et donc l'offre de marchandises) et les variations de la production (ce qui est produit, comment et dans quelles conditions). De nouveaux emplois ont été créés pour les femmes dans des secteurs d'agriculture non traditionnelle (comme la production de fleurs coupées), dans les industries du vêtement et du textile, ainsi que dans les zones franches industrielles axées sur l'électronique et dans le secteur des services. Bon nombre de ces nouveaux emplois sont concentrés dans des industries exportatrices spécialisées dans l'assemblage de composants d'appareils électroniques ou la fabrication de textiles, de vêtements et de chaussures (Nair *et al.*, 2004). Un emploi rémunéré peut renforcer l'autonomie des femmes, ainsi que leur statut économique et social. Il peut également modifier les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, même au sein des ménages, et améliorer le bien-être des femmes, leur pouvoir de négociation et leur statut en général (OCDE, 2011).

… et les programmes liés au commerce de nombreux donateurs comportent des objectifs concernant l'égalité entre les sexes.

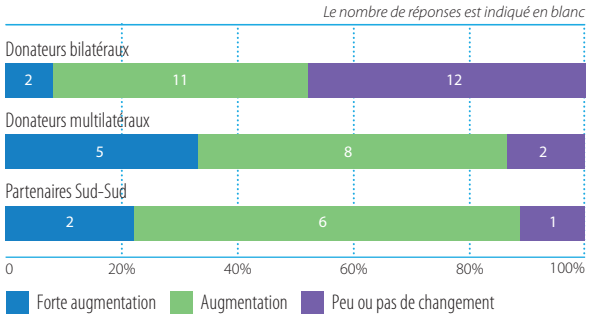
De nombreux donateurs ont des programmes spécifiques liés au commerce qui comportent des objectifs en matière d'égalité entre les sexes. Plusieurs initiatives du Royaume-Uni soutiennent les entreprises dirigées par des femmes et la main-d'œuvre féminine. À l'appui de la Stratégie pour la croissance économique durable, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a alloué 40 millions de dollars canadiens sur cinq ans pour le renforcement de la participation des pays en développement à l'économie mondiale. Le quart environ de cet investissement servira à améliorer de manière substantielle les conditions de vie des femmes commerçantes, entrepreneurs et agricultrices. En Afrique, le PNUD s'est efforcé en particulier de développer les capacités des femmes entrepreneurs, notamment de celles qui font du commerce transfrontières. Plusieurs cas d'expérience, présentés principalement par des organismes internationaux, montrent leur attachement à l'égalité entre les sexes dans le cadre de leurs programmes d'aide pour le commerce.

COMMENT LA DEMANDE D'AIDE POUR LE COMMERCE A-T-ELLE ÉVOLUÉ ?

La demande d'aide pour le commerce a augmenté …

Les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud notent une augmentation de la demande d'aide pour le commerce et de programmes régionaux liés au commerce. En fait, 60 pour cent des donateurs indiquent que cette demande a augmenté ou fortement augmenté. Sur les sept donateurs ayant constaté une forte augmentation, cinq sont des donateurs multilatéraux (BID, BAsD, CEA-ONU, CNUCED et ITC) et deux, des donateurs bilatéraux (Australie et Finlande). Un peu plus de la moitié des donateurs bilatéraux indiquent que la demande a augmenté, contre plus de 85 pour cent des donateurs multilatéraux, dont plus de 30 pour cent font état d'une forte augmentation. La plupart des partenaires Sud-Sud signalent une augmentation de la demande, dont le Brésil et la Chine qui font état d'une augmentation significative.

Figure 1.14 La demande d'aide pour le commerce a-t-elle augmenté ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

En général, les donateurs notent une augmentation de la demande dans les régions et les pays où ils ont des partenariats. Comme d'autres, la BID constate que la demande a augmenté dans les Caraïbes. La Banque islamique de développement signale une augmentation dans les pays d'Asie centrale et la CEA-ONU, en Afrique. D'autres organismes spécialisés signalent que la demande d'aide a augmenté dans les domaines de politique dans lesquels ils se spécialisent. Par exemple, la FAO a constaté un accroissement de la demande pour le renforcement des capacités de production dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. La Finlande indique que la demande a augmenté chez tous ses partenaires de longue date.

… et les besoins sont mieux définis.

Le Royaume-Uni constate que la demande globale d'aide pour le commerce a augmenté et que les besoins sont mieux définis. La Suède a noté une augmentation de la demande de la part de plusieurs pays et régions, en particulier en Afrique et dans le cadre des négociations sur l'Accord de partenariat UE–Afrique. Les demandes concernent toutes les catégories d'aide pour le commerce, mais surtout le renforcement des capacités commerciales, la facilitation des échanges et les domaines liés à une infrastructure de qualité, à savoir les normes SPS/OTC et les autres normes. L'Allemagne et la France ont également noté une augmentation de la demande d'aide pour le commerce, en particulier dans le contexte des APE négociés actuellement entre les pays ACP et l'UE, mais cette augmentation varie entre les pays ACP. Le Bénin et le Kenya demande de plus en plus un soutien dans le domaine de l'agriculture. La demande d'aide pour le commerce a aussi augmenté dans le cadre du processus du CIR, en particulier pour soutenir ce dernier. La République tchèque a constaté un accroissement de la demande de la Mongolie, et le Taipei chinois, de la demande d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua.

Un certain nombre de pays bénéficient également d'une assistance dans le cadre de programmes multilatéraux soutenus par le Royaume-Uni et d'autres. Ces programmes sont notamment le CIR, le Mécanisme de facilitation des échanges de la Banque mondiale et le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs administré par la Banque –qui fournit un soutien politique et technique ciblé en réponse à la demande des pays et des régions. La Banque mondiale a elle-même noté une demande accrue de prêts, d'assistance technique et de renforcement des capacités, essentiellement de la part des pays de l'Afrique subsaharienne, mais aussi de la part de certains pays à revenu intermédiaire du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Est et du Sud. L'UE précise les pays où la demande a augmenté, a fortement augmenté ou n'a pas changé. Elle observe une forte augmentation au Bénin, au Cameroun, en Colombie, au Nigéria, aux Seychelles, en Ukraine, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, au Yémen et au Zimbabwe. La CNUCED indique que la demande de la plupart des PMA s'est accrue. L'ONUDI constate que la demande de projets d'aide pour le commerce a sensiblement augmenté dans toutes les régions du monde en développement, en particulier dans les PMA, et que cette augmentation concerne essentiellement deux domaines : la modernisation des entreprises et le renforcement des capacités de production, ainsi que le développement d'infrastructures de qualité aux fins du respect des normes SPS/OTC.

Aucun donateur ne signale une diminution de la demande. Toutefois, de nombreux donateurs bilatéraux membres du CAD indiquent que la demande n'a pas beaucoup ou pas du tout changé (Pays-Bas, Norvège, Autriche, Suisse, Portugal, Irlande, Italie et Espagne). Plusieurs donateurs non membres du CAD (Hongrie, Lituanie et Israël) signalent aussi qu'il n'y a eu aucun changement. Ni le Japon, ni l'Italie, n'ont pu répondre à la question et tous deux sont indécis quant à l'évolution de la demande. Singapour constate peu ou pas de changement, mais note que la demande d'aide pour le commerce est restée toujours élevée.

La demande de coopération Sud-Sud augmente également ...

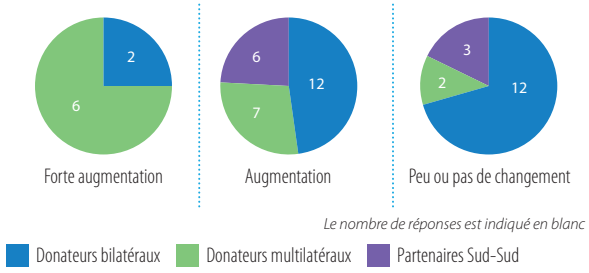
La Chine et le Brésil indiquent tous deux un accroissement de la demande de coopération liée au commerce. Le Brésil note une augmentation de la demande de soutien pour l'agriculture et les biocarburants. L'Inde signale une progression de la demande d'assistance technique et de renforcement des capacités de la part des pays africains et des PMA. L'Indonésie signale aussi une augmentation de la demande de soutien des PMA pour le renforcement des capacités aux fins du développement économique. La Colombie fait état d'une augmentation de la demande de coopération Sud-Sud liée au commerce de la part de la Bolivie, de l'Équateur, du Pérou, de la République dominicaine et des pays de la Méso-Amérique. Le Mexique note également une hausse de la demande dans cette région. L'Équateur indique que la demande a peu changé, voire pas du tout. L'Inde accorde une assistance ciblée à quatre PMA (Zambie, Lesotho, Malawi et Éthiopie) notamment sous la forme d'une formation. Elle soutient aussi les pays du groupe « Coton-4 » (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali). Le chapitre 3 fournit des renseignements supplémentaires à ce sujet.

… de même que la demande de programmes d'intégration régionale …

On observe une tendance analogue dans la demande de programmes d'intégration régionale et d'assistance liée au commerce au niveau régional. Plus de la moitié des donateurs bilatéraux indiquent que la demande a augmenté, l'Australie et la Belgique signalant une forte augmentation. Cette dernière note que la demande progresse surtout au niveau régional où les pays partenaires ayant peu d'expérience des accords régionaux ont demandé un soutien pour renforcer leurs capacités de négociation et de mise en œuvre. L'Australie a observé une augmentation globale de la demande concernant les processus d'intégration régionale, en particulier de la part des pays de l'ASEAN et des régions du Mékong et du Pacifique.

Le Canada participe activement aux programmes d'aide pour le commerce au niveau régional, considérant que c'est l'un des meilleurs moyens de fournir cette aide. La demande s'est maintenue dans les Caraïbes et en Afrique, en particulier la demande de formation pour renforcer les capacités d'exportation et de gestion des régimes de commerce. En Afrique, l'accent mis sur l'intégration économique régionale a entraîné une augmentation de la demande d'aide pour soutenir les organismes économiques régionaux. Le Danemark signale une augmentation de la demande, notamment de la part de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), mais aussi, de plus en plus, de la part d'autres organismes régionaux africains. La majeure partie de l'aide du Danemark est une aide programmatique fournie conjointement avec d'autres donateurs ou en étroite coordination avec eux. De même, l'Allemagne note une augmentation de la demande d'aide à l'intégration économique régionale de la part de la Commission de la CEDEAO pour la mise en œuvre d'une union douanière, ainsi que de la part de CDAA, de la CAE, de la CARICOM et de l'ASEAN.

Figure 1.15 La demande d'intégration régionale a-t-elle augmenté ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Le Japon privilégie les approches qui favorisent la dimension régionale et note une remarquable augmentation de la demande d'aide pour le commerce de la part des pays d'Afrique et de la région du Mékong, par exemple pour le développement des infrastructures régionales, la promotion du commerce et de l'investissement et l'amélioration des procédures de dédouanement. La Suède indique une augmentation dans plusieurs régions, mais surtout en Afrique pour le renforcement des capacités commerciales, la facilitation des échanges et les domaines liés à l'infrastructure de qualité. Le Royaume-Uni a renforcé son soutien à l'intégration régionale en Afrique en lançant une initiative pour le libre-échange en Afrique, qui prévoit un soutien politique, des investissements et une assistance technique à l'appui des ambitions de l'Afrique dans ce domaine. En termes d'aide pour le commerce, cela suppose l'élaboration d'un programme flexible pour soutenir les efforts d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, et de programmes TradeMark phares en Afrique australe et orientale, axés sur le soutien au niveau national et au niveau des communautés économiques régionales. Des investissements importants sont réalisés pour réduire le temps de transit des marchandises et des personnes le long de trois corridors africains, dans le cadre d'initiatives pour la facilitation des échanges, telles que les guichets uniques aux postes de frontière. La Finlande souligne que la demande de coopération régionale a augmenté, mais pas vraiment la demande d'intégration régionale.

… en particulier auprès des donateurs multilatéraux.

Six donateurs multilatéraux notent une forte augmentation de la demande de programmes régionaux : le Fonds africain de développement, l'ITC, la CEA-ONU, l'ONUDI, la BID et la Banque mondiale. D'après cette dernière, la demande de projets de facilitation des échanges et d'infrastructure a augmenté de la part des organismes régionaux en Afrique et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'UE soutient spécifiquement l'intégration régionale des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP).[1] Le niveau de la demande n'a pas changé depuis 2008. Sur 89 délégations de l'UE, 62 indiquent qu'elles ont aidé les pays partenaires à intégrer des priorités stratégiques en matière d'intégration régionale (relevant de l'aide pour le commerce) dans leurs plans de développement nationaux ou leurs stratégies commerciales, et 57 font observer qu'il s'agit d'une amélioration par rapport à 2008. Cela semble indiquer une hausse de la demande pour ce type de soutien. La même priorité s'est dégagée des réponses des pays partenaires, dont beaucoup ont noté qu'ils attachaient une plus grande importance à l'intégration régionale.

Six partenaires Sud-Sud ont noté une demande accrue d'assistance régionale liée au commerce. D'après la Chine, la demande augmente pour la construction de routes et de voies ferrées transfrontières en Afrique, et pour la construction d'infrastructures (routes, ponts et réseaux de télécommunication) dans le cadre de la coopération sous-régionale du Grand Mékong. L'Inde est récemment devenue membre du Groupe technique régional sur l'aide pour le commerce pour l'Asie et le Pacifique. Le Brésil, le Chili et la Colombie indiquent que la demande de programmes régionaux n'a pas changé.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

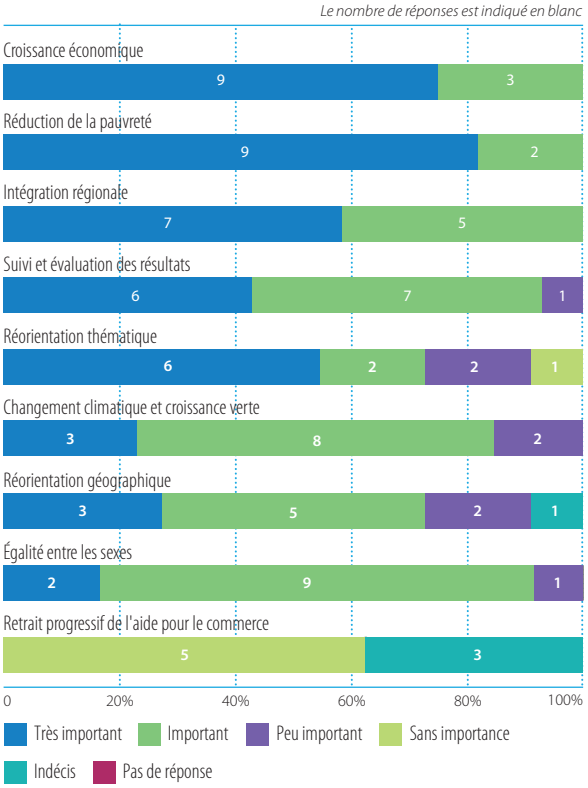
Plus de la moitié des donateurs ayant répondu au questionnaire (16) prévoient de réviser leurs stratégies en matière d'aide pour le commerce d'ici à 2013. Beaucoup d'autres indiquent qu'ils pourraient adopter une nouvelle orientation ou de nouvelles priorités, mais cela dépendra de l'évolution des plans relatifs au commerce et au développement ou des résultats des évaluations futures. Quatorze donateurs n'envisagent pas de modifier leur approche, souvent parce qu'ils ont récemment élaboré une stratégie spécifique. Par exemple, l'orientation générale et les priorités du Royaume-Uni ont été fixées en 2010 et resteront probablement en vigueur pendant les quatre prochaines années. Les changements apportés récemment par la BID, notamment les nouvelles priorités, seront mis en œuvre jusqu'en 2015.

De nombreux donateurs réorientent leurs stratégies en matière d'aide pour le commerce …

La figure 1.16 indique les questions que les donateurs jugent plus importantes. D'après les réponses de nombreux donateurs, y compris l'Allemagne, il s'agit de l'importance des questions en termes absolus, plutôt que l'importance du changement. Les trois questions les plus importantes sont la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Aucun donateur ne prévoit un retrait progressif de l'aide pour le commerce. Le suivi et l'évaluation sont de la plus haute importance pour l'Allemagne, l'Australie et les donateurs multilatéraux, notamment la Banque mondiale, l'OMC, le Fonds africain de développement et la BID.

Les États-Unis ont une nouvelle approche stratégique du développement fondée sur trois piliers. Premièrement, une politique axée sur les résultats en matière de développement durable qui donne la priorité à la croissance économique générale, à la gouvernance démocratique, à l'innovation et à des mécanismes durables permettant de répondre aux besoins humains essentiels. Deuxièmement, un nouveau modèle opérationnel qui permette aux États-Unis d'être un partenaire plus efficace et de tirer parti de leur leadership. Et troisièmement, une architecture moderne qui favorise le développement et qui tire parti des capacités de développement à tous les niveaux du gouvernement à l'appui d'objectifs communs, y compris un effort délibéré pour encourager la participation et la collaboration d'autres donateurs, de fondations, du secteur privé et d'ONG, non seulement au niveau des projets, mais aussi de manière systémique.

Figure 1.16 Importance des changements prévus par votre gouvernement



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Les procédures internes et les instruments directeurs de l'Allemagne seront adaptés afin d'intégrer plus systématiquement l'aide pour le commerce dans la planification, la conception, la mise en œuvre, l'évaluation et la conduite des stratégies, programmes et projets sectoriels du pays. À la lumière de l'expérience acquise et compte tenu des atouts du pays sur les plans thématique et régional, l'Allemagne orientera plus particulièrement sa coopération pour le développement sur les domaines d'intervention suivants : une part importante de l'aide pour le commerce totale sera mise en œuvre en permanence dans les domaines prioritaires du Ministère fédéral de la coopération et du développement (BMZ), à savoir le développement économique durable (en particulier le développement du secteur privé et les services financiers) et l'agriculture (y compris les chaînes de valeur et la sécurité alimentaire). D'autres domaines sont de plus en plus pertinents, à savoir l'infrastructure de qualité, la facilitation des échanges et la coopération avec le secteur privé allemand. Le renforcement des capacités occupera une place centrale dans tous les domaines de la coopération.

Au cours des prochaines années, les Pays-Bas donneront la priorité à la sécurité alimentaire et à la gestion de l'eau. Dans sa nouvelle stratégie en matière d'aide pour le commerce, le gouvernement suédois mettra plus clairement l'accent sur la réduction de la pauvreté comme priorité globale de développement. L'orientation thématique de la Suède n'a pratiquement pas changé depuis 2008, mais elle est aujourd'hui plus précise et a été élargie pour tenir compte des questions sociales. Le PNUD insistera davantage sur la contribution du commerce à la réduction de la pauvreté et à l'égalité entre les sexes dans le cadre des efforts faits pour accélérer les progrès en vue de la réalisation des OMD. Pour la période 2011-2013, Singapour prévoit de conserver et d'affiner sa stratégie en matière d'aide pour le commerce afin de répondre à l'évolution de la conjoncture économique mondiale et aux besoins des économies partenaires.

Les programmes régionaux du PNUD, en particulier en Afrique et en Europe orientale/dans la CEI, sont de plus en plus axés sur le soutien des stratégies en matière d'aide pour le commerce. Le PNUD envisage aussi de renouveler son engagement dans le CIR, qui est devenu pleinement opérationnel en juillet 2009, en particulier en Afrique et dans la région de l'Asie et du Pacifique. L'Allemagne se concentrera encore plus sur l'intégration économique régionale. Non seulement elle augmentera son soutien aux commissions et aux secrétariats qui s'occupent de l'intégration régionale en mettant l'accent sur le renforcement des institutions et la gestion organisationnelle, mais encore elle insistera plus explicitement sur la dimension régionale du développement du secteur productif, dont le potentiel de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté est encore plus grand.

… en tenant compte des conclusions des évaluations …

De nombreux donateurs modifieront leurs approches et leurs priorités sur la base des évaluations prévues ou en cours (voir le dernier chapitre pour un examen des approches actuelles des donateurs en matière d'évaluation). L'efficacité du programme d'aide de l'Australie est actuellement examinée. Bien que l'on s'attende à ce que cet examen aboutisse à des recommandations sur la façon d'améliorer la structure et la fourniture de l'aide, ainsi que la politique d'aide, on ne sait pas, à ce stade, dans quelle mesure l'aide pour le commerce fera partie de l'analyse et des recommandations. On ne saura pas précisément comment le Royaume-Uni mettra en œuvre ses priorités qu'une fois les processus d'approbation achevés, en mars 2011. Dans les années à venir, il sera procédé à des ajustements sur la base du suivi et de l'évaluation en cours, des résultats de la recherche et des initiatives pilotes et du dialogue avec les partenaires clés.

La stratégie actuelle de la Norvège en matière d'aide pour le commerce sera évaluée en 2011, ce qui pourrait conduire à une réorientation thématique. Le Plan d'action de la Finlande relatif à l'aide pour le commerce (et l'ensemble de sa politique de développement) sera revu suite à l'élection d'un nouveau gouvernement en avril 2011. Bien que l'on n'en connaisse pas les détails, les nouvelles priorités seront probablement fondées sur les résultats de la prochaine évaluation de l'aide pour le commerce, l'expérience acquise et les priorités politiques. La politique d'évaluation du PNUD est actuellement renforcée, ce qui aura un impact sur les programmes.[2]

… et ils pourraient la modifier de nouveau suite aux prochains réexamens des politiques globales de développement.

Certains donateurs importants prévoient de réexaminer leurs politiques de développement, ce qui influera sur l'aide pour le commerce dans les années à venir. La Banque mondiale a élaboré une nouvelle stratégie en matière de commerce qui sera adoptée en 2011. L'UE revoit actuellement sa politique générale de coopération pour le développement, ainsi que sa politique relative au commerce et au développement. Une communication sur le développement et la croissance du secteur privé sera présentée à la fin de 2012 ou au début de 2013, ce qui pourrait avoir des conséquences pour la stratégie de l'UE en matière d'aide pour le commerce. La Suisse est aussi en train d'élaborer un nouveau cadre de coopération pour le développement pour la période 2013-2016. Les programmes d'aide pour le commerce relèveront de ce nouveau cadre, mais il ne devrait pas y avoir de changement majeur dans l'orientation thématique et/ou géographique. Toutefois, le contenu du nouveau cadre ne sera connu qu'après son approbation par le Parlement.

De nouveaux engagements sont pris en matière d'aide pour le commerce …

L'engagement du G-20 sur l'aide pour le commerce a renforcé le soutien à l'initiative. Cet engagement, pris dans le cadre du Plan d'action pluriannuel pour le développement de Séoul, visait à (au moins) maintenir, au-delà de 2011, des niveaux d'aide pour le commerce qui correspondent à la moyenne des années 2006 à 2008. Le G-20 a aussi décidé de renforcer le rôle de la coopération commerciale Sud-Sud et d'accroître la participation du secteur privé. Parallèlement à la mise en œuvre de ces engagements, le G-20 s'est engagé à maintenir, en 2011 et au-delà, les apports d'aide aux autres secteurs. En 2009, le Japon a lancé l'Initiative de développement en faveur du commerce,

qui vise, entre autres, à améliorer la mise en œuvre de l'aide pour le commerce et à honorer les engagements du Sommet du G-20 de Londres (avril 2009) relatifs au financement du commerce. L'objectif plus élevé témoigne de l'engagement plus ferme du Japon en matière d'aide pour le commerce. L'Allemagne réaffirme aussi son engagement financier en matière d'aide pour le commerce. Dans le cadre du G-20, le Royaume-Uni s'est engagé à verser au moins de 672 millions de livres sterling par an au titre de l'aide pour le commerce et il espère dépasser ce montant d'au moins 100 millions de livres par an.

… mais les perspectives de l'aide publique au développement sont modérées.

Il y a eu a récemment de nombreux débats sur l'avenir de l'APD, y compris la nouvelle réflexion du CAD sur l'aide et au-delà. L'aide pour le commerce a montré que l'aide peut jouer un rôle catalyseur dans l'instauration d'un dialogue, la formulation de plans et de stratégies et la mobilisation de ressources pour faire face aux contraintes sur le plan des capacités et de l'offre, permettant ainsi de mieux utiliser le commerce comme outil de développement. L'expérience de l'aide pour le commerce éclairera les débats sur l'efficacité de l'aide qui auront lieu lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé à Busan (Corée) en novembre 2011.

Les perspectives à court terme pour les apports d'APD sont assez modestes. La reprise mondiale est lente et de nombreux donateurs ont des déficits budgétaires. Les économies émergentes se sont renforcées et leur part du PIB mondial a augmenté. Des divergences marquées sont apparues sur le plan monétaire et commercial, mais les tensions ne se sont pas encore aggravées. Certains donateurs ont des problèmes de dette souveraine et dans certaines économies importantes, comme les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni la dette publique et le déficit sont devenus des questions politiques majeures. Dans ce contexte, il sera difficile de maintenir les apports d'aide pour le commerce. Toutes les parties prenantes doivent continuer à défendre cette aide et doivent fournir plus de preuves de son efficacité.

CONCLUSIONS

Ce chapitre met en évidence plusieurs tendances positives dans aide pour le commerce. Ses nouveaux objectifs relient l'aide pour le commerce au programme de développement plus large et cette aide joue un rôle accru dans le renforcement de la compétitivité nationale globale. En outre, elle facilite l'intégration régionale. Des priorités comme la compétitivité, l'infrastructure économique et la diversification des exportations ont pris de l'importance et les objectifs prioritaires de l'aide pour le commerce sont mieux définis. Les changements de politiques sont intégrés dans les plans de développement et les stratégies opérationnelles sont examinées avec les donateurs. Les parties prenantes qui ont modifié leur stratégie mettent davantage l'accent sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Les modifications apportées aux stratégies en matière d'aide pour le commerce ont été motivées par l'adoption de nouveaux plans de développement, par de nouvelles études diagnostiques et par des changements politiques. La crise économique a aussi eu une influence sur la nature des changements opérés, quoique à des degrés divers. La croissance verte commence à être prise en compte dans les politiques, mais cette tendance est encore embryonnaire.

La demande d'aide pour le commerce a augmenté et l'aide occupe aujourd'hui une place plus importante dans les stratégies des partenaires et des donateurs. Malgré des mesures d'assainissement des finances publiques, de nombreux donateurs ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'aide pour le commerce. Les partenaires Sud-Sud développent leurs activités et fournissent des renseignements qualitatifs sur leurs programmes. Les donateurs ont des stratégies opérationnelles en matière d'aide pour le commerce et certains les actualiseront dans les prochaines années sur la base des résultats des évaluations, du réexamen de leurs plans de développement et des changements d'orientation thématique. En outre, le suivi et l'évaluation prendront de plus en plus d'importance pour diverses raisons. Il sera essentiel d'améliorer les travaux dans ce domaine afin de consolider les progrès accomplis par toutes les parties prenantes. ■

NOTES

1 Le montant alloué pour la période 2008-2013 est de 1,783 milliard d'euros, dont environ 70 pour cent sont destinés à l'intégration économique.

2 En février 2011, le Conseil d'administration du PNUD a adopté une nouvelle politique d'évaluation sur la base des recommandations formulées à la suite d'un examen indépendant qu'il avait demandé. Cette nouvelle politique a apporté des changements dans cinq domaines : *i*) l'appropriation nationale ; *ii*) le renforcement des capacités nationales d'évaluation ; *iii*) l'indépendance du Bureau de l'évaluation ; *iv*) le renforcement des évaluations décentralisées ; et *v*) l'utilisation des évaluations. Elle donne des orientations concernant les évaluations décentralisées (c'est-à-dire celles qui sont demandées par les unités de programmes à tous les niveaux organisationnels) qui encouragent les évaluations conjointes avec les partenaires gouvernementaux, le système des Nations Unies ou d'autres partenaires.
Les changements relatifs à l'utilisation des évaluations visent à renforcer la capacité du PNUD d'internaliser les enseignements tirés des évaluations, et en particulier à utiliser les résultats des évaluations pour améliorer la qualité des programmes et guider les décisions stratégiques. Une meilleure utilisation des évaluations devrait avoir un effet positif sur la qualité des programmes du PNUD relatifs au commerce.

BIBLIOGRAPHIE

Ancharaz, V. D. et Sultan, R. A. (2010), *Aide au commerce et mécanismes de financement pour l'adaptation au changement climatique, ICTSD, www.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2010/04946.pdf.*

Collier, P., Conway, G. et Venables, T. (2008), « Climate Change and Africa », *Oxford Review of Economic Policy*, volume 24, n° 2, pages 337 à 353.

Morrison, A., Raju, D. et Sinha, N. (2007), « Gender Equality, Poverty and Economic Growth », *Policy Research Working Paper* n° 4349, Banque mondiale, Washington, D.C.

Nair, S., Kirbat, P. et Sexton, S. (2004), *A Decade after Cairo. Women's Health in a Free Market Economy*, Corner House Briefings n° 31, Women's Global Network for Reproductive Rights, Amsterdam, et The Corner House, Sturminster Newton, Royaume-Uni.

OCDE (2009), *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : document d'orientation,* OCDE, Paris.

OCDE (2010), *Aid for Trade and the Green Growth Agenda*, OCDE, Paris.

OCDE (2011), *Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help*, The Development Dimension, OCDE, Paris.

OCDE/OMC (2009), *Aide pour le commerce : Panorama 2009 – Entretenir l'élan*, OCDE et Organisation mondiale du commerce, Paris et Genève.

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2006), Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce, WT/AFT/1, OMC, Genève.

Stern, N. (2009), « Possibilities for Africa in Global Action on Climate Change », Exposé présenté lors de la Session extraordinaire du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique consacrée au changement climatique, 3 septembre 2009, Addis-Abeba, www.uneca.org/apf/documents/LordSternAFPpresentation.ppt.

CHAPITRE 2
QUELLE A ÉTÉ L'ÉVOLUTION DES **APPORTS D'AIDE** POUR LE COMMERCE ?

En 2009, les engagements au titre de l'aide pour le commerce ont atteint environ 40 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 60 pour cent par rapport à la période de référence 2002-2005. Le montant des prêts non concessionnels accordés aux secteurs liés au commerce a doublé, s'élevant à 51 milliards de dollars EU. La moitié de l'aide pour le commerce est fournie sous forme de dons, principalement aux pays en développement les plus pauvres. Depuis 2006, les versements ont augmenté régulièrement, de 11 à 12 pour cent par an, atteignant 29 milliards de dollars EU en 2009, ce qui montre que les engagements passés sont honorés.

Les perspectives de l'aide pour le commerce sont stables, mais il est probable que son taux de croissance diminuera. Les changements intervenus entre 2008 et 2009 ont été minimes en termes d'apports globaux (+2 pour cent), mais les fournisseurs de l'aide, les bénéficiaires et les catégories d'aide ont varié considérablement.

L'aide pour le commerce destinée à l'Afrique subsaharienne a augmenté de près de 40 pour cent, pour s'établir à 13 milliards de dollars EU, ce qui fait de l'Afrique la principale région bénéficiaire. Les engagements en faveur des Amériques ont augmenté d'environ 60 pour cent, pour atteindre 3 milliards de dollars EU. L'aide pour le commerce destinée aux autres régions a diminué par rapport à 2008, de 18 pour cent pour l'Asie, de 34 pour cent pour l'Europe et de 28 pour cent pour l'Océanie. Cette redistribution s'est faite au profit des pays à faible revenu, avec une augmentation de 26 pour cent en 2009, tandis que les pays à revenu intermédiaire ont enregistré une baisse de 29 pour cent. Avec 7 milliards de dollars EU d'engagements, les programmes mondiaux et régionaux ont poursuivi leur progression.

Au niveau sectoriel, les apports ont augmenté dans les secteurs de l'agriculture, de la banque et de la finance, probablement sous l'effet de la crise alimentaire et de la crise financière. L'augmentation des apports non concessionnels a profité principalement aux secteurs de la banque et de la finance, de l'énergie et des transports, 91 pour cent des apports totaux allant aux PRI.

Les chiffres présentés par l'OCDE permettent aux différentes parties prenantes de l'Initiative Aide pour le commerce d'évaluer les progrès et les tendances dans la mobilisation et la répartition des ressources au niveau mondial. Mais il est parfois difficile pour les pays partenaires d'établir une correspondance entre les chiffres mondiaux et les apports d'aide pour le commerce au niveau national. Ce problème est général et rend encore plus urgent de renforcer les systèmes locaux de surveillance et de suivi.

INTRODUCTION

Il y a cinq ans, l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce faisait observer que le « *manque de données empiriques a[vait] rendu difficile l'examen du rapport entre les politiques liées au commerce et les résultats en matière de développement [et] [que] [l']amélioration des données et des statistiques [était] une condition préalable pour mieux comprendre le processus de mondialisation et son incidence, et pour déterminer les priorités en matière de coopération pour le développement* ». Cinq ans plus tard, les acteurs de l'aide pour le commerce ont réuni les données et les statistiques nécessaires pour avoir une vue d'ensemble de l'aide. Des indicateurs clairs ont été établis pour mesurer les flux et évaluer leur caractère additionnel.[1] Ces données montrent que l'aide pour le commerce a considérablement augmenté, mais que sa répartition entre les pays en développement reste inégale.

Le succès de l'initiative dépend de la mobilisation de ressources. Or, aujourd'hui, les perspectives sont mitigées, compte tenu de l'évolution récente de l'aide publique au développement (APD) dans son ensemble. En outre, les derniers chiffres disponibles montrent que l'environnement évolue sous l'effet de la crise économique. Le chapitre 1 a indiqué en quoi les objectifs, les priorités et les stratégies ont changé depuis la dernière enquête, en 2008. Le présent chapitre examine les réponses des donateurs à certains des problèmes de financement identifiés par les pays partenaires (d'autres seront évoqués au chapitre 3). Il examine aussi l'évolution des apports entre les différents secteurs, les différentes régions et les différents groupes de revenu.

Il subsiste une différence de perception entre le suivi des apports au niveau mondial et les milliers d'interactions entre les donateurs et les pays partenaires au niveau national. Ce chapitre tente de clarifier ces questions et de proposer des pistes pour améliorer les systèmes de suivi locaux. Il pose sept questions : 1) Les tendances de l'aide pour le commerce ont-elles changé au niveau mondial ? 2) Qui reçoit l'aide pour le commerce ? 3) Qui fournit l'aide pour le commerce ? 4) Que finance l'aide pour le commerce ? 5) Quelles sont les tendances globales ? 6) Quelles sont les perspectives ? 7) Que savons-nous du suivi au niveau local ?

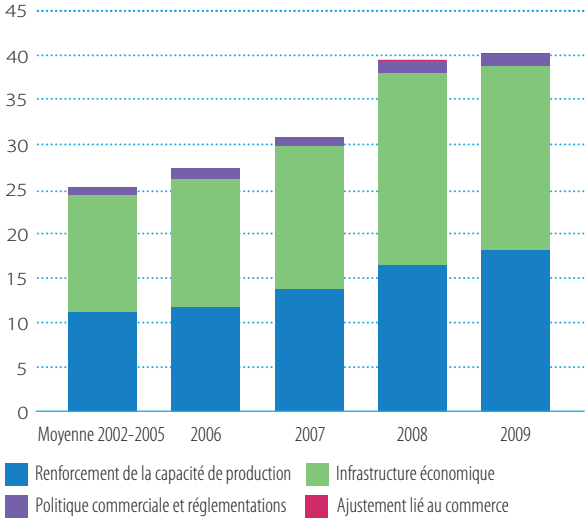
LES TENDANCES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ONT-ELLES CHANGÉ AU NIVEAU MONDIAL ?

L'aide pour le commerce a fortement augmenté en termes réels, mais …

Les engagements au titre de l'aide pour le commerce ont atteint 40 milliards de dollars EU en 2009, soit une augmentation de 60 pour cent par rapport à la période de référence 2002-2005 et de 31 pour cent par rapport aux chiffres de 2007 présentés dans le dernier *Panorama de l'aide pour le commerce* (figure 2.1).[2] Depuis le lancement de l'initiative en 2006, le montant total des engagements s'est élevé à 137 milliards de dollars EU, répartis comme suit : 44 pour cent pour le renforcement de la capacité de production, 53 pour cent pour l'infrastructure économique, et le reste pour la politique commerciale et les réglementations et l'ajustement lié au commerce. En 2009, la part allouée au renforcement de la capacité de production est passée à 45 pour cent, tandis que celle allouée à l'infrastructure économique a légèrement diminué (51 pour cent). La catégorie politique commerciale et réglementations a reçu environ 3 pour cent.

Figure 2.1 Aide pour le commerce, par catégorie, engagements

2002/2005-2009, EN MILLIARDS DE DOLLARS EU (DOLLARS CONSTANTS DE 2009)



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC depuis 2007.
Les données relatives à l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007 mais il se peut qu'elles n'apparaissent pas dans le graphique en raison des faibles montants qu'elles représentent.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446075

… sa croissance ralentit …

Les engagements au titre de l'aide pour le commerce n'ont augmenté que de 2 pour cent entre 2008 et 2009, après avoir fait un bond de 28 pour cent entre 2007 et 2008, passant de 31 milliards de dollars EU à 39 milliards de dollars EU. Si, globalement, les engagements ont peu changé en 2009, la composition de l'aide pour le commerce et, plus particulièrement, les contributions des principaux donateurs ont sensiblement évolué. Entre 2008 et 2009, la part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur a diminué, passant de 35,6 pour cent à 33 pour cent. Mais, comme cette part était de 33 pour cent en moyenne depuis la période de référence 2002-2005, elle peut-être qualifiée de stable. Cela montre le caractère additionnel de l'augmentation de l'aide pour le commerce depuis 2006, qui ne s'est donc pas faite au détriment de l'aide à d'autres secteurs.

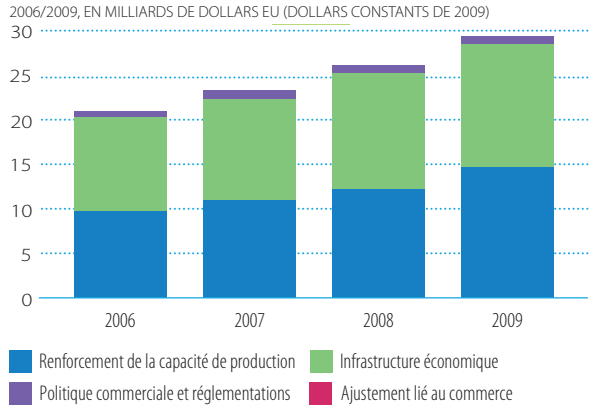
… tandis que les versements continuent de croître …

Les engagements sont prévisionnels et indiquent les montants que les donateurs dépenseront pour certaines activités de développement. Les versements désignent les montants effectivement décaissés et représentent donc la réalisation des intentions des donateurs et la mise en œuvre de leurs politiques.

Comme cela est expliqué dans l'*Aide pour le commerce : Panorama 2009,* les engagements débouchent généralement sur des versements, mais avec un décalage. Les engagements sont souvent pluriannuels, et les versements correspondants sont échelonnés sur plusieurs années, les projets d'investissement dans l'infrastructure étant généralement ceux qui durent le plus longtemps (de cinq à huit ans). En conséquence, il y a toujours un décalage entre les versements et les engagements.

À mesure que l'Initiative Aide pour le commerce mûrit, il est de plus en plus important d'examiner aussi les versements, qui ont augmenté de 11 à 12 pour cent par an depuis 2006 (figure 2.2). En 2009, les versements au titre de l'aide pour le commerce ont atteint 29 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 40 pour cent depuis 2006.

Figure 2.2 Aide pour le commerce par catégorie, versements



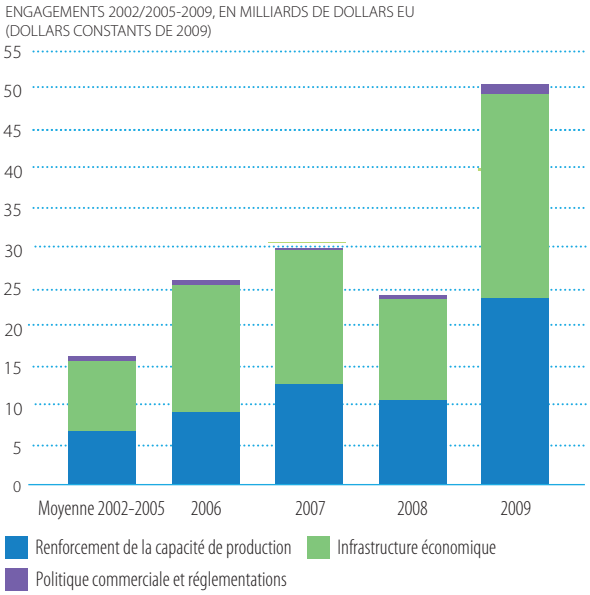
Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC depuis 2007.
Les données relatives à l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007 mais il se peut qu'elles n'apparaissent pas dans le graphique en raison des faibles montants qu'elles représentent.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446094

Les autres apports du secteur public ont doublé en 2009, pour atteindre 50,5 milliards de dollars EU …

Par autres apports du secteur public (AASP), on entend les opérations du secteur public qui ne satisfont pas aux critères voulus pour être comptabilisées dans l'aide publique au développement (APD), en général parce que l'élément de don est inférieur à 25 pour cent (prêts faiblement concessionnels). Comme cela était indiqué dans l'*Aide pour le commerce : Panorama 2009*, ces apports peuvent jouer un rôle crucial dans le financement des activités liées au commerce, mais ils ne font pas partie de l'aide pour le commerce au sens strict. L'année 2009 a été marquée

Figure 2.3 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce notifiées au SNPC depuis 2007.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446113

par une forte augmentation des AASP dans des domaines liés au commerce. Au total, les apports se sont élevés à 50,5 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 26,7 milliards de dollars EU (112 pour cent) par rapport à 2008. Cette progression spectaculaire reflète la réponse des grandes institutions financières internationales à la crise économique, qui les a amenées à augmenter fortement leurs prêts non concessionnels (figure 2.3). En outre, la base de fonds propres pour le financement de ces opérations a été renforcée avec la reconstitution des ressources des banques multilatérales de développement.

… ils proviennent pour près de la moitié de la Banque mondiale …

La Banque mondiale est la principale source des AASP, avec une contribution de 47 pour cent (23,6 milliards de dollars EU), qui a augmenté de 115 pour cent en 2009. La Banque africaine de développement (BAfD) a multiplié par six ses AASP, les portant à 6,6 milliards de dollars EU, soit 13 pour cent du total. La BID a également augmenté son financement (voir l'encadré 2.2). Le reste des AASP provient principalement de la BAsD (8 pour cent), de la BERD (7,5 pour cent) et de la Corée (4 pour cent).

… et sont destinés principalement aux secteurs de la banque, de l'énergie et des transports …

Les AASP destinés à l'infrastructure économique ont plus que doublé, passant à 25,8 milliards de dollars EU. Les ressources pour le renforcement de la capacité de production ont également été multipliées par plus de deux, pour atteindre 23,5 milliards de dollars EU ; et les apports destinés à la catégorie politique commerciale et réglementations ont augmenté de 186 pour cent, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars EU. Les augmentations sont largement concentrées dans trois secteurs : les banques et les services financiers (+10 milliards de dollars EU) ; l'énergie (+7,7 milliards de dollars EU) ; et les services de transport et de stockage (+5 milliards de dollars EU). Dans le secteur bancaire, le Groupe Banque mondiale a versé 5 milliards de dollars EU supplémentaires, la BAfD a prêté 2,4 milliards de dollars EU de plus, et la BID près de 2 milliards de dollars EU. Dans le secteur de l'énergie, la Banque mondiale a augmenté ses prêts de 3,2 milliards de dollars EU, la BAfD de 2,7 milliards de dollars EU et la BID de 2 milliards de dollars EU. Dans le secteur des transports et du stockage, la Banque mondiale a augmenté ses prêts de 3,8 milliards de dollars EU, la BID de 800 millions de dollars EU et la BAfD de 346 millions de dollars EU.

… dans les pays à revenu intermédiaire …

Comme cela était prévisible, les pays à revenu intermédiaire ont reçu 91 pour cent du total des AASP liés au commerce, dont 38 pour cent étaient destinés à l'Asie, 28 pour cent aux Amériques, 19 pour cent à l'Afrique, 14 pour cent à l'Europe et moins de 1 pour cent à l'Océanie. L'Inde a reçu 14 pour cent des AASP, le Mexique 9 pour cent, le Kazakhstan, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Chine 6 pour cent chacun. L'Afrique du Sud est le principal pays africain bénéficiaire, suivie par le Botswana (4 pour cent). Les dix principaux bénéficiaires des AASP ont reçu 62 pour cent des apports totaux et tous sont des pays à revenu intermédiaire. Les PMA ont reçu la majeure partie du financement lié au commerce sous la forme de dons et de prêts au titre de l'APD et ils n'ont reçu seulement qu'une faible part des AASP, représentant au total 5 milliards de dollars EU entre 2002 et 2009. Cela équivaut à environ 3 pour cent du total des AASP liés au commerce. Madagascar a été le principal bénéficiaire parmi les PMA, avec près de 40 pour cent du total des apports destinés à ces pays en 2009. La quasi-totalité de ces prêts était destinée à l'exploitation des ressources minérales et aux industries extractives. Malgré la très forte augmentation des AASP en réponse à la crise financière mondiale, les PMA n'ont reçu que 1 milliard de dollars EU, soit moins de 2 pour cent du total des AASP liés au commerce.

QUI REÇOIT L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Les pays à faible revenu se taillent la part du lion …

Depuis la période de référence 2002-2005, les pays à faible revenu (PFR) ont vu leur part de l'aide pour le commerce augmenter considérablement, tandis que celle des pays à revenu intermédiaire (PRI) a diminué. En 2009, les PFR ont reçu près de la moitié de l'aide pour le commerce, contre 39,5 pour cent en 2008 (12 milliards de dollars EU pour les PMA et 7,4 milliards de dollars EU pour les autres pays à faible revenu) (figure 2.4). Entre 2007 et 2009, les PMA ont obtenu des engagements additionnels d'un montant de 2,5 milliards de dollars EU, et les autres pays à faible revenu (APFR) ont reçu 2 milliards de dollars EU de plus. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) ont reçu 12 milliards de dollars EU au titre de l'aide pour le commerce, soit une diminution de 5 milliards de dollars EU ou de 30 pour cent par rapport à 2008. Cela tient principalement à la diminution sensible des apports destinés à l'Inde et à l'Iraq. L'aide pour le commerce destinée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) a diminué de 550 millions de dollars EU pour s'établir à 1,9 milliard de dollars EU, si bien que ce groupe de revenu reçoit maintenant moins de 5 pour cent des apports d'aide pour le commerce. Cependant, comme on l'a dit plus haut, les AASP liés au commerce destinés aux PRI ont considérablement augmenté depuis 2008.

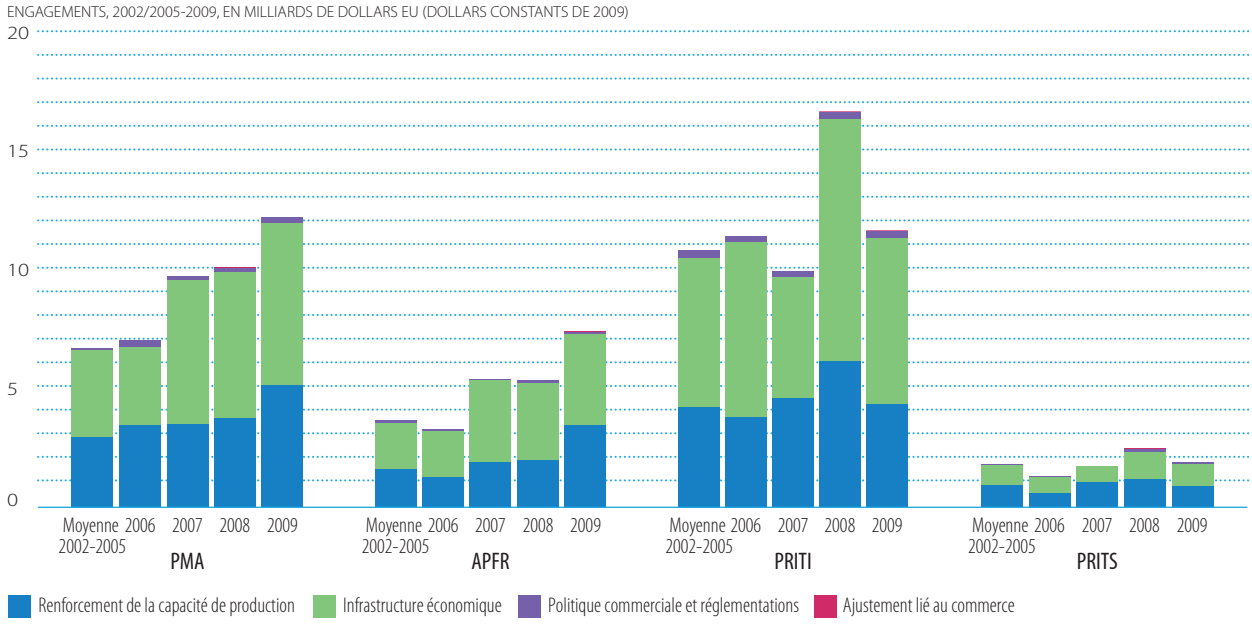
… avec une augmentation importante de l'aide destinée aux PMA …

Alors que les apports mondiaux d'aide pour le commerce n'ont augmenté que de 2 pour cent entre 2008 et 2009, les apports destinés aux PMA ont augmenté de 20 pour cent, si bien que la part des PMA dans l'aide pour le commerce total est passée de 26,5 pour cent pendant la période de référence à 30,4 pour cent en 2009. Par ailleurs, près des deux tiers des nouveaux engagements ont consisté en dons, contre 55 pour cent seulement pendant la période de référence.

… en particulier en Afrique, qui a devancé l'Asie …

L'aide pour le commerce destinée à l'Afrique a augmenté de 20 pour cent par an en moyenne depuis la période de référence 2002-2005 et elle s'élève actuellement à plus de 16 milliards de dollars EU. Cela fait de l'Afrique la principale région bénéficiaire de l'aide pour le commerce, avec 41 pour cent des apports totaux. Entre 2008 et 2009, l'aide pour le commerce destinée à l'Afrique subsaharienne a augmenté de près de 40 pour cent, tandis que les apports à l'Afrique du Nord ont diminué de

Figure 2.4 Aide pour le commerce par groupe de revenu et par catégorie



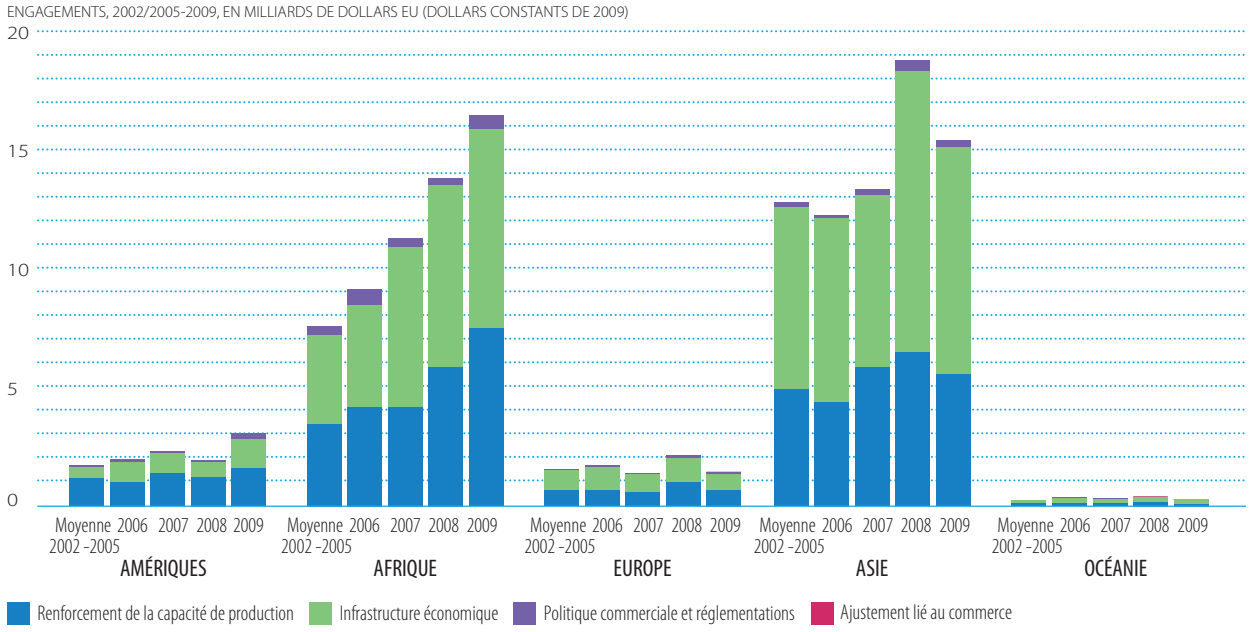
Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446132
Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce notifiées au SNPC depuis 2007.
Les données relatives à l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007, mais il se peut qu'elles n'apparaissent pas et peuvent ne pas figurer dans le graphique en raison des faibles montants qu'elles représentent.

56 pour cent pendant la même période. L'Asie est aujourd'hui la deuxième région bénéficiaire, avec 15,4 milliards de dollars EU (38 pour cent des apports totaux). La diminution de 3,4 milliards de dollars EU enregistrée en 2009 peut s'expliquer par la diminution de l'aide destinée à l'Asie du Sud, à l'Asie centrale et au Moyen-Orient, et, plus particulièrement, à l'Inde (de 3,4 milliards à moins de 2 milliards de dollars EU) et à l'Iraq (diminution de 1,4 milliard de dollars EU pour l'énergie), l'aide destinée au secteur des transports ayant diminué de 784 millions de dollars EU pour l'ensemble de la région. Il faut noter cependant que les apports d'aide pour le commerce destinés à l'Asie ont augmenté de 5,4 milliards de dollars EU en 2008. Les engagements de 2009 pour l'Asie (15,4 milliards de dollars EU) sont plus conformes aux apports moyens à cette région. Les apports d'aide pour le commerce à la région des Amériques ont augmenté de près de 60 pour cent depuis 2008, atteignant 3 milliards de dollars EU en 2009, principalement en raison d'un apport supplémentaire de 655 millions de dollars EU pour l'infrastructure économique. Les apports destinés à l'Europe ont diminué de plus d'un tiers et sont tout juste supérieurs à 1,4 milliard de dollars EU ; de même, les apports à l'Océanie ont diminué de 28 pour cent, à 276 millions de dollars EU. Dans les deux cas, la diminution est imputable à une forte contraction de l'aide destinée au renforcement de la capacité de production.

… et une augmentation du soutien aux programmes multipays.

En 2009, 7 milliards de dollars EU ont été engagés pour des programmes multipays (mondiaux et régionaux), soit plus du triple du montant alloué pendant la période de référence 2002-2005. Les programmes mondiaux et régionaux ont reçu environ 3,5 milliards de dollars EU et leur part de l'aide pour le commerce a doublé, passant de 9 pour cent environ en 2002-2005 à 18 pour cent en 2009. En général, les programmes multipays sont axés sur le renforcement de la capacité de production (65 pour cent), l'amélioration de l'infrastructure économique transfrontières (24 pour cent) et l'assistance technique dans le domaine de la politique commerciale et des réglementations (11 pour cent). En fait, près de la moitié de l'aide pour le commerce dans le domaine de la politique commerciale et des réglementations est fournie dans le cadre de programmes de formation régionaux et mondiaux. Ce mode de fourniture renforce la coopération régionale et permet des économies d'échelle importantes. En Afrique, le financement des programmes régionaux a plus que quadruplé par rapport à la période de référence pour atteindre 2,6 milliards de dollars EU en 2009. Ce montant représente 22 pour cent de l'augmentation totale de l'aide pour le commerce allouée à l'Afrique. En 2009, la Commission européenne

Figure 2.5 Aide pour le commerce par région et par catégorie



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446151

Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce notifiées au SNPC depuis 2007.
Les données relatives à l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007 mais il se peut qu'elles n'apparaissent pas dans le graphique en raison des faibles montants qu'elles représentent.

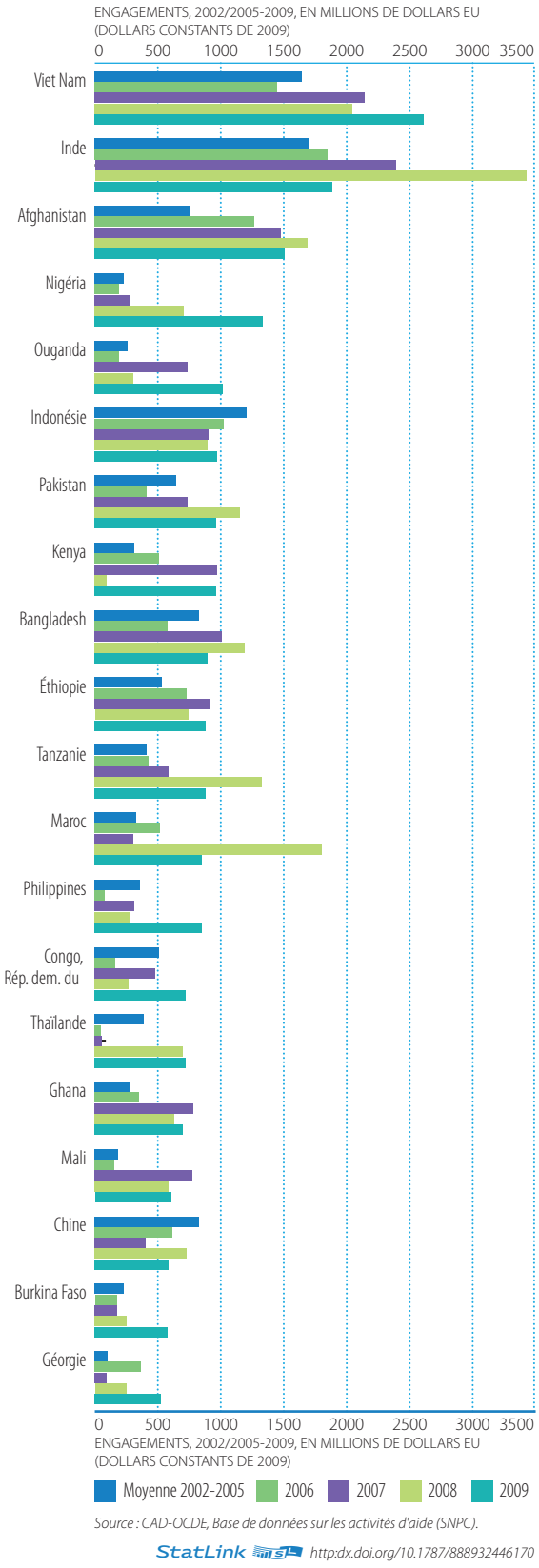
a mis en place une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires et a investi à ce titre 900 millions de dollars EU dans la région, tandis que le Royaume-Uni a considérablement augmenté ses engagements pour la facilitation des échanges et l'agriculture en Afrique subsaharienne.

Les 20 principaux bénéficiaires ont reçu 50 pour cent de l'aide pour le commerce …

L'Asie et l'Afrique comptent chacune dix pays parmi les 20 principaux bénéficiaires, qui reçoivent la moitié de l'aide pour le commerce. La figure 2.6 donne la liste complète des pays bénéficiaires et indique l'évolution des engagements depuis la période de référence 2002-2005. L'Asie compte six des dix principaux bénéficiaires, dont les trois premiers de la liste. En 2009, le Viet Nam est le premier bénéficiaire avec 2,6 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 27 pour cent par rapport à 2008, principalement pour l'énergie (+560 millions de dollars EU) et l'industrie (+230 millions de dollars EU). L'Inde est le deuxième pays bénéficiaire, malgré une diminution importante des apports depuis 2008, notamment dans le secteur des transports et du stockage, où la baisse a été de plus d'1 milliard de dollars EU. L'Afghanistan est le troisième pays bénéficiaire, malgré une légère diminution des apports depuis 2008. Le Nigéria est le principal bénéficiaire en Afrique, avec des engagements de 1,3 milliard de dollars EU. Les apports au Nigéria ont augmenté de 89 pour cent en 2009 en raison d'une forte augmentation pour les banques et les services financiers (+500 millions de dollars EU), pour les industries extractives et les ressources minérales (+400 millions de dollars EU) et pour l'énergie (+220 millions de dollars EU). En Ouganda, les apports d'aide pour le commerce ont considérablement évolué en raison d'investissements importants dans les secteurs de l'énergie (2007) et des transports et du stockage (2009). Le Kenya a enregistré une forte augmentation de l'aide en 2009, revenant au niveau de 2007 après les troubles politiques qui ont affecté les engagements en 2008.

L'augmentation du soutien à l'infrastructure économique et, en particulier, aux projets de transport est la principale explication du rang relativement élevé de nombreux pays bénéficiaires comme la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et le Ghana. La quasi-totalité de l'aide pour le commerce reçue par la Thaïlande en 2008 et 2009 était destinée à des projets de transports urbains à Bangkok et était financée par le gouvernement japonais. De même, près de 70 pour cent de l'aide pour le commerce accordée aux Philippines en 2009 étaient destinés à améliorer l'infrastructure de transport ; l'Indonésie, quant à elle, a reçu 970 millions de dollars EU au titre de l'aide pour le commerce, dont 74 pour cent étaient destinés à ce secteur (y compris des prêts du Japon de plus de 500 millions de dollars EU). Au Ghana, 62 pour cent des quelque 700 millions de dollars EU d'aide pour le commerce reçus – dont plus de 250 millions fournis par la Banque mondiale – sont destinés au secteur des transports.

Figure 2.6 Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce en 2009



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446170

La République démocratique du Congo (RDC) a reçu 725 millions de dollars EU, dont 36 pour cent pour le secteur de l'énergie. La Géorgie fait maintenant partie des 20 principaux bénéficiaires en raison des prêts du Japon destinés au secteur des transports et des Fonds spéciaux de la BASD. Les projets concernant les transports et l'énergie sont généralement de grande ampleur. Dans les pays où une grande partie de l'aide pour le commerce est destinée à l'infrastructure économique, on a une impression d'instabilité et de manque de prévisibilité. Par exemple, l'aide pour le commerce accordée au Maroc a été multipliée par près de six entre 2007 et 2008, avant de diminuer de moitié en 2009.

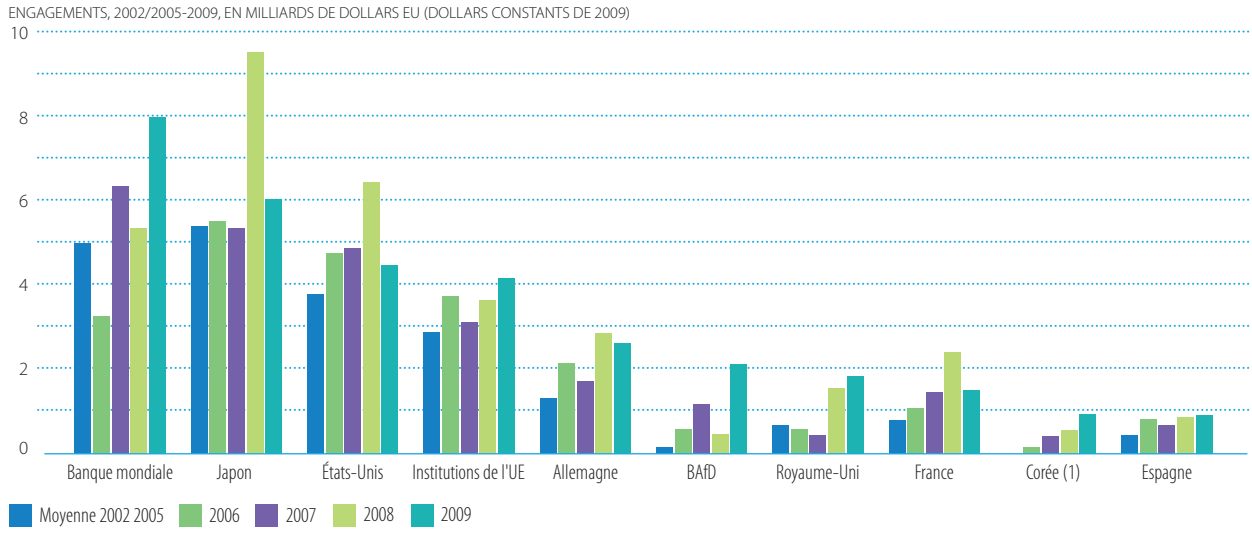
L'agriculture a reçu 46 pour cent de l'aide pour le commerce accordée au Mali et 41 pour cent de celle accordée au Burkina Faso. Dans les catégories les plus proches de la définition retenue par l'Équipe spéciale de l'OMC, l'aide pour le commerce a diminué en Chine depuis la période de référence 2002-2005, mais elle s'élève encore à 588 millions de dollars EU. L'aide accordée à l'Iraq est tombée de 3 milliards de dollars EU en 2008 à à peine plus de 400 millions de dollars EU, si bien que le pays ne fait plus partie des 20 principaux bénéficiaires. Au Pakistan et au Bangladesh, l'aide a diminué de 185 millions de dollars EU et de 296 millions de dollars EU, respectivement ; en Tanzanie, les apports ont diminué de 444 millions de dollars EU.

QUI FOURNIT L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Les dix principaux donateurs fournissent 82 pour cent du total de l'aide pour le commerce.

Les engagements au titre de l'aide pour le commerce indiqués dans la base de données SNPC ont été notifiés par 24 donateurs membres du CAD, trois donateurs non Membres du CAD et 20 institutions multilatérales. En 2009, les dix principaux déclarants représentaient 82 pour cent des engagements au titre de l'aide pour le commerce (figure 2.7). Dans le cas de l'APD, les dix principaux donateurs fournissent 74 pour cent du total, ce qui signifie que l'aide pour le commerce est relativement plus concentrée, parmi un plus petit nombre de donateurs. L'Union européenne (UE) et ses États membres sont le principal donateur, avec 14 milliards de dollars EU par an, soit une augmentation de 70 pour cent en valeur réelle par rapport à la période de référence 2002-2005. Les États membres de l'UE fournissent 9,7 milliards de dollars EU, soit 2 pour cent de moins qu'en 2008 ; et les institutions de l'UE fournissent 4,2 milliards de dollars EU soit 14 pour cent de plus. Alors que le Groupe Banque mondiale a augmenté de près de 50 pour cent son aide pour le commerce,

Figure 2.7 Les 10 principaux donateurs d'aide pour le commerce en 2009



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446189

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

Note : La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports a commencé en 2009. Pour les années précédentes, les données peuvent être partielles.

qui s'élève à 8 milliards de dollars EU, d'autres grands donateurs, comme le Japon et les États-Unis, ont déclaré des baisses importantes, de 37 pour cent et 31 pour cent respectivement, soit une diminution totale de 5,5 milliards de dollars EU. En fait, sur les cinq principaux donateurs bilatéraux, quatre ont réduit leur aide de 28 pour cent en moyenne (38 pour cent pour la France et 9 pour cent pour l'Allemagne).

Les apports des donateurs multilatéraux ont fortement augmenté, mais les apports bilatéraux ont diminué …

Les engagements des donateurs sont caractérisés par une grande volatilité entre 2008 et 2009. Les apports multilatéraux ont augmenté de près de 6 milliards de dollars EU pour s'établir à 17 milliards de dollars EU, et ils représentent maintenant 42 pour cent des apports d'aide pour le commerce, contre 28 pour cent en 2008. À l'inverse, les engagements totaux des donateurs bilatéraux ont diminué de près de 6 milliards de dollars EU, ou de 20 pour cent. Néanmoins, l'ensemble des apports bilatéraux représente encore la majeure partie de l'aide pour le commerce, s'établissant à 22,7 milliards de dollars EU, soit 57 pour cent du total des engagements en 2009. La part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur fournie par les donateurs bilatéraux est tombée de 35 pour cent en 2008 à 28,6 pour cent en 2009, alors que, pour les donateurs multilatéraux, elle est passée de 36,8 pour cent en 2008 à 42 pour cent en 2009. Il semble donc que les donateurs bilatéraux et les donateurs multilatéraux n'ont pas réagi de la même façon à la crise. Alors que les institutions financières internationales ont augmenté leurs engagements budgétaires, certains donateurs bilatéraux semblent avoir réorienté leurs fonds vers le secteur social.

… en dépit d'augmentations de la part de nombreux donateurs bilatéraux …

Les donateurs bilatéraux qui ont fortement augmenté leur aide en 2009 sont notamment le Royaume-Uni (+18 pour cent, à 1,9 milliard de dollars EU), la Corée (+67 pour cent, à 935 millions de dollars EU), la Norvège (+29 pour cent, à 775 millions de dollars EU), la Belgique (+74 pour cent, à 542 millions de dollars EU) et la Finlande (+87 pour cent, à 356,5 millions de dollars EU). Parmi les donateurs bilatéraux, c'est la Corée, avec 67 pour cent, qui a la plus grande part d'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur. On note, en outre, une meilleure couverture en 2009 puisque, pour la première fois, les Émirats arabes unis (473,5 millions de dollars EU), la Turquie (28,9 millions de dollars EU) et la République tchèque (0,1 million de dollars EU) ont notifié des données au SNPC. Les contributions des donateurs bilatéraux aux institutions multilatérales ont également augmenté (encadré 2.1).

… qui ont notifiée la répartition régionale.

La Banque mondiale a augmenté son aide pour le commerce à l'Afrique de près de 2,5 milliards de dollars EU en 2009, et la BAfD de 1,7 milliard de dollars EU. Les engagements des donateurs membres du CAD en Afrique ont diminué de 1,2 milliard de dollars EU par rapport à l'année précédente. De même, les institutions de l'UE ont réduit leur aide pour le commerce de près de 600 millions de dollars EU. En Asie, la diminution de l'aide pour le commerce est due principalement à la réduction de 3 milliards de dollars EU de la contribution du Japon.

Encadré 2.1 Calcul par l'OCDE de l'aide multilatérale imputée

Outre leur contribution bilatérale directe à l'aide pour le commerce, les membres du CAD fournissent une assistance importante à travers leurs contributions aux organismes multilatéraux de développement. Le tableau ci-dessous en donne une estimation. La méthode de calcul consiste à diviser la part de l'aide pour le commerce dans les décaissements de chaque organisme multilatéral par le montant versé à cet organisme par chaque donateur. Par exemple, si 10 pour cent des prêts concessionnels de la Banque mondiale consistent en l'aide pour le commerce, et si le Royaume-Uni verse à la Banque 200 millions de dollars EU, le tableau indiquera un montant de 20 millions de dollars EU pour le Royaume-Uni en tant qu'aide pour le commerce multilatérale imputée à travers la Banque mondiale. Les totaux indiqués ne sont que des estimations, car seules les grandes institutions multilatérales notifient en détail leurs apports d'aide pour le commerce.

AIDE POUR LE COMMERCE MULTILATÉRALE IMPUTÉE

en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	936,2	926,7	1 256,4	1 358,2	2 497,6
Australie	42,7	70,4	84,6	61,3	105,8
Autriche	88,5	119,4	143,3	144,8	238,8
Belgique	150,9	273,4	148,8	381,2	297,3
Canada	111,1	123,7	162,1	286,6	132,1
Corée	43,2	41,0	44,3	41,8	146,8
Danemark	106,2	95,3	135,3	142,3	136,5
Espagne	257,2	318,1	363,1	535,6	589,0
États-Unis	579,0	419,4	551,9	499,1	764,3
Finlande	70,9	63,9	78,1	68,1	59,1
France	863,2	1 506,9	595,6	1 720,2	975,6
Grèce	43,0	58,9	60,4	101,8	83,3
Irlande	29,5	80,3	54,0	68,4	56,5
Italie	615,3	330,0	429,7	934,7	657,2
Japon	325,8	1 374,7	206,3	770,2	961,9
Luxembourg	13,2	16,2	17,3	16,1	21,8
Nouvelle Zélande	4,5	4,0	4,2	5,1	5,6
Norvège	85,0	70,0	60,2	73,5	180,3
Pays-Bas	15,4	283,6	486,9	245,9	171,4
Portugal	45,9	48,5	51,8	51,3	79,5
Royaume-Uni	497,9	741,7	825,8	1 009,7	1 222,0
Suède	95,8	185,7	188,5	253,6	285,6
Suisse	97,6	224,6	31,5	47,6	402,3
Total	**5 132,5**	**7 376,2**	**6 030,9**	**8 817,3**	**10 070,0**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

En revanche, en 2008, cependant, c'est en partie grâce à des engagements « ponctuels » importants du Japon dans l'infrastructure que l'aide en faveur de l'Asie a fortement augmenté. En fait, les engagements de 2009 au titre de l'aide pour le commerce dépassent encore de 2 milliards de dollars EU ceux de 2007 et sont plus conformes aux tendances à long terme. L'aide pour le commerce à la région des Amériques a augmenté de 1 milliard de dollars EU, l'UE et l'Allemagne ayant versé un montant supplémentaire d'un peu moins de 500 millions de dollars EU. La contribution de la BID a également augmenté, de 155 millions de dollars EU, comme celle du Japon et de l'Espagne. En Europe, la baisse est due principalement à la diminution des apports de l'Allemagne (-287 millions de dollars EU) et de la France (-387 millions de dollars EU). En Océanie, l'augmentation des apports de l'UE (+59 millions de dollars EU) et du Fonds de la BAsD (+74 millions de dollars EU) a été contrebalancée par une diminution de l'aide fournie par le Japon (-127 millions de dollars EU).

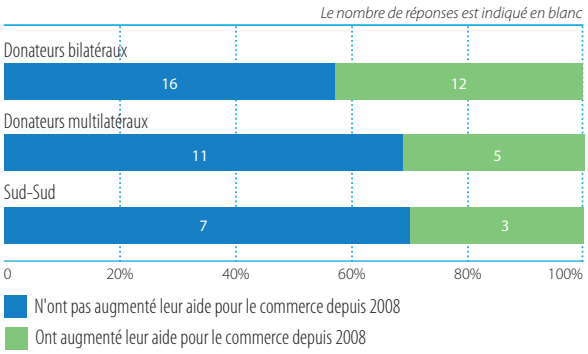
La plupart des donateurs ont augmenté leur aide depuis 2008.

Dans le questionnaire OCDE/OMC destiné aux donateurs, il était demandé aux donateurs et aux fournisseurs de coopération Sud-Sud si leur aide pour le commerce avait augmenté depuis 2008. Leurs réponses confirment les résultats mitigés obtenus à partir des données du SNPC : 16 donateurs bilatéraux ont répondu par l'affirmative et 12, dont les États-Unis et le Japon, n'ont indiqué aucune augmentation. Les donateurs multilatéraux ont répondu de manière plus positive : onze indiquant une augmentation de l'aide, notamment la Banque mondiale, l'UE et les banques régionales de développement, tandis que cinq n'ont pas augmenté leur soutien (principalement des petits fournisseurs d'aide pour le commerce comme la CNUCED, le FMI et la FAO).

La plupart des fournisseurs de coopération Sud-Sud ont également augmenté leur soutien …

Dans leurs réponses au questionnaire OCDE/OMC destiné aux donateurs, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, l'Indonésie et le Mexique indiquent tous une augmentation de la coopération liée au commerce. La Chine a augmenté ses dépenses pour la construction d'infrastructures et la formation en Asie et en Afrique. Le Brésil a centré son soutien sur l'agriculture en Afrique. L'Argentine se concentre sur l'Amérique latine dans les domaines du renforcement des institutions et du développement durable.

Figure 2.8 Les fournisseurs d'aide pour le commerce ont-ils augmenté leurs ressources depuis 2008 ?



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Figure 2.9 Prêts et dons au titre de l'aide pour le commerce

ENGAGEMENTS, 2002/2005-2009, EN MILLIARDS DE DOLLARS EU (DOLLARS CONSTANTS DE 2009)



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : Les prises de participation sont classées parmi les prêts.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446208

Le Mexique a augmenté son soutien dans le domaine de la logistique de fret et du transport durable dans le cadre du projet Mésoamérique, mentionné dans le *Panorama 2009*. L'Indonésie fournit une aide accrue en Afrique et dans le Pacifique. L'Inde a organisé régulièrement des cours spéciaux sur les questions commerciales dans le cadre de son programme de coopération technique et économique pour les pays en développement, en particulier les PMA, y compris les pays qui se trouvent à des étapes différentes du processus d'accession à l'OMC. Aucun partenaire Sud-Sud n'a notifié au SNPC des données sur son soutien à la coopération liée au commerce ni n'a donné de chiffres dans ses réponses au questionnaire.

La moitié de l'aide pour le commerce est fournie sous forme de dons …

En 2009, la moitié des engagements au titre de l'aide pour le commerce consistait en dons (20,2 milliards de dollars EU) et l'autre moitié en prêts concessionnels (19,9 milliards de dollars EU). Depuis la période de référence 2002-2005, les dons ont progressé de 67 pour cent, et les prêts de 53 pour cent. En 2009, la part des dons était de 92 pour cent pour la politique commerciale et les réglementations, de 62 pour cent pour le renforcement de la capacité de production et de seulement 38 pour cent pour l'infrastructure économique. Ces proportions sont conformes à celles des années précédentes.

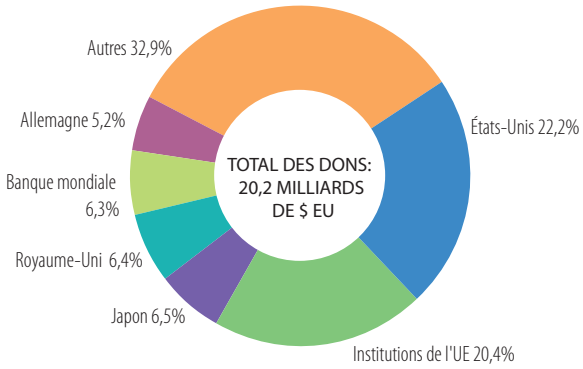
… et les institutions multilatérales accordent surtout des prêts …

Les conditions financières de l'aide pour le commerce varient considérablement selon les donateurs (figures 2.10 et 2.11). Par exemple, la Banque mondiale fournit 84 pour cent de son aide pour le commerce, d'un montant de 8 milliards de dollars EU, sous forme de prêts concessionnels. Elle est à l'origine de 34 pour cent des prêts au titre de l'aide pour le commerce et de seulement 6 pour cent des dons. La plupart des donateurs bilatéraux fournissent une aide principalement sous la forme de dons, mais il y a quelques exceptions. Par exemple, en 2009, le Japon a versé 78 pour cent des 6 milliards de dollars EU de son programme d'aide pour le commerce sous la forme de prêts concessionnels. Conjointement, le Japon et la Banque mondiale accordent près de 60 pour cent des prêts concessionnels au titre de l'aide pour le commerce. Les dons constituent la totalité de l'aide pour le commerce fournie par les États-Unis et la majeure partie de l'aide accordée par les institutions de l'UE. Ensemble, ces donateurs accordent 43 pour cent des dons au titre de l'aide pour le commerce.

Les PMA ont reçu une aide pour le commerce principalement sous forme de dons.

Les prêts sont destinés principalement aux pays à revenu intermédiaire (PRI) en raison de la plus grande productivité du capital et de leur plus grande capacité de remboursement, tandis que les dons vont principalement aux PMA. Les deux tiers de l'aide pour le commerce destinée aux PMA sont accordés sous forme de dons et un tiers sous forme de prêts, servant généralement à financer des projets concernant l'infrastructure économique.

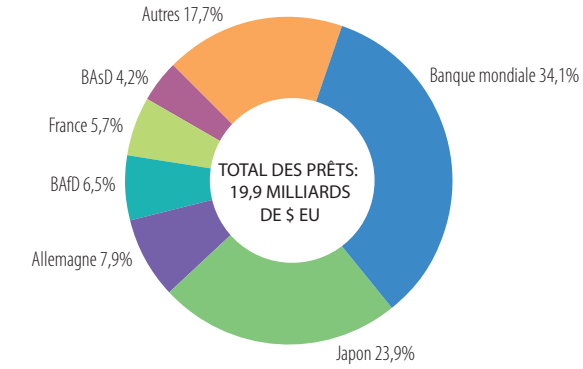
Figure 2.10 Part des dons dans les engagements des donateurs au titre de l'aide pour le commerce, 2009 (dollars constants de 2009)



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446227

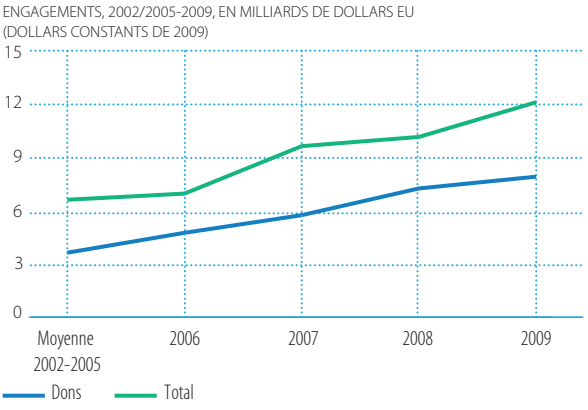
Figure 2.11 Part des prêts dans les engagements des donateurs au titre de l'aide pour le commerce, 2009 (dollars constants de 2009)



Source: CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide.
Note: Les prises de participation sont classées parmi les prêts.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446246

Figure 2.12 Dons au titre de l'aide pour le commerce et aide pour le commerce totale en faveur des PMA



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446265

Encadré 2.2 Notification au Système de notification des pays créanciers

La **Banque interaméricaine de développement** (BID) s'est engagée en faveur de l'Initiative Aide pour le commerce et c'est l'une des principales sources de financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2010, la BID a revu sa méthode de notification au SNPC. De légères anomalies ont été constatées dans les données de 2009 et une importante sous-notification a été observée pour les apports de 2008. La BID a ensuite communiqué des données révisées pour les deux années (voir ci-dessous).

D'après les données révisées, la BID a engagé en 2009 239,7 millions de dollars EU au titre de l'aide pour le commerce et 6,1 milliards de dollars EU supplémentaires sous forme de prêts non concessionnels. Les projets concernant l'infrastructure économique ont absorbé la majeure partie des fonds (près de 57 pour cent), suivis par le renforcement de la capacité de production (93,4 millions de dollars EU) et par la politique commerciale et les réglementations (8,7 millions de dollars EU). Avec 40 pour cent du total, la Bolivie et le Nicaragua ont été les principaux bénéficiaires de l'aide de la BID en 2009.

L'OCDE collabore étroitement avec la BID pour actualiser les données du SNPC pour 2008 et 2009. Il faut cependant noter que les tableaux de l'annexe 1 sont basés sur les données actuelles du SNPC.

Engagements, en millions de dollars EU (aux prix courants)

	2008		2009	
	Données actuelles du SNPC	Données révisées de la BID	Données actuelles du SNPC	Données révisées de la BID
Aide pour le commerce				
Renforcement de la capacité de production	33,0	104,0	66,0	93,4
Infrastructure économique	49,7	61,5	162,6	137,6
Politique commerciale et réglementations	2,0	8,5	8,7	8,7
TOTAL	84,6	174,0	237,3	239,7
Autres apports du soutien public liés au commerce				
Renforcement de la capacité de production	1 146,9	3 778,4	3 354,7	2 641,5
Infrastructure économique	574,2	2 773,1	3 444,2	3 473,5
Politique commerciale et réglementations	13,4	31,6	249,5	21,2
TOTAL	1 734,5	6 583,2	7 048,4	6 136,2

La **Banque islamique de développement** (BIsD) s'efforce elle aussi d'améliorer le partage mondial de données sur l'aide pour le commerce. Elle envisage de commencer à communiquer au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE des données par activité sur ses opérations, ce qui permettra d'établir des statistiques sur l'aide pour le commerce fournie par la BIsD sur la même base que pour les autres donateurs et organismes multilatéraux. Les procédures de notification et les définitions ont été examinées en détail au cours d'une mission statistique du secrétariat de l'OCDE au siège de la BIsD, en mars 2011. La première notification de données, couvrant les opérations sur ressources ordinaires en capital de la BIsD, est prévue en 2011 pour les apports de 2010. D'autres entités du Groupe de la BIsD seront incluses ultérieurement dans la procédure de notification.

Les utilisateurs doivent analyser avec prudence les données sur les engagements de l'Australie au titre de l'aide pour le commerce en 2009. Depuis que les données du SNPC ont été communiquées au CAD, un certain nombre de problèmes conceptuels et méthodologiques ont été identifiés et ils n'ont pas pu être corrigés avant la parution de la présente publication. Les données figurant dans les tableaux ne rendent donc pas compte de manière précise des engagements de l'Australie au titre de l'aide pour le commerce pour 2009. L'Agence australienne pour le développement international (AusAID) estime que les apports d'aide pour le commerce de l'Australie continueront à augmenter et, elle procède actuellement à un réexamen des concepts et des méthodes pour faire en sorte que les données sur les engagements australiens répondent aux exigences de l'OCDE en matière de notification. Les données révisées seront communiquées à l'OCDE et mises à disposition par voie électronique. L'Australie maintient son engagement en faveur de l'Initiative Aide pour le commerce et comprend qu'il est important d'avoir des données fiables pour suivre les activités menées au niveau mondial dans le cadre de cette initiative.

Le montant des prêts accordés au titre de l'aide pour le commerce varie considérablement parmi les PMA et entre certaines périodes. Par exemple, entre 2007 et 2009, le Bangladesh a reçu plus de 80 pour cent de l'aide pour le commerce sous forme de prêts, octroyés par le Japon et la Banque mondiale pour des projets dans les secteurs de l'énergie et des transports. Plus de la moitié de l'aide pour le commerce destinée à l'Éthiopie a été accordée sous la forme de prêts concessionnels de la Banque mondiale et de la France pour les secteurs des transports et de l'énergie, tandis qu'en Afghanistan près de 100 pour cent de l'aide pour le commerce est accordée sous forme de dons, dont 73 pour cent proviennent des États-Unis et du Royaume-Uni. Les dons aux PMA ont augmenté de 9 pour cent en 2009, et les prêts aux PMA de 44 pour cent, avec un soutien accru de la BAfD, du Japon et de la Banque mondiale. La Banque mondiale fournit 55 pour cent des prêts aux PMA, le Japon 13 pour cent et la BAfD 12 pour cent.

QUE FINANCE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Depuis la période de référence 2002-2005, les apports d'aide pour le commerce sont destinés principalement à l'infrastructure économique et au renforcement de la capacité de production. Jusqu'en 2008, la part de ces deux secteurs a progressé régulièrement, augmentant de 18 pour cent par an en moyenne pour l'infrastructure économique et de 14 pour cent pour le renforcement de la capacité de production.

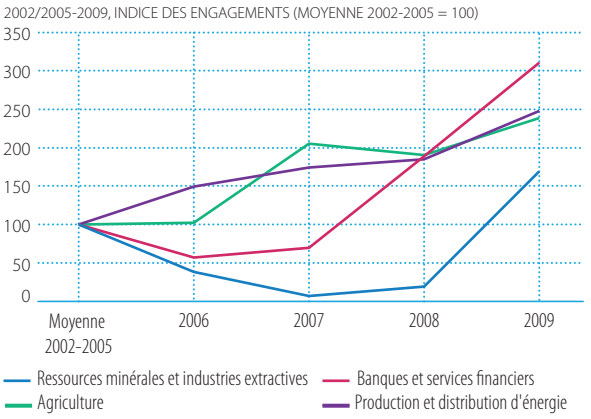
Les crises alimentaires et financières ont modifié la répartition …

En 2009, l'aide pour le commerce destinée à l'Afrique a augmenté de 2,7 milliards de dollars EU, allant pour l'essentiel à l'agriculture (+0,9 milliard de dollars EU), aux banques et aux services financiers (+0,7 milliard de dollars EU), aux industries extractives et à l'énergie (+1 milliard de dollars EU). L'augmentation dans ces secteurs est probablement une réponse aux crises alimentaires et financières et à la flambée des prix de l'énergie et des produits de base. La figure 2.13 montre l'évolution des apports à ces secteurs en Afrique depuis la période de référence et fait apparaître des augmentations importantes dans tous les secteurs en 2008 et 2009.

… et ont entraîné une augmentation des engagements pour l'agriculture et les banques …

En 2009, l'aide totale destinée au renforcement de la capacité de production a encore augmenté tandis que le soutien pour l'infrastructure économique a diminué en raison d'un léger recul de l'aide destinée aux transports et à la production d'énergie.

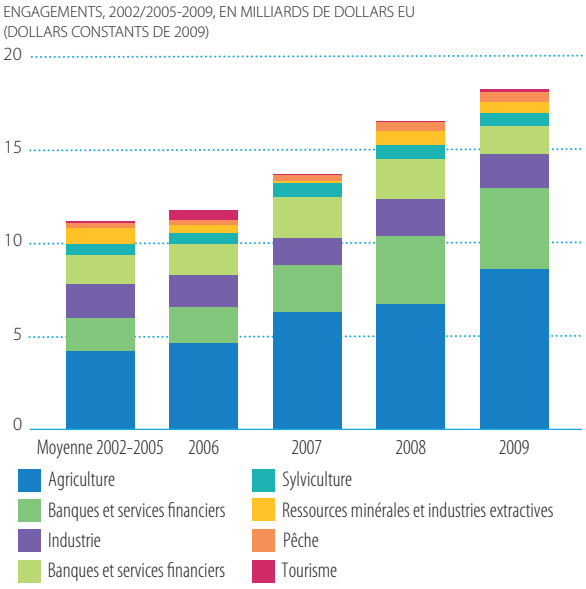
Figure 2.13 L'aide pour le commerce en faveur de l'Afrique: réponse aux crises alimentaires et financières



Source : Calcul des auteurs à partir de la Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446284

Figure 2.14 Renforcement de la capacité de production



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : Le renforcement de la capacité de production comprend les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC à l'aide du marqueur du développement du commerce depuis 2007.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446303

L'augmentation de l'aide pour le renforcement de la capacité de production a surtout profité à l'agriculture et au secteur des banques et des services financiers. L'aide à l'agriculture a augmenté de 105 pour cent depuis la période de référence et de 28 pour cent depuis 2008. L'aide au secteur des banques et des services financiers a augmenté de 140 pour cent depuis la période de référence et de 19 pour cent depuis 2008. Ensemble, ces trois secteurs attirent 71 pour cent des apports d'aide destinés au renforcement de la capacité de production.

Une aide importante est allouée au renforcement de la capacité de production, mais cette aide n'a pas toujours un rapport direct avec le commerce. En utilisant le marqueur du développement du commerce du SNPC, les donateurs estiment que 1,9 milliard de dollars EU sont destinés à des activités qui ont un objectif principalement commercial, et 2,9 milliards de dollars EU à des activités qui ont un objectif commercial significatif. En 2009, les projets relatifs au commerce ont représenté plus du quart des 18 milliards de dollars EU d'aide aux secteurs productifs. Mais l'ensemble de l'aide à ces secteurs a contribué à la création d'un environnement propice au développement du secteur privé et a amélioré la productivité dans différents secteurs économiques comme l'agriculture, les banques et les services financiers, et le tourisme.

… l'accent étant mis sur les objectifs de développement du commerce.

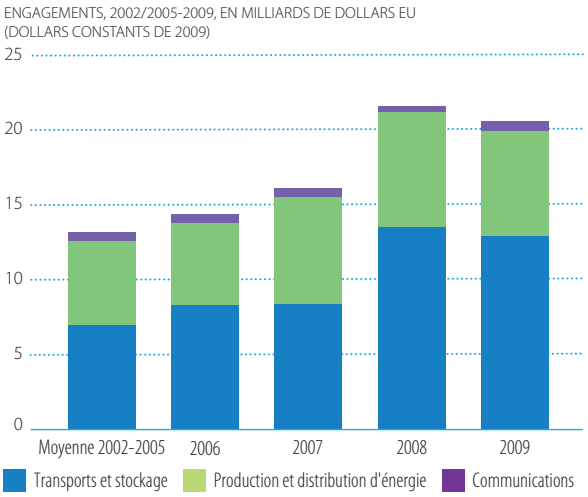
L'utilisation du marqueur du développement du commerce s'est répandue depuis 2007 et la quasi-totalité des donateurs membres du CAD ont notifié leurs apports de 2009. Depuis le début des notifications en 2007, le montant de l'aide ayant un objectif principalement commercial a augmenté de 55 pour cent, et le montant de l'aide ayant un objectif commercial significatif a presque doublé, passant de 1,5 milliard à 2,9 milliards de dollars EU. La façon dont le marqueur du développement du commerce est notifié varie selon les secteurs : par exemple, les donateurs ont considéré que 70 pour cent des services aux entreprises et 79 pour cent des services liés au tourisme étaient directement liés au développement des capacités commerciales. Même pour les secteurs plus importants, comme les banques et l'agriculture, la part notifiée de la composante « commerce » est importante (29 pour cent pour le secteur bancaire et 16 pour cent pour l'agriculture).

Le soutien à l'infrastructure économique diminue légèrement …

Les principales composantes de la catégorie infrastructure économique – transports et énergie – ont légèrement reculé en 2009, tandis que les communications ont légèrement progressé. Parmi les membres du CAD, le Japon est le principal donateur dans le secteur des transports et du stockage, assurant plus de la moitié du financement, à la fois en 2008 (5 milliards de dollars EU sur 9,5 milliards de dollars EU) et en 2009 (3,9 milliards de dollars EU sur 7,4 milliards de dollars EU). Ces fonds japonais sont allés presque entièrement à l'Asie. Les principaux projets étaient la construction d'un réseau métropolitain à Delhi, Bangkok et Jakarta pour un montant total de 3,3 milliards de dollars EU sur deux ans. En outre, le Japon a fourni à l'Inde 871 millions de dollars EU supplémentaires, en deux versements, pour un projet de rocade extérieure à Hyderabad.

La Banque mondiale, la Corée et le Royaume-Uni ont fourni près de 60 pour cent de l'aide pour le commerce destinée au secteur des communications en 2009. Alors que la Banque mondiale et le Royaume-Uni ont centré leur soutien sur l'Afrique, la Corée a partagé le sien entre l'Afrique et l'Asie. Les donateurs bilatéraux ont réduit leurs engagements dans le secteur de l'énergie, tandis que les donateurs multilatéraux ont augmenté les leurs, de 1,7 milliard de dollars EU en 2008 à 3 milliards de dollars EU en 2009.

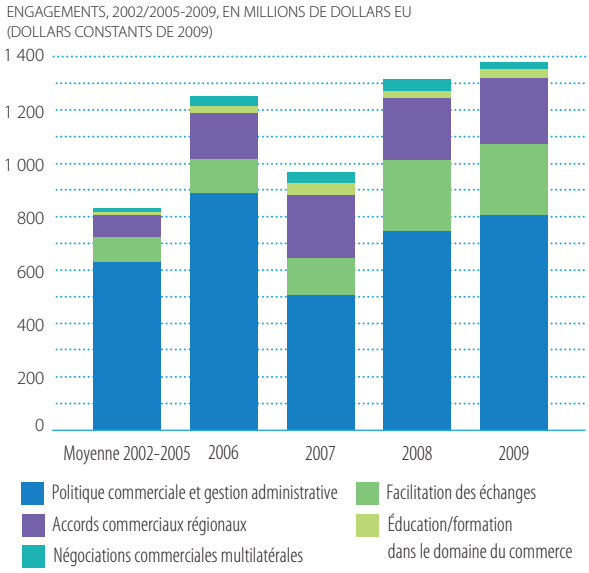
Figure 2.15 Infrastructure économique



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446322

Figure 2.16 Politique commerciale et réglementations



Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446341

… tandis que l'aide pour la politique commerciale et les réglementations augmente.

La part de la catégorie politique commerciale et réglementations dans les apports totaux reste assez faible et a varié entre 2006 et 2009 mais, chaque année (sauf en 2007), il y a eu une légère augmentation. Les apports à ce secteur représentent actuellement près de 1,4 milliard de dollars EU par an. Ils vont pour l'essentiel à la politique commerciale et à la gestion administrative. Les apports pour la facilitation des échanges ont augmenté de 187 pour cent depuis la période de référence et se chiffrent actuellement à 266 millions de dollars EU. La contribution des institutions de l'UE s'est élevée à 173 millions de dollars EU en 2008 et à 86 millions de dollars EU en 2009. En 2008, l'UE a alloué 63 millions de dollars EU pour encourager les échanges entre l'Ukraine et l'UE par la suppression des obstacles techniques au commerce.

QUELLES SONT LES TENDANCES GLOBALES ?

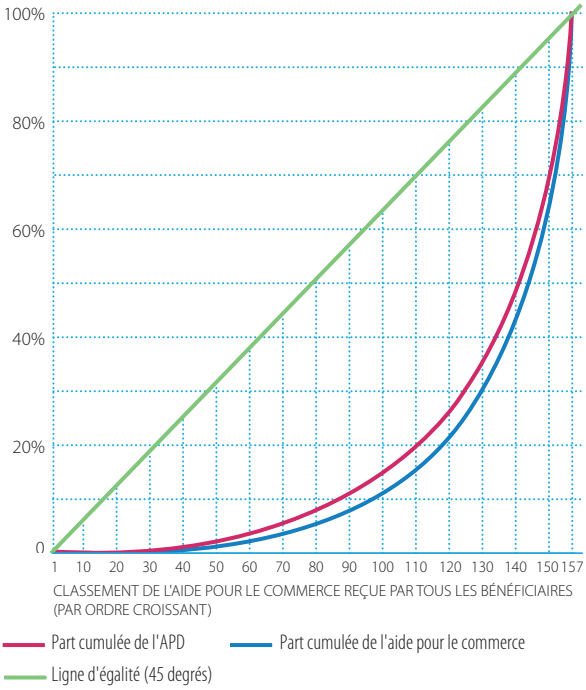
Des tendances annuelles aux tendances globales.

Le suivi des variations annuelles des engagements et l'examen de leurs causes apportent un éclairage utile sur les tendances globales de l'aide pour le commerce. Toutefois, comme cela a été dit plus haut, les variations annuelles sont plus prononcées dans le cas de l'aide pour le commerce, en raison de la prédominance d'engagements importants pour de grands projets d'infrastructure. D'où l'impression que l'aide manque de stabilité et de prévisibilité. Mais si l'on considère les apports globaux d'aide pour le commerce, les variations annuelles paraissent moins importantes. Cela permet un examen plus global des principales questions posées dans ce chapitre. Cela permet d'examiner les apports totaux, la répartition et la concentration de l'aide pour le commerce, en la comparant à l'APD totale.

Les engagements se sont élevés au total à 238 milliards de dollars EU entre 2002 et 2009 et …

Depuis 2002, un montant total de 238 milliards de dollars EU a été engagé au titre de l'aide pour le commerce. L'Asie a reçu 111 milliards de dollars EU (47 pour cent) et l'Afrique 81 milliards de dollars EU (34 pour cent). Les huit principaux bénéficiaires se trouvent en Asie, l'Inde, l'Iraq et le Viet Nam recevant des montants bien plus élevés que les autres bénéficiaires. Plus précisément, depuis 2002, le montant des engagements a été de 16 milliards de dollars EU pour l'Inde, 15 milliards de dollars EU pour l'Iraq et 14,8 milliards de dollars EU pour le Viet Nam. L'Afrique compte dix pays parmi les 20 principaux bénéficiaires,

Figure 2.17 Part cumulée de l'aide pour le commerce et de l'aide publique au développement, en montant total des engagements 2002-2009, en %



Source : Calcul des auteurs à partir de la Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.
Note: Les programmes et activités multipays ne sont pas pris en compte.

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446360

en tête desquels se trouvent l'Éthiopie, l'Égypte, la Tanzanie, le Maroc et le Kenya. La Turquie, seul pays de la liste qui n'est ni asiatique ni africain, a reçu au total 3,5 milliards de dollars EU d'aide pour le commerce depuis 2002.

… sont relativement concentrés, mais …

Entre 2002 et 2009, 157 pays étaient admis au bénéfice de l'APD et donc de l'aide pour le commerce. En termes de répartition, l'aide pour le commerce est relativement concentrée, dix pays ayant reçu 45 pour cent du total des engagements par pays entre 2002 et 2009. Les 50 derniers pays de la liste ont reçu moins de 1,5 pour cent des apports totaux. Toutefois, certains de ces pays comme l'Arabie saoudite, la Slovénie et Malte n'ont plus le statut de bénéficiaire. Certains bénéficiaires sont des petits États insulaires qui, figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce par habitant, bien que le volume des apports soit faible. Par exemple, Sainte-Hélène, Nioué et les Îles Cook dont la population combinée est d'à peine 22 000 habitants, ont reçu, respectivement, 2 742 dollars EU, 1 840 dollars EU et 659 dollars EU par habitant en 2009. L'Océanie vient en tête avec sept des dix principaux bénéficiaires d'aide par habitant.

Tableau 2.1 Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce, en montant total des engagements de 2002 à 2009

en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	Engagements					Total des engagements 2002-2009
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	
Inde	1 703,6	1 847,0	2 388,6	3 424,0	1 882,4	16 356,3
Iraq	2 101,2	2 208,1	1 191,4	3 029,7	400,2	15 234,1
Viet Nam	1 643,6	1 450,2	2 141,9	2 046,0	2 608,1	14 820,7
Afghanistan	759,2	1 267,2	1 478,2	1 692,0	1 509,5	8 983,8
Indonésie	1 208,6	1 022,6	905,9	895,9	970,0	8 629,0
Bangladesh	830,0	580,1	1 008,9	1 187,9	892,2	6 989,2
Pakistan	648,6	408,5	738,2	1150,4	965,2	5 856,7
Chine	829,6	614,8	402,6	728,7	588,2	5 652,6
Éthiopie	533,5	729,2	912,8	740,7	883,6	5 400,3
Égypte	578,8	809,8	567,2	990,1	277,1	4 959,5
Tanzanie	412,5	429,8	586,9	1325,2	881,3	4 873,1
Maroc	328,6	515,5	305,3	1799,9	848,4	4 783,5
Kenya	314,6	510,3	973,0	92,2	962,1	3 795,8
Sri Lanka	513,1	347,1	340,8	487,8	457,3	3 685,6
Congo, Rép. dém. du	512,9	161,0	479,7	267,4	724,6	3 684,3
Ghana	280,8	350,0	784,4	633,8	697,4	3 588,6
Turquie	485,0	281,2	224,0	785,9	283,8	3 514,8
Nigéria	229,6	189,4	286,3	705,4	1 333,4	3 432,9
Ouganda	258,3	191,7	739,7	305,5	1 017,9	3 288,1
Mozambique	354,5	346,5	488,1	520,0	430,4	3 202,8
TOTAL						**130 731,6**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

La plupart des pays en développement reçoivent peu d'aide pour le commerce, voire aucune. En fait, 100 pays en développement ont reçu un peu plus de 10 pour cent des apports totaux d'aide pour le commerce entre 2002 et 2009. À l'inverse, 25 pays représentent près de 70 pour cent des engagements totaux au titre de l'aide pour le commerce. Mais, si l'on tient compte de la population, le tableau est différent. Les huit principaux bénéficiaires, qui reçoivent 40 pour cent de l'aide pour le commerce, sont tous en Asie (Inde, Iraq, Viet Nam, Afghanistan, Indonésie, Bangladesh, Pakistan et Chine) et représentent 58 pour cent de la population totale des pays bénéficiaires.

… leur répartition est analogue à celle de l'APD totale.

La répartition de l'APD totale est légèrement moins concentrée, les dix principaux bénéficiaires recevant un peu moins de 40 pour cent et les 50 derniers moins de 2 pour cent. Toutefois, comme l'aide pour le commerce fait partie intégrante de l'APD ordinaire, cela n'a rien de surprenant. Elle peut-être un peu plus concentrée du fait de la nature et de l'ampleur des grands projets d'infrastructure, qui se traduit par une forte augmentation des engagements pour certains pays, certaines années.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Les perspectives sont modérées …

L'APD bilatérale totale a augmenté de 6,5 pour cent en 2010 et augmentera encore d'environ 2 à 3 pour cent en 2011 et 2012, d'après une enquête réalisée par l'OCDE sur les plans indicatifs des dépenses prévisionnelles. Si la part de l'aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur se maintient, on peut s'attendre à une croissance supplémentaire à moyen terme. En outre, l'engagement récent du G-20 en faveur de l'aide pour le commerce pourrait aussi contribuer à son augmentation. Comme cela a été dit précédemment, le Plan d'action pluriannuel pour le développement, adopté au Sommet du G-20 de Séoul, comportait l'engagement de maintenir, après 2011, des niveaux d'aide pour le commerce représentant à tout le moins la moyenne des trois dernières années (de 2006 à 2008) (encadré 2.2).

Près des deux tiers des donateurs, dont les plus importants, comme les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'UE, ont des plans indicatifs des dépenses prévisionnelles, contre moins de la moitié des donateurs multilatéraux, comme la Banque mondiale, et de nombreuses banques régionales de développement, comme la BID, la BAfD et la BIsD. Par ailleurs, neuf donateurs bilatéraux et sept donateurs multilatéraux ont des estimations précises concernant l'aide pour le commerce, et les autres ont une idée de leurs dépenses futures au titre de l'aide pour le commerce, même s'ils n'ont pas d'estimations exactes.

... certains donateurs augmentent encore leurs ressources …

La France estime qu'elle dépensera 850 millions d'euros par an, dont 150 millions pour l'assistance technique à compter de 2010. Le Royaume-Uni s'est engagé à dépenser au moins 672 millions de livres sterling par an afin d'honorer l'engagement qu'il a pris dans le cadre du G-20 et il compte dépasser ce montant d'au moins 100 millions de livres sterling chaque année. L'UE a réservé au total 22,7 milliards d'euros pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), pour la période 2008-2013. Sur ce montant, entre 4 et 5 milliards d'euros seront alloués à l'aide pour le commerce ; 1,78 milliard d'euros sont mis à disposition pour soutenir les efforts d'intégration des pays ACP au niveau régional ; et un montant d'environ 1,16 milliard d'euros environ est alloué au programme d'aide pour le commerce au niveau multirégional.

… d'autres promettent de maintenir leurs apports …

Comme cela a été dit précédemment, en 2010, le G-20 s'est engagé à maintenir les ressources destinées à l'aide pour le commerce à leurs niveaux actuels (encadré 2.3). Plusieurs autres donateurs ont pris des engagements similaires. Par exemple, l'aide pour le commerce accordée par la Suisse devrait rester à son niveau actuel en 2011 et 2012. Les donateurs non Membres du CAD maintiennent également leurs apports d'aide pour le commerce. Singapour a indiqué que l'aide pour le commerce resterait une composante essentielle de sa stratégie de coopération, mais que les fonds seraient alloués en fonction des besoins locaux et de sa capacité de contribution.

… et d'autres encore ne sont pas en mesure d'indiquer leurs dépenses futures.

L'Allemagne, dont le budget est annualisé, programme son assistance liée au commerce et, plus largement, son aide pour le commerce à un horizon d'un ou deux ans au plus. Les États-Unis utilisent à la fois des instruments de financement et de planification, conformément aux instructions du Congrès, pour l'aide extérieure. La planification et les dépenses doivent répondre aux besoins des pays partenaires. Au cours du processus budgétaire annuel, les différents organismes commencent à allouer des fonds à des programmes sectoriels spécifiques, comme l'aide pour le commerce. Ces fonds ne sont définitivement alloués qu'une fois que le Congrès s'est prononcé sur le budget du Président et que les allocations sont connues et promulguées. La Millenium Challenge Corporation (MCC) et ses pays partenaires conviennent des budgets sur cinq ans dans leur « accord de don », qui définit les objectifs et les éléments du programme et les cibles à atteindre pour sa réussite. La MCC finance intégralement ce programme pluriannuel du début à la fin. Dans le cas des programmes seuil qui portent généralement sur une période de deux ans, l'accord indique les détails du programme et les plans de financement pour toute la durée du programme. Là aussi, les fonds de la MCC sont réservés dès le départ pour assurer la prévisibilité de l'aide. Dans les deux cas, la MCC calcule le financement global du programme destiné à l'aide pour le commerce dès l'entrée en vigueur des accords, ce qui déclenche les obligations de financement. Les activités d'aide pour le commerce de la MCC sont intégrées aux différentes activités qui composent son programme ; ses pays partenaires fournissent des estimations glissantes des dépenses prévisionnelles annuelles, mais ne ventilent pas l'aide pour le commerce sur une base annuelle.

Encadré 2.3 Engagement du G-20 dans le domaine de l'aide pour le commerce

« Maintenir, après 2011, des niveaux d'aide pour le commerce représentant à tout le moins la moyenne des trois dernières années (de 2006 à 2008) et (…) suivre ces engagements et évaluer leur incidence sur la capacité des pays à faible revenu à commercer. Nous prendrons en considération l'issue de l'Examen global de l'aide pour le commerce de juillet 2011. »

Au cours de la période 2006-2008, les membres du CAD de l'OCDE qui font partie du Groupe de travail du G-20 sur le développement (Allemagne, Australie, Canada, Corée, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Union européenne) ont accordé en moyenne 7,3 milliards de dollars EU aux pays à faible revenu au titre de l'aide pour le commerce (voir le tableau). En 2009, le montant total est passé à 8,7 milliards de dollars EU et il devrait atteindre 9,2 milliards de dollars EU en 2010.

La plupart des donateurs, notamment l'Union européenne, les États-Unis et le Japon, ont augmenté leur aide pour le commerce en 2009 par rapport à la moyenne de 2006-2008. Le Royaume-Uni et la Corée du Sud l'ont fortement augmentée alors que d'autres pays donateurs l'ont légèrement réduite. L'OCDE dispose de données approximatives sur le montant global de la coopération Sud-Sud dans le cadre du G-20, mais ces données sont insuffisantes pour déterminer le niveau de base de l'aide pour le commerce.

Membres du G-20	Auto-évaluations	Aide pour le commerce accordée aux PFR par les membres du CAD de l'OCDE qui font partie du Groupe de travail du G-20 sur le développement *Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)*	
		Moyenne 2006-2008	**2009**
Allemagne	Donateur	364,6	352,0
Afrique du Sud	--	..	..
Arabie saoudite	--	..	..
Argentine	Sud-Sud	..	..
Australie	Donateur	101,3	…
Brésil	Sud-Sud	..	..
Canada	Donateur	216,6	288,3
Chine	Sud-Sud	..	..
Corée du Sud	Donateur	251,0	492,1
Espagne	Donateur	85,8	63,3
États-Unis	Donateur	2 195,8	2 416,4
France	Donateur	535,0	411,9
Inde	Sud-Sud	..	..
Indonésie	Sud-Sud	..	..
Institutions de l'UE	Donateur	1 369,6	1 472,5
Italie	Donateur	99,6	72,1
Japon	Donateur	1 815,8	2 353,1
Mexique	Sud-Sud/partenaire	..	..
Royaume-Uni	Donateur	301,5	772,5
Russie*	--	..	..
Turquie	--	..	0,1
TOTAL		**7 336,5**	**8 694,3**

** non Membre de l'OMC.*
.. pas de données disponibles.
… pour une explication des données de l'Australie sur l'aide pour le commerce, voir l'encadré 2.2
Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

QUE SAVONS-NOUS DU SUIVI AU NIVEAU LOCAL ?

De l'examen global au suivi local

Le dernier questionnaire OCDE/OMC demandait des renseignements sur le suivi au niveau national et il a été beaucoup question au Comité du commerce et du développement de l'OMC, et dans des instances régionales, de la mesure des engagements au titre de l'aide pour le commerce au niveau mondial et des écarts décalés avec les flux enregistrés au niveau local. La présente section examine cette question et dans quelle mesure les pays partenaires disposent de données détaillées sur le financement concessionnel, en général, et sur les flux d'aide pour le commerce, en particulier.

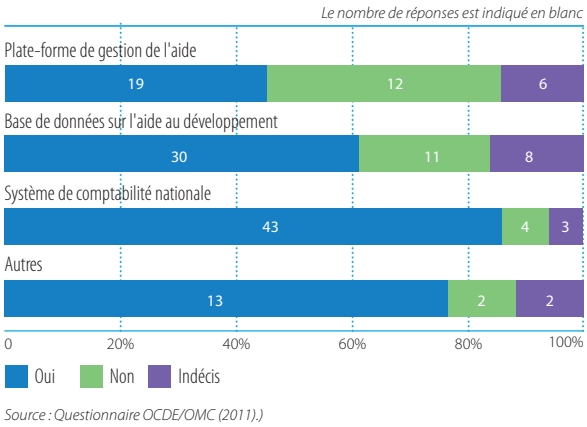
Les pays partenaires assurent un suivi, mais …

Il a d'abord été demandé aux pays partenaires s'ils assuraient le suivi des financements concessionnels extérieurs. La majorité d'entre eux, à savoir 62 pays sur 84, ont répondu par l'affirmative, 13 par la négative, et neuf ont dit qu'ils n'en étaient pas sûrs ou n'ont pas répondu à la question. Il ressort des réponses que le suivi est généralement effectué par le Ministère des finances ou le Ministère de la planification économique, le Ministère du commerce jouant un rôle secondaire dans ce processus. Comme les questionnaires ont généralement été remplis par les fonctionnaires du Ministère du commerce, ceux-ci ont parfois eu du mal à estimer les apports d'aide pour le commerce. La Gambie, comme beaucoup d'autres pays, a indiqué que « *les registres [étaient] tenus par le Service des prêts et de la dette relevant du Ministère des finances* ». Le Kenya a expliqué que « *le Département des ressources extérieures du Ministère des finances coordonne le soutien et les aides budgétaires des donateurs* ». En Sierra Leone, cette fonction incombe au Bureau pour la coordination de l'aide au développement et au Swaziland, au Ministère de la planification économique et du développement et au Ministère des finances.

…… le plus souvent, ils suivent seulement l'APD qui va directement au budget national.

L'enquête confirme que pour mieux gérer les apports d'aide, les pays partenaires utilisent principalement la Plate-forme de gestion de l'aide (PGA) mise au point par Development Gateway, et la Base de données sur l'aide au développement (BDAD), établie par Synergy International Systems. Un certain nombre de pays ont aussi mis au point leurs propres systèmes (OCDE, 2009).

Figure 2.18 Systèmes de suivi de l'aide des pays partenaires



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).)

Dans leurs réponses au questionnaire, 19 pays indiquent qu'ils utilisent la PGA et 30 la BDAD, tandis que d'autres disent qu'ils les utilisent avec leur système de comptabilité nationale. En fait, 43 pays ont recours à une forme de comptabilité nationale.

La PGA utilise la base de données AiDA (Accessible Information on Development Activities) et fait appel à des techniques de récolte de données. La base de données du pays bénéficiaire est automatiquement reliée à la base de données du SNPC de l'OCDE et à plusieurs autres bases de données de donateurs internationaux, comme la Banque mondiale et le Royaume-Uni. La BDAD, quant à elle, utilise les mécanismes locaux de notification des organismes d'aide. Son avantage est qu'elle rend compte de ce qui se passe réellement sur le terrain, de sorte qu'elle est, en principe, plus fiable. En outre, la BDAD peut-être reliée plus étroitement aux classifications budgétaires des pays bénéficiaires. Étant consultable sur le Web, elle est accessible au grand public. Cependant, son inconvénient est que, comme les classifications sectorielles peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, il peut y avoir des divergences entre les données nationales et les données agrégées. Cela a jeté un doute sur la fiabilité des données de la BDAD, si bien que les partenaires de développement se sont lassés de fournir des données, ce qui a réduit encore plus son efficacité.

Au Burundi, le Comité national de coordination de l'aide utilise la PGA. Le Cap-Vert est en train d'établir un système PGA qui sera achevé à la fin de 2011. Le Gabon est aussi en train de mettre au point un système particulier. Dans les Îles Salomon, le Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide développe actuellement une plate-forme PGA pour améliorer la coordination de l'aide dans le pays. Le Suriname va créer une unité de coordination de l'aide au Ministère des finances.

En Gambie, c'est le Service des prêts et de la dette relevant du Ministère des finances qui tient les registres, appliquant la Stratégie de gestion de l'allégement de la dette du Secrétariat du Commonwealth pour enregistrer tous les prêts et dons accordés au pays. Le gouvernement gambien envisage toutefois de mettre en place une plate-forme PGA, pour laquelle une formation est déjà dispensée. En outre, il créera une base de données sur l'aide pour le commerce dans le cadre du CIR. Mais en général, aucun système particulier n'est utilisé pour collecter des données sur l'aide pour le commerce.

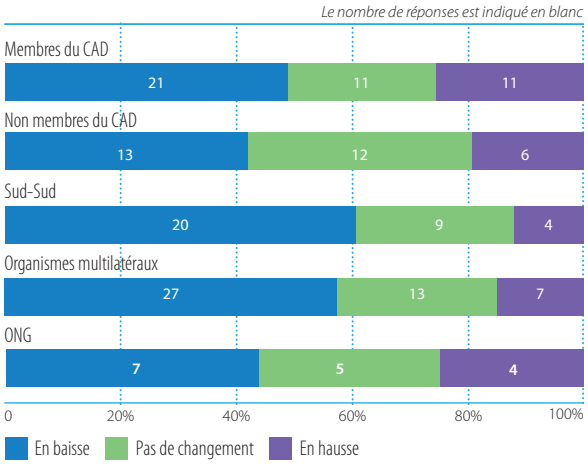
Par ailleurs, plusieurs pays partenaires ont leur propre système de gestion de l'aide, tel que le système d'information pour le développement international de l'Équateur. La Zambie utilise des systèmes fonctionnant sous Excel et Access (système interne du Ministère des finances et de la planification nationale). L'Ouganda utilise « *des tableurs développés en interne* ». Aux Fidji, l'Unité de l'aide du Ministère des finances dispose d'une base de données au format Excel qui décrit les apports d'aide en détail. Cette unité est actuellement en pourparlers avec le PNUD sur l'adoption du système de la BDAD. Tous les flux concessionnels extérieurs sont comptabilisés au moyen du système de comptabilité nationale ou du système de gestion financière informatisé (FMIS).

Les systèmes varient en complexité. L'Azerbaïdjan assure le suivi des apports d'aide « *par un simple enregistrement* », tandis que l'Indonésie dispose de plusieurs bases de données pour gérer le budget de l'aide. Elle indique que, « *en ce qui concerne les plates-formes de gestion de l'aide, elle utilise deux outils : le Livre bleu et la Stratégie d'emprunt ; pour la base de données sur l'aide au développement, elle a un système de gestion de la dette et d'analyse financière ; et pour la comptabilité nationale, elle utilise les systèmes de comptabilité du gouvernement central et des gouvernements locaux, qui enregistrent l'ensemble de l'aide et des prêts dans le système budgétaire de l'État* ».

La plupart des pays partenaires confirment que l'aide pour le commerce est en augmentation …

Quand les pays partenaires assurent le suivi des apports et sont en mesure d'indiquer leur évolution au cours des dernières années, ils signalent généralement une augmentation de l'aide fournie par tous les groupes de donateurs. Trente-deux pays disent que l'aide pour le commerce a augmenté (21 pays) ou est restée inchangée depuis 2008. Les fournisseurs Sud-Sud et les donateurs multilatéraux ont augmenté leur aide pour le commerce, comme l'indiquent 60 pour cent des pays. Il est moins question du soutien des ONG : seulement 16 pays partenaires font mention des ressources fournies par cette source. Onze pays indiquent une diminution de l'aide fournie par les donateurs du CAD, et sept du soutien des organismes multilatéraux. Il est révélateur cependant que près de la moitié des pays ne puissent rien dire au sujet de l'évolution des apports d'aide pour le commerce, ce qui témoigne du manque de données détaillées au niveau national.

Figure 2.19 Évolution de l'aide pour le commerce selon les pays partenaires

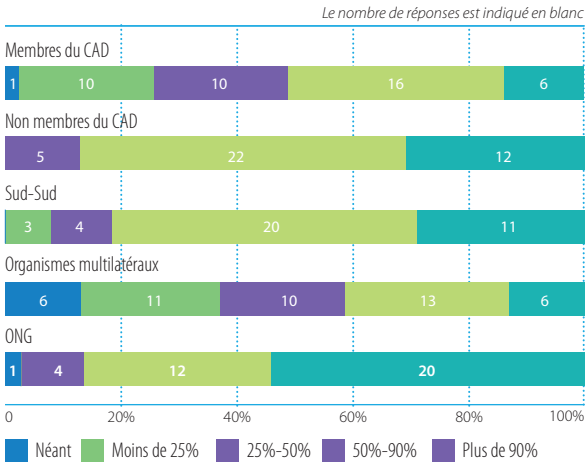


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

… d'autres ne peuvent pas donner de détails sur les apports d'aide pour le commerce.

Cela a été confirmé par les réponses des pays partenaires à la question de savoir quelle était la composition de l'aide pour le commerce par type de fournisseur. Alors que de nombreux partenaires ont pu indiquer si l'aide pour le commerce était en augmentation ou non, peu d'entre eux ont pu donner des informations sur l'importance de cette aide et sa répartition par type de donateur. En moyenne, plus de 40 pays n'ont pas pu répondre à la question concernant les fournisseurs d'aide. Et ceux qui y ont répondu ont donné des réponses peu fiables car elles ne rendaient pas pleinement compte de l'enveloppe de l'aide, et plus de la moitié d'entre elles omettaient les contributions des ONG. Ces réponses indiquent qu'il y a des lacunes considérables dans les systèmes de comptabilité locaux lorsqu'il s'agit de l'aide pour le commerce.

Figure 2.20 Répartition de l'aide pour le commerce par donateur



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Il faut améliorer les systèmes de comptabilité locaux …

L'APD est fournie pour l'essentiel à des institutions du secteur public. Dans le cas de l'aide pour le commerce, les donateurs du CAD utilisent ce canal pour plus des trois quarts de leurs engagements, alors que seulement 6 pour cent environ de l'aide sont acheminés par l'intermédiaire des ONG. Les partenariats public-privé sont une destination encore moins importante, représentant moins de 1 pour cent des apports. Bien que les données notifiées sur les canaux d'acheminement de l'aide soient incomplètes, celles dont on dispose indiquent des tendances analogues pour les organismes multilatéraux. En ce qui concerne l'APD fournie au secteur public, le Ministère des finances n'est que l'un des canaux d'acheminement, aux côtés des ministères sectoriels et d'autres organisations publiques et privées.

Par conséquent, de nombreux organismes doivent participer au suivi des flux d'APD, et leurs résultats doivent être regroupés et agrégés. Mais on ne sait pas trop dans quelle mesure les partenaires essayent de collecter des données sur l'APD totale telle qu'elle est notifiée par les donateurs au SNPC. À Madagascar, la Banque centrale et l'Institut national de la statistique procèdent à des enquêtes semestrielles auprès des ONG. L'Éthiopie assure le suivi des financements concessionnels, mais pas de l'APD, destinés aux ONG locales (qui sont des destinataires importants des fonds provenant des États-Unis) ou à des associations privées, comme les chambres de commerce. À la Grenade, le suivi des apports d'aide pour le commerce est assuré par les organismes et ministères associés aux différents projets inscrits dans le programme d'investissement du secteur public. La Grenade précise toutefois que « *les données ne sont pas désagrégées et seuls les versements effectifs sont enregistrés* ». La base de données sur l'aide pour le commerce de la RDP lao rend compte des montants globaux des projets, mais ne fournit pas de données sur les versements annuels, ce qui rend difficile toute comparaison avec les données du SNPC, qui sont enregistrées annuellement.

… mais il est difficile de mettre en concordance les données mondiales et nationales …

Même si les pays partenaires pouvaient assurer un suivi plus précis des apports d'aide pour le commerce, il subsisterait un certain nombre des facteurs qui expliquent les écarts entre les apports enregistrés dans le SNPC et les apports enregistrés dans les comptes nationaux :

- Les données du SNPC indiquent la valeur monétaire de l'aide en nature, qui constitue l'essentiel de la coopération technique, tandis que les pays partenaires n'enregistrent que les services rendus. En outre, la nature transversale de l'aide pour le commerce implique que certains projets peuvent être comptabilisés sous des codes différents dans les systèmes des pays, peut-être en fonction des crédits alloués aux ministères.
- Les données du SNPC sont généralement exprimées en dollars EU constants, alors que les données des pays partenaires sont généralement exprimées en valeur nominale et dans diverses monnaies.
- Les systèmes comptables des pays partenaires peuvent être fondés sur une année budgétaire qui peut-être différente de l'année de référence du SNPC.
- Les systèmes des gouvernements donnent des renseignements sur les budgets, tandis que les notifications au SNPC portent sur les versements annuels.

En résumé, il existe de nombreuses approches différentes, qui font intervenir des systèmes différents, dans différents ministères ayant des calendriers et des cycles comptables différents. Il est difficile de coordonner tous les acteurs, ce qui explique pourquoi de nombreux pays n'appréhendent pas les flux mondiaux.

… car le SNPC et les systèmes de suivi locaux ont des fonctions différentes …

Une étude récente de l'OCDE et de Development Gateway a conclu que le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE et les systèmes locaux de gestion de l'information sur l'aide avaient « *des rôles à la fois distincts et importants* ». Peu de bases de données locales fournissent des données précises sur l'aide. En outre, en raison de la diversité des plates-formes, il peut-être difficile d'intégrer les données locales dans les bases de données internationales (Khadras, 2010). Il ressort de la comparaison des données de la PGA et du SNPC effectuée dans l'étude de l'OCDE (2009) que les données agrégées sont comparables, mais que les systèmes diffèrent en termes de finalité, de couverture, de classifications sectorielles et d'autres facteurs. Les systèmes des pays, comme la PGA, sont indispensables pour gérer les flux d'aide au jour le jour, tandis que le SNPC est la source de référence pour les données agrégées, qui sont très utiles pour les comparaisons internationales et les analyses historiques. C'est un point important car une des fonctions essentielles de l'Initiative Aide pour le commerce est de permettre le suivi de l'additionnalité, de la comparabilité et de la mise en œuvre des engagements pris à Hong Kong dans ce domaine. En dépit des progrès accomplis, il est clair qu'en l'absence de meilleures bases de données locales sur l'aide, les pays en développement ne peuvent pas vraiment demander des comptes aux donateurs.

… et la définition de l'aide pour le commerce reste problématique.

Les Îles Salomon ont apporté un début d'explication sur le point de savoir pourquoi si peu de pays peuvent répondre aux questions posées : « *Les données disponibles ne suffisent pas pour répondre à ces questions, en particulier en raison de la définition très large de l'aide pour le commerce et de l'absence de distinction entre le financement lié au commerce et les autres types de financement extérieur.* » Comme le notent le Cameroun et d'autres pays, les pays partenaires ont du mal à voir la frontière entre l'aide pour le commerce et l'APD. Le Népal fait une observation analogue : « *Comme l'aide pour le commerce englobe l'aide fournie pour accroître les exportations de biens et de services, la formation des fonctionnaires chargés du commerce, le soutien destiné aux parties prenantes nationales, le soutien institutionnel, etc., il n'y a pas, dans la pratique, de démarcation claire entre l'APD traditionnelle et l'aide pour le commerce. Cela a nui non seulement à l'accès à l'aide pour le commerce, mais aussi à sa prévisibilité en termes de volumes, de conditions et de procédures.* » Enfin, les principales différences de perception des apports d'aide pour le commerce sont dues aux différences dans la définition de l'aide. La fourniture d'une assistance aux pays au titre de l'aide pour le commerce est antérieure au lancement de l'Initiative, ce qui a « *créé une certaine confusion quant à ce qui pouvait être considéré comme relevant de l'aide pour le commerce* » (CEA-ONU, 2010).

Alors que l'Équipe spéciale définit l'aide pour le commerce comme toute assistance qu'un pays partenaire considère comme liée au commerce, les indicateurs indirects du SNPC décrits dans ce chapitre ont été choisis pour suivre l'évolution des apports d'aide pour le commerce, en particulier pour mesurer le caractère additionnel. Les avantages du SNPC résident dans sa couverture et dans le caractère détaillé des données historiques, qui permettent à l'OMC et à l'OCDE d'observer ce qui se passe ou ne se passe pas. Pour l'essentiel, ces indicateurs indirects rendent compte de la totalité de l'aide accordée par les donateurs aux secteurs économiques, qu'ils soient ou non exportateurs. Bien qu'inexacts, ces indicateurs permettent aux acteurs de l'aide pour le commerce d'évaluer l'ampleur et la répartition des apports destinés à soutenir les échanges. Des approximations statistiques sont nécessaires parce qu'il est impossible d'obtenir de manière efficace et peu onéreuse des mesures exactes de ce qui est expressément lié au commerce.

Chaque pays peut avoir une définition différente de l'aide pour le commerce, ce qui est parfois source de confusion. L'Inde, par exemple, qui est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce, comme on l'a dit précédemment, a une définition plus étroite. Elle fait observer que, « *hormis le projet Inde de la CNUCED financé par le Département pour le développement international (DFID) et achevé en 2010, aucune aide reçue par l'Inde n'est destinée au commerce. Toute l'aide bilatérale dont elle bénéficie est destinée au secteur social ou à l'infrastructure* ». En outre, les ministères du commerce des pays en développement ne considèrent généralement les activités liées au commerce que dans le sens le plus strict. Les catégories infrastructure économique et renforcement de la capacité de production, qui représentent la majeure partie des apports d'aide pour le commerce, peuvent n'être qu'en partie liées au commerce. Il serait cependant impossible de déterminer précisément la composante « commerce », si bien que l'on utilise les chiffres totaux comme indicateurs indirects. Si ces indicateurs sont en hausse, comme cela a été le cas, on peut dire en général que les donateurs font plus pour soutenir le commerce.

En outre, ces activités sont essentielles pour créer un environnement permettant aux entreprises et aux producteurs d'accéder au financement et de commercialiser et distribuer leurs produits. Elles fournissent des biens publics, comme les réseaux de transports, l'énergie et les communications. Elles contribuent aussi au renforcement des capacités au sens le plus large, et pas seulement pour les commerçants ou les producteurs.

CONCLUSIONS

Au cours des cinq années qui ont suivi la présentation des recommandations de l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce, l'OMC et l'OCDE, en collaboration avec 27 organismes donateurs et 20 institutions multilatérales, ont réuni les données et les statistiques devant servir de base à l'examen global de l'aide pour le commerce. Des indicateurs précis ont été établis pour mesurer les apports d'aide pour le commerce à l'aide du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE. Les tout derniers chiffres disponibles ont été présentés dans ce chapitre.

En 2009, les engagements au titre de l'aide pour le commerce ont atteint environ 40 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 60 pour cent par rapport à la période de référence 2002-2005, à compter de laquelle les progrès sont évalués, et de 30 pour cent par rapport au *Panorama 2009*. Les changements intervenus entre 2008 et 2009 en termes d'apports globaux ont été minimes (augmentation de 2 pour cent), mais les sources d'aide pour le commerce, les bénéficiaires et les catégories visées ont varié considérablement. Les versements, qui indiquent les décaissements effectifs et, donc, la réalisation des intentions des donateurs et la mise en œuvre de leurs politiques, ont régulièrement augmenté depuis 2006, de 11 à 12 pour cent chaque année, et ont atteint 29 milliards de dollars EU en 2009 (soit une augmentation de 40 pour cent par rapport à 2006). Ces chiffres montrent que les engagements passés sont respectés.

Le suivi global a fourni des renseignements utiles à toutes les parties prenantes de l'aide pour le commerce. Mais l'accent est mis de plus en plus sur le suivi au niveau local. Il faut améliorer les systèmes locaux de suivi de l'aide, mais la comparaison des données nationales et des données mondiales est difficile car le SNPC et les systèmes locaux de suivi de l'aide ont des fonctions différentes et la définition de l'aide pour le commerce reste un problème. ■

NOTES

1 Les données sur les apports d'aide sont extraites du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE. Cette base de données, qui couvre près de 90 pour cent de l'APD totale, est considérée comme la meilleure source de données disponible pour suivre les apports mondiaux d'aide pour le commerce.

2 Pour assurer le suivi des apports d'aide pour le commerce et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris à la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, en 2005, l'OCDE a établi un niveau de référence qui correspond à la moyenne de l'aide pour le commerce entre 2002 et 2005.

BIBLIOGRAPHIE

CEA-ONU (2010), Projet de communiqué sur la réunion et l'atelier du Groupe d'experts sur l'initiative Aide pour le commerce et les capacités commerciales de l'Afrique : offre, demande et performances, CEA-ONU, Addis-Abeba.

Kharas, H. (2010), *Transparency: Changing the Accountability, Engagement and Effectiveness of Aid*, document établi pour l'atelier des auteurs sur le thème : « Catalyzing Development: A New Vision for Aid », Washington D.C., 29-30 juillet 2010

OCDE (2009), *Étude comparative des données notifiées au Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE et à la Plateforme de gestion de l'aide* (PGA), OCDE, Paris

OCDE (2011), *L'aide progresse, mais les tendances qui se profilent sont préoccupantes*, communiqué de presse, 6 avril 2011, OCDE, Paris

OCDE/OMC (2009), *Aide pour le commerce : Panorama 2009 – Entretenir l'élan*, OCDE et OMC, Paris et Genève

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce*, WT/AFT/1, OMC, Genève.

CHAPITRE 3
COMMENT L'AIDE EST-ELLE **FOURNIE** ?

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête de suivi de l'aide pour le commerce effectuée en 2011 dans le but d'évaluer l'application, par les donateurs et les pays partenaires, des principes fondamentaux de l'efficacité de l'aide. Il examine en particulier si la fourniture de l'aide pour le commerce s'est améliorée depuis l'enquête précédente, réalisée en 2009. Les pays partenaires et les donateurs restent très attachés aux principes de la Déclaration de Paris en ce qui concerne l'aide pour le commerce. L'enquête de 2011 montre que, parmi les cinq principes énoncés dans la Déclaration de Paris, l'appropriation par les pays est celui dont l'application a le plus progressé depuis 2009. Cela signifie que de nombreux pays partenaires intègrent le commerce dans leurs stratégies nationales de développement. Ils mènent de larges consultations associant le secteur privé, les organisations de la société civile et les organismes publics concernés afin de formuler des stratégies commerciales et des propositions de projets prioritaires. Les donateurs continuent de travailler à l'harmonisation de leurs procédures et à l'alignement de leur soutien sur les priorités nationales en matière de commerce. Mais les progrès semblent inégaux et les pays partenaires notent qu'il reste beaucoup à faire, notamment pour surmonter les obstacles à l'accès à l'aide pour le commerce. L'application des principes d'efficacité de l'aide nécessite une attention et des efforts constants. Les donateurs et les pays partenaires notent que les difficultés rencontrées pour fournir efficacement l'aide pour le commerce ne sont pas propres à cette initiative, mais font partie intégrante du programme plus vaste pour l'efficacité de l'aide.

INTRODUCTION

L'aide pour le commerce vise à permettre aux pays partenaires d'utiliser plus efficacement le commerce pour favoriser la croissance et la réduction de la pauvreté et réaliser leurs objectifs de développement, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pour atteindre ces objectifs, l'aide pour le commerce, comme tout programme de coopération intersectorielle pour le développement, implique des relations complexes entre les gouvernements des pays partenaires, les donateurs bilatéraux, les organismes multilatéraux et régionaux, le secteur privé et les autres organisations non gouvernementales. Chacune de ces parties prenantes a des priorités, des modes de fonctionnement, des calendriers et des ressources financières et humaines qui lui sont propres. Par conséquent, pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce, il faut appliquer de manière complète et rigoureuse les principes d'efficacité de l'aide inscrits dans la Déclaration de Paris, qui résume les leçons apprises pendant des décennies et qui énonce des engagements clairs visant à améliorer les résultats.

Dans les recommandations qu'elle a faites en 2006, l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce a souligné l'importance de la qualité de l'aide, demandant que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide guide la fourniture de l'aide pour le commerce. Cela signifie, dans la pratique, que les pays partenaires doivent intégrer les objectifs en matière de commerce dans leurs stratégies de développement et s'investir du premier rôle dans leur mise en œuvre *(appropriation)*. Pour faire de l'appropriation une réalité, les donateurs doivent aligner leur aide sur ces stratégies et priorités et utiliser les systèmes locaux pour fournir l'aide *(alignement)*.

En outre, toutes les activités d'aide pour le commerce menées par les donateurs devraient être exécutées de manière harmonisée et transparente (*harmonisation*). Enfin, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité des résultats doivent garantir la fourniture efficace de l'aide pour le commerce (*gestion axée sur les résultats/responsabilité mutuelle*).

L'aide pour le commerce illustre les avantages découlant de l'application des principes de la Déclaration de Paris. Elle montre comment la cohérence au niveau international peut – et doit fonctionner. Dès le début, l'Initiative Aide pour le commerce a contribué grandement à la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris. Par exemple, alors que certains avaient proposé initialement de créer un nouveau fonds consacré à l'aide pour le commerce, l'avis général était que les objectifs de l'aide pour le commerce seraient mieux servis non pas en créant des mécanismes supplémentaires, mais en améliorant le fonctionnement de ceux qui existaient déjà. En effet, si l'aide pour le commerce était fournie au moyen de fonds spécialement affectés plutôt que dans le cadre des programmes de développement plus généraux, cela risquerait d'affaiblir les principes d'appropriation et d'alignement (Voionmaa et Brüntrup, 2009). Cela est d'autant plus important que les donateurs consacrent plus du quart de leur APD à l'aide pour le commerce. Un autre résultat a été l'adoption d'un système pour renforcer la responsabilité mutuelle entre les acteurs du commerce et du développement, à deux niveaux : premièrement, au niveau national (et régional), pour encourager une véritable appropriation ; et deuxièmement, au niveau international, pour répondre aux besoins identifiés au niveau national, qu'ils soient financiers ou liés aux résultats.

Ce chapitre présente les principaux résultats de l'enquête de suivi relatifs à l'application des principes de la Déclaration de Paris dans le cadre de l'aide pour le commerce. L'analyse est fondée sur les réponses au questionnaire fournies par 84 pays partenaires, 43 donateurs, dix partenaires Sud-Sud et neuf communautés économiques régionales, ainsi que sur un certain nombre de cas d'expérience pertinents. Il est structuré de la façon suivante. La section ci-après examine si la conduite des initiatives par les pays est renforcée et comment se déroule le processus de consultation et de coordination. La section suivante présente l'évolution des résultats des donateurs en ce qui concerne l'application de deux principes essentiels de la Déclaration de Paris (alignement et harmonisation). Et la dernière section contient quelques conclusions.

L'APPROPRIATION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE S'EST-ELLE AMÉLIORÉE ?

Une appropriation renforcée …

L'appropriation est largement considérée comme une condition préalable du développement (OCDE, 2008). Si les pays en développement ne prennent pas en main la conduite de leur développement ou si les donateurs ne respectent pas leur rôle prédominant, l'aide au développement risque de ne pas produire des résultats durables. Ainsi, le programme de travail sur l'efficacité de l'aide reconnaît la primauté du principe d'appropriation (Stern *et al.*, 2008). Dans le cadre de partenariats efficaces au service du développement, les donateurs se sont engagés à respecter le droit – et la responsabilité – des pays partenaires d'exercer « une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et d'assurer la coordination de l'action à l'appui du développement » (OCDE, 2005). Un engagement en faveur de l'appropriation et de la conduite des initiatives par les pays, associé à une aide plus ciblée, est essentiel pour mettre en œuvre avec succès l'aide pour le commerce.

L'aide pour le commerce peut être considérée comme une entreprise conjointe entre les pays développés et les pays en développement. Elle ne peut réussir que si les pays partenaires veillent à ce que le commerce fasse partie intégrante de leurs plans de développement (intégration du commerce), en définissant clairement leurs besoins et leurs priorités (voir le chapitre 1). Ce point ressort très nettement des cas d'expérience. De nombreux pays partenaires, donateurs et fournisseurs de coopération Sud-Sud ont souligné l'importance de l'appropriation – aux niveaux politique et technique – pour que les projets et programmes atteignent leurs objectifs. Les cas d'expérience montrent que l'engagement des gouvernements partenaires, souvent au plus haut niveau, est primordial. En outre, la coordination avec les parties prenantes nationales et la communauté des donateurs favorise l'appropriation par les pays et renforce la responsabilité mutuelle. Par exemple, un cas d'expérience sur l'aide fournie au Cambodge par plusieurs donateurs pour l'exportation de riz attribue le succès de cette aide à la forte appropriation par le pays qui a pris l'initiative d'identifier les contraintes majeures, ainsi qu'à la création de partenariats trilatéraux (entre les donateurs, le secteur public et le secteur privé) qui ont permis de faire en sorte que les projets et programmes soient alignés sur les priorités du pays et puissent être autonomes à l'issue de l'intervention.

Shimomura et Ohno (2005) mentionnent deux éléments que les pays doivent eux-mêmes démontrer pour qu'il y ait une véritable appropriation : la capacité de s'approprier les politiques de développement (autonomie en matière de politique) et la capacité de s'approprier la relation avec les donateurs (gestion de la relation avec les donateurs).[1] Pour jouer un rôle prédominant, les pays doivent assurer une coordination à trois niveaux : au niveau politique, au niveau institutionnel et entre les donateurs et les gouvernements partenaires (PNUD, 2008).

En 2009, presque tous les pays partenaires ont indiqué qu'ils avaient totalement ou partiellement intégré le commerce dans leurs stratégies de développement. L'enquête de 2011 n'aborde donc plus cette question. Elle met plutôt l'accent sur les efforts faits pour encourager le dialogue entre les parties prenantes nationales et internationales. Elle montre que le principe de l'appropriation semble s'imposer davantage dans le domaine de l'aide pour le commerce. La suite de cette section traite essentiellement des questions relatives à l'intégration au niveau des politiques, des mécanismes institutionnels pour la coordination de l'aide, et enfin du dialogue entre les donateurs et les partenaires.

… grâce à une meilleure intégration du commerce …

La relation entre le commerce et la réduction de la pauvreté n'est pas automatique. Les pays doivent gérer cette relation et la rendre compatible avec leurs stratégies et politiques de développement (OCDE, 2011). Les pays partenaires doivent concevoir leurs propres stratégies commerciales et les placer au centre de leurs efforts de développement. Pour cela, ils doivent intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement ou de réduction de la pauvreté et dans les politiques sectorielles. C'est pourquoi l'intégration du commerce est indissociable du principe de l'appropriation. Ce processus peut aider à tirer parti des avantages du commerce, à en atténuer les éventuels effets négatifs et à accélérer le développement (PNUD, 2008). Mais il est souvent difficile d'accroître la visibilité du commerce en raison du manque de capacités institutionnelles et de la division des compétences entre de nombreux ministères (Voionmaa et Brüntrup, 2009). Le Ministère du commerce est chargé de négocier et mettre en œuvre la politique commerciale, mais de nombreuses questions relatives à l'aide pour le commerce relèvent de la responsabilité d'autres ministères (finances, agriculture, transports). En outre, le Ministère du commerce est souvent absent des consultations avec les donateurs lorsqu'il s'agit de discuter des priorités nationales en matière de développement.

Malgré ces difficultés, on dispose maintenant d'un ensemble de données, fournies par l'enquête de suivi mondiale et d'autres études, qui montrent que le commerce est de plus en plus intégré dans les stratégies de développement des pays partenaires. Dans l'enquête de 2009, plus de la moitié de ces pays avaient indiqué qu'ils avaient pleinement intégré le commerce dans leurs plans nationaux de développement, des priorités commerciales et des plans d'exécution bien définis. Ce résultat concorde en gros avec ceux d'une étude du PNUD portant sur le rôle de la politique commerciale dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Sur la base des 72 DSRP étudiés, Kosack (2008) a constaté que le commerce occupait une place de plus en plus grande dans les stratégies de réduction de la pauvreté, 50 DSRP comportant une section consacrée exclusivement au commerce. En outre, 52 DSRP reliaient la politique commerciale à une analyse du profil de la pauvreté dans les pays concernés et beaucoup faisaient état d'une bien meilleure intégration des questions relatives au commerce et à la pauvreté. Toutefois, l'étude nuançait ces observations en précisant que de nombreux DSRP semblaient considérer que la réduction de la pauvreté était assez éloignée du commerce au lieu d'en faire partie intégrante (Kosack, 2008:17). Dans une étude analogue portant sur les DSRP de deuxième génération établis pour certains pays africains, Driscoll *et al.* (2007) ont également conclu qu'une amélioration était encore possible, en particulier en ce qui concerne les liens entre le commerce et la pauvreté.[2]

Dans les PMA, les progrès de l'intégration du commerce peuvent être liés au renforcement du Cadre intégré (CI) (encadré 3.1). Par exemple, Kosack (2008) a constaté que les pays qui ont le plus progressé vers l'intégration du commerce dans leurs DSRP (comme l'Ouganda et le Rwanda) l'ont fait grâce à leur étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC). Bien que la plupart des PMA (19 sur 32) aient indiqué qu'il était encore trop tôt pour se prononcer, huit pays ont déclaré que le renforcement du CI avait eu un impact significatif sur leur capacité d'intégrer le commerce dans leurs plans nationaux de développement ou leurs stratégies de réduction de la pauvreté, et trois autres ont indiqué que cela avait eu un impact modéré.[3]

Les cas d'expérience donnent également des renseignements sur le rôle du Cadre intégré renforcé (CIR). Par exemple, le Lesotho a noté que le CIR offre un moyen de surmonter les difficultés liées à l'intégration du commerce. Un autre cas d'expérience montre que les processus du CIR ont joué un rôle important en Ouganda et au Mali dans les efforts pour intégrer les priorités

Encadré 3.1 Le Cadre intégré renforcé et l'aide pour le commerce

Le Cadre intégré (CI) pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés a été lancé initialement à l'OMC en 1997. Il était considéré comme un moyen de renforcer les capacités dans le domaine de la politique commerciale et dans d'autres domaines liés au commerce. Le CI avait deux objectifs : intégrer le commerce dans les plans nationaux de développement, tels que les stratégies de réduction de la pauvreté ; et aider à coordonner la fourniture de l'aide pour répondre aux besoins identifiés par les PMA en matière de commerce. Dans la première phase de réalisation de ces deux objectifs, le CI a demandé de réaliser une étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) indiquant les principaux éléments du cadre stratégique pour l'intégration du commerce et d'établir une matrice d'action identifiant les besoins d'investissement et les domaines prioritaires pour la fourniture de l'assistance liée au commerce.

L'expérience initiale du CI a mis en évidence un certain nombre de problèmes : faibles capacités des pays, absence de suivi systématique au niveau national, financement insuffisant et incertain, et réponses variables des donateurs aux priorités identifiées dans l'EDIC. En mai 2007, plusieurs mesures ont été adoptées pour résoudre ces problèmes. Le Cadre intégré est devenu officiellement le « Cadre intégré renforcé » (CIR) en octobre 2008, et un Secrétariat exécutif a été établi. Les objectifs du CIR sont les suivants : promouvoir l'appropriation par les PMA, obtenir des engagements accrus de la part des partenaires de développement et améliorer la structure de prise de décision et de gestion pour garantir la fourniture effective, en temps voulu, de ressources financières plus importantes.

Le renforcement du CI a eu lieu après la mise en place de l'Initiative Aide pour le commerce, suite à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en 2005. Le CIR est un « partenariat d'aide pour le commerce en action » pour les PMA. Ce programme multidonateurs soutient actuellement 47 PMA à travers le monde pour les aider à surmonter les obstacles au commerce du côté de l'offre et à participer plus activement au système commercial mondial. Le CIR poursuit un objectif plus large, qui est de promouvoir la croissance économique et le développement durable et d'aider un plus grand nombre de personnes à sortir de la pauvreté.

La Déclaration de Paris a également joué un rôle très important dans l'amélioration ou le « renforcement » du CI. Dans ses recommandations, l'Équipe spéciale du Cadre intégré renforcé a déclaré que « [l]e Cadre intégré renforcé devrait être guidé par les principes d'efficacité de l'aide énoncés dans la Déclaration de Paris, comme l'harmonisation entre les donateurs, l'utilisation des systèmes nationaux, la promotion de l'appropriation et la participation des intéressés, tels que le secteur privé local » (WT/IFSC/W/15).

Le processus du CIR vise aussi à renforcer le soutien des donateurs à la stratégie commerciale des pays. Les PMA peuvent utiliser le CIR comme moyen de coordonner le soutien des donateurs et de mobiliser davantage de ressources pour l'aide pour le commerce. À leur tour, les donateurs peuvent recourir au CIR pour honorer leurs engagements au titre de l'aide pour le commerce. Le programme du CIR est actuellement soutenu par 22 donateurs bilatéraux, au moyen de contributions au Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le CIR : Allemagne, Arabie saoudite, Belgique, Canada, Commission européenne, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Japon, Luxembourg, Norvège, République de Corée, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie. À ce jour, le montant des contributions des donateurs au fonds d'affectation spéciale est d'environ 100 millions de dollars EU et le montant total des contributions annoncées, qui doivent être versées sur une période de cinq ans, s'élève à 182 millions de dollars EU.

En 2010, le CIR a fait des progrès considérables en ce qui concerne le cadre institutionnel du programme, la réalisation des projets et la prestation de services. Des projets sont en cours d'exécution, parmi lesquels 19 projets pluriannuels concernant des arrangements nationaux de mise en œuvre et sept projets pré-EDIC qui ont été approuvés. À ce jour, 42 EDIC et trois mises à jour d'EDIC ont été validées ; trois autres EDIC et plusieurs mises à jour doivent l'être prochainement. Le CIR est pleinement opérationnel dans 46 PMA et dans un autre pays en développement qui a récemment été retiré de la liste des PMA. Les pays qui perdent le statut de PMA peuvent continuer à bénéficier d'un financement du CIR pendant les trois années suivant leur retrait de la liste des PMA.

commerciales dans les plans nationaux de développement, ainsi que dans la sensibilisation des donateurs aux liens intersectoriels et au manque d'efficacité des programmes isolés.[4] Il y a cependant des cas dans lesquels l'intégration se poursuit encore (OCDE/OMC, 2011).[5] Les examens des politiques commerciales de la République démocratique du Congo et du Malawi effectués à l'OMC, ainsi que l'examen conjoint du Burkina Faso, du Bénin et du Mali confirment aussi les progrès accomplis dans l'intégration du commerce.

… sur la base d'une meilleure coordination des politiques au niveau national …

L'expérience a montré que l'intégration réussie du commerce dépend fortement des consultations et de la coordination entre les différentes parties prenantes publiques et privées, ainsi qu'avec les donateurs et les partenaires de développement Sud-Sud. Cela peut être assuré par la création de mécanismes de coordination afin d'encourager les parties prenantes à tenir de larges consultations pour formuler des stratégies commerciales, des plans d'action et des propositions de projets (PNUD, 2008).

Les activités d'aide pour le commerce couvrent de nombreux domaines de politique et de nombreux secteurs. C'est pourquoi l'efficacité de l'aide pour le commerce dépend de la participation de nombreux acteurs travaillant ensemble de manière cohérente. Comme cela a été dit précédemment, il est possible d'accroître la visibilité du commerce en instaurant un cadre institutionnel qui renforce la conduite des réformes et permette une coordination plus efficace par les équipes interministérielles. Dans l'enquête de 2009, la majorité des pays partenaires (51 sur 82) avaient indiqué que leur Ministère du commerce jouait un rôle de coordination, alors que la mise en œuvre était décentralisée entre les ministères. Certains avaient établi des organes interministériels, tels que des comités nationaux, pour encourager un processus plus inclusif au niveau de l'ensemble du gouvernement.

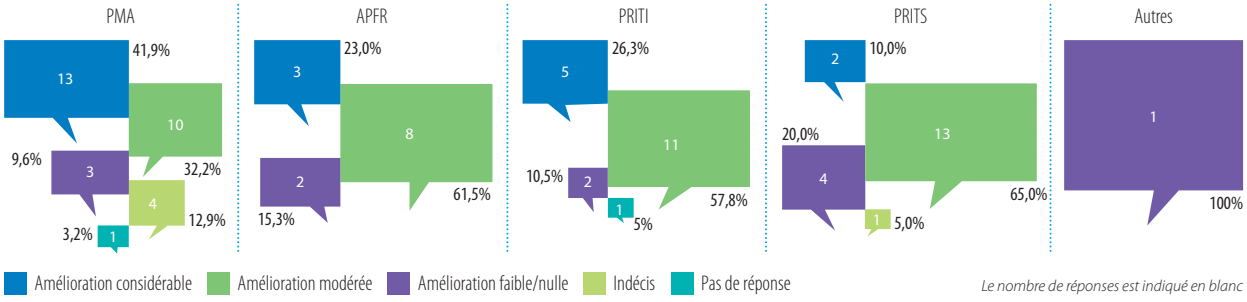
Les réponses à l'enquête de 2011 montrent que de nombreux pays partenaires disposent de mécanismes institutionnels bien établis pour coordonner le soutien lié au commerce au sein du gouvernement. Près des trois quarts des pays partenaires ont indiqué qu'ils n'avaient pas modifié, depuis 2008, les mécanismes institutionnels mis en place pour coordonner et mettre en œuvre les activités d'aide pour le commerce. Dans la plupart des pays, le Ministère du commerce continue de jouer un rôle de coordination, alors que la mise en œuvre est décentralisée entre les ministères.[6]

Plusieurs autres pays (Gabon, Gambie, Madagascar, Mongolie, Sierra Leone et Yémen) ont mis en place un organisme central de coordination. De toute évidence, la coordination est beaucoup plus facile (et implique des coûts de transaction moindres) lorsqu'elle est confiée à une entité unique.[7] Pourtant, étant donné son caractère intersectoriel, l'aide pour le commerce nécessite l'intervention de différents ministères (finances, planification, transports, agriculture ou entreprises), ainsi qu'une coordination et une communication efficaces entre eux. Ainsi, la majorité (onze sur 18) des pays qui ont mené des réformes ont confié la coordination à plusieurs entités distinctes. Par exemple, dans des pays comme le Burundi, le Mali, l'Inde, le Nigéria, les Tonga et Tuvalu, plusieurs ministères d'exécution, en plus du Ministère du commerce, s'occupent de la coordination du soutien lié au commerce, souvent par l'intermédiaire d'un organe interministériel (un comité national).

Le CIR est un des principaux moyens d'améliorer la coordination au niveau national. Dans 28 des 32 pays du CIR[8] ayant répondu au questionnaire, le point focal du CIR (souvent détaché du Ministère du commerce) est chargé de la consultation des parties prenantes au niveau national et de la supervision et de la coordination de l'assistance liée au commerce. Peu de changements ont été signalés en ce qui concerne l'entité ou les entités chargées de coordonner les activités d'aide pour le commerce.[9] Dans la majorité des pays du CIR, tous les ministères compétents interviennent dans le processus du CIR, mais il est encore possible de renforcer les synergies avec les institutions et les mécanismes existants. Par exemple, en Zambie, il a été reproché au processus du CIR d'être lent et pesant sur le plan administratif en raison des difficultés rencontrées dans la création de mécanismes institutionnels, du caractère irrégulier de l'engagement des donateurs et de l'adhésion limitée de certaines parties prenantes. Des observations analogues ont été faites dans les cas d'expérience présentés par le Malawi, l'Éthiopie et le Niger.

Quelque 18 pays ont signalé des changements dans leurs mécanismes de coordination. Dans plusieurs cas où des changements ont été opérés, la fonction de coordination a été transférée d'un ministère unique (généralement le Ministère du commerce) à un organisme national de coordination (entité interministérielle). Neuf pays partenaires (Burundi, Fidji, Gambie, Mali, Madagascar, Nigéria, Suriname, Tonga et Uruguay) notent que ces changements ont pour but d'améliorer la coordination au sein du gouvernement. Au Gabon, en Mongolie, au Suriname et à Tuvalu, un changement de gouvernement a été à l'origine des réformes institutionnelles. Tous les pays sauf Tuvalu ont opté pour un organisme de coordination unique. Au Suriname,

Figure 3.1 Le dialogue avec les parties prenantes est plus fréquent dans les PMA



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

par exemple, le changement de gouvernement a été l'occasion de rationaliser les procédures de coordination, en créant une unité spécialisée au sein du Ministère des finances, chargée de coordonner le soutien lié au commerce. Toutefois, la formulation du programme et la gestion du budget sont décentralisées dans les ministères compétents.

Plusieurs cas d'expérience signalent les faiblesses des pays partenaires en matière de coordination au niveau national, qui ont une incidence sur la définition des priorités, la mise en œuvre et l'appropriation. Par exemple, dans le cas de la Zambie, il a été particulièrement difficile de mettre en place les réseaux de communication interministériels nécessaires, ce qui a retardé de près d'un an l'approbation officielle de l'EDIC (OCDE/OMC, 2011).[10] Les obstacles institutionnels ou politiques (rivalités entre ministères ou intérêts particuliers) peuvent aussi entraver la coordination interministérielle. Ces faiblesses expliquent peut-être l'absence de synergie parfois observée entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets.

… et de partenariats plus inclusifs …

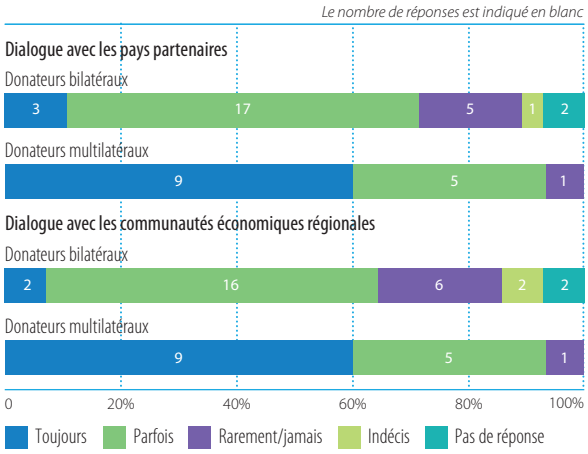
Le Programme d'action d'Accra souligne qu'une large participation à la formulation de la politique de développement et à la définition des priorités est essentielle pour l'appropriation par les pays. En effet, comme le montrent de nombreux cas d'expérience, il est important d'associer les parties prenantes locales à la conception et à la mise en œuvre des activités, et il est nécessaire de mobiliser le secteur privé. La consultation des parties prenantes consiste à s'enquérir des contraintes auprès de ceux qui les subissent (OCDE, 2011). Elle est considérée depuis longtemps comme la meilleure pratique pour renforcer les capacités commerciales (OCDE, 2001) et assurer l'efficacité de l'aide pour le commerce (OCDE, 2006). Les parties prenantes nationales – secteurs public et privé, organisations non gouvernementales et organisations de la société civile – fournissent de précieux renseignements pour identifier et hiérarchiser les principaux obstacles à l'expansion du commerce.

Afin d'instaurer un dialogue régulier et effectif, il faudrait renforcer les mécanismes de consultation formels et informels. Un certain nombre de cas d'expérience soulignent les difficultés rencontrées par les gouvernements pour mener de larges consultations incluant les représentants des entreprises implantées hors des grandes villes et des groupes marginaux, tels que les marchands informels et les petits agriculteurs. Certains cas d'expérience montrent aussi qu'il est nécessaire d'associer à ce dialogue les femmes commerçantes, car cela peut accélérer considérablement les progrès vers la réalisation des OMD.

Par rapport à l'enquête de 2009, les trois quarts des pays partenaires signalent une amélioration considérable (39 pour cent) ou modérée (36 pour cent) du dialogue sur l'aide pour le commerce entre le gouvernement et les parties prenantes nationales. En 2009, le dialogue avec les parties prenantes était plus fréquent dans les pays partenaires à revenu intermédiaire ; aujourd'hui, il l'est davantage dans les PMA (figure 3.1). Quelque 17 PMA font état d'une amélioration considérable et huit autres, d'une amélioration modérée. Bien qu'elle soit moins prononcée, une amélioration a été observée dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI) et dans les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (PRITS). Sur le plan géographique, l'Afrique et l'Asie – où se trouvent la plupart des pays les plus pauvres – enregistrent l'amélioration la plus importante. L'Amérique latine, où le dialogue avec les parties prenantes était le plus fréquent en 2009, a la plus faible proportion de pays indiquant une amélioration « considérable ».

Ce dialogue prend des formes diverses : réunions de consultation, forums ou comités avec le secteur privé, tables rondes d'associations professionnelles et de la société civile.[11] Environ 54 pays partenaires indiquent que le nombre et la fréquence des consultations avec les parties prenantes ont tous deux augmenté. Parmi les pays restants, 15 n'ont pas observé de changement dans la fréquence ou dans le niveau du dialogue, alors que trois autres étaient indécis, bien qu'aucun n'ait observé une détérioration du processus de dialogue national.

Figure 3.2 Les donateurs associent le secteur privé à leur dialogue avec les pays partenaires et les communautés économiques régionales



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

La Gambie, par exemple, indique ce qui suit : « *Le dialogue s'est amélioré grâce à certains programmes de renforcement des capacités mis en œuvre dans le cadre de l'aide pour le commerce au titre du CIR, du Programme de soutien à la qualité en Afrique de l'Ouest et du projet Hub and Spokes, entre autres. Ces projets ont permis aux parties prenantes nationales de participer activement aux discussions sur les questions liées au commerce. En outre, le Comité directeur national du CIR, qui se réunit une fois par trimestre, est composé de parties prenantes ayant un rôle clé dans le domaine du commerce. Enfin, le nouveau Comité ministériel chargé de l'aide pour le commerce, créé en décembre 2010, se réunira tous les mois.* »

La majorité des donateurs (plus de 70 pour cent) font aussi participer, dans une certaine mesure, le secteur privé et les organisations de la société civile à leur dialogue de politique générale avec les pays partenaires et les communautés régionales. La plupart des donateurs multilatéraux (60 pour cent) indiquent que le secteur privé prend « toujours » part à leur dialogue, et plus de 90 pour cent ajoutent « parfois ». Les donateurs bilatéraux semblent associer le secteur privé moins fréquemment, mais sa participation est quand même importante (figure 3.2). En ce qui concerne les dix partenaires Sud-Sud, cinq pays seulement ont répondu au questionnaire et seul le Mexique a indiqué que le secteur privé participait parfois à ses projets d'assistance liée au commerce. Il a mentionné en particulier ses partenariats public-privé dans le domaine de la coopération technique et scientifique visant à faciliter le transfert de connaissances et de compétences au secteur privé dans le Sud. L'Inde et l'Indonésie semblent aussi associer, dans une certaine mesure, le secteur privé (associations industrielles et commerciales) à leurs projets d'assistance liée au commerce. Les quatre autres pays (Argentine, Chili, Colombie et Équateur) ont répondu que le secteur privé ne participait que rarement ou jamais à leurs projets d'assistance liée au commerce.

… et grâce au dialogue sur le commerce entre gouvernements et donateurs.

Les contraintes qui pèsent sur le renforcement des capacités commerciales dépendent du contexte. C'est pourquoi l'aide pour le commerce doit être fondée sur la demande. En d'autres termes, le soutien des donateurs doit être guidé par les besoins prioritaires de chaque pays partenaire (appropriation et alignement). Lors du deuxième Examen global, les PMA ont estimé que pour mettre en œuvre efficacement l'aide pour le commerce, il fallait améliorer la coordination entre les donateurs et les bénéficiaires. Les réponses à l'enquête de 2011 montrent que cela s'est effectivement produit. La section suivante expose les points de vue des différents acteurs de l'aide pour le commerce.

Points de vue des pays partenaires

Plus des trois quarts des pays partenaires indiquent que leur dialogue de politique avec les donateurs a été renforcé depuis 2008. Cela concorde en gros avec l'évaluation des donateurs (voir la section suivante). La plupart des pays partenaires attribuent cette amélioration à la tenue de réunions plus régulières et mieux structurées avec les donateurs. Dans d'autres cas (Fidji et Madagascar, par exemple), un dialogue a eu lieu aussi de manière informelle. Dans plusieurs cas, les pays partenaires ont fait des efforts particuliers pour renforcer leur équipe chargée de l'aide pour le commerce (par exemple, Guatemala, Serbie et Sierra Leone). Il se peut qu'une meilleure coordination entre les pays partenaires ait aussi contribué à renforcer leur dialogue avec les donateurs. Par exemple, tous les pays partenaires, sauf le Yémen, dont les organismes de coordination ont changé depuis 2008 (17 sur 18) notent que leur dialogue avec les donateurs s'est amélioré. La réponse des Îles Salomon présente un tableau assez nuancé :

« *Étant donné que l'aide pour le commerce couvre plusieurs domaines liés au commerce et qu'il n'existe pas d'organisme central de coordination, on ne sait pas très bien si le dialogue avec les donateurs a été renforcé dans certains de ces domaines. Mais en général, l'aide pour le commerce n'est pas encore un grand sujet de discussion dans le dialogue national régulier entre le gouvernement et les donateurs. Cela tient probablement en partie à ce que la Stratégie nationale de développement à moyen terme 2008-2010 n'était pas axée sur l'aide pour le commerce.* »

Comme l'a déjà montré l'enquête de 2009, le nombre de pays partenaires et de communautés régionales avec lesquels les problèmes commerciaux sont examinés en priorité est plus élevé pour les donateurs multilatéraux que pour les donateurs bilatéraux.[12] Environ la moitié des donateurs signalent une amélioration « modérée » ou « considérable » par rapport à 2008. Les donateurs multilatéraux ont observé des améliorations plus importantes (plus de 50 pour cent pour les pays partenaires et 60 pour cent pour les communautés régionales) que les donateurs bilatéraux.

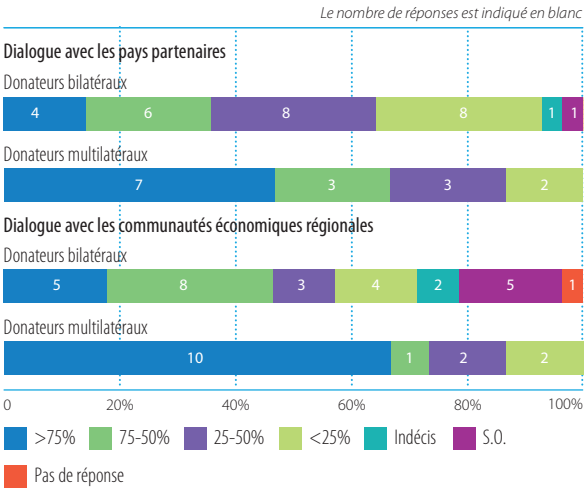
La coordination des efforts entre les gouvernements partenaires et les donateurs semble aussi s'améliorer dans les PMA. Sur les 32 PMA qui ont répondu au questionnaire, 13 signalent une amélioration « considérable » du dialogue sur l'aide pour le commerce entre le gouvernement et les donateurs et dix font état d'une amélioration « modérée ». Le CIR a sans aucun doute fourni aux PMA les outils nécessaires pour accroître l'appropriation et il a aussi contribué au renforcement des engagements des donateurs (chapitre 2). Il semble en particulier que les facilitateurs des donateurs du CIR jouent un rôle central à cet égard (voir le tableau 3.2).

L'Ouganda indique que son facilitateur des donateurs (la Commission européenne) contribue au renforcement du dialogue entre le gouvernement et les donateurs. Le Népal s'attend à ce que la nomination récente de l'Allemagne comme facilitateur des donateurs dans le cadre du processus du CIR renforce ce dialogue. En outre, un quart des autres pays à faible revenu (APFR) et presque un tiers des PRITI signalent également une amélioration considérable de leur dialogue avec les donateurs.

Points de vue des fournisseurs d'aide pour le commerce

Pour de nombreux donateurs, les questions commerciales occupent toujours une place importante dans leur dialogue avec les pays partenaires (19 sur 42 estiment que le commerce est discuté dans plus de 50 pour cent des cas) ; et plus encore dans leur dialogue avec les communautés régionales (23 sur 42) (figure 3.3). Cette dernière observation peut s'expliquer par le fait que le commerce est déjà intégré dans les stratégies de développement régionales et sectorielles de la plupart des communautés économiques régionales (comme l'indiquent les sept organisations régionales[13] ayant répondu au questionnaire). Par exemple, les pays partenaires et les donateurs de la région de l'Asie et du Pacifique sont tous convenus qu'il était important de fournir une aide pour le commerce efficace. En 2009, ils ont

Figure 3.3 Dans la plupart des cas, le commerce occupe une place importante dans le dialogue entre les donateurs et les pays partenaires



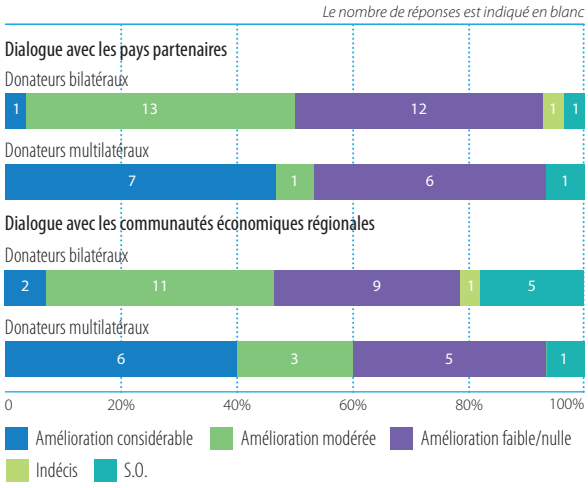
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

constitué un Groupe technique régional informel (coprésidé par le Cambodge et le Japon, la Banque asiatique de développement assurant le secrétariat) pour discuter des questions d'aide pour le commerce, partager les bonnes pratiques, mettre en place des partenariats et aider à élaborer une approche intégrée afin de rendre l'aide pour le commerce opérationnelle à moyen terme.

La moitié des donateurs ont également signalé d'une amélioration considérable ou modérée de la place faite aux questions commerciales dans leur dialogue avec les pays partenaires (figure 3.4). Certains indiquent une amélioration faible ou nulle, mais cela peut être dû au fait que le commerce était déjà intégré dans le dialogue en 2008, notamment dans le cas de l'Union européenne. En général, la plupart des ministères et organismes clés des pays partenaires participent à des degrés divers au processus de consultation national.

La majorité des partenaires de développement Sud-Sud (7 sur 10) signalent également des progrès importants dans le renforcement du dialogue avec leurs pays partenaires. Par exemple, outre le dialogue qu'elle mène régulièrement au niveau bilatéral, la Chine discute du développement et de la coopération avec ses partenaires dans le cadre des mécanismes de coopération régionaux (comme l'ASEAN 10+1, le Forum sur la coopération sino-africaine, l'Organisation de coopération de Shanghai, le Forum de coopération et de développement économiques Chine-Îles du Pacifique et le Forum de coopération économique et commerciale Chine-Caraïbes). Le Chili privilégie l'intégration régionale en renforçant son dialogue avec les pays

Figure 3.4 L'intégration du commerce a progressé



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

d'Amérique centrale et des Caraïbes, et en particulier, avec les pays voisins comme la Bolivie, l'Équateur et le Paraguay. Il a en outre intensifié ses travaux avec les pays avec lesquels il a signé des accords commerciaux (Argentine, Mexique, Uruguay, Colombie). En juin 2008, les gouvernements de la Colombie et du Mexique ont organisé le 10ème Sommet du Mécanisme de dialogue et de concertation de Tuxtla afin d'examiner le déroulement du Plan Puebla-Panama (PPP), lancé en avril 2007. Il a été convenu de transformer le PPP en un projet d'intégration et de développement pour la sous-région Méso-Amérique intitulé « Projet Méso-Amérique ». La Colombie organise des réunions de suivi trimestrielles.

Les fournisseurs de coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes ont joué un rôle actif dans la promotion du dialogue régional sur le commerce et l'interaction avec les partenaires. Par exemple, ils ont organisé en novembre 2010, à Quito (Équateur) un colloque sur le thème « *Cooperación Sur-Sur : hacia una agenda regional como espacio de oportunidades para la integración* » (Coopération Sud-Sud : vers un programme régional comme tremplin pour l'intégration). L'une des résolutions adoptées chargeait le Brésil, le Chili et l'Équateur de représenter les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour les questions relatives à la coopération multilatérale et régionale. Parmi les défis identifiés, il y avait la formulation d'une position régionale commune sur la coopération Sud-Sud comme instrument d'intégration régionale, le renforcement des institutions, la promotion d'un nouveau système de coopération, l'utilisation plus efficace des ressources, la recherche d'un consensus sur les modalités de la coopération et des méthodes communes de mesure, l'encouragement de la coordination régionale entre les organismes multilatéraux et la prise de conscience du rôle de la coopération Sud-Sud comme outil de développement.

Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) reconnaissent largement qu'il existe une multitude d'approches et de modèles de développement pour fournir l'aide au développement et que le CAD doit intensifier ses efforts afin de mieux faire comprendre les principes qui sous-tendent la coopération Sud-Sud et les bonnes pratiques dans ce domaine. Afin de renforcer son dialogue avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud, le CAD a adopté unilatéralement, à sa réunion de haut niveau d'avril 2011, une déclaration intitulée « Welcoming New Partnerships in International Development Co-operation » (Accueillir de nouveaux partenariats dans la coopération internationale au développement). Cette déclaration indique que le CAD est prêt à s'engager dans un dialogue et une coopération constructifs avec les partenaires Sud-Sud.

Participation du secteur privé et d'autres parties de la société civile à l'aide pour le commerce

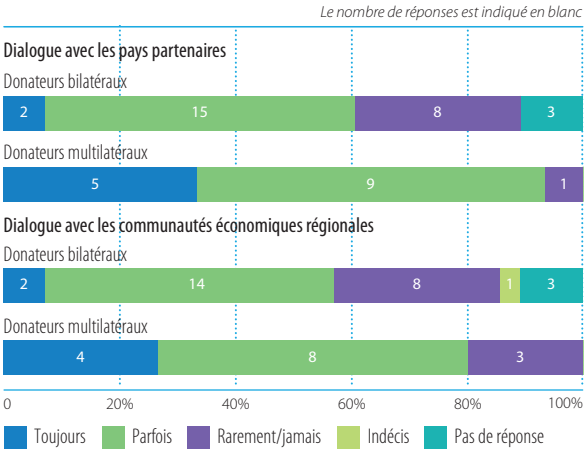
Le secteur privé est le moteur de la croissance et du commerce. L'aide pour le commerce peut aider à renforcer les partenariats public-privé et permettre à la société civile de jouer un rôle plus actif dans la définition des priorités commerciales nationales et dans la promotion d'un programme de grande ampleur pour le commerce. Les donateurs dialoguent avec le secteur privé de différentes manières, certains de façon systématique, d'autres au cas par cas (par exemple, la Suède dialogue avec le secteur privé dans les cas où le développement du secteur privé est considéré comme une priorité par les pays partenaires). Ces différentes formes de dialogue vont des éléments de programmes spécifiques au soutien de l'action en faveur du secteur privé (Fonds australien pour le développement des entreprises, Initiative de la Suède « les entreprises au service du développement » et programmes TradeMark du Royaume-Uni en Afrique australe et orientale), à des consultations pendant la phase de planification et de conception des programmes et au suivi et à l'évaluation (Belgique, Canada, Danemark, UE, par exemple). Pour certains donateurs (Suisse, ONUDI), le secteur privé est souvent représenté dans les comités directeurs des projets et les groupes de travail techniques, et il participe directement à l'exécution des projets (par exemple, l'Alliance africaine pour le commerce électronique, soutenue par la CEA-ONU, était une initiative du secteur privé visant à créer et promouvoir des guichets uniques en Afrique).

Plusieurs donateurs mettent l'accent sur le dialogue public-privé comme instrument clé et un facteur important de la réussite des programmes d'assistance liée au commerce. L'Allemagne considère que la participation systématique du secteur privé à l'aide pour le commerce garantit la prise en compte du point de vue des entreprises dans les négociations formelles entre gouvernements. Le Japon prévoit d'étendre son dialogue avec le secteur privé à d'autres pays d'Asie. Le Département du développement international du Royaume-Uni a créé un Département du secteur privé pour renforcer son dialogue avec le secteur privé afin d'identifier les obstacles au développement liés au commerce et d'aider à les surmonter. La Belgique fournit une grande partie de son aide pour le commerce bilatérale (environ 55 pour cent) par l'intermédiaire de son organisme de financement du développement (la Société belge d'investissement pour les pays en développement, ou BIO), pour soutenir le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur agro-industriel.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui travaille directement avec les acteurs du secteur privé, considère que le dialogue avec le secteur privé est particulièrement important dans les cas où des politiques commerciales spécifiques ont des effets négatifs sur les projets du secteur privé. Dans d'autres cas, les donateurs consultent et impliquent le secteur privé de façon systématique dans le cadre d'arrangements formalisés. Par exemple, chaque fois que la Finlande organise un dialogue de haut niveau avec le gouvernement vietnamien, un dialogue distinct est mené en parallèle avec les représentants du secteur privé, dans le cadre du Forum vietnamien des entreprises. Par le biais des quatre centres pour le commerce de l'USAID en Afrique subsaharienne, les États-Unis aident les acteurs du secteur privé à tirer parti de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA). Ces clients privés jouent un rôle clé dans le dialogue bilatéral et régional sur le commerce entre le gouvernement des États-Unis et les pays visés par l'AGOA.

La Nouvelle-Zélande indique qu'en 2010, le Forum des îles du Pacifique réunissant les dirigeants régionaux de la région a inclus pour la première fois un dialogue avec le secteur privé. Le PNUD encourage la participation active du secteur privé à l'aide pour le commerce, grâce à son rôle dans le processus du CIR (diagnostic commercial et évaluation des besoins). Plusieurs donateurs dialoguent aussi activement avec le secteur privé dans le cadre de leurs efforts pour soutenir et promouvoir les partenariats public-privé (CEE-ONU, Banque mondiale), parfois en collaboration avec des organisations d'entreprises des pays

Figure 3.5 Les donateurs associent la société civile à leur dialogue avec les pays partenaires et les communautés économiques régionales



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

donateurs (Initiative conjointe Viet Nam-Japon lancée par le Japon ou Projet de la Corée pour les énergies renouvelables au Kazakhstan). L'Australie soutient l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPSO), qui est l'organisme central du secteur privé dans la région du Pacifique et qui soutient la représentation effective du secteur dans les processus de décision régionaux et dans les activités pertinentes de développement des entreprises.

La majorité des donateurs – en particulier les donateurs multilatéraux – associent les organisations de la société civile à leur dialogue avec les pays partenaires et les communautés régionales (figure 3.5), mais moins souvent que le secteur privé. Cela tient peut-être à ce que les organisations de la société civile travaillant spécifiquement sur les questions commerciales au niveau national ou régional sont peu nombreuses. Le PNUD suggère que leur capacité limitée peut faire obstacle à un dialogue effectif avec les instances gouvernementales et les partenaires de développement.

Il se peut que la société civile ne prenne pas toujours part au dialogue entre les donateurs et les gouvernements partenaires sur l'aide pour le commerce. Certains donateurs dialoguent avec la société civile des pays partenaires lorsque cela est nécessaire. D'autres, comme l'Allemagne et le Portugal, ont mis en place des mécanismes permettant un dialogue régulier sur les questions de développement avec les organisations de la société civile (OSC) et les organisations non gouvernementales (ONG). Les acteurs non étatiques y participent de diverses manières, notamment au niveau de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes (Royaume-Uni, UE).

Les OSC jouent parfois le rôle de partenaires de développement dans les activités d'aide pour le commerce (donateurs qui financent directement les programmes des ONG) et d'agents d'exécution (au nom des donateurs). Elles peuvent aussi être des bénéficiaires directs de l'aide pour le commerce.

Dans le nouveau Cadre de partenariat national, les bureaux chargés de la coopération technique de l'Espagne dans les pays partenaires instaurent un dialogue avec la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes pour coordonner les programmes d'APD du pays. Le Canada, quant à lui, considère que le dialogue avec la société civile est particulièrement important pour identifier les incidences des politiques et programmes relatifs à l'aide pour le commerce en matière de parité hommes-femmes. Les PME, les associations de femmes, les entreprises et les banques des pays partenaires sont consultées dans le cadre des activités de l'USAID en faveur de la croissance économique. La plupart des organisations régionales et multilatérales sont tenues de mener des consultations publiques, y compris avec la société civile, lorsqu'elles élaborent leurs stratégies d'aide aux pays ou leurs stratégies sectorielles. Par exemple, les OSC des pays partenaires ont participé aux différentes phases de l'élaboration de la nouvelle stratégie commerciale de la Banque mondiale.

Ces résultats, qui illustrent le rôle croissant des parties prenantes nationales dans l'aide pour le commerce, sont prometteurs. Toutefois, bien qu'il soit admis que le secteur privé et les autres parties prenantes sont de précieuses sources d'information sur ce qui se passe sur le terrain, il est important de considérer – et de continuer à surveiller – le risque de biais de sélection. L'OCDE (2011) met l'accent sur certains de ces biais intrinsèques. Il peut y avoir un biais de consultation, dû principalement au fait que les parties prenantes concernées ne sont pas toutes pleinement représentées. Dans de nombreux pays partenaires, le secteur formel est souvent très petit et désorganisé et n'a pas de représentants pouvant s'exprimer en son nom ; parallèlement, le secteur informel est beaucoup plus vaste mais il peut être très difficile d'établir des points de contact représentatifs.

La deuxième source de biais est la subjectivité intrinsèque des personnes consultées. Par exemple, même si les activités d'aide pour le commerce ont pour objectif de développer le commerce et d'accroître ses avantages pour l'économie, il se peut que certaines entreprises établies aient un intérêt particulier à conserver des pratiques anticoncurrentielles susceptibles de limiter les gains provenant de la libéralisation des échanges. Par exemple, un cas d'expérience présenté par la CEDEAO au sujet de son Programme de libéralisation des échanges souligne que les entreprises qui tirent profit des obstacles informels au commerce (comme le maintien de restrictions tarifaires ou de mesures non tarifaires telles que les interdictions saisonnières) et les organismes qui recouvrent les recettes (formelles et informelles) peuvent ne pas être favorables à la mise en œuvre dudit programme. De même, lorsque l'aide pour le commerce a pour but de créer une nouvelle activité économique (par exemple, en diversifiant les exportations) plutôt que d'améliorer les résultats des secteurs d'exportation existants, les renseignements fournis par les organisations privées existantes peuvent avoir un intérêt limité, car il se peut que ces organisations ne soient pas indépendantes, ni représentatives des nouveaux bénéficiaires cibles.

Enfin, le débat se poursuit sur l'intérêt d'interroger les entreprises « en place », c'est-à-dire celles qui ont déjà réussi à s'adapter aux contraintes existantes. Comme l'a noté Dani Rodrik, le fait de demander aux entreprises qui ont réussi quels sont les principaux problèmes qu'elles rencontrent – méthode très répandue dans le conseil aux entreprises et dans l'analyse des pays – ne donne aucun renseignement sur les contraintes de l'économie, mais peut même induire l'analyste en erreur. Après tout, ces entreprises ont réussi (par rapport aux autres) parce qu'elles ont été capables de surmonter les contraintes. Il est donc moins probable qu'elles se plaignent des blocages qui empêchent le reste de l'économie d'avancer.[14] D'autres estiment cependant que le fait pour une entreprise de s'adapter à une contrainte ne signifie pas qu'elle l'ignore ; par exemple, les entreprises qui possèdent des générateurs ne se distinguent pas des autres lorsqu'elles citent comme contrainte la rareté de l'électricité ou son prix élevé. Ils soutiennent donc que le fait de connaître les points de vue des parties prenantes peut être une première étape utile dans le processus de consultation entre les entreprises et le gouvernement et peut aider à privilégier des réformes politiques plus spécifiques (Gelb *et al.*, 2007).

L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE MIEUX ALIGNÉE SUR LES POLITIQUES ET LES PROCESSUS ?

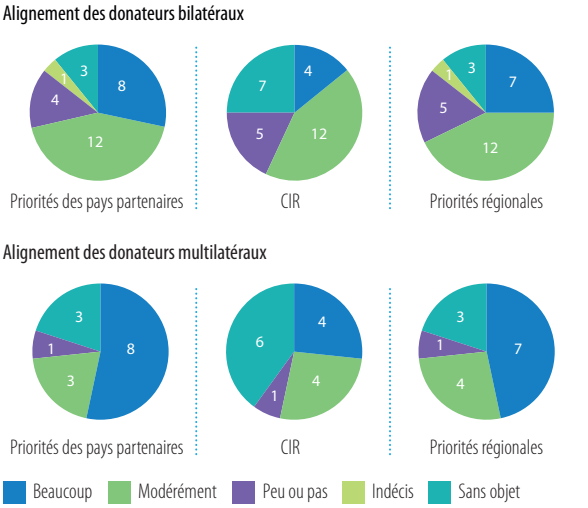
L'alignement traduit la volonté des donateurs de soutenir le processus de développement conduit par le pays partenaire. Pour permettre une véritable appropriation, les donateurs doivent aligner leur soutien sur les priorités, les politiques et les systèmes (par exemple, les stratégies, les institutions et les procédures) des pays partenaires. L'alignement sur les politiques et les processus des pays partenaires incite fortement à les améliorer, ce qui renforce davantage les capacités nationales et accroît la capacité de l'État à gouverner (GMF-Eurodad, 2008). Pour cette raison, le principe de l'alignement énoncé dans la Déclaration de Paris et dans le Programme d'action d'Accra place les priorités des pays au centre de la planification du développement et de la mise en œuvre.[15]

L'alignement s'améliore, mais de façon inégale ...

L'enquête de 2011 montre que l'alignement continue de s'améliorer (figure 3.6). La plupart des donateurs alignent leur soutien sur les priorités des pays partenaires et sur les stratégies régionales et, dans une moindre mesure, sur les matrices d'action des EDIC. Toutefois, comme on l'a dit précédemment, il y a des PMA qui utilisent les structures du CI/CIR et l'EDIC pour intégrer le commerce dans leurs plans de développement nationaux et qui transforment les priorités générales en programmes d'action spécifiques. Par conséquent, dans la mesure où l'EDIC a été échelonnée et s'intègre dans le processus national de planification du développement (comme le CSLP), cette observation n'est pas très concluante (figure 3.7).

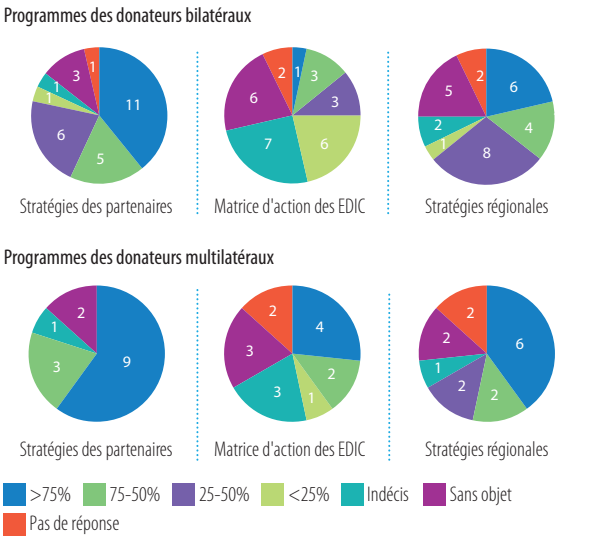
De même, la majorité des pays partenaires (60%) indiquent que, par rapport à 2009, les donateurs alignent mieux leur soutien sur les priorités commerciales nationales. La Barbade souligne que l'élaboration conjointe avec les donateurs des documents de stratégie des pays conduit à une amélioration sensible de l'alignement. Les autres facteurs ayant contribué à cette amélioration sont notamment : le renforcement du dialogue entre les donateurs et les pays partenaires (Antigua-et-Barbuda, Azerbaïdjan, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Mexique, Niger, Pakistan, Tuvalu), l'adhésion partagée aux principes de la Déclaration de Paris (Ghana, Sénégal) et la stabilité des stratégies commerciales nationales dans le temps (Uruguay). Plusieurs cas d'expérience montrent comment l'alignement sur les stratégies et les priorités nationales améliore les chances de succès. Le cas d'expérience des Tonga, par exemple, mentionne le manque d'alignement du programme STABEX sur les priorités du gouvernement comme l'une des principales raisons de la réussite limitée de ce programme. En revanche, le succès d'un projet de développement portuaire aux Fidji, financé par la BAsD, est attribué à l'alignement effectif du projet sur le plan national de développement du gouvernement.

Figure 3.6 L'alignement des donateurs bilatéraux et multilatéraux s'est amélioré par rapport à 2008



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc*

Figure 3.7 Les programmes des donateurs sont mieux alignés sur les stratégies nationales et régionales



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc*

Tableau 3.1 Comment améliorer la mise en œuvre (du facteur le plus important (1) au facteur le moins important (9))

	CARICOM	CEN-SAD	CEDEAO	OECO	CDAA	NC TTCA	UEMOA
Participation plus grande à la conception des interventions	2	4	4	1	1	1	1
Financement plus prévisible	3	4	7	2	-	1	2
Approches plus régulières concernant la mise en œuvre par les donateurs	7	-	8	6	3	2	5
Efforts plus fréquents de coordination avec les donateurs	6	6	6	3	4	2	5
Utilisation plus systématique des systèmes de suivi et d'évaluation	8	1	5	9	3	1	4
Accent sur le développement des capacités	1	5	1	4	-	1	3
Capacité plus grande au sein du Secrétariat	4	3	2	5	0	1	5
Prescriptions plus harmonisées en matière d'établissement de rapports	9	-	9	8	-	1	6
Meilleure coordination entre les États Membres	5	2	3	7	-	1	5

CARICOM : Communauté des Caraïbes ; CEN-SAD : Communauté des États Sahélo-Sahariens ; CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; OECO : Organisation des États des Caraïbes orientales ; CDAA : Communauté de développement de l'Afrique australe ; NC TTCA : Autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord ; UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-Africaine

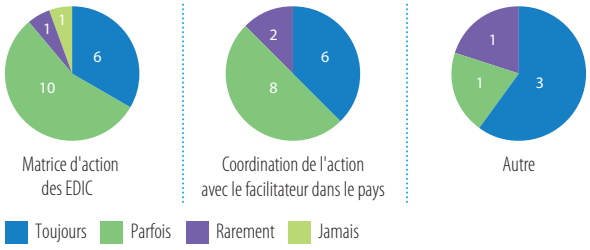
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Pour de nombreux donateurs, l'alignement varie selon les pays et les programmes nationaux et régionaux. La plupart des donateurs indiquent qu'ils assurent l'alignement en répondant aux priorités définies dans les DSRP, dans les autres plans nationaux de développement, ou dans les dialogues bilatéraux/multi-donateurs avec les gouvernements des pays partenaires. En outre, ils associent les pays partenaires et les communautés régionales à la planification de leurs stratégies d'aide aux pays ou aux régions. Les organismes donateurs régionaux formulent généralement les plans de mise en œuvre de leur programme en fonction des priorités définies par les communautés économiques régionales, qui sont elles-mêmes fondées sur leurs stratégies régionales ou leurs plans d'action régionaux. Par exemple, le Centre africain pour les politiques commerciales, qui achemine l'essentiel de l'aide pour le commerce fournie par la CEA-ONU, organise chaque année une réunion avec les communautés économiques régionales concernées pour les consulter sur son programme de travail. La CEE-ONU applique un cadre stratégique commun dans le cadre du Programme spécial pour les pays d'Asie centrale (SPECA), qui s'appuie sur les objectifs et les priorités de développement définis dans les plans d'action nationaux et régionaux d'aide pour le commerce des pays visés par le SPECA.

À la question de savoir comment améliorer la mise en œuvre de l'aide pour le commerce, les communautés économiques régionales ont répondu principalement qu'elles souhaitaient participer davantage à la conception des interventions des donateurs et de voir l'accent mis davantage sur le développement des capacités (tableau 3.1).

Le CIR a aidé les PMA à évaluer leurs besoins prioritaires de façon à permettre aux donateurs d'aligner leur soutien en conséquence. Le processus commence à porter ses fruits. Huit PMA (Bénin, République démocratique du Congo, Guinée, RDP lao, Mali, Sénégal, Tuvalu et Ouganda) notent une nette amélioration des efforts d'alignement par rapport à 2009, tandis que neuf autres PMA (Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, Lesotho, Madagascar, Mozambique et Niger) notent une amélioration modérée (figure 3.8).[16] Un cas d'expérience concernant la RDP lao montre comment le CIR encourage aussi des approches plus novatrices. Le Mécanisme pour le développement du commerce –basé sur un programme analogue au Cambodge – a jeté les bases d'une approche sectorielle du développement et du commerce du secteur privé. Une évaluation initiale du programme indique qu'il a attiré une aide additionnelle et amélioré l'alignement des donateurs sur les priorités et les systèmes de mise en œuvre du gouvernement.

Figure 3.8 Les mécanismes du CIR sont utilisés pour améliorer l'alignement des donateurs



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc*

Plusieurs donateurs soulignent les efforts qu'ils ont faits pour s'aligner sur la matrice d'action des EDIC. La Finlande, par exemple, indique que c'est en Zambie, où elle fait office de facilitateur des donateurs dans le cadre du CIR, que l'alignement s'est le plus amélioré. L'Allemagne est en train de préparer sa stratégie d'aide pour le commerce et envisage de fonder ses programmes bilatéraux sur les besoins prioritaires identifiés dans les EDIC des pays partenaires. Cependant, un certain nombre de donateurs (Danemark, Finlande, Allemagne) indiquent que, comme les structures du CIR sont encore faibles dans de nombreux PMA, il est difficile de s'aligner véritablement.

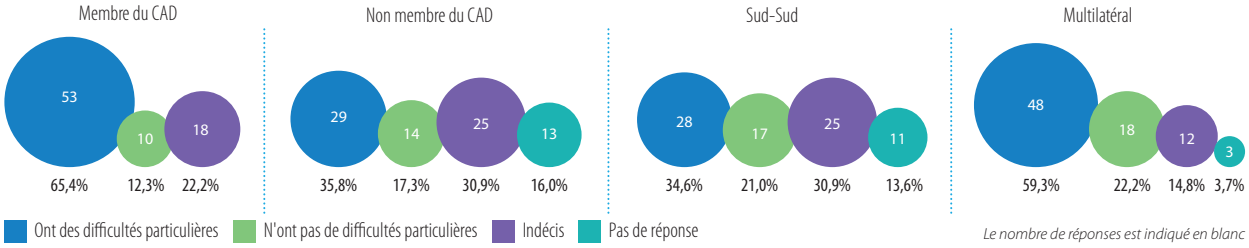
Malgré les progrès accomplis, un quart des pays partenaires considèrent que l'alignement des donateurs sur les priorités nationales est problématique (Afghanistan, Botswana, Fidji, Haïti, Jordanie, Malawi, Sri Lanka). Un certain nombre de pays (Cameroun, Colombie, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Saint-Vincent) évoquent, explicitement ou implicitement, le fait que certains donateurs ont des intérêts spécifiques dans certains secteurs qui ne coïncident pas nécessairement avec les priorités des gouvernements. Les Maldives disent la même chose, notant que les donateurs sont plus enclins à apporter un soutien dans des domaines comme le changement climatique et la bonne gouvernance plutôt que dans celui du commerce. Certains pays suggèrent que toutes les ressources des donateurs soient versées à un fond commun d'aide pour le commerce pour faire en sorte que l'aide soit fournie en fonction des priorités nationales. Dans d'autres cas, l'absence de stratégie nationale bien définie (Madagascar, Côte d'Ivoire), l'absence de dialogue avec la communauté des donateurs (République dominicaine), ou l'absence d'outils pour évaluer l'alignement (Bangladesh) ont été mentionnées comme des facteurs pouvant expliquer la lenteur des progrès en matière d'alignement de la part des donateurs. Il est intéressant de noter que, si 77% des pays partenaires (65 sur 84) disent que le niveau de leurs échanges avec les donateurs s'est amélioré, seulement 60% des pays peuvent indiquer des améliorations dans l'alignement des donateurs. Dans leurs cas d'expérience, certains pays partenaires mentionnent aussi le problème des conditionnalités imposées par les donateurs qui, selon eux, compliquent la mise en œuvre.

... les pays partenaires éprouvent des difficultés pour accéder à l'aide pour le commerce ...

L'amélioration de la prévisibilité des apports d'aide est aussi un objectif explicite de l'alignement inscrit dans la Déclaration de Paris. Le manque de prévisibilité signifie en général qu'il faut gérer à la fois les pénuries et les rentrées inattendues d'aide, ce qui complique la gestion de l'aide, même dans les pays où les politiques macroéconomiques sont stables (Celasun et Walliser, 2008). Les pays dépendants de l'aide sont particulièrement vulnérables lorsque les fonds annoncés ne sont pas versés à temps ou lorsque l'on n'est pas suffisamment informé des intentions des donateurs concernant le versement des fonds. Bulír et Hamann (2008) laissent entendre que le manque de prévisibilité de l'aide est dû principalement à des retards bureaucratiques et administratifs injustifiés de la part des donateurs. Toutefois, Celasun et Walliser (2008) expliquent aussi que le manque de prévisibilité peut être dû aussi à des considérations d'efficacité de l'aide et à des raisons techniques de la part des donateurs, ce qu'il faut distinguer de ce que les auteurs qualifient de comportement « capricieux ». En tout état de cause, il est essentiel de faire des progrès en ce qui concerne l'engagement des donateurs pour que les pays partenaires puissent gérer efficacement leurs finances publiques, de manière à pouvoir élaborer et mettre en œuvre leurs politiques et en rendre compte à leurs citoyens et à leurs parlements respectifs (OCDE, 2009).

Plus de 60% des pays partenaires éprouvent des difficultés particulières à accéder à l'aide pour le commerce fournie par les donateurs membres du CAD et par les institutions multilatérales (figure 3.9). Étant donné que les pays ne reçoivent pas tous des apports importants de la part des donateurs non membres du CAD et des partenaires Sud-Sud, on a généralement moins de renseignements sur le point de savoir s'il est difficile aussi d'accéder à ces fonds. Près de 50% des pays ne sont pas en mesure de répondre avec certitude. Trente-cinq pour cent rencontrent aussi des difficultés particulières avec ces fournisseurs.

Figure 3.9 Les pays partenaires rencontrent des difficultés particulières pour accéder à l'aide pour le commerce



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Une minorité de pays, environ 10 à 15% dans chaque catégorie, n'éprouvent pas de difficulté particulière pour accéder à l'aide pour le commerce.

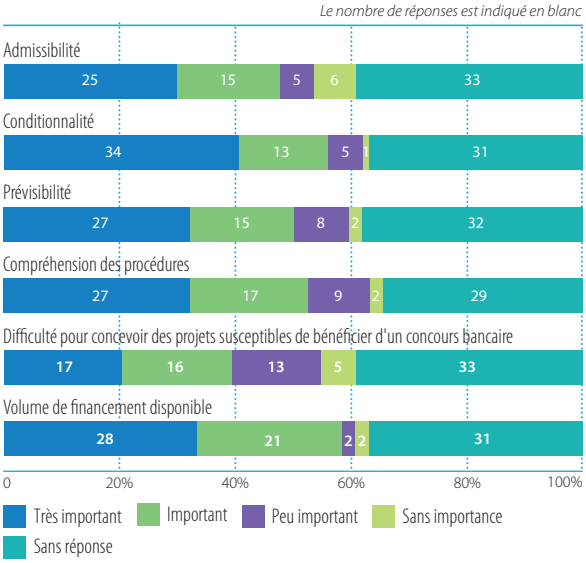
Il y a des variations en fonction des groupes de revenu. Les pays à faible revenu semblent percevoir un peu plus de difficultés : 66% des PMA et 75% des APFR disent rencontrer des difficultés particulières pour accéder à l'aide pour le commerce fournie par les donateurs bilatéraux. Seul l'Afghanistan a dit ne pas rencontrer de difficulté particulière. Les pays à revenu intermédiaire avaient moins de difficultés, mais plus de la moitié des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et la moitié des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, ont cependant indiqué avoir des difficultés. La situation s'améliore légèrement lorsqu'il s'agit d'accéder aux fonds des organismes multilatéraux, 59% des PMA et 58% des APFR signalant des difficultés.

... et la conditionnalité est l'aspect le plus problématique.

Interrogés sur les difficultés particulières qu'ils rencontrent, 40% des pays partenaires n'ont pas répondu (figure 3.10). Parmi ceux qui ont répondu, la majorité a déclaré que la conditionnalité était un problème « très important ». Si des formes appropriées de conditionnalité sont essentielles pour réaliser les objectifs de développement et garantir la responsabilité envers les citoyens dans les pays partenaires comme dans les pays donateurs (OCDE, 2009), elles peuvent promouvoir le développement aux dépens de la majorité pauvre dans les pays bénéficiaires de l'aide (Fine, Lapavitsas, et Pincus, 2001). Les Fidji, par exemple, notent que certains financements extérieurs étaient « subordonnés au statut politique ce qui, par nature, ne devrait pas être le cas si l'objectif de l'aide pour le commerce est le développement socioéconomique ». Pour le Liban, un certain nombre de projets liés au commerce sont restés en suspens en raison de « conditionnalités liées au cadre législatif du pays (nouvelles lois et/ou modifications de lois existantes) … [dont] l'application pouvait prendre du temps en raison de la situation politique tendue que connaît le Liban depuis six ans ».

La Déclaration de Paris demande aux donateurs de baser les conditionnalités sur les priorités des pays bénéficiaires « autant que possible », tout en permettant des exceptions « dûment justifiées » (paragraphe 16). Mais, en général, à mesure que l'appropriation s'améliore, la conditionnalité devrait devenir moins importante et les donateurs qui continueront à imposer des conditions risquent vite de se trouver marginalisés – de nombreux pays en développement trouvant des sources alternatives de financement, publiques et privées, moins exigeantes (Mold et Zimmermann, 2008). On devrait plutôt mettre l'accent sur des mesures qui renforceront la confiance entre les donateurs et les pays bénéficiaires, ce qui réduira la volatilité de l'aide sans réduire son efficacité (Hudson et Mosley, 2008).

Figure 3.10 Les pays partenaires considèrent les conditionnalités comme un problème majeur



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

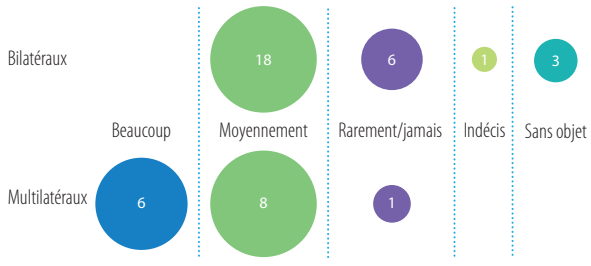
S'agissant des autres difficultés, l'absence de financement approprié lié au commerce, l'admissibilité et la compréhension des procédures sont aussi considérées par beaucoup comme des obstacles particuliers à l'appropriation et à l'alignement. Par exemple, le Burundi note que le volume de l'aide est insuffisant pour répondre à ses priorités en matière d'aide pour le commerce. La Jamaïque indique que sa capacité à attirer des dons pour des projets liés au commerce est limitée et que « le poids excessif de sa dette limite le financement qu'elle peut obtenir sous forme de prêts ». Le Costa Rica fait état de difficultés, sans doute rencontrées par d'autres pays, pour accéder à un financement concessionnel ou non concessionnel parce que les procédures ne sont pas normalisées, ce qui signifie qu'il faut se familiariser avec différents processus et différentes exigences pour que chaque demande aboutisse.

Toutefois, bon nombre des problèmes mentionnés dans les réponses relatives à la qualité ne sont pas propres à l'aide pour le commerce mais sont liés à des problèmes plus généraux affectant la coopération pour le développement. Le Nigéria, par exemple, indique que la fourniture de l'aide pour le commerce est précédée par une « longue période de gestation », et que les procédures à suivre pour accéder aux fonds et passer les marchés sont longues et pesantes. Le Gabon souligne les difficultés rencontrées pour mobiliser des ressources internes lorsqu'un cofinancement est nécessaire. Le Paraguay invoque les faiblesses institutionnelles pour expliquer la difficulté à concevoir des projets susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire, ce qui est probablement le cas pour différents groupes de revenu, à la fois au stade de l'étude de faisabilité (conception du projet) et aux stades de la mise en œuvre et du suivi.

L'HARMONISATION ENTRE LES DONATEURS S'EST-ELLE AMÉLIORÉE ?

L'harmonisation désigne la coopération entre donateurs pour réduire les coûts de transaction liés à la fourniture de l'aide. Le transfert d'une plus grande partie de l'aide par le biais des systèmes des pays dépend avant tout de la capacité et de la volonté des pays partenaires d'exercer le leadership nécessaire pour coordonner les programmes des donateurs. Si les organismes donateurs étaient en mesure d'aligner complètement leurs programmes d'aide sur les politiques et les systèmes des pays partenaires, l' « harmonisation » serait moins un problème. Toutefois, le fait de transférer aux pays bénéficiaires une partie plus importante de la gestion des donateurs ne dégage pas ceux-ci de leur responsabilité. En particulier, dans les cas où l'appropriation par les pays est faible, et où il n'est pas possible d'utiliser les systèmes des pays bénéficiaires, les donateurs peuvent alléger la charge en adoptant des arrangements communs (par exemple, pour les versements, la passation des marchés et la comptabilité), en simplifiant les procédures et en adoptant des procédures communes (par exemple, pour la présentation de rapports) et en partageant des renseignements. Le Groupe de travail OCDE/CAD sur l'efficacité de l'aide suggère que, « vu [la] difficulté [d'obtenir un alignement parfait], les donneurs peuvent renforcer l'efficacité de l'aide en harmonisant leurs activités et adopter, dans la mesure du possible, des procédures communes à la fois simples et transparentes » (OCDE, 2009, page 86). Dans ce contexte, la responsabilité de la réalisation des objectifs d'harmonisation repose principalement sur les donateurs.

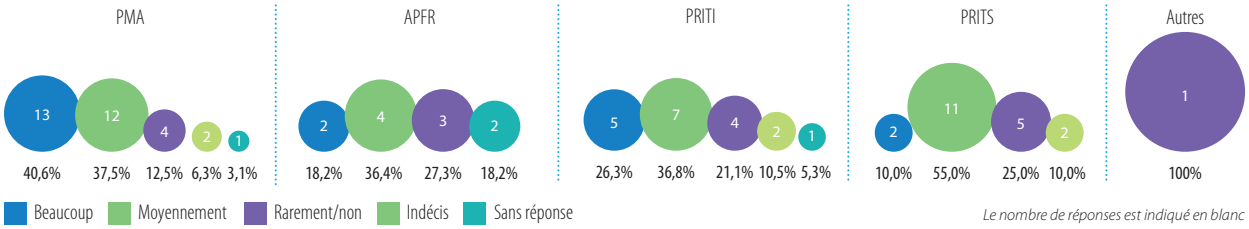
Figure 3.11 L'harmonisation entre les donateurs s'est améliorée depuis 2008



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc*

Le caractère transversal de l'aide pour le commerce exige un haut niveau de coordination entre les donateurs. Toutefois, des arrangements de coordination distincts – impliquant souvent différents ministères d'exécution – existent déjà dans de nombreux pays partenaires pour les différents secteurs visés par l'aide pour le commerce. Ces structures ont encore souvent

Figure 3.12 L'harmonisation du soutien des donateurs s'est améliorée dans les pays à faible revenu



Le nombre de réponses est indiqué en blanc

Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

un caractère sectoriel (par exemple, secteur privé, transport, agriculture) et ne se sont pas encore adaptées aux exigences globales et transversales de l'Initiative Aide pour le commerce (Voionmaa et Brüntrup, 2009). Malgré ces difficultés, il est clair que quelques progrès ont été réalisés, à la fois par les donateurs et par les pays partenaires.

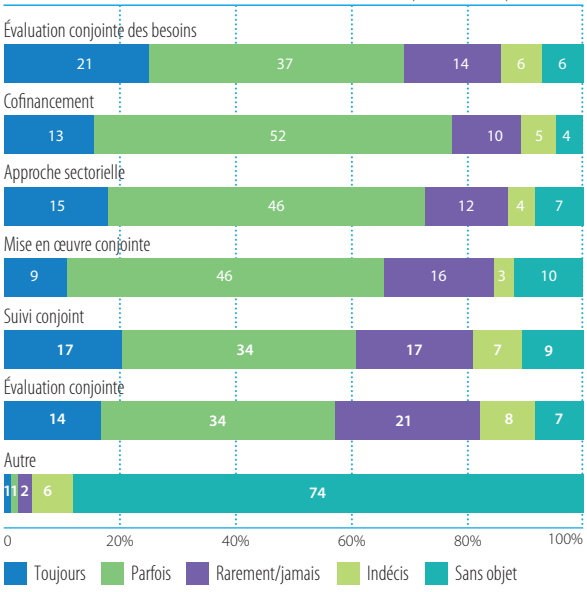
Les donateurs harmonisent mieux, mais peuvent faire plus.

L'enquête 2011 indique que l'harmonisation entre les donateurs s'est améliorée (figure 3.11). Une majorité de donateurs indiquent qu'ils harmonisent plus qu'en 2008.[17] Les pays partenaires souscrivent dans une large mesure à cette évaluation des donateurs : 66% d'entre eux (56 sur 84) notent que l'harmonisation s'est « beaucoup améliorée (22) ou « moyennement améliorée » (34). Bien que les progrès paraissent modestes pour la plupart des donateurs bilatéraux (17 sur 27), six donateurs multilatéraux signalent des améliorations notables depuis 2008, et huit autres des progrès modérés. Il semble que la plupart des pays partenaires estiment que les donateurs font davantage d'efforts pour harmoniser leurs procédures que pour s'aligner sur leurs priorités commerciales.

C'est dans les PMA que l'harmonisation entre les donateurs semble s'améliorer le plus, en partie grâce aux efforts réussis du CIR dans ces pays. Les donateurs travaillent avec le CIR au niveau national, par exemple, en s'appuyant sur l'EDIC du CIR lorsqu'ils programment leur soutien ou en agissant comme facilitateurs des donateurs pour le processus du CIR sur le terrain (tableau 3.2). Une étude empirique récente sur l'impact du soutien des États-Unis destiné au renforcement des capacités commerciales constate qu'il y a eu un impact positif plus important sur les exportations dans les pays où l'USAID travaillait en collaboration plus étroite avec le CIR (Bearce, Finkel et Pérez-Liñán, 2010). En fait, environ 12 PMA indiquent que les donateurs harmonisent beaucoup mieux leur soutien qu'avant 2008, et 12 autres disent que l'harmonisation s'est moyennement améliorée (figure 3.12).

Figure 3.13 Davantage de donateurs utilisent des outils innovants pour améliorer l'harmonisation

Le nombre de réponses est indiqué en blanc



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Les pays partenaires indiquent que l'harmonisation entre les donateurs s'est améliorée pour presque tous les aspects de la mise en œuvre de l'aide pour le commerce (figure 3.13), ce qui inclut parfois, mais pas toujours, l'évaluation conjointe des besoins (69%), le cofinancement (77%), les approches sectorielles (73%), la mise en œuvre conjointe (65%), le suivi conjoint (61%) et l'évaluation conjointe (57%).[18] Les donateurs confirment ces observations et notent qu'ils privilégient les approches harmonisées, à savoir l'évaluation conjointe des besoins, le cofinancement et la mise en œuvre conjointe. Ils utilisent moins fréquemment le suivi conjoint et l'évaluation conjointe.

Encadré 3.2 Complémentarité et division du travail : l'approche de l'UE

Dans la Déclaration de Paris, il est dit que l'excessive fragmentation de l'aide au niveau mondial, national ou sectoriel nuit à son efficacité et impose une charge excessive aux pays bénéficiaires. Ces préoccupations conduisent certains des principaux donateurs bilatéraux à concentrer leur aide sur un nombre restreint de pays prioritaires. Depuis le Forum de haut niveau tenu à Accra en 2008, la division du travail par pays entre donateurs est devenue une stratégie importante pour assurer l'harmonisation et éviter la fragmentation de l'aide.

L'Union européenne a été l'un des principaux promoteurs de la division du travail entre donateurs, avec son *Code de conduite de 2007 sur la complémentarité et la division du travail*. Les donateurs de l'UE s'efforcent de concentrer leur aide sur un maximum de trois secteurs par pays, en fonction de l'avantage comparatif des pays. La présence des donateurs de l'UE dans un secteur donné devrait être limitée de trois à cinq donateurs par pays, un donateur principal étant chargé de la coordination (tableau 3.2) ; des efforts seront faits pour éviter les déséquilibres, avec des « orphelins de l'aide » et des « chouchous de l'aide », la responsabilité première de la coordination entre donateurs dans les pays incombant aux pays partenaires (Voionmaa et Brüntrup, 2009). Des progrès substantiels ont été accomplis pour renforcer la coordination entre les donateurs de l'UE au niveau des pays par le biais de conventions de délégation (par exemple, un État Membre, donateur principal ou chef de file, est habilité à agir pour le compte de l'UE, partenaire silencieux), d'accords de transfert (d'un État Membre à la Commission européenne), et d'arrangements de cofinancement. Les États Membres de l'UE ont suivi les progrès de la division du travail dans une trentaine de pays partenaires[1] dans le cadre de l'Initiative accélérée de l'UE pour la division du travail et la complémentarité, lancée en décembre 2007. Les pays visés par l'Initiative ont été choisis selon les critères suivants : *i*) une structure locale de coordination a été établie ; *ii*) le processus de division du travail a été enclenché ; *iii*) il existe un équilibre régional ; *iv*) les pays sont dépendants de l'aide et doivent travailler avec un nombre considérable de donateurs ; et *v*) les donateurs de l'UE représentent une part significative de l'APD.

Sur les 32 pays partenaires de l'Initiative accélérée (tableau 3.2), 22 ont répondu au questionnaire. Huit pays partenaires ont indiqué que les donateurs harmonisaient leur soutien « beaucoup mieux » qu'avant 2008, tandis que dix pays partenaires ont noté des améliorations modérées. Bien qu'il ne soit pas possible d'établir un lien de causalité direct entre les efforts de l'UE en matière de division du travail et les améliorations de l'harmonisation entre les donateurs observées par ces pays (par exemple, la RDP lao a noté une amélioration significative de l'harmonisation, bien qu'il n'y ait pas de division du travail entre donateurs de l'UE dans le pays), on est en droit de penser que ces efforts ont contribué à l'harmonisation. À titre d'exemple de coopération déléguée, la Belgique a approuvé en 2009 une contribution volontaire de 2 millions d'euros par an pendant la période 2009-2013 pour le programme Trademark East Africa (TMEA) au Burundi, financé par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID). En outre, dans quatre pays (Bangladesh, Bénin, Éthiopie et Sénégal), les mêmes donateurs de l'UE interviennent à la fois au titre de l'Initiative accélérée comme facilitateurs des donateurs pour le CIR, ce qui facilite encore la coordination entre les donateurs dans les pays dans le cadre du CIR.

Quatre pays (Mongolie, Nicaragua, Sierra Leone et Zambie) ont indiqué que les résultats des donateurs s'étaient rarement améliorés, ou ne s'étaient pas du tout améliorés. Bien que l'UE n'ait pas désigné de facilitateur pour coordonner le processus de division du travail en Mongolie, les donateurs facilitateurs et d'appui sont déjà en place pour les trois autres pays (dans le cas de la Sierra Leone, il y a deux facilitateurs des donateurs, le Danemark et l'Irlande, appuyés par le Royaume-Uni). Il est intéressant de noter que, en Zambie, deux donateurs de l'UE (Danemark et Finlande) font office de facilitateurs, respectivement pour l'Initiative accélérée et pour le CIR. Il est difficile de tirer une conclusion sans connaître d'abord les intentions des pays qui ont choisi de répondre « Rarement/Non ». Il se peut fort bien que l'harmonisation entre les donateurs dans ces pays s'était déjà améliorée en 2008 et qu'ils ont continué à l'améliorer ensuite. Il se peut aussi que les donateurs facilitateurs pour ces pays ne soient pas d'importants fournisseurs d'aide pour le commerce (à l'exception de l'UE) et que, de ce fait, ils ne soient pas aussi actifs dans le processus local de division du travail concernant un plus grand nombre de donateurs participant aux activités d'aide pour le commerce. Bien entendu, le rôle des donateurs qui ne font pas partie de l'UE et qui ne sont pas liés par le processus de division du travail engagé par l'UE peut être un autre facteur.

1. *Ces pays sont les suivants : Albanie, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Éthiopie, ERYM, Ghana, Haïti, Kenya, République kirghize, RDP lao, Madagascar, Mali, Malawi, Mongolie, Moldova, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Ukraine, Viet Nam et Zambie.*

Les efforts d'harmonisation varient entre les programmes nationaux et régionaux et dépendent souvent des objectifs des donateurs, ainsi que de l'expertise et des ressources disponibles sur le terrain. L'Australie, par exemple, indique que l'utilisation d'outils d'harmonisation dans le cadre de ses programmes d'aide – évaluation conjointe des besoins, cofinancement, mise en œuvre conjointe – est plus fréquente dans la région du Pacifique qu'en Afrique, où sa présence est plus limitée. La coordination entre les donateurs au niveau des pays est poursuivie activement dans certains pays partenaires (par exemple, Forum pour la coopération en matière de développement aux Philippines, Groupe de partenaires pour le développement en Tanzanie, etc.).

Au Viet Nam, plusieurs groupements de donateurs ont vu le jour au fil des ans, notamment le groupe de donateurs de même sensibilité et l'initiative d'harmonisation des six banques[19] (Cox *et al.*, 2011). Au Bangladesh, l'harmonisation a progressé grâce à la réorganisation du groupe consultatif local et à l'adoption de la stratégie de coopération conjointe (juin 2010) par 15 donateurs bilatéraux et multilatéraux et par le gouvernement du Bangladesh (Choudhury *et al.*, 2010). Au Kenya aussi, le gouvernement et les donateurs ont formalisé la stratégie d'aide au Kenya et la déclaration d'intention conjointe d'adhérer à la Déclaration de Paris et au Programme d'action d'Accra.

Le cofinancement est souvent utilisé comme moyen d'harmoniser les procédures multiples des donateurs. On peut citer à titre d'exemple les projets de corridors de transport régionaux et sous-régionaux (par exemple, le Corridor Nord-Sud en Afrique orientale et australe, le Corridor méso-américain d'intégration en Amérique centrale et les projets de corridor dans la sous-région du Grand Mékong en Asie du Sud-Est) (voir OCDE/OMC, 2009). Le programme TradeMark East Africa du Royaume-Uni, lancé en février 2011, est financé conjointement avec trois autres donateurs (Belgique, Danemark et Suède). La Suède a signé un accord de financement conjoint avec la CEA-ONU. La Corée a approuvé 21 projets de cofinancement concernant 15 pays partenaires, d'un montant total de 789 millions de dollars EU. L'Australie, l'UE et la Nouvelle-Zélande utilisent des arrangements de financement communs pour soutenir l'Organisation océanienne des douanes. Singapour a mis en place des partenariats internationaux (triangulaires) avec de nombreux donateurs pour mener à bien son programme de formation à l'intention des pays tiers, pour la fourniture de l'aide pour le commerce.

Un certain nombre de donateurs (par exemple, l'Australie, la Corée et le Royaume-Uni) soulignent aussi qu'il est important d'acheminer l'aide pour le commerce à travers les programmes multilatéraux (par exemple, ITC, CIR) ou les fonds d'affectation spéciale multidonateurs (par exemple, Fonds global d'affectation spéciale de l'OMC) dans le cadre de leurs efforts d'harmonisation – en termes d'évaluations des besoins, de mise en œuvre de programmes, de suivi et d'évaluation. Toutefois, à la différence du soutien aux secteurs sociaux où, le plus souvent, un ministère d'exécution (éducation ou santé) contrôle et dépense la majeure partie des ressources mises en commun, l'aide pour le commerce intersectorielle nécessite des arrangements institutionnels beaucoup plus complexes, qui impliquent de nombreux ministères ainsi que le secteur privé (Voionmaa et Brüntrup, 2009). C'est l'une des raisons pour lesquelles, en général, on n'utilise pas des instruments tels que les approches sectorielles ou le financement groupé de l'aide budgétaire. Toutefois, certains pays partenaires et certains donateurs examinent cette approche. Par exemple, le Cambodge a adopté une approche sectorielle pour le commerce (Trade SWAp) en s'appuyant sur les structures du CIR. Plusieurs autres pays, comme la RDP lao et le Népal, envisagent aussi d'adopter le concept Trade SWAp.

Pour de nombreux donateurs de l'UE, la stratégie conjointe d'aide pour le commerce de l'UE – avec le Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail – a servi de base à leur approche de l'aide pour le commerce, à leurs priorités et à leurs mécanismes de fourniture (encadré 3.2). La Belgique a participé à l'élaboration du Programme APE pour le développement (PAPED) en Afrique de l'Ouest, premier programme régional d'aide pour le commerce de l'UE dans le cadre du Groupe de travail préparatoire régional (GTPR). L'Allemagne est en train d'élaborer sa propre stratégie d'aide pour le commerce pour intégrer les principes et objectifs inscrits dans la stratégie d'aide pour le commerce de l'UE dans le contexte national allemand. La France, le Portugal, l'Espagne et la Suède soulignent que leurs stratégies d'aide pour le commerce sont aussi alignées sur la stratégie de l'UE.

Tableau 3.2 Facilitateurs des donateurs pour l'Initiative accélérée de l'UE et pour les pays partenaires du CIR

FTI-DoL (UE)	Facilitateur principal	CI renforcé	Facilitateur des donateurs
Albanie	Italie	Afghanistan	Allemagne
Bangladesh	CE et Pays-Bas	Angola	À déterminer
Bénin	Danemark	Bangladesh	CE
Bolivie	Danemark et Espagne	Bénin	Danemark
Burkina Faso	Allemagne	Bhoutan	À déterminer
Burundi	Belgique	Burkina Faso	BafD
Cambodge	Allemagne	Burundi	USAID
Cameroun	France	Cambodge	PNUD
République centrafricaine	France	Cap-Vert	À déterminer
Éthiopie	CE	République centrafricaine	CE
ERYM	Slovénie	Tchad	PNUD
Ghana	Allemagne	Comores	France
Haïti	Espagne	Rép. Dém. du Congo	CE
Kenya	Danemark	Djibouti	PNUD
République kirghize	Royaume-Uni	Guinée équatoriale	À déterminer
RDP lao	À déterminer	Érythrée	À déterminer
Madagascar	France	Éthiopie	CE
Malawi	À déterminer	Gambie	CE
Mali	France et Pays-Bas	Guinée	Banque mondiale
Moldova	Suède	Guinée-Bissau	Espagne
Mongolie	À déterminer	Haïti	BID
Mozambique	Pays-Bas	Kiribati	PNUD
Nicaragua	CE	RDP lao	CE
Rwanda	CE	Lesotho	Royaume-Uni
Sénégal	CE	Libéria	Banque mondiale
Serbie	Suède	Madagascar	Banque mondiale
Sierra Leone	Danemark et Irlande	Malawi	CE
Tanzanie	CE	Maldives	À déterminer
Ouganda	À déterminer	Mali	USAID
Ukraine	Suède	Mauritanie	CE
Vietnam	CE	Mozambique	CE
Zambie	Danemark	Soudan (Nord & Sud)	CE
		Népal	Allemagne
		Niger	CE
		Rwanda	DFID
		Samoa	Samoa
		Sao-Tomé-et-Principe	PNUD
		Sénégal	CE
		Sierra Leone	PNUD
		Iles Salomon	CE
		Tanzanie	Suède
		Timor-Leste	Banque mondiale
		Togo	PNUD
		Tuvalu	PNUD
		Ouganda	CE
		Vanuatu	CE
		Yémen	CE
		Zambie	Finlande

FTI-DoL (UE) : Initiative accélérée de l'UE pour la division du travail et la complémentarité ; CIR : Cadre intégré renforcé ;
Source : Commission européenne (2011),
www.enhancedif.org/documents/EIF%20toolbox/EIF%20Donor%20Facilitators.pdf

Les institutions des Nations Unies, comme le PNUD et la CEE-ONU, s'efforcent d'assurer, par le biais des activités du Groupement interinstitutions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production, qui est coordonné par la CNUCED, l'harmonisation appropriée de leurs projets d'assistance technique liée au commerce au niveau des pays. Les programmes conjoints, conçus par l'intermédiaire du Groupement interinstitutions du Conseil des chefs de secrétariat, ont été mis en œuvre dans quatre des pays pilotes visés par l'initiative « *Unis dans l'action* » des Nations Unies (Cap-Vert, Mozambique, Rwanda et Viet Nam), et sont mis en place dans trois autres pays pilotes (Albanie, Tanzanie et Uruguay).

Au Ghana, différents groupes de travail sectoriels ont été établis dans le but de réunir le gouvernement et les donateurs chaque trimestre et d'aider à développer l'appropriation et la responsabilité mutuelle. Chaque groupe de travail sectoriel est présidé par le gouvernement et par le donateur principal dans le secteur. Le Groupe de travail du secteur commercial est la principale instance pour l'examen de questions telles que les plans stratégiques pour le secteur commercial, le financement des besoins et des produits, le suivi des résultats et la mise en œuvre des accords d'harmonisation. Le gouvernement lao note aussi des améliorations importantes dans l'harmonisation entre donateurs par le biais de la facilité pour le développement du commerce, du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs et du CIR, avec le concours de la Banque mondiale, de l'Australie (AusAID) et de la Suisse. Toutefois, la RDP lao indique que d'autres programmes financés par les donateurs ont été moins bien harmonisés. Un donateur semble souscrire à cette observation. Réfléchissant à son expérience en RDP lao, l'Australie admet que des efforts plus importants pourraient être faits pour mieux harmoniser ses activités d'aide pour le commerce avec celles d'autres donateurs. Le Kenya, notant des améliorations modérées dans l'harmonisation entre donateurs, est cependant préoccupé par le fait que les donateurs ont toujours tendance à financer des activités distinctes et à travailler avec leurs propres cadres de fourniture de l'aide. L'Ouganda explique que certains donateurs ont des intérêts spécifiques qui peuvent diverger de ceux des autres donateurs, et peuvent donc décider d'agir de manière indépendante.

QUELS SONT LES PROBLÈMES RESTANTS ?

Ce chapitre a montré que, malgré l'amélioration continue des processus de consultation et des pratiques de mise en œuvre de l'aide, les donateurs et les pays partenaires doivent faire plus pour assurer l'efficacité et la cohérence de l'aide pour le commerce. Les donateurs peuvent harmoniser davantage leurs procédures, améliorer l'alignement sur les priorités des pays partenaires et renforcer encore la consultation et la coordination avec les pays partenaires eux-mêmes. L'Équateur, par exemple, souligne la mise en œuvre insuffisante de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le manque de coordination entre les fournisseurs de coopération Sud-Sud. Au Bangladesh, les principales raisons pour lesquelles le processus de la Déclaration de Paris n'a pas beaucoup d'impact sont la méconnaissance des principes de la Déclaration par les fonctionnaires et le fait que le gouvernement et les donateurs n'ont pas réussi à traduire ces principes en un changement de comportement effectif et en pratiques opérationnelles (Choudhury *et al.*, 2010). Bon nombre des questions soulignées dans le présent chapitre pourraient être réglées par une meilleure application des principes de la Déclaration de Paris, mais on se demande combien devraient être examinées directement par la communauté de l'aide pour le commerce ou s'il ne faudrait pas les soumettre à des instances plus larges traitant de l'efficacité de l'aide, comme le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra à Busan (Corée du Sud), en novembre 2011. La mesure des résultats est une autre question. Les changements récents dans le paysage global de l'aide au développement ont amené à mettre davantage l'accent sur la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources destinées au développement. La Déclaration de Paris oriente la relation d'aide vers de véritables partenariats axés sur les résultats, dont les pays bénéficiaires et les donateurs sont mutuellement responsables. Le renforcement de la responsabilité mutuelle est généralement considéré comme un moyen efficace d'inciter à renforcer l'appropriation par les pays et à obtenir de meilleurs résultats en matière de développement. Comme cela a été dit précédemment, les donateurs comme les partenaires sont souvent confrontés au problème fondamental de l'attribution, c'est-à-dire à la question de savoir quelle est la part des changements observés qui est imputable aux activités d'aide pour le commerce au niveau des projets. Toutefois, comme cela est expliqué dans le dernier chapitre, il est essentiel de mesurer les résultats et d'en assumer la responsabilité pour montrer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Initiative Aide pour le commerce. ■

NOTES

1 *L'autonomie en matière de politique* est une tâche beaucoup plus vaste que la gestion de la relation avec les donateurs, car elle implique la mise en œuvre des politiques de développement, dont la mobilisation de l'aide n'est qu'un petit élément (Shimomura et Ohno, 2005).

2 Il se pourrait que les donateurs aient aussi contribué à la négligence des questions commerciales dans les DSRP de première génération, qui donnaient généralement la priorité aux secteurs sociaux plutôt qu'aux secteurs productifs. Turner (2008) explique que, si l'influence des donateurs sur le contenu des stratégies nationales de développement a généralement diminué, il est encore prouvé que les pays partenaires ont tendance à adapter leurs DSRP aux préférences des donateurs. En fait, en s'alignant sur les DSRP, les donateurs peuvent fort bien s'aligner sur leurs propres priorités.

3 Bien que le CIR soit un mécanisme très utile, certains PMA ne l'utilisent pas encore suffisamment pour attirer et gérer l'aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2011).

4 Voir Mécanisme mondial (2011), *Towards a Common Agenda on Trade and Agriculture: Lessons from the Uganda and Mali Experience*.

5 Voir le document « *Aide pour le commerce dans les PMA : premiers résultats* », OCDE/OMC (2011).

6 En 2008/2009, 62 pour cent des pays ayant répondu au questionnaire (51 sur 82) avaient indiqué que leur Ministère du commerce était le principal organisme chargé de la coordination des activités d'aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2009).

7 Il se peut que cela ne soit pas toujours le cas. Par exemple, la Sierra Leone, où le soutien lié au commerce était auparavant coordonné au moyen d'un mécanisme interministériel, a transféré la fonction de coordination aux ministères d'exécution, en raison du manque de capacité institutionnelle et d'autres problèmes organisationnels soulevés par le recours à un comité national (OCDE/OMC, 2009).

8 Le programme du CIR aide actuellement 47 pays (46 PMA et un ancien PMA, le Cap-Vert).

9 Par exemple, il ressort de l'examen des politiques commerciales des PMA effectué à l'OMC que, dans la plupart des cas, l'établissement d'unités de mise en œuvre du CI/CIR pour coordonner les travaux sur l'aide pour le commerce au niveau national a eu des effets positifs pour ces pays. Toutefois, dans certains cas, les unités de mise en œuvre ne sont pas encore complètement opérationnelles, et même lorsqu'elles fonctionnent, il faut améliorer la coordination avec les autres organismes officiels et développer les consultations avec la société civile.

10 La solution retenue a consisté à fusionner le processus du CI/CIR et l'Initiative nationale pour le développement du secteur privé (OCDE/OMC, 2011).

11 En 2008/2009, presque tous les pays dialoguaient régulièrement avec le secteur privé et les autres parties prenantes locales au sujet de la formulation et de la mise en œuvre de leurs stratégies commerciales. Toutefois, la fréquence de ce dialogue variait considérablement selon les pays. Il semble que le dialogue national était plus fréquent dans les pays à revenu intermédiaire et dans les pays d'Amérique latine (OCDE/OMC, 2009).

12 Premièrement, bon nombre des donateurs multilatéraux interrogés sont des institutions spécialisées dont l'activité essentielle est (ou est étroitement liée à) l'aide pour le commerce. Il est naturel pour ces donateurs que les questions d'aide pour le commerce soient au cœur de leur dialogue avec bon nombre des pays partenaires qu'ils soutiennent. Deuxièmement, il n'est pas surprenant de voir que les questions d'ordre commercial occupent une place moins importante, voire secondaire, dans le dialogue des donateurs avec les pays partenaires qui sortent d'un conflit ou qui sont des États fragiles. De même, certains donateurs choisissent de ne pas fournir d'aide pour le commerce parce qu'ils n'ont pas d'avantage comparatif dans ce domaine – conformément aux principes de complémentarité et de division du travail. Il est donc logique qu'ils n'abordent pas les questions commerciales dans leur dialogue avec les pays partenaires qu'ils soutiennent (OCDE/OMC, 2009:73).

13 Ces organisations sont : l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir septentrional.

14 http://rodrik.typepad.com/dani_rodriks_weblog/2008/09/a-manual-for-growth-diagnostics.html

15 Le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, Ghana) s'est achevé par un engagement des donateurs de « recourir aux systèmes nationaux comme la solution de première intention » et a fixé comme nouvel objectif d'acheminer au moins 50% de l'aide d'État à État en utilisant les mécanismes fiduciaires des pays (GMF-Eurodad, 2008).

16 Lors de l'enquête 2009, les pays partenaires comme les donateurs ont cité le CIR comme un exemple réussi des efforts faits pour aligner l'aide sur les systèmes nationaux (OCDE/OMC, 2009).

17 Dans l'enquête de 2009, environ 30% des pays partenaires ont indiqué que les donateurs coordonnaient et alignaient régulièrement leurs actions de façon plus efficace, tandis que 40% ont indiqué que cela arrivait seulement parfois. L'évaluation conjointe des besoins et le suivi et l'évaluation conjoints étaient les approches les plus couramment utilisées pour promouvoir la coordination et l'alignement, suivis par les approches sectorielles (OCDE/OMC, 2009).

18 Dans plusieurs cas, ce genre de coordination en est encore au stade de la planification.

19 Les six banques sont la BAsD, la Banque du Japon pour la coopération internationale (devenue l'Agence japonaise de coopération internationale), la Banque mondiale, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'Agence française de développement et la Banque coréenne d'import-export (KEXIM).

BIBLIOGRAPHIE

Bearce D.H., S.E. Finkel et A.S. Pérez-Liñán (2010), *The Effects of US Trade Capacity Building Assistance on Trade-Related Outcomes*, 1999-2008, rapport final, Université de Pittsburgh.

Bulír, A. et A.J. Hamann (2008), « Volatility of Development Aid: From the Frying Pan into the Fire? », *World Development*, vol. 36, n° 10, pages 2048-2066.

Celasun, O. et J. Walliser (2008), « Predictability of aid : Do fickle donors undermine aid effectiveness? », *Economic Policy,* juillet 2008, BIRD/FMI, pages 545-594.

Choudhury S.R., *et al.* (2010), *Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration, Phase-II, Country Evaluation Bangladesh, Final Report*, étude demandée par le Ministère des finances du Bangladesh, Dhaka.

Commission européenne (2011), *Third Monitoring Report and Progress Review of the EU Fast Track Initiative on Division of Labour*, Annexe 5 du « EU Accountability Report 2011 on Financing for Development », SEC(2011) 502 final, Bruxelles.

Cox, M., et al. (2011), Paris Declaration/Hanoi Core Statement Phase 2 : Vietnam Country Evaluation, janvier 2011, Hanoï.

Driscoll, R., et al. (2007), Growth and Trade in Africa's Second Generation Poverty Reduction Strategies, étude demandée par le DFID, Overseas Development Institute, Londres.

Fine, B., C. Lapavitsas et J. Pincus (éditeurs) (2001), *Development Policy in the Twentieth Century : Beyond the Post-Washington Consensus*, Londres, New York : Routledge.

Gelb, A. et al. (2007), « What Matters to African Firms? The Relevance of Perceptions Data », *Policy Research Working Paper*, n° 4446, Banque mondiale, Washington, D.C.

GMF (German Marshall Fund of the United States)-Eurodad (European Network on Debt and Development) (2008), *Harmonization and Alignment : Challenges and Opportunities for U.S. and European Donors Post-Accra*, German Marshall Fund of the United States, Washington, D.C.

Hudson, J. et P. Mosley (2008), « Aid volatility, Policy and Development », *World Development*, vol. 36, n° 10, pages 2082-2102.

Kosack, S. (2008), *Trade for Poverty Reduction: The Role of Trade Policy in Poverty Reduction Strategy Papers*, étude demandée par le PNUD.

Mold, A. et F. Zimmermann (2008), « La fin de la conditionnalité des politiques ? », *Repères n° 74*, Centre de développement de l'OCDE, Paris

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2001), *Renforcer les capacités commerciales au service du développement*, Les lignes directrices du CAD, OCDE, Paris.

OCDE (2005), Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

OCDE (2006), L'aide au commerce : comment la rendre efficace, série Objectif développement, OCDE, Paris.

OCDE (2008), *Financer le développement 2008 : appropriation ?*, Études du Centre du développement, OCDE, Paris.

OCDE (2009), *Efficacité de l'aide : rapport d'étape sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris*, OCDE, Paris.

OCDE (2011), Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help, série Objectif développement, OCDE, Paris.

OCDE (à paraître), *Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris – Phase 2*, OCDE, Paris.

OCDE/OMC (2009), *Aide pour le commerce : Panorama 2009 - Maintenir l'élan*, OCDE, Paris.

OCDE/OMC (2011), *Aide pour le commerce et PMA : premiers résultats*, OCDE, Paris.

OMC (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce*, WT/AFT/1 (27 juillet 2006), Genève.

PNUD (2008), *Aid for Trade and Human Development: A Guide to Conducting Aid for Trade Needs Assessment Exercises*, PNUD.

Shimomura, Y. et I. Ohno (2005), *True Ownership and Policy Autonomy: Managing Donors and Owning Policies*, Forum du GRIPS sur le développement, Tokyo.

Stern, E.D., et al. (2008), *Thematic Study on the Paris Declaration, Aid Effectiveness and Development Effectiveness*, Ministère des affaires étrangères du Danemark.

Turner, L. (2008), *Quantifying Aid for Trade: A Case Study of Tanzania,* étude demandée par le Secrétariat du Commonwealth, Overseas Development Institute, Londres.

Voionmaa, P. et M. Brüntrup (2009), *German Aid for Trade: Past experience, lessons learnt, and the way forward,* DIE Studies 52, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik gGmbH, Bonn.

CHAPITRE 4
QUELS SONT LES **ATTENTES** ET LES **RÉSULTATS** ?

Ce chapitre examine les résultats de l'aide pour le commerce sur la base des vues exprimées par les pays partenaires, les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud dans les questionnaires d'auto-évaluation. Il analyse ce que chaque partie prenante attend des interventions au titre de l'aide pour le commerce, quelles politiques contribuent le mieux à ces résultats et ce qui a été accompli jusqu'ici. Cette analyse est complétée par des références à la littérature sur le commerce et l'économie en général.

Toutes les parties prenantes sont conscientes de l'importance des objectifs en matière de commerce et de développement, mais les pays partenaires mettent l'accent sur des résultats commerciaux spécifiques, en particulier l'accroissement et la diversification des exportations. Les objectifs de développement plus généraux, comme la croissance économique et la réduction de la pauvreté, semblent moins importants. En revanche, les donateurs mettent plus l'accent sur les objectifs de développement et voient généralement dans le commerce un moyen plutôt qu'une fin. En outre, les donateurs accordent généralement plus d'attention que les pays partenaires au rôle positif des importations – et pas seulement des exportations. Les partenaires Sud-Sud, quant à eux, voient généralement les résultats de l'aide pour le commerce sous l'angle de la sensibilisation et de l'intégration, ce qui est compréhensible puisqu'ils se concentrent sur l'assistance technique.

Il y a un consensus, parmi les pays partenaires, sur l'importance des politiques complémentaires – en particulier des politiques budgétaires, de la réglementation et de la gouvernance – pour l'efficacité de l'aide pour le commerce. L'examen de ces questions macro-économiques et structurelles au stade de la conception des projets et des programmes d'aide pour le commerce peut augmenter leur impact sur la croissance économique.

Du point de vue des réalisations, l'enquête fait apparaître un écart entre les attentes et les résultats de l'aide pour le commerce. Alors que l'attente des pays partenaires est qu'elle stimule le commerce, ces pays notent que jusqu'ici, elle a seulement permis une meilleure compréhension du rôle du commerce dans le développement, une amélioration de la fourniture de l'aide et une augmentation des ressources. Cet écart tient probablement au décalage temporel entre la fourniture de l'aide et son impact, décalage qui peut-être important pour certains programmes et projets, comme ceux qui visent à accroître la compétitivité. Plus généralement, il est difficile, pour des raisons méthodologiques et pratiques bien connues, d'établir un lien direct entre les interventions au titre de l'aide pour le commerce et les résultats économiques et commerciaux – sans parler de la difficulté d'évaluer l'influence des politiques complémentaires. Cela donne à penser que l'amélioration des résultats économiques et commerciaux de nombreux pays partenaires ne peut pas être attribuée directement ou exclusivement aux programmes et projets d'aide pour le commerce.

INTRODUCTION

Le présent rapport a pour but de montrer les résultats de l'aide pour le commerce. Pour cela, il faut d'abord savoir comment on définit des résultats positifs et comment les politiques influent sur ces résultats. C'est seulement après que l'on pourra évaluer les progrès accomplis. Ce chapitre, le premier des deux chapitres consacrés aux résultats de l'aide pour le commerce, s'appuie sur les réponses aux questionnaires des pays partenaires, des donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud. Il permet de comparer les résultats escomptés par ces différents acteurs, leurs perceptions du rôle des politiques complémentaires et leurs vues sur les principales réalisations de l'aide pour le commerce à ce jour. Cette analyse des résultats des questionnaires est complétée par un examen des données empiriques pertinentes et de la littérature plus générale sur le commerce et le développement. Le chapitre suivant analyse les principales questions qui se dégagent des cas d'expérience.

Ce chapitre est organisé de la façon suivante. La première partie montre que, si les pays partenaires considèrent que les exportations sont l'objectif le plus important de l'aide pour le commerce, les donateurs se concentrent plutôt sur la croissance et la réduction de la pauvreté. On examine ensuite les raisons pour lesquelles leurs définitions du succès diffèrent. La section suivante examine comment les pays partenaires perçoivent l'importance des politiques complémentaires et décrit comment ils ont discuté de ces questions avec les donateurs et le secteur privé. Enfin, le chapitre décrit ce que les pays partenaires considèrent comme les principales réalisations de l'aide pour le commerce à ce jour. Bien que l'objectif reste l'accroissement des exportations, les pays partenaires indiquent qu'à ce jour, l'aide pour le commerce a surtout permis de mieux faire connaître et comprendre le rôle du commerce dans le développement.

Qu'est-ce que les partenaires attendent de l'aide pour le commerce ?

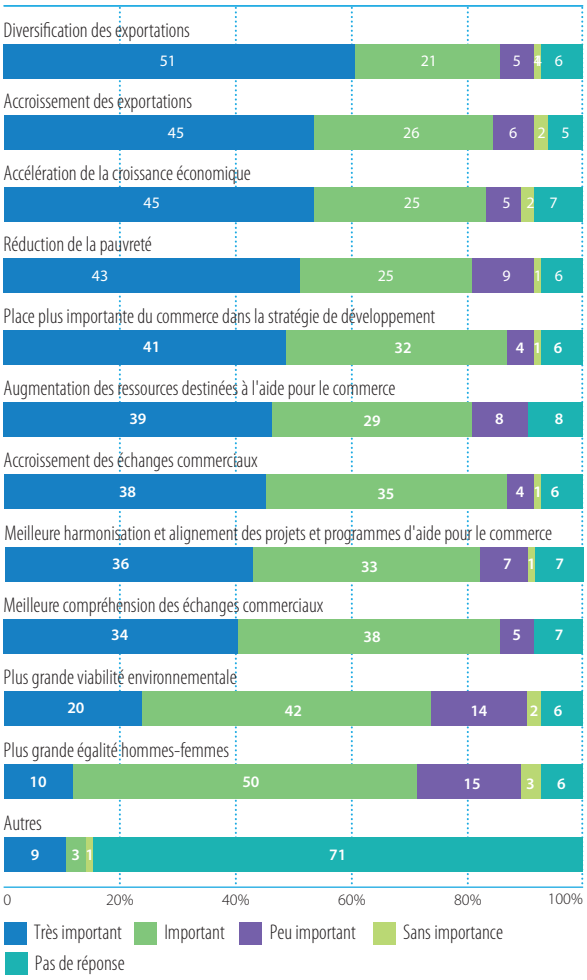
Cette section s'appuie sur les réponses et les observations reçues de 84 pays partenaires. Elle analyse les résultats que ces pays attendent des projets et programmes d'aide pour le commerce.

Les pays partenaires mettent l'accent sur l'accroissement et la diversification des exportations …

La diversification des exportations est ce que les pays partenaires attendent le plus de l'aide pour le commerce. Environ 60 pour cent de ceux qui ont répondu considèrent que la diversification des exportations est un élément « très important », alors que moins de 50 pour cent jugent « très important » l'accroissement

Figure 4.1 Principaux objectifs que les pays partenaires veulent atteindre au moyen de l'aide pour le commerce

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

des exportations. Ces réponses cadrent avec ce qui est identifié comme le principal objectif de l'aide pour le commerce, à savoir la compétitivité (voir le chapitre 1). L'augmentation de la place du commerce dans les stratégies nationales, l'augmentation des apports d'aide pour le commerce et l'amélioration de la fourniture de l'aide sont également considérées comme des objectifs importants. L'intégration du commerce dans les stratégies de développement et une meilleure compréhension par les pays du rôle du commerce dans le développement sont considérées comme des objectifs un peu moins importants, alors que la viabilité environnementale et l'égalité hommes-femmes sont considérées comme des objectifs encore moins importants. Moins de 55 pour cent des pays (45 pays) considèrent que l'accélération de la croissance économique est un objectif « très important » et 51 pour cent seulement (43 pays) estiment que la réduction de la pauvreté est « très importante » (figure 4.1).

Tableau 4.1 Résultats de quelques études établissant un lien entre les exportations et la croissance économique*

Nombre de pays	Période	Impact sur la croissance économique	Source
50	1953-63	Positif	Emery (1967)
41	1950-73	Positif	Michaely (1977)
41	1950-73	Positif	Heller et Porter (1978)
10	1956-73	Positif	Balassa (1978)
11	1960-73	Positif	Balassa (1982)
31	1964-73	Positif	Feder (1983)
4	1955-78	Positif	Nishimizu et Robinson (1984)
73	1960-78	Positif	Kavoussi (1984)
41	1960-81	Ambigu: pour 1960-70 ; positif mais souvent négligeable dans la période récente	Kohli et Singh (1989)
17	1950-80	Positif	Nishimizu et Page (1990)
4	1976-88	Positif	Tybout (1992)
104	1960-88	Positif	Greenaway et Sapsford (1994)
74	Après 1985	Positif	Greenaway *et al.* (1997)
69	1975-93	Positif	Greenaway *et al.* (1999)
79	1970-98	Positif	Wang *et al.* (2004)

** Certaines études considèrent la croissance des exportations et d'autres la croissance de la part des exportations dans le PIB.*
Source : Greenaway et al. *(1999) ; et Hallaert (2006).*

En substance, les pays partenaires ont tendance à considérer les exportations comme une fin en soi, et non comme un moyen d'atteindre un objectif, comme la croissance économique et le développement.

Cette façon de voir repose peut-être sur l'idée pragmatique que les exportations sont cruciales pour régler simultanément un certain nombre de problèmes immédiats. Les pays partenaires indiquent que les exportations augmentent les recettes en devises, lesquelles peuvent être utilisées non seulement pour réaliser les investissements nécessaires, mais aussi pour promouvoir l'emploi et le développement du secteur privé et pour équilibrer la balance commerciale. Par exemple, le Liban et la Gambie mentionnent l'équilibre de la balance des paiements comme un objectif de l'aide pour le commerce et mettent l'accent sur la promotion des exportations pour y parvenir. L'Équateur et Trinité-et-Tobago utilisent l'aide pour le commerce pour promouvoir le développement du secteur privé et accroître l'investissement. Enfin, le Cameroun et la Zambie indiquent que la promotion de l'emploi et le développement de l'infrastructure commerciale sont des objectifs importants de l'aide pour le commerce. La contribution des exportations à la croissance économique est aussi bien documentée dans la littérature économique (tableau 4.1).

… et accordent moins d'attention aux importations …

Les pays partenaires semblent accorder plus d'attention aux exportations qu'aux importations, comme le montre le fait qu'ils sont plus nombreux à placer l' « accroissement des exportations » avant l' « accroissement des échanges commerciaux ». Cela reflète probablement l'économie politique des négociations commerciales qui mettent plus l'accent sur l' « accès aux marchés » que sur la « réforme des importations ». Ce biais apparaît aussi dans l'Initiative Aide pour le commerce elle-même. Bien que la Déclaration de Hong Kong (OMC, 2005) stipule que l'objectif de l'Initiative est « *d'accroître le commerce* », l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce a mis l'accent sur l'accroissement des exportations : « *L'aide pour le commerce vise à aider les pays en développement à accroître leurs exportations de biens et de services, à s'intégrer dans le système commercial multilatéral et à tirer parti de la libéralisation du commerce et de l'élargissement de l'accès aux marchés* » (OMC, 2006). Outre les arguments d'économie politique, le rôle des importations est souvent sous-estimé par les pays et des données empiriques robustes attestant de leur importance ne sont disponibles que depuis peu.

Il est regrettable de sous-estimer l'importance des importations, d'autant plus que la littérature sur le commerce insiste sur le rôle clé des importations dans la compétitivité – qui est l'un des principaux objectifs des pays partenaires. Ces avantages sont décrits succinctement par Krugman (1993, page 24) : « *Ce sont les importations et non les exportations qui sont la finalité du commerce. Ce qu'un pays retire du commerce, c'est la capacité d'importer ce qu'il veut. Les exportations ne sont pas une fin en soi : la nécessité d'exporter est un fardeau qu'un pays doit supporter parce que ses fournisseurs de produits importés ont le mauvais goût de se faire payer.* »

... dont l'importance est reconnue dans la littérature.

La nouvelle théorie de la croissance démontre de façon convaincante qu'il est important de considérer les transferts de technologie inhérents à l'importation de marchandises. Wang *et al.* (2004) ont constaté que les importations ont un impact positif important sur la croissance dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire[1] Rodrik (2007) a démontré que l'importation, l'acquisition et l'adaptation de technologies étrangères avancées est peut-être ce qui relie le plus sûrement le commerce et la croissance dans les pays en développement. Examinant l'expérience des nouveaux pays industrialisés d'Asie, Lin et d'autres (Lin, 2007 ; ONUDI, 2007) ont montré que les pays qui sont les derniers à s'industrialiser peuvent tirer parti des dernières avancées technologiques simplement en les achetant à un coût relativement bas et à moindre risque. Hallaert *et al.* (2011) ont constaté que même dans les petits pays vulnérables sans littoral, les importations favorisent la croissance économique, quoique leur impact varie considérablement parmi les groupes de pays

Des données récentes recueillies au niveau des entreprises et des unités de production confirment encore mieux que les régressions transnationales l'impact positif des importations sur la croissance économique. Ces données montrent comment les importations agissent sur la croissance, notamment *i*) en encourageant la concurrence, ce qui contribue à une meilleure répartition des ressources et à l'amélioration des pratiques de gestion ; *ii*) en réduisant les coûts des intrants et des biens d'équipement ; et *iii*) en améliorant l'accès aux technologies étrangères. La plupart de ces gains tirés du commerce sont des gains dynamiques, c'est-à-dire que les importations accroissent la productivité ce qui stimule la croissance de l'économie et des revenus.[2]

Au moyen d'une analyse multipays au niveau des entreprises, Stone et Shepherd (2011) montrent que ces observations ne sont pas spécifiques à un pays et ne dépendent pas de mesures de libéralisation particulières, mais ont une portée générale. Ils constatent aussi que les importations d'intrants intermédiaires ont un effet positif important sur la productivité totale des facteurs au niveau des entreprises, et que les importations de biens d'équipement ont le même effet mais plus limité : « *Dans l'hypothèse de rendements constants, la productivité d'une entreprise qui importe 100 pour cent de ses intrants est supérieure d'environ 30 pour cent à celle d'une entreprise qui utilise seulement des intrants locaux ; et une entreprise qui utilise des biens d'équipement importés a une productivité supérieure d'environ 20 pour cent à celle d'une entreprise qui n'utilise que des biens d'équipement achetés localement.* » Ce qui est important du point de vue de l'aide pour le commerce, c'est que cette étude montre aussi que les liens entre les biens intermédiaires importés, les gains de productivité et l'innovation sont plus forts dans les pays non membres que dans les pays de l'OCDE.

QU'EST-CE QUE LES DONATEURS ATTENDENT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Cette section s'appuie sur les réponses et les observations reçues de 43 donateurs. Elle analyse les principaux objectifs de leurs projets et programmes d'aide pour le commerce. Trente-quatre donateurs sur 43 (80 pour cent) indiquent qu'ils ont défini des objectifs dans leur stratégie d'aide pour le commerce, alors que neuf, dont la BERD et le FMI, ne donnent pas de réponse claire.

Les donateurs considèrent le commerce comme un moyen d'atteindre certains objectifs …

Pour les donateurs, la réalisation d'objectifs à long terme tels que la réduction de la pauvreté et la croissance économique est la principale priorité (figure 4.2). Les objectifs à plus court terme, comme l'accroissement des exportations ou des échanges, viennent en second. La diversification des exportations, objectif important pour les pays partenaires, ne vient qu'au sixième rang des priorités des donateurs. Après ces objectifs économiques et commerciaux, viennent ceux qui concernent les processus de fourniture de l'aide – une plus grande sensibilisation et une meilleure intégration du commerce. Les objectifs à long terme moins importants comprennent la viabilité environnementale, l'augmentation des apports d'aide pour le commerce et l'égalité hommes-femmes.[3]

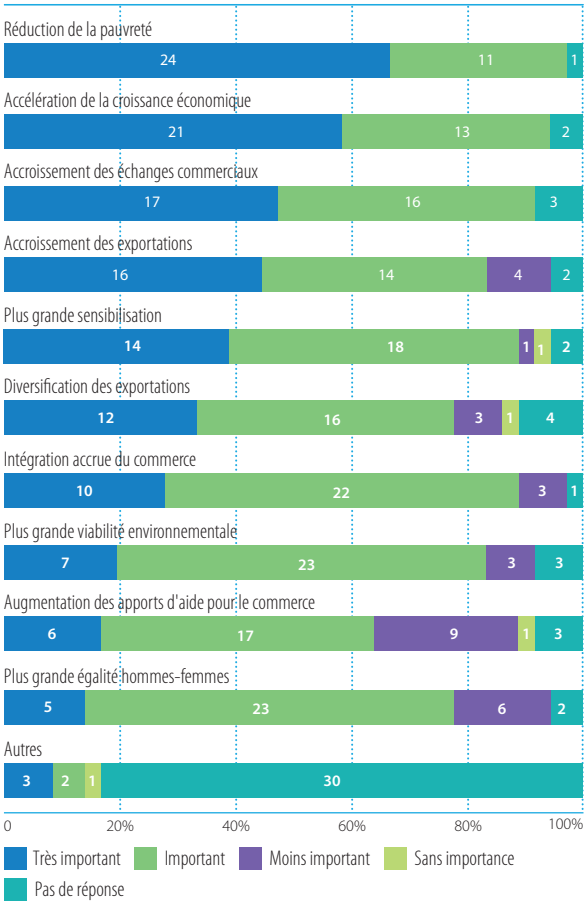
… et accordent un rang de priorité élevé à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Ce classement des priorités des donateurs[4] montre que la plupart d'entre eux considèrent l'aide pour le commerce comme un moyen de promouvoir la croissance économique et de réduire la pauvreté. Ceci n'a rien d'étonnant, vu leurs mandats.

L'accroissement des échanges commerciaux et l'accroissement des exportations viennent en deuxième position, 17 donateurs (près de 50 pour cent) jugeant ces objectifs « très importants ». La diversification des exportations vient après, 12 donateurs seulement (33 pour cent) considérant que c'était un objectif « très important » – seule la Norvège considère que ce n'est pas un objectif important. Dans l'ensemble, les donateurs accordent une priorité plus grande à l'augmentation des exportations des pays partenaires qu'à la diversification ou à la modification de leur composition. Cela peut s'expliquer par le fait que le premier de ces objectifs est plus facile à réaliser que le second.

Figure 4.2 Les objectifs ultimes sont les principales priorités des donateurs

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Une analyse des programmes de développement des exportations, effectuée par Brenton et von Uexhull (2009), a montré que les programmes visant des produits particuliers étaient plus efficaces lorsqu'il existait déjà une activité d'exportation importante (l'efficacité étant mesurée par la croissance des exportations des pays partenaires).

Les auteurs en ont conclu que les obstacles à la croissance des exportations existantes sont peut-être plus faciles à identifier et à surmonter par l'assistance technique que les obstacles au développement de nouvelles exportations.

Les réponses semblent indiquer en outre que les donateurs ont une vision plus large que les pays partenaires du rôle du commerce dans le développement économique – et en particulier qu'ils accordent plus d'attention à l'accroissement du commerce en général, (y compris les importations) et pas seulement des exportations. Par exemple, quatre donateurs (Belgique, Japon, Irlande et Espagne) ont répondu que l'accroissement des exportations était un objectif « moins important » ; aucun donateur ne considère l'accroissement des échanges comme un objectif « moins important ». Les donateurs considèrent aussi la diversification des exportations comme une priorité beaucoup moins importante. Cela peut-être problématique car les pays partenaires voient généralement la diversification des exportations comme un objectif important de l'aide pour le commerce (voir aussi OCDE, 2011a) et comme un domaine où l'alignement doit être amélioré.

En bref, les donateurs et les pays partenaires ne semblent pas avoir le même avis sur l'importance de l'aide pour le commerce pour le commerce, la croissance et le développement. Alors que les pays partenaires ont tendance à privilégier les résultats commerciaux à court terme, les donateurs se concentrent plus sur les effets à long terme sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ils semblent considérer le commerce non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen d'atteindre des objectifs plus larges, comme la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Les objectifs autres que les objectifs économiques fondamentaux, à l'exception de la diversification des exportations, sont généralement jugés beaucoup moins importants par les donateurs. Parmi les objectifs secondaires, une « plus grande sensibilisation » et une « intégration accrue du commerce » sont ceux qui sont le plus souvent mentionnés, 40 pour cent et 28 pour cent des donateurs, respectivement, les considérant comme « très importants ». Cela contraste nettement avec le point de vue des pays partenaires, dont 50 pour cent considèrent l'« intégration du commerce » comme un objectif très important (figure 4.1).[5]

Les dimensions sociales et environnementales de l'aide pour le commerce ne semblent pas être une priorité importante pour les donateurs. Seuls sept donateurs (20 pour cent) considèrent que la viabilité environnementale est un objectif « très important » et l'égalité hommes-femmes est un objectif « très important » pour cinq donateurs seulement (14 pour cent). Cela concorde avec l'opinion des pays partenaires, dont une minorité seulement considère que ces deux objectifs sont « très importants » (24 pour cent et 12 pour cent, respectivement).

L'argent est important pour les donateurs, mais l'efficacité l'est encore plus …

Enfin, les donateurs considèrent que l'augmentation des apports d'aide pour le commerce est moins prioritaire. Six seulement (16 pour cent) y voient un objectif « très important », à peine plus que ceux qui considèrent l'égalité hommes-femmes comme la priorité majeure. Il est clair que l'Initiative Aide pour le commerce a permis de mobiliser des ressources additionnelles (voir le chapitre 2), mais les donateurs semblent considérer que l'amélioration de l'efficacité de l'aide est plus importante pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté que l'accroissement des flux.

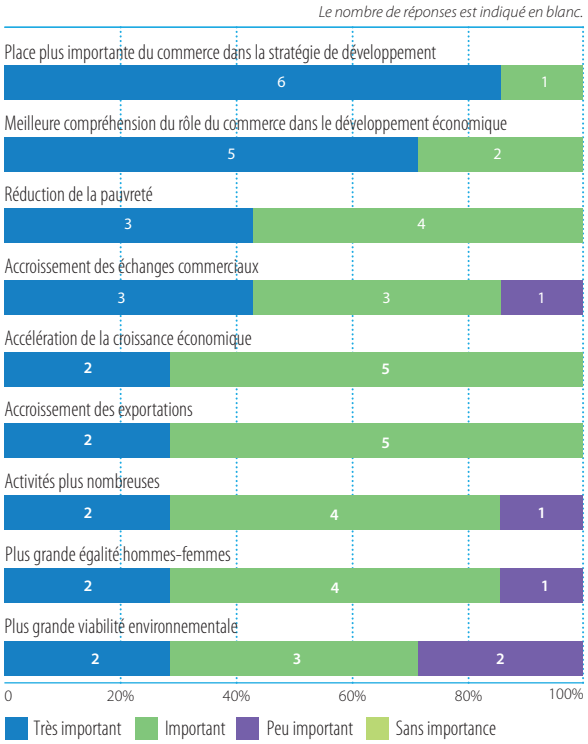
… et une meilleure coordination entre les donateurs est nécessaire.

Les donateurs ont des objectifs très différents, ce qui laisse penser qu'il est possible d'améliorer la coordination entre eux. Ceci est confirmé par une enquête récente de la Commission européenne (2011) auprès des délégations de l'UE et de ses États membres[6] qui indique que, depuis 2008, l'amélioration de la coordination de l'aide pour le commerce de l'UE a été modérée (42 réponses sur 89) ou nulle (30 réponses sur 89). En ce qui concerne la coordination entre les donateurs européens et non européens, 15 seulement font état de progrès importants, et 34 ne voient aucune amélioration ou sont indécis.

Les cas d'expérience soulignent aussi que la coordination entre les donateurs peut-être améliorée (voir le chapitre 5). Par exemple, la réussite du projet de rénovation de la Route de la soie en Azerbaïdjan dépendait essentiellement de la coordination entre de nombreux partenaires de développement et de la désignation d'un seul d'entre eux pour conduire le processus de coordination. À propos de sa stratégie de facilitation des échanges, le Nigéria a noté que « *la clé du succès [a été] l'adoption d'une approche basée sur un partenariat intégré, incluant la plupart des parties prenantes et le secteur privé organisé, ainsi que l'interaction étroite avec les partenaires de développement qui a permis un meilleur alignement de leur soutien au programme* ».

Figure 4.3 Priorités des fournisseurs Sud-Sud

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Les fournisseurs Sud-Sud définissent les résultats sous des angles différents.

Comme le montre la figure 4.3, les priorités des fournisseurs Sud-Sud sont très différentes de celles des pays partenaires et des donateurs. Par exemple l' « intégration » et la « sensibilisation » sont les principaux objectifs des fournisseurs Sud-Sud, mais sont beaucoup moins importants pour les pays partenaires et les donateurs. L'écart est encore plus grand dans le cas de l' « accroissement des exportations », qui est le principal objectif des pays partenaires, mais est beaucoup moins important pour les fournisseurs Sud-Sud. Ces différences s'expliquent en grande partie par le fait que les fournisseurs de coopération Sud-Sud se concentrent sur l'assistance technique et la formation.

Les exemples donnés par les fournisseurs Sud-Sud pour illustrer le succès de la coopération liée au commerce sont semblables à ceux des donateurs. Le Chili et le Mexique indiquent que les projets visant à renforcer et développer les capacités institutionnelles ont donné des résultats satisfaisants, et la Chine signale que son investissement de 30 millions de dollars EU dans le tronçon laotien de l'autoroute Kunming–Bangkok a beaucoup contribué au développement commercial et économique de la sous-région du grand Mékong.

LES POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES SONT-ELLES IMPORTANTES POUR OBTENIR DES RÉSULTATS ?

Bon nombre des objectifs de l'aide pour le commerce mentionnés par les donateurs et les pays partenaires nécessitent des politiques d'accompagnement ou des politiques complémentaires. Afin de maximiser l'impact positif de l'aide pour le commerce sur le commerce, la croissance et le développement, il faut définir ces politiques et leur échelonnement au stade de la conception des interventions et elles doivent être examinées en détail par les pays partenaires et les donateurs.

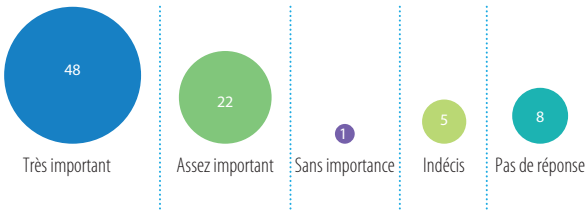
Il peut-être difficile pour les pays en développement de profiter des bienfaits du commerce, et bien souvent, les réformes commerciales ne suffisent pas pour assurer la croissance. Les pays partenaires sont très conscients de l'importance des politiques complémentaires pour assurer la viabilité de leurs réformes commerciales et maximiser l'impact économique positif du commerce.

Les pays partenaires reconnaissent l'importance des politiques complémentaires …

Comme le montre la figure 4.4, plus de 83 pour cent des pays partenaires (70 sur 84) indiquent que les politiques complémentaires sont importantes pour le succès de l'aide pour le commerce, et plus de la moitié (48) jugent ces politiques « très importantes ».[7] Cinq pays seulement (Dominique, Éthiopie, Maurice, Îles Salomon et Trinité-et-Tobago) ont répondu qu'ils étaient « indécis » quant à l'importance des politiques complémentaires, et un seul pays (Serbie) a répondu qu'elles étaient « sans importance ». Les réponses aux questionnaires font apparaître un large consensus parmi les régions et les groupes de revenu sur le rôle crucial des politiques complémentaires dans le succès de l'aide pour le commerce.

Si l'on combine toutes les réponses significatives (« très important » et « assez important »), on voit que près de 80 pour cent des groupes de revenu et plus de 73 pour cent des régions conviennent que les politiques complémentaires sont importantes pour le succès de l'aide pour le commerce. Le grand nombre de réponses positives révèle que les pays sont bien conscients du rôle crucial que les politiques complémentaires jouent pour faire en sorte que le commerce contribue à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. En outre, les informations en retour fournies par les pays partenaires donnent à penser qu'une plus grande attention doit être accordée aux politiques complémentaires dans la conception des projets et programmes d'aide pour le commerce.

Figure 4.4 Importance des politiques complémentaires pour le succès de l'aide pour le commerce



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc.*

… des politiques macro-économiques d'accompagnement sont nécessaires pour que les réformes soient viables …

S'appuyant sur l'expérience des réformes commerciales passées, Hallaert (2010) montre que le succès de l'aide pour le commerce dépend essentiellement de l'adoption de politiques macro-économiques d'accompagnement assurant la viabilité des réformes.[8] Ces politiques peuvent être nécessaires pour empêcher les revirements de politique. Cette section examine les problèmes budgétaires et les difficultés de balance des paiements ainsi que les disparités de taux de change qui peuvent compromettre la viabilité des réformes commerciales.

… l'ajustement lié au commerce peut jouer un rôle budgétaire important …

La viabilité des réformes commerciales peut-être compromise par des difficultés budgétaires, par exemple, si ces réformes entraînent une diminution des recettes douanières, problème particulièrement aigu quand ces recettes représentent une part assez importante des revenus de l'État (Ebrill *et al.*, 1999).[9] L'aide pour le commerce peut aider à remédier à ces problèmes, par exemple, en apportant une assistance technique pour la conception des réformes commerciales, en aidant à réorienter le régime fiscal des droits de douane vers les taxes intérieures, et en fournissant un soutien financier pour compenser les coûts d'ajustement. La réduction de la dépendance à l'égard des recettes douanières est au centre des recommandations et de l'assistance technique d'organisations internationales comme l'OCDE et le FMI. Cette stratégie a du bon – quel que soit son rôle dans le soutien de la réforme commerciale – car les droits de douane sont une source de recettes assez inefficace, et qui génère des distorsions.[10]

En outre, en compensant la perte de revenus due à la réforme commerciale par des recettes intérieures, les pays peuvent relever les défis de la mondialisation tout en gardant les ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins de développement. Qui plus est, les recettes provenant de taxes intérieures sont généralement moins instables que les recettes douanières – qui dépendent des flux commerciaux – ou que les recettes venant d'autres sources extérieures, comme l'aide, les envois de fonds ou les IED (Bulír et Hamann, 2007). Elles assurent aux gouvernements une plus grande stabilité budgétaire et elles peuvent aider à couvrir les coûts récurrents d'entretien des projets financés par l'aide, y compris les projets d'infrastructures (Gupta et Tareq, 2008).

De plus, le fait d'aider les pays à se réorienter vers les taxes intérieures permet d'assurer une cohérence entre les différentes formes d'aide, notamment l'aide pour le commerce et le soutien budgétaire. Les pays partenaires ont des besoins considérables en matière de développement, qui exigent une augmentation des dépenses. Pour financer ces dépenses de manière durable, il est important que les donateurs respectent leurs engagements ; mais il est important aussi que les pays génèrent des ressources internes. Outre la question de la viabilité, il faut veiller à la cohérence des différentes formes d'aide. L'aide pour le commerce et l'ajustement lié au commerce doivent permettre de compenser les pertes de recettes dues à la réforme commerciale par de nouvelles sources de revenus. Sans cela, l'aide pour le commerce risque d'affaiblir la capacité des pays bénéficiaires à financer leur développement – capacité que les aides budgétaires et l'allègement de la dette sont censés renforcer.

Toutefois, l'expérience a montré que le rééquilibrage fiscal dans les pays en développement exige une certaine prudence. Dans la pratique, il n'a connu qu'un succès partiel dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Examinant l'expérience de 125 pays entre 1975 et 2000, Baunsgaard et Keen (2005) concluent que ceux qui étaient les plus tributaires des taxes sur le commerce n'ont pas pu compenser par d'autres sources de revenus les pertes de recettes dues à l'abaissement des droits de douane et d'autres impositions. En moyenne, les pays à faible revenu n'ont récupéré « *dans le meilleur des cas, que 30 cents pour chaque dollar perdu* », et les pays à revenu intermédiaire n'ont récupéré que 45 à 65 cents. De ce fait, la diminution du ratio des taxes sur le commerce au PIB dans les pays à faible revenu s'est accompagnée d'une diminution de la part des recettes fiscales totales dans le PIB. Néanmoins, cette moyenne décevante masque le fait que quelques pays à faible revenu ont pu compenser pleinement les pertes de revenus dues à la libéralisation des échanges.

… et peut aider à remédier aux problèmes de balance des paiements.

La viabilité de la réforme commerciale peut-être compromise aussi par des problèmes de balance des paiements, en particulier s'ils sont dus à une politique de change inappropriée ou incertaine.[11] Si une monnaie est surévaluée, la libéralisation des échanges peut provoquer une augmentation des importations et une diminution des exportations – en raison de la perte de compétitivité au niveau des coûts – et la demande excédentaire de devises entraîne des problèmes de balance des paiements. Cela s'accompagne en général d'un ralentissement de l'activité économique intérieure et d'une augmentation du chômage car la contraction des secteurs concurrençant les importations n'est pas compensée par une expansion du secteur exportateur. Les gouvernements ont alors le choix entre l'ajustement du taux de change ou l'inversion de la réforme commerciale. Shatz et Tarr (2002), parmi beaucoup d'autres, ont montré que de nombreux pays en ont fait l'expérience, en particulier à la suite des réformes commerciales des années 1980 et 1990.

L'aide pour le commerce a un rôle important à jouer pour éviter ces problèmes, en particulier en permettant une réponse rapide des exportations aux réformes commerciales, évitant ainsi les problèmes de balance des paiements et d'emploi ou les problèmes budgétaires. Ces problèmes sont aggravés par le fait que la réforme commerciale a tendance à provoquer une poussée rapide des importations – au détriment du secteur qui concurrence les importations, alors que l'expansion du secteur des exportations ne se produit qu'après un certain temps. C'est pourquoi une réaction rapide des exportations permet d'atteindre un autre objectif de l'aide pour le commerce, qui est atténuer les coûts d'ajustement de la réforme commerciale. En outre, si la population ressent les avantages immédiats de la réforme, elle a davantage de chances de la soutenir.

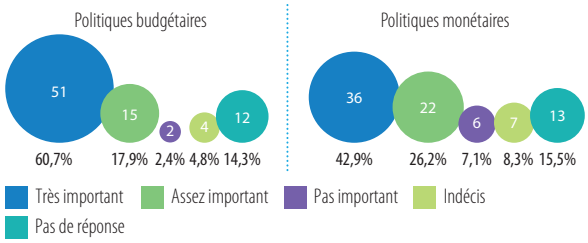
L'importance des politiques macro-économiques d'accompagnement est mise en évidence par une étude économétrique de Hallaert *et al.* (2011), qui tente de quantifier la gravité des différents obstacles à l'expansion du commerce des pays partenaires. Les auteurs montrent que la politique budgétaire et la politique de change ont l'une et l'autre un impact important et statistiquement significatif sur les résultats commerciaux des pays partenaires. Une augmentation des dépenses publiques représentant 1 pour cent du PIB est associée à une baisse de 1,8 pour cent du ratio des exportations au PIB. En outre, une appréciation de 10 pour cent du taux de change effectif réel est associée à une diminution du ratio d'ouverture de près de 7 pour cent du PIB.

La même étude montre que l'impact des dépenses publiques et de la surévaluation du taux de change sur les résultats commerciaux diffère selon les groupes de pays (économies sans littoral, petites économies vulnérables et exportateurs de produits de base). L'étude montre aussi que l'impact des politiques macro-économiques d'accompagnement est souvent plus important que celui d'une réduction des obstacles à l'exportation grâce à l'aide pour le commerce.

Les partenaires accordent plus d'importance aux politiques budgétaires qu'aux politiques monétaires.

Conformément aux données empiriques, 51 pays partenaires sur 84 (61 pour cent) classent la politique budgétaire, le cadre réglementaire et une meilleure gouvernance parmi les trois principales politiques complémentaires (figure 4.5). Bien qu'ils n'aient pas pu indiquer exactement, dans le questionnaire, quel aspect de la politique budgétaire ils jugeaient le plus important, leurs observations donnent à penser que les recettes fiscales étaient l'élément essentiel. Le Gabon et la Gambie soulignent l'importance d'une réforme fiscale qui favorise le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Le Guatemala et Saint-Vincent-et-les Grenadines mettent l'accent sur la nécessité d'augmenter les taxes intérieures (comme la TVA et l'impôt sur le revenu) et d'assurer leur recouvrement. Ces observations sont corroborées par la littérature économique qui montre aussi que les politiques fiscales peuvent créer un environnement propice au commerce et à l'investissement (OCDE, 2009).

Figure 4.5 Importance des politiques macro-économiques



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc.*

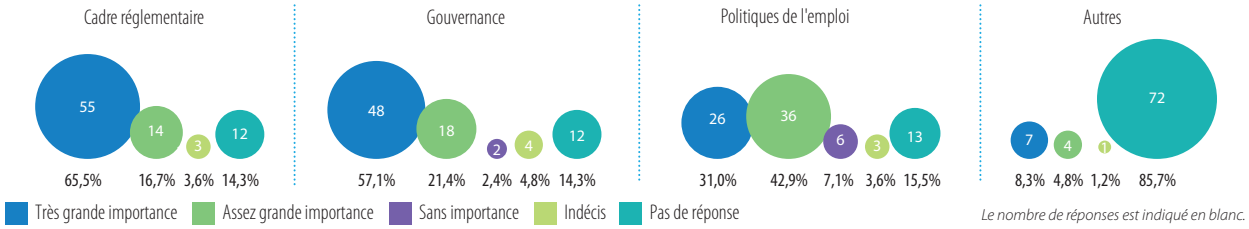
En ce qui concerne la politique monétaire et la politique de change, les pays partenaires considèrent qu'elles sont relativement moins importantes pour le succès de l'aide pour le commerce que les politiques budgétaires. Sur les 84 pays qui ont répondu, 36 seulement estiment que la politique monétaire est « très importante », et 22 disent qu'elle est « assez importante » (figure 4.5). Dans ses observations sur la politique monétaire, la Gambie fait valoir que l'abaissement des taux d'intérêt peut stimuler l'investissement. Le Panama souligne le rôle important de la politique monétaire dans l'élimination ou la réduction des principaux obstacles à la compétitivité.

Les politiques structurelles sont importantes pour l'expansion du commerce.

L'importance des politiques structurelles est mise en relief dans une étude récente de Dufrénot *et al.* (2010), qui montre que, si l'existence d'une corrélation statistiquement significative entre l'ouverture commerciale (mesurée par le ratio de la somme des exportations et des importations au PIB) et la croissance économique entre 1980 et 1995 n'est pas établie, il existait une corrélation étroite entre 1996 et 2000. Les auteurs concluent que cela tient principalement au fait que la libéralisation du commerce a été complétée par des mesures d'accompagnement pendant la deuxième période mais pas pendant la première. Entre 1996 et 2000 « *les politiques commerciales ont été complétées par des réformes axées davantage sur d'autres politiques macro-économiques et sociales, notamment sur des réformes visant à accroître la productivité et les dépenses sociales, à améliorer le climat d'investissement et à renforcer les institutions* » (Dufrénot *et al.*, 2010, page 742). À l'appui de cette thèse, Hallaert *et al.* (2011) montrent que les politiques structurelles sont très importantes pour l'expansion des échanges commerciaux et la croissance économique, car elles influent sur des facteurs, tels que l'investissement, la productivité du travail et la participation, qui ont un impact important sur les résultats commerciaux.

Les politiques complémentaires notamment les politiques en matière d'emploi, d'éducation et de réglementation, ont aussi une importance cruciale pour réduire la pauvreté et faciliter l'ajustement structurel, objectifs clés de l'aide pour le commerce (OCDE, 2011). D'après une étude récente de l'OCDE (2005, pages 16 et 17), « *l'effet combiné de mesures complémentaires sera plus important que la somme des diverses actions entreprises* [. . .]. *Le succès de l'ajustement structurel repose moins sur les différentes politiques mises en œuvre que sur la façon dont elles interagissent* ». Cette étude souligne en outre qu'il faut veiller à l'échelonnement adéquat et à la coordination des politiques complémentaires, car les gains résultant du commerce et les coûts d'ajustement se manifestent à des moments différents.[12] En outre, bien qu'il existe des données empiriques montrant que l'accroissement des échanges aide à réduire la pauvreté en moyenne, cela suppose aussi un ajustement économique qui a des effets sur la répartition des revenus. La libéralisation des échanges n'a pas le même impact sur tous les groupes socioéconomiques – faisant des gagnants et des perdants – d'où la nécessité d'appliquer des politiques complémentaires pour mieux répartir les avantages et les coûts de l'ouverture des marchés.[13]

Figure 4.6 Importance des politiques structurelles



SSource : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Le cadre réglementaire influe sur l'impact du commerce sur la croissance …

Les pays partenaires considèrent le cadre réglementaire comme la politique structurelle la plus importante pour le succès de l'aide pour le commerce, avant la gouvernance et bien avant les politiques (figure 4.6). La littérature sur le commerce et la croissance fournit de nombreuses données montrant que la réforme de la réglementation accroît l'impact positif du commerce sur la croissance. Par exemple, Chang *et al.* (2009) ont constaté que cet impact est plus grand en présence de réformes de l'éducation, des infrastructures, des finances, des institutions et de la réglementation. Bolaky et Freund (2008) ont également constaté que l'impact de la libéralisation des échanges est renforcé si elle s'accompagne d'une réforme de la réglementation. Ils ont montré que, dans les économies très réglementées, l'accroissement des échanges n'a pas d'effet positif sur la croissance. Mais, après avoir éliminé les effets de la réglementation intérieure, ils trouvent que l'impact du commerce sur la croissance est encore plus grand que ce qu'indiquent d'autres études.

Les pays partenaires considèrent que le cadre réglementaire est la politique complémentaire la plus importante. Sur les 84 pays qui ont répondu au questionnaire, 55 indiquent qu'il est « très important » et 14 qu'il est « assez important », ce qui témoigne d'un large consensus sur son rôle dans le succès et l'efficacité de l'aide pour le commerce (figure 4.6). Ce consensus peut-être dû au fait que le cadre réglementaire est une préoccupation majeure du secteur privé et que 64 pour cent des pays partenaires indiquent qu'ils discutent de ces questions avec le secteur privé. En fait, le secteur privé ainsi que les donateurs multilatéraux sont les principaux interlocuteurs dans le dialogue sur les politiques complémentaires (figure 4.7).

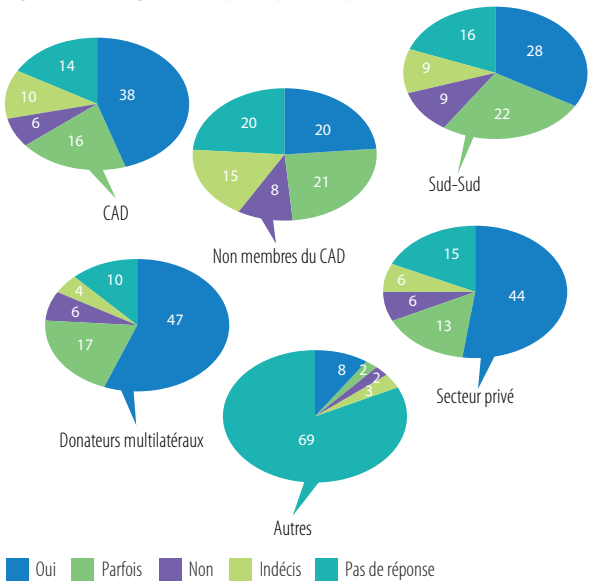
En ce qui concerne l'importance relative du cadre réglementaire pour les différents groupes de revenu, ce sont les PMA qui lui accordent le moins d'importance, 57 pour cent seulement considérant qu'il a une « très grande importance ». Cela est surprenant quand on sait à quel point les contraintes réglementaires influent sur les conditions d'activité dans les PMA.

La plupart des observations des pays partenaires concernant les politiques complémentaires ont trait au cadre réglementaire. Les pays partenaires considèrent en particulier que les politiques commerciales et les réglementations visant à améliorer le climat des affaires – notamment les réglementations douanières, sectorielles et financières – déterminent le succès de l'aide pour le commerce.

S'agissant des politiques qui influent sur l'environnement économique, l'Ouganda et le Zimbabwe indiquent que les programmes de facilitation des échanges, notamment la création de guichets uniques aux frontières, ont réduit les retards et les coûts de transport. La République démocratique populaire (RDP) lao et le Liban, dont le processus d'accession à l'OMC est en cours, soulignent la nécessité d'appliquer des lois sur la concurrence et de créer des organismes chargés de faire respecter ces lois (comme un conseil de la concurrence).

Les pays partenaires ont mentionné qu'ils discutent parfois du cadre réglementaire sur une base sectorielle. Par exemple, le Tchad, l'Union des Comores et la République du Congo (Congo-Brazzaville) mettent l'accent sur l'amélioration de la réglementation dans le secteur agricole. Le Belize applique des mesures SPS et une réglementation OTC pour faire en sorte que seuls des produits sûrs et certifiés sont mis sur le marché. Ces mesures complètent les efforts faits pour mobiliser des ressources financières au titre de l'aide pour le commerce afin d'accroître la production et les exportations. Le Liban souligne la nécessité d'appliquer une législation sur la sécurité sanitaire des aliments, afin d'augmenter les exportations de produits alimentaires. L'Équateur, la République du Congo et l'Union des Comores soulignent l'importance des réglementations nationales pour le développement industriel dans les secteurs de la pêche et du tourisme. Fidji et la Gambie mettent en avant le rôle de la réglementation financière – en particulier, celle qui vise à améliorer l'accès au crédit – pour stimuler l'investissement. La Zambie fait état d'une baisse d'activité dans le secteur des exportations floricoles et horticoles due à la restriction de l'accès au crédit.

Figure 4.7 Dialogue sur les politiques complémentaires



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc.*

… tandis que la bonne gouvernance est une condition préalable du commerce et de la croissance.

La gouvernance est une autre politique complémentaire que les pays partenaires jugent essentielle pour le succès de l'aide pour le commerce. Selon Rodrik (2000), les institutions politiques sont d'une importance cruciale pour le développement économique en raison de leur rôle clé dans la réduction des conflits sociaux et dans la négociation de compromis. Les analyses transnationales aboutissent à une conclusion claire : la gouvernance est un déterminant important des résultats commerciaux.[14]

La gouvernance est importante aussi pour l'efficacité de l'aide. Le problème de la corruption a été abordé au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Paris en 2005, dans le cadre duquel des engagements ont été pris pour améliorer la transparence et la « responsabilité mutuelle », ce qui montre que les donateurs reconnaissent de plus en plus l'importance d'une bonne gouvernance pour les résultats en matière de développement et pour l'efficacité de l'aide.[15] La Commission pour l'Afrique (2005, page 25) a été encore plus catégorique, notant que « *la question de la bonne gouvernance et du renforcement des capacités est au cœur de tous les problèmes de l'Afrique* ».

Pour les pays partenaires, l'amélioration de la gouvernance est la politique structurelle complémentaire la plus importante, au même titre que le cadre réglementaire (figure 4.5) ; 48 pays partenaires sur 84 ont indiqué que la gouvernance avait une « très grande importance » et 18 une « assez grande importance » (18 pays sur 84). Les PRITS ont été les moins nombreux à dire que la gouvernance avait une « très grande importance », peut-être parce qu'ils sont généralement mieux placés en termes de qualité de la gouvernance et qu'ils peuvent donc accorder plus d'attention à d'autres politiques complémentaires.

Le Népal indique que la bonne gouvernance est essentielle pour l'efficacité de l'aide pour le commerce. Par contre, pour le Burundi et le Kenya, la gouvernance est la cause profonde de l'échec des processus d'aide pour le commerce. D'après le Kenya, la corruption peut-être l'un des principaux obstacles à l'aide pour le commerce. La Gambie fait remarquer que l'adoption de bonnes pratiques peut permettre d'attirer davantage d'aide des donateurs bilatéraux et multilatéraux.

Les pays partenaires s'accordent à reconnaître que le renforcement de la gouvernance est une condition préalable de l'amélioration des résultats commerciaux et de la croissance économique. Au lendemain de la récente crise financière, il est encore plus important que les pays partenaires réforment la gouvernance et que la communauté des donateurs tienne ses engagements en matière de financement et assure une meilleure gestion de la fourniture de l'aide (Kaufmann, 2009).

Les politiques de l'emploi ont une influence décisive sur la productivité du travail et la compétitivité …

Hallaert *et al.* (2011) soutiennent que les politiques visant à améliorer la productivité du travail, notamment les réformes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi, peuvent aussi contribuer grandement à l'expansion des échanges. Ils arrivent à la conclusion qu'un accroissement de 10 pour cent de la productivité du travail entraîne une augmentation de 3 pour cent du ratio des exportations au PIB.

Toutefois, les politiques de l'emploi ne semblent pas être une priorité pour les pays partenaires. Parmi les cinq politiques complémentaires mentionnées dans le questionnaire, la politique de l'emploi est celle qui a reçu le moins de réponses « très grande importance » (26 pays sur 84, soit 31 pour cent) (figure 4.5). L'importance des politiques de l'emploi a été soulignée surtout par les APFR (13 pays sur 14, soit 93 pour cent), suivis par les PMA (25 pays sur 30, soit 83 pour cent), les PRITI (15 pays sur 19, soit 79 pour cent) et les PRITS (9 pays sur 20, soit 45 pour cent). Le pourcentage beaucoup moins élevé de réponses positives parmi les PRITS s'explique peut-être par le fait que leur marché du travail fonctionne relativement mieux.

En outre, les pays ont fait assez peu d'observations sur cette question, à l'exception, des Fidji, de la Gambie et du Cameroun, qui soulignent qu'il est important d'investir dans la formation du capital humain, en particulier de former les travailleurs non qualifiés et d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre, en créant, par exemple des centres nationaux pour l'emploi. La Gambie et le Cameroun soulignent également l'importance des politiques visant à promouvoir l'emploi, en particulier dans le secteur industriel.

… mais d'autres politiques doivent aussi être prises en considération …

Les pays partenaires estiment que deux autres politiques complémentaires – en matière d'investissement et d'éducation – ont une importance cruciale pour le succès de l'aide pour le commerce. Par exemple, l'Union des Comores, le Honduras et le Niger soulignent la nécessité d'améliorer le climat d'investissement. Leurs observations sont corroborées par des travaux de recherche qui montrent que l'investissement – en apportant de nouvelles technologies, en augmentant la productivité et en reliant les pays aux chaînes de valeur mondiales – est la principale courroie de transmission aussi bien entre le commerce et la croissance et entre l'aide et la croissance.[16]

Dans de nombreux pays partenaires, l'IED occupe une place importante ; une politique d'investissement non discriminatoire est donc essentielle pour le développement. La Malaisie fait remarquer que la création d'un environnement propice à l'IED peut aider à atteindre certains des grands objectifs de l'aide pour le commerce (OCDE, 2011), à savoir l'expansion et la diversification des exportations et la croissance économique (Dogan *et al.*, 2011).

… notamment en matière d'éducation.

La capacité à attirer l'IED dépend souvent de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée, comme le font observer les Fidji qui soulignent l'importance des politiques en matière d'éducation. Krueger (2011) note que « *comme pour les autres conditions préalables d'une stratégie commerciale tournée vers l'extérieur, il est indispensable d'accorder une attention appropriée à l'éducation et à la formation, non seulement pour assurer le succès de cette stratégie, mais aussi pour l'activité économique dans le pays* ». Dans une analyse transnationale, Chang *et al.* (2009) constatent que l'impact positif du commerce sur la croissance économique est plus important lorsque les niveaux d'éducation sont plus élevés.

S'il est vrai que l'aide pour le commerce ne joue aucun rôle direct dans l'éducation, les activités de renforcement des capacités du secteur privé et les programmes de formation peuvent contribuer au développement du capital humain dans les pays partenaires. Cependant, plusieurs pays se sont dits préoccupés par le fait que certains projets et programmes d'éducation n'ont pas de lien direct et clair avec le commerce, et pourtant les donateurs les font figurer parmi leurs activités d'aide pour le commerce.

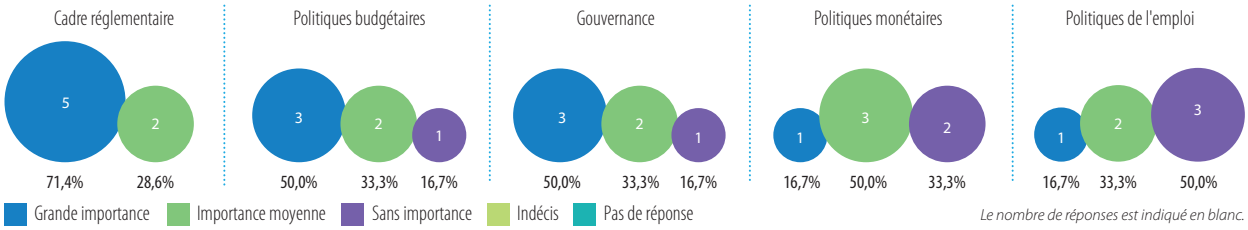
Malgré le large consensus sur l'importance des politiques complémentaires, il subsiste une certaine confusion au sujet de leur relation avec l'aide pour le commerce. Par exemple, la formation et l'éducation dans le domaine de la politique commerciale relèvent clairement de l'aide pour le commerce, bien que certains pays partenaires les considèrent comme des politiques complémentaires. D'autres pays considèrent les accords commerciaux régionaux (ACR) comme des politiques complémentaires lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre du programme d'aide pour le commerce.

Les politiques complémentaires sont parfois discutées avec les donateurs …

Les politiques complémentaires devraient être prises en considération dans la conception et l'échelonnement des réformes commerciales qui, si elles bénéficient d'une aide extérieure, doivent faire l'objet d'un dialogue entre les pays partenaires et les donateurs. D'après les pays partenaires, l'intensité du dialogue sur les politiques complémentaires varie selon les donateurs, mais, dans l'ensemble, sa fréquence est de plus en plus grande. Un dialogue régulier sur les politiques complémentaires a lieu avec les donateurs multilatéraux (56 pour cent), avec le secteur privé (52 pour cent) et avec le Comité d'aide au développement (CAD) (45 pour cent). Les pays partenaires discutent moins fréquemment des politiques complémentaires avec les donateurs non membres du CAD (24 pour cent)[17] et avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud (33 pour cent) (figure 4.7).

L'enquête montre qu'un dialogue sur les politiques complémentaires a lieu surtout avec les donateurs multilatéraux et le secteur privé, ce qui n'a rien d'étonnant. En effet, les politiques complémentaires sont souvent incluses dans le dialogue avec les donateurs multilatéraux, car leurs programmes sont vastes et complexes. De même, les programmes et projets du secteur privé sont directement affectés par les politiques complémentaires, par exemple, par le cadre réglementaire.

Figure 4.8 Importance des politiques complémentaires pour les fournisseurs Sud-Sud



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Comme cela est indiqué plus haut, la fréquence du dialogue avec le secteur privé peut expliquer pourquoi les pays partenaires considèrent le cadre réglementaire comme la politique complémentaire la plus importante. Certains pays partenaires, comme la Gambie, soulignent aussi cela dans leurs observations (voir plus loin).

… mais le dialogue doit être plus inclusif …

La fréquence avec laquelle les politiques complémentaires sont incluses dans le dialogue varie selon qu'il s'agit de donateurs du CAD ou de donateurs non membres du CAD. Alors que 45 pour cent des pays partenaires indiquent que les politiques complémentaires font partie de leur dialogue avec les membres du CAD, ce pourcentage est beaucoup plus bas dans le cas des donateurs non membres du CAD (24 pour cent). Sur les 84 pays qui ont répondu au questionnaire, 16 (25 pour cent) indiquent qu'il n'y a pas de dialogue (ou qu'ils ne sont pas sûrs qu'il y a un dialogue sur les politiques complémentaires) et 16 (25 pour cent) indiquent que les politiques complémentaires ne sont discutées que « parfois ».

Si le dialogue sur les politiques complémentaires avec les donateurs non membres du CAD est limité, c'est peut-être parce que les coûts de transaction sont élevés. Selon Davies (2008), « *le renforcement des capacités institutionnelles et humaines pour fournir une aide au développement est l'un des principaux problèmes pour les donateurs non membres du CAD. (…) Dans ce contexte, la mise en œuvre de la Déclaration de Paris peut comporter des coûts de transaction élevés qui peuvent leur sembler trop importants par rapport au niveau de leur coopération pour le développement avec un pays partenaire* ».

… et doit inclure les fournisseurs d'assistance Sud-Sud.

Les fournisseurs de coopération Sud-Sud ne semblent pas être les mieux placés pour conduire le dialogue sur les politiques complémentaires avec les pays partenaires. Dans le cadre de l'enquête de 2011, dix fournisseurs de coopération Sud-Sud ont répondu à un questionnaire portant spécialement sur la coopération Sud-Sud. Bien que les fournisseurs de coopération Sud-Sud soient mieux classés que les donateurs non membres du CAD pour ce qui est du dialogue sur les politiques complémentaires, seuls 28 pays partenaires sur 84 (33 pour cent) ont répondu qu'ils avaient régulièrement un dialogue avec eux. Il est intéressant de noter que l'Argentine, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Équateur, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique (8 pays sur 10) estiment que les politiques complémentaires sont importantes pour le succès de l'aide pour le commerce (voir la figure 4.8). Seuls le Brésil et Oman ne pensent pas que ces politiques soient importantes, et le Brésil fait remarquer que la coopération Sud-Sud devrait promouvoir le partenariat et la solidarité entre les pays en développement et ne devrait pas être considérée comme de l'APD classique.

Les fournisseurs de coopération Sud-Sud partagent l'avis des pays partenaires selon lequel le cadre réglementaire, les politiques budgétaires et la gouvernance sont les trois politiques complémentaires les plus importantes.[18] Malgré ce consensus, l'absence de dialogue fait que ces politiques ne sont pas toujours incorporées dans les projets et programmes d'aide pour le commerce. Par exemple, l'Inde indique que quelques PMA ont demandé que son système de préférences tarifaires en franchise de droits s'applique à un plus grand nombre de produits, alors que, d'après les données commerciales de l'Inde, les PMA n'exportent même pas les produits actuellement visés par le système. Malgré cette différence entre les perceptions et la réalité, l'Inde est en train de revoir son système de préférences tarifaires sur la base des réactions des PMA et des résultats d'études, afin de déterminer si son champ d'application doit être élargi et s'il y a lieu de modifier les règles d'origine. Les observations de l'Inde montrent bien qu'il faut promouvoir le dialogue entre les pays partenaires et les fournisseurs de coopération Sud-Sud pour que l'aide pour le commerce soit efficace.

La principale raison du manque de dialogue avec les fournisseurs Sud-Sud est peut-être que ces donateurs sont différents des donateurs traditionnels. Les fournisseurs Sud-Sud ont tendance à mettre l'accent sur le développement des capacités humaines et institutionnelles et sur des projets spécifiques. En outre, ils préfèrent souvent ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des pays partenaires. Mais, le dialogue sur les politiques complémentaires ne constitue pas nécessairement une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, et il peut contribuer au succès de l'aide pour le commerce.

Le dialogue entre les pays partenaires et les autres parties prenantes semble moins fréquent, puisque 63 pour cent des pays ont répondu qu'il n'y avait aucun dialogue (ou n'ont donné aucun renseignement précis sur ce dialogue). S'il est vrai que la catégorie « autres » est vague et qu'aucun détail n'est donné, les observations faites donnent à penser qu'un dialogue sur les politiques complémentaires a lieu en interne. En effet, plusieurs pays signalent que ces discussions ont lieu dans le contexte de réunions organisées au niveau local avec différentes parties prenantes, par exemple, lors de réunions des groupes sectoriels du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) (Burundi), au sein des comités interministériels (Union des Comores), lors de tables rondes de la société civile (République du Congo), dans les institutions spécialisées chargées de la promotion du commerce et au sein des organisations régionales, comme la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (Nigéria).

Les politiques complémentaires doivent être intégrées dans les discussions nationales sur l'aide pour le commerce.

D'autres indiquent que, si les politiques complémentaires font l'objet de discussions avec les différents donateurs, ces discussions ne s'inscrivent pas dans le cadre précis de l'aide pour le commerce, mais ont plutôt lieu lors de tables rondes ou de conférences annuelles avec les donateurs. Par exemple, bien que la Gambie « *n'ait pas nécessairement un dialogue sur l'aide pour le commerce ... le dialogue avec les donateurs du CAD et les donateurs multilatéraux est l'occasion de discuter simultanément de l'assistance liée au commerce et des politiques complémentaires, par exemple lors des tables rondes avec les donateurs* ». Les Tonga indiquent également que les politiques complémentaires sont discutées pendant le « *dialogue annuel dans le cadre des missions des donateurs et de la signature de mémorandums d'accord* ».

De même, Saint-Vincent-et-les Grenadines soulignent que les politiques complémentaires ne sont pas discutées dans le contexte particulier de l'aide pour le commerce, mais plutôt dans le cadre de chaque accord de financement : « *Tout financement négocié avec des donateurs internationaux dépend généralement d'une analyse de la situation économique du pays, y compris de ses politiques budgétaire et monétaire, des questions de gouvernance et du cadre réglementaire.* »

Par contre, les Îles Salomon indiquent que certains donateurs s'efforcent d'engager un dialogue sur les politiques complémentaires dans le contexte de l'aide pour le commerce, même si ces initiatives sont encore rares : « *Il y a peu de dialogue avec les donateurs consacré à l'aide pour le commerce. Il peut y avoir des discussions isolées avec les donateurs sur certains projets liés au commerce. Il arrive que le secteur privé exprime des préoccupations concernant la politique budgétaire et le cadre réglementaire au cours des consultations sur les activités d'aide pour le commerce. Lors du dialogue sur l'aide en général, la plupart des donateurs discutent, dans une certaine mesure, des politiques complémentaires. En général, les donateurs du CAD en discutent plus que les autres.* »

Les données semblent indiquer que le problème est non pas que les politiques complémentaires ne sont pas discutées avec les donateurs, mais plutôt que ces discussions ont lieu dans le cadre d'activités générales non spécifiques, comme les consultations régulières avec les donateurs, et non au stade de la conception des projets d'aide pour le commerce. Le dialogue risque donc de ne pas être centré sur le problème particulier que représente l'adaptation des politiques complémentaires à la réforme commerciale et au renforcement des capacités liées au commerce.

Les réponses aux questionnaires donnent à penser qu'il faut intensifier le dialogue sur les politiques complémentaires. Ce dialogue devrait être axé sur les capacités commerciales des pays partenaires et devrait avoir lieu avant et pendant la phase de conception des programmes de renforcement des capacités.

QU'EST-CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI À CE JOUR ?

Une plus grande sensibilisation et une meilleure fourniture de l'aide, mais peu de résultats sur le plan du commerce …

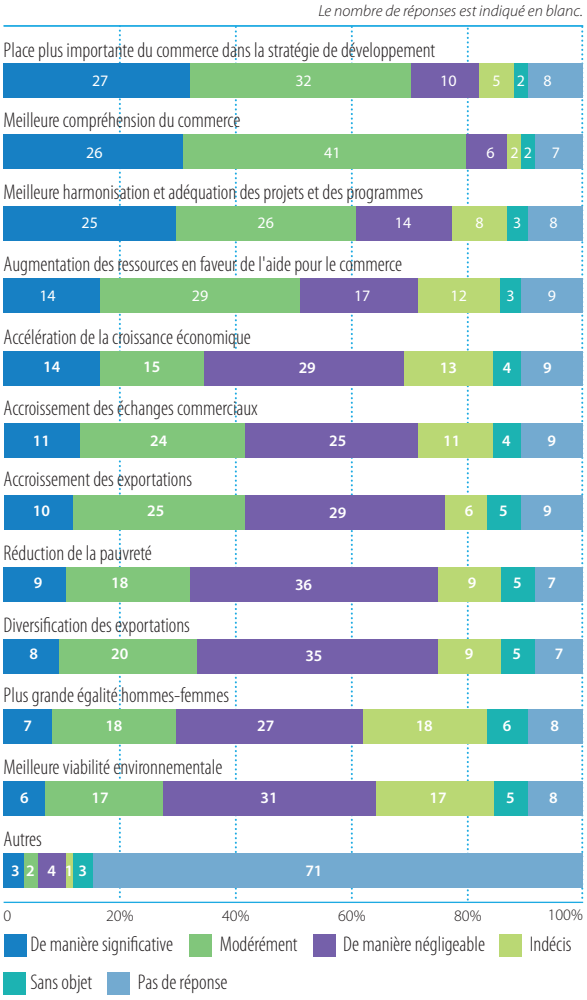
À ce jour, l'aide pour le commerce a eu pour principal résultat de mieux faire comprendre le rôle du commerce dans le développement – comme en témoigne l'intégration accrue du commerce dans les stratégies de développement – et d'améliorer la fourniture de l'aide. En particulier, les pays partenaires mettent en exergue les résultats suivants : *i*) place plus importante du commerce dans les stratégies de développement ; *ii*) meilleure compréhension du commerce ; *iii*) meilleure harmonisation et adéquation des projets et des programmes ; et *iv*) augmentation des ressources en faveur de l'aide pour le commerce (figure 4.9).

Comme cela est expliqué dans le rapport précédent, « *L'aide pour le commerce: – Panorama 2009* » (OCDE/OMC, 2009), l'aide pour le commerce a permis de mobiliser des ressources (voir le chapitre 2) et de mieux faire comprendre le rôle du commerce dans le développement. Au niveau mondial, les pays partenaires ont répondu qu'ils intègrent entièrement (55 pour cent)[19] ou partiellement (41 pour cent)[20] le commerce dans leur stratégie de développement, ce qui indique clairement que les pays sont de plus en plus conscients de l'importance du commerce. Le fait que le commerce occupe maintenant une place plus importante dans le dialogue sur les politiques et dans les stratégies de développement, en particulier dans le cas des PMA, témoigne aussi du succès du Cadre intégré renforcé (CIR).

… car les résultats commerciaux et économiques sont des objectifs à long terme.

Cependant, les pays partenaires font état de résultats moins importants en ce qui a trait à l'amélioration des résultats commerciaux et économiques. La moitié indiquent qu'ils n'ont pas obtenu les résultats commerciaux escomptés. Si l'on prend ensemble les réponses « important » et « très important », on obtient moins de 50 pour cent de réponses positives pour l' « accroissement des échanges commerciaux » et l' « accroissement des exportations ». La proportion de pays indiquant qu'ils ont réussi à diversifier leurs exportations est encore plus faible (35 pour cent). En outre, si l'on considère uniquement les réponses indiquant « de manière significative », les proportions tombent à 15 pour cent, 14 pour cent et 10 pour cent pour ces trois objectifs.

Figure 4.9 Principaux résultats obtenus dans les pays en développement



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).)

Les résultats les plus faibles sont signalés pour la viabilité environnementale et l'égalité hommes-femmes. Bien que ces objectifs aient été qualifiés d'« importants » par 70 pour cent environ des pays partenaires, seuls 30 pour cent font état de résultats, et la plupart de ces pays indiquent que ces résultats sont modérés. Alors que 20 pays considèrent la viabilité environnementale comme un objectif très important, seulement six font état d'améliorations significatives dans ce domaine. En ce qui concerne l'égalité hommes-femmes, l'écart est moins grand – sur les dix pays qui ont indiqué que c'était un objectif important, sept notent des améliorations. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que l'égalité hommes-femmes est l'un des sujets les plus présents dans les évaluations de l'impact de l'aide pour le commerce (voir les conclusions).[21]

Les résultats ne correspondent pas tout à fait aux attentes …

Il est clair qu'il y a un écart entre les résultats escomptés et les résultats obtenus. Alors que les pays partenaires aspirent à des résultats commerciaux et économiques tangibles, l'aide pour le commerce a permis une meilleure intégration du commerce dans les stratégies de développement, une meilleure compréhension du rôle du commerce dans le développement, une meilleure fourniture de l'aide et une augmentation des ressources financières. À l'évidence, des améliorations sont nécessaires, non seulement parce que les résultats signalés sont modérés, mais aussi parce qu'ils ne correspondent pas aux priorités des pays partenaires.

Dans une autre étude, la Commission européenne (2011) arrive aussi à la conclusion qu'il y a eu des progrès modérés au niveau de la fourniture de l'aide pour le commerce. Cette conclusion s'appuie à la fois sur le questionnaire de terrain sur l'aide pour le commerce destiné aux pays partenaires et sur les réponses des États Membres au questionnaire OCDE/OMC.[22] La Commission note que « *les rapports reçus des bureaux de l'UE sur le terrain signalent une amélioration modérée des processus dont dépendent à la fois le volume et l'efficacité de l'aide pour le commerce.* (…) *Les réponses des États Membres au questionnaire de cette année sur le financement du développement montrent que, malgré quelques améliorations, il faut redoubler d'efforts pour maximiser l'impact de l'aide* ».

Cela est corroboré par les conclusions du chapitre 3, qui montrent que, bien que les processus de consultations et les pratiques de fourniture de l'aide continuent à s'améliorer, les donateurs et les pays partenaires doivent faire des efforts supplémentaires pour accroître l'efficacité de l'aide. Il est possible d'améliorer encore l'harmonisation des procédures des donateurs et l'alignement des donateurs sur les priorités des pays partenaires, ainsi que les consultations et la coordination entre les pays partenaires eux-mêmes.

… en partie à cause du décalage dans le temps des résultats de certains éléments du programme d'aide pour le commerce …

L'écart entre les objectifs des pays partenaires et les résultats obtenus peut également être dû à un décalage temporel. La période allant de 2006 à 2011 est relativement courte, et de nombreux programmes et projets d'aide pour le commerce n'ont pas encore eu le temps de produire les effets commerciaux et économiques attendus. En d'autres termes, l'écart entre les attentes et les résultats est peut-être dû simplement au fait que les résultats prennent du temps.

Par ailleurs, l'aide pour le commerce a déjà contribué à une plus grande sensibilisation et à un meilleur alignement – deux conditions préalables pour observer des effets positifs à long terme sur le commerce. En fait, 60 pour cent des pays indiquent que l'alignement des donateurs sur les stratégies nationales s'est amélioré de manière significative ou modérément depuis 2008.[23] Par exemple, on observe que les donateurs ont donné suite aux recommandations des pays partenaires leur demandant de se concentrer sur le renforcement des capacités.[24] Un quart des cas d'expérience (64 sur 269) concernent le renforcement des capacités et décrivent principalement des programmes d'assistance technique visant à améliorer les compétences et les capacités au sein des gouvernements (voir le chapitre 5 pour plus de détails). En outre, les pays partenaires signalent que *i*) la plupart des résultats positifs obtenus à ce jour concernent la meilleure compréhension du commerce et *ii*) ces résultats sont attribuables à des projets de renforcement des capacités dans les secteurs public et privé. Trente-trois des 39 observations positives faites par les pays partenaires concernent des projets de renforcement des capacités.

… et certains résultats immédiats ont été obtenus dans le domaine du renforcement des capacités.

- 12 pays (Angola, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Fidji, Kenya, Madagascar, Paraguay, Pérou, Sénégal, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Zimbabwe) font état du renforcement des capacités administratives nationales.
- 4 autres (Afghanistan, Chili, El Salvador et Ouganda) indiquent que le renforcement des capacités avait pour but de faciliter les négociations commerciales, aux niveaux régional et multilatéral, et/ou de renforcer les institutions nationales liées au commerce.
- 12 pays (Azerbaïdjan, Burkina Faso, Comores, Costa Rica, Madagascar, Niger, Pérou, Sénégal, Suriname, Uruguay, Équateur et Mali) indiquent qu'ils ont tiré bénéfice des programmes visant à améliorer la compétitivité et la capacité d'exporter du secteur privé.
- 5 pays (RDP lao, Népal, Nigéria [uniquement pour l'alignement], Sierra Leone et Botswana) font état d'améliorations importantes dans l'intégration du commerce, l'appropriation et l'alignement, grâce à la mise en œuvre de différents mécanismes.

- Sans se référer au renforcement des capacités, 2 pays font état d'une amélioration de l'accès aux ressources destinées au commerce (République dominicaine et Pakistan) et 4 autres notent des améliorations liées au développement des infrastructures (Kenya, Paraguay, Suriname et Cameroun).

De l'avis de plusieurs pays, les améliorations observées dans le renforcement des capacités devraient se traduire par de meilleurs résultats économiques et commerciaux dans l'avenir. Le Bangladesh note qu'en l'absence des compétences et des politiques nécessaires au niveau national, il est difficile d'améliorer les résultats commerciaux, mais il fait valoir aussi que « *si les résultats escomptés n'ont pas encore été obtenus, c'est parce que [les programmes existants] sont étroitement centrés sur les politiques, la réglementation et le renforcement des capacités* ». Après avoir bénéficié pendant plusieurs années de programmes de modernisation de l'agriculture, le Sénégal et le Mali font état d'une augmentation sensible de leurs exportations. Selon le Sénégal, un projet a permis d'accroître les exportations de produits horticoles, qui sont passées de 17,8 tonnes en 2005 à 32 tonnes en 2009. Le Mali indique que les projets de modernisation et de renforcement des capacités ont eu un impact direct sur les exportations de mangues qui sont passées de 8,1 tonnes en 2008 à 10,4 tonnes en 2010. Ces exemples donnent à penser que des projets de renforcement des capacités bien conçus peuvent aider à améliorer les résultats commerciaux. Il faut cependant éviter d'établir un lien trop direct entre les résultats commerciaux et des projets de renforcement des capacités spécifiques, comme cela est expliqué au chapitre 5 (encadré 1), car beaucoup d'autres variables influent aussi sur les résultats commerciaux.

Les donateurs partagent l'avis généralement positif des pays partenaires sur les programmes de renforcement des capacités. Par exemple, 12 donateurs bilatéraux sur 13 (Australie, Canada, Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Irlande, Japon, Corée, Lituanie, Singapour et Royaume-Uni) citent ces projets, surtout ceux au niveau de l'entreprise, comme des exemples de réussite des activités d'aide pour le commerce. Six donateurs multilatéraux sur 12 (BIsD, CEA, CCI, BID, Banque mondiale et BERD) mentionnent aussi tout particulièrement les projets de renforcement des capacités comme un moyen efficace de promouvoir le commerce.

Il est difficile de mesurer les résultats commerciaux.

Bien que l'aide pour le commerce ait sans doute permis d'obtenir des résultats économiques et commerciaux importants, les pays ont du mal à identifier clairement et à mesurer ces résultats. La Croatie, l'Angola, La Gambie, les Îles Salomon et l'Ouganda ont souligné qu'il était difficile de mesurer les impacts économiques et commerciaux de l'aide pour le commerce en raison *i*) du manque de capacités et d'outils et *ii*) de la difficulté d'isoler les résultats directement attribuables à des programmes ou projets spécifiques d'aide pour le commerce. Ces problèmes pratiques et méthodologiques sont largement reconnus par les évaluateurs (voir OCDE, 2011b, pour le compte rendu des travaux du Groupe d'experts de l'OCDE) et ont déjà été signalés par les pays lors de l'enquête de 2008.[25]

De nombreux pays partenaires ont cependant la volonté de s'attaquer à ce problème. La Réunion et l'atelier du Groupe d'experts sur l'Initiative Aide pour le commerce et les capacités commerciales de l'Afrique : offre, demande et performances, organisés par la CEA en 2010, ont préconisé une approche basée sur la collaboration entre les donateurs et les pays partenaires – et ont demandé, en particulier, un soutien accru des donateurs pour le renforcement des capacités, pour permettre au pays de mesurer les résultats des projets d'aide pour le commerce.

Il faut améliorer la fourniture de l'aide et renforcer le dialogue.

Une autre explication possible de l'écart entre les attentes et les résultats obtenus est que les activités des donateurs ne sont pas suffisamment alignées sur les priorités des pays partenaires. Bien que ce chapitre et le chapitre précédent démontrent à l'évidence que les donateurs ont fait des progrès dans l'alignement de leurs activités d'aide pour le commerce sur les stratégies nationales des pays depuis 2008, des améliorations sont encore possibles. Plusieurs pays partenaires font état de problèmes continus concernant l'alignement par les donateurs. L'Éthiopie, par exemple, indique que le CIR n'a toujours pas été mis en œuvre. Haïti laisse entendre que plusieurs projets d'aide pour le commerce n'ont en fait pas stimulé le commerce. La RDP lao déplore le manque d'alignement sur ses stratégies nationales. La Sierra Leone et Sainte-Lucie font remarquer que les actions des donateurs ne sont pas suffisamment transparentes et que le financement du commerce fait défaut. Malgré les améliorations observées depuis 2008 en termes d'alignement, il semble que certains donateurs n'appliquent pas encore pleinement les principes de la Déclaration de Paris. La RDP lao laisse entendre

que dans certains cas, les donateurs continuent, du moins en partie, à concevoir les projets en fonction de leurs préférences et de leurs objectifs, et non en fonction des stratégies et des priorités des pays. « *Dans l'ensemble, le CIR a permis de renforcer l'appropriation par les pays et de coordonner plus efficacement l'action des donateurs dans le domaine du commerce, laquelle a toujours consisté, par nature, en projets disparates tenant peu compte de la stratégie et des orientations nationales. Toutefois, certains donateurs sont encore réticents à adhérer à l'approche du CIR ou à intégrer les activités dans la structure de gouvernance du cadre intégré national.* »

CONCLUSION

Les pays partenaires souhaitent avant tout que l'aide pour le commerce leur permette de diversifier et d'accroître leurs exportations. Ils considèrent que la croissance économique et la réduction de la pauvreté ont une importance secondaire et accordent peu d'attention à la sensibilisation au commerce, aux processus de l'aide et aux dimensions sociales et environnementales du commerce. Les exportations sont la priorité absolue de la plupart des pays partenaires, moins pour favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté à long terme que pour résoudre les problèmes immédiats auxquels ils sont confrontés – tels que le manque de recettes extérieures qui limite l'investissement, l'emploi, le développement du secteur privé et les efforts pour équilibrer la balance commerciale.

Les attentes des pays partenaires diffèrent légèrement de celles des donateurs. Ces derniers attendent de l'aide pour le commerce qu'elle favorise la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ils cherchent plus à accroître les exportations existantes qu'à en développer de nouvelles, en aidant les pays à diversifier leur production, à modifier leurs avantages comparatifs et à s'orienter vers des secteurs nouveaux à plus forte valeur ajoutée. Cependant, la promotion du commerce et les objectifs globaux de développement sont jugés importants tant par les donateurs que par les pays partenaires.

Les réponses des pays partenaires révèlent un large consensus, à travers les groupes de revenu et les régions, sur le rôle crucial des politiques complémentaires dans le succès de l'aide pour le commerce – et sur la nécessité de créer un cadre de politique plus propice pour atteindre l'objectif général de croissance économique et de développement du commerce. Tout en reconnaissant le rôle des politiques macro-économiques d'accompagnement, les pays partenaires estiment que la politique monétaire est relativement moins importante que la politique budgétaire. Les politiques structurelles sont également jugées essentielles pour maximiser l'impact du commerce sur la croissance économique. Les pays partenaires considèrent que le cadre réglementaire et les questions de gouvernance – plutôt que la politique de l'emploi – sont les éléments structurels qui déterminent le plus le succès de l'aide pour le commerce.

L'écart observé entre les attentes des donateurs et celles des pays partenaires, et la nécessité d'accorder une plus grande attention aux politiques complémentaires, montrent combien il est important d'intensifier le dialogue pour permettre une meilleure compréhension mutuelle des objectifs de l'aide pour le commerce et pour améliorer la conception des projets. Les résultats montrent également que les donateurs multilatéraux et le secteur privé sont plus disposés à engager un dialogue avec les pays partenaires sur les politiques complémentaires – et qu'il faut dialoguer beaucoup plus avec les donateurs non membres du CAD et avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud.

Un dialogue plus intense et des politiques complémentaires mieux conçues des résultats commerciaux et économiques – aideront à combler l'écart entre les attentes et les résultats – étant entendu aussi qu'il faut du temps pour obtenir des résultats sur le plan économique et commercial. ■

NOTES

1 Yanikkaya (2003) a trouvé des données étayant cette hypothèse : plus un pays (en particulier, un pays en développement) commerce avec les États-Unis (l'un des pays les plus innovants), plus il a de chances de connaître une croissance rapide. Coe *et al.* (1997) ont montré que l'ouverture aux importations de biens d'équipement (dans lesquels se trouve incorporé le savoir des partenaires commerciaux) favorise l'augmentation de la productivité totale des facteurs, qui est l'un des principaux déterminants de la croissance économique à long terme.

2 Ces données, examinées dans Hallaert *et al.* (2011), portent sur le Brésil (Muendler, 2004), le Chili (Pavcnik, 2002), l'Inde (Topalova et Khandelwal, 2010), l'Indonésie (Amity et Konings, 2007), le Mexique (Tybout et Westbrook, 1995) et la Corée et le Taipei chinois (Aw *et al.*, 2000).

3 À ce stade, l'évaluation des priorités des donateurs est fondée sur ce qu'ils ont indiqué comme des objectifs « très importants ». Si l'on combine cette catégorie avec celle des objectifs jugés « importants », il devient difficile de tirer des conclusions significatives car tous les objectifs sont jugés « importants » ou « très importants » par 80 pour cent à 90 pour cent des donateurs.

4 Si l'on tient compte uniquement des réponses « très important », la croissance économique et la réduction de la pauvreté représentent de 58 pour cent à 67 pour cent des réponses, ce qui est bien plus que les autres objectifs, même le plus important d'entre eux, l'accroissement des échanges commerciaux, qui est le troisième des objectifs prioritaires avec 47 pour cent des réponses « très important ».

5 Pour les pays partenaires, la « place plus importante du commerce dans la stratégie de développement » est assimilée à l' « intégration ».

6 Les délégations de l'Union européenne et les ambassades des États membres de l'Union européenne dans 89 pays partenaires du monde en développement ont répondu à un questionnaire sur les progrès du programme d'aide pour le commerce au niveau national et régional.

7 Les Bahamas, la République du Congo, l'Inde, la République kirghize, le Maroc, Sri Lanka, Sainte-Lucie et la République du Yémen n'ont pas répondu à cette question. Si l'on ne tient compte que des pays qui y ont répondu, plus de 92 pour cent considèrent que des politiques complémentaires sont importantes.

8 De nombreuses études de cas, notamment celles de Ebrill *et al.* (1989), Edwards (1993), Foroutan (1993), Rodrik (1989) et Thomas et Nash (1991), analysent certains revirements de politique dus à des déséquilibres macro-économiques liés à des problèmes budgétaires ou à des difficultés de balance des paiements.

9 Ebrill *et al.* (1999) et le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale (2006) ont documenté des cas où la libéralisation commerciale a été inversée, faute d'avoir été accompagnée par une réforme fiscale.

10 Les taxes sur le commerce reposent sur une base étroite et faussent les décisions des consommateurs et des producteurs. Pour plus de détails, voir Whalley et ab Iowerth (2002) et Farhadian-Lorie et Katz (1988).

11 Pour plus de renseignements sur l'importance d'un taux de change approprié et prévisible et sur son lien avec les problèmes de balance des paiements pendant la réforme commerciale, voir Edwards (1993), Hallaert (2010), Krueger (1997 ; 1998 ; 2011), Panagariya (2004), Wacziarg et Welch (2003), et Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale (2006).

12 Le rôle des politiques complémentaires apparaît encore plus clairement si l'on considère, comme le font Banks et Tumlir (1986), que les coûts d'ajustement résultent moins de la nécessité de procéder à des ajustements, que des imperfections du marché, auxquelles il est possible de remédier par des politiques complémentaires appropriées.

13 Pour en savoir plus sur le rôle des politiques complémentaires dans le renforcement de l'impact du commerce sur la réduction de la pauvreté, voir OCDE (2011), et Winters *et al.* (2004).

14 Hallaert *et al.* (2011) et la littérature sur le commerce et la croissance économique : Chang *et al.* (2009) ainsi que Bolaky et Freund (2008).

15 Pour plus de détails, voir Kaufmann (2009).

16 Pour plus de détails, voir Gomanee *et al.* (2002).

17 Les fournisseurs d'aide au développement non membres du CAD comprennent les membres de l'OCDE qui ne sont pas membres du CAD, les grandes économies émergentes et en transition, les donateurs du Moyen-Orient, les membres de l'UE non membres de l'OCDE et d'autres pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine. *Source : Session extraordinaire du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et des fournisseurs d'aide au développement non membres du CAD,* OCDE, Paris, 27 novembre 2007.

18 Le Brésil, Oman et l'Argentine n'ont pas répondu à cette question.

19 Contre 51 pour cent en 2009.

20 Il y a cependant des différences importantes entre les régions. Par exemple, alors que tous les pays d'Asie ont entièrement (67 pour cent) ou partiellement (33 pour cent) intégré le commerce dans leur stratégie de développement, en Afrique, 7 pour cent des pays ne l'ont pas intégré du tout.

21 Voir OCDE (2011). Une méta-évaluation demandée par l'OCDE conclut que : i) « *les évaluations des activités d'aide pour le commerce parlent peu du commerce. Les mots "commerce » et « exportations » ne sont pas les plus fréquemment utilisés, et le mot « importations » est presque totalement ignoré ». En outre, « dans l'ensemble, les évaluations n'ont pas clarifié les liens avec les politiques qui intéressent le plus les décideurs ; »* ii) « *contrairement à ce silence surprenant sur les questions relatives au commerce, les évaluations font abondamment référence à des concepts généraux ayant trait au développement, comme l'égalité hommes-femmes et la réduction de la pauvreté, mais sans définir clairement ces termes ; »* iii) « *En fait, les évaluateurs ont rarement pu identifier un lien de causalité entre les opérations et les résultats.* »

22 Six États Membres et la Commission européenne ont répondu au questionnaire OCDE/OMC sur l'aide pour le commerce qui a pour but de recueillir des renseignements sur les progrès de chaque donateur, en mettant particulièrement l'accent sur les stratégies et les programmes d'aide pour le commerce.

23 Voir le chapitre 3 pour plus de détails. Dans leurs observations, les pays soulignent que cela a été rendu possible par : un processus de dialogue et de consultation nouveau ou plus régulier avec les donateurs ; l'élaboration conjointe (par les donateurs et les gouvernements) des stratégies commerciales nationales ; des accords entre les gouvernements et les donateurs sur le respect et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris ; et la stabilité des stratégies commerciales nationales dans le temps.

24 En 2008, c'était l'avis de près des deux tiers des pays partenaires.

25 En effet, en 2008, un certain nombre de pays partenaires ont eu beaucoup de mal à discerner les flux d'aide pour le commerce dans leurs systèmes de suivi, ce qui tient souvent au fait qu'ils n'ont pas la capacité de suivre les apports d'aide au niveau central et de désagréger les différentes composantes liées au commerce.

BIBLIOGRAPHIE

Amity, M. et J. Konings (2007), « Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity: Evidence from Indonesia, » *The American Economic Review*, vol. 97(5).

Aw, B.W., S. Chung et M. Roberts (2000), « Productivity and Turnover in the Export Market: Micro-level Evidence from the Republic of Korea and Taiwan (China), » *World Bank Economic Review*, vol. 14(1).

Banks, G. et J. Tumlir (1986), *Economic policy and the adjustment problem*, London : Gower for the Trade Policy Research Center, Thames Essay 45.

Baunsgaard, T. et M. Keen (2005), *Tax Revenue and (or?) Trade Liberalization* : IMF Working Paper 05/112, FMI, Washington, D.C.

Bolaky, B. et C. Freund (2008) « Trade, Regulations, and Income, » *Journal of Development Economics*, vol. 87(2), 309-321.

Brenton, P. et E. von Uexhull (2009), « Product specific technical assistance for exports – has it been effective? » *The Journal of International Trade and Economic Development*, vol. 18(2).

Bulír, A. et A. J. Hamann (2007), « Volatility of Development Aid: An Update, » *IMF Staff Papers*, vol. 54(4).

Chang, R., L. Kaltani, et N. Loayza (2009), « Openness can be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities, » *Journal of Development Economics*, vol. 90(1), 33-49.

Coe, D.T., E. Helpman, et A.W. Hoffmaister (1997), « North-South R&D Spillovers, » *The Economic Journal*, vol. 107(440).

Commission européenne, (2011), EU Accountability Report on Financing for Development 2011, Review of progress of the EU and its Member States, Bruxelles, 19 avril, Document de travail de la Commission

Davies, P. (2008), « Aid Effectiveness and Non-DAC Providers of Development Assistance, » Background document to Round Table 9 : « The Changing Aid Architecture: Implications for Aid Effectiveness », Troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide.

Dogan, E., K. N. Wong, et M. Yap (2011). « Does Exporter Turnover Contribute to Aggregate Productivity Growth? Evidence from Malaysian Manufacturing, » *The World Economy*, vol. 34(3), 424-443.

Dufrénot, G., V. Mignon, et C. Tsangarides (2010), « The trade-growth nexus in the developing countries: A quantile regression approach, » *Review of World Economics*, vol. 146(4), 731-761.

Ebrill, L., J. Stotsky et R. Gropp (1999), *Revenue Implications of Trade Liberalization*: IMF Occasional Papers 180, FMI, Washington D.C.

Edwards, S. (1993), « Openness, Trade Liberalization, and Growth in Developing Countries, » *Journal of Economic Literature*, vol. 31(3).

Farhadian-Lorie, Z. et M. Katz (1988), « Fiscal Dimensions of Trade Policy » : IMF Working Paper WP/88/44, FMI, Washington, D.C.

Foroutan, F. (1993), *Trade Reform in Ten Sub-Saharan African Countries: Achievements and Failures* : Policy Reasarch Working Papers, 1222, Banque mondiale, Washington, D.C.

Gomanee, K., S. Girma et O. Morrissey (2002), *Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for Transmission Mechanisms*. Nottingham : University of Nottingham, CREDIT Research Paper 02/05.

Greenaway, D., W. Morgan, et P. Wright (1999), « Exports, export composition and growth, » *The Journal of International Trade and Economic Development*, vol. 8(1).

Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale (2006), *Assessing World Bank Support for Trade, 1987-2004 : An IEG Evaluation,* Banque mondiale, Washington D.C.

Gupta, S. et S. Tareq (2008), « Mobilizing Revenue, » *Finance and Development*, vol. 45(3).

Hallaert J.J. (2004), « Implications of Trade Liberalization on Government Revenue, » *An OECD Tool Kit for Trade Policy Makers III-Trade in the Service of Growth* : OCDE, Paris.

Hallaert, J.J. (2006), « A History of Empirical Literature on the Relationship between Trade and Growth, » *Mondes en développement*, n° 135, 2006/3.

Hallaert, J.J. (2010), Increasing the Impact of Trade Expansion on Growth: Lessons from Trade Reforms for the Design of Aid for Trade : OECD, Trade Policy Working Paper 100, OCDE, Paris.

Hallaert, J.J. et L. Munro (2009), Binding Constraints to Trade Expansion: Aid for Trade Objectives and Diagnostics Tools : OECD, Trade Policy Working Paper 94, OCDE, Paris.

Hallaert, J.J., R. Cavazos, et G. Kang (2011), Estimating the Constraints to Developing Countries Trade – A Taxonomy of the Binding Constraints to Trade Expansion of Landlocked Countries, Small and Vulnerable Economies, and Commodity Exporters. Étude présentée à l'atelier d'experts de l'OCDE sur la mise en œuvre de l'aide pour le commerce ; www.oecd.org/dataoecd/55/28/47428944.pdf.

Kaufmann, D. (2009), Aid Effectiveness and Governance: The Good, the Bad and the Ugly, The Brookings Institution.

Krueger, A. (1997), « Trade Policy and Economic Development: How We Learn, » *The American Economic Review,* vol. 87(1).

Krueger, A. (1998), « Why Trade Liberalisation Is Good For Growth, » *The Economic Journal*, vol. 108(450).

Krueger, A. (2011) *Aid for Trade*, discours prononcé à l'atelier de l'OCDE sur la mise en œuvre de l'aide pour le commerce ; www.oecd.org/dataoecd/40/35/47460701.pdf.

Krugman, P. (1993), « What Do Undergrads Need to Know About Trade, » The American Economic Review, Papers and Proceedings, vol. 83(2).

Lin, J.Y. (2007), *Development and Transition: Idea, Strategy, and Viability,* document préliminaire préparé pour les Marshall Lectures, à Cambridge University ; http://en.ccer.edu.cn/download/6401%1e1.pdf.

Muendler (2004), Trade, Technology, and Productivity: A Study of Brazilian Manufacturers, 1986-1998, CESifo working paper 1148.

OCDE (2005), Les échanges et l'ajustement structurel – Les enjeux de la mondialisation, OCDE, Paris.

OCDE (2009), *Taxation for Investment and Development: An overview of Policy Challenges in Africa*, OCDE, Paris ; www.oecd.org/dataoecd/44/43/43966821.pdf.

OCDE (2011), Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help : OECD, The Development Dimension, OCDE, Paris.

OCDE (2011a), Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help : OECD, The Development Dimension, OCDE, Paris.

OCDE (2011b), « Proceedings of the OECD Experts Workshop on Aid for Trade Implementation » ; www.oecd.org/document/17/0,3746,en_2649_34665_47256401_1_1_1_1,00.html.

OCDE (2011c), « Strengthening Accountability in Aid for Trade », OCDE, Paris.

OCDE/OMC (2009), *Aide pour le commerce : Panorama 2009 – Entretenir l'élan*, OCDE et OMC, Paris et Genève.

ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) (2007), *How Can « Aid for Trade » Transform LDCs*?, Issue Paper for the Least Developed Countries (LDCs), Conférence ministérielle, 29-30 novembre, Vienne.

Organisation mondiale du commerce (2005), *Déclaration ministérielle*, OMC, Genève, WT/MIN(05)/DEC ; www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min05_f/final_text_f.htm.

Organisation mondiale du commerce (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce,* OMC, Genève, WT/AFT/1.

Pavcnik, N. (2002), « Trade Liberalization, Exit, and Productivity Improvements: Evidence from Chilean Plants, » *Review of Economic Studies*, vol. 69(1).

Rodrik, D. (1989), « Credibility of Trade Reform – A Policy Maker's Guide, » The World Economy, vol. 12(1).

Rodrik, D. (2000), « Participatory Politics, Social Cooperation and Economic Stability, » Cambridge : Harvard University, CID.

Rodrik, D. (2007), *How to Save Globalization from its Cheerleaders*, CEPR Discussion Paper 6494, London : Centre for Economic Policy Research.

Shatz, H. et D. Tarr (2000), *Exchange Rate Overvaluation and Trade Protection: Lessons from Experience*, Policy Resarch Working Paper 2289, Banque mondiale, Washington, D.C.

Stone S. et B. Shepherd (2011), *Dynamic Gains from Trade: The Role of Intermediate Inputs and Equipment Imports,* OECD, Document de travail sur la politique commerciale n° 110, OCDE, Paris.

Thomas, V. et J. Nash (1991), « Reform of Trade Policy – Recent Evidence from Theory and Practice, » World Bank Research Observer, vol. 6(1).

Topalova P. et A. Khandelwal (2010), « Trade Liberalization and Firm Productivity: The Case of India, » à paraître dans *The Review of Economics and Statistics*.

Tybout, J. et M.D. Westbrook (1995), « Trade liberalization and the dimensions of efficiency change in Mexican manufacturing industries, » *Journal of International Economic*s, vol. 39 (1-2).

Wacziarg, R. et K. Welch (2003), *Trade Liberalization and Growth: New Evidence*, Cambridge, Massachusetts : NBER, Working Paper 10152.

Wang, C., X. Lin et Y. Wei (2004), « Impact of Openness on Growth in Different Country Groups, » *The World Economy*, vol. 27(4).

Whalley, J. et A. ab Iowerth (2002), « Efficiency Considerations and the Exemption of Food from Sales and Value Added Taxes, » *Canadian Journal of Economics,* vol. 35(1).

Winters, A., N. McCulloch, et A. McKay (2004), « Trade liberalization and Poverty: The Evidence so Far, » *Journal of Economic Literature,* vol. 42(1).

Yanikkaya, H. (2003), « Trade Openness and Economic Growth: a Cross-Country Empirical Investigation, » *Journal of Development Economics*, vol. 72(1).

CHAPITRE 5
QUE NOUS APPRENNENT LES **CAS D'EXPÉRIENCE** ?

Le but des cas d'expérience est d'examiner de manière plus approfondie les objectifs, les difficultés et les processus de l'assistance liée au commerce, pour mieux en comprendre les résultats – notamment ce qui fonctionne bien dans la fourniture de l'aide pour le commerce, quels sont les principaux ingrédients du succès et quels enseignements les gouvernements et les praticiens peuvent tirer de ces expériences.

Au total, 269 cas d'expérience ont été reçus, concernant plus de 150 pays et toutes les grandes régions en développement. Les gouvernements bénéficiaires, les donateurs bilatéraux et les organismes des Nations Unies ont largement contribué à cet exercice, tandis que les banques multilatérales de développement ont présenté un peu moins de cas d'expérience – peut-être parce qu'elles supervisent un plus petit nombre de grands projets.

Pris ensemble, les cas d'expérience livrent de nombreux renseignements sur les efforts faits par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le commerce. Le simple nombre des activités qui y sont décrites montre que les efforts dans le domaine de l'aide pour le commerce sont intenses, qu'ils ont pris racine dans un large éventail de pays et qu'ils commencent à occuper une place centrale dans les stratégies de développement. Le fait que près de 40 pour cent des cas ont été présentés par des pays en développement souligne l'importance de ces programmes sur le terrain – et aussi l'importance de leur bon fonctionnement.

La diversité des cas d'expérience fait aussi apparaître des activités qui ne sont généralement pas couvertes par les apports mondiaux d'aide pour le commerce. C'est notamment le cas des projets exécutés par la branche secteur privé des organismes multilatéraux et bilatéraux, qui occupent pourtant une place importante dans les cas d'expérience. Cela donne à penser que le suivi global devrait être axé sur les transferts de connaissances plutôt que sur les transferts financiers. Les gouvernements bénéficiaires sont manifestement désireux d'avoir des informations et des connaissances sur les moyens d'utiliser le commerce pour promouvoir la croissance et accroître les revenus.

Une autre tendance nouvelle qui ressort des cas d'expérience est le développement de la coopération Sud-Sud – non seulement la coopération des pays à revenu intermédiaire avec les pays à faible revenu, mais aussi celle des pays à faible revenu entre eux. En outre, la demande de coopération Sud-Sud est clairement en augmentation.

La réussite apparente des politiques sectorielles proactives menées par les gouvernements est un fait significatif noté dans les cas d'expérience. Cette catégorie affiche le plus fort pourcentage d'effets positifs mesurés en termes de produits et de résultats. Les projets semblent généralement à la fois pragmatiques et fructueux, et ils procurent souvent des avantages aux participants à faible revenu, notamment les femmes. Globalement, le faible pourcentage de projets donnant des résultats quantifiables semble indiquer que les fournisseurs d'aide pour le commerce, en tant que groupe, pourraient accorder plus d'attention à la mesure chiffrée plus systématique du succès.

La grande majorité des programmes et projets présentés dans les cas d'expérience signalent au moins quelques éléments de réussite. Bien que cela puisse tenir au biais de sélection de l'échantillon, plusieurs «facteurs de succès» ont été indiqués : l'appropriation au plus haut niveau politique, soutenue par l'engagement actif de toutes les parties prenantes ; un financement adéquat et sûr ; la mobilisation de partenariats (y compris avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud) ; et la combinaison de l'investissement public et privé avec l'assistance technique.

Par ailleurs, des politiques complémentaires appropriées – notamment des politiques budgétaire et monétaire stables et des politiques souples concernant le marché du travail – et une bonne gouvernance peuvent augmenter considérablement les chances de succès. Inversement, les retards et les changements dus à des facteurs exogènes comme les catastrophes naturelles, les crises politiques et les récessions mondiales compromettent la réussite.

Les cas d'expérience livrent une foule de renseignements, dont le présent chapitre ne donne qu'un aperçu et qui permettraient une analyse plus poussée. C'est pourquoi les cas d'expérience et le présent résumé initial des observations, devraient être considérés non comme un produit fini mais comme le début d'un processus d'apprentissage plus approfondi.

INTRODUCTION

En juillet 2010, le secrétaire général de l'OCDE et le Directeur général de l'OMC ont demandé conjointement la présentation de «cas d'expérience» sur l'aide pour le commerce. Le but était d'examiner de manière plus approfondie les objectifs, les difficultés et les processus de l'assistance liée au commerce, pour mieux en comprendre les résultats – notamment ce qui fonctionnait bien dans la fourniture de l'aide pour le commerce, quels étaient les principaux ingrédients du succès et quels enseignements les gouvernements et les praticiens pouvaient tirer de l'expérience. Dans les mois qui ont suivi, l'OMC et l'OCDE ont reçu pas moins de 269 cas d'expérience – ce qui était bien supérieur aux attentes.

L'aide pour le commerce revêt de multiples formes

Comme l'invitation à présenter des cas d'expérience ne donnait que des indications générales sur la manière de les structurer, les résultats ont été très hétérogènes. Certains cas relatent, par exemple, les efforts faits par le gouvernement pour encourager le développement du secteur privé [Kenya, 17 ; Ghana, 65].[1] D'autres décrivent en détail les mesures prises pour accroître les exportations de produits agricoles [Afrique, 37 ; Cameroun, 19 ; Caraïbes, 23]. D'autres encore relatent les efforts faits au niveau mondial pour mener des recherches ou établir des guides pour les politiques, concernant par exemple le rôle des femmes dans le commerce [Mondial, 52]. La diversité des réponses met en relief le fait que l'aide pour le commerce peut revêtir des formes multiples.

Les cas d'expérience sont aussi très divers pour ce qui est des pays qui mettent en œuvre ou parrainent l'aide pour le commerce. Ils concernent plus de 150 pays – des plus petits comme les Îles Salomon ou les Comores jusqu'aux plus grands comme la Chine – et toutes les grandes régions en développement. Certains donnent des renseignements détaillés – dates de début et d'achèvement, participation des donateurs, montants investis et résultats associés – tandis que d'autres ne fournissent que quelques données quantitatives.

Pris ensemble, les récits illustrent avec force détails les efforts faits par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le commerce. Le présent chapitre donne un aperçu des cas d'expérience organisé autour de six grands thèmes qui se dégagent du recueil. Il indique quelques enseignements communs, et propose quelques conclusions sur ce qui marche bien.

En guise de préface, il faut noter que les cas d'expérience n'étaient pas censés permettre une approche évaluation de type scientifique. L'échantillon n'est probablement pas représentatif, car il comporte un biais de sélection, et il faut être prudent lorsqu'on tire des conclusions en raison des variables omises et des problèmes d'attribution[2] (voir l'encadré 5.1). Les cas d'expérience constituent néanmoins une première étape importante dans l'effort mené à plus grande échelle pour évaluer les résultats de l'aide pour le commerce. Ils sont en prise directe avec la réalité et peuvent de ce fait révéler des nuances et des faits importants que d'autres méthodes plus abstraites ne permettraient pas d'appréhender. Ils peuvent aussi saisir des variables particulières et essentielles qui n'apparaissent pas normalement dans les régressions transnationales. Un recueil de cas d'expérience peut présenter l'avantage de montrer que les déterminants de la réussite ou de l'échec ne sont pas propres à un projet particulier mais font partie d'un ensemble plus vaste s'ils sont observés dans d'autres cas – ce qui peut servir de base à de nouvelles hypothèses que devront vérifier les chercheurs et les praticiens.

Tableau 5.1 La plupart des cas d'expérience ont trait à des programmes menés en Afrique subsaharienne …

Région	Facilitation des échanges	Infrastructure	Amélioration des politiques	Renforcement des capacités	Politique sectorielle	Secteur privé	Total
Afrique du Nord	0	1	2	0	0	2	**5**
Afrique subsaharienne	24	6	17	22	19	21	**109**
Amérique du Nord et Caraïbes	10	1	9	11	12	10	**53**
Amérique du Sud	3	0	3	4	4	3	**17**
Europe	1	1	0	0	0	3	**5**
Asie de l'Est et Océanie	4	2	4	11	10	5	**36**
Moyen-Orient et Asie	4	2	5	5	2	2	**20**
Monde	2	1	2	13	0	6	**24**
Total	**48**	**14**	**42**	**66**	**47**	**52**	**269**

Tableau 5.2 … et émanent des pays bénéficiaires

Région de l'auteur	Gouvernement bénéficiaire[a]	Gouvernement donateur	ONU[b]	Banques multilatérales de développement	Secteur privé[c]	Total
Afrique du Nord	0	1	3	1	0	**5**
Afrique subsaharienne	44	30	22	6	7	**109**
Amérique du Nord et Caraïbes	30	12	5	4	2	**53**
Amérique du Sud	8	4	3	1	1	**17**
Europe	1	1	1	2	0	**5**
Asie de l'Est et Océanie	12	16	0	7	1	**36**
Moyen-Orient et Asie	9	2	6	5	0	**20**
Monde	3	5	14	1	1	**24**
TOTAL	**107**	**71**	**54**	**25**	**12**	**269**

a Y compris les cas d'expérience présentés par des communautés et des organisations économiques régionales.
b Y compris les autres organisations internationales.
c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés
Source : Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

Six thèmes

Les 269 cas d'expérience relatent les activités d'aide pour le commerce relevant des six grands thèmes suivants :

- Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de *facilitation des échanges* ;
- Investissement dans l'*infrastructure* pour réduire le coût des intrants et des services (y compris dans les sous-régions) ;
- *Réforme des politiques* pour améliorer les incitations, soutenir l'ajustement, améliorer la stratégie et adopter les normes internationales ;
- *Renforcement des capacités* des gouvernements pour qu'ils soient mieux à même de conduire la politique commerciale, de négocier des accords commerciaux et d'appliquer les lois et règlements relatifs au commerce ;
- Application de politiques *sectorielles* proactives pour promouvoir le commerce dans un secteur particulier ; et
- Mobilisation du *secteur privé* grâce au financement du commerce, à la promotion des exportations et à l'amélioration des compétences pour les PME et les femmes commerçantes.

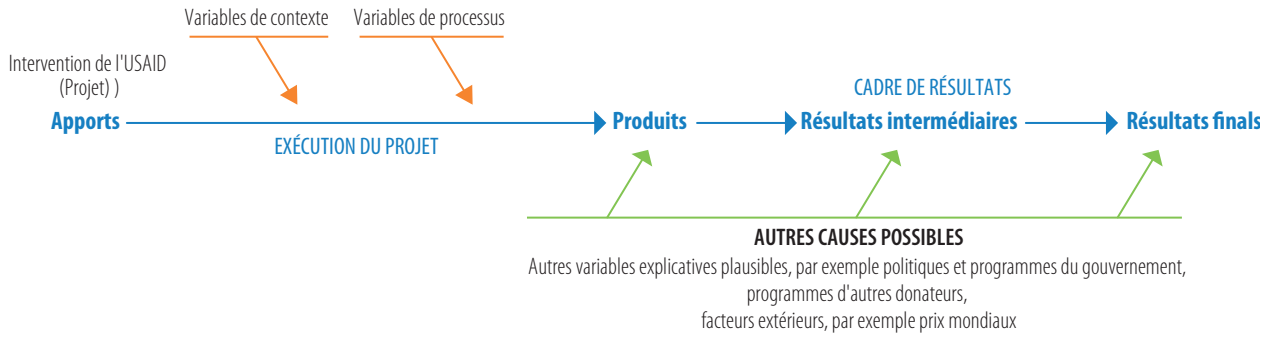
Les analystes pourraient sans doute « découper le gâteau autrement », mais ces six thèmes présentent l'avantage de s'intégrer dans un corpus de littérature plus vaste sur l'aide pour le commerce et ils sont faciles à interpréter au moyen des catégories définies par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce.[3] En outre, ces catégories correspondent plus ou moins aux instruments dont disposent les donateurs : dons, prêts et crédits à l'investissement, prêts de soutien budgétaire, services en nature (par exemple assistance technique et études) et prises de participation par l'intermédiaire de la branche secteur privé des institutions multilatérales. Il faut noter que ces six thèmes, bien que conceptuellement clairs, ont des frontières assez subjectives, ce qui signifie que leur organisation thématique est quelque peu arbitraire, d'autant que de nombreux cas d'expérience abordent plusieurs thèmes. Par exemple, un récit peut parler des efforts faits par un pays en développement pour développer la production d'un produit particulier à la fois pour diversifier ses exportations (thème 5) et pour donner des moyens d'action aux agricultrices (thème 6). Dans l'analyse qui suit, on attire l'attention sur plusieurs sous-thèmes transversaux.

Nonobstant ces réserves, les cas d'expérience se répartissent de façon à peu près proportionnelle entre les six thèmes (tableau 5.1). Le plus grand nombre de cas entre dans les catégories du renforcement des capacités et du secteur privé, tandis que la facilitation des échanges, l'amélioration des politiques et la politique sectorielle ont des parts plus faibles et analogues. La sous-représentation des cas relatifs à l'infrastructure est surprenante, car c'est l'infrastructure qui reçoit de loin la plus grande part de l'aide pour le commerce. Cela peut tenir au fait que les cas d'expérience émanent le plus souvent des ministères du commerce et des départements en charge du commerce des organismes donateurs, qui s'occupent rarement de l'infrastructure, bien qu'elle soit importante pour le commerce.

Comme on pouvait s'y attendre, la région la plus représentée est l'Afrique subsaharienne, avec environ 40 pour cent du nombre total de cas. La surprise est la relative surreprésentation de l'Amérique latine, avec plus du quart des cas. Cela est surprenant car l'aide pour le commerce consiste uniquement en aide concessionnelle, et l'Amérique latine reçoit peu d'aide de ce genre. En fait, les cas d'expérience de l'Amérique latine reflètent une conception plus large de l'aide pour le commerce – considérée comme une aide au développement liée au commerce apportée sous quelque forme que ce soit aux pays à revenu intermédiaire comme aux pays à faible revenu – ce qui va au-delà de la définition plus étroite employée par la communauté de l'aide pour le commerce.

L'invitation à présenter des cas d'expérience a permis d'obtenir des exemples d'aide pour le commerce provenant de diverses sources. La réponse des pays bénéficiaires a été particulièrement encourageante avec près de 40 pour cent du total (tableau 5.2). Les donateurs bilatéraux, les fournisseurs de coopération Sud-Sud et les organismes des Nations Unies ont également présenté de nombreux cas d'expérience. Les banques multilatérales de développement semblent sous-représentées, peut-être parce qu'elles supervisent moins de projets (bien qu'elles figurent parmi les plus gros fournisseurs d'aide pour le commerce). De même, les parties privées et les ONG ont présenté peu de cas.

Figure 5.1 Chaîne de résultats



Source : USAID (2010)

Pris ensemble, les cas d'expérience offrent un tableau détaillé des activités d'aide pour le commerce dans l'ensemble du monde en développement et pour presque toutes les activités importantes liées au commerce. Leur nombre et leur ampleur considérables montrent que les gouvernements et les donateurs font du commerce un pilier central de leurs actions en matière de développement. Ils livrent une foule de renseignements, dont le présent chapitre ne donne qu'un aperçu, et qui permettent une analyse plus poussée. C'est pourquoi l'OCDE et l'OMC considèrent les cas d'expérience, et le présent résumé initial des observations, non comme un produit fini mais comme le début d'un processus d'apprentissage plus approfondi.

Il faut se méfier des généralisations … y compris celle-ci

Avant de tirer des conclusions de ces cas d'expérience, il faut être conscient de leurs limites. Premièrement, ils sont présentés par les participants – gouvernements, donateurs ou consultants travaillant sur le projet – ce qui introduit deux *biais de sélection* : les auteurs ont moins tendance à passer sous silence les projets qui ont échoué, car nul ne tient à parler de ses erreurs ; et l'auto-évaluation est généralement plus indulgente et moins objective qu'une évaluation extérieure. En effet, presque tous les récits font état d'une réussite sous une forme ou sous une autre, même si c'est avec des réserves notables (voir, par exemple, Éthiopie, 190, Maurice, 81 et Fidji, 196). Deuxièmement, l'hétérogénéité souhaitée, qui est une vertu si l'objectif est d'obtenir une large participation, peut aussi être un vice dans la mesure où elle empêche les comparaisons systématiques. Sans indications sur le contenu, les auteurs peuvent *omettre des variables* qui seraient importantes pour expliquer les résultats par comparaison avec d'autres cas d'expérience. Troisièmement, le *niveau d'abstraction* par rapport à un résultat recherché diffère beaucoup selon qu'il s'agit d'un cas d'expérience global ou d'un cas relatif à un projet particulier. Dans les deux cas, il est difficile d'évaluer l'*attribution*.

Les cas d'expérience globaux – comme la rédaction d'un guide des politiques ou un projet de recherche – sont souvent trop éloignés de l'utilisation et du résultat pour que l'on puisse en tirer des conclusions au sujet des effets sur le commerce, sur la réduction de la pauvreté ou sur d'autres variables. À l'autre extrémité, pour tirer des conclusions de projets spécifiques, il faut – selon les termes employés dans l'évaluation de la SIDA (2009) – remonter une « chaîne logique de résultats » allant des résultats du projet jusqu'aux résultats économiques souhaités. Par exemple, une meilleure coordination des politiques commerciales vise à améliorer ces politiques, et par là même les résultats à l'exportation, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En tout point de cette chaîne, d'autres variables causales – peut-être plus puissantes – peuvent avoir un effet positif ou négatif sur l'étape suivante, compliquant l'*attribution* des résultats au projet (voir la figure 5.1). Ainsi, au Lesotho, un projet visant à améliorer les qualifications professionnelles a permis de former environ 625 travailleurs (dont 491 femmes) mais, malgré un taux de placement de 75 pour cent, la crise économique mondiale de 2009 a réduit les exportations et les revenus [Lesotho, 127]. La même chose s'est produite en Indonésie, dans la région de Solo Raya, où, malgré les bons résultats d'un projet de promotion de la chaîne de valeur, l'industrie du meuble en rotin a vu la valeur de ses exportations chuter de 25 pour cent et l'emploi de 15 pour cent entre 2007 et 2009 [Indonésie, 185]. En général, plus le projet est éloigné du résultat, plus l'attribution des résultats est difficile. Enfin, les cas d'expérience spéculent rarement sur ce qui se serait produit si le projet n'avait pas existé, c'est-à-dire le *scénario contrefactuel*. Une évaluation ne peut tenir compte de façon adéquate du scénario contrefactuel que si l'on procède à une évaluation de l'impact bien conçue (et coûteuse), dans laquelle les résultats du projet sont comparés à des groupes de contrôle dans des situations analogues choisies de manière aléatoire.[4]

RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE : FACILITATION DES ÉCHANGES

La réduction des retards aux frontières et pendant le transit peut avoir un effet spectaculaire sur la baisse du coût des importations et des exportations, et peut donc améliorer la compétitivité (Engman, 2005). En 2006, il fallait en moyenne 116 jours pour transporter un conteneur de l'usine de Bangui (République centrafricaine) au port le plus proche et accomplir toutes les formalités douanières, administratives et portuaires exigées pour le chargement à bord du navire. Comme l'indiquent Djankov *et al.* (2010), il fallait 71 jours pour la même opération à partir de Ouagadougou (Burkina Faso), 87 jours à partir de N'Djamena (Tchad), 93 jours à partir d'Almaty (Kazakhstan) et 105 jours à partir de Bagdad (Iraq). Cela contraste vivement avec le délai de cinq jours nécessaire pour expédier un conteneur à partir de Copenhague, de six jours à partir de Berlin, de 16 jours à partir de Port-Louis (Maurice) et de 20 jours à partir de Shanghai, Kuala Lumpur ou Santiago du Chili.

Hummels (2001) a calculé qu'un jour de retard à la frontière augmente en moyenne de 0,8 pour cent les coûts dans le monde. Sur la base de ces travaux et d'une étude de 126 pays réalisée au moyen d'un modèle de gravité, Djankov *et al.* (2010) ont constaté que chaque journée de transit avait pour effet de réduire le volume des échanges d'un peu plus de 1 pour cent en moyenne. Ils ont pu appréhender les effets des retards administratifs en utilisant comme variable de substitution le nombre de signatures exigées à l'exportation ou à l'importation. Ces retards avaient un effet équivalant à l'allongement de 70 kilomètres de la distance entre l'usine et le marché de destination. La situation était plus grave pour les exportateurs de produits agricoles périssables, car les retards augmentent les pertes. Pour ces exportateurs, une journée de retard supplémentaire réduisait les exportations de 6 pour cent en moyenne. Hoekman et Nicita (2010, 2011) estiment que les efforts faits pour rapprocher la performance moyenne des pays à faible revenu en matière de logistique et de facilitation des échanges (mesurée par l'indice de performance logistique et l'indicateur du « coût de l'activité commerciale » de la Banque mondiale) de celle des pays à revenu intermédiaire accroîtraient le commerce de 15 pour cent, soit le double de ce que permettrait la convergence avec la moyenne des droits d'importation des pays à revenu intermédiaire.

La majorité des études empiriques économétriques sur la facilitation des échanges concluent que l'amélioration des mesures de facilitation est associée à un accroissement des échanges. En effet, la réforme des douanes pour améliorer l'efficacité, la réduction des transactions à la frontière, l'élimination des interventions de l'administration qui créent des occasions de corruption et l'adoption de procédures pour accélérer le passage des marchandises à la frontière, tout cela peut réduire les coûts commerciaux pour les importateurs et les exportateurs. Helble *et al.* (2009) ont effectué une analyse de ces avantages potentiels au moyen d'estimations de gravité issues de régressions transnationales, se concentrant sur l'aide pour le commerce. Ils ont comparé en particulier les effets de l'aide au développement du commerce (renforcement des capacités de production), de l'assistance en matière de politique commerciale et de l'assistance en matière d'infrastructure sur les échanges bilatéraux et en ont conclu que l'aide pour le commerce destinée à des projets de réforme de la politique commerciale et de la réglementation avait un taux de rendement élevé.

Portugal et Wilson (2008) ont appliqué une variante de cette méthode pour analyser les résultats commerciaux de l'Afrique, où les coûts commerciaux sont généralement plus élevés que dans les autres régions. À l'aide d'estimations d'un modèle de gravité, ils ont calculé les équivalents *ad valorem* des améliorations des indicateurs commerciaux. Ils en ont conclu que les gains résultant pour les exportateurs africains de l'abaissement des coûts commerciaux à un niveau égal à deux fois le niveau de Maurice auraient un effet positif plus important sur les échanges que de fortes réductions tarifaires. De même, une baisse des coûts logistiques en Éthiopie jusqu'à deux fois les coûts de Maurice équivaudrait à peu près à une réduction de 7,6 pour cent des droits de douane pour les exportateurs éthiopiens sur tous leurs marchés étrangers.

Les 48 cas d'expérience classés sous le thème de la facilitation des échanges révèlent la diversité des mesures prises pour réduire le coût du commerce transfrontières. Ces mesures revêtent plusieurs formes : *i*) programmes intégrés de facilitation des échanges couvrant la stratégie et l'investissement, parfois avec une orientation régionale ; *ii*) réforme des douanes et de la logistique ; et *iii*) programmes axés sur les corridors.

Programmes intégrés de facilitation des échanges

Certains projets combinent des investissements dans l'infrastructure et des procédures douanières accélérées dans le cadre de programmes d'intégration régionale. Le Projet Mésoamérique, par exemple, vise à faciliter la circulation des marchandises en Amérique centrale. Lancé en 2008 par la BID, il prévoit des investissements dans l'infrastructure routière, qui devraient ramener

AIDE À LA FACILITATION DES ÉCHANGES : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Afrique de l'Est	Le temps de transit moyen dans le corridor Nord a été ramené de trois jours à trois heures ; la durée du séjour dans le port de Mombasa a été réduite de 19 à 13 jours ; et la durée du transit le long de l'axe Mombasa-Nairobi-Kampala est passée de 15 à cinq jours [Afrique de l'Est, 129].
Amérique du Sud	10 000 entreprises ont pu exporter pour la première fois grâce à la réduction du nombre de formulaires exigés pour exporter des colis de moins de 30 kg et d'une valeur inférieure à 50 000 dollars EU [Amérique du Sud, 16].
Burundi	Les recettes fiscales ont augmenté de 25% entre 2009 et 2010, après la mise en place de l'Office burundais des recettes [Burundi, 211].
Cameroun	La réforme douanière a augmenté les recettes de 12% ; le nombre de déclarations traitées par les fonctionnaires en une journée a augmenté de 130% [Cameroun, 164].
Colombie	La procédure administrative de certification de l'origine a permis de ramener le délai à dix minutes en moyenne, contre deux à trois jours avant [Colombie, 226].
Éthiopie	La réforme douanière a entraîné une augmentation des transactions à l'importation d'environ 190% et des transactions à l'exportation de 200% ; les recettes douanières ont augmenté de 51% [Éthiopie, 166].
Ghana	Le développement de clusters dans les zones franches a entraîné le doublement de leurs exportations entre 2006 et 2008 [Ghana, 128].
Haïti	Le délai de dédouanement a été ramené de quatre à deux jours pour les déclarations vertes [Haïti, 246].
Kirghizistan et Tadjikistan	Le nombre de formulaires à remplir pour le commerce avec l'étranger a baissé de 60% [Kirghizistan, 186].
Mexique	Le délai d'enregistrement d'une entreprise a été ramené de 34 jours à 2,5 heures ; la suppression des frais de double certification a permis d'économiser 213 millions de dollars EU [Mexique, 114].
Mongolie	La modernisation du traitement des données a ramené le délai de dédouanement de plus de trois heures à 23 minutes pour les importations et de plus de deux heures à 13 minutes en moyenne pour les exportations [Mongolie, 260].
Mozambique	Le délai de dédouanement des marchandises à la frontière est passé de 30 jours à deux à cinq jours [Afrique, 175].
Viet Nam - RDP lao - Thaïlande	L'obligation de transbordement a été supprimée pour 500 camions qui ont désormais une licence pour traverser le corridor Sud-Est [Asie de l'Est, 163].
Zambie - Zimbabwe	Le délai de dédouanement à la frontière a été ramené de cinq à un ou deux jours pour les poids lourds et de deux heures à une heure pour les autocars [Zimbabwe, 107].

Source : Sous-échantillon de résultats extraits de la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

de huit jours à 2,25 jours le temps moyen de transport du fret d'ici à 2015 ; dans des procédures douanières accélérées pour ramener de 60 à huit minutes le temps moyen de franchissement des frontières ; dans la création d'un réseau électrique régional permettant de réduire les coûts de 20 pour cent ; et dans l'intégration des services de télécommunication. Les résultats de ce projet sont encore modestes : travaux topographiques sur la qualité des routes, planification initiale de la mise en œuvre des mesures essentielles, et achèvement à 90 pour cent du câble optique principal pour la région. Bien que le calendrier du projet soit généralement respecté, un engagement continu des pouvoirs publics à un haut niveau est nécessaire pour que les délais soient respectés [Amérique latine, 120].

Le Mexique offre un exemple du lien établi entre, d'une part, la facilitation des échanges « côté exportation » et une plus grande efficacité « côté importation » et, d'autre part, l'amélioration de la réglementation commerciale intérieure. Un élément central de son « Programme national pour la compétitivité » consiste à améliorer l'efficacité des importations en réduisant et en simplifiant les droits de douane. Entre 2008 et 2010, le Mexique a réduit unilatéralement ses droits sur les produits industriels de 10,4 pour cent à 5,3 pour cent. En 2013, 63 pour cent de ses lignes tarifaires devraient être en franchise de droits, de sorte que le droit moyen sur les produits industriels devrait être de 4,3 pour cent seulement. Tous ces changements ont permis au Mexique de passer du 74ème au 22ème rang dans le classement du Forum économique mondial pour l'ouverture des marchés. Dans le même temps, la variance de la distorsion des échanges diminuera d'un quart, en écart type, passant de 9,0 pour cent à 6,6 pour cent d'ici à 2013. Du côté des exportations, le Mexique a supprimé plusieurs prescriptions et mis en place un « guichet unique électronique » pour faciliter l'accès aux documents requis. Il a aussi mis en place un processus de demande électronique pour accélérer l'enregistrement des entreprises. Et il a procédé à un examen « Base 0 » de la réglementation et supprimé 12 234 règlements internes et 1 358 dispositions administratives concernant les entreprises. Cet ensemble d'améliorations réglementaires devrait permettre aux entreprises et aux citoyens mexicains d'économiser 3,9 milliards de dollars EU sur six ans [Mexique, 114].

D'autres pays ont également adopté des programmes intégrés pour promouvoir le commerce transfrontières. La RDP lao l'a fait sous les auspices du Fonds pour le développement du commerce et du Cadre intégré renforcé, avec l'aide de l'AusAID, de la Banque mondiale, du gouvernement suisse et de l'UE. Il en est résulté des plans d'action cohérents en faveur du commerce dans quatre sous-secteurs. Cette initiative a également permis de former plus de 1 000 fonctionnaires et de lancer le PDR Lao Trade Research Digest [RDP lao, 155]. La CARICOM a mis en place, avec le soutien du DFID, le programme CARTFund destiné à favoriser l'intégration des Caraïbes et à mettre en œuvre des réformes inspirées par l'APE. Créé en 2009, ce programme est encore balbutiant, mais la demande dans la région semble dépasser l'offre [Caraïbes, 25 ; Caraïbes, 153]. De même, le « Plan d'action stratégique pour la facilitation des échanges » du Nigéria a permis de créer une instance où les parties prenantes peuvent débattre de l'approfondissement de l'intégration régionale au sein de la CEDEAO et des efforts nécessaires pour « *une libéralisation accélérée du commerce à notre propre rythme* » [Nigéria, 7]. La Stratégie régionale de l'UEMOA a également ouvert la voie à des activités très diverses en faveur du commerce, allant de la simplification du passage des frontières et des procédures douanières à l'harmonisation des politiques fiscales et à l'investissement dans le renforcement des capacités [Afrique de l'Ouest, 266]. Le « Projet d'amélioration du cadre de facilitation des échanges » du Suriname réunit des efforts visant à agrandir le port principal et les installations de manutention des marchandises, à améliorer les procédures douanières par la gestion des risques et à identifier les investissements dans l'infrastructure et les améliorations institutionnelles nécessaires (dont l'installation du SYDONIA Monde). Outre la réduction des délais, cela a permis de faire prendre conscience de l'importance de la réduction des coûts commerciaux [Suriname, 94].

Programmes de réforme douanière et de gestion de la logistique

Plus d'une douzaine de cas d'expérience décrivent les efforts faits par les pouvoirs publics pour améliorer l'administration des douanes et la logistique. Il s'agit, par exemple, de programmes exécutés en Afrique [15], en Amérique centrale [122], en Équateur [43], en Éthiopie [166], en Haïti [246], en Macédoine [189], en Mongolie [6 et 260], à Montserrat [5], en Ouganda [239], au Suriname [94] et en Tunisie [130]. En Afrique australe, par exemple, la CDAA parraine une réforme du système tarifaire et de l'administration des douanes à l'échelle régionale dans le cadre de sa progression vers une union douanière complète. Le projet prévoit des travaux sur le cadre juridique et institutionnel et sur le tarif extérieur commun, une stratégie de formation de trois ans pour renforcer les capacités, et l'organisation de forums de partenariat avec les entreprises. Ces efforts, parrainés par l'UE, en sont encore dans leur phase initiale [Afrique australe, 15].

Le Cameroun a engagé d'importantes réformes douanières en 2007 et 2010, avec l'appui de l'Organisation mondiale des douanes, de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale. L'administration des douanes, chargée de percevoir une grande partie des recettes publiques, a adopté en 2008 une série d'indicateurs quantifiés dans le cadre d'une réforme plus large visant à mettre en place des contrats de performance. Il était prévu d'examiner chaque mois une trentaine d'indicateurs pour onze bureaux de douane du pays : suivi et évaluation portant notamment sur les importations, le travail des douaniers (principalement en termes de délais de traitement), les « fonctionnaires à risque » et la répression de la corruption. Pour assurer un suivi, une deuxième série d'indicateurs, élaborés en coopération avec les fonctionnaires des douanes, a été adoptée en 2010. Les résultats ont été spectaculaires : le délai entre l'enregistrement par le courtier et le traitement par le fonctionnaire a diminué de 75 pour cent en moyenne dans deux bureaux, contre 38 pour cent seulement dans un bureau pris comme « groupe de contrôle ». Le nombre de déclarations traitées a augmenté de 20 à 30 pour cent. Le gain de temps a été de dix à 14 heures en moyenne. Et les recettes par conteneur ont augmenté de 11,7 pour cent entre 2009 et 2010. Ces données sur les résultats ainsi que d'autres ont été utilisées pour l'évaluation annuelle du travail des inspecteurs, qui a abouti à la promotion des bons éléments et à la mutation des autres [Cameroun, 164]. Au Burundi, les recettes fiscales ont également augmenté d'un quart entre 2009 et 2010 après la création de l'Office burundais des recettes [Burundi, 211].[5]

Un projet de développement des exportations en Tunisie a également porté ses fruits. D'un montant de 50 millions de dollars EU, ce projet a permis de créer un fonds d'accès aux marchés et un fonds de garantie du financement des exportations avant expédition et d'améliorer la gestion de la logistique et les procédures douanières. Le fonds d'accès aux marchés offre un cofinancement aux entreprises et aux associations professionnelles pour encourager l'investissement dans les études de marché, financer l'acquisition de matériel, parrainer des ateliers et fournir des capitaux de contrepartie pour certains projets. On estime que les éléments du projet relatifs aux douanes et à la logistique ont réduit d'environ deux tiers la durée d'immobilisation des marchandises – qui est passée de 10,1 jours en moyenne en 2003-2004 à 3,3 jours en 2010. Le projet vise en outre à améliorer les normes techniques et les règles de propriété intellectuelle pour répondre aux prescriptions de l'OMC. En mai 2010, il avait permis d'augmenter les exportations de plus de 400 millions de dollars EU, dont plus du tiers consistait en exportations nouvelles vers de nouveaux marchés. Il avait aussi permis de créer 50 000 emplois à temps plein et 50 000 emplois à temps partiel pour les entreprises concernées [Tunisie, 130].

Programmes de corridors et efforts visant à accélérer le franchissement des frontières

Les programmes qui traitent la facilitation des échanges non seulement comme une question à la frontière, mais aussi comme un problème intégré concernant l'ensemble d'un corridor de transport et les multiples facettes du commerce, sont de plus en plus répandus. Ainsi, la sous-région du Grand Mékong a pris des mesures pour améliorer le commerce grâce à la construction de ponts et de routes en association avec l'Accord de transport transfrontalier (ATTF). L'un des objectifs était de promouvoir l'investissement étranger. Bien que politiquement complexe, le projet a abouti à la conclusion d'un accord, en 2006, entre le Viet Nam, la RDP lao et la Thaïlande, aux termes duquel chaque pays autorisait 500 camions à circuler le long du nouveau corridor Est-Ouest, sans restrictions en matière de cabotage. Les économies réalisées grâce à la réduction des coûts de transport et des délais de transbordement devraient avoir un impact majeur sur le développement de la région [Asie du Sud-Est, 163].

L'amélioration du corridor Nord-Sud en Afrique reste une priorité majeure pour les gouvernements et les donateurs. Trois cas d'expérience décrivent les améliorations apportées au poste frontière de Chirundu [Zimbabwe, 107 ; Zambie, 171 ; Afrique australe, 140]. Selon l'un d'eux, la traversée du corridor comportait précédemment « *un tiers de conduite et deux tiers d'attente* » à la frontière [Afrique australe, 140]. Mais la création d'un poste frontière à guichet unique a accéléré notablement le déplacement à travers une zone de contrôle commune, a amélioré l'efficacité des opérations et a fourni le matériel nécessaire pour le prédédouanement des personnes, des véhicules et des marchandises. Le Secrétariat du COMESA a servi d'institution d'accueil et a fourni des bureaux pour le projet, et les Ministères du commerce concernés ont assuré un leadership politique, qui était indispensable parce que le projet nécessitait des réformes juridiques, une modification des procédures de part et d'autre de la frontière, une nouvelle infrastructure et des investissements dans les technologies de l'information et de la communication.

Les donateurs partenaires, dont le gouvernement japonais, le DFID et la Banque mondiale, ont fourni des ressources pour les éléments critiques. Le projet a donné des résultats tangibles : le délai de dédouanement pour les autocars et les voitures a été réduit de moitié ; pour les camions commerciaux, il est passé de cinq jours à moins de 24 heures, et à moins de cinq heures pour ceux qui bénéficient de la procédure accélérée. Les retombées positives ont été importantes. Les procédures de dédouanement rapides, automatisées et normalisées ont réduit les paiements illicites exigés auparavant par les nombreux intermédiaires chargés du dédouanement, tandis que la diminution des délais à la frontière a fait reculer le commerce sexuel, ce qui a ralenti la propagation des maladies sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA.

Le Projet de facilitation des échanges et des transports en Afrique de l'Est est destiné à stimuler le commerce au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Ce projet de 260 millions de dollars EU financé par la Banque mondiale, en coordination avec des projets connexes financés par l'UE, la BAfD, la JICA et le DFID, vise à améliorer la circulation le long du corridor Nord reliant le port kényan de Mombasa via Nairobi à Kampala (Ouganda), Kigali (Rwanda), la RDC et le Sud-Soudan. Les investissements destinés à améliorer les procédures à la frontière ont ramené les délais de trois jours à trois heures. Le temps de transit entre Mombasa et Kampala est tombé de 15 à cinq jours et le temps de séjour moyen dans le port de Mombasa a été réduit de 19 à 13 jours. Cela signifie qu'un camion peut faire en moyenne trois voyages par mois dans le corridor au lieu de 1,5 auparavant, ce qui améliore l'utilisation des camions et réduit les coûts. Cela signifie aussi que les produits agricoles exportés, comme le thé, restent moins longtemps en transit, ce qui réduit les coûts de financement. Ces économies se traduisent par une augmentation des revenus des agriculteurs du fait de l'augmentation du volume des exportations [Afrique de l'Est, 129].

Malgré la logique évidente des postes frontière à guichet unique, ces projets sont beaucoup plus difficiles à orchestrer et à mettre en œuvre que ne le suggère leur nom. Comme on l'a vu plus haut, ils exigent souvent des changements complexes dans les politiques, les procédures et les institutions, changements qui menacent souvent les groupes d'intérêts profitant du statu quo. En outre, les postes frontière à guichet unique nécessitent généralement une certaine coordination intergouvernementale qui peut être politiquement difficile, car elle implique de nombreux échelons de l'administration de part et d'autre de la frontière. Les difficultés rencontrées pour améliorer le poste frontière de Beitbridge entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe – notamment les retards dans la signature des mémorandums d'accord – soulignent la nécessité d'une coordination intergouvernementale effective et de haut niveau [Afrique australe, 267]. Le fait que les problèmes de coordination habituels peuvent être amplifiés quand on agit au niveau sous-régional, avec de nombreux pays, est illustré par les problèmes de démarrage du projet tripartite de facilitation des échanges COMESA-CEA-CDAA en Afrique de l'Est et australe [Afrique, 145].

La Commission de la CEDEAO et le West Africa Trade Hub de l'USAID ont présenté un cas d'expérience conjoint sur le Schéma de libéralisation des échanges (SLE) de la CEDEAO, qui vise à déterminer où des problèmes se posent dans l'application nationale des protocoles régionaux. La circulation des personnes sans visa a été un succès, mais les progrès ont été beaucoup plus limités en ce qui concerne la libre circulation des marchandises et le transport. Parmi les difficultés citées figurent l'incompatibilité des législations nationales, les normes différentes pour les véhicules, la diversité des exigences en matière d'inspection et les différentes limites de charge à l'essieu. Il en résulte un entrelacs de règles nationales contradictoires qui rend impossible le respect des protocoles régionaux. Cette situation crée aussi un risque de « pratiques irrégulières ». Le cas d'expérience donne à penser que les entreprises qui tirent profit des obstacles informels au commerce (tels que le maintien de restrictions tarifaires ou d'obstacles non tarifaires comme les interdictions saisonnières) et les organismes qui perçoivent les recettes (officiellement ou non) ne sont pas toujours favorables à la mise en œuvre du SLE. Les enquêtes trimestrielles sur le secteur privé, réalisées par l'Observatoire des pratiques anormales, mettent en évidence l'impact négatif du maintien des restrictions et des pratiques irrégulières sur le commerce en Afrique de l'Ouest [Afrique de l'Ouest, 42].

Enfin, deux cas d'expérience rendent compte d'études qui s'appuient sur des données transnationales et sur l'économétrie pour examiner le lien entre l'aide pour le commerce et les coûts commerciaux. La CEA de l'ONU mentionne une étude à paraître qui montre qu'un accroissement de l'aide pour le commerce est associé à la fois à une plus grande diversification des exportations et à une baisse des coûts de transport [Afrique, 104]. De même, le Secrétariat du Commonwealth signale plusieurs études qui montrent les effets importants de l'aide pour le commerce, dont une qui indique qu'un doublement de l'aide pour le commerce s'accompagne d'une diminution de 5 pour cent du coût des importations [Mondial, 34].

INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE POUR STIMULER LE COMMERCE

La qualité de l'infrastructure est l'un des obstacles les plus répandus à l'augmentation des exportations, de la productivité et du revenu national. Plusieurs études ont établi un lien entre les investissements dans l'infrastructure et l'accroissement des capacités commerciales.[6] Par exemple, Limao et Venables (2001) ont étudié la relation entre les routes et les télécommunications et les coûts de transport, puis entre les coûts de transport et le volume des échanges. Ils ont constaté qu'une amélioration de l'infrastructure de transport et de communication à partir du score médian des enquêtes jusqu'au 25ème centile supérieur est associée à une baisse des coûts de transport de 12 pour cent – laquelle est elle-même associée à une augmentation du volume des échanges de 28 pour cent.[7] Ils montrent en outre que les pays sans littoral ont des coûts de transport plus élevés, car leur capacité de commercer dépend de l'infrastructure des pays de transit voisins. En Afrique de l'Est, par exemple, les marchandises destinées aux pays sans littoral subissent un délai équivalant à au moins trois dédouanements dans les pays côtiers. « *La mauvaise qualité de l'infrastructure contribue à 40 pour cent des coûts de transport prévus pour les pays côtiers et cela va jusqu'à 60 pour cent pour les pays sans littoral.* » En outre, pour les pays sans littoral, les auteurs ont calculé qu'une amélioration de leur infrastructure du 25ème au 75ème centile compenserait pour plus de moitié le désavantage dû à l'enclavement.

Les routes sont évidemment indispensables au commerce. Dans une étude réalisée pour la BAfD, Buys, Deichmann et Wheeler (2010) ont analysé le réseau routier en Afrique. En estimant, à l'aide de modèles de gravité au niveau des villes, les moyennes du commerce qui pourrait avoir lieu compte tenu de la distance et des revenus et en utilisant des données effectives sur les coûts et l'ingénierie pour la construction de routes, ils ont simulé l'effet de la création d'un réseau de transport faisable pour le continent grâce à des travaux de modernisation. Leurs estimations de base indiquent qu'un investissement d'environ 20 milliards de dollars EU, avec 1 milliard de dollars EU pour l'entretien annuel, créerait environ 250 milliards de dollars EU de commerce terrestre sur 15 ans. De même, Ben Shepherd et John Wilson (2008), utilisant des simulations réalisées à l'aide de modèles de gravité pour l'Europe et l'Asie centrale, sont parvenus à la conclusion qu'une modernisation « ambitieuse mais faisable » des routes pourrait accroître le commerce de 50 pour cent.

De même, des ports efficaces sont essentiels pour le commerce. Dans leur étude sur la facilitation des échanges dans les pays de l'APEC, Wilson, Mann et Otsuki (2003) ont utilisé une mesure de l'efficacité des ports (amalgame de l'efficacité des ports, des installations portuaires et de l'efficacité du transport aérien) dans un modèle de gravité et s'en sont servis pour réaliser des simulations ; ils ont constaté que, si les pays inférieurs à la moyenne selon l'indice remontaient jusqu'à la moyenne de l'APEC, cela produirait 117 milliards de dollars EU de commerce supplémentaire au sein de l'APEC (2003:16).

Enfin, on a montré que les télécommunications jouaient un rôle essentiel – et sans doute de plus en plus important. Dans un article déjà ancien, Freund et Weibhold (2000) ont étudié le rôle du commerce potentiel sur Internet, là aussi à l'aide d'un modèle de gravité, et en ont conclu qu'une augmentation de 10 pour cent du nombre relatif d'hébergeurs Web dans un pays aurait augmenté les échanges de 1 pour cent en 1998-1999. L'explosion des connexions dans le monde a indéniablement modifié ces estimations. Park et Koo (2005) ont constaté que l'infrastructure de télécommunication était un déterminant important du niveau du commerce bilatéral. Wheatly et Roe (2005) ont examiné le commerce international des produits agricoles et horticoles entre les États-Unis et leurs partenaires et ont effectué des analyses qui différencient les effets de l'infrastructure et du coût d'Internet sur les exportations et sur les importations ; ils en ont conclu que les effets des télécommunications dépendent beaucoup du caractère périssable des produits. Aujourd'hui, on peut penser que la grande majorité des demandes d'intrants et de biens de consommation fournis au niveau international passe par Internet – par conséquent, le fait d'être en ligne pour la publicité, les achats et la recherche est important pour le commerce international.

On trouve des conclusions analogues dans des études qui mesurent les effets conjugués de plusieurs types d'infrastructures pour examiner leur impact collectif sur le commerce. Ainsi, Nordas et Piermartini (2004) ont considéré la qualité des ports, la densité des aéroports avec pistes revêtues et la densité des usagers d'Internet et des abonnés au téléphone mobile. Ils ont montré que l'infrastructure portuaire était importante pour tous les secteurs, mais que le respect des délais et l'accès aux télécommunications étaient surtout importants dans les secteurs de l'habillement et de l'automobile.

AIDE À L'INFRASTRUCTURE : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS	
El Salvador	Pose de 634 km de câbles électriques reliant plus de 7 000 usagers pour la première fois ; installation de 950 panneaux solaires ; chaque famille a économisé en moyenne 41 dollars EU par an sur sa facture d'électricité [El Salvador, 233].
Fidji	Les améliorations apportées au King Wharf ont augmenté la capacité de charge, et le nombre de conteneurs déplacés par heure est passé de 5,2 en 1998 à environ huit [Fidji, 29].
Maroc	Le programme a permis de faire passer le taux de construction des routes de 1 000 km/an en 2002 à plus de 2 000 km/an en 2009 [Maroc, 82].
Région du Grand Mékong	Durée moyenne du trajet entre Savannakhet et Dansavanh ramenée de 10-12 heures à 2,5-3,0 heures, et entre Dong Ha et Lao Bao de quatre à deux heures [Asie de l'Est, 9].
République kirghize et Kazakhstan	226 km de routes ont été réhabilités ; les procédures douanières ont été améliorées ; le trafic routier a augmenté de 25% et les exportations de la République kirghize vers le Kazakhstan ont progressé de 160% [République kirghize, 10].
Tanzanie	Un câble de 78 km a permis de relier directement l'île de Pemba au réseau électrique tanzanien, ce qui permettra de répondre à la demande d'électricité de l'île pendant les 20 à 25 prochaines années [Tanzanie, 135].

Les cas d'expérience montrent que le commerce a besoin d'infrastructures

Les cas d'expérience ajoutent de la couleur au tableau en noir et blanc des études économétriques. L'un d'eux analyse par exemple de manière approfondie l'interaction entre la facilitation des échanges et l'infrastructure de transport. Il en conclut que l'infrastructure routière en Afrique de l'Est est dans un état « *étonnamment* » bon ou, dans le cas des ports, en cours d'amélioration, mais que le transport par chemin de fer et par voie d'eau intérieure est très déficient. Les auteurs préconisent davantage de projets régionaux au motif que les projets purement nationaux, même s'ils sont plus faciles à mettre en œuvre, ne remédient pas aux défauts de coordination au niveau régional [Afrique, 229].

Dans certaines sous-régions, des activités conjointes commencent à voir le jour pour améliorer l'infrastructure liée au commerce. Au Mozambique, le gouvernement a investi dans l'énergie, avec l'assistance technique de la Norvège et de la Banque mondiale. Grâce aux investissements de Sasol, le champ de Pande est finalement entré en exploitation en 2004 après une longue et turbulente histoire, suivi par celui de Temane en 2010. Les gouvernements de l'Afrique du Sud et du Mozambique ont bénéficié d'une assistance technique de la Norvège pour rédiger un traité qui a finalement rendu le projet économiquement viable en créant le cadre juridique nécessaire pour construire un gazoduc depuis les gisements jusqu'à Maputo, en passant par l'Afrique du Sud. L'investissement total, qui s'élève à 191 millions de dollars EU, permettra d'extraire une quantité de gaz équivalant à 440 millions de barils de pétrole [Mozambique, 59].

Autre exemple, l'énergie électrique. Hallaert *et al.* (2011) ont montré que l'électricité semble être un obstacle majeur à l'expansion du commerce, notamment en raison de son manque de fiabilité. Une amélioration de 10 pour cent de la fiabilité de l'approvisionnement en électricité a entrainé une augmentation de l'ouverture des échanges de près de 2 pour cent en moyenne. L'impact est plus grand sur les exportations (2,4 pour cent) que sur les importations (1,7 pour cent). Zanzibar, le gouvernement de l'Union et la Norvège ont financé à hauteur de 400 millions de couronnes norvégiennes l'installation d'un câble sous-marin reliant l'île de Pemba à la Tanzanie. Ce câble long de 78 kilomètres remplacera trois génératrices diesel et améliorera la fiabilité du courant électrique – assurant ainsi aux habitants un approvisionnement plus efficace pour les 20 à 25 prochaines années. Cela a eu des effets en aval : grâce à l'électricité disponible, le secteur privé a pu investir dans un nouvel hôtel, ce qui a été positif pour les recettes touristiques [Tanzanie, 135].

De même, l'assistance technique de la Chine à la RDP lao a permis de créer un Plan global de développement complet de la région Nord, qui a notamment servi de schéma pour des investissements, en particulier dans l'infrastructure. Des investissements ultérieurs ont permis de développer les relations commerciales avec la Chine [RDP lao, 155].

Les Fidji offrent un exemple montrant que l'amélioration des services portuaires est essentielle pour le commerce. Avec l'aide de la BAsD, le gouvernement a investi dans les ports de Suva et Lautoka, sur l'île de Viti Levu. Construites en 1963, puis rénovées et agrandies, les installations portuaires étaient délabrées au moment où le projet a commencé : elles ne répondaient pas aux normes modernes et il n'y avait pas assez d'espace pour les marchandises en conteneur. Le projet a figuré en bonne place dans le Plan de développement stratégique 2003-2005 du gouvernement et dans le programme ultérieur de la BAsD. Les investissements ont permis d'accroître les rotations, et la productivité est passée de 5,2 à huit conteneurs par heure-navire. Le nombre de mouvements par heure de grue a presque doublé, passant de onze à 20 [Fidji, 29].

L'amélioration des routes est un thème courant dans les cas d'expérience. La République kirghize et le Kazakhstan ont collaboré pour rénover 226 kilomètres de routes entre leurs capitales respectives, Bishkek et Almaty. Ce projet était couplé à une assistance technique destinée à améliorer les installations douanières, y compris par du matériel neuf et par une formation destinée aux fonctionnaires des douanes. La BAsD et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement se sont associées pour financer les travaux routiers, exécutés par les Ministères des transports et des communications des deux pays, et le Programme du corridor de transport Europe-Caucase-Asie de l'UE a fourni une subvention parallèle pour la réforme douanière. Le programme a procuré de nombreux avantages : adoption des meilleures pratiques pour la planification et la construction des routes et création de nouvelles sources de revenu le long du corridor (magasins de détail, taxis, lavage de voiture, cafés, salons de coiffure). Les passages de frontière ont augmenté de 38 pour cent par an entre 2000 et 2007, le trafic a progressé de 25 pour cent (par rapport à 1998) et les exportations de la République kirghize ont fait un bond de 160 pour cent [République kirghize et Kazakhstan, 10]. Une expérience analogue est relatée (sans les détails quantitatifs) dans le cas de l'autoroute Rijeka-Zagreb, liaison essentielle entre la capitale de la Croatie et son port principal [Croatie, 228].

Dans la région du delta du Mékong, les gouvernements du Viet Nam, de la RDP lao et de la Thaïlande ont engagé en 1998 un effort pour relier leurs réseaux routiers respectifs afin de développer les échanges. Avec l'aide de la BAsD, les liaisons routières essentielles pour accroître le commerce régional entre les trois pays ont été identifiées. Pour faciliter le transport et les échanges, les autorités ont conclu un Accord de transport transfrontalier (ATTF) portant sur presque tous les aspects du commerce des biens et des services – y compris les inspections douanières, le trafic en transit et la conception des routes et des ponts. En conséquence, la valeur moyenne du commerce a augmenté de plus de 50 pour cent, passant de 93,5 millions de dollars EU en 1999-2000 à 142 millions en 2006-2007. La durée moyenne du trajet dans le corridor a été réduite de moitié. Le temps nécessaire pour franchir certaines frontières a également diminué de 30 à 50 pour cent, et le nombre moyen de passages de véhicules par jour a augmenté. Enfin, en juin 2009, des licences ont été délivrées à 500 camions environ dans le cadre de l'ATTF pour circuler le long du corridor sans frais de transbordement [Asie et Pacifique, 9].

Certains projets ont consisté à améliorer l'infrastructure de transport routier et les autres infrastructures tout en renforçant les capacités techniques humaines ainsi que les capacités de production. Le projet FOMILENIO en El Salvador, par exemple, est un projet de développement rural intégré axé sur le développement humain (par l'éducation et la formation), le développement de la production (par l'assistance technique pour le développement des entreprises et par des investissements et des prêts pour six chaînes de production) et la connectivité (par la construction de la Route longitudinale du Nord – *Carretera Longitudinal de Norte*), avec des investissements dans l'électricité rurale. Ce projet, financé par la Millennium Challenge Corporation des États-Unis, a permis d'accroître les revenus, de créer des emplois et d'améliorer le taux d'adoption des technologies [El Salvador, 233].

Les cas d'expérience contiennent aussi des mises en garde. Par exemple, les mesures prises entre 1990 et 2005 pour privatiser les chemins de fer en Afrique australe, souvent avec l'aide de donateurs, ont en grande partie échoué, surtout à cause de défauts de conception dans le processus d'octroi de concessions à long terme. Le processus a pris beaucoup trop de temps, les dispositions financières étaient inadéquates, les accords étaient généralement faibles et le choix des concessionnaires était souvent mauvais du fait du manque de soumissionnaires sérieux ayant les compétences et les ressources requises [Afrique, 144].

Des chemins de fer qui fonctionnent bien sont indispensables pour participer effectivement au commerce régional et mondial. Les gouvernements commencent seulement à chercher de nouveaux moyens de redynamiser cette infrastructure, souvent dans le cadre de partenariats public-privé. Il n'est cependant pas facile d'instaurer des arrangements efficaces, et les résultats ne sont pas automatiques.[8] Pour que ces efforts réussissent, il faut adapter la conception aux volumes et aux vitesses prévus, établir des règles d'exploitation qui encouragent une pleine utilisation sur la base d'une maintenance adéquate, offrir des incitations appropriées au moyen de tarifs corrects, prendre des dispositions en matière d'investissement et énoncer clairement les obligations [Afrique, 144].

Les récits en forme de mise en garde concernent aussi les dimensions sociales des projets d'infrastructure. L'un d'eux note que l'amélioration de l'infrastructure routière dans le corridor Amérique centrale-Mexique pourrait contribuer à la propagation des maladies, notamment du VIH/SIDA, si des politiques adéquates ne sont pas adoptées [Amérique centrale, 3].

On a montré qu'en Afrique les programmes de transport qui intègrent des mesures sanitaires peuvent ralentir fortement la propagation des maladies. Des programmes analogues n'ont été incorporés que récemment dans les projets routiers en Amérique centrale, et il est encore trop tôt pour les évaluer. Un autre cas d'expérience souligne la nécessité de lier l'investissement dans l'infrastructure à la sécurité dans la conception des routes et à l'éducation des conducteurs et des piétons. L'ONU indique que « *les accidents de la route font chaque année plus de 1,3 million de morts et au moins 50 millions de blessés* » [Mondial, 236]. Des questions similaires sont abordées par la Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest [Asie, 238]. Les décès de piétons sont particulièrement tragiques, car ils peuvent être facilement évités. Dans un autre cas d'expérience concernant l'Afrique, où le nombre de victimes de la route est particulièrement élevé, on préconise la mise en place de systèmes d'information plus adaptés, l'attribution claire des responsabilités au sein du gouvernement, des objectifs régionaux de réduction du nombre de victimes, l'éducation du public et une meilleure conception des routes.[9]

AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR PROMOUVOIR LE COMMERCE

La littérature économique souligne un domaine essentiel pour la promotion du commerce – qu'il s'agisse d'accroître les exportations, d'importer plus efficacement ou d'inciter au remplacement efficace des importations : c'est le cadre de politiques publiques. C'est un thème commun aux deux études jumelles de Winters sur le commerce et la réduction de la pauvreté et sur le commerce et la croissance[10], aux vastes travaux de l'OCDE sur l'aide pour le commerce et aux recherches de la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales de développement sur l'efficacité de l'aide. L'accent y est mis sur le rôle important des politiques pour aider les travailleurs et les entreprises à passer de secteurs non compétitifs avant la libéralisation à des secteurs compétitifs après la libéralisation.[11] L'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce l'a reconnu en soulignant la nécessité d'une aide à l'ajustement pour accompagner le PDD.

Les cas d'expérience dans ce domaine peuvent être classés en trois grands groupes : *i*) le soutien à l'*ajustement aux réformes de la politique commerciale* ; *ii*) le soutien à la modification de la *stratégie de développement* nationale ; et *iii*) le soutien à l'*amélioration des normes*.

Soutien à l'ajustement aux réformes de la politique commerciale

Malgré l'importance de l'aide à l'ajustement, trois cas d'expérience seulement traitent directement de la réforme de la politique commerciale visant à aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter au nouvel environnement après la libéralisation [Maurice, 131 ; Chine, 89 ; Costa Rica, 157].

Le cas de Maurice [131] est l'archétype de l'« aide à l'ajustement commercial » telle qu'elle est définie dans le rapport de l'Équipe spéciale. En 2006, Maurice a subi un triple choc – suppression des contingents pour le sucre, fin de l'Arrangement multifibres et hausse des prix du pétrole – qui a donné un coup de frein brutal à sa vigoureuse croissance. À la demande du gouvernement, la Banque mondiale a établi une étude diagnostique qui a aidé à poser les fondements analytiques des réformes ultérieures.[12] En juin, le gouvernement a annoncé un vaste programme de réformes prévoyant une quarantaine de mesures, notamment d'importantes réductions des droits de douane et la mise en place d'un « programme d'habilitation » destiné à aider les travailleurs et les entreprises pendant la période d'ajustement. Aux termes d'un accord de cofinancement avec l'Agence française de développement, la Banque mondiale a

AMÉLIORATION DES POLITIQUES : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS	
Amérique centrale	Les activités de renforcement des capacités SPS et l'amélioration de la réglementation sanitaire ont généré plus de 100 millions de dollars EU d'exportations vers les États-Unis depuis 2006 [Amérique centrale, 223].
Asie et Pacifique	L'amélioration des techniques de fumigation a permis d'obtenir la reconnaissance mutuelle et d'éviter un retraitement en Australie, ce qui a entraîné une économie estimée à 4 millions de dollars EU ; environ 12 tonnes de bromométhane, substance appauvrissant la couche d'ozone, n'ont pas été utilisées grâce à des pratiques de fumigation efficaces [Asie et Pacifique, 151].
Honduras	Après la réforme de la réglementation des entreprises, le délai nécessaire pour créer une entreprise a été ramené de 62 jours en 2005 à 20 jours en 2008 [Honduras, 247].
Ghana	Parmi les réformes de la réglementation figure la création d'un tribunal de commerce pour accélérer le règlement des différends commerciaux et l'exécution des contrats [Ghana, 65].
Maurice	La réforme de la politique commerciale a eu des effets particulièrement positifs sur l'IED, qui a été multiplié par cinq entre 2002 et 2007, atteignant 11 millions de roupies ; le taux de croissance a progressé jusqu'au début de la récession mondiale [Maurice, 131].
Sri Lanka	Les laboratoires accrédités ont vu leur clientèle (exportateurs) augmenter de 72% et, grâce à l'amélioration de leurs services (et d'une aide complémentaire fournie au secteur), les exportations de poisson de Sri Lanka sont passées de 7 742 tonnes en 2002 à 15 014 tonnes en 2008 [Sri Lanka, 115].

Source : Sous-échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

accordé plusieurs prêts de soutien budgétaire d'un montant total de 175 millions de dollars EU. Les IED ont augmenté, ainsi que les exportations, et la croissance s'est accélérée, passant de 1,5 pour cent en 2005 à plus de 5 pour cent en 2007-2008 (avant que la crise mondiale n'entraîne un nouveau ralentissement en 2009). Malgré l'ampleur de son programme de réformes et ses demandes d'assistance répétées, les donateurs n'ont pas accordé de prêts concessionnels à Maurice en raison de son statut de pays à revenu intermédiaire [Maurice, 131].

Pour aider le secteur agricole de la Chine à s'adapter à la libéralisation des échanges qui a suivi l'accession du pays à l'OMC, l'ACDI a collaboré avec le gouvernement pour élaborer un programme visant à aider les petits agriculteurs à s'adapter à la concurrence des importations et aux nouvelles incitations commerciales. Ce programme quinquennal, lancé en 2003 et financé à hauteur de 40 millions de dollars canadiens, a permis de former plus de 20 000 agriculteurs, vulgarisateurs agricoles et fonctionnaires dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et des règles commerciales de l'OMC. Il s'agissait en fait d'un programme pilote, qui a donné lieu à des actions complémentaires que la Chine continue de mettre en œuvre [Chine, 89].

Au cours des dernières décennies, le Costa Rica a exécuté un ambitieux programme d'ouverture commerciale dans le cadre duquel il a réduit ses droits de douane d'une moyenne de 46,3 pour cent en 1982 à 16,8 pour cent en 1989, puis à 5,87 pour cent actuellement (à la suite de son accession au GATT en 1990 et à l'ALEAC en 2009). Pendant cette période, le gouvernement a reçu le soutien de la BID, de la Banque centraméricaine d'intégration économique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU, de la CNUCED, de l'OEA et de l'OMC. Cette assistance a pris différentes formes : formation de négociateurs commerciaux, achat de matériel et de logiciels spécialisés et programmes à l'intention des petits agriculteurs, des PME et des fonctionnaires chargés de relever le niveau des normes et de la certification (afin d'aider le Costa Rica à participer aux chaînes d'approvisionnement mondiales). S'appuyant sur son expérience grandissante des négociations commerciales, le Costa Rica a conclu des accords de libre-échange avec 42 pays – de sorte que plus de 75 pour cent de ses exportations entrent désormais sur les marchés étrangers à des conditions préférentielles. Cela a contribué à la forte croissance économique du pays, et a permis de réduire la pauvreté de plus d'un tiers (de 28,3 pour cent de la population en 1989 à 18,5 pour cent en 2009) [Costa Rica, 157].

Soutien à la modification des stratégies de développement nationales

L'expérience a montré que les réformes commerciales n'apportaient pas toujours les avantages escomptés en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Hallaert (2010) estime que l'impact des réformes commerciales sur les échanges et la croissance économique dépend de l'application de politiques compatibles et complémentaires. Premièrement, des politiques compatibles, visant notamment à créer un environnement macro-économique approprié, sont nécessaires pour réduire le risque de revirement et rendre la réforme commerciale durable. Deuxièmement, il est généralement nécessaire de développer l'infrastructure, de soutenir le développement du secteur financier et bancaire, de renforcer les capacités des secteurs public et privé ou de soutenir certaines réformes de la réglementation pour que les entreprises puissent tirer parti des nouvelles incitations en matière de prix.

Le Kenya, le Ghana et le Cap-Vert ont lancé des programmes de réforme complets dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement. Au Kenya, le programme a consisté à supprimer les obstacles à l'investissement privé et à la croissance. En 2005-2006, le pays a dressé un inventaire des licences commerciales, droits et redevances et a constaté qu'il y en avait tout simplement trop (1 325) pour que cela soit compatible avec la croissance du secteur privé. Il a supprimé 315 licences, en a simplifié 379 et en a conservé seulement 294. Dans le même temps, il a créé un registre électronique comme point d'information pour les investisseurs qui cherchent des renseignements sur la délivrance de licences et l'exploitation d'une entreprise. Il a également mis en place une Unité de la réforme réglementaire des entreprises chargée de superviser les licences et de contrôler toutes les nouvelles réglementations proposées au moyen d'une évaluation d'impact. Le cas d'expérience indique que ces efforts ont entraîné un « *accroissement … des flux d'IED, des investissements locaux et de la création d'entreprises … une augmentation de l'emploi … et une fourniture plus efficace des services publics* » [Kenya, 17].

Dans le cas du Ghana, le programme était plus vaste ; il prévoyait la stabilisation de l'environnement macro-économique, le renforcement du secteur financier, l'introduction de nouvelles procédures d'enregistrement des entreprises, le développement de l'infrastructure et la réforme du secteur public, du système juridique, des droits fonciers et des droits de propriété. Il a servi à organiser la collaboration avec les partenaires de développement, définie dans un mémorandum d'accord signé avec le DFID, la DANIDA, l'IDA, la GTZ, la BAfD, la SFI, l'UE et les gouvernements des États-Unis, de la France, du Japon et de la Suisse. Le programme a abouti à plusieurs améliorations des procédures qui ont entraîné une diminution du coût de l'activité commerciale et une augmentation des échanges [Ghana, 65].

Pour le Cap-Vert, le processus d'accession à l'OMC a été un élément moteur de la réforme. Le gouvernement s'est engagé à consolider les droits de douane à un niveau moyen de 19 pour cent. Comme les droits de douane servaient essentiellement à percevoir des recettes, le gouvernement a engagé un programme de réforme du recouvrement qui est allé bien au-delà des droits de douane – de sorte que le soutien des donateurs dans les domaines liés au commerce est allé bien au-delà de l'assistance technique de l'OMC. Le programme prévoyait des améliorations dans les domaines de la gestion de la pêche, de l'infrastructure, des télécommunications, des aéroports et des ports, de l'énergie et de la réglementation des entreprises. Bien qu'il reste beaucoup à faire – notamment en matière de réglementation des entreprises – le programme a permis à ce jour d'accroître les IED et, surtout, d'augmenter le revenu national, qui a progressé beaucoup plus que dans le reste de l'Afrique au cours des dernières années [Cap-Vert, 222].

D'autres pays ont fait état de réformes analogues qui ont donné des résultats positifs [Ouganda, 100 ; Tanzanie, 286].[13] Le Burundi [211], par exemple, a engagé de vastes réformes pour améliorer le recouvrement des recettes douanières et autres.

Renforcement des normes relatives aux produits et au travail

Le respect des normes internationales peut constituer un obstacle majeur pour les exportateurs, notamment dans les pays à faible revenu ; d'où l'intérêt des nombreux cas d'expérience décrivant les programmes mis en place pour remédier à ce problème. Parmi eux figurent des programmes en Amérique latine [252 et 253], au Bangladesh [208], dans les Caraïbes [169], en Amérique centrale [223], en Afrique de l'Est [61 et 92], au Maroc [179], au Pakistan [115] et à Sri Lanka [91]. En Gambie, par exemple, l'UE (à travers son Programme de qualité de l'Afrique de l'Ouest exécuté par l'ONUDI) a soutenu un effort important pour aider les entreprises à améliorer la qualité en vue de se conformer aux normes internationales. Bien que le programme

ait pris du retard par rapport au calendrier initial de 2007 – deux composantes seulement sur six sont en voie d'achèvement – un Bureau national des normes a été établi en décembre 2010 afin de superviser les normes nationales SPS et les normes du Codex relatives aux huiles comestibles, à l'étiquetage et à la publicité, et la rénovation d'un laboratoire de métrologie est presque terminée. Le projet a été prolongé d'un an [Gambie, 45]. Alors que le respect des normes spécialisées aurait pu être considéré, il y a dix ans, comme un marché de « niche », il est désormais plus courant et offre aux exportateurs un important potentiel de croissance et de différenciation des produits. Ainsi, les exportations de produits biologiques certifiés de l'Ouganda sont passées de 10 millions de dollars EU en 2004-2005 à 37 millions en 2009-2010 [Afrique de l'Est, 102].

Les travaux de l'*Instituto Interamericano de Cooperacion para la Agricultura* (IICA) en Amérique latine sont un exemple des diverses manières dont l'assistance des donateurs peut servir à promouvoir les normes internationales et les exportations dans le secteur agricole. Avec l'aide du Département de l'agriculture des États-Unis, l'IICA a élaboré un ambitieux projet de cinq ans, complété par des cours de formation de l'OMC, afin d'encourager les discussions sur les normes dans les capitales avant toute réunion sur les questions SPS à Genève [Amérique latine, 251]. Il a également mis au point un précieux ensemble d'outils pour améliorer le respect des normes SPS et les services dans le domaine zoo et phytosanitaire et dans celui de la sécurité sanitaire des produits alimentaires [Amérique latine, 253].

Pour que le processus de normalisation améliore à la fois la qualité des produits et l'accès aux marchés, il faut y associer les acteurs privés et les responsables des pays en développement. Le Projet d'amélioration du café éthiopien de l'ITC a montré l'importance de la participation des acheteurs à la conception du projet. Leur connaissance directe des marchés d'exportation s'est révélée très utile pour concevoir des interventions efficaces [Éthiopie, 75]. De même, pour faire participer les PMA à l'élaboration des normes, il faut dispenser une formation continue tout au long du processus de conception et d'application des normes.

Les normes du travail sont également importantes. Au Cambodge, la SFI de la Banque mondiale a collaboré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) afin d'établir un programme intitulé « Pour de meilleures usines au Cambodge » (BFC). Ce programme comporte un mécanisme de surveillance dans le cadre duquel des inspections sont effectuées sans préavis dans les usines pour vérifier si les conditions de travail – sorties de secours, toilettes, heures de travail – sont conformes aux normes adoptées. De plus, en partageant les efforts de supervision, les sociétés multinationales et les inspections locales ont pu regrouper leurs inspections et leurs vérifications, avec l'agrément de la SFI et de l'OIT. Le programme a été complété par une formation à l'intention des cadres et un système de gestion de l'information pour surveiller les conditions de travail. On considère généralement qu'il a permis d'améliorer non seulement les conditions de travail mais aussi la productivité, car l'absentéisme et le taux de rotation du personnel ont diminué [Cambodge, 126]. En outre, de meilleures conditions de travail attirent les acheteurs soucieux de leur réputation, qui peuvent désormais demander au BFC de suivre les résultats d'une usine donnée. À partir des données recueillies par le BFC au niveau des usines, Oka (2009) constate que le fait d'avoir au moins un acheteur soucieux de sa réputation incite les usines à mieux se conformer aux normes. D'autres études ont montré que, pendant la crise mondiale récente, les entreprises participant au programme BFC – et aux programmes de certification analogues dans d'autres pays – ont subi moins d'annulations de commandes que les autres.

Un nouveau sujet de préoccupation pour les pays en développement est l'effet croissant des normes privées sur le commerce. Ces normes sont souvent fixées par les grands détaillants importateurs ou leurs associations, parfois avec le soutien formel ou informel de leur gouvernement. En 2008, l'ONUDI a créé une instance pour examiner ces normes avec les producteurs privés, les gouvernements et diverses parties prenantes. Parrainé par la Norvège, ce dialogue a abouti à la rédaction d'un guide, *Making Private Standards Work for You*, qui apporte des éclairages sur une série de normes dans trois secteurs à forte intensité de main-d'œuvre – vêtements, chaussure et ameublement – qui intéressent tout particulièrement les pays en développement [Mondial, 112].

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET AMÉLIORATION DE LA COORDINATION POUR ACCROÎTRE LES ÉCHANGES

La plupart des cas d'expérience décrivent les activités d'assistance technique visant à renforcer les capacités des gouvernements et à améliorer les compétences. Il y a différentes définitions du renforcement des capacités liées au commerce. Celle de l'OMC, par exemple, englobe les capacités humaines (formation de négociateurs professionnels), les capacités institutionnelles (douanes et normes) et l'infrastructure.[14] Selon une approche plus restreinte, Prowse (2002) a mis l'accent sur l'importance de la capacité technique du gouvernement de concevoir et d'appliquer un large éventail de politiques pour accroître les échanges. Estimant que les efforts des gouvernements et des donateurs étaient trop fragmentés pour être efficaces, elle a préconisé une approche plus stratégique et globale, ce qui a conduit plus tard à la création du Fonds d'affectation spéciale du CIR (voir ci-dessous). Dans un document de travail destiné à une réunion d'experts du CAD de l'OCDE, Whalley (1999) a utilisé une définition aussi restreinte du renforcement des capacités, qui sera utilisée dans la section suivante.

La plupart des cas d'expérience relatifs à l'assistance technique concernent des pays d'Afrique subsaharienne, bien que certains concernent le Cambodge, les Caraïbes, le Cameroun et les Comores. Cette catégorie englobe des activités très diverses, mais en général les récits décrivent trois clusters de projets d'assistance technique. Le premier groupe comprend les projets menés aux niveaux mondial, régional ou national pour *développer les connaissances et les capacités* afin d'aider les pays à intégrer davantage le commerce dans leurs programmes de développement nationaux. Le deuxième concerne la fourniture d'une assistance aux gouvernements pour améliorer la *formulation de la politique commerciale* ou mener des négociations commerciales. Et le troisième comprend les activités visant à aider les gouvernements à comprendre et appliquer certaines lois et réglementations relatives au commerce, y compris les nouveaux régimes de propriété intellectuelle.

Programmes axés sur les connaissances et les capacités

Au niveau des pays, le CIR est l'un des programmes les plus ambitieux visant à renforcer la capacité de formuler et d'appliquer la politique commerciale. Créé en 2007 sur la base d'activités antérieures visant à renforcer les capacités de gestion du commerce dans les PMA, le nouveau CI « renforcé » (CIR) a son propre secrétariat et son Fonds d'affectation spéciale (qui doit atteindre 240 millions de dollars EU). Ces ressources devaient être mises à la disposition des gouvernements des PMA pour les aider à remédier au manque de personnel technique et à financer des petits projets « d'amorçage » de leur choix. Le CIR a continué à financer les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC), programme lancé en 2001 pour examiner les obstacles au commerce liés à l'infrastructure, aux institutions et aux politiques dans chaque PMA. Ces études ont mis en lumière les besoins d'assistance technique sur la base desquels le soutien des donateurs au titre de l'aide pour le commerce a pu être mobilisé.

Environ 31 cas d'expérience mentionnent le CIR, et plusieurs relatent expressément des activités qu'il parraine pour améliorer la conception de la politique commerciale. Le Lesotho [150], par exemple, décrit les efforts faits pendant dix ans pour l'aider à surmonter ses énormes problèmes commerciaux, notamment son enclavement, sa dépendance à l'égard de l'industrie du vêtement et ses capacités techniques limitées. Ces efforts, soutenus par le CIR, ont permis au pays d'obtenir un financement des donateurs au titre de l'aide pour le commerce – auparavant, le soutien des donateurs était destiné principalement au secteur social, au détriment des investissements dans des sources de croissance potentielles, dont beaucoup sont liées au commerce.

Le cas d'expérience de la Zambie [154] décrit le chemin long et parfois chaotique qui a été suivi pour mettre en œuvre une stratégie commerciale cohérente, avec l'appui du CIR et de son prédécesseur. L'EDIC a été validée par les donateurs et les responsables gouvernementaux en juillet 2005, mais faute de consultations suffisantes avec les parties prenantes, notamment au sein du gouvernement, elle n'a été approuvée que l'année suivante. Les changements de personnel et l'expertise technique limitée des donateurs – ajoutés au fait que le principal organisme d'exécution manquait lui-même de moyens pour exécuter les réformes et les projets envisagés dans l'EDIC – ont encore compliqué la mise en œuvre. Malgré ces difficultés, le CIR « *a obtenu quelques résultats notables en Zambie* ». La prise de conscience de l'importance du commerce pour la croissance a amené à inclure le commerce dans la stratégie nationale de

développement et dans la stratégie de réduction de la pauvreté de la Zambie. Cela a permis de rendre l'économie plus efficiente et de mobiliser des ressources supplémentaires auprès des donateurs. Cela a aussi permis au pays d'obtenir des ressources additionnelles au titre de l'aide pour le commerce et d'établir des partenariats constructifs avec les groupes de donateurs et d'ONG, comme en témoigne le partenariat avec CUTS et le gouvernement finlandais pour identifier de nouvelles possibilités de diversification économique, faire connaître les possibilités commerciales au moyen d'ateliers et identifier les contraintes du côté de l'offre (infrastructure, par exemple) auxquelles le gouvernement pourrait remédier avec l'aide des donateurs [Zambie, 180].

Au niveau régional, l'un des plus ambitieux projets de renforcement des capacités a été l'initiative lancée conjointement en 2006 par l'Institut de gestion pour l'Afrique orientale et australe et l'Université de Lund en Suède et financée par la SIDA pour dispenser une formation professionnelle et universitaire aux décideurs africains, notamment ceux des PMA. Ce programme a permis de former chaque année depuis son lancement quelque 300 représentants des secteurs public et privé. Rien qu'en 2010, il y a eu 617 participants inscrits [Afrique, 95]. Un autre exemple de ce type de renforcement des capacités au niveau régional est le programme de master parrainé par l'OEA à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux à l'University of West Indies [Amérique latine, 84].

Au niveau mondial, plusieurs cas d'expérience illustrent les efforts faits pour recueillir des renseignements à l'usage des pays en développement. Ainsi, l'ITC a décrit les actions qu'il mène pour fournir des données sur l'accès aux marchés aux exportateurs des pays en développement. Mises en place en 1999 pour un coût de 22 millions de dollars EU, les Trade Map et Market Access Map de l'ITC comptent désormais 130 000 utilisateurs. Initialement disponibles par abonnement, ces outils ont été mis en libre accès en 2008 pour aider le plus grand nombre possible d'utilisateurs des pays en développement à formuler des positions de négociation et à chercher des débouchés à l'exportation [Mondial, 73]. Un autre exemple d'outil disponible au niveau mondial – même beaucoup moins utilisé – est le *Guide des ressources interinstitutions sur le renforcement des capacités commerciales* de l'ONUDI. Il s'agit d'un recueil de toutes les activités de renforcement des capacités menées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux [Mondial, 113]. Troisième exemple d'initiative mondiale, le Secrétariat du Commonwealth a entrepris de produire des données et des recherches sur le rôle des femmes dans le commerce aux niveaux mondial, régional et national. Cette initiative a donné lieu, entre autres, à un *Guide d'action sur les femmes et le commerce*, à un site Web sur le commerce et la parité hommes-femmes, à un projet de recherche parrainé par l'UE sur la parité et les droits des femmes, à une campagne sur les femmes et le commerce dans plusieurs instances internationales [Mondial, 50] et à un programme de formation (qui a appuyé le Programme de la CDAA pour la parité hommes-femmes en Afrique australe) [Afrique australe, 55].

Programmes visant à renforcer les capacités de négociation et de mise en œuvre

L'aide pour le commerce a permis de renforcer la capacité des fonctionnaires gouvernementaux de participer effectivement aux négociations, de comprendre pleinement les implications politiques et juridiques des accords et d'assurer leur mise en œuvre une fois conclus. Par exemple, l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) a participé plus activement aux négociations à l'OMC grâce au soutien qu'elle a reçu, à partir de 2000, de l'ACDI. Elle a mis en place un mécanisme pour améliorer la cohérence, ce qui a abouti à l'envoi de missions à Genève en 2005, avec le soutien de l'UE, parmi d'autres (même s'il reste difficile de trouver un financement durable) [Caraïbes, 259]. De même, plusieurs donateurs, dont le PNUD et l'OMC, ont soutenu, à partir de 2003, le programme de renforcement des capacités commerciales de Madagascar [255]. Au lieu de former les fonctionnaires chargés du commerce d'un seul pays à la fois, cette formation peut être dispensée aux fonctionnaires de plusieurs pays en un lieu central. Ainsi, à Singapour, le cours régional de politique commerciale organisé conjointement par l'Université nationale et l'OMC offre une formation de trois mois à des hauts fonctionnaires des PMA de la région Asie-Pacifique [Mondial, 262].

Les Membres de l'OMC doivent faire l'objet d'un examen périodique de leur politique commerciale. L'OMC a récemment inclus, dans le processus d'examen de la politique commerciale de six pays, un examen de l'aide pour le commerce. Il en est ressorti que cet exercice est particulièrement utile lorsque les gouvernements et les donateurs donnent suite à l'analyse et aux recommandations issues de l'examen à Genève – ce qu'ont fait le Belize et la BID avec d'excellents résultats [Mondial, 205].

Le financement destiné à soutenir la négociation d'APE est un sujet qui revient souvent dans les cas d'expérience. Dans le cadre de son programme « Hub and Spokes », l'UE a cherché à renforcer la capacité des responsables de la politique commerciale des pays ACP de formuler des positions de négociation à l'OMC et

pour les APE. Le projet pour les Caraïbes a adopté une approche « ascendante » prévoyant la formation de groupes consultatifs public-privé (comprenant des chefs d'entreprise, des ONG et des fonctionnaires gouvernementaux), la nomination d'un conseiller en matière de politique commerciale régionale au secrétariat de la Communauté des Caraïbes et au secrétariat de l'OECO, et le financement d'analystes de la politique commerciale pour la Dominique, le Guyana, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Trinité-et-Tobago. Collectivement, ces actions ont jeté les bases des négociations du CARIFORUM avec l'UE sur un APE, de la formation du personnel aux règles d'origine et, plus tard, de l'établissement d'une feuille de route pour la mise en œuvre des dispositions des APE. Le programme a également parrainé une assistance technique pour aider plusieurs pays à mettre leurs programmes de subventions à l'exportation en conformité avec les règles de l'OMC [Caraïbes, 22 et 258]. À la Jamaïque, l'analyste de la politique commerciale mis à disposition par le programme Hub and Spokes a aidé le Ministère des affaires étrangères à élaborer une politique et des positions de négociation sur certaines questions, notamment le commerce des services [Caraïbes, 182]. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) relate une expérience similaire dans sa région [Afrique, 33]. Les efforts faits par le Soudan pour améliorer sa capacité de négociation avec l'UE sont aussi représentatifs de l'expérience d'autres pays [Soudan, 93].

Les États-Unis ont également offert une assistance pour la mise en œuvre des accords commerciaux. Par exemple, grâce aux ressources fournies par l'USAID après 2003, le Viet Nam a pu mobiliser 52 organismes pour former des fonctionnaires et rédiger de nouvelles lois et règlements en vue de son accession à l'OMC en 2007 [Viet Nam, 232]. En partie grâce à ces efforts, il a enregistré une croissance de plus de 7 pour cent par an au cours des dix dernières années, et ses exportations sont passées de 18 milliards de dollars EU en 2001 à 72 milliards actuellement.

Depuis 2000, la BAsD a également adopté une approche plus régionale pour améliorer les capacités de négociation commerciale des pays. Premièrement, elle a rassemblé des renseignements détaillés sur divers accords de libre-échange (ALE) et a créé une base de données transparente à l'intention des négociateurs nationaux, fournissant notamment des analyses de tendances, des résumés des principales dispositions et une boîte à outils comparative sur les ALE. Deuxièmement, elle a encouragé le renforcement des capacités au niveau régional grâce à des cours de formation et à la publication de manuels sur le commerce (parfois en partenariat avec la CESAP de l'ONU). Troisièmement, elle a entrepris un vaste programme de recherche pour examiner, entre autres, les avantages des ALE et du PDD, les effets économiques de l'intégration et les coûts du commerce. Enfin, en collaboration avec l'OMC, la Banque mondiale et d'autres partenaires multilatéraux, la BAsD a mené des campagnes de sensibilisation aux meilleures pratiques pour la formulation des politiques commerciales multilatérales [Asie et Pacifique, 11].

Depuis plus de 20 ans, la BID mène aussi une action soutenue pour renforcer les capacités des négociateurs commerciaux dans l'ensemble de l'Amérique latine. Cette action a évolué, passant de la préparation aux négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) au milieu des années 1990 au stade actuel axé sur l'administration des ALE intrarégionaux, notamment la mise en œuvre des engagements en matière d'accès aux marchés (y compris une aide pour les règles d'origine) et l'amélioration de la facilitation des échanges (y compris l'interopérabilité des guichets uniques). Le soutien qu'elle apporte de longue date à ce type d'activité a eu des effets bénéfiques : amélioration des compétences en matière de négociation, meilleure connaissance des capacités de production au niveau intrarégional et amélioration de la coordination entre les acteurs intéressés par le commerce à l'intérieur des pays [Amérique latine, 213].

Avec son programme TradeMark Southern Africa, le DFID soutient les efforts faits par trois communautés régionales – CDAA, CEA et COMESA – pour harmoniser leurs accords commerciaux, favoriser la libre circulation des gens d'affaires et faciliter la mise en place conjointe d'infrastructures interrégionales. Ces efforts sont issus de la réunion des chefs d'État d'octobre 2008, qui a été à l'initiative de l'action menée pour établir un ALE tripartite (incluant 26 pays) portant, entre autres choses, sur les obstacles non tarifaires, les règles d'origine, la coopération douanière, le commerce de transit, les mesures correctives commerciales, les questions SPS et les DPI. TradeMark Southern Africa offre un soutien technique aux trois secrétariats, incluant la fourniture d'une assistance technique de courte durée, le renforcement des capacités d'analyse pour la formulation des politiques commerciales et l'amélioration des compétences en matière de négociation. Ces efforts ont favorisé la mise en place de structures institutionnelles pour la conduite des négociations, la rédaction d'un projet d'accord tripartite avec des annexes qui servira de base aux négociations, l'élaboration d'une feuille de route indiquant le calendrier des négociations et le soutien à l'élaboration des modalités et des règles de négociation [Afrique, 49].

À ces efforts directs de renforcement des capacités de négociation et de mise en œuvre s'ajoutent des programmes visant à développer les connaissances et la recherche pour informer les négociateurs des conséquences des différentes politiques. Les banques de développement, les instituts de développement, les universités et les ONG ont produit de riches études sur les incidences du PDD, des ALE régionaux et des accords bilatéraux de commerce et d'investissement. Ces ressources ne sont généralement pas traitées dans les cas d'expérience. Parmi les exceptions figure la Banque mondiale, qui relate ses recherches analytiques sur les biens et services environnementaux et les complexités, les nuances et le potentiel de ces discussions dans le cadre du PDD [Mondial, 167]. Autre exemple, la contribution analytique de l'ODI au débat sur l'aide pour le commerce en Afrique de l'Ouest, complément controversé et important des discussions sur l'APE dans cette région [Afrique de l'Ouest, 147]. Toutefois, si instructifs soient-ils, ces cas d'expérience et les autres ne sont qu'une petite partie des vastes travaux de recherche qui ont aidé à mieux comprendre l'action collective dans le domaine du commerce.

Au bout du compte, ces projets, comme d'autres formes d'assistance technique, peuvent rarement revendiquer des résultats directs en matière d'exportation et d'importation. Il n'est pas facile non plus d'évaluer leur impact sur l'aspect promotion du développement des accords commerciaux régionaux ou multilatéraux résultant des négociations relatives aux APE ou menées à l'OMC – ne serait-ce que parce que ces résultats sont le fruit de négociations sur lesquelles aucun acteur ne peut influer de façon exclusive. En outre, l'évaluateur ne connaît pas le scénario contrefactuel : les négociations sur les APE ou les négociations intrarégionales auraient-elles eu un résultat différent en l'absence de formation ou de diffusion des connaissances ? Nonobstant ces réserves, les cas d'expérience offrent un riche compte rendu des efforts faits pour renforcer les connaissances des négociateurs et du public, et la valeur de ces efforts n'y est pas contestée.

Amélioration de la capacité de mettre en œuvre les droits de propriété intellectuelle

Plusieurs cas d'expérience contiennent des descriptions révélatrices de l'amélioration de certaines capacités au niveau national. Ils évoquent par exemple l'assistance technique et le renforcement des capacités fournis au titre de l'aide pour le commerce afin d'améliorer la formulation des politiques commerciales, l'administration du commerce, le respect des prescriptions SPS et l'amélioration de la réglementation des entreprises [Colombie, 227 ; Bangladesh, 202 ; Botswana, 219 ; Viet Nam, 195].

Les droits de propriété intellectuelle sont un thème récurrent. Par exemple, l'IDLO a appris à quelque 200 fonctionnaires et acteurs privés de quatre pays africains – Éthiopie, Mozambique, Namibie et Zambie – comment utiliser les règles de propriété intellectuelle pour promouvoir le développement. Ces activités ont abouti à l'adoption d'une nouvelle politique de la propriété intellectuelle [Afrique, 69] et à un ensemble de recommandations concernant la Loi sur les marques de la Zambie. Elles ont également alimenté les discussions sur la propriété intellectuelle qui ont fait partie des négociations sur l'APE [Afrique, 69]. De même, au Cambodge, la République de Corée a parrainé en 2005 quatre types de formation pour 34 fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que des recherches conjointes sur des questions de politique liées en grande partie à l'adoption d'accords régionaux, aux normes SPS et aux droits de propriété intellectuelle. Cette formation a aidé les fonctionnaires à organiser ultérieurement une action plus large sous la forme d'une approche sectorielle [Cambodge, 79]. Au Viet Nam, le gouvernement suisse a aidé les autorités à établir, en trois phases, un régime de propriété intellectuelle conforme à l'Accord sur les ADPIC, dans le cadre de l'accession du pays à l'OMC. Cette assistance a porté sur le cadre juridique, l'amélioration de la fourniture de services administratifs, l'enseignement des DPI dans les universités, les indications géographiques et la protection des expressions culturelles traditionnelles. Elle a contribué à l'adoption d'une nouvelle loi sur la propriété intellectuelle en 2005, à la création de tribunaux des DPI en 2007 et d'un institut de la propriété intellectuelle, et au transfert de connaissances sur les questions d'évaluation. La formation de 240 fonctionnaires chargés de faire respecter la loi a été associée à une accélération de la répression et des descentes effectuées pour mettre fin aux activités illicites. Grâce à des cours de suivi sur les indications géographiques dispensés par la Suisse et la France, le Viet Nam a enregistré trois indications géographiques : l'anis étoilé de Lang Son, le pamplemousse de Doan Hung et l'orange de Vinh. Le Viet Nam et la Suisse se sont ensuite associés pour dispenser une aide analogue à la RDP lao [Viet Nam, 96].

Avec un financement du DFID, le Centre international du commerce et du développement durable (CICDD) a fourni une assistance technique à cinq pays – Sierra Leone, Ouganda, Rwanda, Bangladesh et Tanzanie – pour effectuer des évaluations des besoins concernant la mise en œuvre des DPI à partir de 2007. Ces efforts ont aidé les pays en question à tirer parti de l'invitation du Conseil des ADPIC de l'OMC à présenter des évaluations des besoins en vue d'un éventuel financement par des donateurs, de sorte qu'en juin 2010, tous avaient présenté leur évaluation sauf le Cambodge (qui devrait le faire en 2011). Le CIR fournira en principe un financement pour l'assistance technique complémentaire demandée dans ces évaluations [Mondial, 249].

Aux Caraïbes, un groupe d'acteurs régionaux a entrepris un programme destiné à tirer parti des règles de propriété intellectuelle. Ce groupe public-privé – qui comprend, entre autres, l'Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes, Caribbean Export, l'Office des négociations commerciales du Secrétariat de la CARICOM et l'OEA – met actuellement en place un programme de formation pour les entrepreneurs concernant trois produits (noix de muscade de la Grenade, coton Sea Island des Antilles et un produit du Belize à désigner) afin de les aider à monter dans la chaîne de valeur en développant des labels. Des activités similaires sont prévues pour la formation universitaire et dans trois pays [Caraïbes, 170].

Avec ce type d'aide pour le commerce, il est rarement possible de mettre en évidence des résultats productifs directs. Les programmes mondiaux peuvent très bien apporter de nouvelles idées qui motivent les décideurs et les acteurs privés, donnant lieu à de nouvelles politiques qui peuvent elles-mêmes accroître les échanges, augmenter les revenus, promouvoir la parité hommes-femmes et améliorer l'environnement. Les DPI peuvent à terme rapporter des dividendes en termes de recettes (musique et savoirs traditionnels) et d'accroissement de l'IED – comme le Viet Nam en a fait l'expérience – bien que le lien entre le renforcement des DPI et l'accroissement de l'IED n'ait été établi de manière probante que pour les investissements à forte intensité de technologie dans les pays à revenu intermédiaire.[15] Quelques cas d'expérience indiquent cependant que les nouveaux DPI ont joué un rôle essentiel dans l'accroissement des échanges et de l'IED. En Jordanie, par exemple, la signature d'un Accord de libre-échange avec les États-Unis a incité à mettre en place, en 2001, une nouvelle réglementation en matière de propriété intellectuelle, dont il est dit qu'elle a favorisé le développement de l'industrie naissante des médicaments génériques. En 2010, 16 sociétés pharmaceutiques avaient un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de dollars EU et exportaient 81 pour cent de leur production vers plus de 60 pays. La plus grande, Al Hikma Pharmaceuticals, a désormais des filiales aux États-Unis, en Europe et dans tout le Moyen-Orient et a développé ses activités de R-D en un réseau mondial de laboratoires [Jordanie, 173]. D'autres cas similaires présentés par l'OMPI à partir de sa base de données IP Advantage portent sur les exportations de bière de la RDP lao [RDP lao, 172] et sur l'huile de marula en Namibie [Namibie, 134].

APPLICATION DE POLITIQUES INDUSTRIELLES PROACTIVES

Les politiques industrielles – c'est-à-dire les interventions des pouvoirs publics visant à favoriser la croissance de secteurs particuliers – sont un sujet très controversé en économie du développement. L'objectif déclaré est de stimuler le développement des secteurs où les pays ont un avantage comparatif latent, où il peut y avoir des retombées positives en termes de progrès technologique, d'emploi ou d'autres objectifs sociaux (réduction de la pauvreté ou parité hommes-femmes, par exemple) et où une action politique peut compenser le coût de la « découverte » de nouveaux produits. Toutefois, comme le disent Harrison et Rodriguez-Clare (2009), l'argument de la protection n'est valable que lorsque le pays qui adopte la protection possède un avantage comparatif latent de sorte que la protection puisse ensuite être retirée.[16] Les instruments généralement utilisés sont les allégements fiscaux, les prêts bonifiés, les subventions budgétaires, les marchés publics réservés et la protection commerciale. Parmi les instruments de politique commerciale figurent les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les restrictions sectorielles à l'investissement étranger et/ou privé et les subventions à la politique technologique.

Dani Rodrik, parmi d'autres, est l'un des principaux partisans des politiques industrielles destinées à promouvoir la compétitivité. Son argumentation se fonde en grande partie sur la compensation des coûts de « découverte » essentiels à la diversification et sur la nécessité d'avoir un portefeuille de produits susceptible d'avoir des retombées intersectorielles – argument développé par Hausmann et Rodrik (2003). L'une des justifications de la politique industrielle est généralement qu'elle peut aider le pays à se tourner vers des produits de plus haute technologie, qui ont plus de chances d'accélérer la croissance. Hausmann et Klinger (2006), puis Hausmann et Rodrik (2007), soutiennent que certains types de produits se prêtent à une évolution plus rapide vers des produits nouveaux ou, sinon, créent des externalités qui sont plus susceptibles d'entraîner une transformation structurelle et des gains de productivité rapides.

D'autres, comme Pack et Saggi (2006), ont une position plus critique, faisant valoir que les échecs ont été aussi nombreux que les réussites et que les résultats positifs obtenus dans des régions comme l'Asie de l'Est peuvent s'expliquer par des facteurs autres que la politique industrielle.[17] Après un examen très détaillé de la littérature empirique, Harrison et Rodriguez-Clare (2009) affirment que les données ne sont pas concluantes. Pour parvenir à ce constat, ils font une distinction entre la politique industrielle « dure » et « douce ». Selon eux, la « politique industrielle dure » comprend les droits de douane et les obstacles non tarifaires, les subventions à l'exportation et les allégements fiscaux en faveur des entreprises étrangères et nationales. Ils trouvent peu d'éléments permettant de dire que ces politiques peuvent entraîner une croissance ou une diversification plus rapides.

Ils affirment que ces politiques se rigidifient trop facilement et sont plus sujettes à la manipulation par des groupes d'intérêts. Par contre, la « politique industrielle douce », selon leur formulation – c'est-à-dire les « programmes et subventions destinés, par exemple, à aider certains secteurs en augmentant l'offre de travailleurs qualifiés, en encourageant l'adoption de technologies et en améliorant la réglementation et l'infrastructure » (2009:76) – est souvent efficace. Une des caractéristiques essentielles de ces politiques est qu'elles tendent à exposer les activités soutenues à la concurrence des importations et des exportations plutôt qu'à les en protéger.

En s'intéressant aux exportations, Lederman et Maloney (2010) examinent en détail si « ce qu'on exporte a une importance » et si cela peut justifier une politique industrielle plus agressive. Leur conclusion est la suivante : « *Premièrement, ce qu'on exporte a probablement une importance. Il existe des externalités … et il n'y a aucune raison de penser qu'elles sont associées de façon égale à tous les produits. … Deuxièmement, la littérature ne nous donne encore aucune indication fiable sur ce que ces produits pourraient être … Conclusion : " Ce qui est plus important, c'est comment on exporte ".* » (2010:85) C'est-à-dire que la manière dont un pays utilise ses ressources pour accroître la productivité est plus importante que le panier de biens qu'il produit.

Données tirées des cas d'expérience : les politiques industrielles douces

Les politiques industrielles sont fréquemment évoquées dans les cas d'expérience. Il est rarement question des instruments généraux couramment examinés dans la littérature – protection tarifaire et non tarifaire à la frontière, dépenses fiscales, subventions, marchés publics, et mesures interdites par l'OMC telles que les prescriptions en matière de résultats et les subventions à l'exportation.[18] Plus courantes sont les mesures en faveur de certains secteurs qui consistent à dispenser une assistance directe au sujet des techniques de production, à aider au respect des normes, à améliorer la qualité, à diffuser des renseignements sur les débouchés à l'étranger et à déployer des efforts concertés de la part du gouvernement pour surmonter des contraintes en matière de transport ou d'autres contraintes dans la chaîne de valeur, avec souvent une petite dose de subventions. Les mesures mentionnées dans les cas d'expérience sont généralement conformes à la notion de « politique industrielle douce » de Harrison et Rodriguez-Clare (2009) ou aux versions sectorielles de ce que Newfarmer *et al.* (2009) appellent les politiques publiques « proactives ».[19] Ces politiques visent à remédier aux défauts du marché (tels que le manque de renseignements sur les débouchés à l'étranger), à accroître l'exposition à la concurrence en favorisant activement l'entrée, et/ou à remédier aux obstacles dans la chaîne d'approvisionnement pour réduire les coûts commerciaux.

Augmentation des exportations à la marge intensive : améliorer de la qualité

Bon nombre des projets évoqués visaient à améliorer la qualité – en agissant à la « marge intensive » sur les exportations traditionnelles. Souvent, ces exportations donnaient des résultats médiocres, mais elles avaient un potentiel considérable si les obstacles du côté de l'offre pouvaient être surmontés. La fourniture d'une assistance technique pour améliorer la qualité ou réduire certains coûts dans la chaîne de valeur de la livraison sur les marchés étrangers constituait un objectif commun à ces projets, dont la réalisation a eu des retombées très positives. Ainsi, certains projets visaient à améliorer la filière de la banane plantain au Cameroun [Cameroun, 19] et celle du coton en Afrique de l'Ouest [Afrique, 30], à améliorer la qualité du thé au Rwanda avec l'aide de l'UE [Rwanda, 194], à améliorer la production de riz en Afrique de l'Ouest [Bénin, 13] et la production de café en Éthiopie [75], à améliorer la qualité dans le secteur du prêt-à-porter au Bangladesh avec la collaboration de l'ONUDI

AIDE AUX POLITIQUES SECTORIELLES PROACTIVES : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS	
Bangladesh	Les familles des "dames du téléphone" ont vu leur revenu passer de moins de 1 dollar EU à 100 dollars [Bangladesh, 64].
Bénin	Les exportations de riz Nerica ont triplé entre 2007 et 2009 [Bénin, 13].
Burundi	La production d'huiles essentielles fournit des emplois à 40 000 familles [Burundi, 18].
Cambodge	Près de 100% de la production de riz est désormais admissible à l'importation dans l'UE [Cambodge, 139].
Caraïbes	18 nouvelles marques de rhum introduites sur le marché de l'UE ; augmentation de 20% de l'emploi direct des femmes ; onze projets relatifs à l'énergie et à la conservation dans huit pays [Caraïbes, 23]. Une aide à la modernisation a été apportée à 20 entreprises, dont plusieurs ont indiqué une baisse de 15 à 20% de leurs coûts [Caraïbes, 2].
Côte d'Ivoire	5 600 agriculteurs ont été formés ; ils ont livré 6 000 tonnes de cacao certifié de rendement et de qualité supérieurs, qui ont augmenté leurs revenus [Côte d'Ivoire, 187].
Coton-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad)	Les cultivateurs de coton biologique ont vu leur marge brute augmenter de 30% et ont dépensé 90% de moins en intrants ; ils se sont également diversifiés pour produire du sésame, des noix de karité et des hibiscus [Afrique de l'Ouest, 37].
Fidji	6 000 hectares de canne à sucre ont été plantés (représentant 12% de la production totale) [Fidji, 243].
Ghana	Depuis 2009 (après trois années d'exécution du programme d'amélioration de la qualité de l'huile de palme), il n'y a eu aucune alerte ni cas signalé d'exportation d'huile de qualité inférieure à la normale [Ghana, 215].
Honduras	Un projet de développement des capacités de pêche a également permis de créer 20 produits autres que ceux de la pêche traditionnelle pour les agriculteurs [Honduras, 178]. Des légumes orientaux nouvellement introduits ont été exportés pour une valeur de 30 millions de dollars EU [Honduras, 68].
Indonésie	Les coûts de production des meubles en rotin ont été réduits de 15 à 20%, et toutes les entreprises qui ont bénéficié d'une aide ont offert des produits nouveaux et améliorés [Indonésie, 185]. Les exportations de produits écoexotiques ont augmenté de 9,8% [Indonésie, 71]. La simplification des chaînes de valeur, l'amélioration de la qualité des produits et la réduction des déchets et des coûts ont permis aux cultivateurs de cacao d'augmenter leurs revenus de 20% [Indonésie, 152].

Source : Sous-échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

AIDE AUX POLITIQUES SECTORIELLES PROACTIVES : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS	
Mali	Les variétés de coton brésilien ont eu un rendement trois fois plus élevé que les variétés locales [Afrique, 30].
Mozambique	Les prescriptions sud-africaines relatives aux importations de produits de la pêche ont été respectées, ce qui a permis au pays d'exporter vers l'Afrique du Sud [Mozambique, 141].. Construction d'un nouveau gazoduc pour l'extraction du gaz ; le Mozambique produira environ l'équivalent de 440 millions de barils de pétrole dans le gisement de gaz de Pande [Mozambique, 59]..
Namibie	En 2000, les producteurs ruraux d'huile de marula percevaient plus de 60 000 dollars par an, ce qu'ils n'auraient pas pu réaliser autrement [Namibie, 134]. La Coopérative de femmes d'Eudafano (EWC) est désormais le deuxième producteur d'huile de marula en Afrique australe et a noué de multiples partenariats avec des entreprises européennes en matière de R-D et de commercialisation [Namibie, 134].
Nicaragua	620 producteurs de café et de miel ont sensiblement amélioré leur niveau de vie et leurs revenus [Nicaragua, 98].
Pakistan	Plus de 1 000 foyers d'agriculteurs ont été reliés directement aux compagnies laitières, ce qui a supprimé les intermédiaires [Pakistan, 158].
Pérou	Le temps de séchage de la maca ayant été ramené de trois mois à 45 jours, les coûts et risques de production ont été réduits pour 184 familles, qui ont également vu leurs revenus augmenter [Pérou, 136].
RDP lao	"Beerlao" représente 90% du marché national de la bière [RDP lao, 172].
Royaume des Tonga	19% de rendement sur investissement pour le projet concernant la mouche du fruit [prévention] ; la détection de la mouche du fruit a sauvé le marché [Tonga, 99].
Tanzanie	Les cultivateurs de café certifiés avaient des revenus nets supérieurs de 23% à ceux des cultivateurs conventionnels et subissaient moins d'accidents de santé dus aux pesticides [Tanzanie, 212].
Tchad	Un soutien a été apporté à l'ensemble de la chaîne de production du cuir avec la distribution de 1 200 couteaux/outils nouveaux aux bouchers (200 bouchers) et des mois de formation des artisans qui travaillent le cuir (30 artisans) [Tchad, 225].

Source : Sous-échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

[Bangladesh, 216], à améliorer les cultures biologiques au Guatemala [53] et la culture des légumes orientaux au Honduras [68], à améliorer la pêche à la Grenade [67], à améliorer la qualité du lait au Pérou [198], à relancer les exportations de noix de cajou transformées au Mozambique [184], à améliorer le café en Tanzanie [212], à lutter contre la mouche du fruit aux Tonga [99], à améliorer le cheptel laitier en Indonésie [70] et à améliorer le commerce des produits biologiques en Afrique de l'Est [102], pour n'en citer que quelques-uns.

Les donateurs ont financé plusieurs projets visant à aider les producteurs à se conformer *aux normes de qualité* imposées sur leur marché intérieur et sur les marchés d'exportation. Par exemple, l'UE a fourni une assistance pour la production de poisson aux Fidji [196], au Honduras [178] et au Mozambique [141], et une aide aux producteurs d'huile de palme au Ghana [215].

Parmi les exemples d'aide pour le commerce Sud-Sud figure le projet Coton-4 entrepris en 2008 par le gouvernement brésilien au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad [Afrique, 30]. Ce projet a notamment consisté à rénover une station expérimentale au Mali et à mettre en place une unité d'évaluation et une vitrine technologique dans les pays en question. Il a également donné lieu à l'élaboration d'un manuel sur les meilleures techniques de culture pour l'Afrique. Et l'impact le plus direct a peut-être été l'introduction au Mali de neuf variétés de coton brésiliennes. Ces efforts ont été complétés par une assistance technique axée sur l'utilisation durable des sols et la lutte antiacridienne biologique. Le projet a eu des résultats spectaculaires : les rendements ont été multipliés par trois, atteignant 3 000 kg par hectare. Globalement, le projet prévoit une hausse de 10 pour cent des récoltes en 2010. Il a marqué l'expansion de l'assistance technique fournie par le Brésil à l'Afrique, qui a représenté quelque 300 initiatives, avec un budget de 60 millions de dollars EU.

Parfois, c'est la politique commerciale du donateur qui pousse une industrie à évoluer et à s'améliorer. Tel a été le cas pour les producteurs de rhum des Caraïbes, qui étaient face à la perspective de perdre leur accès privilégié au marché de l'UE avec la suppression des contingents préférentiels. Tirant parti de l'aide fournie par l'UE, ils se sont associés et ont fait pression pour retarder l'élimination des préférences et ils ont investi dans l'amélioration de la qualité et la différenciation des produits, ce qui s'est traduit par une augmentation de leurs exportations [Caraïbes, 200]. Les efforts similaires faits par les Fidji pour s'adapter à la réduction des prix et des contingents dans l'UE ont donné des résultats plus aléatoires – en partie à cause du retrait de l'assistance fournie par l'UE, qui a invoqué le « non-respect des conditions préalables » [Fidji, 243].

Diversification à la marge extensive : promouvoir de nouveaux produits

Les politiques industrielles douces visant à favoriser la diversification vers des produits non traditionnels – à la marge extensive – sont aussi fréquemment mentionnées dans les cas d'expérience. L'effort fait par la Grenade pour améliorer la qualité des produits de la pêche destinés à l'exportation en offre un exemple intéressant. Pour réduire sa vulnérabilité environnementale, la Grenade a tenté de modifier la structure de son commerce en se diversifiant dans des secteurs très exportables, comme la pêche. Mais ce secteur se heurtait à des obstacles considérables, notamment des normes internationales strictes en matière de pêche et des difficultés locales de stockage et de transport du poisson. En 2003, la Grenade a été admise à bénéficier du programme d'« Amélioration de l'état sanitaire des produits de la pêche » de l'UE, lancé en 2002 pour aider les pays tiers à respecter la réglementation européenne dans ce secteur. Ce programme a permis de former des inspecteurs nationaux de la qualité et de dispenser des conseils à l'industrie de la pêche pour améliorer les systèmes de qualité internes. Il a également offert un large éventail de services : création d'un laboratoire chimique des produits, financement de voyages d'études dans l'UE pour les inspecteurs et le personnel d'encadrement, aide aux laboratoires d'essais et aux instituts techniques, assistance technique pour la rédaction de manuels et de directives concernant l'assurance de la qualité, aide aux entreprises pour le développement de produits, l'emballage et l'accroissement de la valeur ajoutée et financement d'infrastructures publiques. Le projet s'est heurté au manque de capacités techniques de la Grenade et à des problèmes environnementaux (augmentation de la température de l'eau). Néanmoins, la Grenade a été inscrite sur la liste 1 des pays qui peuvent exporter des produits de la pêche vers l'UE en raison de ses excellents résultats : le secteur fait l'objet d'une législation moderne, les capacités de toutes les parties prenantes ont été renforcées (depuis les vérificateurs jusqu'aux pêcheurs et aux fournisseurs) et le pays dispose de laboratoires d'essais bien équipés.

Le projet a permis d'accroître les exportations de ce secteur et d'améliorer la qualité et la variété des produits [Grenade, 67]. D'autres cas d'expérience indiquent cependant qu'il s'agit d'un domaine difficile à faire évoluer. C'est seulement grâce à la « *détermination exceptionnelle* » des fonctionnaires et aux solutions créatives qu'ils ont trouvées pour résoudre des problèmes allant du manque de financement à la mauvaise qualité des installations d'essai que les autorités fidjiennes ont réussi à appliquer de nouvelles normes SPS pour le poisson [Fidji, 196]. Le Mozambique a aussi réussi à appliquer des normes concernant la pêche, mais, en raison de la hausse des prix du carburant et d'autres coûts, ses exportations ont ensuite diminué [Mozambique, 141].

Comme exemple d'assistance technique non agricole, on peut citer l'introduction des téléphones mobiles au Bangladesh [64]. En s'intéressant au marché de la téléphonie mobile, la Grameen Bank a offert aux femmes les moyens de relier les villages éloignés, de mieux commercialiser leurs produits et d'accéder au système financier formel. Cela a augmenté les revenus des « dames du téléphone » et transformé leur vie et celle de ceux qui bénéficiaient de cette connectivité améliorée [Bangladesh, 64]. En République dominicaine, la fourniture d'une assistance technique simple aux organismes de réglementation et aux opérateurs de téléphonie mobile a également aidé le secteur à décoller. Dans le cadre de son soutien relatif aux ALE, l'USAID a fourni une assistance pour permettre la portabilité des numéros entre les opérateurs, et l'adoption d'une nouvelle politique de la concurrence a fait baisser les prix et élargi le marché [République dominicaine, 231].

Un autre exemple intéressant est celui de la production de meubles en rotin en Indonésie. Avec le concours de la société allemande GIZ, l'Indonésie a réalisé une étude de la chaîne de valeur intégrée pour les exportations de meubles en rotin, a recensé les contraintes (en matière de productivité, de ressources humaines, de connaissance des marchés étrangers et de capitaux) et a collaboré avec les entreprises et les travailleurs du secteur pour les surmonter. Cette action a notamment eu pour résultat (malgré les effets défavorables de la récession de 2008) d'augmenter la productivité, d'améliorer la qualité et d'accroître les exportations de 16 pour cent entre 2009 et 2010 [Indonésie, 185].

Résultats concrets

Dans ce groupe de cas d'expérience, les résultats positifs sont souvent décrits au moyen d'indicateurs quantitatifs comme l'augmentation de la production, des exportations ou des revenus, avec parfois des éléments indiquant une amélioration de la parité hommes-femmes et de la viabilité environnementale. Par exemple, il est fait état d'une augmentation des exportations à Tonga [99], en Afrique de l'Ouest [13], en Éthiopie [75] et au Guatemala [53]. Dans certains cas, les femmes sont citées comme bénéficiaires. Parmi les exemples notables figurent le cas d'Enterprise Uganda [Ouganda, 116], ou encore l'assistance technique fournie pour la riziculture à sept pays d'Afrique de l'Ouest, où 80 pour cent environ des producteurs étaient des femmes.

Ces constatations sont conformes aux études économétriques plus élaborées. Brenton et Von Uexkull (2009), par exemple, examinent les effets de 88 programmes de développement des exportations dans 48 pays. Ils constatent qu'en moyenne ces programmes ont coïncidé avec une amélioration des résultats à l'exportation, ou l'ont précédée. Leur conclusion doit cependant être nuancée par l'absence d'éléments indiquant ce qui se serait produit en l'absence d'interventions.

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ POUR PROMOUVOIR LES EXPORTATIONS : FINANCEMENT DU COMMERCE, PROMOTION DES EXPORTATIONS ET AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES

L'aide pour le commerce peut soutenir l'action menée par les gouvernements pour promouvoir les exportations par d'autres moyens que les politiques industrielles sectorielles. Les cas d'expérience qui relatent les efforts faits pour mobiliser le secteur privé – et certains groupes d'intérêts – en faveur des exportations entrent généralement dans trois grandes catégories : le *financement du commerce* ; le développement de *nouvelles sources d'exportations* (y compris les programmes spécifiques destinés aux PME) ; et la promotion des *femmes dans le commerce*. Ces cas d'expérience représentent un cinquième du total et portent sur un large éventail de projets.

Financement du commerce

Le financement du commerce est ce qui lubrifie les échanges. Il a pris de l'importance après la récession de 2008 quand les marchés financiers se sont grippés, les primes de risque ont augmenté et les banques des pays avancés ont rapatrié leurs fonds pour se recapitaliser (voir Chauffour et Farole, 2009 ; Haddad, 2009 ; Chauffour et Malouche, 2011). À la demande de l'OMC, entre autres, la Banque mondiale, la BERD, la BAsD et la Banque islamique de développement (BISD) ont augmenté leur soutien aux banques qui accordent des crédits aux commerçants des pays en développement.

Cet effort est mis en relief dans le cas d'expérience sur le Programme de financement du commerce de la BAsD. La BAsD a accordé 2,8 milliards de dollars EU de financement du commerce en 2010. Elle a attiré 1,5 milliard de dollars EU de cofinancement et a collaboré avec plus de 200 banques dans 14 pays d'Asie de l'Est et du Sud. Elle a aussi apporté un soutien à environ 500 PME. Près de la moitié du commerce qui en a bénéficié consistait en échanges Sud-Sud [Asie et Pacifique, 8]. La BERD a fait état d'un programme analogue destiné à fournir des contre-garanties au financement privé. En 2008, ce programme fonctionnait dans 18 pays – avec 56 banques participantes et 119 banques confirmatrices – et visait un volume total d'affaires supérieur à 900 millions de dollars EU. Il a permis aux banques participantes de bénéficier d'une assistance technique pour améliorer la précision de leurs opérations. Les deux tiers d'entre elles ont signalé une réduction importante du délai de traitement, et la moitié une amélioration de la gestion des risques [Europe orientale, 39].

La BID a également intensifié ses activités de financement du commerce grâce à son Programme de relance du financement du commerce. À la fin de 2010, elle avait approuvé plus de 1,2 milliard de dollars EU de lignes de crédit et émis des garanties pour plus de 800 millions de dollars EU, et un réseau de 72 banques émettrices avait été établi dans 19 pays. Près des trois quarts de ces banques travaillent principalement avec des PME. Comme dans le cas de la BAsD, le financement était destiné en grande partie au commerce intrarégional Sud-Sud [Amérique latine, 117]. En Asie centrale, la Banque islamique de développement a également joué un rôle de catalyseur en aidant les exportateurs de la région, en fournissant une aide pour le financement du commerce et en élaborant une feuille de route pour l'aide pour le commerce dans la région [Asie centrale, 192]. La Banque mondiale, par l'intermédiaire de sa branche secteur privé, la SFI, a doublé le montant de son Programme mondial de financement du commerce – programme de contre-garanties – à 3 milliards de dollars EU, et elle a créé un Programme mondial de liquidités pour le commerce qui fournira 50 milliards de dollars EU d'aide dans le cadre de partenariats public-privé.[20]

L'accès au crédit en général, et pas seulement le financement du commerce, est décisif pour le secteur privé. Les résultats économétriques de Hallaert *et al.* (2011) montrent qu'un accès limité au crédit est un important obstacle au commerce. Ils indiquent qu'une hausse de 10 pour cent du ratio crédit-PIB dope la croissance économique de 1,8 pour cent grâce à son impact sur le commerce. Ce résultat est conforme au constat fait par de nombreux pays en développement et, selon l'*Enterprise Surveys* (Banque mondiale, 2010), l'accès au crédit est un problème majeur pour les entreprises.

Programmes de promotion des exportations

Les efforts faits pour promouvoir les exportations sont mentionnés dans de nombreux cas d'expérience. Aux Caraïbes, par exemple, l'Agence de développement des exportations des Caraïbes a reçu une aide de l'UE pour fournir des services de soutien destinés à accroître le commerce. Le projet, d'un montant de 6,8 millions d'euros sur deux ans et demi et qui a pris fin en 2010, a permis d'apporter une aide aux entreprises pour améliorer la qualité des produits et des services, accroître la productivité et réduire les coûts de transport. Des subventions ont été versées à 197 entreprises de la région [Caraïbes, 207].

La Trinité-et-Tobago figure parmi ceux qui ont utilisé cette facilité avec succès [Caraïbes, 188]. L'Ouganda a également investi dans la promotion des exportations, collaborant avec l'ITC pour réaliser une enquête sur les entreprises, qui a posé les bases d'une assistance financière supplémentaire et d'une révision de la politique [Ouganda, 77]. Le programme tunisien de promotion des exportations, Famex, a récemment fait l'objet d'une série d'évaluations d'impact rigoureuses [Tunisie, 130] qui montrent qu'il a permis d'améliorer notablement les résultats à l'exportation.[21] Au niveau mondial, l'ITC continue de déployer une énergie considérable en faveur des exportations, y compris grâce à l'élaboration d'un système d'apprentissage modulaire pour la gestion des chaînes d'approvisionnement. Le programme est désormais proposé par plus de 120 institutions partenaires agréées dans 61 pays, et plus de 25 000 personnes ont suivi le cours en 18 modules [Mondial, 193].

Programmes destinés aux PME

Plus d'une vingtaine de cas d'expérience relatent les efforts faits par les gouvernements pour développer et promouvoir les exportations grâce à divers mécanismes. Certains de ces programmes comportaient une formation des entrepreneurs, comme le programme parrainé par l'UE en Azerbaïdjan pour aider les entreprises à bénéficier du SPG [Azerbaïdjan, 12] ou le programme « Coaching Exportador » au Chili [123]. Le Malawi a dispensé une formation en économie des entreprises aux PME [Malawi, 160], et la Belgique a offert des dons et des formations aux petits producteurs et à leurs associations dans 18 pays en développement, notamment en ce qui concerne le commerce durable [Mondial, 218]. D'autres cas d'expérience soulignent les efforts faits pour encourager le secteur privé de façon plus générale (par exemple la Stratégie pour le secteur privé du Kenya [17] ou celle du Ghana [65]). D'autres encore rendent compte de programmes plus ambitieux au niveau sous-régional, comme l'initiative prise par l'Agence de développement des exportations des Caraïbes pour offrir une gamme de services commerciaux et d'investissement aux entreprises de la région, avec le soutien financier et technique de l'UE, du DFID, de la GIZ, de l'ACDI, de l'ITC, de la BID, de l'OEA et de la Banque mondiale, entre autres [Caraïbes, 20]. La Société interaméricaine d'investissement (SII) de la BID a un programme similaire, lancé d'abord au Guatemala puis étendu à l'ensemble de l'Amérique centrale et des Caraïbes, qui aide les PME à accéder aux marchés d'exportation en cherchant de nouveaux marchés, en recueillant des données sur les opérations des entreprises et en fournissant une assistance technique à certains groupes de demandeurs [Amérique centrale, 121].

D'autres cas d'expérience portent sur la manière dont l'aide pour le commerce peut être utilisée pour aider les PME à élaborer des technologies respectueuses de l'environnement. Le gouvernement suisse a élaboré, en collaboration avec l'ONUDI et le PNUE, un programme destiné à aider les entreprises colombiennes à utiliser des technologies vertes, parallèlement à d'autres programmes d'appui aux PME portant, par exemple, sur le marketing, le respect des normes internationales et l'amélioration de la gestion [Colombie, 183]. De même, l'Initiative des Pays-Bas pour un commerce durable (IDH) offre des subventions de contrepartie afin d'aider les PME à exporter vers l'UE sur la base de technologies durables et de pratiques de travail équitables [Mondial, 256]. La CNUCED et le PNUE ont contribué à la mise en place d'un programme de production biologique dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est [Afrique de l'Est, 102].

Programmes en faveur des femmes chefs d'entreprise

Outre le financement du commerce et le développement des exportations, de nombreux cas d'expérience relatent les efforts publics et privés visant à augmenter les revenus des femmes par le commerce. Ces efforts prennent diverses formes. En Namibie, par exemple, ils ont été associés à la protection des savoirs indigènes au moyen du système de brevets. Le marula est un arbre qui produit des fruits jaunes de la taille d'une prune contenant des pépins riches en huile, laquelle est utilisée depuis des siècles pour hydrater la peau et faire la cuisine. En 1999, une ONG a suggéré de produire de l'huile de marula de qualité supérieure, de façon qu'elle puisse être vendue à l'industrie pharmaceutique. Elle a créé une coopérative de femmes, l'Eudafano Women's Cooperative (EWC), afin de mettre en place une activité d'exportation. En 2008, l'EWC comptait plus de 5 000 femmes réparties en 22 groupes qui produisaient de l'huile de marula à partir des arbres sauvages. Ces produits sont vendus entre autres à Body Shop, Marula Natural Products of South Africa et Distell. Une société française, Aldivia, s'est appuyée sur cette initiative pour lancer un projet de R-D en association avec PhytoTrade, organisme de commerce équitable qui parraine l'EWC, et Natural Products of South Africa, qui a donné le jour au procédé de marque « Ubuntu » pour la fabrication de cosmétiques sans solvants. En 2006, Aldivia et ses partenaires sud-africains ont fait breveter ce procédé et, aujourd'hui, les produits à base d'huile de marula se vendent quatre fois plus cher que les autres cosmétiques. L'EWC s'est également diversifiée dans l'exportation d'autres lignes de produits. En juin 2010, elle a commencé à commercialiser l'huile de cuisson « ondjove » et d'autres huiles alimentaires au Salon du tourisme de Windhoek. À la suite de cela, les revenus des femmes qui produisent l'huile de marula ont enregistré une hausse spectaculaire [Namibie, 134].

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ : SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS	
Afrique	Le programme Mode éthique a permis de créer 7 000 emplois pour les femmes en milieu rural ; 80% des participantes ont dit que les commandes reçues par l'intermédiaire du programme leur permettaient de subvenir aux besoins de leur famille, et 88% ont dit que le changement le plus important dans leur vie était la possibilité de prendre des décisions financières indépendantes grâce à leur nouveau revenu [Afrique, 76].
Afrique du Sud	Développement par les femmes d'un produit d'assainissement de l'eau à base de nanotechnologies vendu à l'ONU et à diverses ONG dans le monde [Afrique, 46].
Amérique latine	Le Programme de relance du financement du commerce a permis de créer un réseau de 72 banques émettrices dans 19 pays, et les transactions commerciales ont dépassé 1 milliard de dollars EU ; 73% des banques se sont concentrées sur les PME [Amérique latine, 117].
Cambodge	Les femmes chefs d'entreprise ont vu leurs exportations augmenter lorsque le prix des certificats d'origine a été fixé à 1,25 dollar au lieu de plus de 100 dollars précédemment [Cambodge, 125].
Colombie	L'assistance technique fournie sur place pour l'évaluation environnementale a permis à 158 entreprises de réduire de deux à quatre fois leur consommation d'eau et d'énergie, de diminuer de moitié leurs déchets solides et de réduire leurs émissions de CO_2 au-delà de l'objectif du projet [Colombie, 183].
Samoa	L'association Women in Business Development Incorporated (WIBDI) a aidé plus de 350 exploitations agricoles à obtenir la certification biologique de l'Association australienne pour l'agriculture durable (NASAA) ; un contrat commercial a été signé avec The Body Shop International pour la production de dix à 30 tonnes d'huile de noix de coco vierge biologique par an [Samoa, 257].
Tunisie	Fin mai 2010, la diversification des produits et des marchés d'exportation avait entraîné une hausse de 319 millions de dollars EU. [Tunisie, 130].

Source : Sous-échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

Plusieurs cas d'expérience relatent les efforts des gouvernements et des donateurs pour utiliser le commerce afin d'augmenter les revenus des femmes. Le gouvernement canadien et l'ITC ont parrainé un « Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique » (PACT) qui est mis en œuvre en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Ghana, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie. Ce programme comporte un volet consacré exclusivement aux femmes, *Accès! au commerce international pour les femmes d'affaires africaines*. Il vise à fournir de manière intégrée plusieurs services liés au commerce : formation à l'exportation ; formation aux technologies de l'information pour obtenir des renseignements sur les marchés ; conseils d'experts sur la préparation des marchés ; et missions sur l'accès aux marchés. Grâce à ces efforts, 600 petits agriculteurs du Ghana ont exporté en Europe 210 tonnes de fruits et légumes frais par semaine. Deux entreprises sud-africaines de cosmétiques exportent maintenant au Canada. La marque *Design Africa*, créée avec le Conseil sud-africain des exportations de l'industrie textile, a été introduite avec succès sur les marchés nord-américains. Le *programme Accès!* comporte 22 modules de formation pour les femmes d'affaires africaines, avec 46 formateurs en cinq langues, et il a délivré des certificats à plus de 770 femmes dans onze pays [Afrique, 46 ; Afrique, 119].

De même, Enterprise Uganda, créée en 2001 avec l'aide de la Norvège, était d'abord destinée à fournir des services intégrés de soutien aux PME, mais ensuite elle s'est concentrée presque exclusivement sur les femmes chefs d'entreprise. Le projet a permis de former à la gestion environ 3 832 femmes chefs d'entreprise, dont beaucoup vivaient en milieu rural et étaient illettrées. Cette formation a souvent été associée à une éducation sanitaire axée sur la prévention du VIH/SIDA. À la suite de cela, le chiffre d'affaires des femmes bénéficiant du programme a augmenté de plus de 50 pour cent en deux ans, 500 emplois ont été créés, et l'investissement s'est accru, de même que les

recettes fiscales. Globalement, les femmes des villes ont augmenté leurs revenus plus que celles des campagnes. Malgré ce succès, il est peu probable que les activités d'Enterprise Uganda puissent se poursuivre sans le soutien continu du secteur public [Ouganda, 116].

La participation des femmes à l'élaboration des politiques peut améliorer la réglementation au bénéfice de tous. Au Cambodge, le Ministère de la femme et la SFI de la Banque mondiale ont organisé un forum pour associer les organisations de femmes à l'élaboration de politiques et examiner les problèmes liés à la fiscalité, à la corruption et au manque de transparence des lois et règlements. Le responsable du projet de la SFI a utilisé le document de la Banque mondiale intitulé *Gender Dimensions of Investment Climate Reform* comme guide pour intégrer les préoccupations des femmes dans la conception des programmes. Selon lui, ces idées ont permis d'accroître la participation des femmes et de défendre plus efficacement leurs intérêts. L'un des résultats a été de faciliter l'obtention des certificats d'origine nécessaires à l'exportation (dont le coût a été ramené de plus de 100 dollars EU à environ 1,25 dollar EU). Le Directeur exécutif de la Coopérative artisanale cambodgienne, qui compte 2 000 membres, a estimé que le forum avait aidé à accroître les exportations [Cambodge, 125].

La recherche sur les politiques qui établit un lien entre le commerce et la parité hommes-femmes peut aussi jouer un rôle positif. La CNUCED s'est associée au DFID pour étudier l'incidence du commerce sur la parité hommes-femmes afin de définir des politiques en Inde. L'analyse présentée dans ce cas d'expérience montre, entre autres, que « *l'intensité des exportations a une incidence positive importante sur l'emploi des femmes. Mais les importations n'ont entraîné aucune perte d'emploi pour les femmes* » [Inde, 56]. Les auteurs proposent de mettre en place des politiques commerciales tenant compte de la problématique hommes-femmes et favorisant les secteurs qui emploient des femmes, d'élargir les possibilités d'éducation des femmes et de réaliser de nouvelles études sur l'incidence du commerce sur la parité en Inde.

LEÇONS TIRÉES POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ

La grande majorité des programmes et projets présentés dans les cas d'expérience indiquent au moins quelques éléments de réussite. Bien que cela tienne en partie au biais de sélection de l'échantillon, plusieurs « facteurs de réussite » communs ont été mis en évidence, corroborant les enseignements dégagés de la littérature plus générale sur l'évaluation.[22] Ces facteurs sont les suivants.

L'appropriation est essentielle … sous la forme d'un engagement et d'un leadership de haut niveau de la part du gouvernement …

Le facteur de réussite le plus fréquemment cité est l'appropriation par le pays de l'activité menée au titre de l'aide pour le commerce. Il est mentionné dans 120 cas d'expérience sur les 269. Cela se comprend car, sans la participation active et le parrainage du gouvernement, les projets ne peuvent guère réussir. L'une des manifestations d'appropriation les plus souvent citées est l'engagement du gouvernement à l'égard de l'activité ou du projet. Les cas d'expérience font parfois état de la participation de ministres ou, moins souvent, du Président ou du Premier Ministre [Mexique, 114 ; Kirghizistan, 186]. Cette participation est généralement jugée nécessaire pour faire avancer le projet malgré une administration récalcitrante ou la résistance des groupes de pression privés. Au Pérou [137], l'implication des pouvoirs publics à un haut niveau a permis de donner une impulsion initiale aux réformes économiques et d'en assurer le suivi. Au Zimbabwe [107], il est signalé que l'appui « *et l'engagement aux plus hauts niveaux politiques [avaient été] essentiel[s] pour que le projet de poste frontière à guichet unique de Chirundu se réalise* ». L'inverse est également vrai : l'absence de leadership spécifique de haut niveau au début du projet de poste frontière de Beitbridge a entravé l'avancement régulier de ce projet par ailleurs valable [Afrique australe, 267].

… basés sur la participation active et l'implication des parties prenantes

Deux éléments essentiels contribuent à l'appropriation nationale : premièrement, l'implication plus grande des acteurs locaux dans l'élaboration et l'exécution de l'activité, et deuxièmement le soutien du secteur privé afin de défendre le projet et de lui donner un ancrage grâce à des changements au niveau de l'administration et des pouvoirs publics. Ces deux éléments jumeaux sont mentionnés comme des facteurs de réussite dans 93 des 269 cas d'expérience. La participation peut se faire à

Tableau 5.3 L'enseignement le plus fréquent est qu'il faut renforcer l'appropriation nationale
Nombre de cas d'expérience mentionnant un enseignement particulier

Enseignement/Auteur	Gouvernement bénéficiaire	Gouvernement donateur	ONU	BMD	Entités privées	Total
1 Appropriation nationale	56	38	16	8	2	120
2 Augmentation de la participation locale (c'est-à-dire mobilisation du soutien du secteur privé)	37	27	21	5	3	93
3 Valeur des programmes de développement intégré (c'est-à-dire études d'infrastructure/ formation/terrain)	23	15	8	4	2	52
4 Adéquation et fiabilité du financement extérieur	27	8	7	2	3	47
5 Chaînes de rétroaction entre le gouvernement et les parties prenantes	19	12	3	1	3	38
6 Flexibilité dans la conception des projets	12	13	6	1	4	36
7 Facteurs exogènes	8	4	2	2	3	19
8 Intérêt soutenu des donateurs	5	7	3	3	1	19
9 Connaissances multilatérales associées aux connaissances locales	3	5	5	1	1	15
10 Intragouvernemental et interministériel	9	2	2	0	1	14
Nombre total de cas d'expérience par auteur	**106**	**71**	**55**	**25**	**12**	**269**

Note : La somme des colonnes ne correspond pas au total parce qu'un cas d'expérience donné peut mentionner plus d'un enseignement.
Source : Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience

plusieurs niveaux. La BAfD indique, par exemple, qu'en Afrique [1] la principale leçon tirée des efforts d'interconnexion des réseaux électriques du Nigéria, du Togo, du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso était qu'il fallait assurer dès le début l'appropriation du programme par les pays et l'engagement des gouvernements dès sa conception. À un autre niveau, l'un des facteurs de réussite du projet de réforme de l'administration des douanes au Cameroun a été la participation des inspecteurs des douanes à la conception des contrats de performance qui serviraient de base à leur évaluation [Cameroun, 164]. La participation des associations professionnelles au Honduras [247] a été décisive pour la réussite de leurs programmes commerciaux. Et, en Afrique australe, la Confédération des syndicats d'agriculteurs a dispensé des conseils sur les normes agricoles aux négociateurs commerciaux et à la CDAA [Afrique australe, 204].

De même, les réformes destinées à accroître l'efficacité des arrangements institutionnels au Guyana, avec l'appui de la BID, ont reposé sur la participation effective des parties prenantes. « *Le ralliement des parties prenantes aux réformes commerciales est aussi important pour réussir que la volonté politique des pouvoirs publics de parrainer ou de faciliter ces réformes* » [Guyana, 245].

L'absence de participation des administrations locales peut conduire non seulement à la méconnaissance des intérêts des parties prenantes, mais aussi à un manque d'engagement et d'appropriation de la part des autorités, qui peut compromettre le succès du projet [Gambie, 45] et sa poursuite après la fin du financement et de l'aide extérieurs [Îles Salomon, 90]. En Afrique [15], il a été recommandé que les représentants du secteur privé, chambres de commerce et associations professionnelles soient associés directement à la conception et à l'exécution des projets.

Mobilisation des partenariats au niveau interministériel …

La politique commerciale est interdisciplinaire par nature, de sorte que la coordination et la coopération entre de nombreux acteurs sont indispensables. Les Ministères du commerce, de l'économie, de l'infrastructure, de l'agriculture ou de l'industrie, pour n'en citer que quelques-uns, doivent collaborer en vue d'assurer l'efficacité de la politique. Saner (2010) relève trois rôles joués par la coordination interministérielle : éliminer les politiques et les projets faisant double emploi ; gérer les questions transversales (par exemple démocratie et droits de l'homme, protection de l'environnement, parité hommes-femmes et VIH/SIDA) ; et intégrer de façon cohérente les nombreux accords commerciaux internationaux et les politiques commerciales. La CNUCED indique que la coordination interministérielle est une première étape essentielle pour mettre en œuvre une politique commerciale réussie.

Les cas d'expérience indiquent que les partenariats sont des facteurs clés de réussite – ou d'échec – d'un projet. Le Costa Rica, par exemple, qui a cherché à attirer des IED pour s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, indique que le manque de coordination entre les institutions publiques a constitué un obstacle majeur [Costa Rica, 156].

Dans le domaine de la réglementation SPS, les Ministères de la santé, de l'agriculture et de l'environnement ont tous joué un rôle. L'objectif de la CAFHSA était d'aider les États de la CARICOM à se conformer aux normes internationales pour stimuler leurs exportations de produits agricoles. Mais, au début, l'absence d'accord clair sur le champ d'action de la CAFHSA a empêché la coordination entre les ministères compétents et les parties prenantes, ce qui a retardé l'ensemble du programme [Caraïbes, 24]. Dans le contexte du développement du corridor régional Nord-Sud, la CEA a résolu le problème essentiel de la coordination interministérielle à l'intérieur des gouvernements membres et entre eux en renforçant le rôle de son secrétariat dans la planification et la coordination à long terme, tout en laissant la responsabilité de la mise en œuvre aux États membres [Afrique de l'Est, 229]. À la suite des recommandations de l'OMC, le gouvernement du Malawi a créé une Équipe spéciale interministérielle chargée de la facilitation des échanges, composée de trois ministères et de nombreuses institutions publiques ainsi que d'acteurs privés. Cette équipe était chargée principalement de coordonner toutes les initiatives de facilitation des échanges aux niveaux national et régional. Elle a été considérée comme le principal facteur de réussite de cette initiative de facilitation des échanges [Malawi, 7].

… et des partenariats entre donateurs

Un autre thème commun est la nécessité d'intégrer les compétences combinées des donateurs pour atteindre l'objectif d'un programme ou d'un projet. Les projets de corridor de transport, par exemple, réunissent généralement plusieurs donateurs qui collaborent sur différents volets d'un ensemble plus large. Ainsi, la Route de la soie, longue de 503 kilomètres, a été divisée en huit tronçons dans le cadre du projet de rénovation, auquel ont participé de nombreuses BMD et IFI.[23] L'Azerbaïdjan [74] dit que les projets multidonateurs, comme celui de la Route de la soie, fonctionnent mieux si un seul partenaire de développement dirige le processus de coordination. Cette formule est analogue au modèle du CIR, qui comporte un « facilitateur des donateurs » pour tous les projets d'aide pour le commerce. Dans la stratégie globale de facilitation des échanges du Nigéria, « *le principal facteur de réussite est l'approche de partenariat intégrée, incluant la plupart des parties prenantes ainsi que le secteur privé organisé, et l'interaction étroite avec les partenaires de développement, ce qui a permis de mieux harmoniser leur soutien au programme* » [Nigéria, 7]. Le fait que tous les partenaires partagent une vision et un engagement communs a également été décisif pour la réussite des projets de promotion des produits agricoles biologiques en Afrique de l'Est [102] et pour l'amélioration des normes en Amérique latine (avec l'appui du Département de l'agriculture des États-Unis et de l'OMC) [Amérique latine, 251].

Adéquation et fiabilité du financement extérieur

La disparité des mécanismes de financement et/ou le manque de continuité du financement sont un obstacle récurrent à la réussite des projets. Par exemple, le Malawi [161] indique que, bien que le financement du projet ait été accepté, les fonds n'ont pas été décaissés à temps, ce qui a perturbé le déroulement des activités. Dans certains cas, le financement des projets était jugé insuffisant, par exemple au Cambodge [79], mais on ne sait pas si cela était dû à la déception des donateurs pour des raisons liées au projet ou au fait qu'ils avaient obéi à la lubie du développement. Dans le cas des Tonga [99], il était recommandé que le financement des projets tienne compte de tous les besoins imprévus, tels que les frais de déplacement d'un technicien appelé pour l'entretien du matériel mécanique. D'autres cas d'expérience soulignent l'importance de la prévisibilité et de la fiabilité du financement des donateurs [par exemple Éthiopie, 190]. Maurice, qui avait entrepris de nombreuses réformes, n'a pas obtenu le financement concessionnel demandé en raison de son statut de pays à revenu intermédiaire [Maurice, 81]. Elle a cependant reçu en temps utile une aide non

concessionnelle de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement [Maurice, 131]. Les Fidji se plaignent du fait que les versements des donateurs semblent dépendre plus des échéanciers de fin d'exercice que des besoins des projets [Fidji, 244]. Comme on pouvait s'y attendre, les cas d'expérience attribuaient la responsabilité de ces problèmes soit aux donateurs soit au gouvernement du pays en développement, selon l'affiliation institutionnelle de l'auteur.

Chaînes de rétroaction entre le gouvernement et les parties prenantes

L'existence d'une rétroaction continue entre le gouvernement et les parties prenantes est essentielle pour l'appropriation nationale et la participation locale. Les problèmes potentiels peuvent être identifiés dès le début, ce qui permet de les résoudre plus rapidement [Caraïbes, 2]. Au Kenya [17], la réforme de la réglementation des entreprises a été couronnée de succès principalement grâce à la coopération et à la coordination étroites entre les fonctionnaires gouvernementaux et l'ensemble des parties prenantes au processus de réforme. L'Inde a mis en place, en collaboration avec la CNUCED, de solides mécanismes de consultation avec les parties prenantes dans le cadre de son programme d'assistance technique en matière de formulation des politiques, et cela a contribué à sa réussite [Inde, 53]. L'expérience de la Grenade montre que la rétroaction et la coopération peuvent conduire à une appropriation solide et rendre les projets plus durables [Grenade, 67]. L'action menée dans le cadre de l'Initiative néerlandaise pour un commerce durable reposait sur « *l'instauration de coalitions dynamiques entre les organismes publics, les entreprises, les syndicats et les organisations sociales … afin de transformer ensemble le marché et de faire en sorte que la production et le commerce durables deviennent la norme* » [Mondial, 256].

Projets intégrés combinant l'investissement et l'assistance technique

Plusieurs cas d'expérience mentionnent la nécessité de réaliser des investissements complémentaires dans le matériel et dans le renforcement des capacités. Au Cambodge [79], par exemple, un projet de renforcement des capacités parrainé par le gouvernement coréen prévoyait dans son budget la fourniture et l'entretien du matériel de bureau. Inversement, au Brésil [16], lorsque de nouvelles procédures postales informatisées ont été mises en place dans le cadre du projet *Exporta Facil*, il a fallu organiser des séances de formation pour les fonctionnaires des postes, de l'administration et des douanes afin qu'ils puissent gérer les nouveaux systèmes.

Des retards et des changements peuvent se produire en raison de facteurs exogènes tels que des catastrophes naturelles, des crises politiques ou une récession mondiale

Plusieurs cas d'expérience indiquent qu'il y a toujours des risques particuliers et imprévus auxquels il faut s'adapter et qu'il faut surmonter aussi efficacement que possible. Ainsi, les programmes exécutés à la Grenade [67], en Azerbaïdjan [74] et à Montserrat [5] ont subi des retards et des dépassements de coûts importants en raison des catastrophes naturelles qui ont frappé ces régions, mais ils ont pu se poursuivre après la crise. Aux Fidji [79], en Équateur [44] et au Honduras [101], l'instabilité politique a entraîné des interruptions temporaires, mais là aussi les projets ont pu reprendre. La crise financière récente a également perturbé les projets au Ghana [128] et aux Caraïbes [24]. En revanche, dans le cas de l'Asie et du Pacifique [8], la BAsD indique que ses activités ont aidé à atténuer l'impact de la crise financière.

CONCLUSIONS : QU'EST-CE QUI DONNE DES RÉSULTATS ?

Malgré les limites de la méthode des cas d'expérience (voir l'introduction), une lecture attentive permet de tirer quelques conclusions provisoires sur ce qui donne des résultats – et sur ce qui pourrait exiger une plus grande attention. En raison des limites inhérentes aux cas d'expérience comme outil d'évaluation, les observations ci-après sont destinées à encourager de nouvelles recherches, et non à tirer des conclusions définitives.

Qu'est-ce qui donne de bons résultats ?

Volume

Le simple nombre des activités exposées dans les cas d'expérience montre que les efforts déployés dans le domaine de l'aide pour le commerce sont importants, qu'ils ont pris racine dans de nombreux pays et qu'ils s'insèrent au cœur des stratégies de développement. Le fait que près de 40 pour cent des cas émanent de pays en développement souligne l'importance de ces programmes sur le terrain – et l'importance qu'il y a à assurer leur réussite. Les gouvernements bénéficiaires ont manifestement intérêt à avoir accès aux informations et aux connaissances mondiales sur les moyens d'utiliser le commerce pour promouvoir la croissance et accroître les revenus.

AIDE POUR LE COMMERCE SUD-SUD : APERÇU SYNOPTIQUE	
Bolivie	L'Argentine a commencé à fournir une assistance technique en 2007 pour les abattoirs et le transport de la viande dans les hautes terres boliviennes [Bolivie, 197].
Chine	Aide apportée à la RDP lao pour la planification du développement de certaines régions du Nord [RDP lao, 109].
Coton-4	Programme substantiel d'assistance technique et de développement en faveur des pays du groupe Coton-4 afin d'améliorer les variétés et les rendements de coton [Brésil, 30].
Corée	Programme d'assistance technique au Cambodge pour la formation des responsables du commerce [Cambodge, 79].
El Salvador	Le Japon et le Chili se sont associés afin que l'agence d'exportation chilienne ProChile dispense une assistance technique sous diverses formes durant la période 2006-2009 pour le programme d'exportation d'El Salvador – y compris une formation aux tarifs aériens internationaux, la fourniture d'une aide à l'exportation au niveau des entreprises, l'exécution de diagnostics et des visites dans les bureaux de ProChile au Costa Rica [El Salvador, 123].
Honduras	Le Taipei chinois a dispensé une assistance technique aux cultivateurs de légumes orientaux du Honduras, introduisant des variétés à haut rendement résistantes aux parasites et apportant une aide pour le conditionnement des produits exportés [Honduras, 68].
Mondial	Le Programme de coopération de Singapour comporte plusieurs programmes d'assistance technique et de formation dans divers pays, notamment en Asie. Lancé en 1992, il a permis de former plus de 70 000 fonctionnaires gouvernementaux appartenant à 169 économies [Mondial, 263].
Nicaragua	Dans le cadre de son programme FO-AR, l'Argentine a également fourni des ressources destinées à renforcer les capacités de l'Institut national technologique (INATEC) du Nicaragua [Nicaragua, 199].
RDP lao	Avec l'aide de la Suisse, le Viet Nam a fourni à la RDP lao une assistance technique concernant les DPI [RDP lao, 96].

Source : Sous-échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

Portée

La diversité des cas d'expérience révèle aussi que certaines activités n'apparaissent pas clairement dans les données sur l'aide pour le commerce du SNPC de l'OCDE. Par exemple, peu de cas présentés par des pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et d'autres régions relativement aisées comportent un financement au titre de l'APD, de sorte qu'ils ne relèvent pas des définitions de l'aide pour le commerce. En outre, les projets réalisés par la branche secteur privé des organismes multilatéraux et bilatéraux – qui figurent aussi parmi les cas d'expérience – ne sont généralement pas pris en compte dans les mesures indirectes de l'aide pour le commerce utilisées dans le SNPC de l'OCDE. C'est là un message important pour les négociateurs commerciaux, qui se concentrent souvent plus sur les montants transférés que sur la valeur intrinsèque du renforcement des capacités, des études sur les politiques, de l'assistance technique et du transfert de connaissances.

Résultats

Quatre cas d'expérience rendent compte d'études économétriques qui tentent d'établir un lien entre l'aide pour le commerce et les résultats en matière de commerce et d'investissement pour un large échantillon de pays. Le Secrétariat du Commonwealth évoque des études qui montrent qu'un doublement de l'aide pour le commerce, par exemple pour l'infrastructure, serait associé à une augmentation de 3,5 pour cent des exportations de marchandises, tandis qu'un doublement de l'aide pour le commerce pour la facilitation des échanges réduirait les coûts d'importation de 5 pour cent [Mondial, 34]. De même, la CEA de l'ONU indique que, selon ses études économétriques sur l'Afrique, une augmentation de 10 pour cent de l'aide pour le commerce est associée à une progression de 0,4 pour cent de l'indice de diversification économique. L'aide pour le commerce a aussi un impact statistiquement significatif

sur la réduction du coût du transport maritime conteneurisé [Afrique, 104]. L'ODI a étudié la question de savoir si les subventions permettent de mobiliser des ressources supplémentaires.

Il a constaté qu'une unité de subvention mobilisait cinq à six unités de prêts et environ 15 unités d'autre financement [Mondial, 85]. Enfin, les États-Unis ont présenté l'évaluation de leurs projets liés au commerce.[24] Cette évaluation portait sur 265 projets engagés entre 2002 et 2006 avec la participation de plus de 20 agences des États-Unis et pour un montant total de 1,5 milliard de dollars EU. La conclusion était que les projets « *qui combinent différentes modalités (assistance technique, formation, matériel) et ceux qui combinent des activités visant à accroître les exportations avec une amélioration des politiques ont un effet synergique qui augmente leurs résultats, mais ce n'est pas le cas pour les projets centrés sur les exportations de secteurs multiples* » [Mondial, 201].

Coopération Sud-Sud

Un autre thème émergent dans les cas d'expérience est la *coopération Sud-Sud*. Cela reflète une tendance plus large observée par Fengler et Karas (2011) : la part de l'aide au développement provenant de donateurs autres que le CAD et d'organisations philanthropiques est passée à environ 37 pour cent en 2008, contre 5 pour cent seulement en 1992.[25] Les cas d'expérience contiennent plusieurs exemples d'aide pour le commerce Sud-Sud, qui ne se limitent pas à l'aide apportée par les pays à revenu intermédiaire aux pays à faible revenu. L'administration fiscale rwandaise, par exemple, s'est associée à plusieurs donateurs pour aider le Burundi à améliorer le recouvrement de l'impôt [Burundi, 211]. Par ailleurs, la demande d'aide Sud-Sud est en augmentation. L'enseignement tiré d'un projet en Jamaïque, par exemple, est qu' « *il faudrait intensifier la participation Sud-Sud à l'assistance technique* » [Caraïbes, 182].

Promotion des exportations au moyen d'une politique industrielle douce

Enfin, la réussite apparente des « politiques industrielles douces » – ou des politiques sectorielles proactives – signalée dans les cas d'expérience mérite d'être notée. C'est dans cette catégorie d'aide pour le commerce qu'on trouve le plus fort pourcentage d'effets positifs mesurés en termes de produits et de résultats. Les projets étaient généralement pragmatiques et fructueux, et ils ont souvent profité aux participants à faible revenu, y compris les femmes. Cela donne à penser que les gouvernements et les donateurs pourraient souhaiter réexaminer leurs portefeuilles de projets pour voir s'il serait avantageux d'orienter vers ce type de projets les ressources peu abondantes disponibles dans les pays – plutôt que de les allouer à des projets plus généraux offrant moins d'avantages concrets.

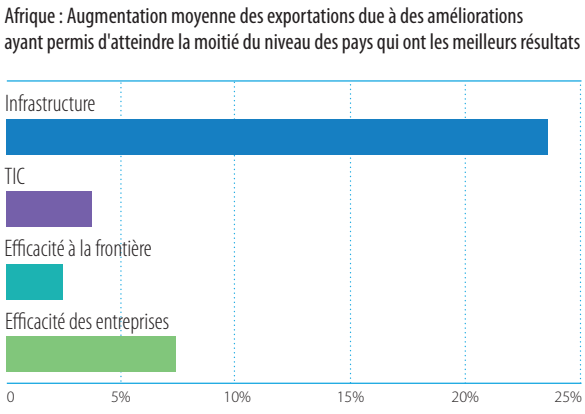
Qu'est-ce qui mérite une étude plus approfondie ?

Les éventuels défauts d'attention

On constate parfois un « écart » entre le thème central des cas d'expérience et l'investissement global des ressources venant de l'aide pour le commerce. Par exemple, le nombre relativement faible de cas d'expérience relatifs à l'infrastructure pourrait indiquer que les responsables du commerce n'accordent pas assez d'attention à ce domaine. En 2009, l'infrastructure a représenté environ 47 pour cent du total des versements au titre de l'aide pour le commerce[26] et, d'après une étude, c'est l'une des catégories d'aide pour le commerce qui ont le plus d'impact direct sur les résultats commerciaux (figure 5.2).[27] Or, l'infrastructure est le thème central d'à peine plus de 5 pour cent des cas présentés. Comme on l'a vu, ce faible pourcentage pourrait tenir à ce que les cas ayant une composante transport ont été classés sous la rubrique « facilitation des échanges » ou dans une autre catégorie. Mais cela pourrait aussi être dû au fait que les ministères du commerce ont peu d'influence directe sur les activités d'infrastructure – ou que de nombreux gouvernements considèrent que l'infrastructure et les services ont peu de liens avec le commerce.

Ce problème d'échantillonnage n'est pas limité aux gouvernements qui ont répondu. Les plus gros fournisseurs d'aide pour le commerce destinée à l'infrastructure sont les banques multilatérales de développement. Or, les cas qu'elles ont présentés mettent aussi l'accent sur des activités autres que l'infrastructure. Alors qu'elles fournissent 80 pour cent des fonds destinés à l'infrastructure dans les pays à faible revenu, seulement 8 pour cent des cas d'expérience qu'elles ont présentés traitent de l'infrastructure.

Figure 5.2 Bien que les pays diffèrent, c'est souvent l'amélioration de l'infrastructure qui augmente le plus les exportations . . .



Source : Calculs effectués d'après Portugal et Wilson, 2009.

Il y a aussi un déséquilibre entre la proportion relativement faible de cas d'expérience relatifs au commerce des services et l'importance des services dans le commerce international. Sur 269 cas d'expérience, neuf seulement concernent le commerce des services, alors que le commerce transfrontières des services aux entreprises est le segment du commerce international qui croît le plus vite.[28] Les services sont aussi des « intrants complémentaires » indispensables qui déterminent la compétitivité des entreprises au niveau international. Même dans les domaines bien représentés dans les cas d'expérience – comme la facilitation des échanges – les politiques relatives aux services qui influent sur les objectifs des projets sont souvent négligées, par exemple celles qui concernent les services de transport routier, de courtage ou de transitaires.[29] Seuls Saint-Vincent-et-les Grenadines [264], la Guadeloupe [188], le Niger [83] et le Cambodge [79] ont mis l'accent sur le commerce des services. Il faut se demander si cela est dû à ce que les gouvernements et les donateurs n'accordent pas suffisamment d'attention au rôle des services dans le commerce international.

Le silence de la communauté internationale sur la question de l'*aide pour le commerce en faveur de l'ajustement* est également à noter. Sur les 269 cas, trois seulement établissent un lien entre l'aide au développement et la mise en œuvre de réformes commerciales. Pourtant, l'aide à l'ajustement était l'une des principales raisons d'être de l'Initiative Aide pour le commerce et était un élément clé des recommandations formulées par l'Équipe spéciale de l'OMC en 2006. Ce silence s'explique peut-être par le fait que les aides budgétaires – principale forme de l'aide à l'ajustement – s'accompagnent souvent d'un ensemble de réformes, incluant le commerce, et que les responsables concernés n'avaient tout simplement pas connaissance de l'invitation à présenter des cas d'expérience concernant le commerce. Le silence sur l'aide à l'ajustement peut aussi refléter l'évolution des préoccupations de la communauté du commerce. Le souci de devoir s'adapter à la baisse des droits de douane et à l'érosion des préférences a diminué face à la lenteur du PDD, et maintenant les pays se soucient davantage de surmonter les contraintes du côté de l'offre pour tirer parti des possibilités commerciales. L'absence de cas d'expérience relatifs à l'aide à l'ajustement peut résulter aussi du fait que les donateurs et les praticiens du développement ne savent pas quelle est la meilleure façon de concevoir des programmes d'ajustement lié au commerce.

Enfin, il convient de noter qu'assez peu de cas d'expérience mentionnent les vastes recherches menées par les organisations internationales et les donateurs dans les domaines liés au commerce, sans parler des travaux analogues des universités, des ONG et du secteur privé. Ces travaux relèvent généralement des groupes de recherche existant dans les banques multilatérales de développement, à l'OCDE, dans certains organismes des Nations Unies ou dans certains organismes gouvernementaux, et sont donc éloignés de l'invitation à présenter des cas d'expérience concernant l'aide pour le commerce. Toutefois, pour guider les choix politiques, les très nombreuses recherches effectuées sur le PDD, les accords commerciaux régionaux et les réformes internes concernant le commerce et l'investissement constituent des « ressources » plus importantes pour l'aide pour le commerce que ne le laissent penser les quelques cas d'expérience qui rendent compte de ces activités.

Déséquilibre dans les aspects privilégiés ?

En général, les cas d'expérience mettent davantage l'accent sur les exportations que sur les importations. Pour mesurer leur poids relatif, on a regroupé et compté les mots associés aux exportations et aux importations dans l'ensemble des cas d'expérience (voir l'annexe 5.B) – méthode utilisée récemment par l'OCDE pour identifier les aspects privilégiés dans les projets de développement liés au commerce.[30]

Les cas d'expérience mettent généralement l'accent sur les résultats à l'exportation plutôt que sur l'efficacité des importations. Les références aux exportations sont plus de quatre fois plus nombreuses que les références aux importations (voir le tableau de l'annexe 5.B). Certes, les programmes de facilitation des échanges concernant les postes frontière ou l'infrastructure réduisent souvent les coûts improductifs des deux côtés de la balance commerciale. Mais les décideurs et les donateurs doivent accorder autant d'attention à l'efficacité des importations – y compris la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires qui nuisent à l'intérêt du pays – qu'à la promotion des exportations. La bonne nouvelle est que le recueil de cas contient de nombreux exemples de réformes douanières efficaces qui accroissent la compétitivité permettant d'importer plus efficacement.

Tableau 5.4 Cas d'expérience comportant des indicateurs quantitatifs de résultats

Thème	Nombre de cas d'expérience	Pourcentage de cas avec des produits	Pourcentage de cas avec des résultats
Facilitation des échanges	48	38%	19%
Infrastructure	14	64%	29%
Amélioration de la politique	42	50%	14%
Renforcement des capacités	66	45%	8%
Politique industrielle	47	43%	43%
Secteur privé	52	44%	33%
TOTAL	**269**	**119**	**60**

Auteur	Nombre de cas d'expérience	Pourcentage de cas avec des produits	Pourcentage de cas avec des résultats
Gouvernement bénéficiaire[a]	107	46%	14%
Gouvernement donateur	71	49%	25%
ONU[b]	54	35%	24%
Banques multilatérales de développement	25	52%	44%
Entités privées[c]	12	42%	33%
TOTAL	**269**	**121**	**61**

Notes:

a Y compris les cas d'expérience émanant de communautés et d'organisations économiques régionales.

b Y compris les autres organisations internationales.

c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés.

Source : Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience

Les résultats mis en évidence au moyen de cette méthode sont plus souvent axés sur la parité hommes-femmes que sur la réduction de la pauvreté. Le décompte des mots associés à la pauvreté, au revenu, à l'emploi, à l'environnement, à la parité hommes-femmes et à la santé indique que les cas d'expérience s'intéressaient surtout à la parité hommes-femmes, qui est mentionnée deux fois plus souvent que la deuxième variable la plus mesurée, l'environnement. Cela s'explique peut-être par la volonté des organisations internationales et des donateurs de mettre en relief leurs activités en faveur de la parité.[31]

Lacunes dans les mesures quantitatives de la réussite ?

Une autre caractéristique notable des cas d'expérience est l'absence relative d'indicateurs quantitatifs de référence en nombre de produits ou en résultats mesurés par rapport à des données de base soigneusement formulées. Il est vrai que l'invitation à présenter des cas d'expérience ne demandait pas ce genre de renseignements, donc il n'est pas surprenant que ces données soient incomplètes. En outre, de nombreux cas d'expérience décrivent des projets qui ne faisaient que commencer ou qui étaient en cours d'exécution (Afrique, 145 ; Afrique, 224 ; Dominique, 230 ; et Maldives, 240, pour n'en citer que quelques-uns). Pour ces projets « balbutiants », on ne peut pas s'attendre à ce que des résultats substantiels soient présentés. Cela étant, presque tous les cas d'expérience auraient pu donner plus de renseignements sur certaines mesures quantifiables de la réussite. Ce constat est d'autant plus préoccupant qu'il ressort aussi d'autres évaluations plus systématiques.[32]

En outre, aucune des études sauf celle de la Tunisie [130] ne fait état d'une évaluation rigoureuse et pointue de l'impact des interventions en matière de commerce. Bon nombre des interventions décrites dans les cas d'expérience, qu'il s'agisse d'assistance technique, de promotion des exportations ou de programmes destinés aux femmes commerçantes, peuvent être évaluées de manière rigoureuse, à condition que l'évaluation de l'impact soit intégrée dès le départ dans la conception du programme et que les donateurs et les bénéficiaires soient disposés à engager les ressources nécessaires pour la réaliser.

L'absence de points de référence quantitatifs et de techniques d'évaluation reflète la réalité sur le terrain. Comme on l'a vu, de nombreux projets d'aide pour le commerce manquent d'indicateurs de référence et d'indicateurs quantitatifs de réussite. C'est tout particulièrement le cas des programmes au niveau mondial qui privilégient une assistance technique et une formation restreintes et ceux qui visent à améliorer les politiques (tableau 5.4).

Selon un décompte grossier, près de la moitié des cas d'expérience contiennent des indicateurs quantitatifs de produits – par exemple, un projet de renforcement des capacités peut indiquer le nombre de personnes formées, ou un projet relatif aux normes peut énumérer les produits visés. Mais il est difficile d'établir un lien de causalité entre ces interventions et le commerce en général, les revenus, la réduction de la pauvreté, la parité hommes-femmes ou l'environnement.[33] Parmi les cas d'expérience concernant le renforcement des capacités et l'amélioration des politiques, ceux qui affirment que l'activité a produit des résultats quantitatifs spécifiques sont beaucoup moins nombreux – de l'ordre de 4 pour cent seulement.[34] Et encore, les nombreuses études sur la croissance économique montrent de façon convaincante que l'utilisation de plus en plus productive des facteurs tire la croissance future, aussi est-on en droit de penser que les investissements dans le capital humain décrits dans les cas d'expérience sont parmi ceux qui contribueront le plus à la croissance et à la réduction de la pauvreté induites par le commerce, même s'il est impossible de faire des mesures précises, surtout au niveau des projets et à court terme. Les cas d'expérience présentés par les banques multilatérales de développement contiennent généralement plus de données quantitatives sur les résultats que les autres.

Il est pratiquement impossible d'établir un lien entre les investissements dans le renforcement des capacités et les résultats en matière de commerce, de réduction de la pauvreté et de parité hommes-femmes. Il en est de même pour les projets qui visent à améliorer la coordination interministérielle ou la coordination entre les donateurs. Le renforcement des capacités peut certes jouer un rôle important[35], mais il est rarement possible, pour ce type d'aide pour le commerce, de rattacher les résultats productifs à des apports spécifiques. De même, les programmes mondiaux peuvent apporter un éclairage nouveau qui est utile aux décideurs et aux acteurs privés, ce qui peut conduire à l'adoption de nouvelles politiques, contribuant elle-même à l'augmentation des échanges et des revenus et à l'amélioration de la parité hommes-femmes et de l'environnement. Les DPI peuvent à terme rapporter des dividendes en termes de recettes pour les musiques et les savoirs traditionnels et d'accroissement de l'IED – comme le Viet Nam en a fait l'expérience [Viet Nam, 96] – bien que le lien entre le renforcement des DPI et l'accroissement de l'IED n'ait été établi de manière convaincante que pour les investissements à forte intensité de technologie dans les pays à revenu intermédiaire.[36] Ces cas d'expérience, il faut le reconnaître, s'abstiennent généralement de formuler des allégations générales. Cela dit, il est nécessaire d'élaborer un cadre de résultats plus quantitatif et moins impressionniste, en investissant davantage dans la collecte de données. ■

NOTES

1 Les mentions entre crochets indiquent le lieu de l'activité et le numéro du cas d'expérience dans l'index de l'annexe C ; cette annexe indique aussi l'auteur du cas d'expérience. Les activités visant l'ensemble des pays en développement, telles que les études, sont signalées par la mention « Mondial ».

2 Pour une analyse complète et précise de l'évaluation d'impact, voir Abhijit Banerjee et Esther Duflo (2011), *A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty*, Londres : PublicAffairs.

3 Dans OMC (2006), l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce a élaboré six domaines qui correspondent comme suit aux six thèmes en question : 1) politique et réglementation commerciales, y compris la formation des fonctionnaires chargés du commerce, repris sous le thème « renforcement des capacités » ; 2) développement du commerce, y compris : promotion des investissements, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux entre public et privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés – thème « mobilisation du secteur privé » ; 3) infrastructure liée au commerce ; 4) renforcement de la capacité de production, relevant des thèmes « application de politiques industrielles » et « mobilisation du secteur privé » ; 5) ajustement lié au commerce, notamment aider les pays en développement à mettre en place des mesures d'accompagnement qui leur permettent de tirer parti de la libéralisation du commerce, qui fait partie du thème « politiques » ; et 6) autres besoins liés au commerce, qui relève de toutes les catégories.

4 Voir *Strengthening Accountability in Aid for Trade* (OCDE 2011) pour l'évaluation de l'aide pour le commerce, et Banerjee et Duflo (2011) pour une analyse plus complète de l'évaluation des projets et programmes de développement.

5 Avec le soutien du gouvernement belge, du Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), du Fonds monétaire international, de l'Administration fiscale du Rwanda et de la Banque mondiale.

6 Les problèmes méthodologiques abondent dans l'étude de cette relation : l'association ne démontre pas en soi le lien de causalité, et les meilleures études utilisent des variables retardées ou d'autres techniques pour renforcer leurs conclusions. Une grande partie de la littérature empirique sur la relation entre l'infrastructure et le commerce repose sur le « modèle de gravité ». Elle applique des équations de régression portant sur plusieurs pays au commerce bilatéral entre tous les partenaires commerciaux et tient compte du volume des échanges pour faire la part de la dimension des économies respectives et de la distance qui les sépare. Par exemple, deux grands pays auront évidemment un commerce bilatéral plus élevé, surtout s'ils sont proches l'un de l'autre. Le modèle de gravité permet de faire la part des niveaux d'échange attendus, puis mesure l'impact des autres variables sur les volumes d'échanges. Cela constitue souvent la base de simulations : « si un pays situé dans un centile inférieur veut progresser vers un centile supérieur, le niveau du commerce associé sera plus élevé d'un montant donné dans le modèle de gravité ».

7 Comme indicateur de l'infrastructure, les auteurs prennent quatre éléments : la densité de chemin de fer par km^2, la densité de routes et de routes revêtues par km^2, et le nombre de lignes téléphoniques principales par habitant. Cet indicateur est largement utilisé par d'autres chercheurs comme variable approximative de la qualité de l'infrastructure, et donc du coût du transport et des communications (voir Carrère, C. (2006), « *Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model* », European Economic Review, vol. 50/2 : 223-247).

8 Voir Ronald Fischer (2011), « Public-Private Partnerships in Rwanda: Lessons from Chile », International Growth Centre, février (www.theigc.org/sites/default/files/presentation_slides/fischer_ppps.pdf).

9 L'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, en collaboration avec d'autres organismes, ont lancé une initiative importante concernant la sécurité routière. Voir OMS et Banque mondiale (2004), *Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation*.

10 Winters, Alan L., (2004) « Trade Liberalization and Economic Performance », The Economic Journal 114: F4-F21, Oxford: Blackwell Publishing ; Winters, Alan L., McCulloch, Neil, et McKay, Andrew (2004), « Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far », *Journal of Economic Literature,* vol. 42, n° 1.

11 Voir Porto, Guido, et Bernard Hoekman (eds) (2010), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants, and Policy Responses*, Londres : CEPR et Banque mondiale.

12 Banque mondiale (2006a), *Mauritius – From Preferences to Global Competitiveness: Report of the Aid for Trade Mission*, Banque mondiale, avril ; Banque mondiale (2006b), *Mauritius – Country Economic Memorandum*.

13 En ce qui concerne l'Ouganda, Hallaert *et al.* (2010) ont montré qu'il était important de recenser les principales contraintes incontournables en comparant les réformes des années 1990 avec celles des années 2000. Ils indiquent que, durant les années 1990, les réformes se sont surtout limitées aux droits de douane NPF et n'ont pas entraîné d'expansion du commerce ni de croissance économique parce qu'elles ne s'attaquaient pas aux principales contraintes incontournables. En revanche, les réformes plus larges des années 2000 ont été à l'origine d'une forte augmentation des échanges et d'une importante diversification des exportations. Les principales contraintes incontournables en matière de commerce étaient essentiellement liées au transport, non pas tant son coût que les retards et les imprévus au passage de la frontière.

14 www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/build_tr_capa_f.htm.

15 Voir Finger, M., et Schuler, P. (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, Banque mondiale : Oxford University Press ; Maskus, K. (2005), « The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer » in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale : Oxford University Press ; Javorcik, Beata (2005), « The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies » in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale : Oxford University Press.

16 Pour être efficiente et augmenter les revenus, l'industrie doit pouvoir survivre sans protection (test de Mill), et la valeur actuelle escomptée des gains doit compenser les pertes causées aux consommateurs par la protection temporaire (test de Bastable). Harrison et Rodriguez-Clare (2009) font remarquer qu'en pratique, il est rare que ces tests soient appliqués. Leur absence explique pourquoi les « industries naissantes » ont bénéficié d'une protection pendant des décennies jusque dans les années 1990.

17 Voir Rodrik, Dani (2004), « Industrial Policy for the 21st Century », CEPR Discussion Paper 4767, Londres, et Rodrik, Dani (2008), « Normalizing Industrial Policy », Commission on Growth and Development Working Paper 3, Washington, pour les arguments économiques ; Robert Wade (2003) pour les arguments d'économie politique ; Nolan et Pack (2003) et Pack et Saggi (2006) pour un examen critique des fondements empiriques de l'interprétation de Rodrik au sujet de l'Asie de l'Est ; Harrison et Rodriguez-Clare (2009) pour un examen détaillé des études économiques et empiriques ; Lederman et Maloney (2010) pour un examen plus axé sur le commerce ; et, par implication, Easterly et Reshef (2010) pour l'Afrique.

18 Rodrik (2004) présente en annexe les politiques industrielles interdites par l'OMC dont il soutient qu'elles pourraient être employées de façon utile dans certaines situations.

19 Voir Richard Newfarmer, William Shaw et Peter Walkenhorst (eds) (2009), *Breaking into New Markets: Emerging Lessons for Export Diversification,* Washington : Banque mondiale.

20 Ces programmes ne font pas l'objet d'un cas d'expérience mais sont décrits dans Banque mondiale (2009), *Unlocking Global Opportunities: the Aid for Trade Program of the World Bank*, Washington : Banque mondiale.

21 À l'aide de données recueillies lors d'une enquête a *posteriori*, Gourdon, Marchat, Sharma et Vishwanat (2011) constatent que le programme a amélioré de façon significative les résultats à l'exportation des entreprises étudiées, notamment les entreprises de services. Toutefois, dans le cas des entreprises manufacturières, Cadot, Fernandes, Gourdon et Mattoo (2011) constatent une diversification excessive des entreprises bénéficiaires et un manque de persistance des effets.

22 Bon nombre de ces enseignements figurent dans OCDE (2008a), « Assistance technique liée au commerce : Que nous apprennent les évaluations récentes ? », Paris : OCDE ; OCDE (2008b), « Pour une gestion efficace de l'aide : Douze leçons tirées des examens par les pairs réalisés par le CAD », Paris, OCDE ; et USAID (2010), *From Aid to Trade: Delivering Results – A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building.*

23 Banque islamique de développement, Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Fonds de l'OPEP, Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes et Fonds saoudien pour le développement économique.

24 USAID (2010), « From Aid to Trade: Delivering Results: A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building », Washington : USAID, novembre. Cette étude présente également en annexe une étude commandée à David Bearce, Steven Finkel et Anibal Perez-Linan, « The Effects of US Trade Capacity Building Assistance on Trade-Related Outcomes, 1999-2008 », septembre 2010 ; un investissement de 1 dollar d'aide publique des États-Unis en faveur du commerce entraînerait en moyenne une hausse des exportations de 53 dollars. D'autres donateurs ont procédé à des évaluations similaires ; voir, par exemple, OCDE (2008) ; SIDA (2009) ; Brusset *et al.* (2006) pour les Pays-Bas ; Cox et Hemon (2009) pour le DFID ; et Banque mondiale (2005).

25 Voir Fengler, Wolfgang, et Kharas, Homi (eds) (2010), « Delivering Aid Differently – Lessons from the Field », Washington, D.C. : Brookings.

26 Source : Base de données OCDE-DAC sur les activités d'aide (SNPC).

27 Voir Portugal-Perez, Alberto, et Wilson, John (2008), « Lowering Trade Costs for Development in Africa: A Summary Overview », Development Research Group, Banque mondiale.

28 Voir, par exemple, O. Cattaneo, M. Engman, S. Saez et R. Stern (eds) (2010), *International Trade in Service*, Washington : Banque mondiale.

29 Pour un exposé plus détaillé de cet argument, voir Hoekman et Mattoo (2007) et Hoekman et Njinkeu (2010).

30 Claire Delpeuch, Marie-Agnès Jouanjean, Alexandre Le Vernoy, Patrick Messerlin et Thomas Oliac (2011), « Aid for Trade : A Meta-evaluation », communication présentée à la réunion d'experts de l'OCDE sur l'aide pour le commerce, version provisoire du 29 mars 2011.

31 Cela pourrait tenir en partie au biais de sélection dû aux efforts déployés par l'ITC en faveur de la parité hommes-femmes. L'ITC a tenu en 2010 une conférence sur la place des femmes dans le commerce en s'appuyant sur une vingtaine de cas d'expérience des participants qu'il avait sollicités dans l'ensemble du monde.

32 Voir OCDE (2008), "Assistance technique liée au commerce : Que nous apprennent les évaluations récentes ? », Paris : OCDE. On y lit ceci : « Les donneurs et les pays partenaires doivent se concentrer sur l'obtention de résultats. Ils doivent adopter des modes de gestion fondés sur la collaboration et axés sur les résultats, dans le cadre desquels des objectifs précis, réalistes et mesurables sont assignés aux programmes et traduits en résultats attendus et moyens à mettre en œuvre, assortis d'un calendrier (y compris des informations sur l'ordonnancement des produits) et d'un chiffrage des coûts. »

33 Plusieurs évaluations de donateurs le font observer. Voir, par exemple, SIDA (2009 :12) ; OCDE (2008) ; et Hallaert, Jean-Jacques (2010), « Increasing the Impact of Trade Expansion on Growth: Lessons from Trade Reforms for the Design of Aid for Trade », OECD Trade Policy Working Papers 100, publication OCDE.

34 On a considéré qu'un cas d'expérience faisait état d'un résultat s'il donnait une valeur numérique à l'un des dix indicateurs de « performance » suivants : augmentation des exportations ; structure du commerce et intégration régionale ; efficacité des importations ; augmentation de l'investissement ; réduction de la pauvreté ; augmentation des revenus ; mesures en faveur de la parité hommes-femmes ; emploi ; santé et environnement.

35 Sur l'importance de la coordination internationale, voir Raymond Saner (2010), *Trade Policy Governance Through Interministerial Coordination: A Sourcebook for Trade Officials and Development Experts*, Dordrecht : Republic of Letters.

36 Voir M. Finger et P. Schuler (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, Banque mondiale : Oxford University Press ; Keith E. Maskus, "The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer », et Beata Javorcik, "The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies » in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale : Oxford University Press.

BIBLIOGRAPHIE

Arvis, J-F, Raballand, G., et Marteau, J-F (2010), *The cost of being landlocked: logistics, costs, and supply chain reliability.* Publications de la Banque mondiale. ISBN 0821384082, 9 780 821 384 084.

Banerjee, Abhijit, et Duflo, Esther (2011), *A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty.* Londres : PublicAffairs.

Banque mondiale (2005), *Capacity Building in Africa: An OED Evaluation of World Bank Support.* Operations Evaluation Department. Washington, Banque mondiale.

Banque mondiale (2006a), Mauritius – *From Preferences to Global Competitiveness: Report of the Aid for Trade Mission.* Banque mondiale, avril.

Banque mondiale (2006b), *Mauritius – Country Economic Memorandum.* Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2009), *Unlocking Global Opportunities: The Aid for Trade Program of the World Bank Group.* Washington D.C. : Banque mondiale.

Berg, A., et Krueger, A. (2003), « Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey ». Washington, D.C., Fonds monétaire international, Working Paper WP/03/30.

Brenton, P., et von Uexkull, E. (2009), « Product specific technical assistance for exports – has it been effective ? », *The Journal of International Trade & Economic Development: An International and Comparative Review,* 18(2), 235-254. doi :10.1080/09638190902916444.

Brenton, Paul, Richard Newfarmer, William Shaw et Peter Walkenhorst (2009), « *Breaking into New Markets: An Overview* » in R. Newfarmer, W. Shaw et P. Walkenhorst (eds), Breaking into New Markets. Washington : Banque mondiale.

Briceno-Garmendia, C., Estache, A., et Shafik, N. (2004), « Infrastructure Services in Developing Countries: Access, Quality, Costs, and Policy Reform ». World Bank Policy Research Paper n° 3468. Disponible sur le SSRN : http://ssrn.com/abstract=643265.

Brusset, E., *et al.* (2006), « Evaluation of Dutch Humanitarian Assistance in the Great Lakes region 2000-2005 ». Publié par Channel Research sur la demande du Ministère néerlandais des affaires étrangères.

Buys, Piet, Deichmann, Uwe, et Wheeler, David (2010), « Road Network Upgrading and Overland Trade Expansion in Sub-Saharan Africa », *Journal of African Economies*, Oxford University Press, vol. 19(3), pages 399-432, juin.

Cadot, O., A. Fernandes, J. Gourdon et A. Mattoo (2011), « An Evaluation of Tunisia's Export Promotion Program », polycopié, Banque mondiale.

Cali, M., et te Velde, D.W. (2009), « Does aid for trade really improve trade performance ? » (http://ssrn.com/abstract=1430492).

Carrère, C. (2006), « Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model », European Economic Review, vol. 50/2 : 223-247.

Cattaneo, O., M. Engman, S. Saez et R. Stern (eds) (2010), *International Trade in Services*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Chauffour, J.-P., et Farole, T. (2009), « Trade Finance in Crisis: Market Adjustment or Market Failure ? ». Policy Research Working Paper 5003, Banque mondiale.

Chauffour, Jean-Pierre, et Mariem Malouche (eds) (2011), *Trade Finance During the Great Trade Collapse*. Washington, D.C.: Banque mondiale.

CNUCED (2006), *Aid for Trade: An UNCTAD perspective* (www.unctad.org/sections/ditc_tncdb/docs/ditc_tncd_aidfortrade_en.pdf).

Cox, M., et Hemon, K. (2009), « Engagement in Fragile Situations: Preliminary Lessons from Donor Experience: A Literature Review ». DFID, Evaluation.

Decreux, Yvan, et Fontagne, Lionel (2006), « A Quantitative Assessment of the Outcome of the Doha Development Agenda ». Working Papers 2006-10, CEPII Research Center.

Delpeuch, Claire, Marie-Agnès Jouanjean, Alexandre Le Vernoy, Patrick Messerlin et Thomas Oliac (2011), « Aid for Trade: A Meta-evaluation ». Communication présentée à la réunion d'experts de l'OCDE sur l'aide pour le commerce, 29 mars 2011, version provisoire.

Djankov, S., Freund, C., et S. Pham Cong (2010), « *Trading on time », Review of Economics and Statistics,* 92(1), 166-174.

Easterly, William, et Reshef, Ariell (2010), « African Export Successes: Surprises, Stylized Facts, and Explanations ». National Bureau of Economic Research Working Paper 16597 (www.nber.org/papers/w16597), décembre.

Engman, Michael (2005), « The Economic Impact of Trade Facilitation ». OECD Trade Policy Working Paper n° 21, octobre, Paris, OCDE, Direction commerce.

Fengler, Wolfgang, et Kharas, Homi (eds) (2010), « Delivering Aid Differently – Lessons from the Field ». Washington, D.C. : Brookings.

Finger, M., et Schuler, P. (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries.* Banque mondiale : Oxford University Press.

Fink, Carsten, Aaditya Mattoo et Randeep Rathindran (2002), « An Assessment of Telecommunications Reform in Developing Countries ». World Bank Policy Research Paper 2909.

Fischer, Ronald (2011), « Public-Private Partnerships in Rwanda: Lessons from Chile ». Communication destinée à la Conférence du CIC au Rwanda (www.theigc.org/sites/default/files/presentation_ slides/fischer_ppps.pdf).

Fonds monétaire international (2006), *Mauritius – Improving Social Sector Spending.* Fiscal Affairs Department.

François, J., et Manchin, M. (2007), « Institutions, Infrastructures, and Trade ». *World Bank Policy Research Working Paper* WPS4152. Groupe de la Banque mondiale.

Freund, Caroline L., et Weinhold, Diana (2000), « On the effect of the Internet on international trade ». International Finance Discussion Papers 693, Board of Governors of the Federal Reserve System (États-Unis).

Gourdon, J., J.-M. Marchat, S. Sharma et T. Vishwanat (2011), « Can Matching Grants Promote Exports ? Evidence from Tunisia's FAMEX Program » in O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon et A. Mattoo (eds), Where to spend the next million: Impact evaluation of trade interventions. Londres/Washington : Banque mondiale et CEPR, à paraître.

Haddad, Mona (2009), « Trade Finance-Trade Development and Results from Firm Surveys ». Banque mondiale, document présenté à la Conférence annuelle de la BAFT sur le commerce international.

Hallaert, J.J. (2009), « *Boosting the availability of trade finance: A priority in the current crisis ?* ». Intereconomics, vol. 44(5).

Hallaert, J.J. (2010), *Increasing the Impact of Trade Expansion on Growth: Lessons from Trade Reforms for the Design of Aid for Trade.* Paris : OCDE, Trade Policy Working Paper 100.

Hallaert, J.J., R. Cavazos et G. Kang (2011), *Estimating the Constraints to Developing Countries Trade – A Taxonomy of the Binding Constraints to Trade Expansion of Landlocked Countries, Small and Vulnerable Economies, and Commodity Exporters*. Étude présentée à l'atelier d'experts de l'OCDE sur la mise en œuvre de l'aide pour le commerce (www.oecd.org/dataoecd/55/28/47428944.pdf).

Harrison, A., et Rodriguez-Clare, A. (2009), « Trade, Foreign Investment, and Industrial Policy for Developing Countries ». *Handbook of Trade Economics*.

Hausmann, R, Hwang, J., et D. Rodrik (2007), « What You Export Matters ». Journal of Economic Growth, 12 :1-25.

Hausmann, R., et Bailey Klinger (2006), « Structural Transformation and Patterns of Comparative Advantage in the Product Space ». CID Working Paper 128, août.

Hausmann, R., et D. Rodrik (2003), « Economic development as self-discovery ». *Journal of Development Economics,* 72 : 603-633.

Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2009), « Aid for Trade Facilitation ». Washington : Banque mondiale, Policy Research Working Paper 5064.

Hoekman, B., et A. Nicita (2010), « Assessing the Doha Round: Market access, transactions costs and aid for trade facilitation ». *The Journal of International Trade & Economic Development*, 19(1) : 65-80.

Hoekman, B., et A. Nicita (2011), « Trade Policy, Trade Costs and Developing Country Trade ». *World Development,* à paraître (World Bank Policy Research Working Paper 4797).

Hoekman, B., et D. Njinkeu (2010), « Aid for trade and export competitiveness: New opportunities for Africa » in Export Supply Response Capacity Constraints in Africa. Nairobi : African Economic Research Consortium.

Hoekman, Bernard, et Aaditya Mattoo (2007), « Regulatory Co-operation, Aid for Trade and the GATS ». *Pacific Economic Review*, 12(4), 399-418.

Hoekman, Bernard, et Marcelo Olarreaga (eds) (2005), *Global Trade and Poor Nations: The Poverty Impacts and Policy Implications of Liberalization*. Brookings Institution, Washington D.C..

Hoekman, Bernard, et Olarreaga, Marcelo (eds) (2007), *Impacts and Implications of Global Trade Reform on Poverty*. Brookings Institution, Washington.

Hoekman, Bernard, et Wilson, John S. (2010), « Aid for Trade: Building on Progress Today for Tomorrow's Future » in S. Fardoust, Y. Kim et C. Sepulveda (eds), *Post-Crisis Growth and Development: A Development Agenda for the G-20*. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Hoekman, Bernard, Martin, Will, et Mattoo, Aaditya (2009), « Conclude Doha: it matters! ». Policy Research Working Paper Series 5135, Banque mondiale.

Hummels, David (2001), « Time as a Trade Barrier ». *Polycopié,* Purdue University. Time as a Trade Barrier GTAP Working Paper n° 18.

Javorcik, Beata (2005), « The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies » in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*. Banque mondiale : Oxford University Press.

Karingi, Stephen (2011), « Surmounting Africa's Trade Capacity Constraints: An Assessment of the Effectiveness of Aid for Trade ». Communication présentée à la réunion d'experts sur l'aide pour le commerce à Paris, d'après les travaux effectués pour la réunion d'un groupe d'experts sur l'aide pour le commerce qui s'est tenue à Addis-Abeba en juin 2010 et deux études de la CEA de l'ONU ; Karingi et Leyaro (2010) et Spence et Karingi (à paraître).

Lederman, D., M. Olarreaga et L. Payton (2010), « Export Promotion Agencies: Do They Work ? ». *Journal of Development Economics*, 91(2), 257-65.

Lederman, Daniel, et William F. Maloney (2010), « Does What You Export Matter ? In Search of Empirical Guidance for Industrial Policies ». *Policy Research Paper*, septembre, Banque mondiale, Washington, D.C.

Leipziger, Danny, Marianne Fay, Quentin Wodon et Tito Yepes (2003), « Achieving the Millennium Development Goals: The Role of Infrastructure ». *World Bank Policy Research Working Paper* 3163 (novembre).

Limão, Nuno, et Venables, Anthony J. (2001), « Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs, and Trade » (2001). World Bank Economic Review.

Maskus, K. (2005), « The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer » in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) 2005, *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*. Banque mondiale, Oxford University Press.

Mattoo, Aaditya (2003). *Services in a Development Round*, Trade Note 11. International Trade Department, Banque mondiale, Washington, D.C.

Newfarmer, Richard, William Shaw et Peter Walkenhorst (eds) (2009), *Breaking into New Markets: Emerging Lessons for Export Diversification*. Banque mondiale, Washington, D.C.

Nolan, M., et Pack, Howard (2003), « Industrial Policy in an Era of Globalization: Lessons from Asia ». Institute for International Economics, Washington.

Nordås, Hildegunn Kyvik, et Piermartini, Roberta (2004), « Infrastructure and Trade ». Document de travail de l'OMC ERSD-2004-04 (http://ssrn.com/abstract=923507).

OCDE (2004a), « Promoting SMEs for Development », rapport établi pour la deuxième Conférence des Ministres responsables des PME.

OCDE (2004b), « Women's Entrepreneurship: Issues and Policies », rapport établi pour la deuxième Conférence des Ministres responsables des PME.

OCDE (2006), « L'aide au commerce – Comment la rendre efficace ». OCDE, Paris.

OCDE (2008a), « Assistance technique liée au commerce – Que nous apprennent les évaluations récentes ? ». OCDE, Paris.

OCDE (2008b), « Pour une gestion efficace de l'aide – Douze leçons tirées des examens par les pairs réalisés par le CAD ». OCDE, Paris.

Oka, Chikako (2009), « Accounting for the Gaps in Labour Standard Compliance: The Role of Reputation-Conscious Buyers in the Cambodian Garment Industry ». European Journal of Development Research, 22, 59-78 ; doi :10.1057/ejdr.2009.38.

OMC (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'aide pour le commerce*. WT/AFT/1 (www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/implementing_par57_f.htm).

Organisation mondiale de la santé et Banque mondiale (2004), *Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation*.

Pack, Howard, et Kamal Saggi (2006), « Is there a Case for Industrial Policy ? A Critical Survey ». *World Bank Research Observer,* vol. 21, n° 2 (automne 2006).

Park, Mi-Hee, et Koo, Won W. (2005), « Recent Development in Infrastructure and Its Impact on Agricultural and Non-agricultural Trade ». Réunion annuelle, 24-27 juillet, Providence, RI 19525, American Agricultural Economics Association.

Porto, Guido, et Bernard Hoekman (2010) (eds), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants, and Policy Responses.* Londres et Washington : CEPR et Banque mondiale.

Portugal-Perez, Alberto, et Wilson, John (2008), « Lowering Trade Costs for Development in Africa: A Summary Overview ». Development Research Group, Banque mondiale.

Prowse, Susan (2002), « The Role of International and National Agencies in Trade-Related Capacity Building ». *World Economy* 25(9) : 1235-1261.

Prowse, Susan (2006), « *Aid for Trade: A Proposal for Increasing Support for Trade Adjustment and Integration* » in S. Evenett et B. Hoekman (eds), Economic Development and Multilateral Trade Cooperation. Washington, D.C.: Palgrave-McMillan et Banque mondiale.

Ramirez M. T., et Esfhani, H. (2000), Infrastructure and Economic Growth. Polycopié, Bogota : Banco de la Republica de Colombia.

Reis, José Guilherme, et Thomas Farole (2010), « Exports and the competitiveness agenda: policies to support the private sector » in O. Canuto et M. Giugale (eds), *The Day after Tomorrow: economic policy challenges for developing countries in the post-crisis world.* Banque mondiale, à paraître.

Rodrik, Dani (2004), « Industrial Policy for the 21st Century ». CEPR Discussion Paper 4767, Londres.

Rodrik, Dani (2008), « Normalizing Industrial Policy ». Commission on Growth and Development Working Paper 3. Washington.

Saner, Raymond (2010), « Trade Policy Governance Through Inter-Ministerial Coordination. A Source Book for Trade Officials and Development Experts ». Republic of Letters Publishing, Dordrecht.

Shepherd, Ben, et Wilson, John S. (2009). « Trade facilitation in ASEAN member countries: Measuring progress and assessing priorities ». Journal of Asian Economics, Elsevier, vol. 20(4), pages 367-383, septembre.

SIDA (2009), *Sida's Trade-Related Assistance: Results and Management.* Sida Evaluation 2009 :1 (www.sida.se/publications).

Stone, Susan Anne, Strutt, Anna, et Hertel, Thomas W. (2010), « Assessing Socioeconomic Impacts of Transport Infrastructure Projects in the Greater Mekong Subregion ». ADBI Working Paper n° 234 (http://ssrn.com/abstract=1658335).

Straub, S. (2008), « Infrastructure and growth in developing countries: recent advances and research challenges », Policy Research Working Paper Series 4460, Banque mondiale.

USAID (2010), *From Aid To Trade: Delivering Results – A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building.*

Volpe Martincus, Christian, et Carballo, Jerónimo (2008), « Is export promotion effective in developing countries ? Firm-level evidence on the intensive and the extensive margins of exports ». Journal of International Economics, Elsevier, vol. 76(1), pages 89-106.

Wade, Robert (2003), « Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asia's Industrialization ». *Princeton University Press.*

Whalley, John (1999), *Building Poor Countries' Trade Capacity.* Document de travail du CSGR n° 25/99.

Wheatley, W.P., et Roe, T.L. (2005), « The effects of the internet on U.S. bilateral trade in agricultural and horticultural commodities ». Providence, RI, États-Unis.

Wilson, J.S., C. Mann et T. Otsuki (2005), « Assessing the potential benefit of trade facilitation: A global perspective ». The World Economy, 28(6).

Wilson, John S., Catherine L. Mann et Tsunehiro Otsuki (2005), « Assessing the Benefits of Trade Facilitation: A Global Perspective ». *The World Economy,* 28, n° 6 (juin) : 841-71.

Winters, Alan L. (2004), « Trade Liberalization and Economic Performance ». The Economic Journal 114 : F4-F21. Oxford : Blackwell Publishing.

Winters, Alan L., McCulloch, Neil, et McKay, Andrew (2004), « Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far ». *Journal of Economic Literature,* vol. 42, n° 1.

ANNEXE 5.A
MÉTHODE DE CLASSEMENT DES CAS D'EXPÉRIENCE

Les cas d'expérience ont été envoyés à l'OCDE et à l'OMC en réponse à l'invitation de ces deux organisations. Ils ont été enregistrés dans une base de données et affectés d'un numéro. L'équipe d'analyse les a ensuite lus et a identifié le pays, la sous-région ou la région où l'activité avait eu lieu. Les études générales portant sur toutes les activités d'aide pour le commerce sans pays ni région en particulier ont été classées sous la rubrique « mondial ». Les mentions entre crochets dans le texte indiquent le lieu du projet et son numéro dans la base de données. Toutes les communications ont ensuite été classées sous l'un des six thèmes généraux suivants :

1. Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de facilitation des échanges.
2. Investissement dans l'infrastructure pour réduire le coût des intrants.
3. Réforme des politiques pour réaménager les incitations, remédier aux défauts de coordination ou améliorer la stratégie.
4. Renforcement de la capacité des gouvernements de mieux conduire la politique commerciale.
5. Application de politiques sectorielles proactives pour promouvoir le commerce.
6. Mobilisation du secteur privé pour le développement des exportations et la promotion des PME et des activités des femmes.

Dans certains cas, il a fallu faire des jugements, car le contenu pouvait aussi bien être classé sous plusieurs thèmes. Les auteurs ont été déterminés selon leur affiliation institutionnelle.

Les cas d'expérience ont ensuite été marqués au moyen d'indicateurs selon qu'ils faisaient ou non état de produits et de résultats. On a considéré qu'un cas faisait état d'un produit s'il mentionnait des indicateurs quantitatifs associés au projet, par exemple le nombre de personnes formées, le nombre de coordinations de ministères ou le nombre de réunions tenues. Les projets qui rendaient compte de travaux relatifs à la modification de la législation ont également été marqués comme ayant enregistré un produit. On a considéré qu'un cas d'expérience faisait état d'un résultat s'il donnait une valeur numérique à l'un des dix indicateurs de «performance» suivants : augmentation des exportations ; structure du commerce et intégration régionale ; efficacité des importations ; augmentation de l'investissement ; réduction de la pauvreté ; hausse des revenus ; parité hommes-femmes ; emploi ; santé et environnement.

Bien que la date limite ait été fixée officiellement au 31 janvier 2011, l'équipe a pris en compte tous les cas reçus avant le 15 mars 2011.

Décomposition des thèmes

1. Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de *facilitation des échanges*
   a. Stratégies de facilitation des échanges
   b. Réforme douanière et franchissement de la frontière
   c. Projets et corridors régionaux
   d. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple études et guides)
2. Investissement dans l'*infrastructure* pour réduire le coût des intrants et des services (y compris dans les sous-régions)
   a. Routes
   b. Ports
   c. Électricité
   d. Autres
   e. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple études et guides)
3. *Réforme des politiques* afin de réaménager les incitations, de soutenir l'ajustement, d'améliorer la stratégie et d'adopter des normes internationales
   a. Programmes d'ajustement (réforme tarifaire et réforme des ONT)
   b. Stratégies de développement nationales
   c. Projets relatifs aux normes
4. *Renforcement de la capacité* des gouvernements de mieux conduire la politique commerciale, de négocier les accords commerciaux et d'appliquer les règles et lois liées au commerce
   a. CIR
   b. Création de connaissances
   c. Assistance technique à la coordination ministérielle et à l'intégration
   d. Création de capacités de négociation
   e. Amélioration de la capacité d'application des lois (par exemple les droits de propriété intellectuelle)
   f. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple études et guides)
5. Application de *politiques sectorielles proactives* afin d'améliorer la qualité ou de favoriser la diversification des échanges
   a. Projets portant sur des activités industrielles ou agricoles spécifiques
6. Mobilisation du *secteur privé* grâce au financement du commerce, à la promotion des exportations et à l'amélioration des compétences pour les PME et les femmes commerçantes
   a. Financement du commerce
   b. PME
   c. Femmes chefs d'entreprise

ANNEXE 5.B
MISE EN ÉVIDENCE DES PRIORITÉS: MÉTHODE DE DÉCOMPTE DES CONCEPTS

On a procédé à un décompte des mentions de mots clés classés par groupe, puis on a additionné ces mentions dans chaque groupe. Comme il y a des cas d'expérience en anglais, espagnol et français, on a indiqué les mots dans les trois langues. On a ensuite divisé les groupes en deux éléments: Variables commerciales et Résultats liés au commerce.

Les mots clés et leur classement sont les suivants :

VARIABLES COMMERCIALES		RÉSULTATS LIÉS AU COMMERCE					
Importation	**Exportation**	**Pauvreté**	**Revenu**	**Emploi**	**Parité hommes-femmes**	**Environnement**	**Santé**
Import	Export	Poverty	Income	Employment	Women	Environment	Health
Imports	Exportacion	Pobreza	Salario	Jobs	Mujeres	Ambiente	Salud
Importaciones	Exportaciones	Pauvreté	Salaire	Empleo	Femmes	Environnement	Santé
Importations	Exportation		Ingreso	Empleos	Girls	Clean	Disease
Tariff	Exports		Ingresos	Emploi	Filles	Limpio	Enfermedad
Arancel	Diversification		Revenu	Emplois	Ninas	Pollution	Maladie
Arancelario	Diversificacion		Revenus	Sme	Gender	Contaminacion	
Aranceles				Pyme	Female	Organic	
Quota				Msme		Organico	
Tbt						Organicos	
Ntb						Organique	
						Organiques	

NOMBRE DE MENTIONS DANS LA BASE DE DONNÉES DES CAS D'EXPÉRIENCE DE L'OCDE (269 CAS)

	Variables commerciales		Résultats liés au commerce						
Auteur	**Importation**	**Exportation**	**Pauvreté**	**Revenu**	**Emploi**	**Parité hommes-femmes**	**Environnement**	**Santé**	**Total**
Gouvernement bénéficiaire[a]	136	629	138	66	76	245	108	96	1 494
Gouvernement donateur	109	459	81	141	112	241	174	42	1 359
ONU[b]	107	567	122	69	166	644[d]	287	76	2 038
Banques multilatérales de développement	81	189	13	13	43	36	40	6	421
Entités privées[c]	31	146	34	18	17	271	28	5	550
Total	**464**	**1 990**	**388**	**307**	**414**	**1 437**	**637**	**225**	**5 862**

Notes :
a Y compris les cas d'expérience émanant de communautés et d'organisations économiques régionales.
b Y compris les autres organisations internationales.
c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés.
d Y compris 15 cas d'expérience de l'ITC qui traitent exclusivement de la parité hommes-femmes et de l'aide pour le commerce.

ANNEXE 5.C
INDEX DES CAS D'EXPÉRIENCE PAR NUMÉRO DE RÉFÉRENCE

N°	Auteur	Pays/région	Titre
1	BAfD	Afrique de l'Ouest	NEPA-CEB Interconnection Project
2	ECDPM/CTA Center for Agricultural and Rural Cooperation)	Caraïbes	Trade and production adjustments in ACP countries – lessons from the EC supported Caribbean Rum Program
3	Mexique	Amérique centrale	Mesoamerican integration and development project/International Network of Mesoamerican Highways
4	Malawi	Malawi	National Development and Trade Policy Forum Project
5	Montserrat	Montserrat	EC Funded Project on ASYCUDA
6	Mongolie	Mongolie	How to facilitate trade facilitation by implementing MNSW
7	Nigéria	Nigéria	Strategic Trade facilitation action plan for Nigéria
8	BAsD	Asie et Pacifique	ADB TFP
9	BAsD	Asie et Pacifique	ADB's GMS East West Corridor
10	BAsD	République kirghize et Kazakhstan	Almaty-Bishkek Regional Rehabilitation Program
11	BAsD	Asie et Pacifique	TA to Build Trade Policy Capacity
12	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	AFT case story
13	Bénin	Bénin	*Projet multinational de diffusion du riz Nerica*
14	Bénin	Bénin	*Projet d'appui au développement des filières halieutiques sur le lac Ahème*
15	Botswana	Afrique australe	Customs modernization and Trade Facilitation towards the SADC Customs Union Project
16	Brésil	Amérique du Sud	Exporta Facil
17	Kenya	Kenya	Call for Aid for Trade Case
18	Burundi	Burundi	*Projet sur les huiles essentielles*
19	Cameroun	Cameroun	*Stratégies sectorielles sur la banane plantain et le manioc*
20	Caribbean Export Development Agency	Caraïbes	Caribbean Export Development Agency
21	République centrafricaine	République centrafricaine	*Renforcement des capacités de production : cas sésame*
22	Commonwealth	Mondial	The EDF Funded Commonwealth Secretariat Trade Policy Formulation, Negotiation, and Implementation (Hub and Spokes) Project
23	Caribbean Rum Sector Program	Caraïbes	Caribbean Rum Sector Program
24	CARICOM	Caraïbes	The Establishment of CAHFSA and a regional SPS
25	CARICOM	Caraïbes	The Caribbean AFT and Regional Integration Trust Fund: A mechanism for delivering AFT support to CARICOM and CARIFORUM states
26	Congo (Rép.)	Congo (Rép.)	*Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales*
27	Sékou BERETE	Guinée	*Présentation d'un cas d'expérience*

N°	Auteur	Pays/région	Titre
28	Comores	Comores	*Programme de renforcement des services du commerce et de l'investissement et soutien à un environnement incitatif pour le secteur privé*
29	BAsD	Fidji	Fiji Ports Development project
30	Brésil	Afrique	Brazilian Cooperation Agency of the Ministry of External Relations
31	ECDPM	Caraïbes	Lessons from the Sugar Protocol Adjustment measures programme in the Caribbean
32	Universidad de Chile	Chili	Pymexporta
33	UEMOA	Afrique	Projet de renforcement de capacités en matière de commerce "Hub and Spokes"
34	Commonwealth	Mondial	Assessing the effectiveness of AFT
35	République tchèque	Moldova	Concrete Instruments Supporting SME Sector in Rép. of Moldova
36	Congo (Rép. dém. du)	Congo (Rép. dém. du)	*Présentation d'un cas d'expérience*
37	SECO	Afrique de l'Ouest	The Empowerment of Western and Central African Cotton Procedures: A sectoral approach on Cotton
38	BERD	Europe orientale	EBRD Business Advisory Services Programme
39	BERD	Europe orientale	EBRD Trade Facilitation Programme: Results from the survey of participating banks
40	CEDEAO	Afrique de l'Ouest	*L'élaboration du programme de l'APE pour le développement*
41	CEDEAO	Afrique de l'Ouest	Exports Promotion & Enterprise Competitiveness for Trade (ExPECT) Initiative
42	CEDEAO	Afrique de l'Ouest	Gap Analysis of the ECOWAS Trade Liberalization Scheme
43	Équateur	Équateur	*Construcción de la Politica Nacional de Logística (PNL) como Instrumento para la Facilitación del comercio exterior*
44	Équateur	Équateur	Transporte Terrestre de carga en pasos de frontera (TTPF)
45	Gambie	Gambie	The Implementation of the West African quality programme in the Gambia
46	Lisa Fancott, pour l'ITC	Afrique	ACCESS! Export training for women entrepreneurs in Africa
47	CEA de l'ONU	Afrique	ATPC as AFT in Action on Gender Issues
48	Marylin Carr	Afrique	AFT: Building capacities for linking women with export markets
49	TradeMark	Afrique	Negotiating the COMESA-EAC-SADC Tripartite FTA
50	Secrétariat du Commonwealth	Commonwealth	Capacity Building in gender and Trade
51	CGIAR	Mondial	CGIAR Gender and Diversity Programme Reaps Benefits for CGIAR globally
52	Plan International	Mondial	Empowering more women in trade paradigms
53	ONU	Inde	Strategies and Preparedness for Trade and Globalization In India
54	CCGD Kenya	Afrique de l'Est	Gender and Trade Mechanisms in East Africa: The Customs Union
55	CDAA	Afrique australe	Gender mainstreaming: the experience of SADC and lessons learned

N°	Auteur	Pays/région	Titre
56	CNUCED	Inde	Gender sensitization of trade policy
57	Rwanda	Rwanda	Gender Dimension in AFT
58	Benita Sharma	Inde	SEZ's and its Impact on Women Workers in the Garment Manufacturing Industry in Andhra Pradesh
59	Norvège	Mozambique	A New Chapter in the Development of Mozambique's Oil and Gas sector
60	Business Advisory Services Enterprise Uganda	Ouganda	Integrating Gender into the National Export strategies: A case for Uganda
61	PNUE	Afrique de l'Est	East African Organic Products Standard
62	DMT Consultants	Ouganda	Talking to the Target makes all the difference
63	UNIFEM	Afrique	Women Informal Traders Transcending African Borders
64	Grameen Bank	Bangladesh	Women's Economic Empowerment … Bangladesh
65	Ghana	Ghana	Case study on Ghana's national medium term private sector development strategy
66	Allemagne	Afrique de l'Est	Establishing a Regional Quality Infrastructure in the East African Community
67	Grenade	Grenade	Improving the Quality of Fishery Products for Exports
68	Taipei chinois Technical Mission	Honduras	Oriental Vegetable Project in Honduras
69	IDLO	Afrique	WTO Aid for Trade Case Story
70	Indonésie	Indonésie	Artificial Insemination of dairy cattle
71	Indonésie	Indonésie	Indonesia Enterprise and Agricultural Development Activity (SENADA)
72	Indonésie	Indonésie	ER-RI trade Support programme
73	ITC	Mondial	Market Analysis Tools and Capacity Building for LDCs
74	Banque islamique de développement	Azerbaïdjan	Silk Road Project Azerbaijan
75	ITC	Éthiopie	Ethiopia Coffee Quality Improvement Project
76	ITC	Afrique	Ethic Fashion: not charity, just work
77	ITC	Ouganda	AFT and export performance: a business perspective
78	JICA	Cambodge	The development study on the institutional strengthening of investment promotion
79	Corée	Cambodge	The Project for Capacity Building in the Trade in Goods and Services for Cambodia
80	Mécanisme mondial	Mali	*Vers un agenda commun de l'Agriculture et de l'aide pour le commerce pour la Gestion Durable des Terres (GDT) : L'expérience du Mali*
81	Maurice	Maurice	(AFT in Mauritius)
82	Chaire de l'OMC	Maroc	*Aide au Commerce : quels enjeux pour le deuxième programme marocain des routes rurales?*
83	Niger	Niger	*Projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce de services*
84	OEA	Caraïbes	Professional Masters in International Trade Policy

N°	Auteur	Pays/région	Titre
85	ODI	Mondial	AFT and Blended Finance
86	Nouvelle-Zélande	Pacifique	Recognized Seasonal Worker Programme
87	Sénégal	Sénégal	Renforcement des capacités nationales à s'adapter aux marchés
88	B & J Partners	Sierra Leone	Programme: Support to cash crop (cocoa and coffee) production
89	Chine	Chine	Small famers in Global Markets
90	Îles Salomon	Îles Salomon	Solomon Islands Cocoa Livelihood Rehabilitation Project
91	Suède	Sri Lanka	Quality Infrastructure in Sri Lanka
92	Kenya	Afrique de l'Est	Establishing a Centre of Phytosanitary Excellence (COPE)
93	ONU	Soudan	The Sudan EPA Negotiations and Implementation Support (SENIS) Project
94	Suriname	Suriname	Improving the trade facilitation environment in Suriname
95	Suède	Afrique	Trade Policy Training Centre in Africa (Trapca)
96	SECO (Suisse)	Viet Nam	Promoting the Use of IP in Viet Nam as a tool to Foster Trade
97	CEA de l'ONU	Éthiopie	The African Trade Policy Centre (ATPC) as an Aid for Trade (AfT) Case Story
98	ISF	Nicaragua	*Tierra Nueva*
99	Tonga	Tonga (Royaume des)	Tonga: A tale of TA
100	Mécanisme mondial	Ouganda	Towards a common Agenda on AFT and Agriculture for SLM: the experience of Uganda
101	CNUCED	Honduras	Capacity Building in Developing Countries and LDCs to support their effective participation in the WTO negotiations process on trade facilitation
102	CNUCED	Afrique de l'Est	International Partnership for Sustainable Development: Promoting production and trade of organic agricultural products in East Africa
103	CNUCED	Ouganda	The BioTrade Initiative Programme
104	ONU	Afrique	Econometric Evidence of the Effectiveness of Aid for Trade in Addressing Trade Binding Constraints in Africa
105	ONUDI	Maroc	The ONUDI Export Consortia Programme: The Case of Morocco
106	Allemagne	Zambie/COMESA	The EU's Joint Aid for Trade Strategy – Opportunities and Challenges for coordination. The case of Zambia and COMESA
107	Zimbabwe	Zimbabwe	Chirundu One Stop Border Post: a regional trade facilitation programme
108	*Secretaria de Economia (MX)*	Amérique centrale	*El Proceso de Convergencia de los TLCs entre Mexico y Centroamerica para Establecer un Acuerdo Unico*
109	Chine	RDP lao	Overall Plan for Comprehensive Development of Northern Area in Laos PDR
110	Gabon	Gabon	*L'appropriation de l'aide pour le commerce*
111	ONUDI	Mondial	Trade Capacity Building in UNIDO: Supporting AFT through organizational change
112	ONUDI	Mondial	How to make private standards work for developing country exporters – UNIDO's Guide

N°	Auteur	Pays/région	Titre
113	ONUDI	Mondial	TCB in UNIDO: Supporting AFT through the publication of the TCB Resource Guide 2008 & 2010
114	Mexique	Mexique	Agenda Nacional para la Competitividad
115	ONUDI	Sri Lanka/Pakistan	How Laboratory Business and Exports can grow Hand in Hand
116	NORAD	Ouganda	Strengthening women entrepreneurs in Uganda
117	BID	Amérique latine et Caraïbes	Trade Finance Reactivation Programme
118	ACDI	Guatemala	Entrepreneurial development of cooperative federations
119	ACDI	Afrique australe	Program for building African capacity for trade
120	BID	Amérique latine et Caraïbes	The Mesoamerica Project
121	BID	Guatemala	FINPYME ExportPlus
122	BID	Amérique latine et Caraïbes	International Transit of Goods (TIM)
123	Chili	Chili	Coaching Exportador
124	Chili	Chili	*Fortalecimiento de la Gestión Comerciale Institucional de EXPORTA El Salvador*
125	Banque mondiale	Cambodge	Women entrepreneurs in Cambodia
126	Banque mondiale	Cambodge	Labor Standards in Cambodia
127	Banque mondiale	Lesotho	WB Lesotho Improving skills
128	Banque mondiale	Ghana	WB
129	Banque mondiale	Afrique de l'Est	East Africa Trade and Transportation Facilitation Project
130	Banque mondiale	Tunisie	WB
131	Banque mondiale	Maurice	WB
132	Angola	Angola	Case Story
133	Taipei chinois	Guatemala	Peten Papaya Export Project in the Republic of Guatemala
134	OMPI	Namibie	A Tree and traditional Knowledge: a Recipe for Development
135	Norvège	Tanzanie	The Tanga-Pemba submarine cable
136	Pérou	Pérou	*Alianza Público-Privada y Biodiversidad : La Cadena de la Maca en Perú*
137	Pérou	Pérou	*Impacto de la incorporación del comercio en la estrategia de desarrollo del Perú*
138	Pérou	Pérou	*Desarrollo de Asociaciones de Exportación de Artesanos Textiles del Cusco : equidad de género, emprendimiento e inclusión en el desarrollo comercial*
139	Cambodge	Cambodge	Trade Diversification after the Global Financial Crisis: Cambodian Rice Export Policy Case Story
140	Trademark/DFID	Zimbabwe/ Zambie	Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Chirundu Border Post
141	TradeMark/DFID	Mozambique	Maintaining the Fisheries Sector's Access to the EU Market in Mozambique

N°	Auteur	Pays/région	Titre
142	TradeMark/DFID	Afrique	Establishing a Regional Non-Tariff Barrier Reporting and Monitoring Mechanism
143	Jamaïque	Jamaïque	Jamaica's National Export Strategy
144	TradeMark/DFID	Afrique australe	Revamping the Regional Railway Systems in Eastern and Southern Africa
145	TradeMark/DFID	Afrique	The COMESA-EAC-SADC Tripartite and Transport Facilitation Programme
146	PWC	Mondial	Creating an Engine for Growth and Development – Export Credit Agency
147	ODI	Afrique de l'Ouest	AFT and trade related adjustment – economic partnership agreements
148	TradeMark SA	Afrique du Sud	Establishing an Managing a Regional Aid for Trade Programme
149	TradeMark SA (DFID)	Afrique du Sud	North-South Corridor Roads
150	Lesotho	Lesotho	Lesotho: Aid For Trade Needs
151	AUSAID	Asie et Pacifique	Case Story: Australian Fumigation Accreditation Scheme
152	AUSAID	Indonésie	Case Story: The Cocoa Supply Chain in Indonesia
153	CICDD	Caraïbes	Caribbean Aid for Trade and Regional Integration Fonds d'affectation spéciale (CARTFund)
154	Finlande	Zambie	Aid for Trade Case Story on The Integrated Framework (IF)/Enhanced Integrated Framework (EIF) Process In Zambia
155	RDP lao	RDP lao	(Trade Development Facility)
156	Costa Rica	Costa Rica	FDI Attraction and Participation in Global Value Chains
157	Costa Rica	Costa Rica	Trade Opening as a Key Element of the Development Agenda
158	PNUD	Pakistan	Community Empowerment through Livestock Development and Credit Project (CELDAC)
159	ECDPM	Égypte	Traceability of agro-industrial products for the European market
160	Malawi	Malawi	Business Environment Strengthening TA
161	Malawi	Malawi	Integrated Framework Project
162	FANDC	Mondial	Promoting Agri-Food Exports that Meet International Sanitary and Phytosanitary (SPS) Requirements: The Role of Multi-Stakeholder Partnerships
163	JICA	Asie du Sud-Est	Truck Movement without transshipment along EW corridor
164	Banque mondiale/OMD/ France	Cameroun	Cameroon Customs reform: "gazing into the mirror"
165	ODI	Mondial	AFT and trade related adjustment in the context of climate change
166	OMD	Éthiopie	Customs reform and trade facilitation
167	Banque mondiale	Mondial	EGS Case Story
168	OEA	Amérique latine et Caraïbes	Trade Capacity Building Programme for the Implementation and Administration of Trade Agreements
169	OEA	Caraïbes	Strengthening the Official Sanitary System of Agricultural Goods for Export Markets in CARICOM
170	OEA	Caraïbes	Caribbean Intellectual Property (IP) Value Capture Export Strategy
171	Zambie/Finlande	Zambie	The Chirundu one stop border post

N°	Auteur	Pays/région	Titre
172	OMPI	RDP lao	International Success of Laotian Beer
173	OMPI	Jordanie	Evolving toward IP-fuelled Innovation
174	Norvège	Tanzanie	Support to the development of the Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania Investment Blueprint
175	États-Unis	Afrique	USAID regional trade facilitation implemented by the African trade hubs
176	AUSAID	Îles du Pacifique	The Australia pacific technical college (APTC)
177	Belize	Belize	Completing Belize's Aid-for-Trade Strategy
178	Espagne	Honduras	Development of fishing capacities in the gulf of Fonseca ; coalition of municipalities of the south of Honduras (NASMAR)
179	Espagne	Maroc	Support for technical industrial centers ; sidi maarouf, morocco
180	CUTS	Zambie	Zambia's Aid for Trade: A case of the EIF
181	Jamaica Business Development Corporation	Jamaïque	Productive Integration of Micro-Enterprises in Jamaica: Increasing the Competitiveness of Micro – Enterprises in the Craft and Agro-processing Sub-sectors
182	Jamaïque	Jamaïque	Commonwealth Hubs and Spokes Project: Building the Capacity of ACP Countries in Trade Policy Formulation, Negotiations and Implementation
183	Suisse	Colombie	Economic success through resource efficient and cleaner production (RECP)
184	Suisse	Mozambique	Strengthening the Competitiveness of Export Oriented Agro Value Chains Cashew Nut Value Chain in Mozambique
185	Allemagne	Indonésie	Value Chain Promotion in the Rattan Furniture Sub-Sector in Indonesia
186	Allemagne	Kirghizistan	Three-Party South-South Co-operation: Using Senegalese Knowledge and Experience to Improve Trade Administration Systems in Central Asia
187	Allemagne	Côte d'Ivoire	Introducing Rainforest Alliance Certification to Cocoa Production in Côte d'Ivoire
188	Trinité-et-Tobago	Guadeloupe	Case Story Aid for Trade Global Review 2011: Trinidad and Tobago Services Trade Mission to Guadeloupe and Martinique
189	OMD	Macédoine (ERY de)	
190	Éthiopie	Éthiopie	(AFT in Ethiopia)
191	Espagne	Mondial	Capacity building and human capital training course for the administrative units in charge of trade facilitation in countries targeted by enhanced integrated framework programmes
192	Banque islamique de développement	Asie centrale	ITFC trade facilitation programme: lessons learned from the aid for-trade (aft) road map for the united nations special programme for the economies of central Asia (speca)
193	ITC	Mondial	Modular learning system – supply chain management
194	UE	Rwanda	Support to the Agriculture Sector in Rwanda (2003-2010)
195	UE	Viet Nam	Multilateral Trade Assistance Project III (EU-Vietnam MUTRAP III)
196	Fidji	Fidji	Case Story on Fiji's Competent Authority
197	Argentine	Bolivie	*Sistema de Control Sanitario en Centros de Faenamiento, Transporte Comercialización de Productos Cárnicos*

N°	Auteur	Pays/région	Titre
198	Argentine	Pérou	*Asistencia técnica y capacitación a empresas del sector lechero de la Región Arequipa/Puno*
199	Argentine	Nicaragua	*Formación de Formadores en Artes y Útiles de Pesca Artesanales*
200	Antigua	Antigua	The Caribbean Rum Programme: The Case of Antigua Distillers Ltd.
201	États-Unis	Mondial	The Importance of Monitoring and Evaluation to Trade Capacity Building Programme Effectiveness
202	BFTI	Bangladesh	Successes and Failures of the TBSP
203	Espagne	Amérique latine et Caraïbes	Distance learning course and on-site workshop on negotiations of international investment agreements for Latin American and Caribbean countries
204	SACAU	Afrique australe	A Case Study on SACAU's support to Southern African Delegates in International Plant Protection Convention (IPPC) Attendance
205	OMC	Mondial	The WTO Trade Policy Review Mechanism: Aid for Trade
206	Kazakhstan	Kazakhstan	Presentation of the representative of the Ministry of Economic development and trade of the Republic of Kazakhstan on implementation of the Aid for Trade initiative: "Road map for the SPECA countries"
207	UE	Caraïbes	Caribbean Trade and Private Sector Development Programme (CTPSD) – Phase II Caribbean Export Component
208	Bangladesh	Bangladesh	Quality Support Export Diversification Programme
209	UE	Cameroun	*Appui à la filière café du Cameroun*
210	ITC	Afrique	African cotton development initiative
211	DFID	Burundi	Changing Incentives – Revenue Growth in Burundi
212	Suisse	Tanzanie	The Impacts of Certification for Sustainable Production on Coffee Producers in Tanzania: An application of the Committee on Sustainability Assessment (COSA) Harmonized Methodology for Impact Analysis in the Coffee Sector
213	BID	Amérique latine et Caraïbes	*El desafío y la importancia de las reglas de origen en la agenda de política comercial*
214	Danemark	Ouganda	African Organic
215	Danemark	Ghana	Food and Drugs Board
216	Bangladesh	Bangladesh	Support to Bangladesh RMG Sector in post MFA
217	Société belge d'investissement pour les pays en développement	Viet Nam	Expansion Project of a private company
218	Belgique	Mondial	Trade for Development Centre – Producer Support Programme
219	Botswana	Botswana	Trade and poverty programme
220	Burkina Faso	Burkina Faso	*Projet de renforcement des capacités en formulation, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales "hub & spokes"*
221	Burkina Faso	Burkina Faso	*Fonds de soutien à coûts partagés pour le développement de l'entreprise*
222	OMC	Cap-Vert	Cape Verde Case Story

N°	Auteur	Pays/région	Titre
223	USAID	Amérique centrale	CAFTA-DR Sanitary and Phytosanitary Trade Capacity Building Programme
224	CEN-SAD	Afrique	*Expérience CENS-SAD en matière d'aide au commerce*
225	Tchad	Tchad	*Filière cuir*
226	Colombie	Colombie	*Certificado Origen Digital*
227	Colombie	Colombie	*Proyecto Asistencia Tecnica Comercio*
228	Croatie	Croatie	Rijeka-Zagreb Motorway
229	Vasudave Daggupaty	Afrique de l'Est	Assessing Transport Trade Facilitation
230	Dominique	Dominique	Topic: Asycuda World Implementation
231	INDOTEL	République dominicaine	(INDOTEL)
232	États-Unis	Viet Nam	Supporting Vietnam's Legal and Governance Transformation
233	El Salvador	El Salvador	(FOMILENIO)
234	CESAO	Asie	Strengthening capacities in the Economic and Social Commission for Western Asia region to negotiate bilateral investment treaties
235	CESAO	Asie	Networking of Expertise on Foreign Direct Investment for ESCWA Member Countries
236	ONU	Mondial	Improving Global Road Safety Setting Regional and National Road Traffic Casualty Reduction Targets
237	CESAO	Asie	Technical Committee on Liberalization of Foreign Trade, Economic Globalization and Financing for Development in the Countries of the ESCWA Region
238	CESAO	Asie	EDGD Transport
239	OMD	Ouganda	The use of the WCO Time Release Study to measure border performance in a landlocked developing country (Uganda)
240	Maldives	Maldives	(IF web-based information system)
241	CESAO	Asie	EDGD trade and transport
242	CESAO	Asie	EDGD ministerial conference
243	Fidji	Fidji	Sugar Industry
244	Fidji	Fidji	Trade Policy Framework
245	Guyana	Guyana	National Competitiveness Strategy (Ncs): Trade Transactions & Action Plan
246	Haïti	Haïti	*Projet d'automatisation du système douanier* (SYDONIA WORLD)
247	Honduras	Honduras	Supporting competitiveness reform in Honduras
248	Tanzanie	Tanzanie	The impact of business sector programme support (BSPS iii) on Tanzania business sector performance
249	CICDD	Afrique	Priority needs for technical and financial co-operation of LDCs: the ICTSD experience (2005-2011)
250	FANDC	Mondial	Measuring the Performance of National Sanitary and Phytosanitary Systems

N°	Auteur	Pays/région	Titre
251	IICA	Amérique latine	Initiative for the Americas
252	IICA	Amérique latine	Sustainable institutional capacity building in the countries of the Americas to consolidate active participation in the sps committee and move forward with implementation of the WTO/SPS Agreement
253	IICA	Amérique latine	Strengthening the national agricultural health and food safety services via the application of IICA´s Performance, Vision and Strategy (PVS) tool
254	Madagascar	Madagascar	*Programme d'appui aux exportations*
255	Madagascar	Madagascar	*Programme de renforcement des capacités dans les négociations internationales (PRC)*
256	Pays-Bas	Mondial	Sustainable trade initiative
257	Nouvelle-Zélande	Samoa	Women in Business Development Incorporated
258	OECO	Caraïbes	The Hub Spokes Project: Lessons in Best Practices for Donor Support for Trade Capacity Building
	OECO	Caraïbes	Institutional Capacity Building for Trade Policy – Lessons in Sustainability
259	BAsD	Mongolie	Mongolia Customs Modernization Project
260	Singapour	Asie et Pacifique	Regional Training Institute
261	Singapour	Asie et Pacifique	Regional Trade Policy Course
262	Singapour	Mondial	Singapore Cooperation Programme
263	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint-Vincent-et-les Grenadines	St. Vincent and the Grenadines' Tourism Development Project
264	ACTT-CN	Afrique	Appui Institutionnel à l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord (ACTT-CN) par la Banque Africaine de Développement (BAD)
265	ACTT-CN	Africa	*Appui Institutionnel à l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord (ACTT-CN) par la Banque Africaine de Développement (BAD)*
266	UEMOA	Afrique	*Projet de stratégie régionale de mise en œuvre du programme d'aide pour le commerce de l'UEMOA*
267	Trademark/DFID	Afrique	Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Beitbridge Border Post
268	FANDC	Mondial	Using Economic Analysis to Inform Sanitary and Phytosanitary Decision-Making
269	Népal	Népal	Aid-for-Trade and mainstreaming

CONCLUSIONS : QUELLE EST LA VOIE À SUIVRE POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION ?

INTRODUCTION

Le troisième exercice de suivi de l'aide pour le commerce a généré une grande quantité de renseignements exceptionnels provenant de sources très diverses sur ce qui donne des résultats dans le domaine de l'aide pour le commerce, ce qui n'en donne pas et les points à améliorer. L'essentiel de ces renseignements a été tiré des 269 cas d'expérience et des 140 auto-évaluations soumis par les pays partenaires, les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, les fournisseurs de coopération Sud-Sud et les communautés économiques régionales. Conjointement avec les données sur l'aide pour le commerce extraites de la base de données SNPC du CAD de l'OCDE sur les activités d'aide et avec les résultats d'analyses et d'études économétriques, ces évaluations donnent une image largement positive des résultats de l'Initiative Aide pour le commerce. L'analyse montre en particulier que :

- L'aide pour le commerce reste une priorité pour un grand nombre de pays partenaires et de donateurs qui relient leurs stratégies liées au commerce au programme de développement plus large. En général, les pays partenaires se concentrent plus sur les objectifs à court terme, comme l'expansion et la diversification des exportations, tandis que les donateurs s'attendent à ce que l'aide pour le commerce favorise la croissance économique et contribue à la réduction de la pauvreté. Les changements d'objectifs et de priorités sont dictés principalement par des facteurs nationaux.
- Malgré l'impact de la crise économique, les apports d'aide pour le commerce ont continué à augmenter en 2009, pour atteindre environ 40 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 60 pour cent en termes réels par rapport à la période de référence 2002-2005. Il est probable que leur taux de croissance diminuera, mais les perspectives demeurent stables. De plus en plus, l'aide vise à surmonter les obstacles majeurs au commerce liés à l'infrastructure économique et à favoriser le développement du secteur privé dans les pays à faible revenu, tandis que les pays en développement plus riches bénéficient d'un financement faiblement concessionnel pour des programmes et des projets dans ces domaines.
- La fourniture de l'aide pour le commerce est guidée par les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les résultats sont plutôt positifs : on observe une plus grande appropriation par les pays partenaires et les donateurs harmonisent leurs procédures et alignent leur soutien. Mais, tous soulignent qu'il y a encore beaucoup à faire.
- Les cas d'expérience montrent clairement que l'aide pour le commerce devient un élément central des stratégies de développement et que des initiatives importantes voient le jour dans de nombreux pays en développement. En outre, ces programmes et projets contribuent au renforcement des capacités commerciales, ce qui améliore la vie d'un grand nombre d'hommes et de femmes dans les pays en développement.

- Les conditions essentielles de la réussite des programmes d'aide pour le commerce sont : l'appropriation au plus haut niveau politique, fondée sur l'engagement actif de toutes les parties prenantes ; un financement adéquat et fiable ; la mobilisation de partenariats (y compris avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud) ; et la combinaison des investissements publics et privés et de l'assistance technique. En outre, des politiques complémentaires – en particulier des politiques budgétaires et monétaires stables – et des politiques de l'emploi flexibles, associées à une bonne gouvernance, peuvent considérablement accroître les chances de succès.

Malgré une évaluation globale positive des résultats de l'aide pour le commerce, les pays partenaires et les donateurs laissent entendre qu'il y a encore fort à faire. Par exemple, les auto-évaluations et les cas d'expérience montrent que l'application des principes d'efficacité de l'aide nécessite une attention et des efforts soutenus (chapitre 3). En particulier, il faut notamment renforcer le dialogue entre les pays partenaires et les organismes donateurs. Il faut aussi élargir le dialogue et y associer plus régulièrement le secteur privé et les organisations de la société civile, afin d'obtenir un plus large soutien à la réforme du commerce. Des discussions sur le rôle des politiques complémentaires pour améliorer le taux de réussite des réformes et des programmes d'aide pour le commerce sont également préconisées (chapitre 4). Toutefois, la plupart des parties prenantes indiquent que les difficultés à surmonter pour fournir plus efficacement l'aide pour le commerce ne sont pas propres à cette Initiative, mais font partie intégrante du programme plus large axée sur l'efficacité de l'aide. Cette conclusion est étayée par les résultats qui se dégagent de l'évaluation indépendante de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, qui sera présentée prochainement.

Un autre domaine dans lequel des travaux supplémentaires sont nécessaires est le renforcement des capacités locales pour le suivi des apports d'aide pour le commerce (chapitre 2). Malgré les progrès accomplis au moyen de diverses plates-formes de gestion de l'aide au niveau local, il reste beaucoup à faire pour étendre le suivi, dans les pays et entre eux. Il faut en outre clarifier l'objectif du suivi des apports mondiaux d'aide pour le commerce pour évaluer le caractère additionnel et prévisible, et du suivi local des financements concessionnels pour la mise en œuvre des stratégies nationales de développement (y compris l'aide pour le commerce). Là encore, c'est un domaine dans lequel l'Initiative profiterait d'une amélioration générale de la transparence et de la responsabilité, l'une et l'autre étant au centre du programme pour l'efficacité de l'Aide.

La question la plus pressante est de savoir comment montrer les résultats de l'aide pour le commerce. Cette question est particulièrement urgente étant donné les ressources additionnelles importantes consacrées aux activités liées au commerce au cours des dernières années (voir le chapitre 2). De plus en plus de donateurs mettent en place des cadres de gestion généraux pour s'assurer que leurs efforts permettent d'atteindre les objectifs et les buts souhaités. Mais il est difficile d'instaurer une véritable culture de la performance dans le domaine de l'aide pour le commerce. Pour la plupart des donateurs Membres du CAD, le plus difficile est de savoir quels résultats et quels impacts sur le commerce doivent être attribués aux programmes et projets d'aide pour le commerce, tandis que les fournisseurs de coopération Sud-Sud soulignent la difficulté de fixer des objectifs quantifiables et d'élaborer des indicateurs de performance fiables.

Dans un environnement moins favorable à l'accroissement continu de l'aide au développement, il est essentiel de prendre des dispositions pour mieux mesurer les résultats, afin de montrer que l'on progresse vers les objectifs à court et long termes de l'Initiative Aide pour le commerce. Par conséquent, la voie à suivre pour le suivi et l'évaluation de l'aide pour le commerce est de s'attacher de façon soutenue à montrer que les programmes et projets d'aide pour le commerce apportent une contribution valable à la croissance économique et au développement durables.

Ce chapitre examine la voie à suivre pour montrer les résultats de l'aide pour le commerce. Il est structuré de la façon suivante : la section ci-après cherche dans les évaluations passées les éléments qui sont étroitement liés aux objectifs de l'aide pour le commerce ; la section suivante examine les difficultés identifiées par les parties prenantes pour montrer les résultats liés à l'aide pour le commerce. La dernière section propose trois approches complémentaires concernant la voie à suivre pour montrer les résultats :

- trouver, au niveau des pays, un ensemble d'indicateurs de résultats que les pays partenaires et les donateurs peuvent utiliser pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de renforcement des capacités commerciales que les pays se sont appropriés ;
- jeter les bases d'une évaluation plus robuste des projets liés au commerce ;
- approfondir l'analyse des cas d'expérience et diffuser les bonnes pratiques par l'intermédiaire d'une communauté de praticiens.

RECHERCHE D'ÉLÉMENTS D'INFORMATION

La Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra engagent les partenaires de développement à gérer l'aide et à la mettre en œuvre d'une manière qui privilégie les résultats et les impacts en termes de développement (plutôt que le processus), et à utiliser les renseignements sur les résultats pour améliorer la prise de décision. S'il est important de veiller à la qualité du processus, les bonnes pratiques en la matière ne garantissent pas l'obtention de résultats tangibles et significatifs sur le terrain. La communauté du développement attache de plus en plus d'importance à la responsabilité dans l'utilisation qui est faite des ressources affectées au développement. La responsabilité est généralement considérée comme un moyen efficace d'inciter à renforcer l'appropriation par les pays et à obtenir des résultats. Cette attention croissante accordée aux résultats en matière de développement a fait de la « gestion axée sur les résultats » un élément central du programme relatif à l'efficacité de l'aide. La gestion axée sur les résultats en matière de développement fournit un cadre de gestion fondé sur la performance pour atteindre les objectifs de développement. Elle met l'accent sur l'examen des progrès accomplis vers les résultats sur la modification de l'exécution en cas de besoin et sur le fait d'apprendre des autres.

Malgré cette dynamique, et bien que ces idées semblent largement acceptées, il est difficile d'instaurer une véritable culture de la performance fondée sur les résultats non seulement pour les gouvernements des pays partenaires, mais aussi pour les organismes donateurs. De nombreux cas d'expérience soulignent aussi les difficultés rencontrées par les pays partenaires et par les donateurs pour effectuer le suivi et l'évaluation. L'Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris indique que le nombre de pays ayant établi un cadre de suivi adéquat fondé sur les résultats a augmenté, mais que les progrès sont encore trop lents.[1] En outre, il est nécessaire de faire encore mieux comprendre l'importance du suivi des résultats.

Peu de résultats quantitatifs dans les cas d'expérience …

Les cas d'expérience sont caractérisés par l'absence relative d'indicateurs de performance quantitatifs, qu'il s'agisse du nombre de produits, ou des résultats mesurés en fonction de données de référence (voir le chapitre 5). Ce manque de points de référence et d'indicateurs quantitatifs reflète la réalité sur le terrain. Ces indicateurs font particulièrement défaut pour les programmes au niveau mondial pour les projets d'assistance technique et de formation ciblés et pour les projets destinés à améliorer la politique générale. Près de la moitié des cas d'expérience contiennent quelques indicateurs quantitatifs sur les produits. Par exemple, un projet de renforcement des capacités peut indiquer le nombre de personnes formées, ou un projet portant sur le respect des normes de produit peut énumérer les produits visés. Pourtant, l'établissement d'un lien de causalité entre ces types d'interventions et le commerce, la croissance économique, la réduction de la pauvreté, l'égalité hommes-femmes ou l'environnement est problématique. Un nombre encore plus limité de cas d'expérience concernant le renforcement des capacités de production et l'amélioration du cadre de politique commerciale montrent que l'activité a produit des résultats quantitatifs spécifiques qui peuvent lui être attribués.

Le lien entre les investissements dans le renforcement des capacités, d'une part, et les résultats sur le plan du commerce, de la réduction de la pauvreté et de la réduction des inégalités hommes-femmes, d'autre part, paraît complexe. La difficulté est particulièrement grande lorsque l'on essaie d'établir un lien entre les projets visant à améliorer la coordination interministérielle ou la coordination entre les donateurs et l'amélioration des résultats commerciaux. Ces projets peuvent certes être importants mais il est rarement possible, pour ce type d'aide pour le commerce, d'établir un lien direct entre les résultats et les produits. De même, les programmes mondiaux peuvent apporter un éclairage nouveau qui est utile aux décideurs politiques et aux acteurs privés, ce qui peut conduire à l'adoption de nouvelles politiques, à une augmentation du commerce et des revenus, à une plus grande égalité hommes-femmes et à une amélioration du cadre général. Les cas d'expérience s'abstiennent généralement de formuler des allégations de ce genre. Cela dit, il est nécessaire d'élaborer un cadre de résultats plus quantitatif et moins impressionniste, en investissant davantage dans la collecte de données de référence.

… et dans les évaluations passées ...

L'évaluation fournit des outils qui permettent de regarder au-delà du processus de mise en œuvre (c'est-à-dire au-delà du point de savoir si les activités ont été exécutées dans les délais et si des produits ont été obtenus) pour déterminer dans quelle mesure les activités et les produits contribuent à l'obtention des résultats et des impacts souhaités (y compris la pertinence, l'attribution, le rapport coût-efficacité, la viabilité et les résultats inattendus). C'est un moyen de savoir pourquoi et comment ces résultats ont été obtenus. Elle sert aussi à valider les conclusions

des rapports de suivi et d'auto-évaluation, ce qui permet aux responsables des projets/programmes d'apporter des modifications en temps voulu pour améliorer les résultats en cas de problème.

Une méta-évaluation[2] récente portant sur 162 évaluations relatives au commerce donne un aperçu de la façon dont les donateurs membres du CAD et les institutions internationales ont mis en œuvre les programmes et projets d'aide pour le commerce et effectué les évaluations, à la fois en termes de méthodes appliquées et de sujets traités (OCDE, 2011). La méta-évaluation montre que les évaluations des programmes et projets d'aide pour le commerce n'ont généralement pas grand-chose à dire sur le commerce. Non seulement l'impact des programmes et projets sur le commerce n'était manifestement pas l'objet central des évaluations, mais encore, dans un certain nombre de cas, il n'a même pas été examiné. En outre, les évaluations n'ont généralement pas clarifié les liens politiques qui comptent le plus pour la communauté de l'aide pour le commerce. Par exemple, l'impact potentiel, positif ou négatif, des réformes commerciales ou l'influence des politiques complémentaires sur les programmes et projets n'a pas été évalué, ni examiné. Il n'y avait pas non plus d'évaluation des liens potentiels avec les mesures internes comme la réforme de la réglementation ou les politiques relatives au secteur privé.

Alors que les questions relatives au commerce, étaient quasiment absentes, les évaluations examinées faisaient largement référence à des concepts généraux liés au développement, comme l'égalité hommes-femmes ou la réduction de la pauvreté, mais sans les définir clairement. En outre, bien souvent, elles ne portaient pas sur une période appropriée ou réaliste pour mesurer les résultats, faisant rarement la distinction entre ce qui est réalisable à court terme et à long terme. Par conséquent, leurs conclusions ne permettent guère de savoir si l'aide pour le commerce fonctionne et pourquoi les observations doivent cependant être mises en perspective. Le fait que les évaluations ne mentionnent pas des résultats commerciaux spécifiques peut s'expliquer, du moins en partie, par l'absence d'objectifs liés au commerce dans le mandat initial des programmes et projets évalués.

… mais d'autres évaluations sont prévues.

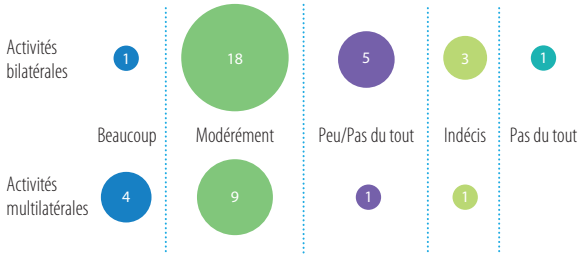
De nombreux donateurs ont évalué leurs programmes et projets d'aide pour le commerce, mais quelques-uns seulement ont évalué leurs stratégies ce qui tient, en partie, à ce qu'ils n'ont pas tous de stratégie en matière d'aide pour le commerce. Parmi les dix partenaires de développement Sud-Sud, trois seulement (Brésil, Indonésie et Mexique) ont évalué leurs programmes de coopération liés au commerce. L'Indonésie indique qu'elle est encore en train d'améliorer son mécanisme de suivi. Les évaluations de l'aide pour le commerce prévues au cours des prochaines années par les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud sont indiquées dans le tableau 1.

Les institutions multilatérales semblent avoir une approche plus systématique de l'évaluation, bien que certains donateurs bilatéraux évaluent aussi chaque année leurs interventions en matière d'aide pour le commerce. Les donateurs dont les apports d'aide pour le commerce sont moins importants en volume, comme la Norvège et la Nouvelle-Zélande, fournissent une grande partie des fonds par l'intermédiaire des institutions multilatérales (chapitre 2), de sorte qu'ils s'appuient davantage sur les cadres de suivi de ces institutions.

ÉVALUATIONS PAR LES PARTIES PRENANTES

D'après l'enquête de 2011, des progrès ont été réalisés depuis 2008 dans le suivi et l'évaluation de l'aide pour le commerce par les donateurs et les pays partenaires.[3] Pour près des deux tiers des donateurs, ces progrès ont été modestes, bien que cinq d'entre eux (Finlande, BAfD, CEA-ONU, CEE-ONU et BID) notent une amélioration sensible (figure 1). La plupart des améliorations signalées concernent les systèmes de suivi des donateurs, alors que les systèmes de suivi des pays partenaires ne sont pas toujours utilisés et que des arrangements conjoints ne sont utilisés que de temps à autre (figure 2).

Figure 1 Améliorations modérées du suivi et de l'évaluation par rapport à 2008



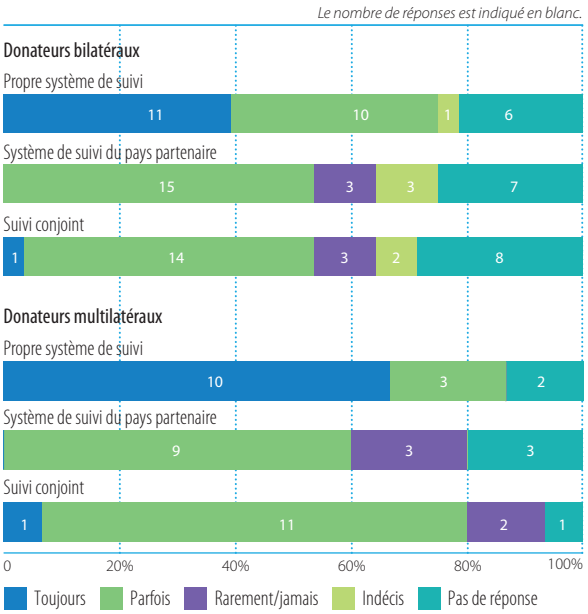
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc.*

Tableau 1 Évaluations de l'aide pour le commerce

	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*
Australie	○	■	■	○		
Autriche		○		○		
BAfD	○	■	○	○		
BID				■		
BIsD	■	■	■	■		
Canada		○	○	○		
CEE-ONU	○	○	○	○		
Corée		○	✱			
CNUCED			■			
FAO				■		
Finlande	○	■	○	○		
France			✱			
ITC	○	○	○	○		
Japon	■	○	■	○		
Norvège		✱				
ONUDI	○	○	○	○		
Pays-Bas		○				
Royaume-Uni			○	○		
Singapour	○	■	■	■		
Taipei chinois		■				
Partenaires Sud-Sud						
Brésil		○	○	○	○	○
Équateur				○		
Inde				○		
Indonésie					○	
Mexique			○			

*Notes : */Années concernant seulement les partenaires Sud-Sud;*
○/ Programmes et projets ; ✱/ Stratégie globale ■/ Les deux

Figure 2 La plupart des donateurs effectuent un suivi conjoint



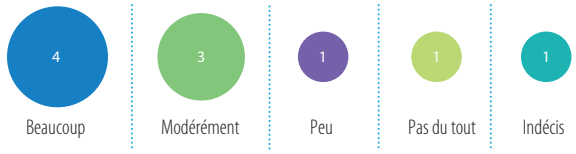
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

La Finlande, par exemple, utilise le système de suivi local de certains pays partenaires (par exemple, le programme du secteur privé en Zambie), ou bien elle effectue un suivi conjoint pour les programmes sectoriels ou d'autres programmes conjoints, et elle utilise son propre système pour suivre et évaluer ses activités bilatérales. Le Danemark indique aussi qu'il a recours aux systèmes des pays partenaires dans la mesure du possible (malgré des lacunes importantes), qu'il effectue un suivi conjoint pour les initiatives conjointes et qu'il assure lui-même le suivi de diverses activités bilatérales distinctes.

Les évaluations s'améliorent, mais …

Plus de la moitié des pays partenaires font état d'une amélioration du suivi et de l'évaluation. Les gouvernements intensifient leurs efforts pour suivre et examiner régulièrement la mise en œuvre des programmes et projets d'aide pour le commerce (Bénin, Cameroun, Ghana, Liban, Tuvalu) ou bien ils ont établi/renforcé les mécanismes institutionnels en vue d'améliorer le suivi (Burkina Faso, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Sierra Leone, Saint-Vincent-et-les Grenadines). Dans certains cas, les pays ont établi des bases de données et publié des rapports de suivi (Côte d'Ivoire, Madagascar, Tonga, Ouganda). Le soutien accru des donateurs à travers un dialogue plus intense et une évaluation périodique de l'aide pour le commerce (par exemple, l'Examen global) a aussi été mentionné par certains pays partenaires (Grenade, République démocratique du Congo) comme un facteur positif contribuant à l'amélioration du suivi et de l'évaluation.

Figure 3 Le suivi de la coopération Sud-Sud liée au commerce s'est considérablement amélioré depuis 2008



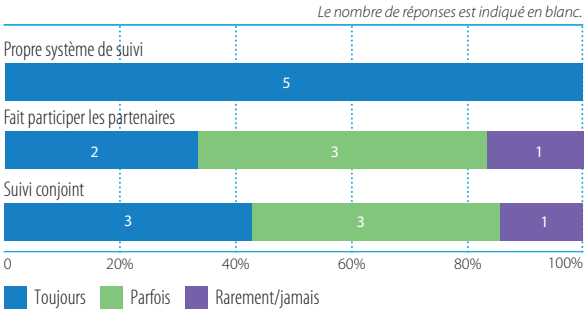
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011). *Le nombre de réponses est indiqué en blanc.*

Près du tiers des pays partenaires (27 sur 84) ne signalent aucune amélioration notable. Ils notent cependant que cela est dû en partie au manque de capacités institutionnelles au niveau national (Saint-Kitts-et-Nevis) et à l'absence d'approche normalisée de l'aide pour le commerce (Îles Salomon).

Parmi les dix partenaires de développement Sud-Sud, l'Argentine, le Brésil, la Chine et le Mexique notent que leur suivi et leur évaluation de la coopération Sud-Sud liée au commerce se sont notablement améliorés depuis 2008, tandis que le Chili, l'Inde et Oman ne signalent que des améliorations modérées (figure 3). Sur ces sept pays, le Brésil, la Chine et le Mexique indiquent qu'ils effectuent « toujours » des évaluations conjointes (figure 4). Pourtant, la Chine et le Mexique indiquent aussi qu'ils utilisent seulement leurs propres systèmes de suivi. En outre, alors que la Chine associe toujours au suivi les parties prenantes des pays partenaires, le Mexique ne le fait que parfois dans le cadre de réunions de suivi et d'évaluations périodiques. En général, l'Argentine, l'Inde et Oman utilisent leurs propres systèmes de suivi, en faisant participer les parties prenantes des pays partenaires et ils effectuent parfois un suivi conjoint. Le Chili semble être le seul pays qui n'associe pas les pays partenaires et qui n'effectue pas de suivi conjoint.

En 2009, le suivi et l'évaluation des programmes et projets d'aide pour le commerce étaient plus courants dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire. L'enquête de 2011 montre que cette tendance se poursuit. Environ 70 pour cent des PMA (22 sur 31) disent que le suivi de leurs programmes et projets d'aide pour le commerce s'est beaucoup amélioré (8), ou s'est amélioré modérément (14), contre la moitié ou moins dans les autres groupes de revenu (figure 5). Six PMA indiquent que le suivi ne s'est pas amélioré depuis 2008. Le nombre relativement élevé de PMA qui assurent le suivi de leurs programmes et projets liés au commerce s'explique probablement par le renforcement du Cadre intégré (voir le chapitre 3).

Figure 4 La plupart des fournisseurs Sud-Sud utilisent leurs propres systèmes de suivi et font participer les parties prenantes des pays partenaires.

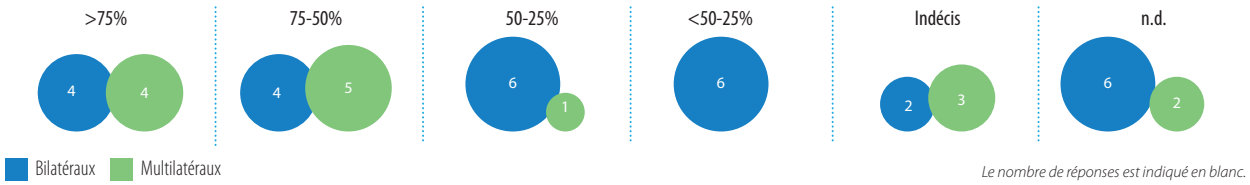


Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

… il reste difficile de montrer les résultats …

Les donateurs bilatéraux et multilatéraux indiquent que, de plus en plus, ils mettent en place les bases d'une gestion axée sur les résultats. Par exemple, dans le cadre du Fonds multi-donateurs pour le développement du commerce en RDP lao, des efforts considérables ont été faits pour développer le cadre de résultats, et qui doit servir de base à tous les rapports, avec l'appui de l'unité nationale de mise en œuvre. La BID a mis en œuvre un nouveau cadre concernant l'efficacité du développement, basé sur une double approche : une approche ascendante qui met l'accent sur la mesure des résultats de chaque intervention de développement, et une approche descendante qui mesure les résultats au niveau institutionnel. En outre, la BID élabore des indicateurs spécifiques pour mesurer les résultats de son Fonds stratégique d'aide pour le commerce. Le PNUD assure le suivi des résultats au moyen de son système de gestion renforcé basé sur les ressources (pour l'aspect financier) et de l'évaluation axée sur les résultats (pour l'aspect qualitatif). L'ONUDI prend des mesures en ce sens en élaborant un modèle pour évaluer l'impact de ses interventions sur la pauvreté afin de faciliter l'évaluation de l'assistance technique en termes d'impacts sur les pauvres et de guider la conception et la mise en œuvre des interventions en faveur des pauvres. Quant à l'Union européenne, tous ses programmes d'aide, y compris l'aide pour le commerce, sont soumis à un système de suivi axé sur les résultats. Ce système, qui existe depuis 2000, fournit des informations en retour objectives et impartiales sur les résultats des programmes et projets d'aide.

Figure 5 Part des programmes d'aide pour le commerce assortis d'objectifs quantifiables



Le nombre de réponses est indiqué en blanc.

Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

… de nouvelles approches sont expérimentées …

L'Allemagne est en train d'appliquer, à titre expérimental, une norme de suivi pour les programmes et projets de développement du secteur privé dans trois pays. Cette norme de gestion axée sur les résultats, élaborée par le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise, établit une méthode commune – y compris trois indicateurs d'impact « universels » (concernant les revenus, l'emploi et l'échelle) pour mesurer et attribuer de façon comparable les résultats en matière de développement du secteur privé. La BID a établi un indicateur de l'aide pour le commerce pour suivre plus efficacement ses apports d'aide pour le commerce, et elle est en train d'élaborer des indicateurs spécifiques pour mesurer les résultats de son Fonds stratégique d'aide pour le commerce. La Nouvelle-Zélande met l'accent sur le renforcement des processus de responsabilité mutuelle et de communication des résultats entre le programme d'aide de la Nouvelle-Zélande et ses partenaires par l'intermédiaire, entre autres, de processus formels pour convenir de points de référence et de cibles appropriés.

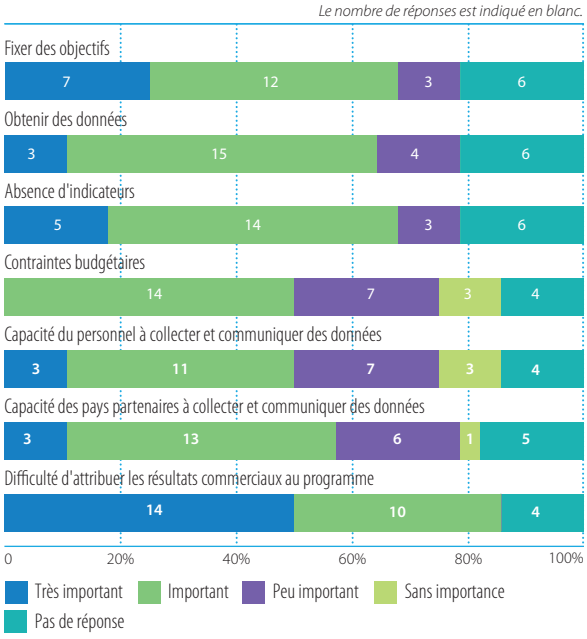
… mais l'attribution reste difficile.

La mesure de nombreux types de résultats pose un problème majeur : consiste à établir une logique d'intervention efficace ou des chaînes de résultats qui mettent en relation les objectifs des projets individuels et les résultats et impacts plus stratégiques en matière de développement à long terme, (OCDE, 2011). Ce problème est souvent dû aux difficultés d'attribution, au temps écoulé (entre la conception de l'intervention, sa mise en œuvre et son impact), au manque de données crédibles et à la difficulté d'évaluer des capacités souvent incorporelles. Dans le cas de l'aide pour le commerce, ce problème est aggravé par la large portée et les objectifs multiples de l'Initiative (voir le chapitre 1), qui compliquent la définition d'indicateurs clairs pour mesurer les résultats des programmes et projets d'aide pour le commerce. Dans l'enquête de 2009, les donateurs ont reconnu qu'il était difficile d'identifier et de mesurer les résultats relatifs au commerce (OCDE/OMC, 2009). Ces constatations sont confirmées par l'enquête de 2011, dans laquelle 16 donateurs seulement disent avoir des objectifs quantifiables pour plus de la moitié de leurs programmes et projets d'aide pour le commerce (figure 5).

La plupart des donateurs notent que l'attribution des résultats commerciaux de l'impact sur le commerce aux programmes et projets d'aide pour le commerce est le plus grand défi à relever en matière d'évaluation (figures 6 et 7). L'attribution – c'est-à-dire le fait de relier les activités d'aide pour le commerce aux impacts liés au commerce, à l'économie et à la pauvreté – est aussi considérée comme un problème dans de nombreux cas d'expérience présentés. Cela n'est pas étonnant vu qu'il est plus difficile d'évaluer l'impact d'un projet spécifique sur un secteur ou sur une économie que d'évaluer ses résultats dans un contexte spécifique, compte tenu de toutes les variables exogènes qui influent sur les résultats (OCDE, 2011). Les partenaires Sud-Sud indiquent aussi comme principaux problèmes l'établissement d'objectifs quantifiables et la production d'indicateurs fiables, suivis de près par la question de la disponibilité des données et le manque de capacités des pays partenaires pour la collecte et la communication des données (figure 8). Les cas d'expérience confirment ces observations. Comme cela a été dit, de nombreux cas d'expérience ne contiennent pas d'indicateurs quantitatifs (nombre de produits ou résultats mesurés par rapport à des données de référence).

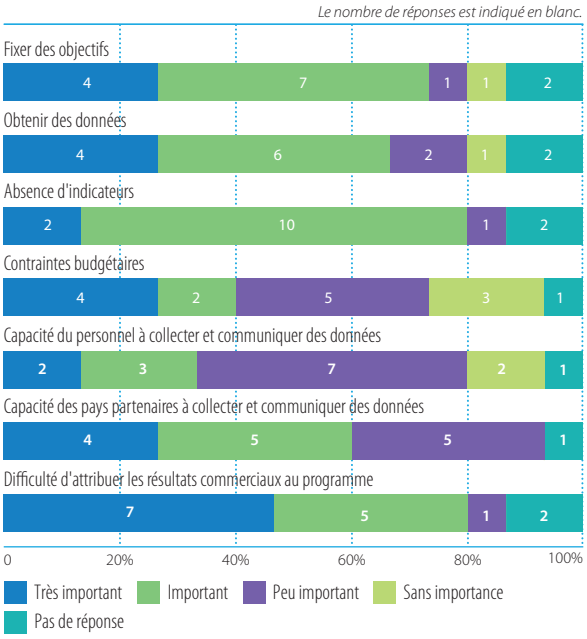
L'absence de référence à des résultats commerciaux spécifiques peut s'expliquer, au moins en partie, par l'absence d'objectifs liés au commerce dans le mandat initial des activités. En outre, en plus du problème d'attribution, il est reconnu que le fait qu'aucun mécanisme de suivi et d'évaluation n'est incorporé dans la conception du projet – pour définir des indicateurs et établir des données de référence mesurables – constitue une lacune et souligne l'importance de la collecte systématique de données à mesure que le projet avance.

Figure 6 Difficultés rencontrées par les donateurs bilatéraux pour l'évaluation de l'aide pour le commerce



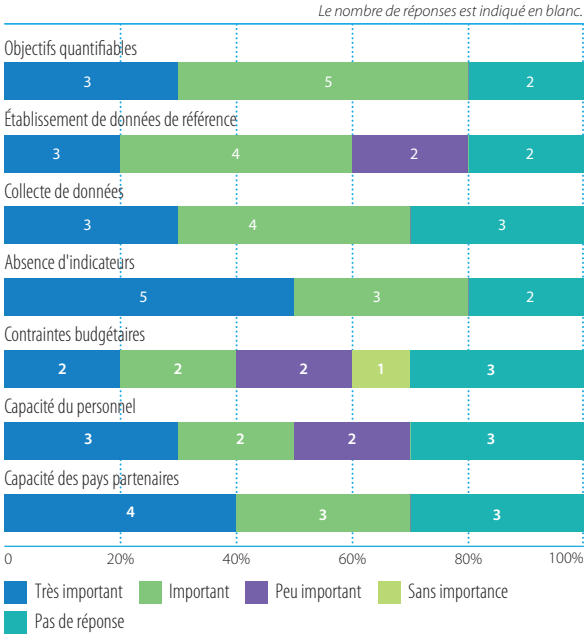
Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Figure 7 Difficultés rencontrées par les donateurs multilatéraux pour l'évaluation de l'aide pour le commerce



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

Figure 8 Difficultés rencontrées par les fournisseurs Sud-Sud pour l'évaluation de la coopération liée au commerce



Source : Questionnaire OCDE/OMC (2011).

LA VOIE À SUIVRE POUR MONTRER LES RÉSULTATS

Les résultats de l'Initiative Aide pour le commerce peuvent être mesurés sur la base de trois éléments : *i*) sensibilisation accrue (intégration du commerce → augmentation de la demande) ; *ii*) augmentation des ressources au titre de l'aide pour le commerce (réponse des donateurs → accroissement des apports d'aide) ; et *iii*) interventions plus efficaces en matière d'aide pour le commerce (démonstration des résultats et des impacts en termes de capacités commerciales). L'exercice de suivi de l'aide pour le commerce a mesuré essentiellement les progrès accomplis concernant les deux premières dimensions de l'Initiative.

Le suivi du troisième élément (examen des résultats au niveau des programmes, et aux niveaux national, régional et mondial) est plus complexe. Mais d'autres progrès peuvent être faits pour montrer les résultats : *i*) en continuant à renforcer la gestion axée sur les résultats dans le cadre des programmes d'aide pour le commerce, *ii*) en évaluant les impacts des programmes d'aide pour le commerce auxquels peuvent s'appliquer ces méthodes et d'autres méthodes basées sur le quasi-impact, et *iii*) en établissant une communauté de praticiens de l'aide pour le commerce pour le partage de connaissances.

Définir des cibles et des indicateurs de performance

Malgré le problème d'attribution, les indicateurs de résultats sont utiles pour donner une idée des changements auxquels un programme ou un projet peut être associé. Bien que le choix des indicateurs doive être fonction du contexte, on dispose aujourd'hui de nombreux indicateurs de performance concernant différents domaines de l'aide pour le commerce. Ces indicateurs peuvent être utilisés pour concevoir un système de suivi simple mais efficace, visant à montrer les résultats.

La première étape consiste à limiter les indicateurs à ceux qui peuvent se rapporter aux programmes et projets d'aide pour le commerce et qui peuvent donner des indications utiles sur les résultats commerciaux. Les indicateurs de performance devraient être utilisés comme un outil politique pour donner des renseignements factuels sur les progrès réalisés. La présentation des résultats devrait être fondée autant que possible sur une analyse comparative pour permettre des comparaisons entre pays. Les enseignements qui s'en dégagent devraient être clairs et permettre un dialogue constructif pour déterminer les aspects à améliorer encore.

Sur la base de ces critères, l'OCDE et l'OMC ont élaboré une série de fiches de pays concernant l'aide pour le commerce, (qui sont reproduites dans cette publication). Ces fiches doivent permettre une comparaison rapide entre pays, sur la base d'un nombre limité d'indicateurs tirés de sources existantes. C'est un outil « évolutif » qui a servi de point de départ pour aider les pays à discuter de la façon de faire en sorte que l'aide pour le commerce soit davantage axée sur les résultats. Les fiches ne fournissent pas toutes les réponses à la question de savoir si l'aide pour le commerce donne des résultats et elles ne prétendent pas le faire.

Les partenaires et les donateurs produisent et utilisent un grand nombre d'indicateurs pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs spécifiques de l'aide pour le commerce. Les donateurs étant plus nombreux à utiliser des cadres de résultats, il serait bon de convenir d'une liste d'indicateurs pour mesurer les résultats car cela permettrait d'agréger les résultats des programmes et des projets et d'effectuer des comparaisons entre pays. En outre, cela permettrait de donner suite au Programme d'action d'Accra, qui demandait que des efforts soient faits pour établir des indicateurs de performance internationalement reconnus.

Les partenaires de développement ne seraient pas tenus d'utiliser uniquement ces indicateurs pour évaluer les résultats de leurs interventions. Une approche aussi restrictive ne serait ni réalisable, ni souhaitable, compte tenu des différences dans les besoins opérationnels et les priorités stratégiques. Par exemple, des indicateurs microéconomiques resteront nécessaires pour assurer le suivi de programmes spécifiques et ils varieront selon les programmes. Ces indicateurs ne peuvent donc pas être agrégés au niveau des secteurs ou des pays. Mais, en principe, tous les programmes et projets liés au commerce visent le même objectif : renforcer la capacité de faire du commerce. Cet objectif commun pourrait servir de base à la présentation des résultats au niveau agrégé.

L'établissement d'une liste d'indicateurs universels liés au commerce pour toutes les interventions au titre de l'aide pour le commerce présenterait des avantages considérables. Cette liste faciliterait la comparaison des progrès accomplis en matière de renforcement des capacités commerciales au niveau des pays. La difficulté est de choisir des indicateurs qui soient suffisamment larges pour couvrir toute la gamme des programmes et projets d'aide pour le commerce, tout en étant suffisamment spécifiques pour fournir des renseignements crédibles sur la façon dont l'aide pour le commerce contribue à l'amélioration des capacités et des résultats dans le domaine du commerce.

Comme cela a été dit précédemment, plusieurs donateurs commencent à définir des cibles quantifiables et des indicateurs de performance correspondants, y compris pour leurs programmes et projets liés au commerce. D'autres envisagent d'adopter cette approche. Cela donne la possibilité à la communauté de l'aide pour le commerce de partager des expériences et de s'orienter, avec les pays partenaires, vers une approche plus harmonisée pour gérer des résultats et rendre compte. De plus, cela éviterait de donner aux pays partenaires un trop grand nombre d'indicateurs mesurant tous des résultats différents mais très étroitement liés.

L'idéal serait d'établir une liste d'indicateurs qui soient suffisamment représentatifs des caractéristiques essentielles des catégories d'aide pour le commerce telles qu'elles sont définies par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce et qui tiennent compte de la disponibilité des données.

Ces indicateurs, pris ensemble, devraient donner une idée des progrès accomplis au niveau des secteurs et des pays et contribuer aux efforts faits plus largement pour montrer les résultats de l'aide pour le commerce. La liste d'indicateurs devrait être établie selon un processus itératif consistant en la réalisation, par les pays partenaires, d'études pilotes impliquant les donateurs multilatéraux et bilatéraux et les fournisseurs de coopération Sud-Sud.

Le troisième exercice de suivi de l'aide pour le commerce montre clairement qu'il y a beaucoup à gagner à élaborer ensemble des approches harmonisées pour mesurer les résultats de l'aide pour le commerce. Il serait très utile que les parties prenantes s'entendent sur une liste limitée d'indicateurs concernant tous les programmes et projets d'aide pour le commerce afin d'évaluer et de comparer les progrès accomplis en matière de renforcement des capacités commerciales. Une approche harmonisée pour mesurer les progrès accomplis pour atteindre les cibles de l'aide pour le commerce définies par les pays partenaires renforcerait aussi l'appropriation par les pays, facteur essentiel pour que les programmes et projets d'aide pour le commerce renforcent les capacités commerciales et favorisent la croissance économique et le développement.

Évaluer les impacts

Le besoin croissant de montrer les résultats en matière de développement a stimulé la réflexion sur la façon dont on peut démontrer les résultats. L'évaluation de l'impact est une méthode couramment utilisée avec succès pour évaluer les interventions d'aide dans le secteur social (santé et éducation).[4] Elle consiste à examiner la situation « avec interventions et sans interventions » et à comparer les résultats pour les participants au programme avec un groupe témoin. Si l'on veut appliquer cette méthode d'évaluation aux programmes d'aide pour le commerce, il peut s'avérer difficile de définir des groupes témoins appropriés. En outre, l'évaluation de l'impact des programmes d'aide pour le commerce est plus difficile quand les cibles ne sont pas claires et quand les données sont rares. Sans données de référence et sans expérimentation contrôlée, il est difficile d'attribuer le succès ou l'échec exclusivement au programme, plutôt qu'à l'environnement dans lequel il se déroule (OCDE, 2011).

La Banque mondiale se tourne vers ce mode d'évaluation, abandonnant les comparaisons classiques avant-après (par exemple, sous la forme d'enquêtes auprès des clients) et pour utiliser des techniques d'évaluation de l'impact rigoureuses, fondées soit sur des essais comparatifs randomisés, soit sur des méthodes quasi expérimentales. L'utilisation de techniques économétriques combinent les données provenant d'enquêtes, des douanes et des instituts de statistique nationaux a permis de démêler les effets à la marge intensive (et non à la marge extensive)[5] et sur le long terme (et non sur le court terme).

Pour certains pays où les résultats sont prometteurs, il peut être possible d'examiner la situation avant et après l'intervention et de la comparer avec celle de pays très semblables. Cette méthode a été suggérée par Benton et von Uexküll (2009)[6] pour évaluer l'impact de l'assistance technique à l'exportation axée sur certains produits. C'est la principale préoccupation de Cadot *et al* (2011)[7], qui font valoir que certaines formes d'assistance spécifique liée au commerce, en particulier les politiques sectorielles proactives, peuvent être évaluées de façon plus formelle, à condition que cette évaluation ne soit pas limitée à des méthodes particulières, comme les essais comparatifs randomisés, mais utilise aussi d'autres méthodes quasi expérimentales. Les auteurs estiment que les principaux obstacles à la réalisation d'une telle évaluation pour l'assistance liée au commerce sont moins de nature conceptuelle et sont plus liés aux coûts, aux délais et à la charge qu'elle impose aux responsables de projets. Par conséquent, ils laissent entendre que l'évaluation de l'impact devrait donner la priorité à l'apprentissage plutôt qu'au suivi. Le souci de montrer ce qui fonctionne dans les processus, les programmes et les politiques d'aide pour le commerce et d'en faire part à l'ensemble de la communauté de l'aide pour le commerce était aussi l'objectif de l'invitation à présenter des cas d'expérience.

UNE COMMUNAUTÉ DE PRATICIENS DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

L'ampleur même des activités décrites dans les cas d'expérience et le fait que près de 40 pour cent des cas d'expérience ont été présentés par des pays en développement soulignent le rôle de ces programmes sur le terrain – et montrent qu'il est important d'assurer leur efficacité. Il est clair que les gouvernements bénéficiaires souhaitent avoir accès aux renseignements et aux connaissances disponibles sur les moyens d'utiliser le commerce pour stimuler la croissance et accroître les revenus. Les cas d'expérience devaient être un début et non une fin. Les nombreuses activités complémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre leurs résultats et leur applicabilité plus large.

Une analyse plus rigoureuse des cas d'expérience au moyen d'un cadre analytique commun pourrait aider à identifier les facteurs communs de succès ou d'échec. Un échantillon des cas d'expérience dans trois sous-domaines – par exemple, infrastructure, facilitation des échanges et renforcement des capacités commerciales pourrait être complété par des enquêtes auprès des clients et des entretiens avec eux, afin de mieux déterminer les liens avec les résultats commerciaux et la réduction de la pauvreté, une plus grande attention étant accordée à l'attribution aux projets. Cela pourrait être associé à une nouvelle analyse transnationale qui établirait un lien entre les types particuliers d'intervention de politique générale et les résultats des pays.

Plus généralement, ce troisième exercice de suivi global montre qu'il faut disposer d'une plate-forme de connaissances unique sur l'aide pour le commerce. À l'heure actuelle, il n'existe pas de plate-forme de connaissances de ce genre (site Web, portail ou réseau de savoir). Le site Web conjoint OCDE/OMC consacré à l'Aide pour le commerce [www.aid4trade.org] donne accès aux principaux renseignements recueillis grâce aux trois exercices de suivi. Le site Web contient donc une foule de renseignements sur ce qui fonctionne bien et sur ce qui pourrait fonctionner mieux.

Le site Web sera encore amélioré pour offrir une fonction de réseautage qui permettra aux décideurs politiques et aux praticiens d'obtenir les renseignements dont ils ont besoin sur les moyens d'améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce. Une telle plate-forme de partage des connaissances sur l'aide pour le commerce répond à la recommandation initiale de l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce, mais aussi au mandat du Consensus du G-20 sur le développement pour une croissance partagée, qui encourage les organisations internationales à renforcer les plates-formes de ce type. En outre, le partage actif des connaissances devrait être poursuivi aussi à travers un dialogue approfondi et élargi entre parties prenantes au niveau national. Ces discussions devraient mettre l'accent non seulement sur l'adéquation de la réponse à la demande mais aussi, de plus en plus, sur les approches permettant le mieux de montrer que l'aide pour le commerce a un impact sur les résultats commerciaux, sur la croissance économique et sur la réduction de la pauvreté. ■

NOTES

1 L' « adéquation » d'un cadre de suivi axé sur les résultats est évaluée sur la base de trois critères, à savoir : *i*) la qualité des renseignements générés ; *ii*) l'accès des parties prenantes aux renseignements ; *iii*) la mesure dans laquelle les renseignements sont utilisés dans le pays.

2 Les méta-évaluations (évaluation des évaluations) sont conçues pour agréger les conclusions d'une série d'évaluations.

3 Les questionnaires et les cas d'expérience ne rendent pas compte de toute la gamme des initiatives importantes prises par d'autres acteurs. Par exemple, le système de suivi et d'évaluation utilisé par la CESAP-ONU met la gestion axée sur les résultats au centre du travail d'évaluation.

4 Banerjee, A. et Duflo, E. (2011), A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty, London : PublicAffairs.

5 Une marge intensive dénote une augmentation des exportations de produits existants vers des marchés existants, tandis qu'une marge extensive dénote une augmentation du nombre de produits exportés ou du nombre de marchés desservis.

6 Brenton, P. et E. von Uexküll, (2009), « Product specific technical assistance for exports – has it been effective ? » The Journal of International Trade & Economic Development: An International and Comparative Review, volume 18 2), pages 235 à 254.

7 Cadot, O. *et al*, (2011), « Impact Evaluation of Trade Assistance: Paving the Way» ; in O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon et A. Mattoo (éditeurs), Where to spend the next million: I mpact evaluation of trade interventions ; Londres/Washington : Banque mondiale et CEPR, à paraître.



L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2011

FICHES ANALYTIQUES

NOTES EXPLICATIVES

Lors du premier Examen global de l'aide pour le commerce, il a été suggéré d'élaborer une série d'indicateurs qui permettraient d'évaluer d'un coup d'œil les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Initiative. Suite à cette recommandation, l'OMC a organisé, en septembre 2008, un symposium d'experts pour examiner avec les principales parties prenantes une série d'indicateurs possibles. Certains de ces indicateurs ont servi de base aux fiches analytiques sur l'aide pour le commerce, qui présentent un aperçu, par pays, des priorités en matière d'aide pour le commerce, des apports d'aide, de la politique commerciale et des résultats commerciaux. Pris ensemble, ces indicateurs donnent une idée des progrès et des défis au niveau de chaque pays. Ils complètent les auto-évaluations, les cas d'expérience, et les données sur les apports mondiaux d'aide pour le commerce.

La présentation des indicateurs est avant tout un moyen d'évaluer globalement les tendances et les progrès enregistrés. Les indicateurs permettent des comparaisons instantanées entre pays et visent à susciter un dialogue national entre les parties prenantes (par exemple, gouvernement, donateurs, société civile et secteur privé) sur la manière d'améliorer les résultats commerciaux en tenant compte des contraintes et des besoins en matière d'aide pour le commerce. Un tel dialogue national favorisera la responsabilisation des parties prenantes. Il devrait aussi contribuer à l'élaboration d'indicateurs de résultats plus précis par pays et par programme et faciliter l'évaluation des engagements et des décaissements au titre de l'aide pour le commerce.

La présente section contient des fiches analytiques pour les 83 pays qui ont répondu au questionnaire destiné aux pays partenaires. Les données figurant dans ces fiches constituent les meilleures estimations disponibles auprès de divers organismes internationaux au moment de la rédaction du rapport. Les fiches analytiques sont basées sur la liste des bénéficiaires du CAD de 2009 (voir les annexes B et C) et sur les rapports sur l'aide pour le commerce reçus jusqu'en 2009.

Les fiches analytiques sont divisées en quatre sections sur la base du cadre logique de l'aide pour le commerce.

La *première* section contient un certain nombre d'*indicateurs de base,* dont certains indiquent les progrès accomplis sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces indicateurs concernent la population, le PIB, la part des secteurs productifs dans le PIB, le budget de l'État, la dépendance à l'égard de l'aide, la pauvreté, la répartition des revenus, le genre et le classement du pays selon l'indice de développement humain du PNUD.

La *deuxième* section présente des données sur l'aide pour le commerce par pays qui sont extraites de la base de données du SNPC de l'OCDE (à savoir, la répartition sectorielle, la part de l'aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur et les principaux donateurs). Le cas échéant, il est fait mention à la fois des engagements et des décaissements. Les engagements constituent une obligation ferme d'accorder une aide au développement. Ils permettent d'évaluer les intentions des donateurs et ils montrent comment leurs annonces de contributions se concrétisent, donnant ainsi une indication précise des apports d'aide futurs. Les décaissements correspondent aux versements réellement effectués chaque année ; ils permettent de comparer les engagements des donateurs et leurs contributions effectives. Les engagements sont souvent pluriannuels et les décaissements qui suivent s'étalent sur plusieurs années. De ce fait, une augmentation de l'aide allouée (c'est-à-dire des engagements) n'apparaît dans les données sur les décaissements qu'avec un décalage de quelques années. Malheureusement, des données sur les décaissements ne sont disponibles que pour les donateurs bilatéraux et la CE.

La *troisième* section contient des indicateurs relatifs à la politique commerciale du pays. Elle indique d'abord dans quelle mesure le commerce est intégré dans les stratégies nationales de développement et les autres plans stratégiques. Puis elle présente un indicateur des restrictions à l'importation et à l'exportation représentant l'engagement en faveur de l'ouverture du commerce. Enfin, elle établit un lien entre les trois principales priorités du pays en matière d'aide pour le commerce (sur la base de son auto-évaluation) et les indicateurs qui pourraient être utilisés pour évaluer les progrès réalisés pour surmonter ses contraintes spécifiques du côté de l'offre. Ces indicateurs vont de la qualité de l'infrastructure aux résultats commerciaux. Ils peuvent tous être considérés comme des prédicteurs fiables de la capacité commerciale future – en d'autres termes, si les gouvernements peuvent améliorer les politiques ou les conditions sur lesquelles reposent ces indicateurs, ils seront mieux à même d'accroître plus rapidement leurs exportations et de tirer profit de l'intégration dans le système commercial multilatéral. Les sources des indicateurs utilisés dans cette section sont indiquées ci-après. Lorsque cela est possible, plusieurs indicateurs sont combinés pour donner une image plus globale (par exemple, infrastructure de réseau, infrastructure transfrontières). En ce qui concerne les indicateurs incluant une moyenne pour la région/la catégorie de revenu, il convient de noter que la liste de référence des pays utilisée pour calculer ces moyennes est la liste des bénéficiaires du CAD établie en 2009 (annexes B et C).

La *quatrième* section examine les résultats commerciaux et donne un aperçu de la capacité, passée et actuelle, de participer effectivement au marché mondial. Outre l'accroissement des exportations et des importations de marchandises et de services, la section présente une ventilation sectorielle des données. Dans le cas des marchandises, elle indique aussi les principales origines des importations et les principales destinations des exportations. Lorsque l'on ne dispose pas de données pour les années 2007-2009, ce sont les données disponibles les plus récentes qui sont indiquées. En ce qui concerne les exportations et les importations des principaux groupes de produits et des principaux types de services, la part résiduelle correspond aux valeurs non attribuées (c'est-à-dire à la part des exportations/des importations totales que les compilateurs n'ont pu classer dans aucune des autres catégories de produits définies et qu'ils ont classée dans celle des autres produits, qui ne sont ni des produits agricoles, ni des produits des industries extractives, ni des produits manufacturés). Cette part est désignée par l'expression « non compris ailleurs » (n.c.a.).

Trois mises en garde importantes doivent être faites au sujet des fiches analytiques :

Problèmes méthodologiques : Les données disponibles ne correspondent pas exactement au cadre logique de l'Initiative Aide pour le commerce, ce qui oblige à recourir à des indicateurs indirects, qui ne sont pas parfaits et dont le choix est sujet à discussion.

Attribution : La fiche analytique n'implique pas de corrélation directe entre l'aide pour le commerce, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Si l'aide pour le commerce peut améliorer les résultats commerciaux, ce qui est un important moteur de la croissance économique et un puissant outil de réduction de la pauvreté, il faut garder à l'esprit que l'incidence du commerce sur le revenu (et sur la pauvreté) dépend des conditions locales et peut être positive, négative ou neutre.

Décalages : L'exécution des projets et des programmes d'aide pour le commerce prend du temps et, une fois qu'ils sont achevés, il faut encore du temps pour en déterminer les incidences. En conséquence, l'impact de l'aide pour le commerce ne n'est pas toujours ressenti immédiatement.

SOURCES DES INDICATEURS RELATIFS AUX PROGRAMMES

Analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale :

Moyenne simple des droits NPF appliqués : Correspond à la moyenne simple des taux de droits appliqués par un pays. Plus le taux est bas, plus il est facile pour l'exportateur d'entrer sur le marché considéré (Source : ITC).

De plus amples renseignements sur la politique commerciale sont disponibles sur le site Web de l'OMC sous la rubrique « Examens des politiques commerciales ».

Coûts de l'accession à l'OMC :

Cet indicateur combine deux éléments d'information concernant l'état d'avancement du processus d'accession du pays considéré : i) présentation, ou non, au Groupe de travail de l'accession à l'OMC de l'aide-mémoire sur la politique commerciale ; et ii) présentation, ou non, du projet de rapport du Groupe de travail de l'accession à l'OMC (Source : Accessions en cours).

Il est difficile d'évaluer le coût de l'accession : le maintien d'une mission à Genève et le paiement des contributions sont des charges courantes supportées également pour tous les Membres, à l'exception des PMA qui en sont exonérés en raison de leurs contraintes propres.

Facilitation des échanges :

Le nombre de jours nécessaires pour exporter et importer à destination ou en provenance d'un pays est un indicateur de la facilitation des échanges qui est largement admis (Source : *Doing Business*, Banque mondiale).

Infrastructure de réseau :

Le nombre d'abonnés au téléphone fixe et mobile renseigne sur l'accès à une infrastructure de réseau adéquate (Source : Base de données statistiques sur les TIC de l'UIT).

La consommation d'électricité mesure la production des centrales électriques et des centrales de cogénération, déduction faite des pertes liées au transport, à la distribution et à la transformation et de la consommation propre des centrales (Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale).

Infrastructure transfrontières :

L'indice de densité des aéroports est le nombre d'aéroports avec au moins un vol régulier en 2008 par million d'habitants (Source : *Global Enabling Trade Report 2010*, Forum économique mondial).

L'indice de connectivité pour le transbordement renseigne sur le type de liaisons de transbordement dont disposent les expéditeurs de chaque pays/économie sur les routes bilatérales. (0 = connectivité faible ; 100 = connectivité élevée) (Source : *Global Enabling Trade Report 2010*, Forum économique mondial).

Autre infrastructure de transport :

Le premier indicateur mesure le pourcentage de routes revêtues (routes recouvertes de macadam [pierres concassées], goudronnées, bitumées, cimentées ou pavées) par rapport à la longueur totale du réseau routier d'un pays (Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale).

La qualité du transport ferroviaire et du transport aérien dans un pays est notée de 1 à 7 (1 = réseau extrêmement sous-développé, 7 = réseau étendu et efficient au regard des normes internationales) (Source : *Global Enabling Trade Report 2010*, Forum économique mondial).

Compétitivité :

En ce qui concerne l'indice de performance commerciale, plus l'écart entre le taux de croissance des exportations d'un pays et le taux de croissance des exportations mondiales est élevé, plus le gain de part de marché au niveau mondial est important. L'indice actuel est basé sur cinq éléments : *i*) exportations nettes, *ii*) exportations par habitant, *iii*) part du marché mondial, *iv*) diversification des produits, et *v*) diversification des marchés (Source : ITC).

Diversification des exportations :

La diversification des produits est mesurée par le nombre de produis équivalents (sur la base de la Classification des produits) qu'un pays exporte vers le reste du monde. C'est le nombre de produits pour lesquels l'indice de valeur (ou de production) serait le même si le panier d'exportations du pays considéré était uniformément limité à chacun de ces produits (Source : *Trade Compétitivité Map* de l'ITC).

Chaînes de valeur :

Aucun indicateur approprié n'a pu être identifié pour cette priorité.

Intégration régionale :

L'intégration régionale est mesurée par le nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) qu'un pays partenaire a notifiés à l'OMC et a mis en application (Base de données du système d'information de l'OMC sur les ACR, 30 avril 2009).

Naturellement, ce pays peut aussi participer à divers accords qui n'ont pas été notifiés à l'OMC, mais la base de données de l'OMC reste la meilleure source d'information disponible.

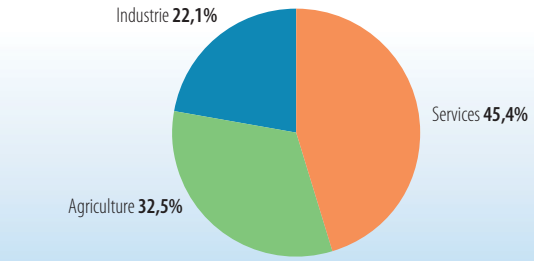
Coûts d'ajustement :

Il n'est pas facile d'évaluer les coûts d'ajustement et il n'existe aucun indicateur mesurant exactement cette variable complexe.

INDICATEURS DE BASE

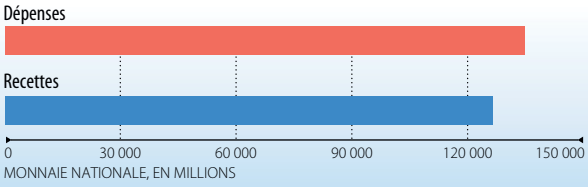
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	29 803
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	10 624
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	40,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 321,3
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	73,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	46,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	26,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	155/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	45,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

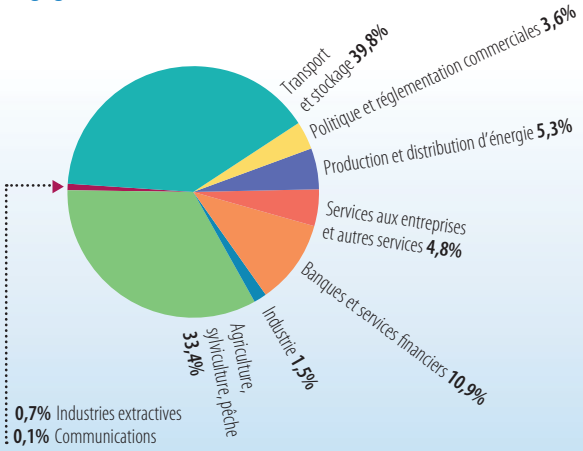
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	22 900	54 579	19 632
Infrastructure économique	486 785	681 837	958 002
Renforcement de la capacité de production	249 528	773 105	733 183
dont : marqueur du développement du commerce	..	72 197	123 933
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**759 213**	**1 509 520**	**1 710 816**
Aide pour le commerce par habitant ($)	29	51	27

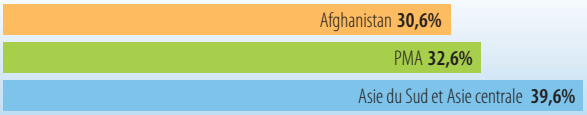
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

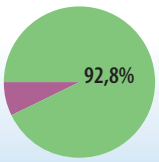
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



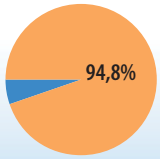
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	1 135 781
Royaume-Uni	124 541
Banque mondiale	73 779
Institutions de l'UE	62 935
Canada	54 621
Italie	34 275



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	1 094 715
Banque mondiale	120 660
Royaume-Uni	79 758
Allemagne	36 382
Pays-Bas	20 515
Canada	20 360



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national; il est en outre pris en compte dans diverses stratégies sectorielles.

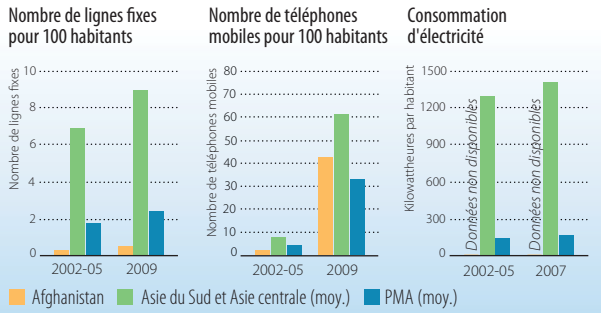
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

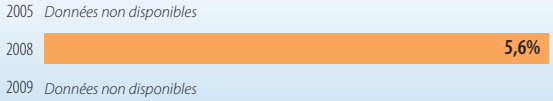
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



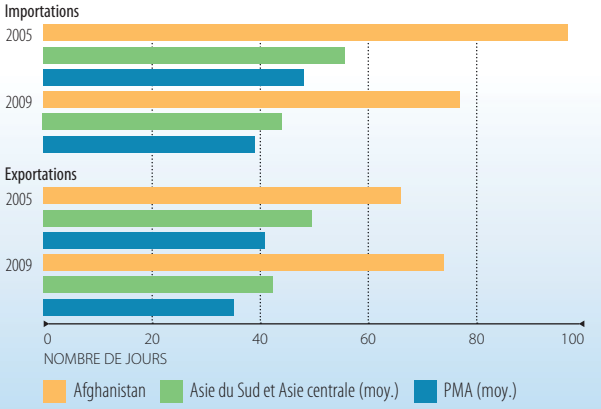
PRIORITÉ 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

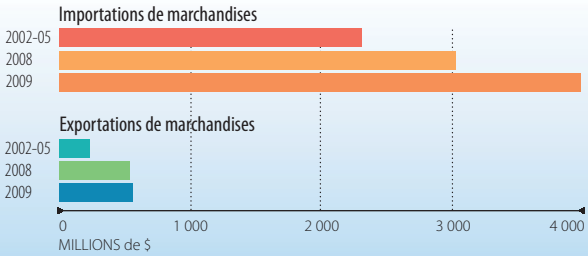
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises

Données non disponibles

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

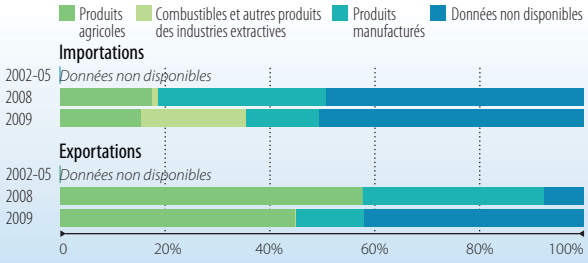
2005	2006		2007	
–	Pakistan	16,0	Ouzbékistan	26,3
–	Chine	14,2	Chine	10,8
–	Japon	12,2	Japon	10,1

Exportations par principale destination (% du total)

2005	2006		2007	
–	Pakistan	48,9	Pakistan	47,4
–	Inde	24,4	Inde	18,8
–	Fédération de Russie	6,8	Iran, I.R.	10,2

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



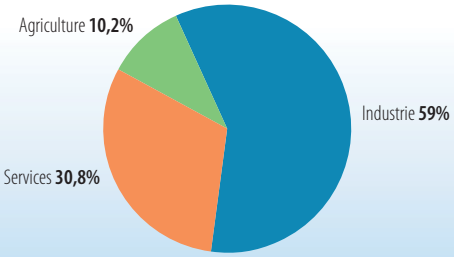
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

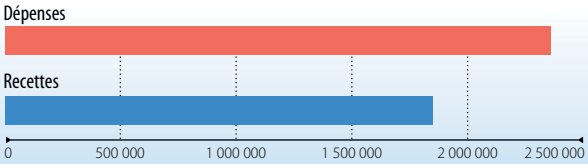
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	18 498
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	69 067
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	5 812,0
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2000)[6]	54,3
Part du revenu des 20% les plus riches (2000)[7]	61,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	146/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,5

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

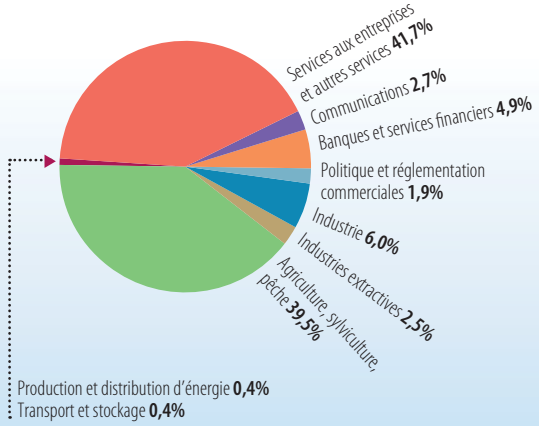
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	38	354	1 008
Infrastructure économique	5 835	649	14 181
Renforcement de la capacité de production	13 953	17 634	39 879
dont : marqueur du développement du commerce	..	8 635	23 998
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**19 826**	**18 637**	**55 067**
Aide pour le commerce par habitant ($)	1	1	3

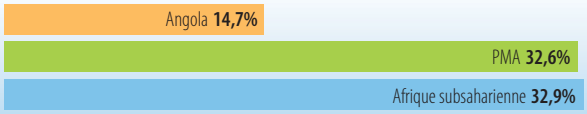
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

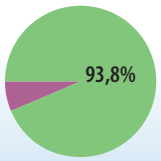
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



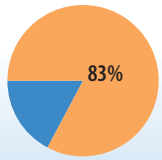
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	21 400
Banque mondiale	13 421
Norvège	4 937
États-Unis	3 065
Espagne	2 353
Allemagne	1 319



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Corée	19 081
Banque mondiale	6 719
Institutions de l'UE	5 392
Espagne	3 829
Norvège	3 240
Italie	1 696



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national, mais les stratégies opérationnelles n'ont pas été réactualisées en conséquence.

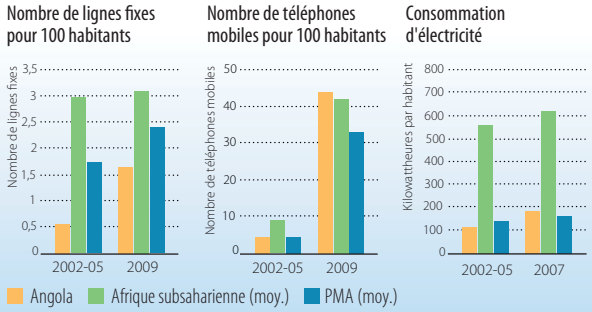
Le point focal et le comité du CIR ne participent pas à la supervision du programme commercial.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

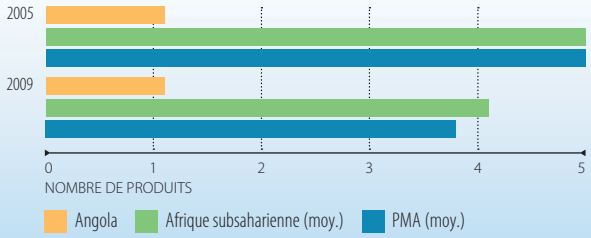
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



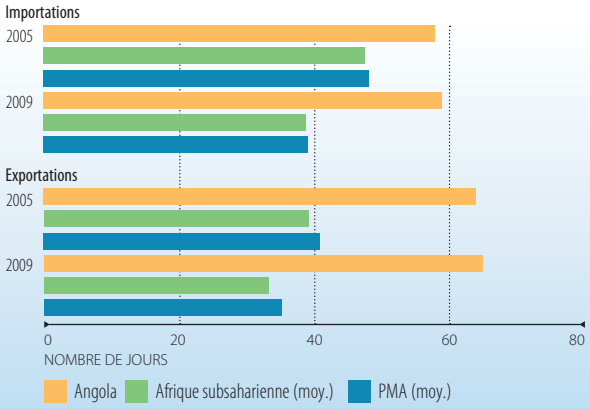
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

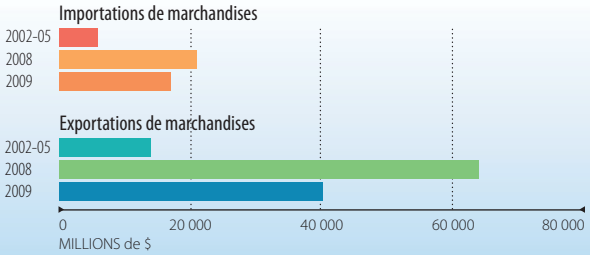
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



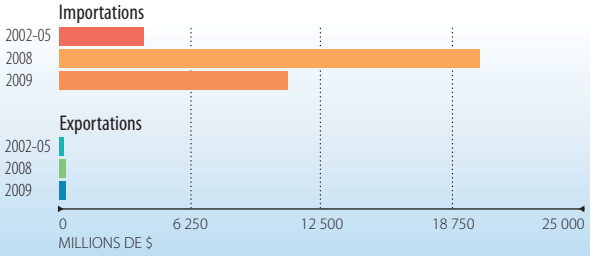
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

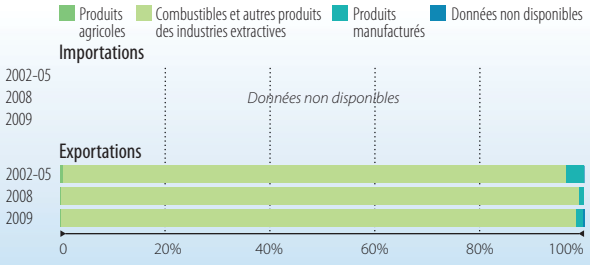
Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

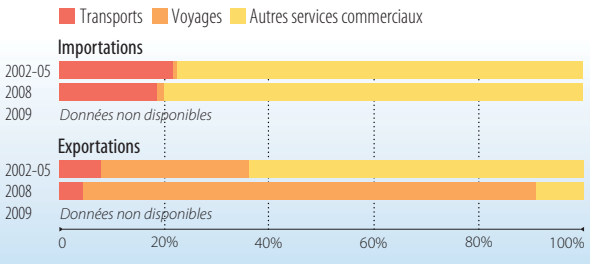
Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



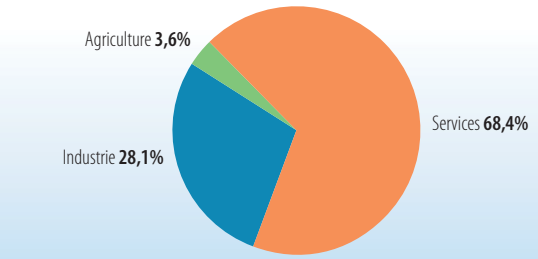
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

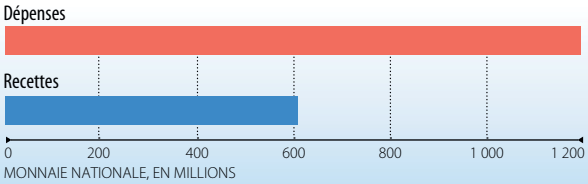
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	88
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 132
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-8,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	18 778,5
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

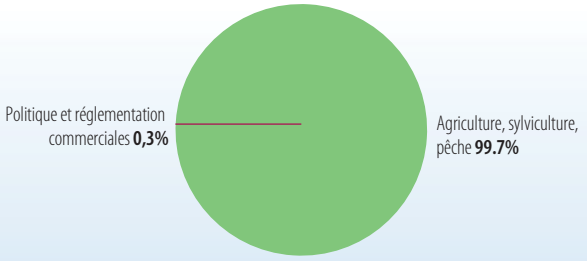
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT - Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	11	47	74
Infrastructure économique	28	..	101
Renforcement de la capacité de production	2 615	15 081	1 699
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	..
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**2 655**	**15 128**	**1 873**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**32**	**172**	**21**

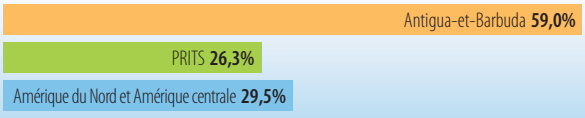
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	7 788
FMI	24
OMC	19
Canada	..
Autriche	..
Institutions de l'UE	..



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	673
Canada	453
Institutions de l'UE	45
OMC	19
Autriche	12
FMI	..



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

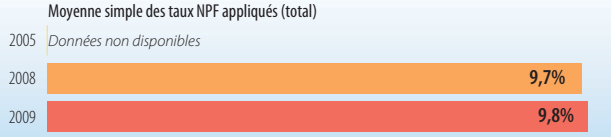
Le commerce n'est pas intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le budget annuel et dans une stratégie intersectorielle.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

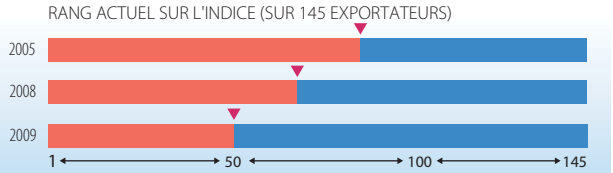
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]

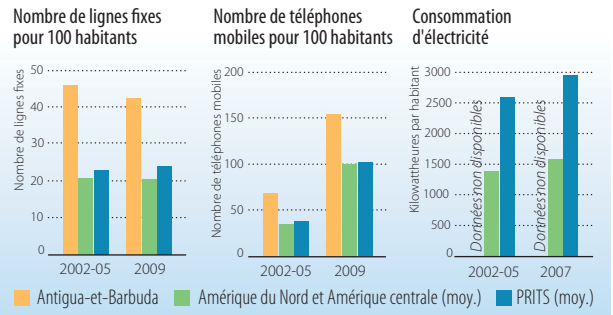


PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



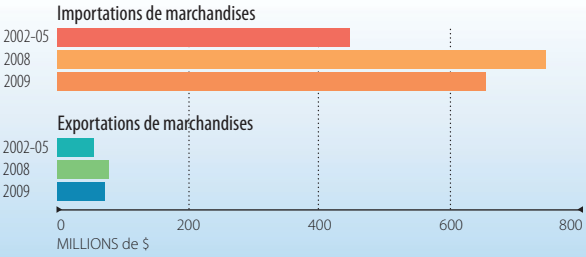
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



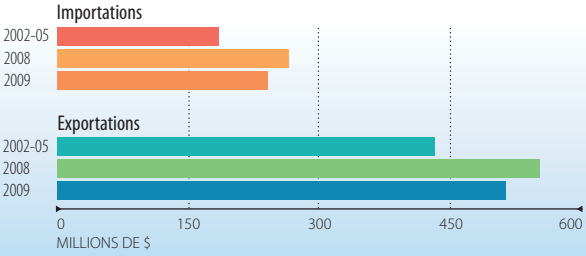
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

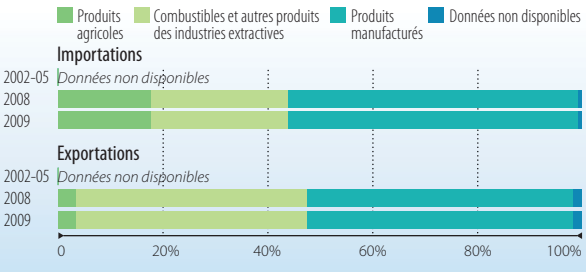
	2007	2008	2009
États-Unis	58,2	–	–
Union européenne	12,3	–	–
Japon	4,3	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

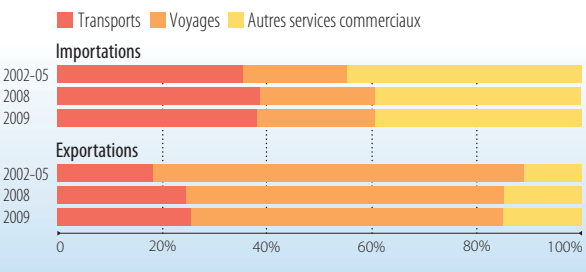
	2007	2008	2009
Antilles néerlandaises	30,9	–	–
États-Unis	23,6	–	–
Union européenne	10,6	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



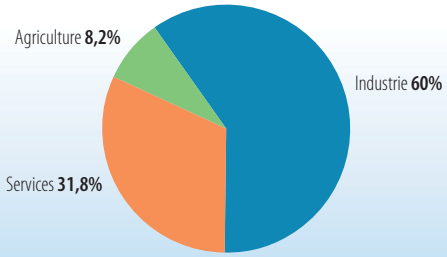
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

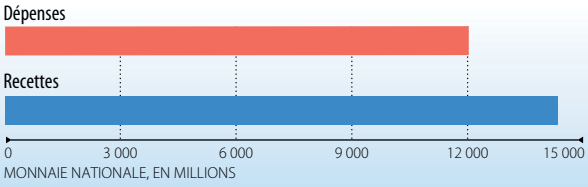
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	8 781
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	43 019
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	9,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	9 638,2
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	30,2
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	50,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	67/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

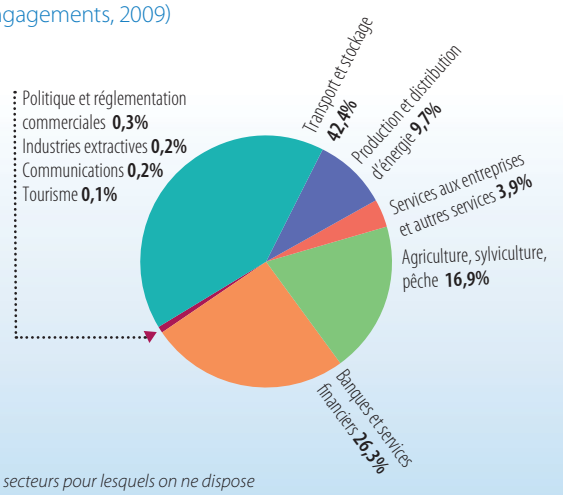
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	459	1 448	19 632
Infrastructure économique	80 794	44 908	958 002
Renforcement de la capacité de production	73 088	69 930	733 183
dont : marqueur du développement du commerce	21 124	8 936	123 933
Ajustement lié au commerce	..	1 446	..
Total aide pour le commerce	**154 341**	**117 732**	**1 710 816**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**18**	**18**	**13**

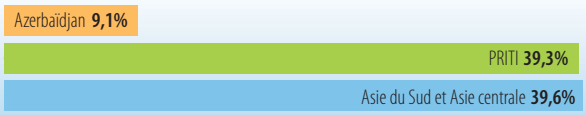
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

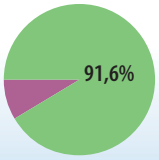
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



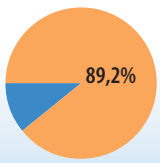
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	42 196
Allemagne	33 004
États-Unis	14 153
Institutions de l'UE	9 748
Suisse	5 510
BAsD	4 932



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Allemagne	32 512
Banque mondiale	29 833
États-Unis	17 098
France	8 996
Instituions de l'UE	3 317
Suisse	2 943



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

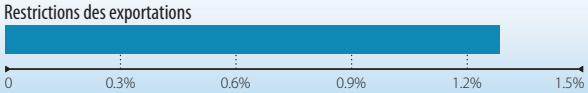
Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

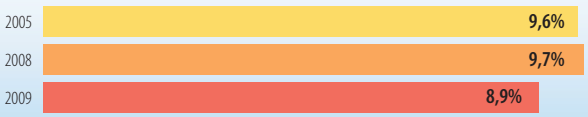
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

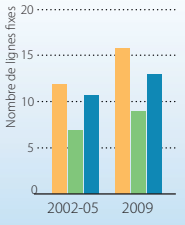
PRIORITÉ 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)

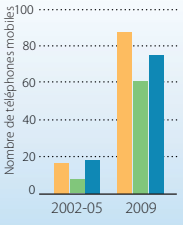


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]

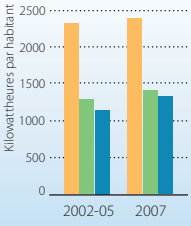
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants



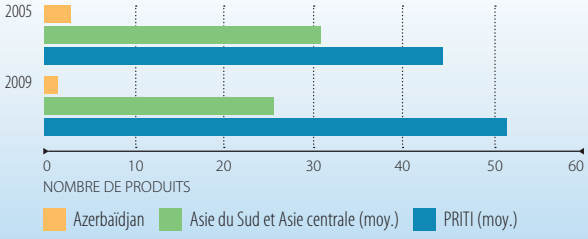
Consommation d'électricité





PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

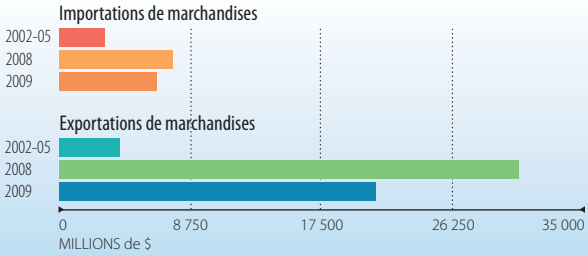
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



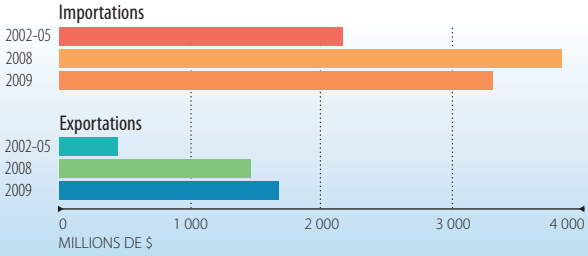
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

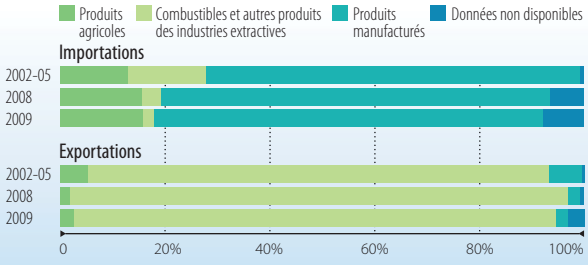
2007		2008		2009	
Union européenne	29,3	Union européenne	28,4	Union européenne	26,7
Fédération de Russie	17,6	Fédération de Russie	18,8	Fédération de Russie	17,5
Turquie	10,9	Turquie	11,3	Turquie	14,8

Exportations par principale destination (% du total)

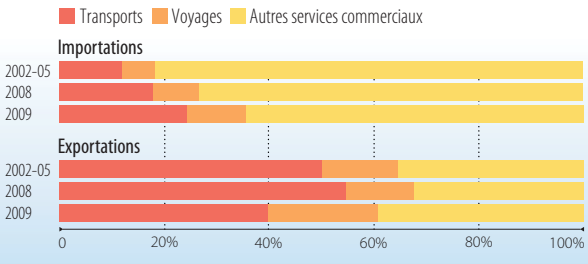
2007		2008		2009	
Union européenne	27,6	Union européenne	56,5	Union européenne	43,7
Turquie	17,4	États-Unis	12,6	États-Unis	11,9
Fédération de Russie	8,7	Israël	7,6	Israël	8,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



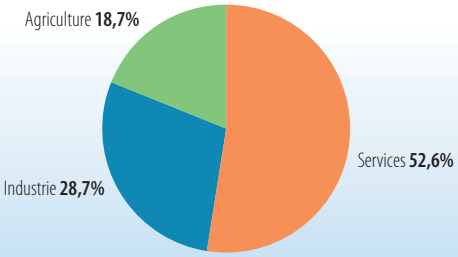
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

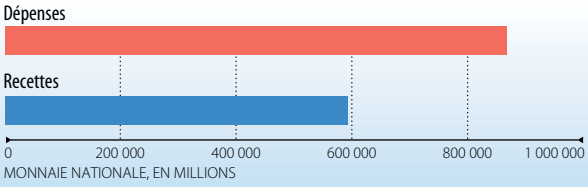
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	162 221
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	89 378
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	5,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 416,3
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	49,6
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	40,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	40,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	129/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

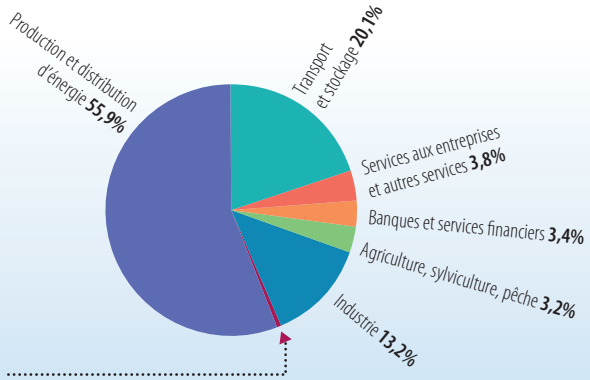
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	14 626	953	5 999
Infrastructure économique	506 368	680 417	154 812
Renforcement de la capacité de production	309 047	210 853	111 629
dont : marqueur du développement du commerce	..	95 111	35 046
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**830 041**	**892 222**	**272 439**
Aide pour le commerce par habitant ($)	6	6	2

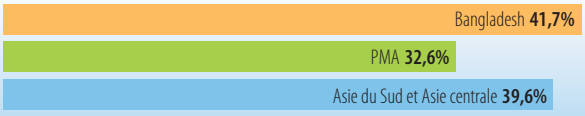
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

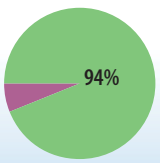
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



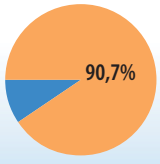
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	529 962
Japon	222 720
Corée	80 667
Royaume-Uni	76 273
BAsD	39 734
Institutions de l'UE	27 993



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	327 219
Royaume-Uni	36 617
Allemagne	20 735
Danemark	19 628
Japon	19 605
Canada	12 909



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

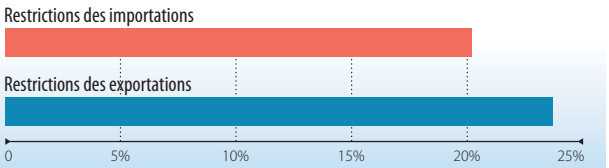
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

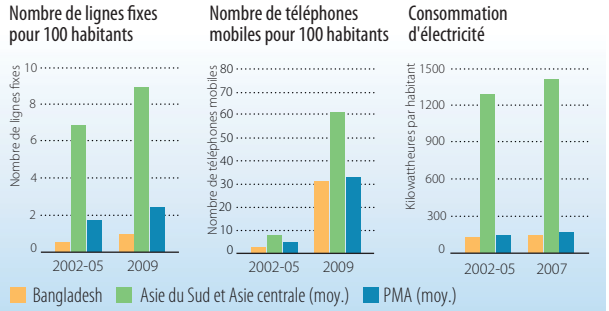
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



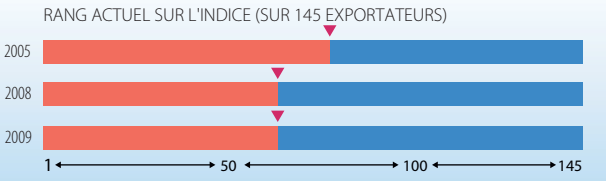
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



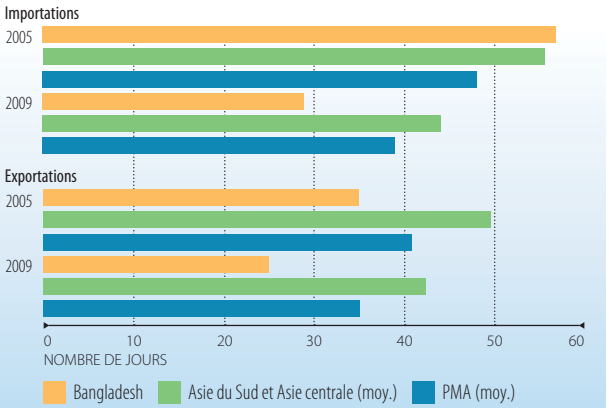
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

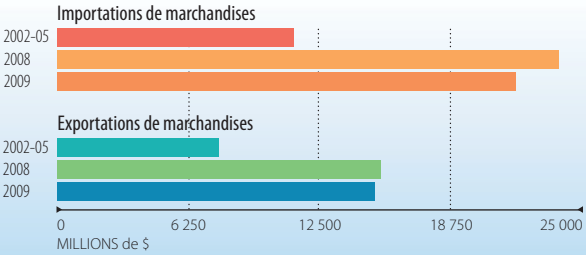
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



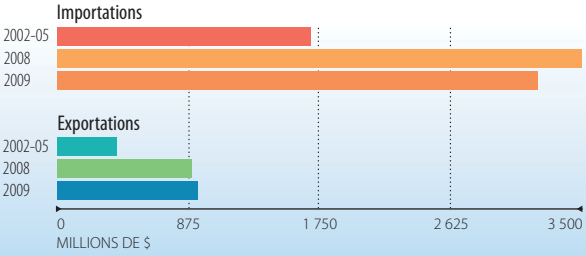
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

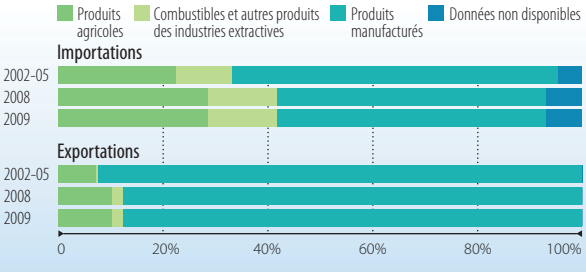
2007		2008	2009
Chine	15,6	..	..
Inde	13,2	..	..
Union européenne	9,7	..	..

Exportations par principale destination (% du total)

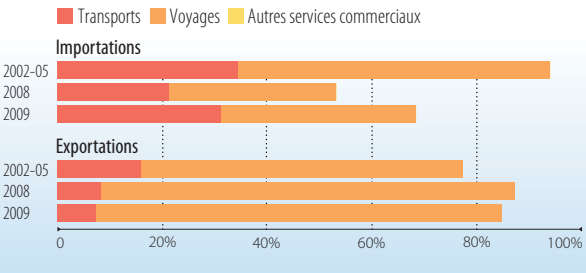
2007		2008	2009
Union européenne	51,2	..	..
États-Unis	25,7	..	..
Inde	4,0	..	..

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



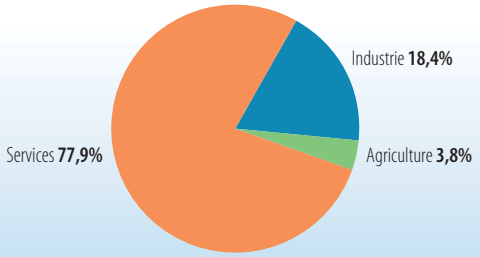
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

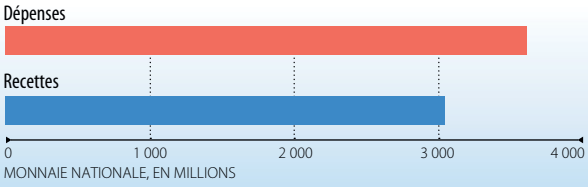
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	256
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	3 682
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2002)[3]	-3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2005)[4]	19 188,6
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	42/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2005)[10]	-0,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

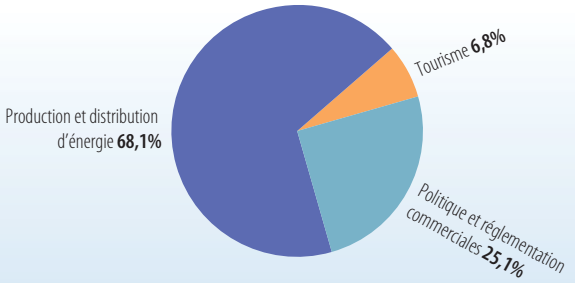
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 OMC - Profils commerciaux
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	10	553	408
Infrastructure économique	6	1 500	7 180
Renforcement de la capacité de production	448	150	1 150
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	..
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**463**	**2 203**	**8 738**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	9	34

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

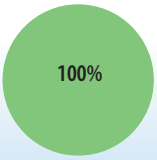
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	7 124
BID	825
OMC	282
Canada	241
États-Unis	46
Japon	35



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	3 602
Canada	565
OMC	282
BID	145
États-Unis	46
Japon	35



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

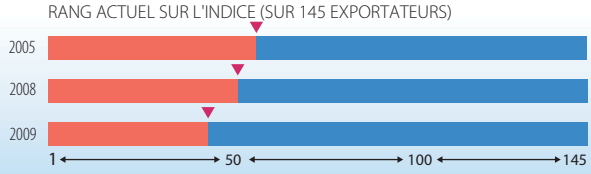
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]

Données non disponibles

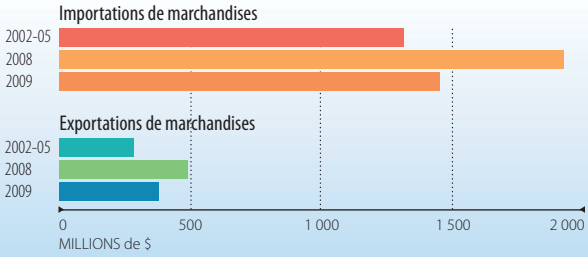
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



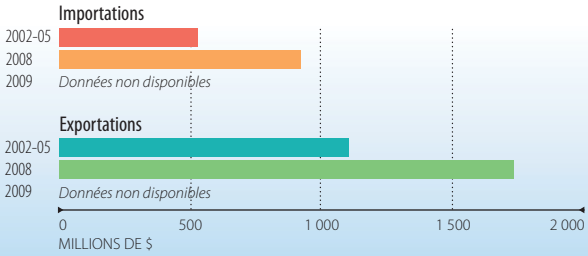
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

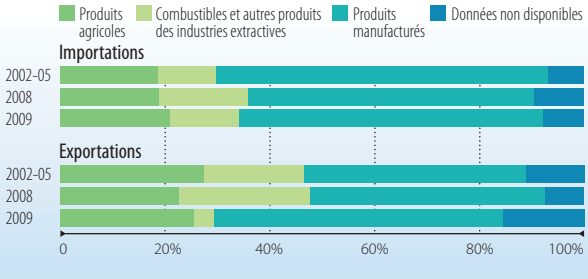
2007		2008		2009	
États-Unis	43,7	États-Unis	36,8	États-Unis	39,7
Union européenne	17,2	Trinité-et-Tobago	19,8	Trinité-et-Tobago	15,8
Trinité-et-Tobago	7,7	Union européenne	13,4	Union européenne	13,1

Exportations par principale destination (% du total)

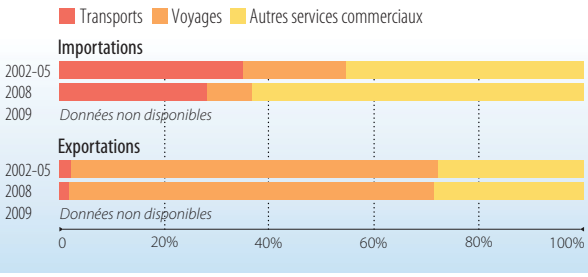
2007		2008		2009	
Trinité-et-Tobago	27,8	États-Unis	21,0	États-Unis	27,9
États-Unis 14,2		Union européenne	11,8	Union européenne	13,7
Union européenne	12,6	Trinité-et-Tobago	9,5	Trinité-et-Tobago	10,0

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



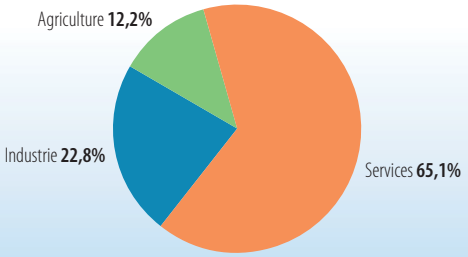
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

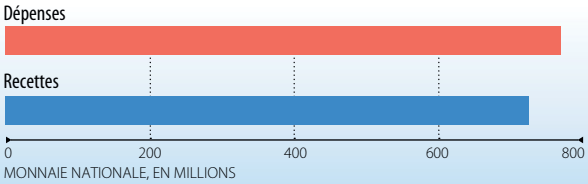
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	333
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	1 359
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-0,03
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	6 627,9
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1995)[6]	13,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1995)[7]	62,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	78/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

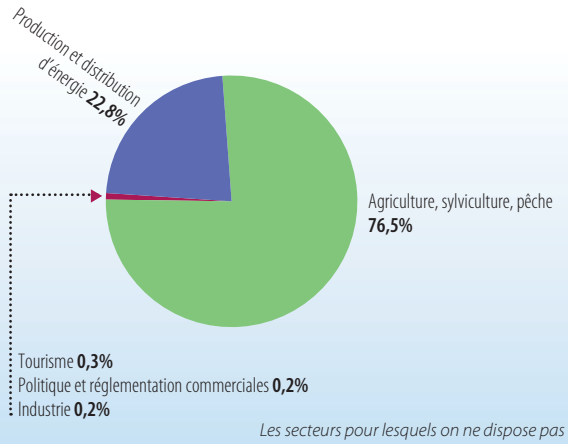
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 OMC - Profits commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	9	36	110
Infrastructure économique	173	5 460	3 068
Renforcement de la capacité de production	9 005	18 496	6 497
dont : marqueur du développement du commerce	..	18 304	558
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**9 188**	**23 993**	**9 676**
Aide pour le commerce par habitant ($)	33	72	29

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

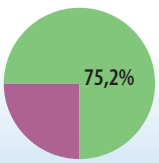
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



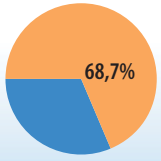
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	8 997
Allemagne	3 032
États-Unis	839
Norvège	504
Suède	284
PNUD	234



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Allemagne	2 625
Institutions de l'UE	1 701
Suède	1 392
États-Unis	643
Norvège	368
PNUD	234



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

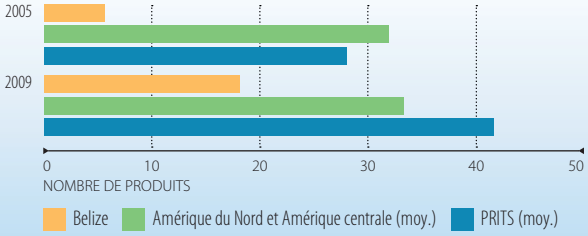
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

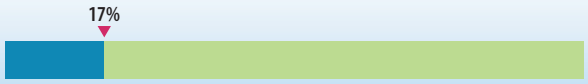
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 2 : AUTRES TRANSPORTS[17]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2001



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

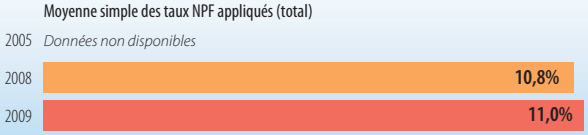
Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

Données non disponibles

PRIORITÉ 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]

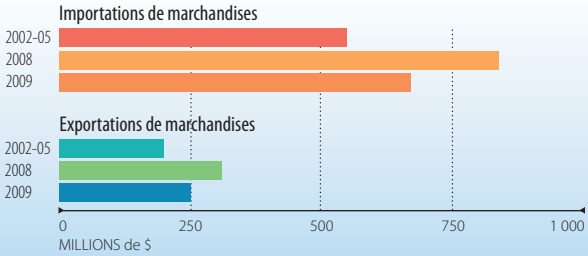
Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)



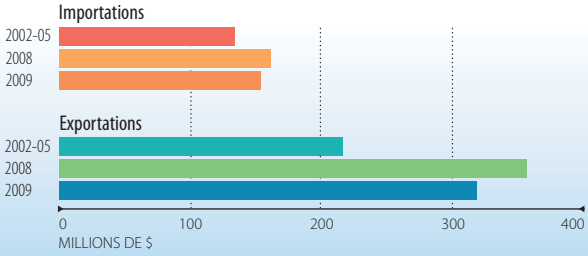
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

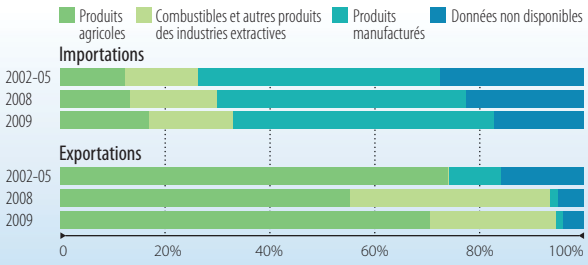
2007		2008		2009
États-Unis	33,9	États-Unis	34,2	-
Cuba	11,4	Antilles néerlandaises	11,9	-
Panama	9,8	Mexique	9,4	-

Exportations par principale destination (% du total)

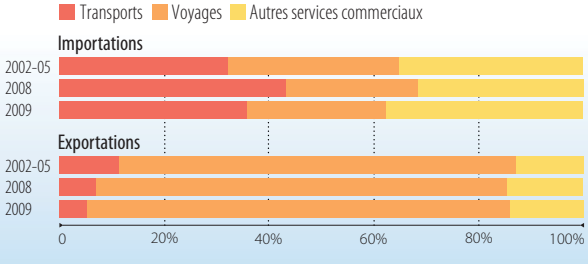
2007		2008		2009
Union européenne	31,9	États-Unis	45,0	-
États-Unis	26,8	Union européenne	26,8	-
Panama	14,3	Costa Rica	16,8	-

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



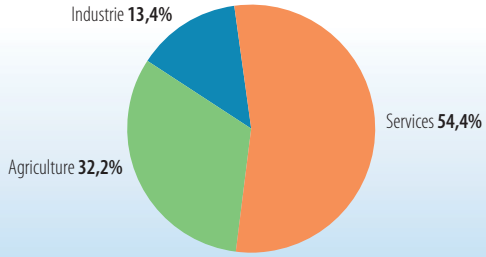
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

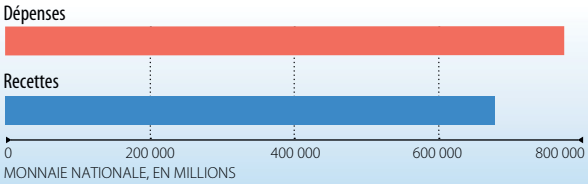
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	8 935
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	6 656
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	15 07,9
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	47,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	45,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	45,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	134/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	9,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

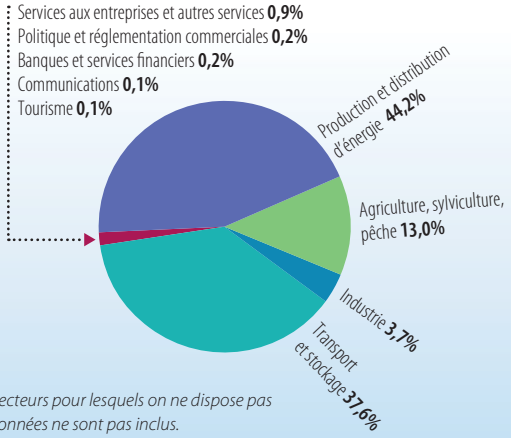
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	10	529	775
Infrastructure économique	58 955	189 408	109 273
Renforcement de la capacité de production	56 364	41 602	67 127
dont : marqueur du développement du commerce	..	585	5 649
Ajustement lié au commerce	..	51	38
Total aide pour le commerce	**115 328**	**231 590**	**177 213**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**15**	**26**	**20**

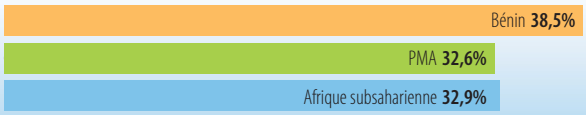
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

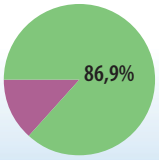
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



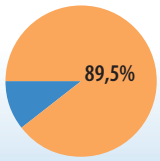
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	66 879
Banque mondiale	65 891
États-Unis	15 292
Allemagne	13 268
Belgique	8 933
FIDA	7 774



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	53 812
Banque mondiale	34 465
Danemark	27 851
BAfD	19 598
États-Unis	15 282
Allemagne	9 874



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

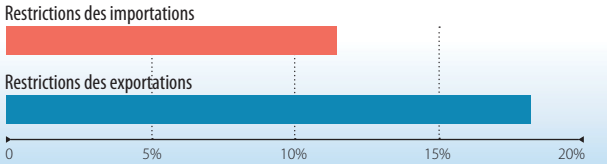
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

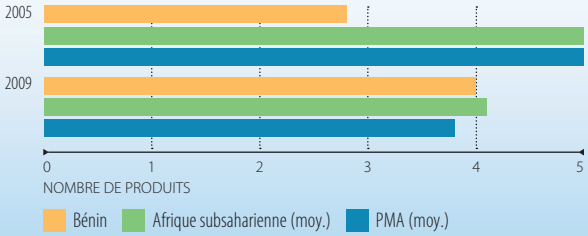
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



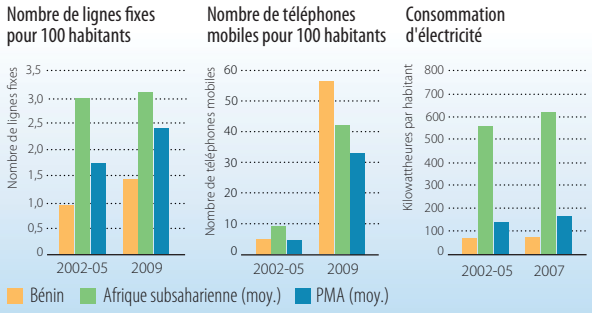
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



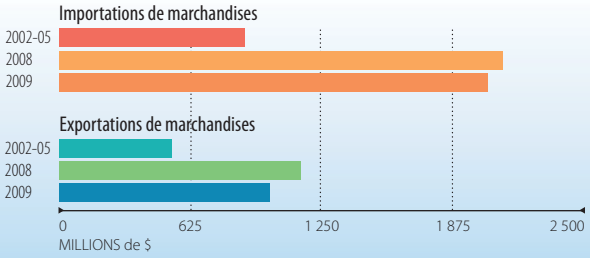
PRIORITÉ 3 : COÛTS D'AJUSTEMENT[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

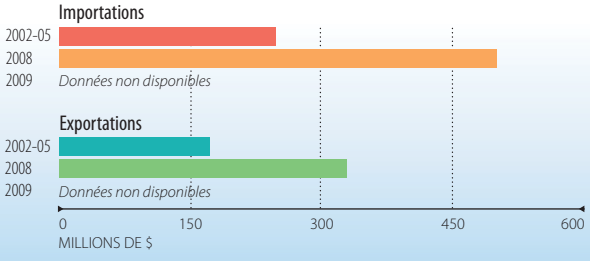
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

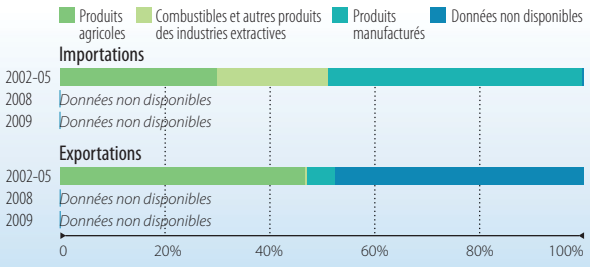
2006		2008	2009
Union européenne	36,6	-	-
Chine	8,5	-	-
Côte d'Ivoire	6,9	-	-

Exportations par principale destination (% du total)

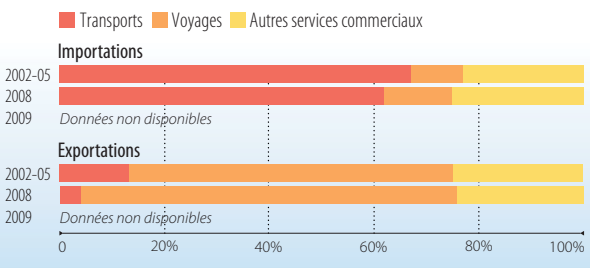
2006		2008	2009
Chine	24,0	-	-
Union européenne	10,8	-	-
Nigéria	8,7	-	-

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



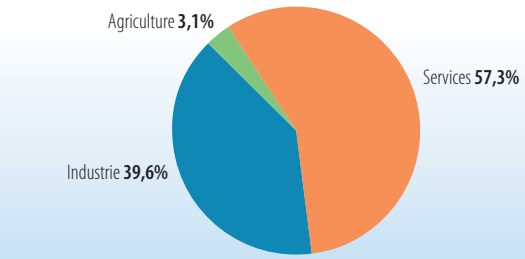
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

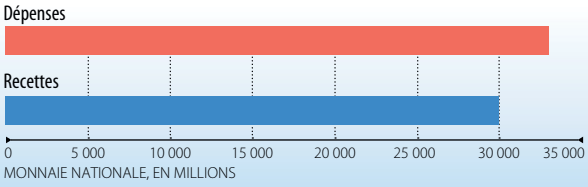
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 950
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	11 630
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	13 384,5
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1994)[6]	31,2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1994)[7]	65,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	98/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	5,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

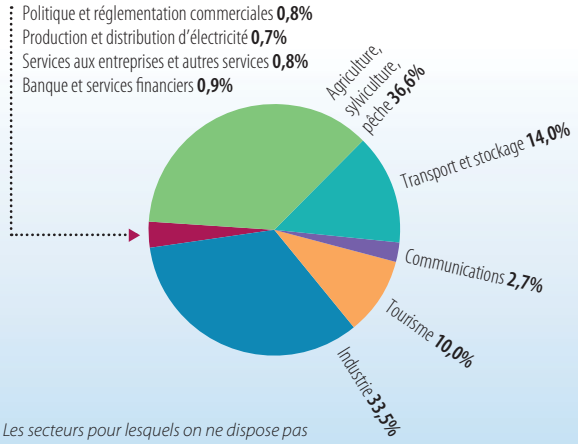
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - *Doing Business*
17 ICT (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	101	39	62
Infrastructure économique	1 563	822	13 339
Renforcement de la capacité de production	14 580	3 870	8 806
dont : marqueur du développement du commerce	..	8	512
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**16 245**	**4 731**	**22 207**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**9**	**2**	**11**

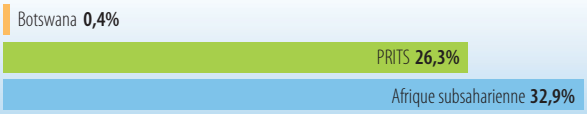
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

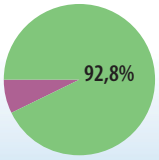
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



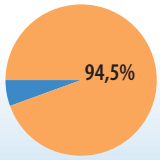
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	1 630
Japon	649
Canada	635
Suède	601
Allemagne	547
France	358



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	6 390
OFID	6 357
États-Unis	1 034
Japon	645
France	526
Suède	496



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

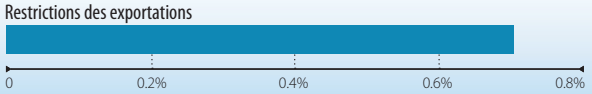
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

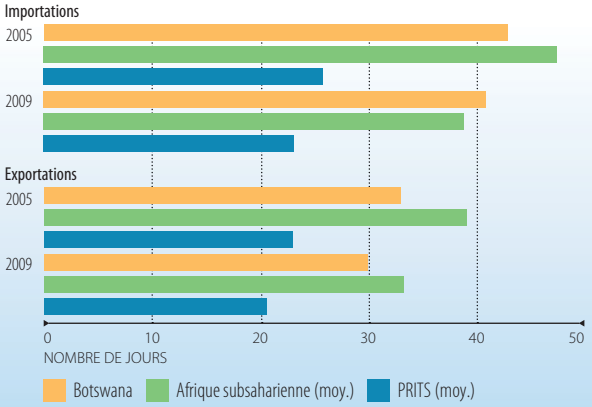
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

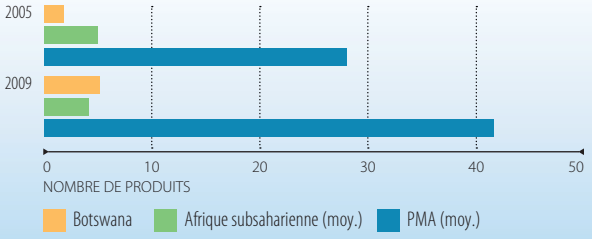
PRIORITÉ 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES[16]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]

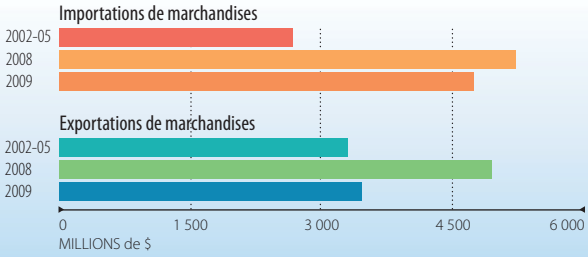
NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR



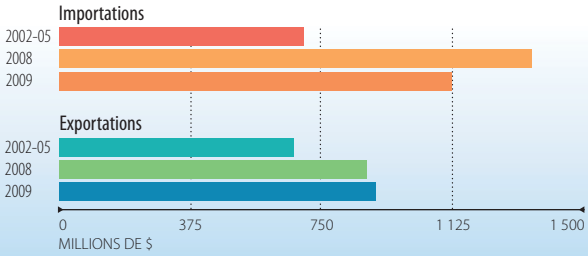
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

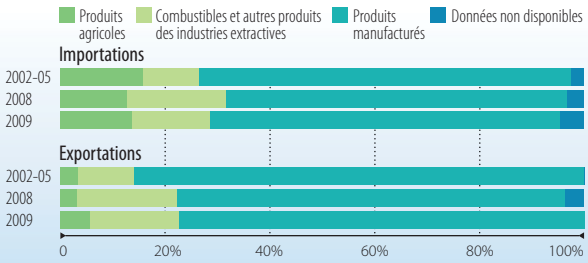
2007		2008		2009
Afrique du Sud	83,5	Afrique du Sud	78,6	-
Union européenne	6,0	Union européenne	10,4	-
Chine	1,8	Chine	2,8	-

Exportations par principale destination (% du total)

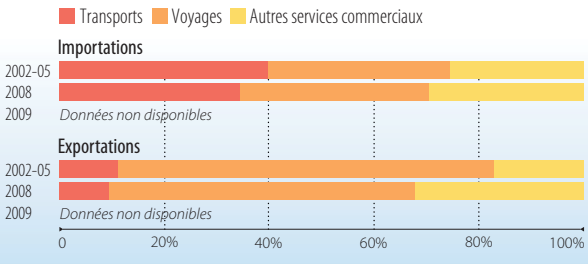
2007		2008		2009
Union européenne	67,7	Union européenne	60,4	-
Afrique du Sud	10,2	Afrique du Sud	20,3	-
Norvège	8,1	Chine	4,9	-

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



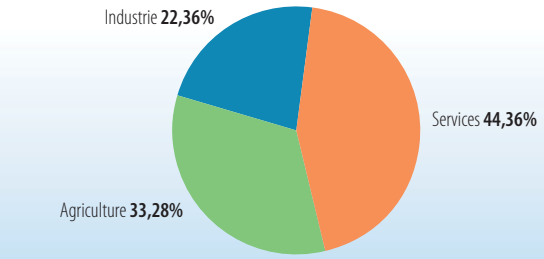
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

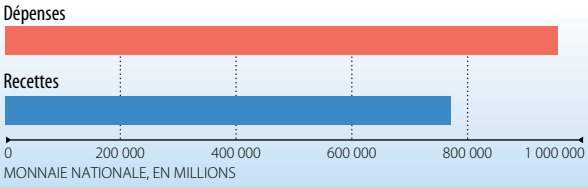
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	15 757
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 141
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 186,9
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	56,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	47,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,0
Indicateur du développement humain (2010)[9]	161/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	12,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

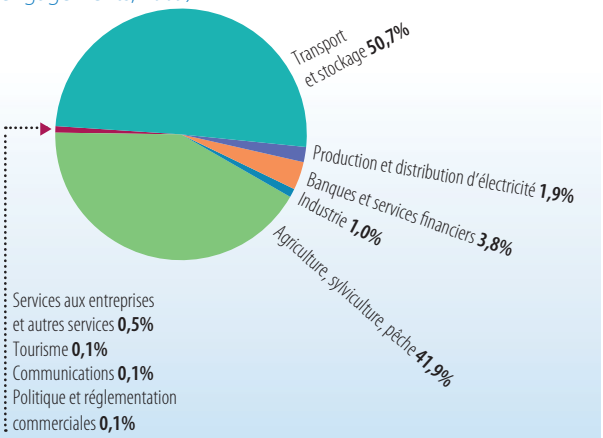
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	1 768	720	4 476
Infrastructure économique	134 435	304 079	82 923
Renforcement de la capacité de production	94 260	272 922	138 108
dont : marqueur du développement du commerce	..	142 555	25 277
Ajustement lié au commerce	..	0	..
Total aide pour le commerce	**230 463**	**577 721**	**225 507**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**18**	**37**	**14**

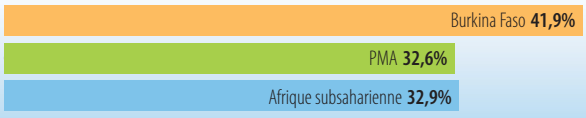
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

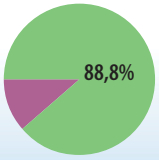
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



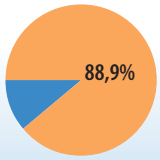
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	172 712
Banque mondiale	99 757
BAfD	61 646
France	13 592
Institutions de l'UE	12 514
Allemagne	9 957



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	99 509
Institutions de l'UE	32 863
France	24 617
BAfD	23 009
Danemark	9 728
Allemagne	8 468



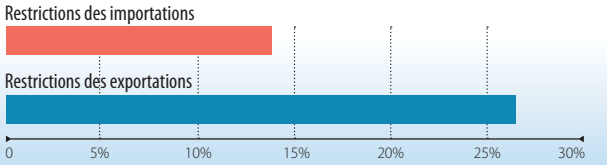
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

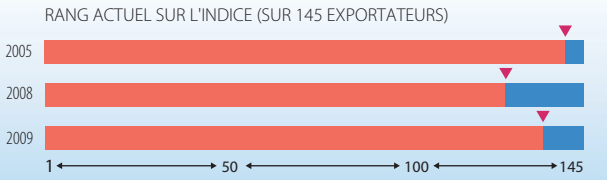
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

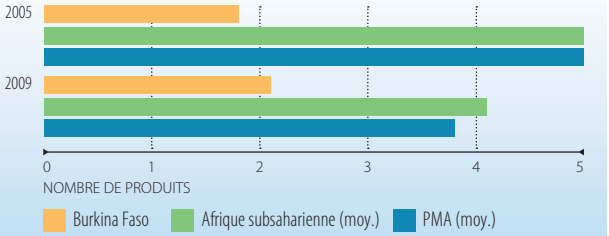
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

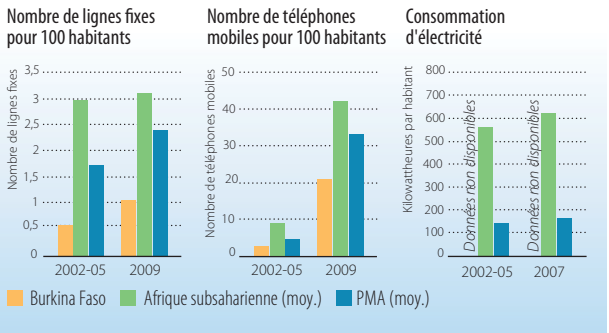


PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



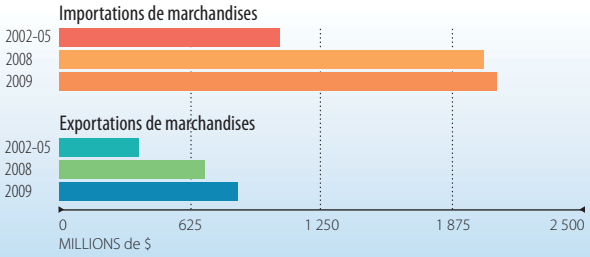
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



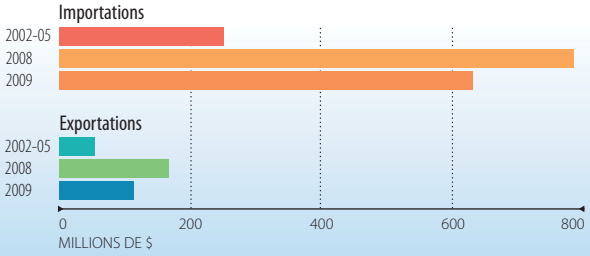
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2008	2009
Union européenne	33,3	-	-
Côte d'Ivoire	17,9	-	-
Togo	11,2	-	-

Exportations par principale destination (% du total)

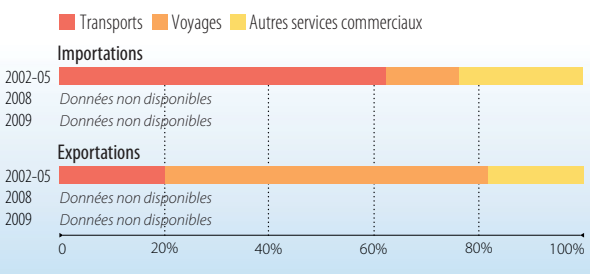
	2005	2008	2009
Togo	1.0	-	-
Ghana	16.6	-	-
Union européenne	13.7	-	-

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

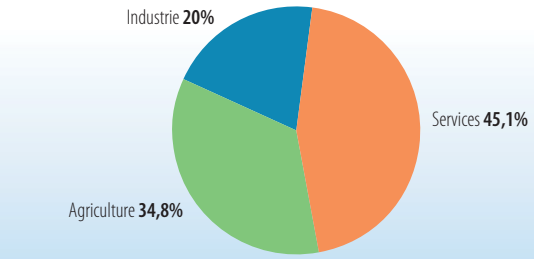
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

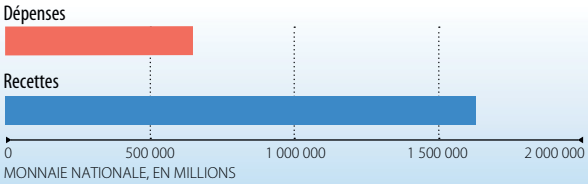
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	8 303
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 325
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	392,1
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	81,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	42,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2009)[8]	52,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	166/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	43,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

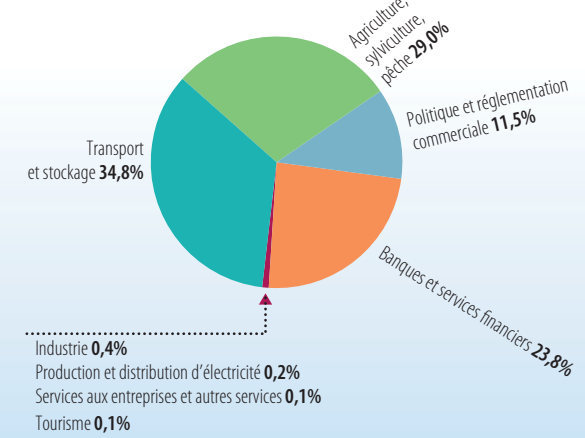
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT - Banques mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	15 304	5 510
Infrastructure économique	28 517	46 680	49 680
Renforcement de la capacité de production	23 253	71 113	31 790
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 772	1 379
Ajustement lié au commerce	..	7	1 053
Total aide pour le commerce	**51 770**	**133 104**	**88 033**
Aide pour le commerce par habitant ($)	7	16	11

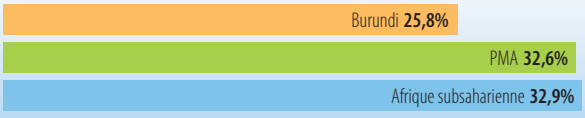
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

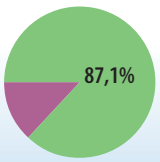
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



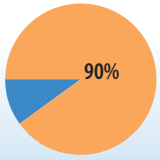
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	50 204
Belgique	19 772
Institutions de l'UE	9 082
Japon	7 851
FIDA	6 681
Pays-Bas	4 587



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	30 437
Banque mondiale	26 722
Belgique	9 322
OFID	3 409
BAfD	2 898
Pays-Bas	2 748



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

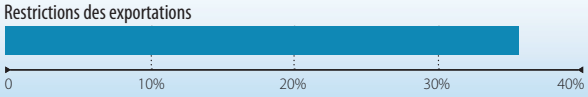
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. L'incidence du CIR sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national est peu sensible.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

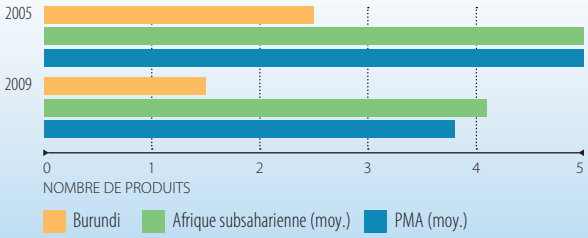
PRIORITÉ 1 : INTÉGRATION RÉGIONALE[16]

NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR



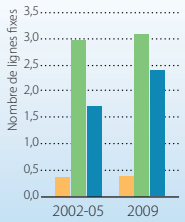
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

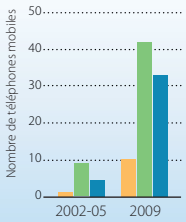


PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]

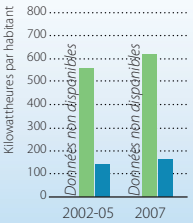
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants



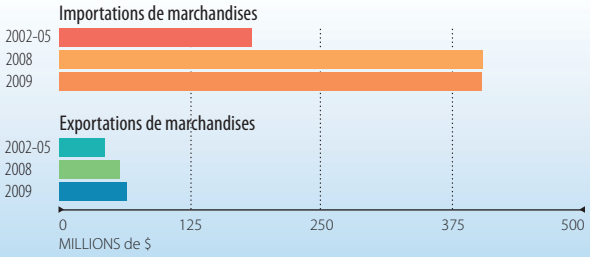
Consommation d'électricité



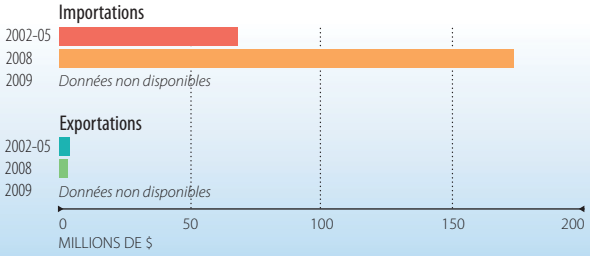
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

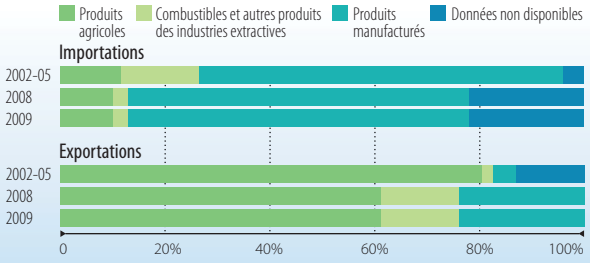
2007		2008		2009
Arabie saoudite	27,4	Union européenne	40,5	–
Union européenne	21,9	Ouganda	9,6	–
Ouganda	10,7	Kenya	8,8	–

Exportations par principale destination (% du total)

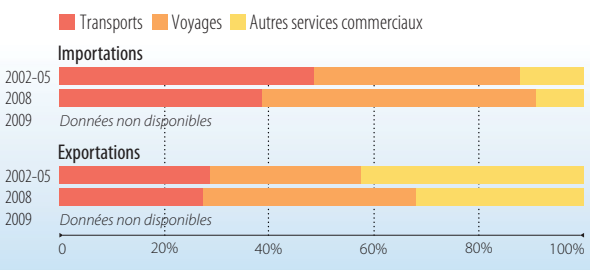
2007		2008		2009
Émirats arabes unis	34,2	Émirats arabes unis	43,6	–
Union européenne	12,9	Suisse	15,3	–
Suisse	10,9	Union européenne	11,7	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



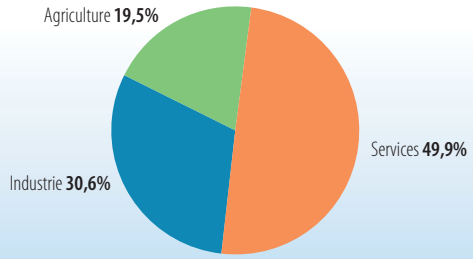
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

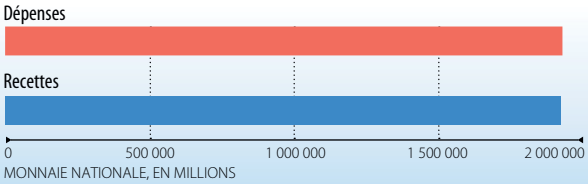
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	19 522
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	21 837
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 204,9
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2001)[6]	32,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2001)[7]	50,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	39,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	131/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

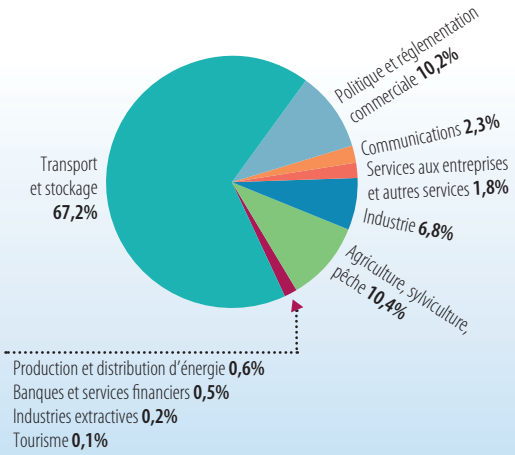
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Forum économique mondial - *Global Enabling Trade Report 2010*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	9	34 455	3 156
Infrastructure économique	67 497	236 739	102 802
Renforcement de la capacité de production	48 479	66 694	35 486
dont : marqueur du développement du commerce	..	6 104	7 538
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**115 985**	**337 888**	**141 444**
Aide pour le commerce par habitant ($)	7	17	7

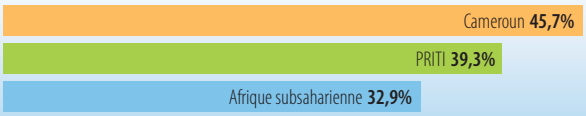
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

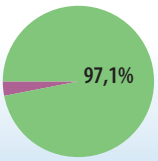
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



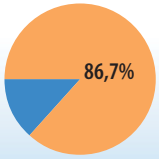
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	148 541
Institutions de l'UE	92 950
Japon	26 074
Belgique	11 977
France	4 195
Allemagne	3 457



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	44 047
Banque mondiale	29 334
BAfD	14 413
Allemagne	12 210
Belgique	11 862
Japon	6 473



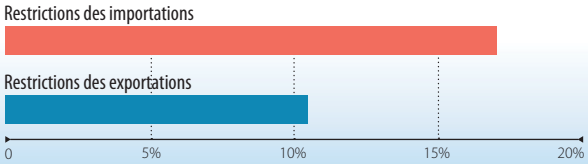
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

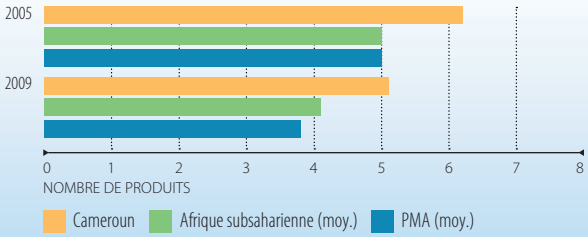
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

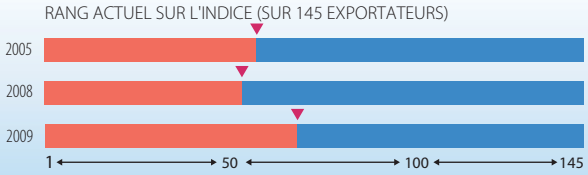
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

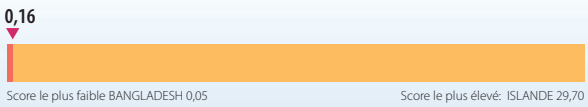
Indice des performances commerciales



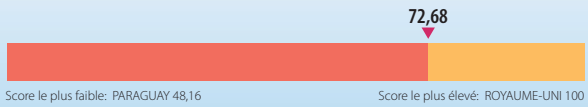
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[18]

Infrastructures transfrontières, 2010 (score)

Densité aéroportuaire



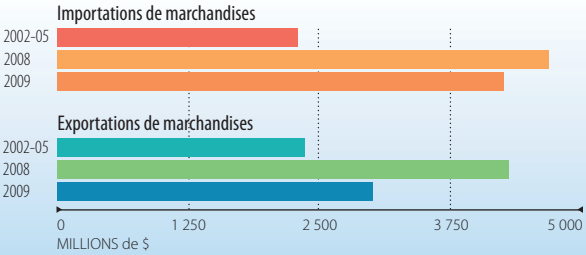
Indice de connectivité en matière de transbordement



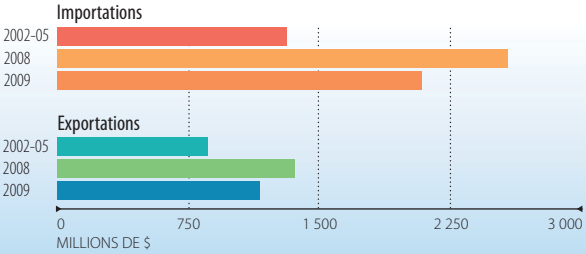
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

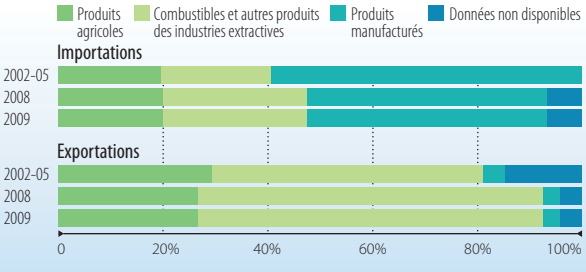
2006		2008	2009
Union européenne	35,0	–	–
Nigéria	23,3	–	–
Chine	6,3	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

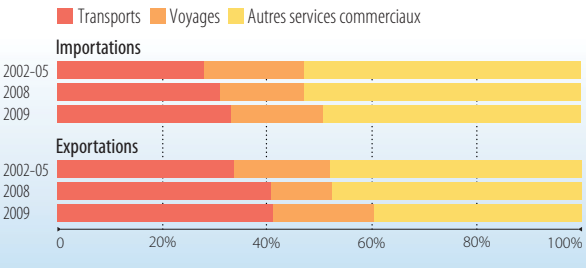
2006		2008	2009
Union européenne	74,3	–	–
États-Unis	6,4	–	–
Chine	3,4	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



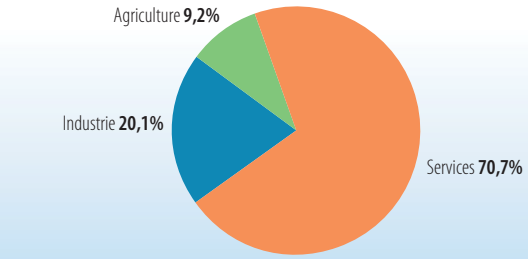
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

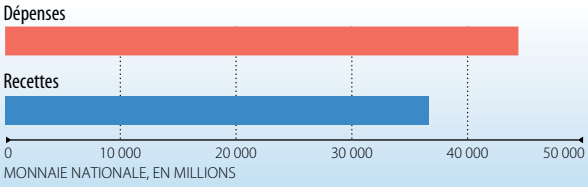
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	506
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 549
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	3 643,6
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2001)[6]	20,6
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2001)[7]	56,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	42,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	118/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	14,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

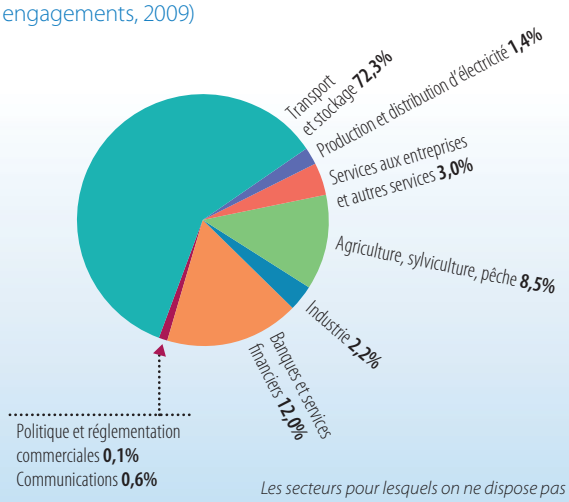
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial - *Global Enabling Trade Report 2010*
17 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	524	65	204
Infrastructure économique	55 042	93 839	58 325
Renforcement de la capacité de production	23 659	32 500	15 488
dont : marqueur du développement du commerce	..	8 787	7 914
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**79 225**	**126 404**	**74 017**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**170**	**250**	**146**

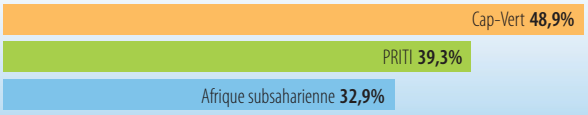
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

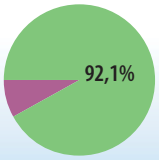
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



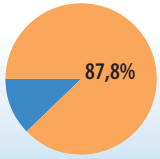
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Portugal	48 641
Japon	24 799
Espagne	11 131
Banque mondiale	9 965
France	6 571
États-Unis	6 179



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	26 929
Portugal	25 319
Institutions de l'UE	7 494
Espagne	6 794
Banque mondiale	4 606
Japon	3 469



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Incertitude quant au point de savoir si les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR ne participent pas à la supervision du programme commercial.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : AUTRES TRANSPORTS[16]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2001



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

Données non disponibles

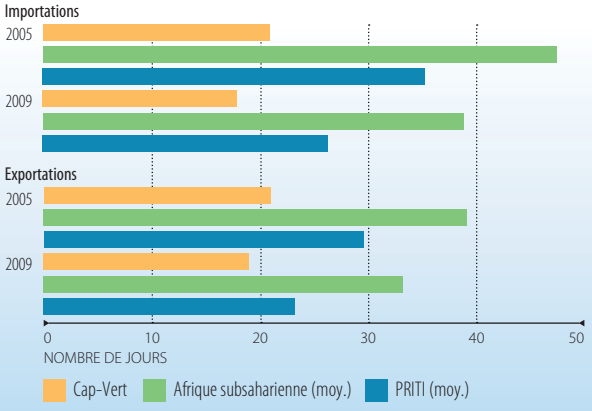
PRIORITÉ 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE[17]

NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR

2002 ● 2005 ● 2010 ●

PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

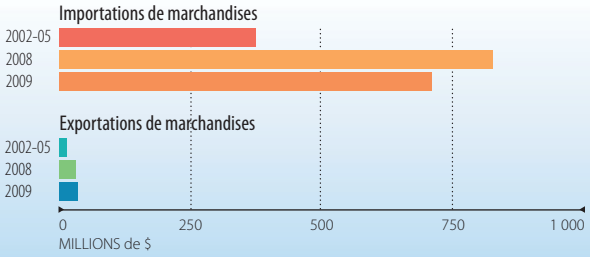
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



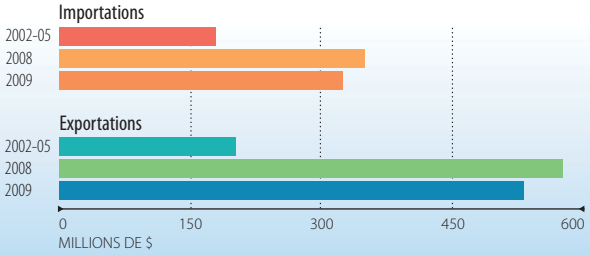
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

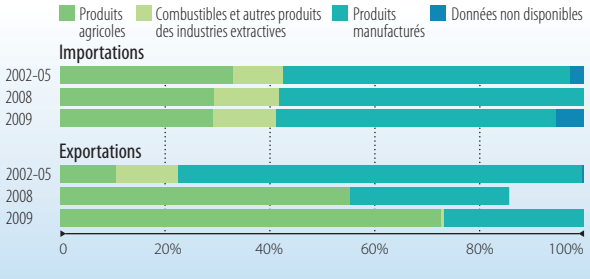
2007		2008		2009	
Union européenne	78,7	Union européenne	78,7	Union européenne	77,7
Brésil	6,2	Brésil	5,9	Brésil	4,8
Japon	3,6	Japon	3,4	Japon	3,1

Exportations par principale destination (% du total)

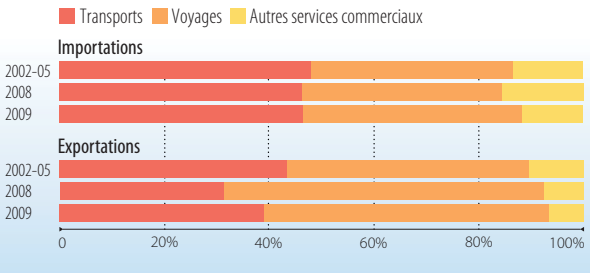
2007		2008		2009	
Union européenne	60,3	–		Union européenne	97,0
Côte d'Ivoire	30,7	–		États-Unis	0,7
Maroc	1,2	–		Inde	0,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



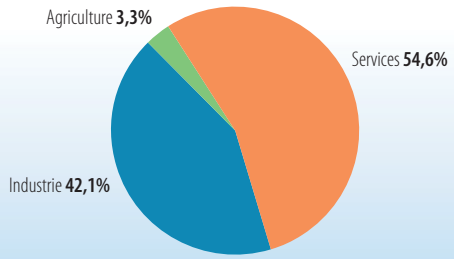
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

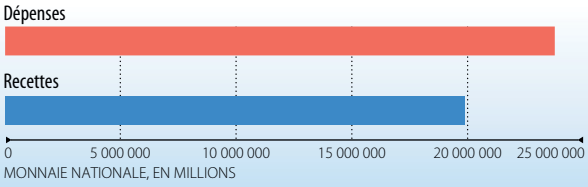
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	16 970
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	163 670
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	14 330,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	56,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	37,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	45/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,05

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

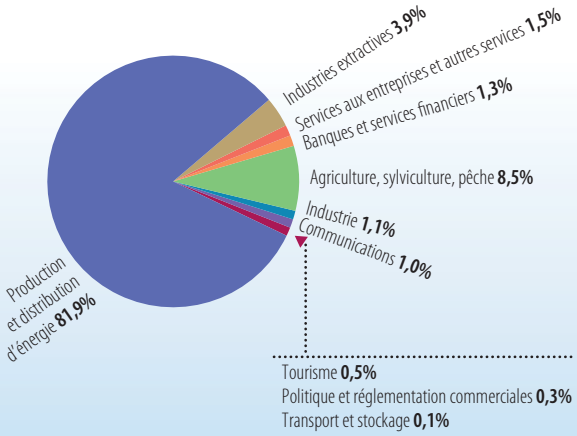
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 012	182	217
Infrastructure économique	2 733	58 506	19 772
Renforcement de la capacité de production	35 821	11 853	13 420
dont : marqueur du développement du commerce	..	736	4 770
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**40 566**	**70 541**	**33 409**
Aide pour le commerce par habitant ($)	3	4	2

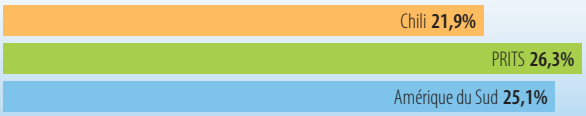
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

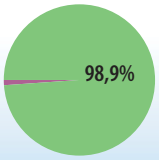
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



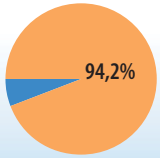
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Allemagne	62 334
Japon	4 664
États-Unis	2 532
BID	2 177
France	723
Espagne	608



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Norvège	21 793
Allemagne	6 765
Japon	4 627
Institutions de l'UE	2 375
États-Unis	1 345
BID	769



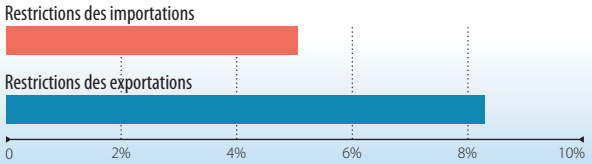
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

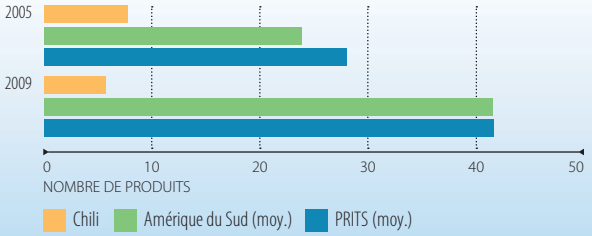
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

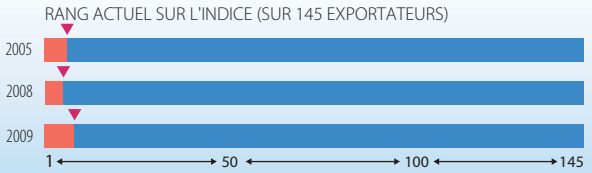
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



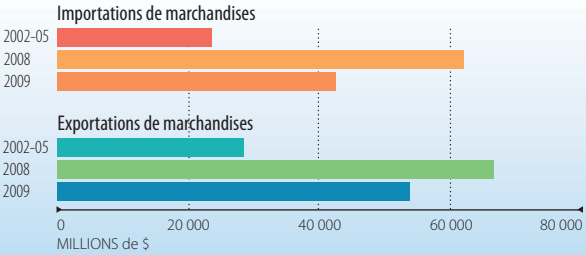
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



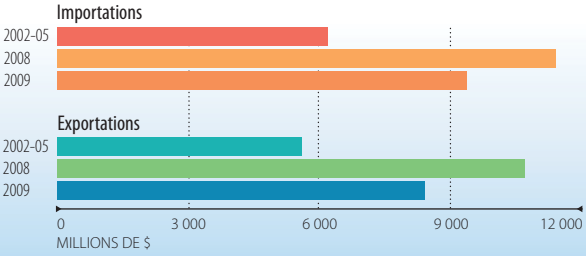
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

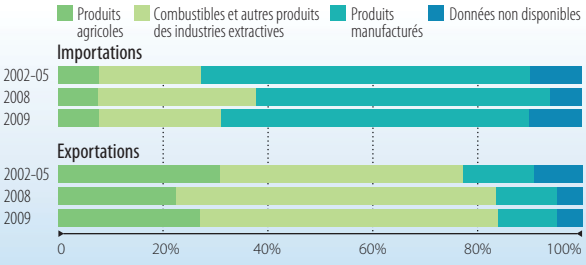
2007		2008		2009	
États-Unis	15,2	États-Unis	17,5	États-Unis	16,8
Union européenne	12,6	Union européenne	11,5	Union européenne	15,5
Chine	10,1	Chine	10,7	Chine	11,8

Exportations par principale destination (% du total)

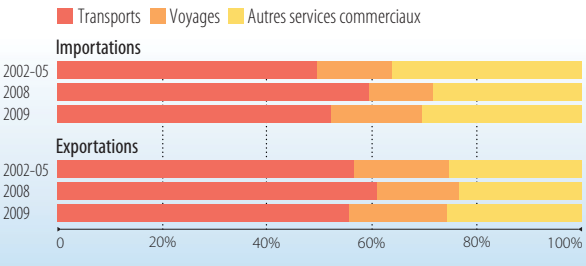
2007		2008		2009	
Union européenne	24,1	Union européenne	24,4	Chine	23,2
Chine	15,0	Chine	14,0	Union européenne	18,0
États-Unis	12,9	États-Unis	12,0	États-Unis	11,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



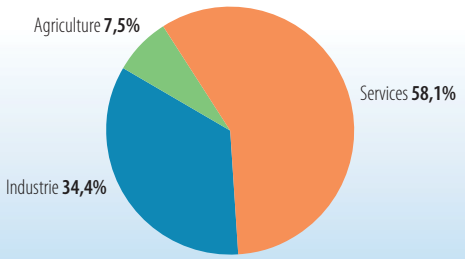
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

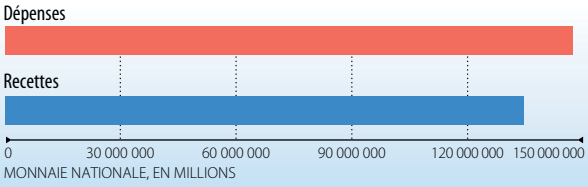
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	45 660
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	230 844
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 959,2
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	16,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	61,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	35,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	79/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

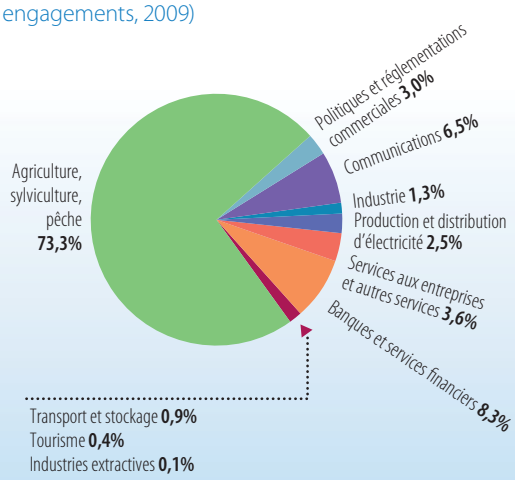
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	323	5 233	4 885
Infrastructure économique	1 862	17 234	8 164
Renforcement de la capacité de production	80 042	151 021	170 342
dont : marqueur du développement du commerce	..	12 077	29 586
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**82 226**	**173 488**	**183 392**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	4	4

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

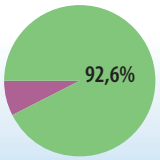
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



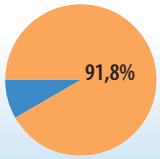
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	125 572
Espagne	22 530
Pays-Bas	5 396
Suisse	5 318
Corée	5 263
Allemagne	3 724



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	117 162
Espagne	23 421
Pays-Bas	6 853
Suisse	4 561
Institutions de l'UE	4 032
Royaume-Uni	3 543



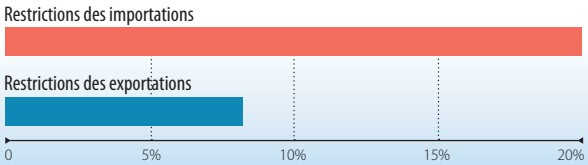
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

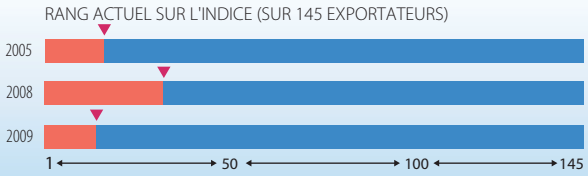
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : AUTRES - INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE[17]

Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

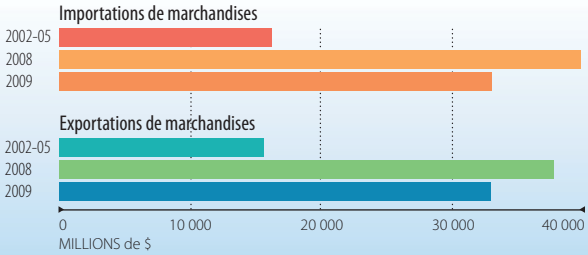
PRIORITÉ 3 : AUTRES - TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION[18]

Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays

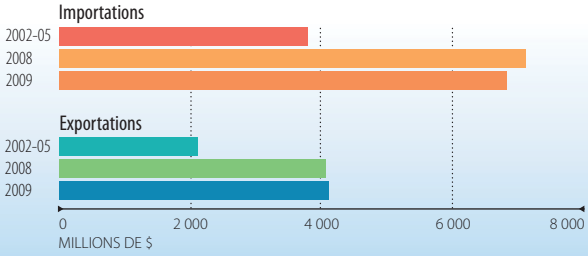
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

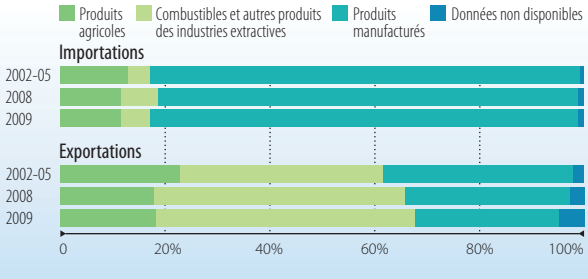
2007		2008		2009	
États-Unis	26,2	États-Unis	29,2	États-Unis	16,8
Union européenne	12,4	Union européenne	13,5	Union européenne	15,5
Chine	10,1	Chine	11,5	Chine	11,8

Exportations par principale destination (% du total)

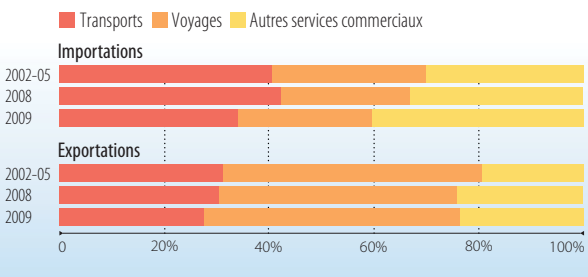
2007		2008		2009	
États-Unis	35,4	États-Unis	38,0	États-Unis	39,9
Venezuela, R. B.	17,4	Venezuela, R. B.	16,2	Union européenne	14,4
Union européenne	15,2	Union européenne	12,8	Venezuela, R. B..	12,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



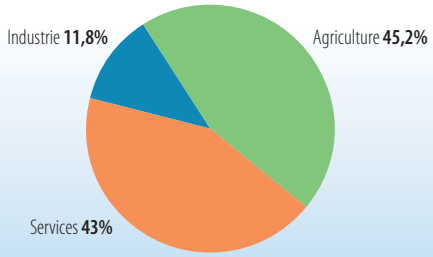
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

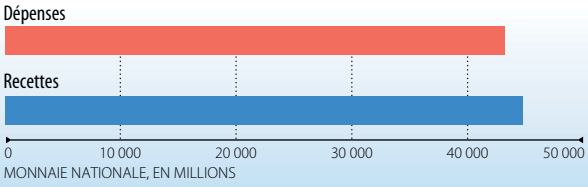
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	659
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	549
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)**3**	12,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 304,3
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	46,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	68,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,3
Indicateur du développement humain (2010)[9]	140/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	7,0

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

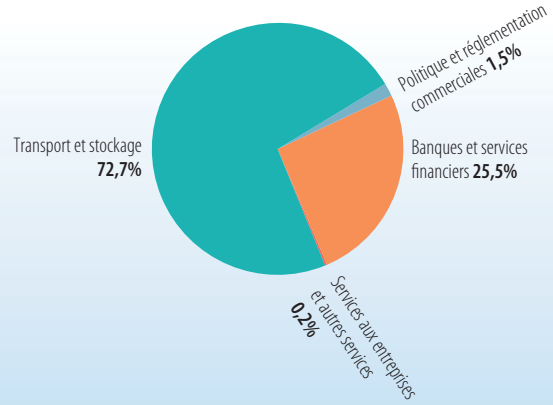
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	484	137
Infrastructure économique	3 076	23 117	2 239
Renforcement de la capacité de production	1 536	8 199	2 018
dont : marqueur du développement du commerce	..	90	89
Ajustement lié au commerce	..	1	..
Total aide pour le commerce	**4 612**	**31 800**	**4 394**
Aide pour le commerce par habitant ($)	8	48	7

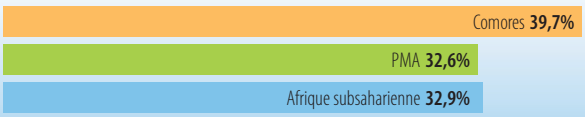
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

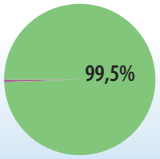
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



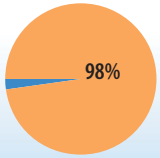
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	11 560
BAfD	4 055
FIDA	705
Canada	196
États-Unis	177
FMI	48



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
France	1 870
Institutions de l'UE	944
FEM	380
Banque mondiale	378
BAfD	177
Canada	39



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial.

Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

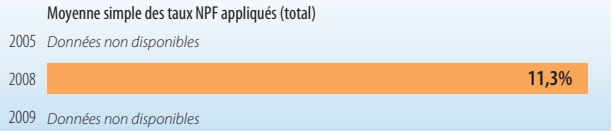
Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

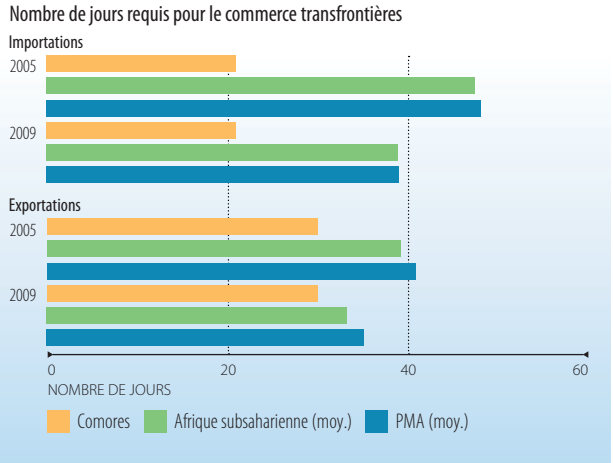
PRIORITÉ 1 : COÛTS DE L'ACCESSION À L'OMC[16]

L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur n'a pas été distribué aux membres du Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Le projet du rapport du Groupe de travail n'a pas été distribué aux membres du Groupe de travail de l'accession à l'OMC.

PRIORITÉ 2 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]



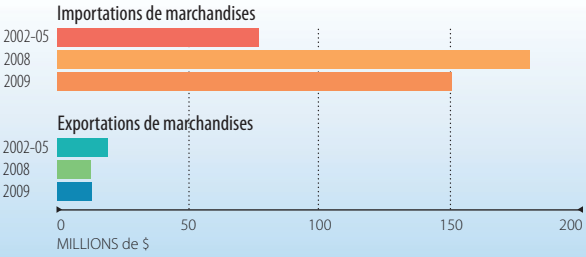
PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]



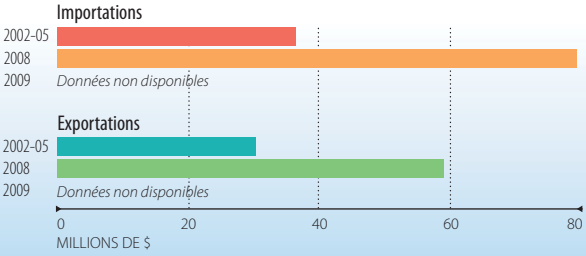
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

2007		2008	2009
Émirats arabes unis	38,6	–	–
Union européenne	12,8	–	–
Pakistan	4,0	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

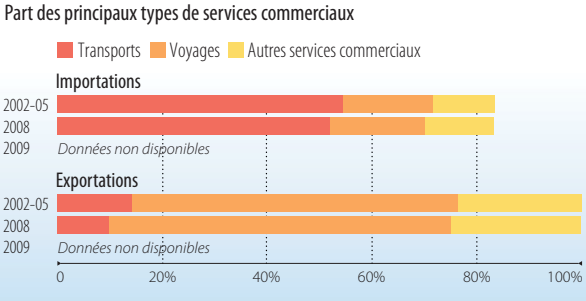
2007		2008	2009
Union européenne	16,1	–	–
Singapour	1,3	–	–
Inde	1,2	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

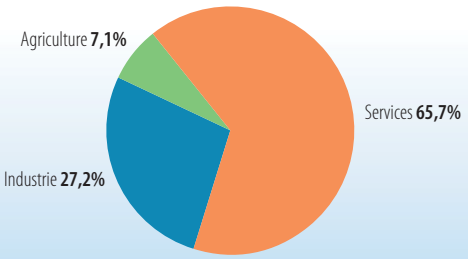
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

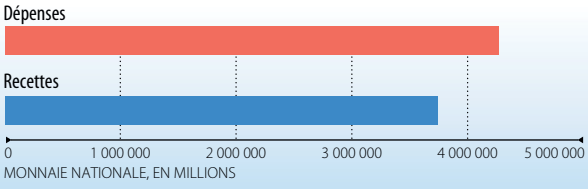
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	4 579
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	29 225
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	11 105,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	54,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	35,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	62/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

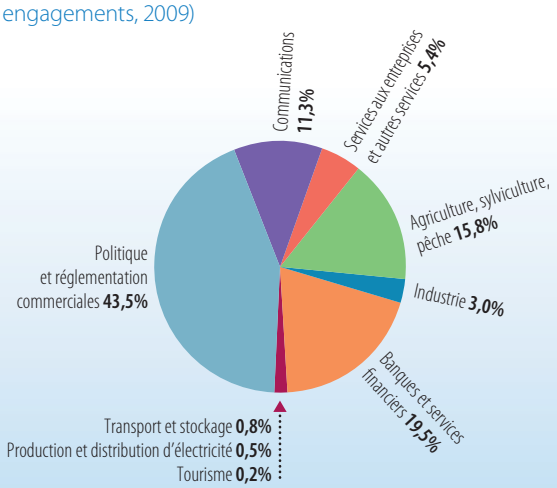
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	596	5 788	334
Infrastructure économique	24 462	1 675	70 916
Renforcement de la capacité de production	26 465	5 844	14 125
dont : marqueur du développement du commerce	..	369	1 230
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**51 523**	**13 308**	**85 375**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**12**	**3**	**19**

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

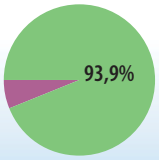
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



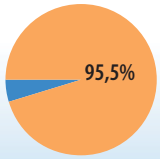
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Allemagne	8 339
Institutions de l'UE	5 949
Japon	2 136
Royaume-Uni	1 439
France	1 417
Espagne	1 350



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	43 549
Allemagne	15 248
Institutions de l'UE	2 961
Espagne	1 779
Royaume-Uni	1 439
France	1 417

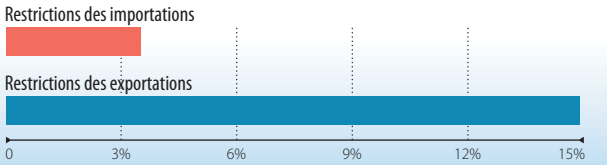


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

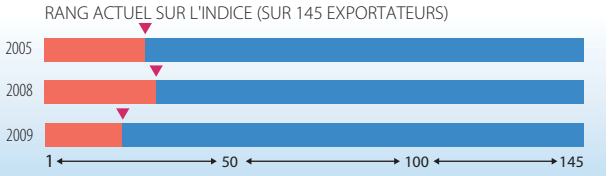
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

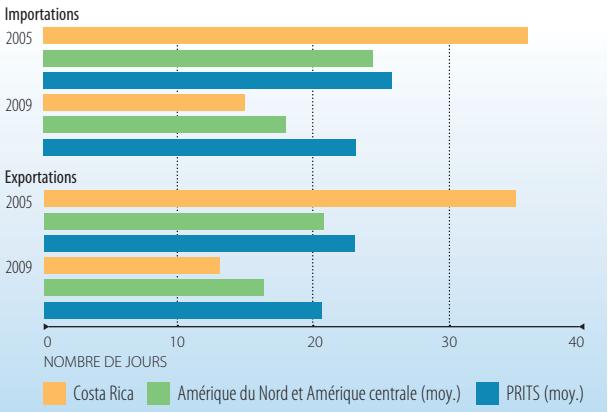
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



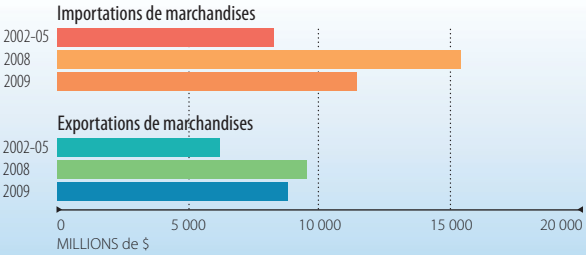
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

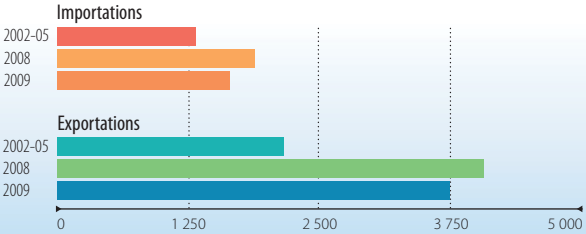
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

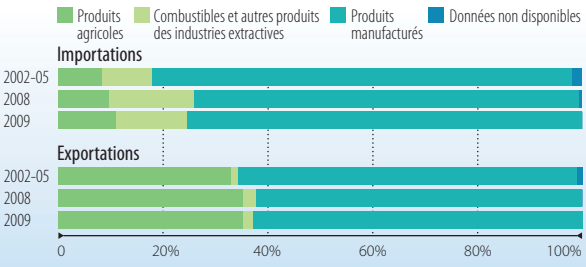
2007		2008		2009	
États-Unis	38,4	États-Unis	38,2	États-Unis	33,1
Union européenne	11,1	Union européenne	11,2	Union européenne	6,3
Chine	5,9	Mexique	6,2	Mexique	4,9

Exportations par principale destination (% du total)

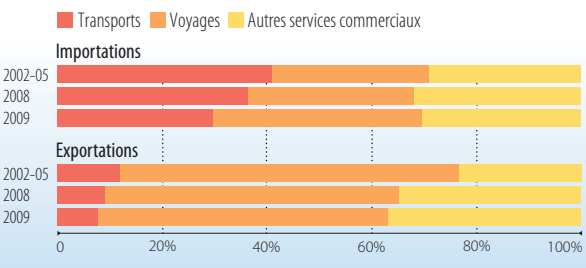
2007		2008		2009	
États-Unis	36,6	États-Unis	38,2	États-Unis	27,6
Union européenne	15,5	Union européenne	17,4	Union européenne	14,2
Chine	9,4	Chine	6,3	Chine	6,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



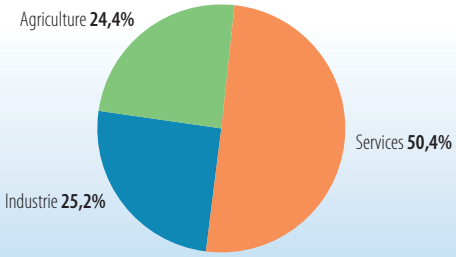
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

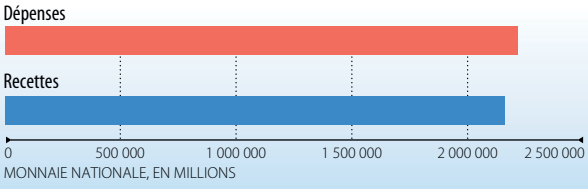
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	21 075
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	23 042
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 701,2
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2002)[6]	23,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2002)[7]	54,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	149/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

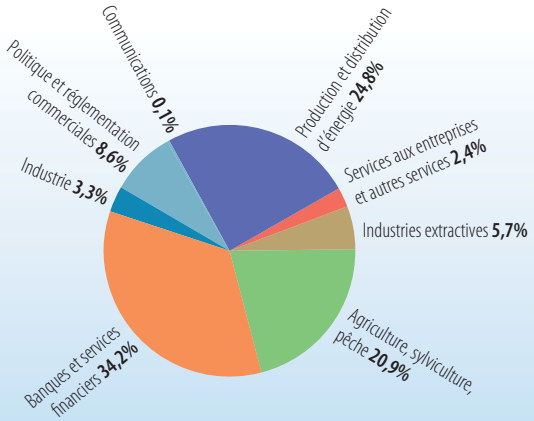
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	37	22 523	522
Infrastructure économique	5 713	65 312	32 330
Renforcement de la capacité de production	54 481	174 399	163 738
dont : marqueur du développement du commerce	..	11 195	12 527
Ajustement lié au commerce	..	16	..
Total aide pour le commerce	**60 231**	**262 250**	**196 590**
Aide pour le commerce par habitant ($)	3	12	9

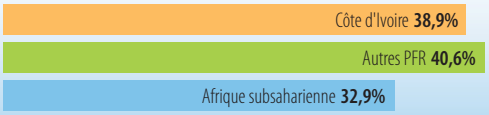
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

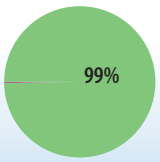
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



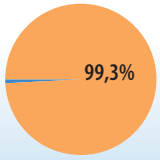
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	204 330
BAfD	29 292
Institutions de l'UE	19 105
FIDA	3 686
Belgique	2 323
Japon	791



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	169 999
BAfD	32 053
Institutions de l'UE	15 390
Belgique	2 323
OFID	1 806
Japon	789

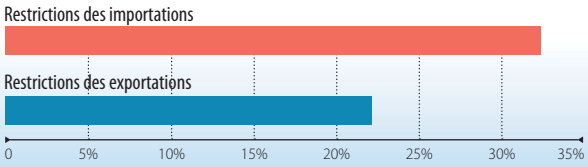


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

--

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



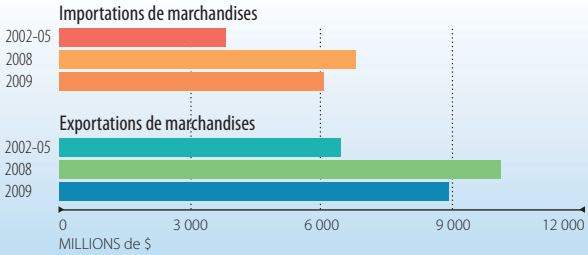
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL[16,17,18]

Pas de priorité indiquée. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

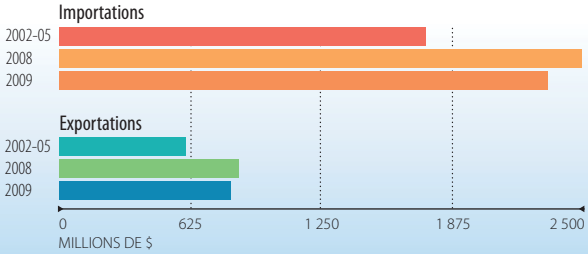
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

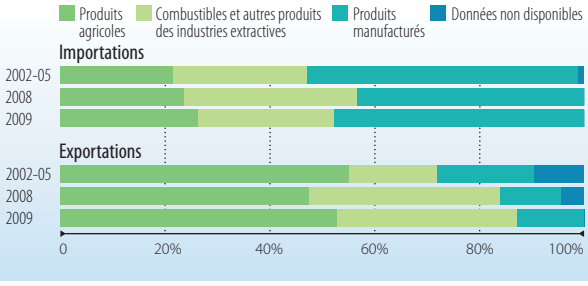
2007		2008		2009	
Union européenne	36,1	Nigéria	29,3	Union européenne	29,4
Nigéria	24,1	Union européenne	27,5	Nigéria	20,6
Chine	6,6	Chine	6,9	Chine	7,2

Exportations par principale destination (% du total)

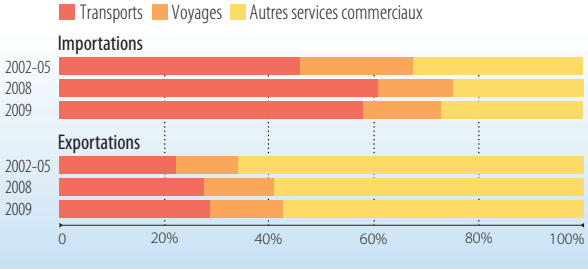
2007		2008		2009	
Union européenne	49,9	Union européenne	48,0	Union européenne	48,4
Nigéria	8,0	États-Unis	9,7	États-Unis	7,8
États-Unis	6,8	Nigéria	6,4	Nigéria	7,0

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



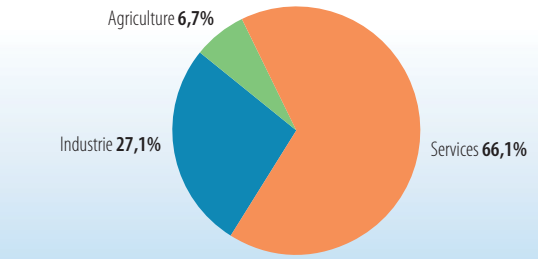
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

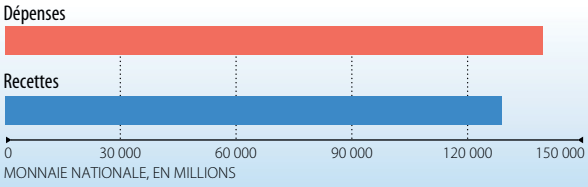
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	4 432
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	63 034
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-5,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	19 805,4
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	37,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	45,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	51/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

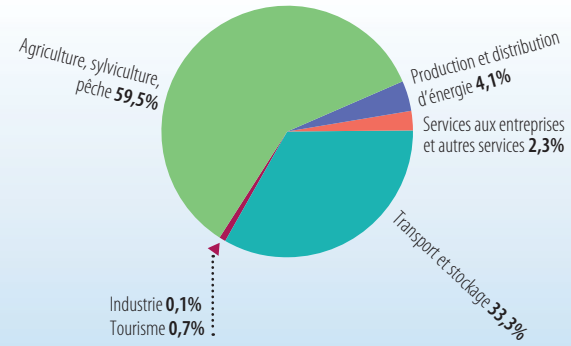
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17. Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 587	18	9
Infrastructure économique	39 485	28 992	13 655
Renforcement de la capacité de production	24 035	48 545	10 159
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 114	1 583
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**66 106**	**77 555**	**23 824**
Aide pour le commerce par habitant ($)	15	17	5

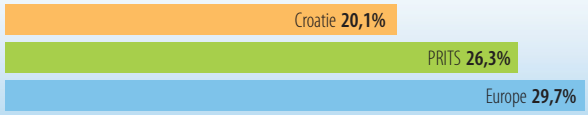
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

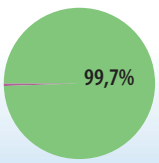
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



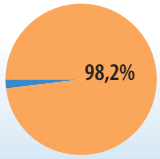
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	89 810
Allemagne	37 666
Norvège	1 691
Italie	359
États-Unis	192
PNUD	148



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	31 626
Allemagne	4 010
États-Unis	2 935
Norvège	971
Suède	731
Italie	154



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

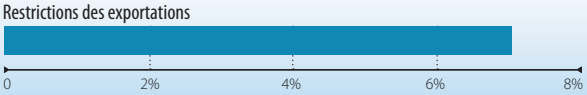
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national, mais les stratégies opérationnelles n'ont pas été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

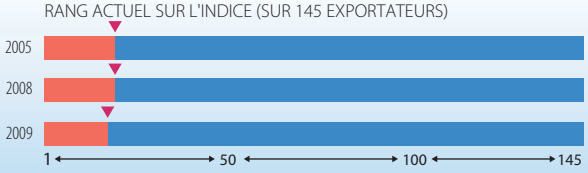
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

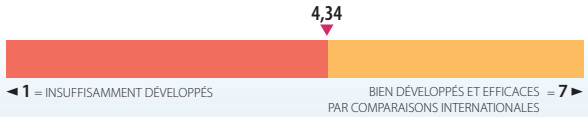


PRIORITÉ 2 : AUTRES TRANSPORTS[17]

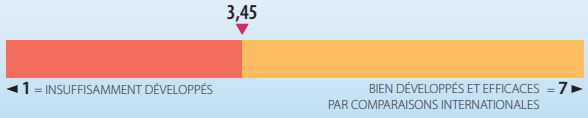
Routes revêtues (% des voies de circulation), 2007



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

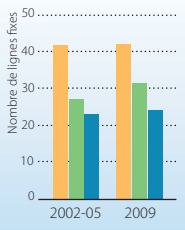


Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

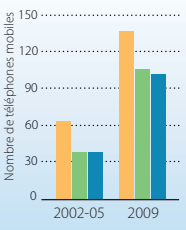


PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]

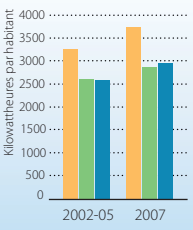
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants



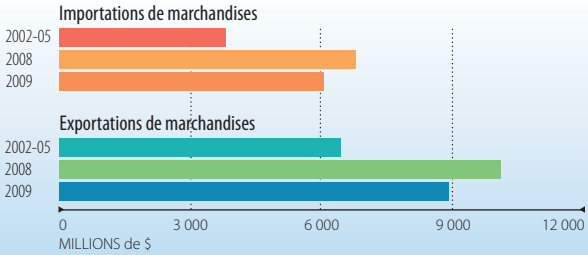
Consommation d'électricité



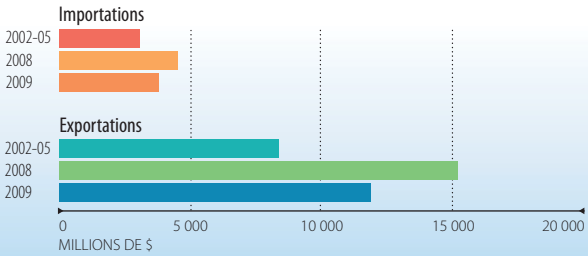
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

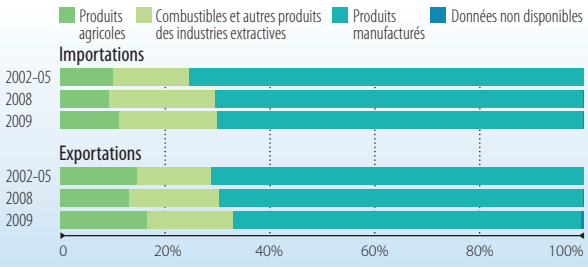
2007		2008		2009	
Union européenne	64,8	Union européenne	64,1	Union européenne	62,7
Fédération de Russie	10,1	Fédération de Russie	10,4	Fédération de Russie	9,5
Chine	6,2	Chine	6,1	Chine	6,8

Exportations par principale destination (% du total)

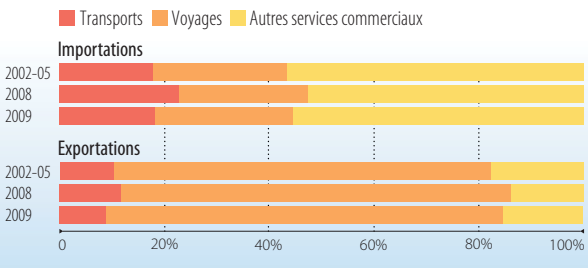
2007		2008		2009	
Union européenne	60,3	Union européenne	60,9	Union européenne	60,5
Bosnie-Herzégovine	14,4	Bosnie-Herzégovine	15,4	Bosnie-Herzégovine	12,9
Serbie	5,4	Serbie	5,5	Serbie	5,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



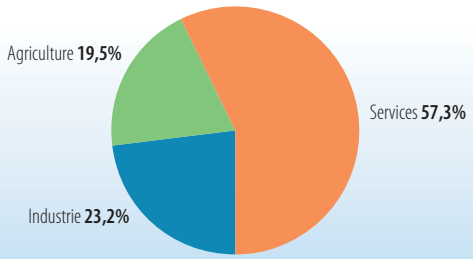
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

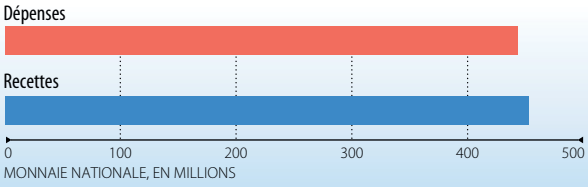
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	74
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	378
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-0,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 882,9
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	6,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

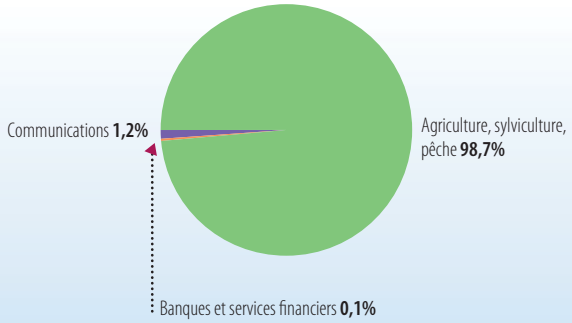
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17. Banque mondiale - *Doing Business*
18. Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4	..	286
Infrastructure économique	7 535	105	11 072
Renforcement de la capacité de production	7 448	8 373	11 556
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	..
Ajustement lié au commerce	..	1	..
Total aide pour le commerce	14 987	8 479	22 914
Aide pour le commerce par habitant ($)	208	115	310

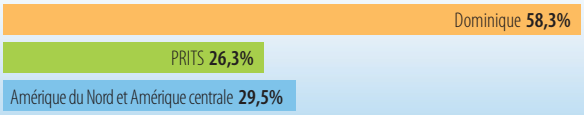
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	4 465
Institutions de l'UE	2 536
Banque mondiale	443
FMI	108
OMC	12
PNUD	2



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	13 901
Japon	2 084
Canada	453
France	364
Banque mondiale	358
OMC	12



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

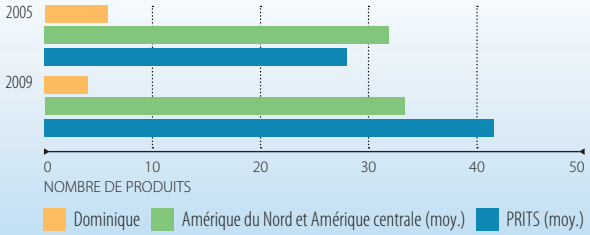
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

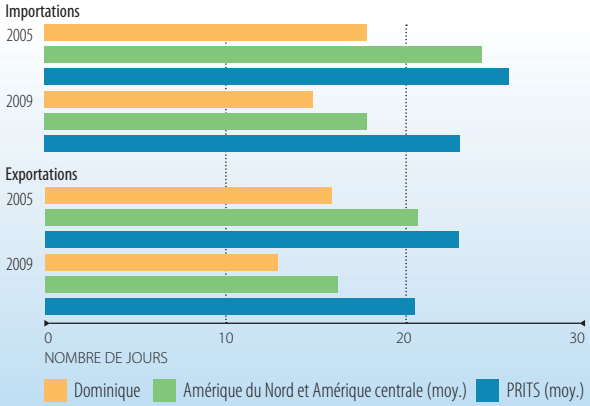
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



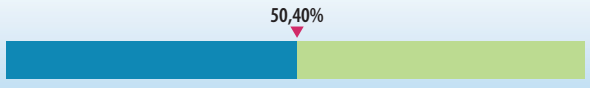
PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 3 : AUTRES TRANSPORTS[18]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2001



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

Données non disponibles

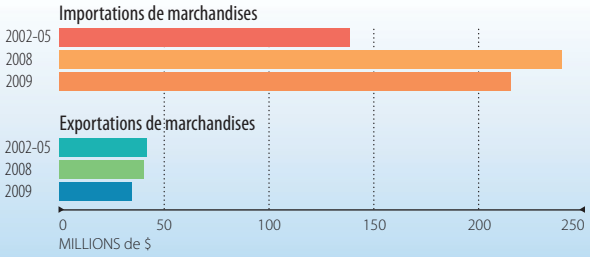
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

Données non disponibles

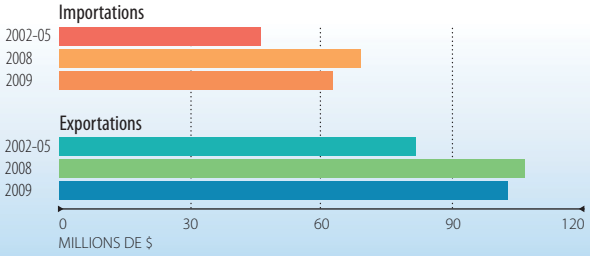
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

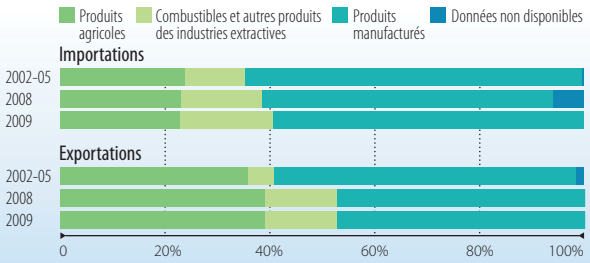
2007		2008		2009
États-Unis	35,7	États-Unis	39,7	–
Trinité-et-Tobago	23,1	Trinité-et-Tobago	21,3	–
Union européenne	11,4	Union européenne	9,6	–

Exportations par principale destination (% du total)

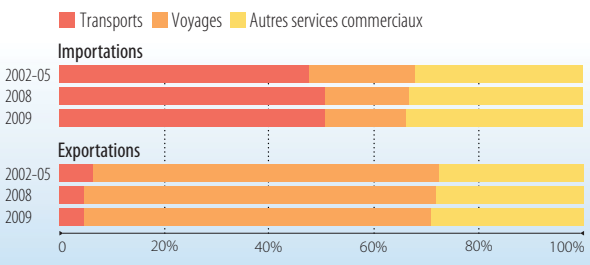
2007		2008		2009
Union européenne	23,9	Union européenne	27,1	–
Jamaïque	20,0	Jamaïque	16,3	–
Antigua-et-Barbuda	15,5	Antigua-et-Barbuda	15,2	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



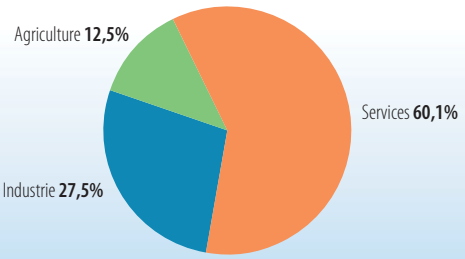
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

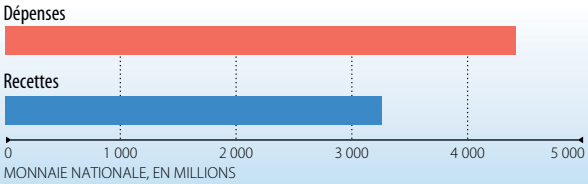
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	6 163
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	22 174
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	6 629,3
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	6,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	52,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	42,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	90/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

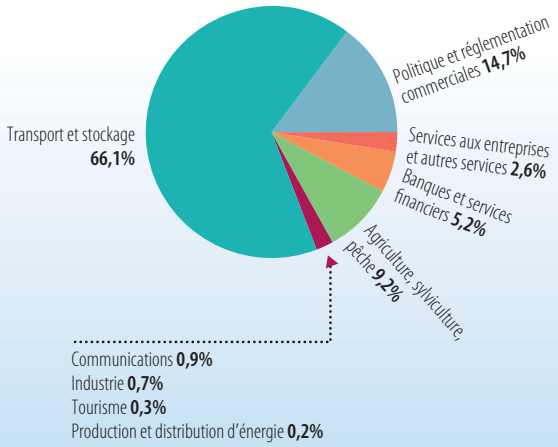
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	367	19 499	4 724
Infrastructure économique	9 034	89 217	34 675
Renforcement de la capacité de production	20 211	23 998	42 150
dont : marqueur du développement du commerce	..	10 603	24 181
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**29 612**	**132 714**	**81 550**
Aide pour le commerce par habitant ($)	5	22	13

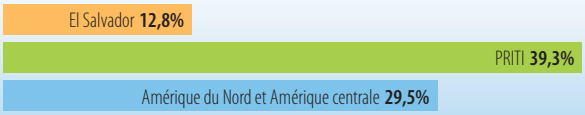
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

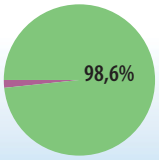
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



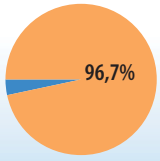
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	104 814
Allemagne	15 593
Espagne	11 554
Institutions de l'UE	8 425
Japon	2 517
Corée	1 472



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	30 122
Japon	24 469
Espagne	14 453
Allemagne	3 916
Institutions de l'UE	3 234
Corée	1 680

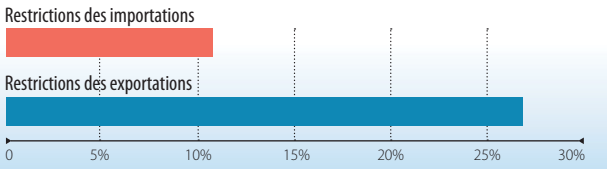


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

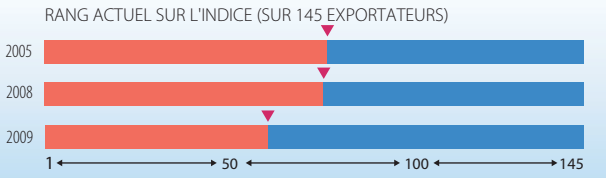
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

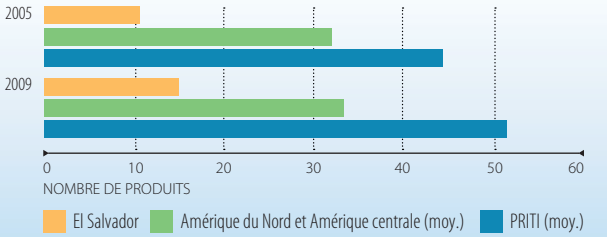
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



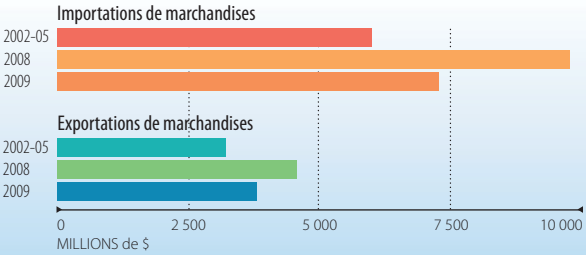
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



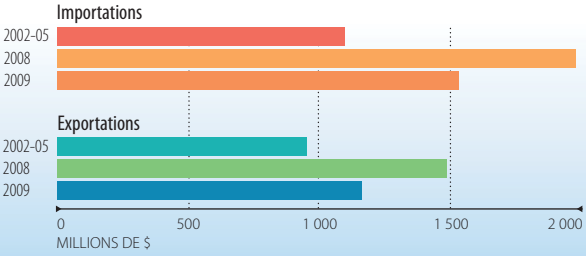
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

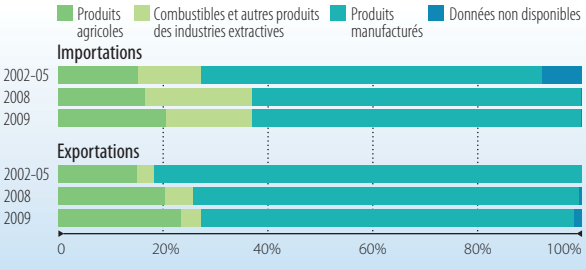
2007		2008		2009	
États-Unis	36,2	États-Unis	34,4	États-Unis	36,1
Mexique	9,7	Mexique	9,0	Guatemala	10,4
Guatemala	8,5	Guatemala	8,5	Mexique	7,4

Exportations par principale destination (% du total)

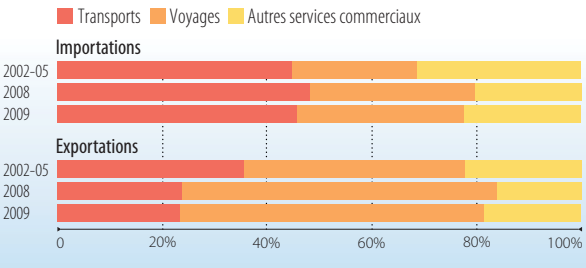
2007		2008		2009	
États-Unis	51,1	États-Unis	48,1	États-Unis	46,6
Guatemala	13,5	Guatemala	13,6	Guatemala	14,0
Honduras	11,2	Honduras	13,0	Honduras	13,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



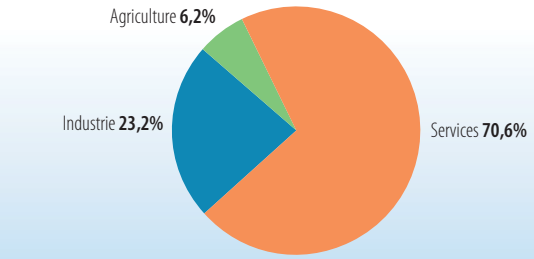
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

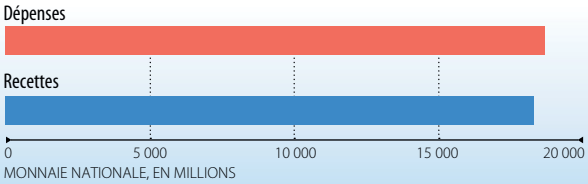
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	13 625
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	57 249
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 267,7
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	4,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	58,5
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	37,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	77/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

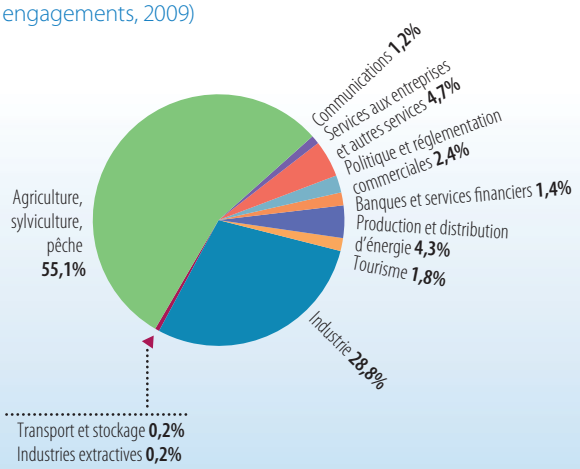
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 912	1 769	2 445
Infrastructure économique	1 548	4 160	4 976
Renforcement de la capacité de production	44 613	68 007	48 107
dont : marqueur du développement du commerce	..	29 806	20 357
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**51 073**	**73 936**	**55 527**
Aide pour le commerce par habitant ($)	4	5	4

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

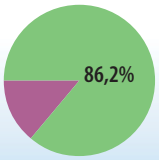
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



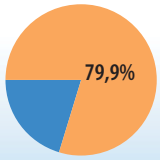
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	23 391
Espagne	12 929
Allemagne	9 989
BID	5 929
États-Unis	4 472
Belgique	4 004



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Espagne	21 032
États-Unis	8 414
Institutions de l'UE	6 261
Belgique	4 365
Suisse	2 690
Japon	2 572



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

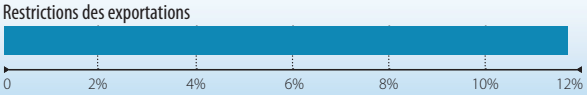
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



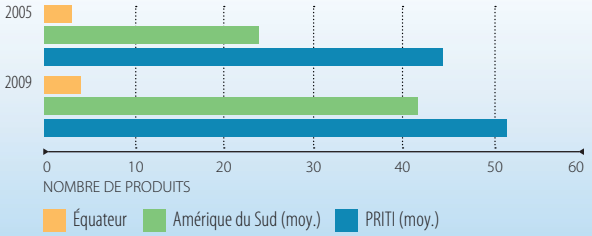
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : CHAÎNES DE VALEUR[16]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]

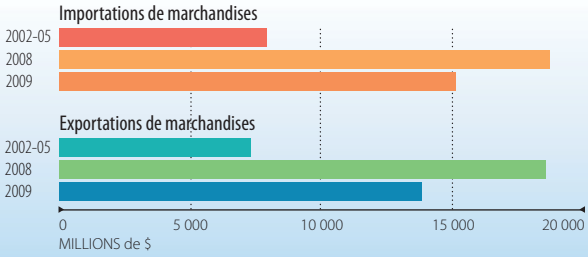
NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR



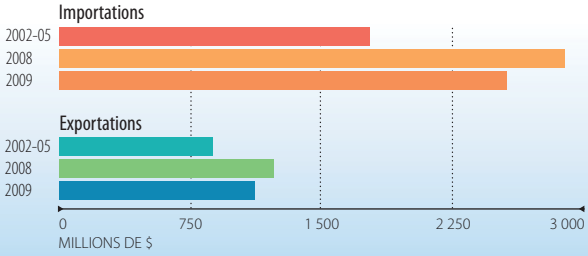
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

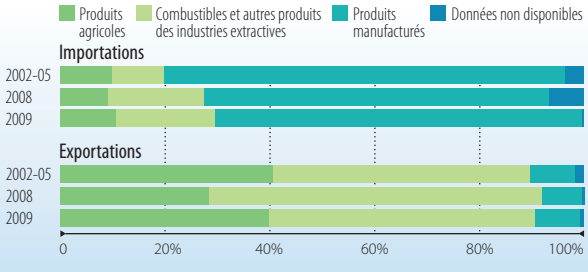
2007		2008		2009	
États-Unis	20,6	États-Unis	14,9	États-Unis	16,5
Colombie	11,0	Chine	12,4	Chine	11,4
Venezuela, R. B.	9,7	Colombie	9,2	Colombie	9,6

Exportations par principale destination (% du total)

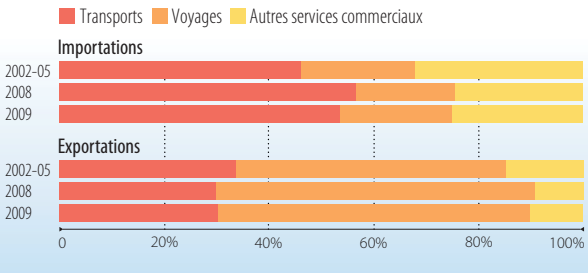
2007		2008		2009	
États-Unis	43,3	États-Unis	45,3	États-Unis	33,4
Union européenne	12,7	Union européenne	11,3	Union européenne	15,1
Pérou	10,8	Pérou	9,2	Panama	14,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



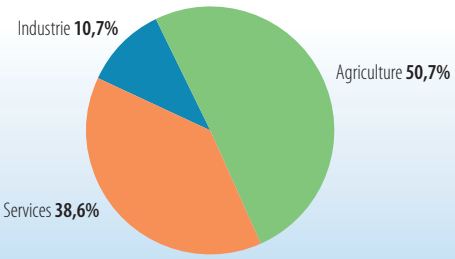
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

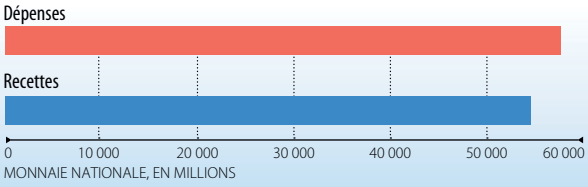
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	82 825
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	28 537
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	8,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	934,4
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	39,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	39,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	157/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	12,8

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

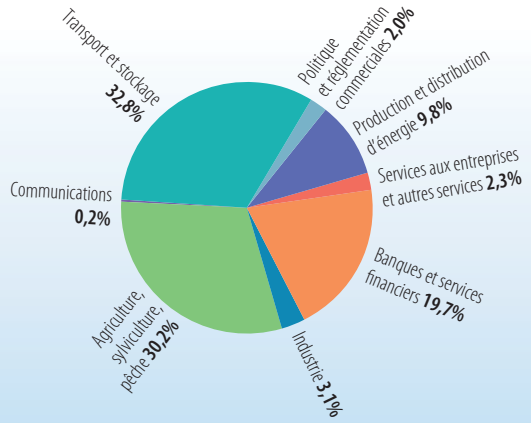
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 227	17 920	5 016
Infrastructure économique	337 670	377 931	456 086
Renforcement de la capacité de production	193 591	487 771	654 810
dont : marqueur du développement du commerce	..	85 451	20 373
Ajustement lié au commerce	..	8	562
Total aide pour le commerce	**533 488**	**883 630**	**1 116 474**
Aide pour le commerce par habitant ($)	7	11	13

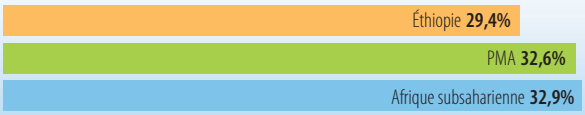
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

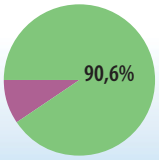
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



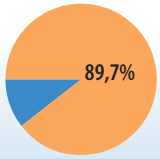
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	399 280
Institutions de l'UE	158 779
BAfD	84 793
Allemagne	32 667
France	31 633
États-Unis	28 712



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	394 469
BAfD	152 109
Institutions de l'UE	113 500
Italie	36 551
Allemagne	35 025
États-Unis	21 538



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

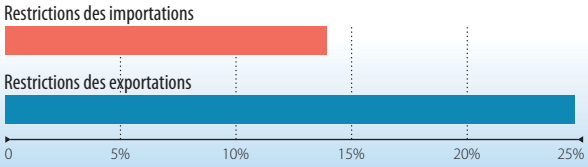
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le commerce est partiellement intégré dans le plan national.

Le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles pour tenir compte des priorités en matière d'aide pour le commerce.

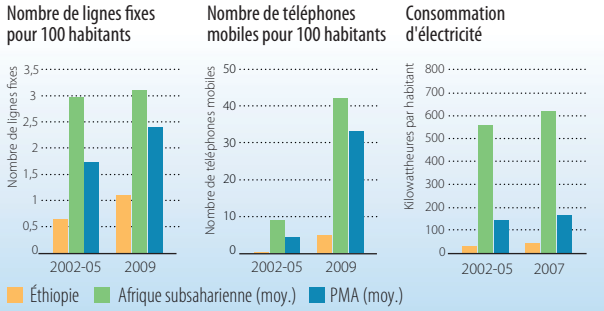
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



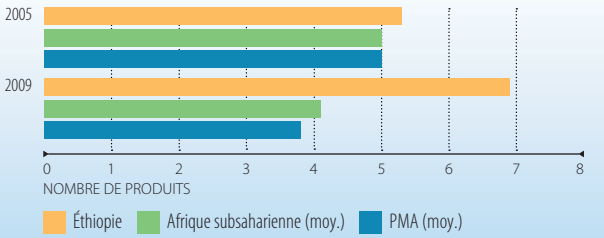
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



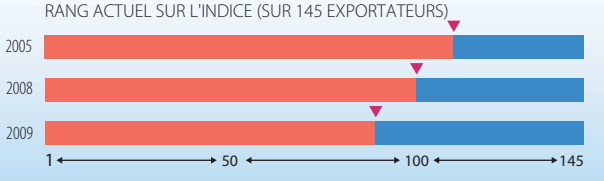
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

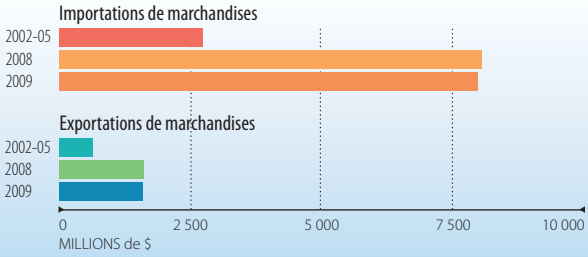
Indice des performances commerciales



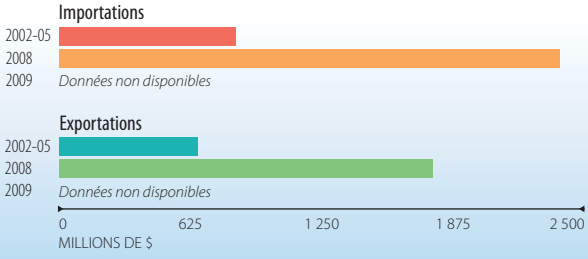
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

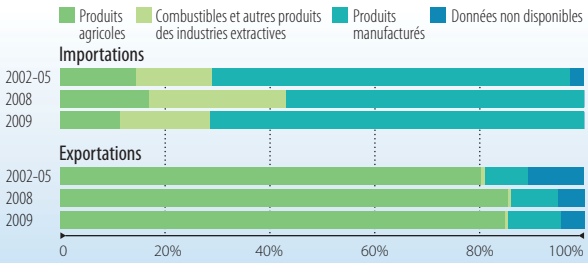
2007		2008		2009	
Union européenne	22,3	Chine	20,2	Chine	24,1
Chine	19,6	Union européenne	18,7	Union européenne	16,2
Arabie saoudite	11,4	Arabie saoudite	14,2	Arabie saoudite	11,7

Exportations par principale destination (% du total)

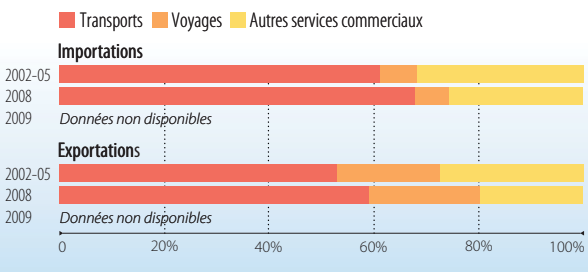
2007		2008		2009	
Union européenne	34,6	Union européenne	35,0	Union européenne	30,0
États-Unis	8,4	Arabie saoudite	7,7	Chine	15,0
Arabie saoudite	7,0	États-Unis	7,2	Somalie	8,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



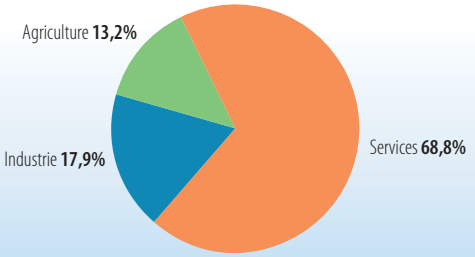
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

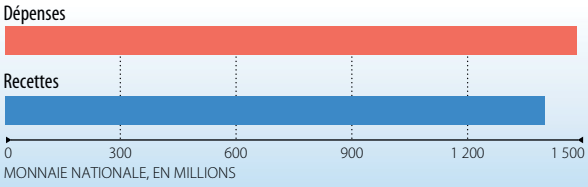
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	849
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	3 034
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 526,2
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	32,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	86/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

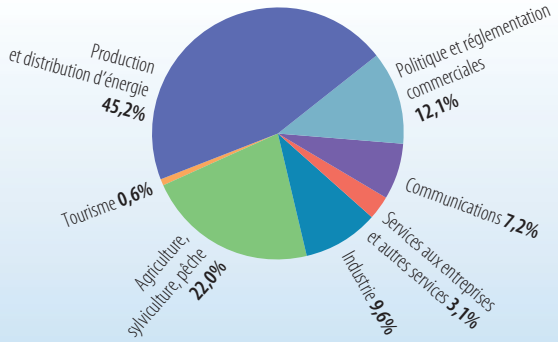
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	116	539	95
Infrastructure économique	1 192	2 331	373
Renforcement de la capacité de production	6 614	1 574	4 939
dont : marqueur du développement du commerce	..	149	2 513
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	7 922	4 445	5 406
Aide pour le commerce par habitant ($)	10	4	6

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

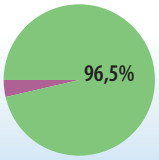
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



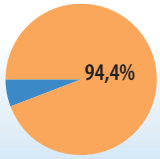
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	5 624
Japon	1 695
Corée	1 393
Australie	1 000
Nouvelle-Zélande	374
OMC	204



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Australie	1 986
Japon	1 683
Institutions de l'UE	1 390
Corée	393
Nouvelle-Zélande	253
Allemagne	247



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

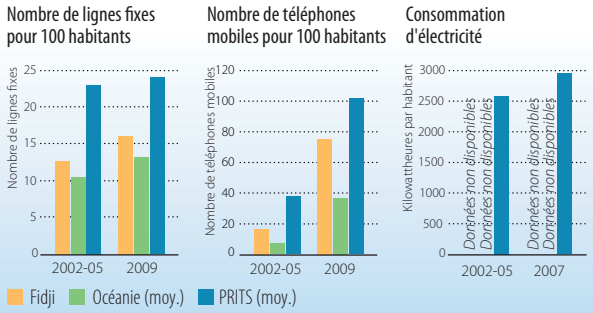
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

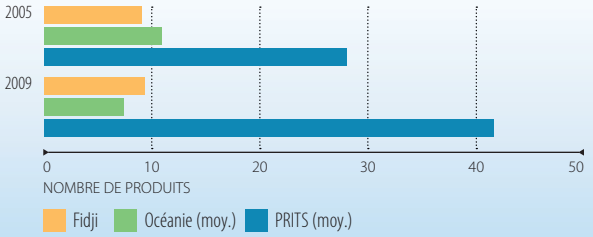
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]

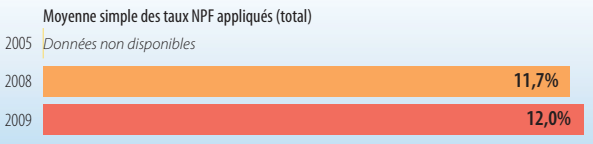


PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



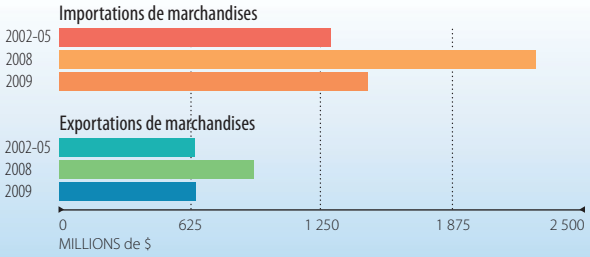
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



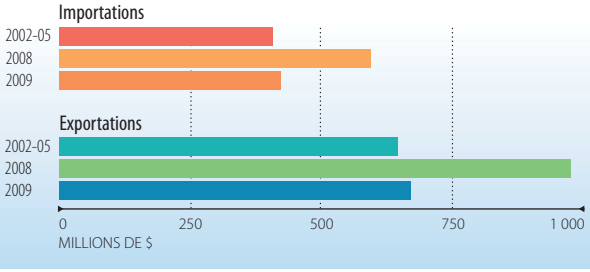
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

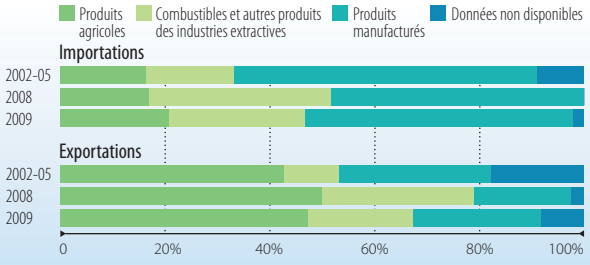
2007		2008		2009	
Singapour	34,2	Singapour	34,8	Singapour	27,7
Australie	22,8	Australie	19,7	Australie	22,1
Nouvelle-Zélande	17,7	Nouvelle-Zélande	13,3	Nouvelle-Zélande	15,9

Exportations par principale destination (% du total)

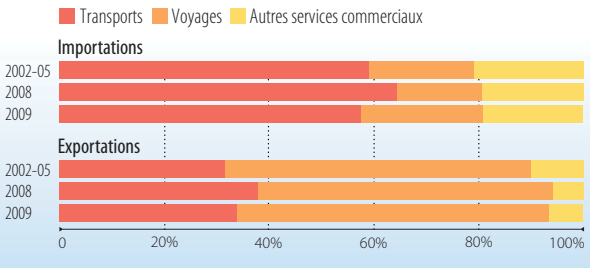
2007		2008		2009	
Singapour	18,6	Union européenne	16,1	Singapour	16,4
Union européenne	15,5	Australie	12,3	Union européenne	16,4
États-Unis	14,7	États-Unis	12,2	Australie	15,9

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



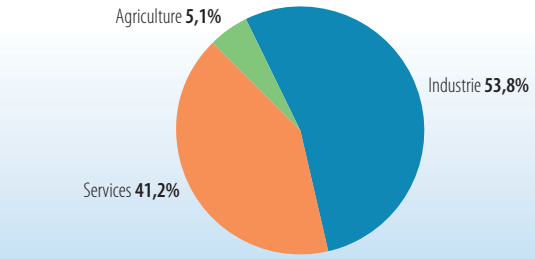
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

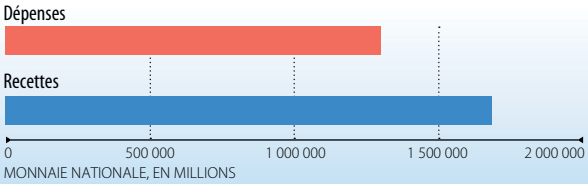
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 475
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	11 062
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	14 419,2
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	4,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	47,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	93/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

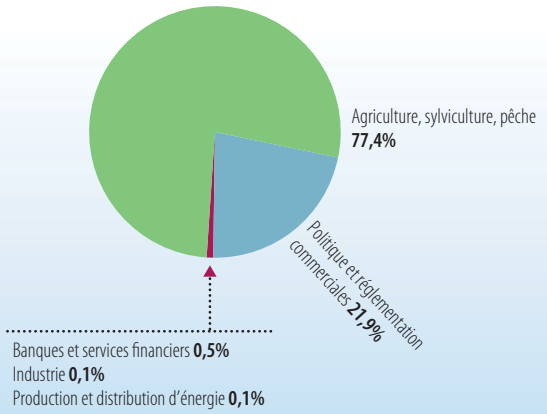
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	4 627	12
Infrastructure économique	16 757	22	10 434
Renforcement de la capacité de production	25 974	16 459	7 705
dont : marqueur du développement du commerce	..	786	127
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**42 732**	**21 108**	**18 151**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**32**	**14**	**12**

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

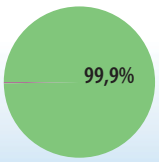
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



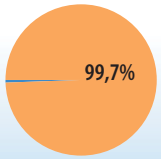
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
France	31 701
Japon	9 250
Institutions de l'UE	2 089
Canada	342
FMI	296
Belgique	51



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
France	8 030
Institutions de l'UE	7 971
Japon	3 009
États-Unis	61
Canada	59
Belgique	51

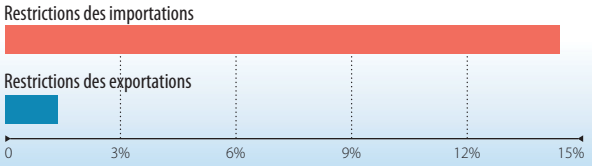


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

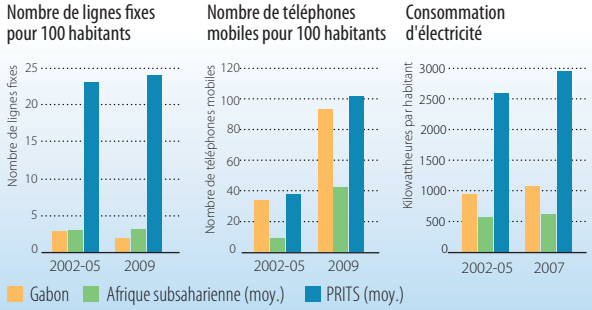
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



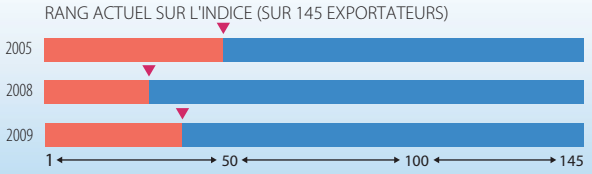
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



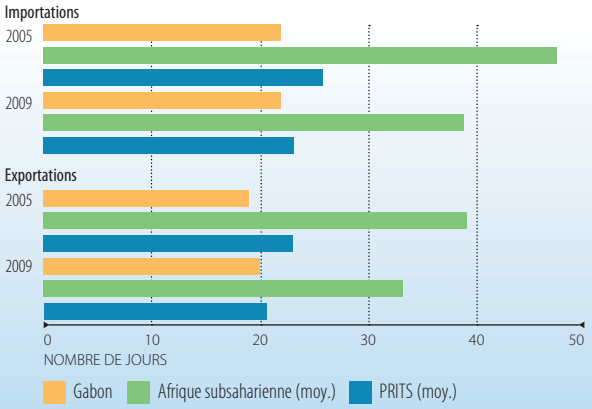
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

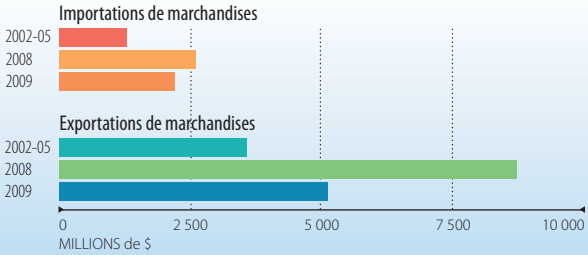
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



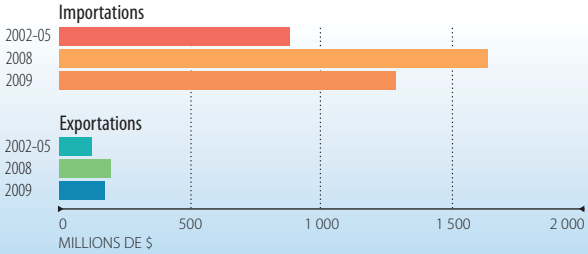
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

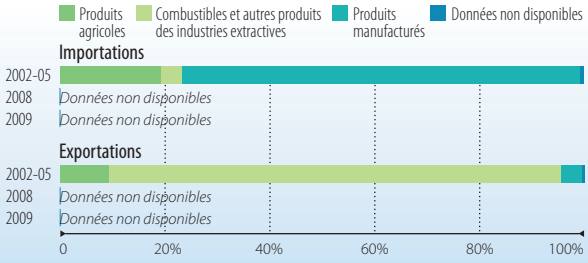
2006		2008	2009
Union européenne	66,9	–	–
États-Unis	7,3	–	–
Cameroun	3,5	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

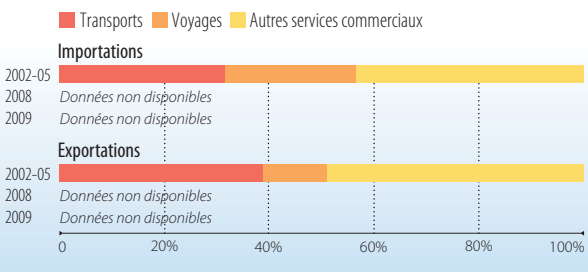
2006		2008	2009
États-Unis	58,4	–	–
Union européenne	12,1	–	–
Chine	10,6	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



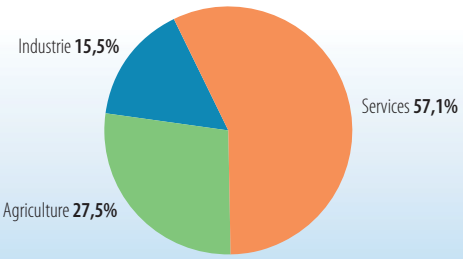
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

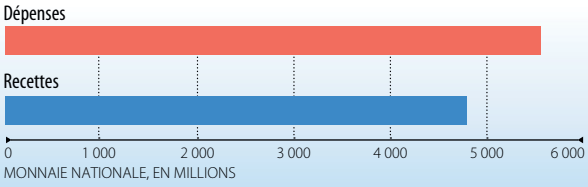
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 705
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	733
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 414,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	34,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	52,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	151/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	12,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

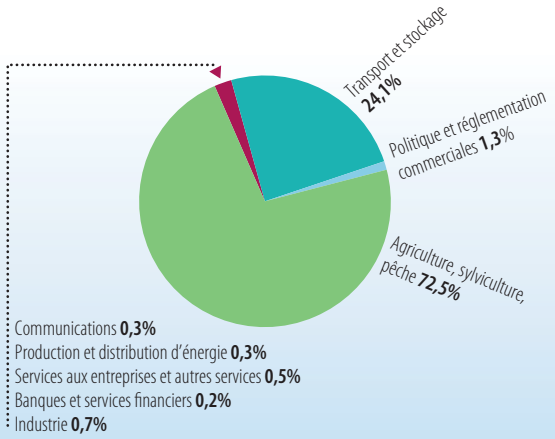
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	111	418	81
Infrastructure économique	18 124	8 222	11 953
Renforcement de la capacité de production	9 603	24 572	19 238
dont : marqueur du développement du commerce	..	94	7 189
Ajustement lié au commerce	..	10	1 568
Total aide pour le commerce	**27 838**	**33 222**	**32 840**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**19**	**19**	**19**

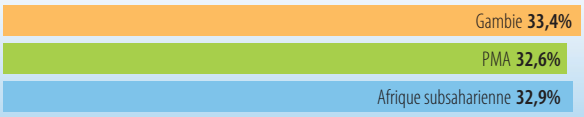
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

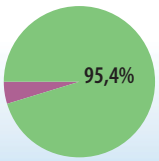
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



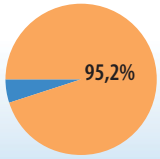
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BAfD	6 953
OFID	4 000
FIDA	3 959
Japon	3 593
Banque mondiale	770
Canada	597



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
BAfD	5 319
Banque mondiale	4 417
Japon	3 069
OFID	510
Pays-Bas	443
Canada	20 360



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles pour tenir compte des modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

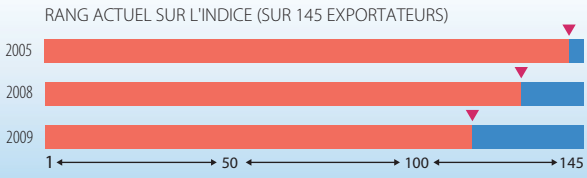
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

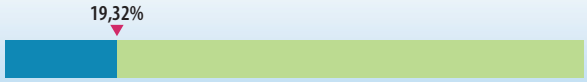
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]

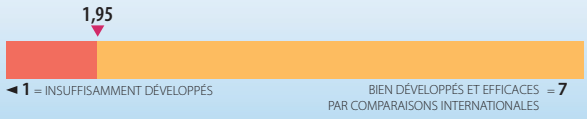
Routes revêtues (% des voies de circulation), 2007



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

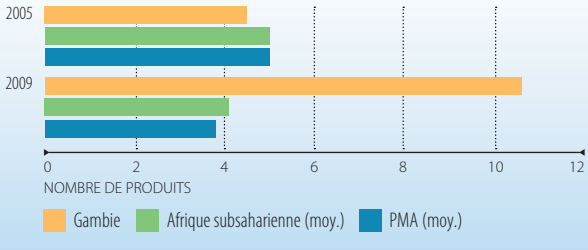


Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

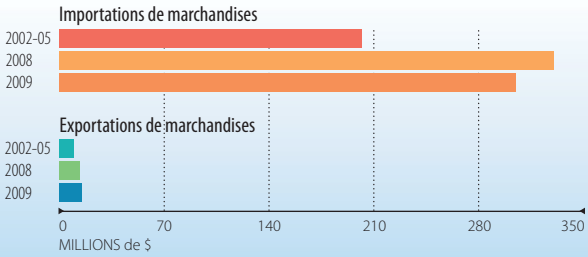
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



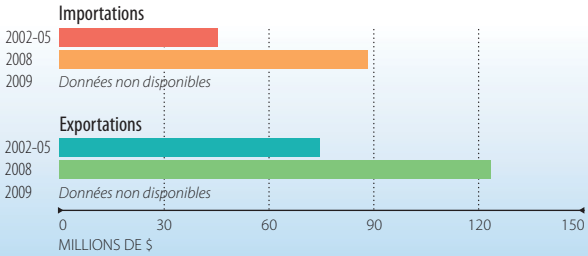
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

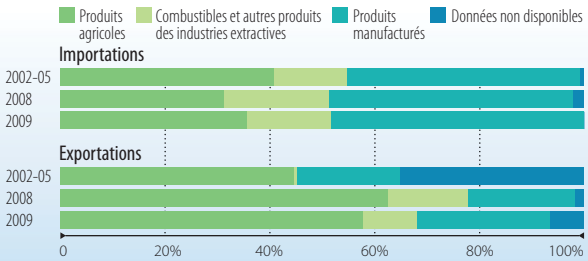
2007		2008		2009	
Union européenne	46,3	Union européenne	42,1	Union européenne	32,0
États-Unis	13,0	États-Unis	10,9	Côte d'Ivoire	14,3
Chine	10,6	Chine	10,8	Chine	11,5

Exportations par principale destination (% du total)

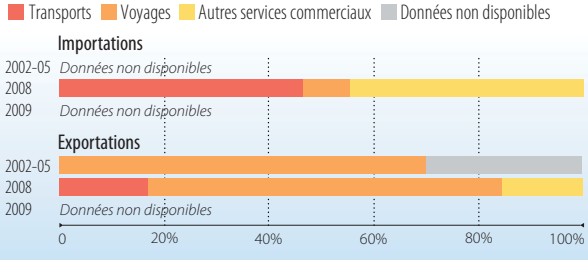
2007		2008		2009	
Union européenne	60,1	Union européenne	42,8	Sénégal	26,8
Sénégal	25,2	Inde	17,4	Guinée	23,9
Mauritanie	7,5	Sénégal	17,4	Union européenne	17,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



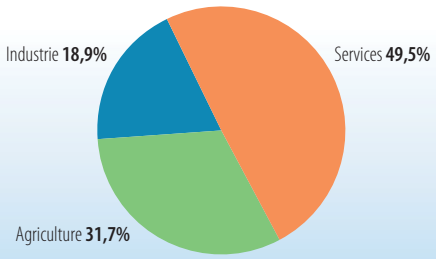
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

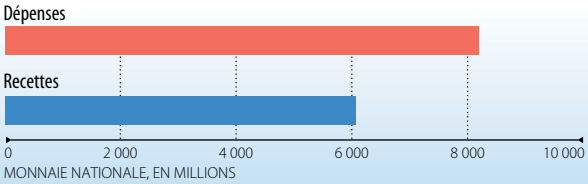
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	23 837
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	15 619
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 552,4
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	30,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	48,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	49,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	130/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	7,9

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

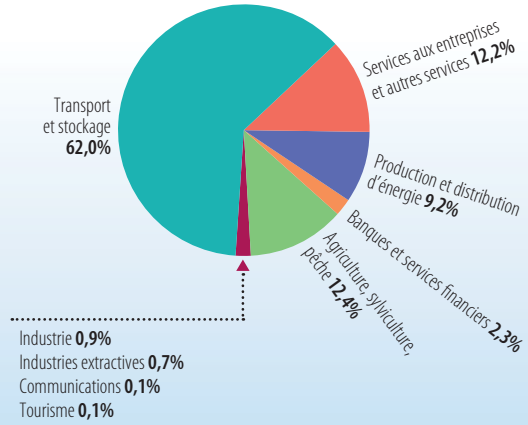
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	15 594	209	6 514
Infrastructure économique	110 201	497 792	149 289
Renforcement de la capacité de production	154 963	199 368	227 870
dont : marqueur du développement du commerce	..	100 800	79 918
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**280 759**	**697 368**	**383 672**
Aide pour le commerce par habitant ($)	13	29	16

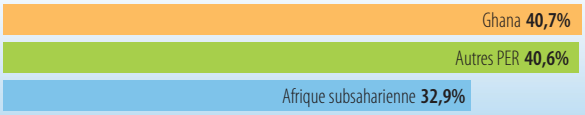
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

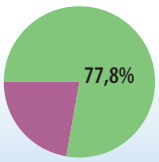
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



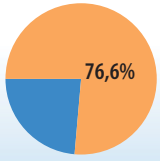
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	212 370
États-Unis	80 942
Canada	61 819
Japon	55 059
BAfD	54 466
Institutions de l'UE	53 430



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	90 991
États-Unis	59 776
Institutions de l'UE	45 621
Canada	33 434
BAfD	28 572
Allemagne	28 564

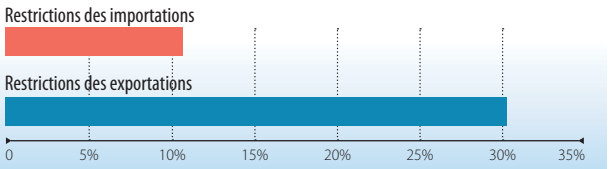


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

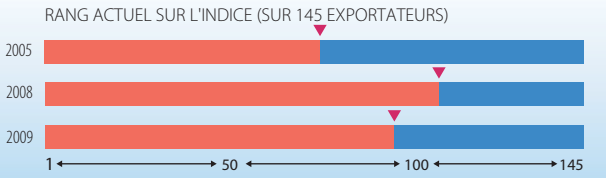
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



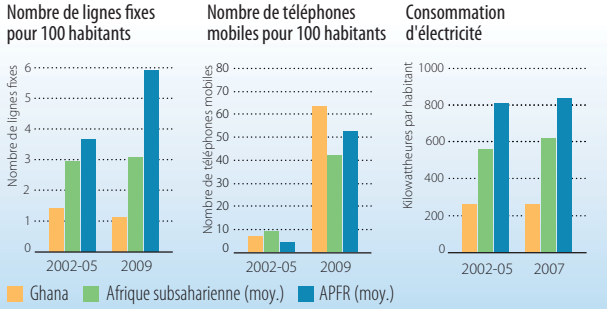
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

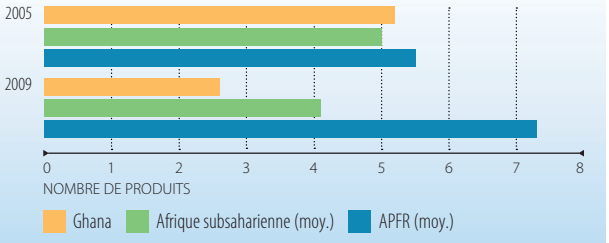


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

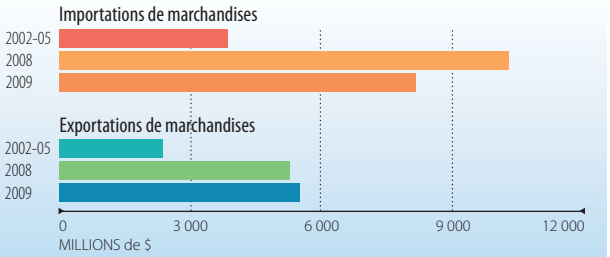
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



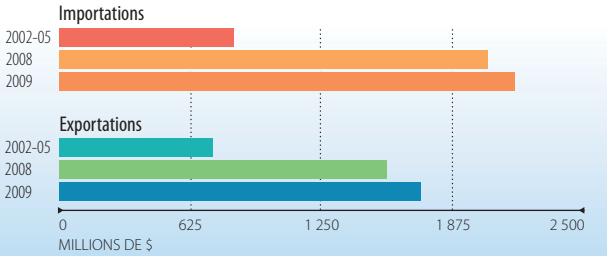
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

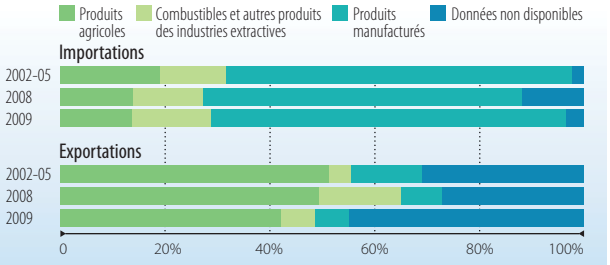
2007		2008		2009
Union européenne	32,6	Union européenne	27,8	–
Chine	11,1	Chine	11,7	–
États-Unis	7,6	Nigéria	8,7	–

Exportations par principale destination (% du total)

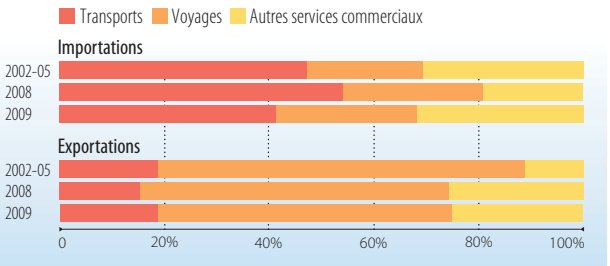
2007		2008		2009
Afrique du Sud	37,1	Afrique du Sud	44,0	–
Union européenne	31,1	Union européenne	26,4	–
Suisse	5,9	Inde	5,3	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



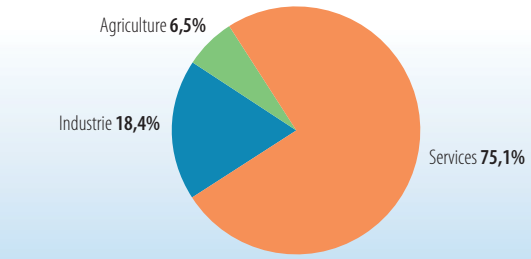
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

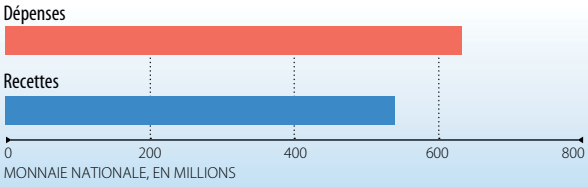
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	104
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	627
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-6,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 361,8
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	5,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

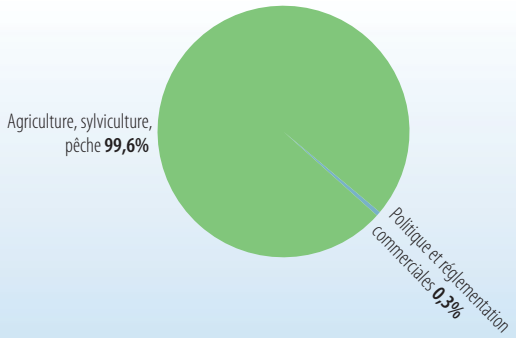
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 OMC - Profils commerciaux
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	177	45	314
Infrastructure économique	3 028	1	183
Renforcement de la capacité de production	5 340	13 085	2 095
dont : marqueur du développement du commerce	..	4	108
Ajustement lié au commerce	..	4	..
Total aide pour le commerce	**8 545**	**13 134**	**2 592**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**83**	**126**	**25**

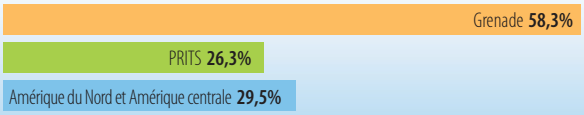
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	6 754
Banque mondiale	1 050
Institutions de l'UE	368
OMC	26
FMI	19
Corée	10



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	936
Canada	575
Japon	487
Banque mondiale	254
OMC	26
Corée	10



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce n'est pas intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le budget annuel.

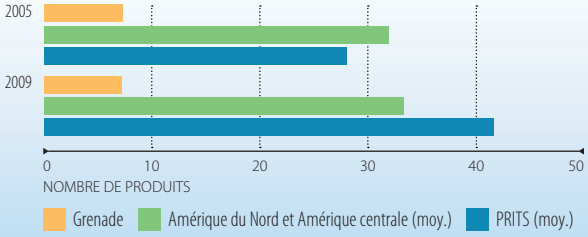
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 2 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)

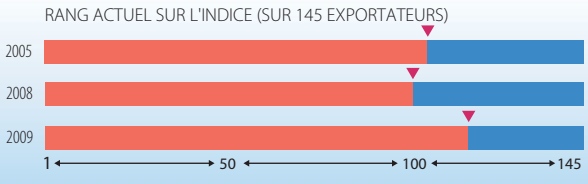
2005 *Données non disponibles*

2008 **10,2%**

2009 *Données non disponibles*

PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

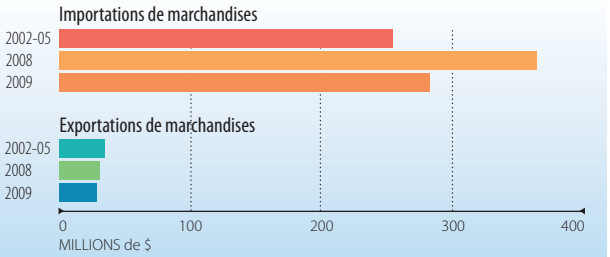
Indice des performances commerciales



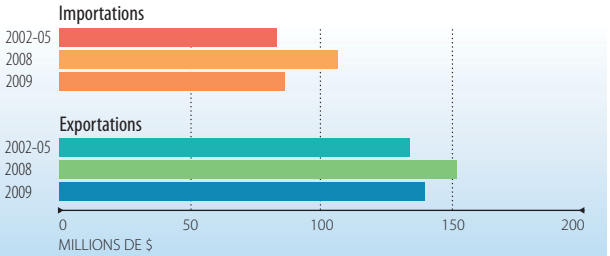
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

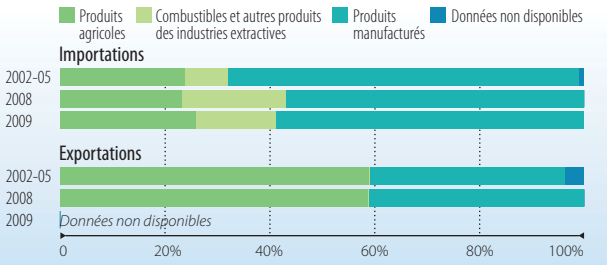
2007		2008		2009	
États-Unis	35,8	États-Unis	30,9	États-Unis	31,9
Trinité-et-Tobago	27,8	Trinité-et-Tobago	24,9	Trinité-et-Tobago	25,2
Union européenne	11,0	Union européenne	10,7	Union européenne	11,8

Exportations par principale destination (% du total)

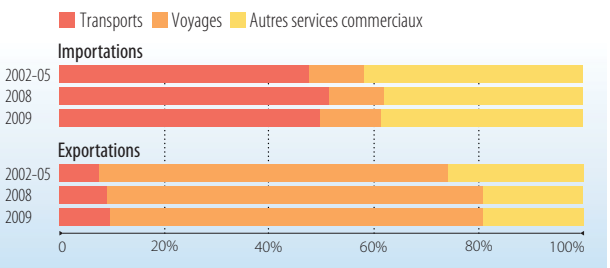
2007		2008		2009	
Union européenne	22,8	Dominique	16,4	–	
Japon	19,3	États-Unis	16,3	–	
États-Unis	17,2	Union européenne	16,1	–	

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



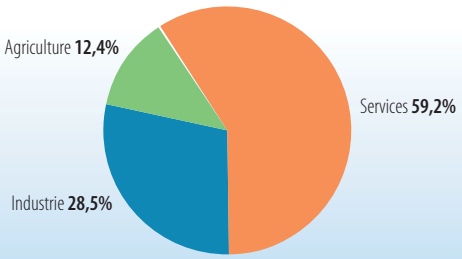
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

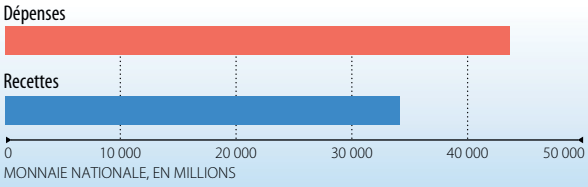
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	14 027
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	36 788
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 719,5
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	11,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	57,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	37,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	116/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

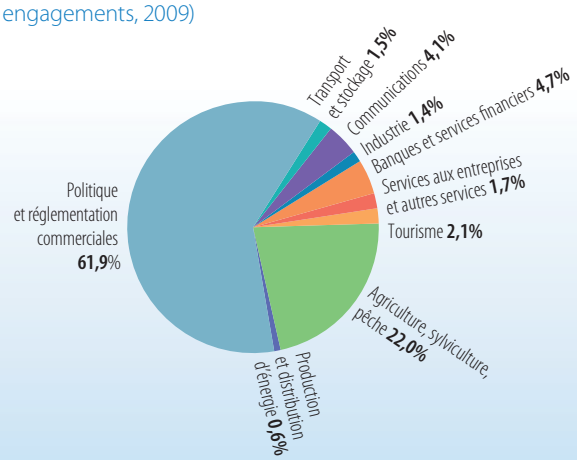
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	318	58 946	2 784
Infrastructure économique	1 739	5 848	29 725
Renforcement de la capacité de production	28 083	30 359	28 763
dont : marqueur du développement du commerce	..	10 298	9 589
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**30 141**	**95 153**	**61 272**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	7	4

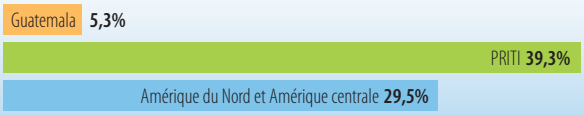
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

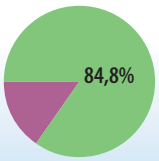
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



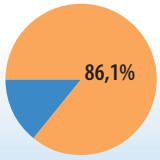
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	28 269
Espagne	7 754
États-Unis	6 966
Japon	3 477
BID	3 188
Corée	2 708



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	16 343
Espagne	8 582
États-Unis	6 463
Institutions de l'UE	4 361
Pays-Bas	3 180
Belgique	2 037

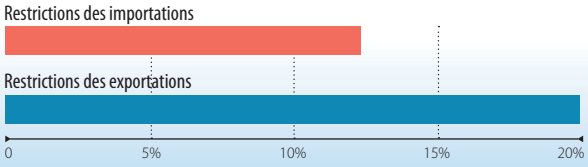


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

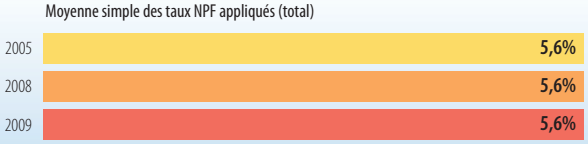
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



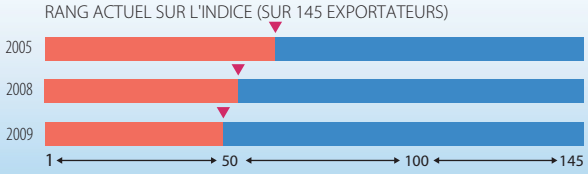
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



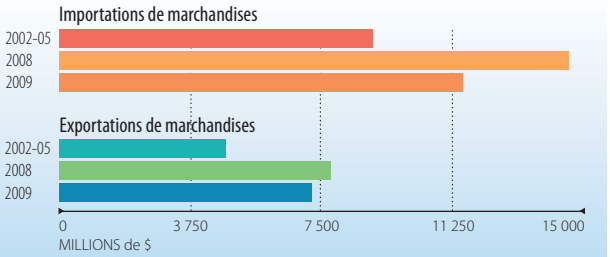
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



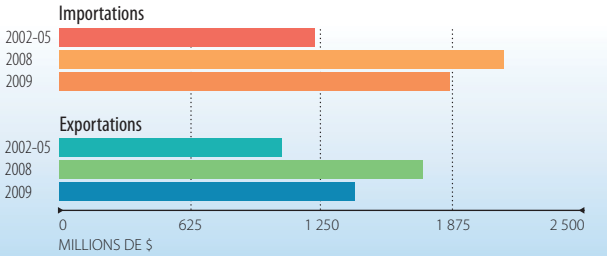
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

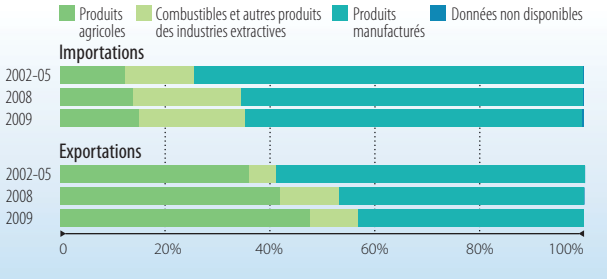
2007		2008		2009	
États-Unis	34,9	États-Unis	36,7	États-Unis	36,2
Mexique	8,7	Mexique	9,7	Mexique	10,4
Union européenne	7,7	Union européenne	6,6	Chine	9,0

Exportations par principale destination (% du total)

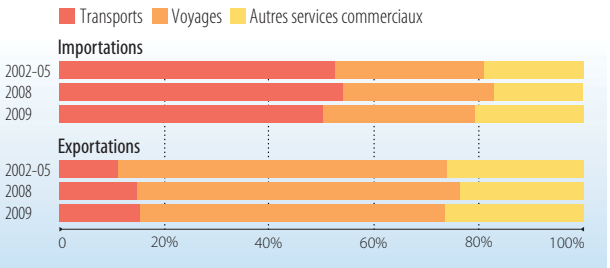
2007		2008		2009	
États-Unis	42,5	États-Unis	39,4	États-Unis	41,0
El Salvador	12,2	El Salvador	12,6	El Salvador	11,3
Honduras	8,6	Honduras	9,5	Honduras	8,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



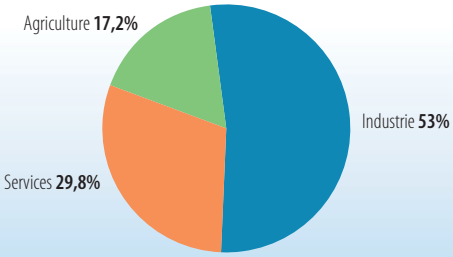
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

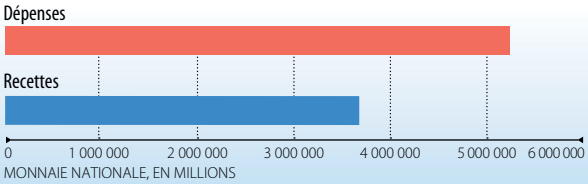
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	10 069
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	3 799
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-0,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 047,8
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	70,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	49,7
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	156/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	9,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

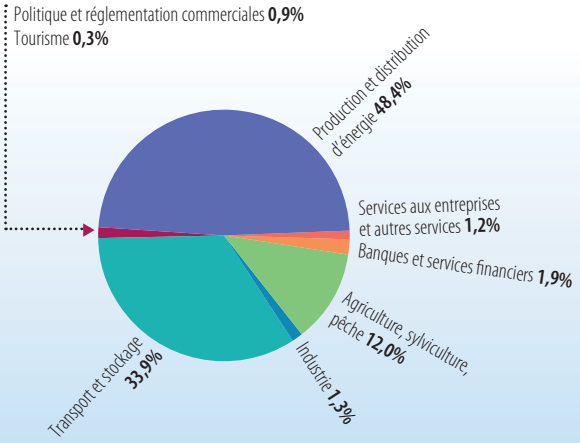
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - *Doing Business*
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	69	327	657
Infrastructure économique	33 533	31 489	29 519
Renforcement de la capacité de production	28 713	6 398	26 127
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 478	1 489
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**62 315**	**38 214**	**56 303**
Aide pour le commerce par habitant ($)	7	4	6

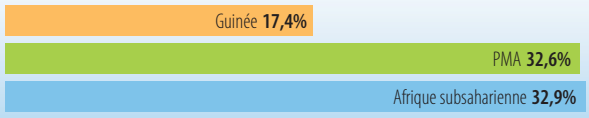
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009))



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

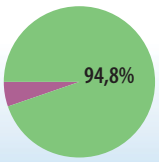
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



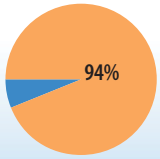
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BAfD	13 235
Japon	3 455
Émirats arabes unis	2 500
France	2 488
PNUD	1 235
Canada	999



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	27 896
BAfD	7 068
Japon	7 052
France	5 989
Banque mondiale	5 288
Allemagne	2 764



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ne sont pas intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

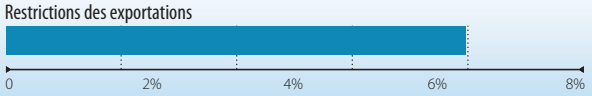
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

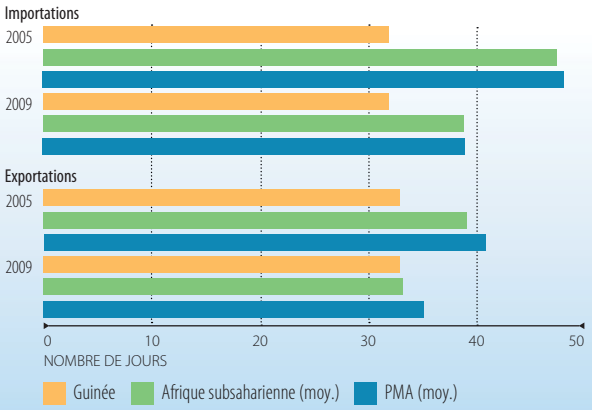
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

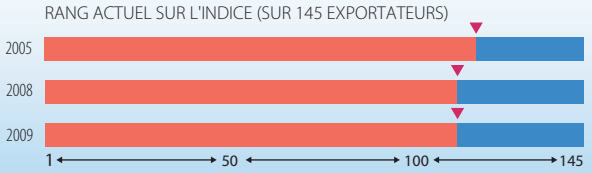
PRIORITÉ 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES[16]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



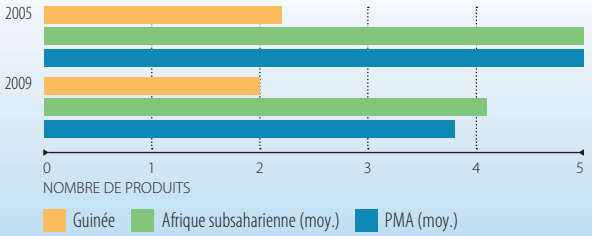
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

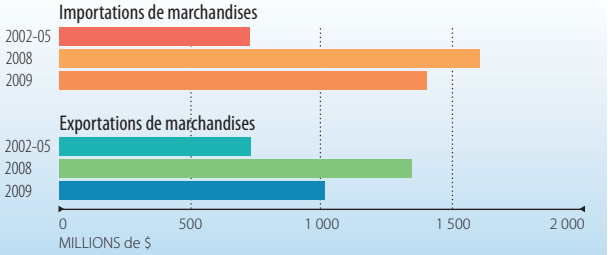
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



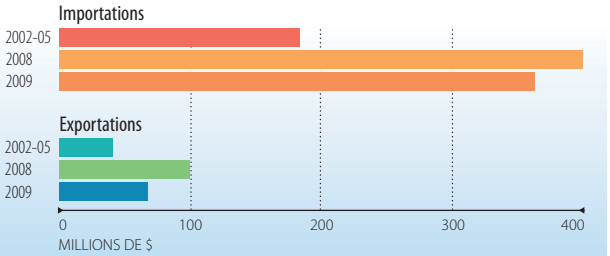
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

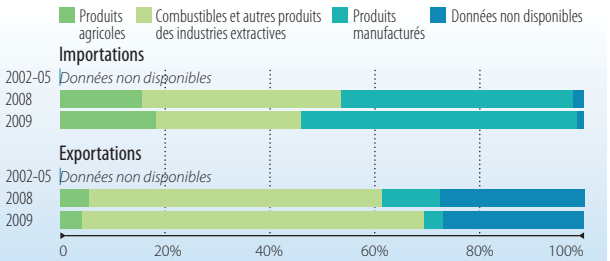
2007		2008		2009
Union européenne	52,0	Union européenne	53,5	–
États-Unis	6,1	Chine	6,7	–
Chine	5,8	États-Unis	5,2	–

Exportations par principale destination (% du total)

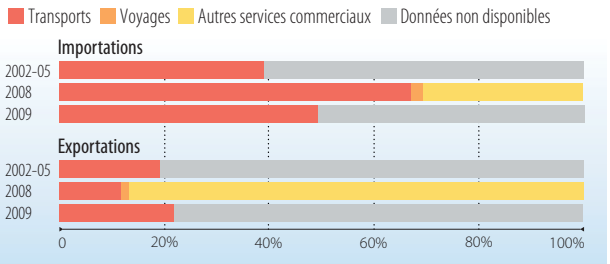
2007		2008		2009
Union européenne	62,8	Union européenne	49,6	–
États-Unis	13,7	Suisse	19,5	–
Fédération de Russie	9,3	Fédération de Russie	10,6	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



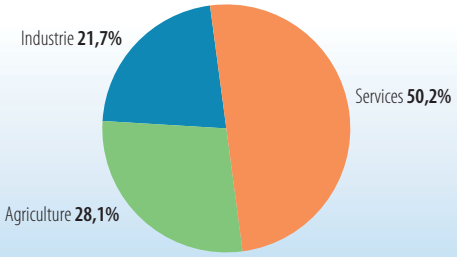
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

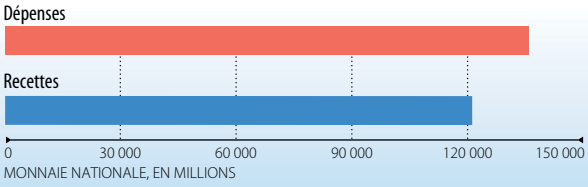
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	762
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	1 159
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2008)[3]	3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2008)[4]	3 088,2
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1998)[6]	7,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1998)[7]	50,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	34,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	104/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	14,5

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

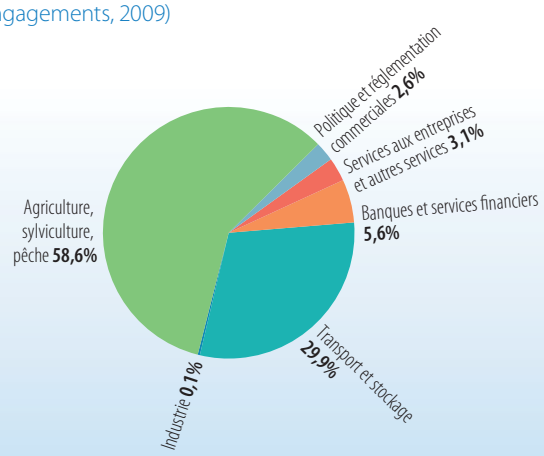
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	428	1 154	1 047
Infrastructure économique	32 927	13 440	18 358
Renforcement de la capacité de production	9 543	30 258	41 810
dont : marqueur du développement du commerce	..	25 877	1 373
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**42 898**	**44 853**	**61 215**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**56**	**59**	**80**

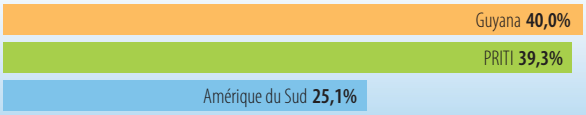
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

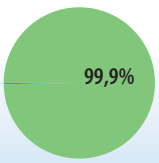
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Instituions de l'UE	29 756
BID	17 216
États-Unis	1 967
Canda	775
Japon	175
OMC	83



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	33 174
BID	12 689
États-Unis	2 086
Canada	1 012
Japon	175
OMC	83



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

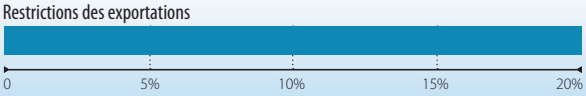
Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

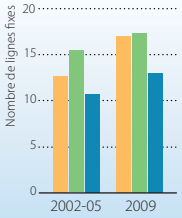
Restrictions des exportations



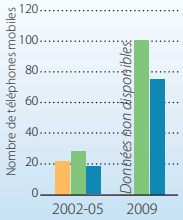
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]

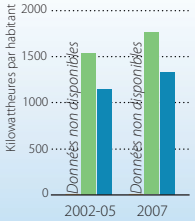
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants



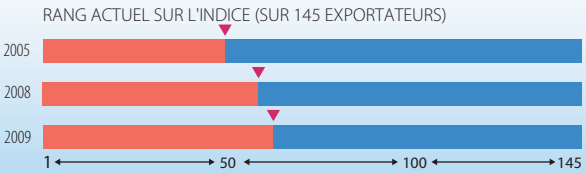
Consommation d'électricité



Guyana | Amérique du Sud (moy.) | PRITI (moy.)

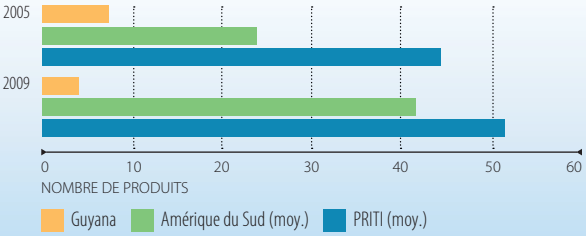
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

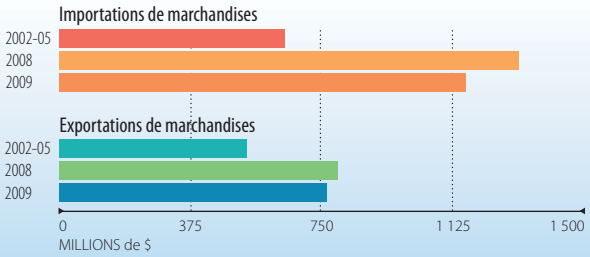
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



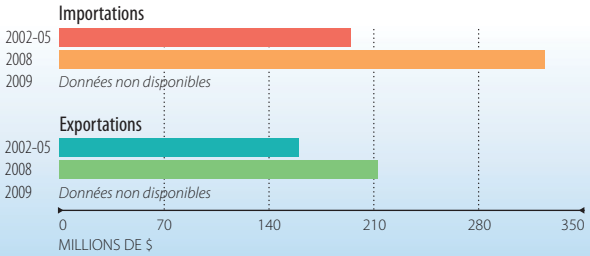
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

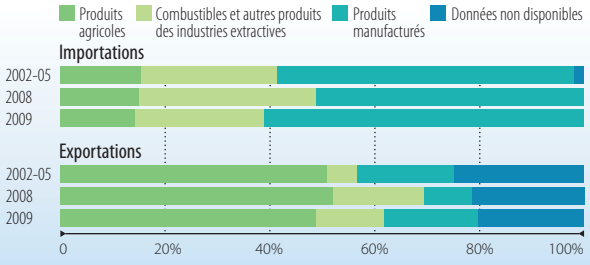
2007		2008		2009	
États-Unis	25,1	États-Unis	28,0	États-Unis	30,5
Trinité-et-Tobago	25,1	Trinité-et-Tobago	22,1	Trinité-et-Tobago	17,8
Union européenne	11,3	Venezuela, R. B.	12,4	Union européenne	11,4

Exportations par principale destination (% du total)

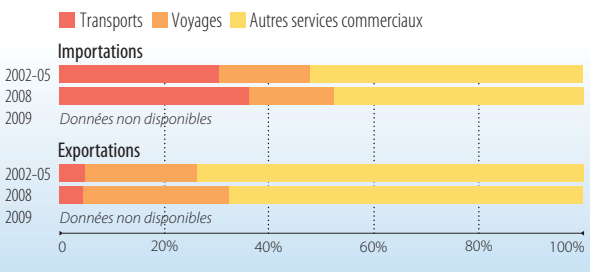
2007		2008		2009	
Union européenne	29,7	Union européenne	29,8	Union européenne	29,2
Canada	21,6	Canada	25,9	Canada	27,8
États-Unis	14,4	États-Unis	14,0	États-Unis	13,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



Part des principaux types de services commerciaux



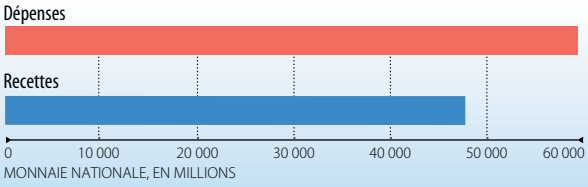
INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	10 033
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	6 693
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 151,0
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2001)[6]	54,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2001)[7]	63,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	42,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	145/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB)[10]	-

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]

Données non disponibles

BUDGET[12]



SOURCES :

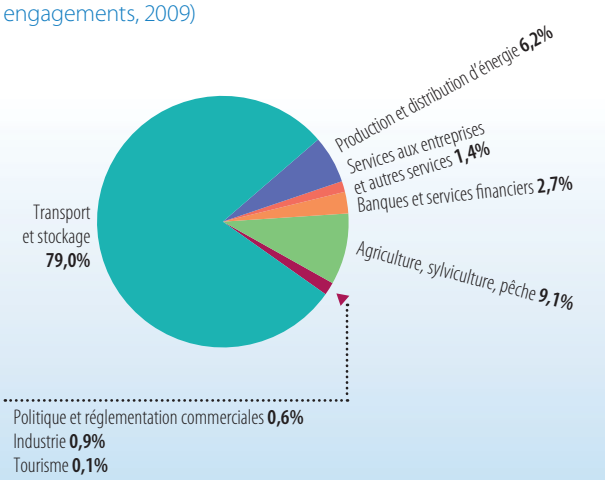
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4	2 162	1 175
Infrastructure économique	39 666	285 285	100 863
Renforcement de la capacité de production	46 806	47 505	63 099
dont : marqueur du développement du commerce	..	8 514	12 453
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**86 476**	**334 952**	**165 137**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	33	16

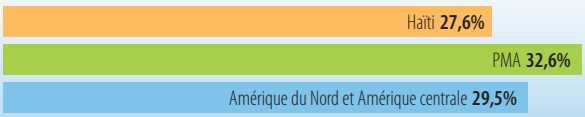
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

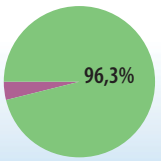
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



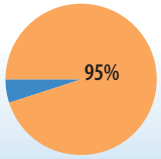
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	101 657
Canada	49 206
États-Unis	28 773
Banque mondiale	23 291
BID	14 128
OFID	7 500



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Canada	33 532
BID	29 149
Institutions de l'UE	18 918
Banque mondiale	15 752
États-Unis	14 797
Espagne	4 203



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national.

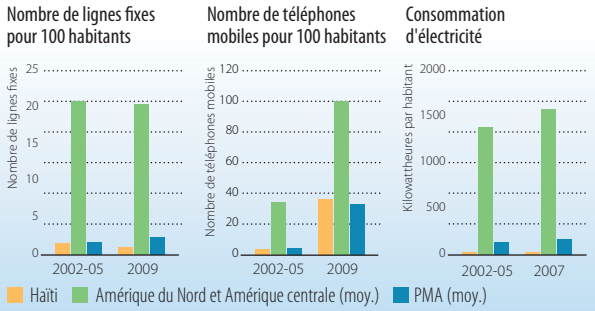
Le point focal et le comité du CIR ne participent pas à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

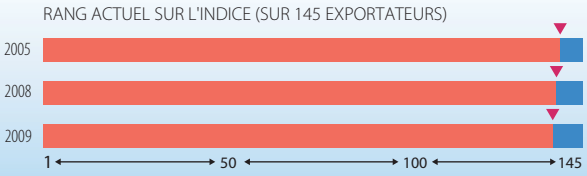
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



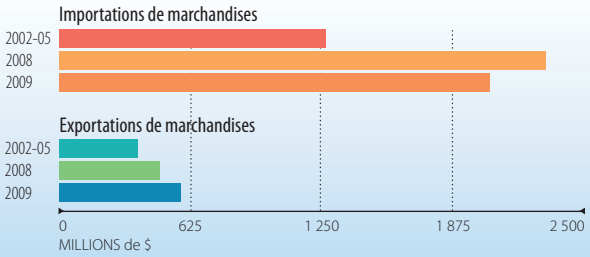
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



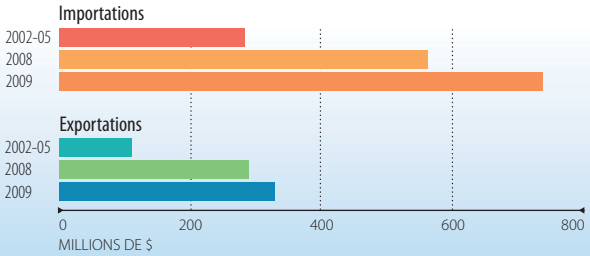
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

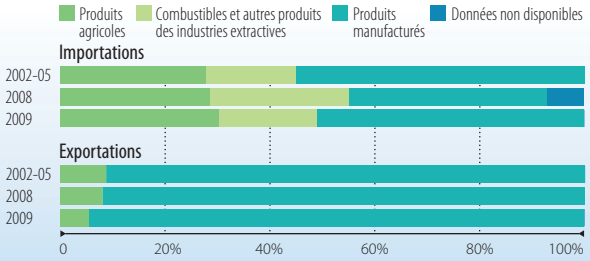
Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

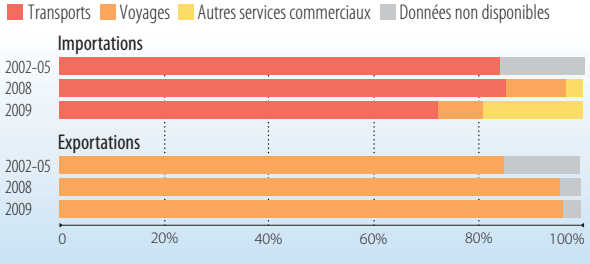
Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



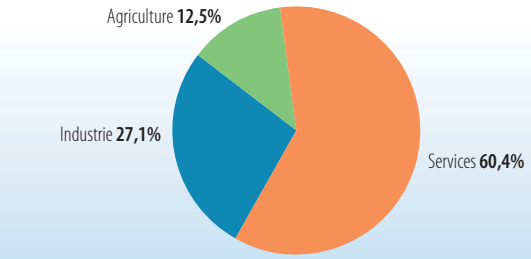
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

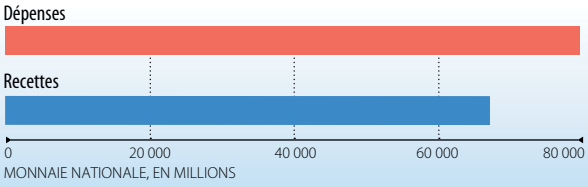
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	7 466
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	14 632
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	3 841,6
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	18,2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	58,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	34,0
Indicateur du développement humain (2010)[9]	106/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	4,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

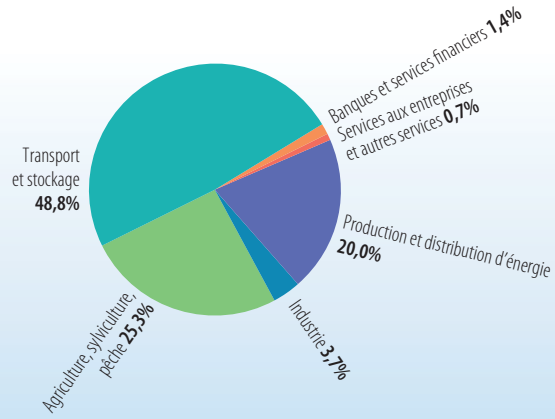
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 168	43	1 663
Infrastructure économique	88 486	106 827	86 169
Renforcement de la capacité de production	92 746	48 427	68 450
dont : marqueur du développement du commerce	..	22 149	31 593
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**185 400**	**155 297**	**156 282**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**28**	**21**	**21**

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

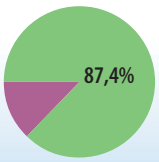
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



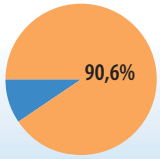
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	70 099
États-Unis	18 032
BID	17 912
OFID	12 500
Canada	6 843
Suisse	6 141



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	58 431
Banque mondiale	25 566
Japon	13 964
Institutions de l'UE	7 297
BID	6 615
Allemagne	6 098



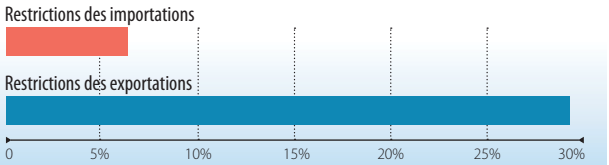
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

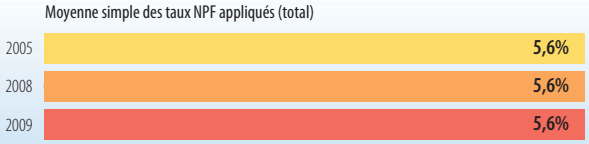
Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national; il est en outre pris en compte dans diverses stratégies sectorielles.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



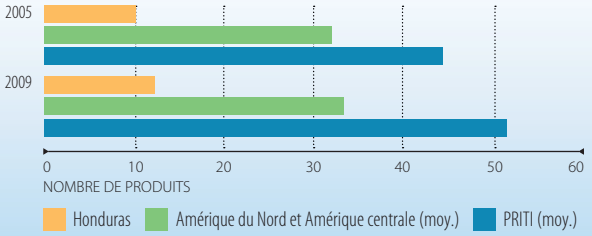
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



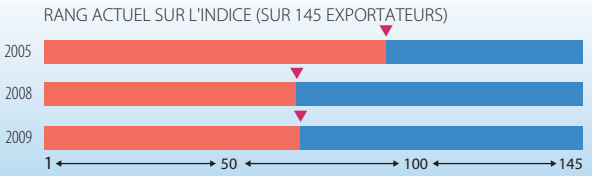
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

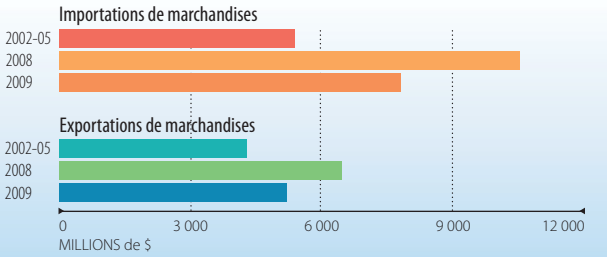
Indice des performances commerciales



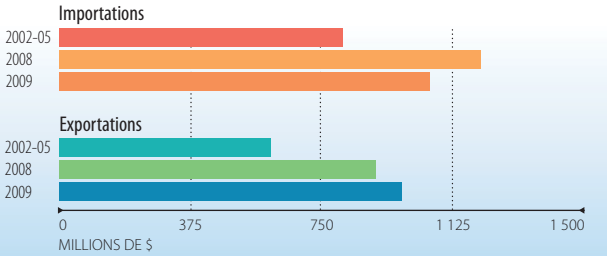
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

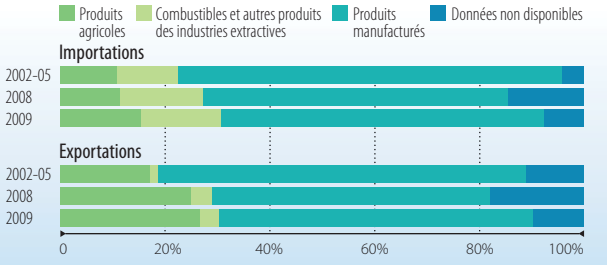
2007		2008	2009	
États-Unis	40,0	..	États-Unis	36,0
Guatemala	8,3	..	Guatemala	10,6
Union européenne	6,6	..	Mexique	6,6

Exportations par principale destination (% du total)

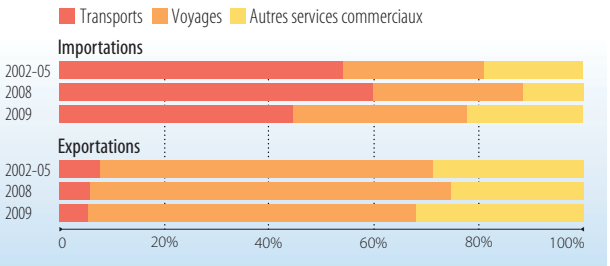
2007		2008	2009	
États-Unis	42,8	..	États-Unis	47,7
Union européenne	20,3	..	Union européenne	19,1
Guatemala	9,2	..	El Salvador	7,0

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



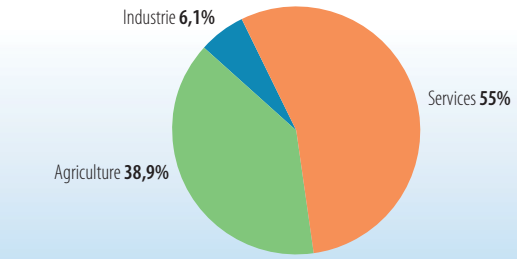
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

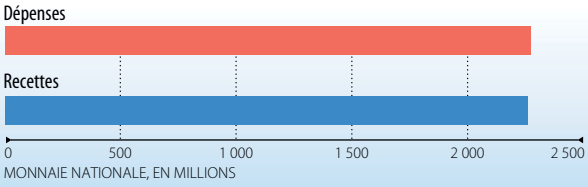
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	523
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	658
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-2,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 546,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	31,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	123/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	40,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

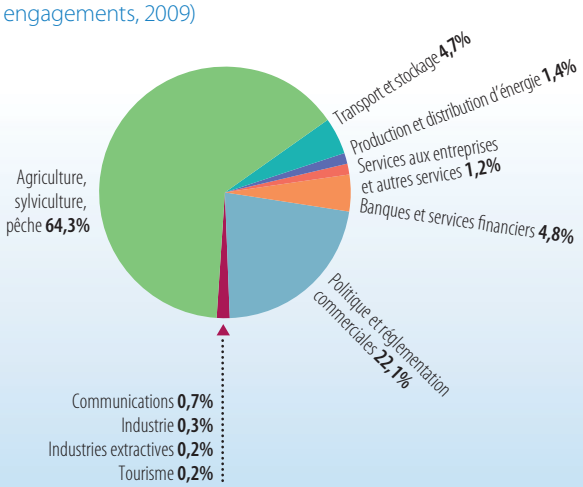
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	48	1 431	1 182
Infrastructure économique	4 473	440	11 433
Renforcement de la capacité de production	7 679	4 595	6 325
dont : marqueur du développement du commerce	..	2 188	2 951
Ajustement lié au commerce	..	0	..
Total aide pour le commerce	**12 200**	**6 467**	**18 940**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**27**	**12**	**36**

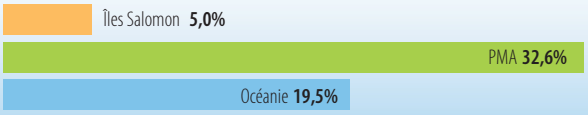
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

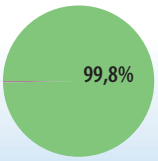
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



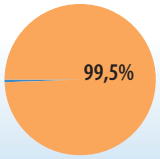
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	5 613
Australie	2 968
Banque mondiale	1 945
Nouvelle-Zélande	1 811
Canada	195
OMC	51



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Australie	5 773
Nouvelle-Zélande	4 811
Japon	3 778
Banque mondiale	506
Institutions de l'UE	207
OMC	51



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Il n'y a pas de stratégie articulée qui se rapporte spécifiquement à l'aide pour le commerce.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

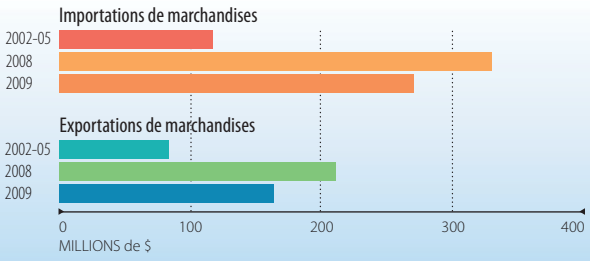
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL[16,17,18]

Aucune priorité indiquée. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

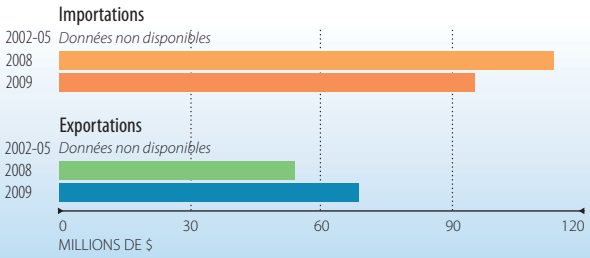
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

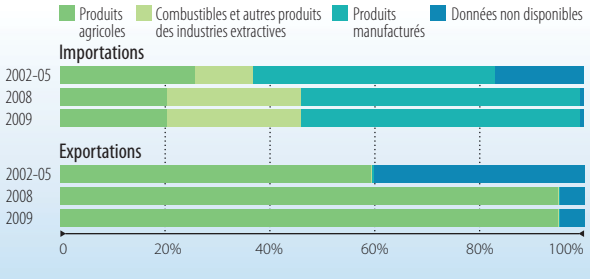
2007		2008	2009
Australie	31,2	–	–
Singapour	27,1	–	–
Japon	8,2	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

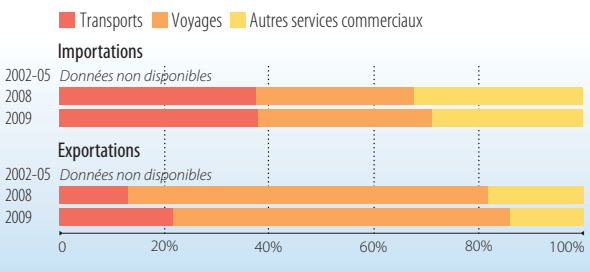
2007		2008	2009
Chine	46,5	–	–
Union européenne	12,8	–	–
Thaïlande	7,2	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



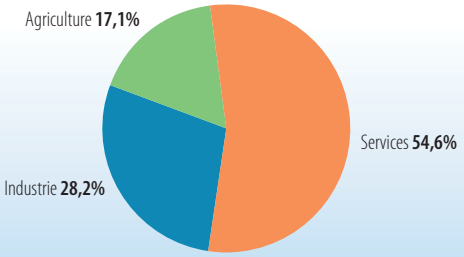
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

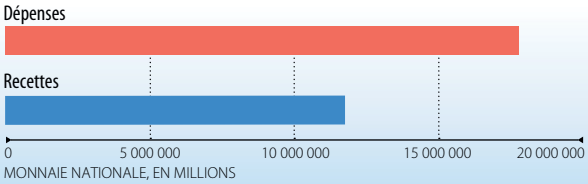
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 155 348
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 310 171
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	7,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	3 270,1
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	41,6
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	45,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	27,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	119/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

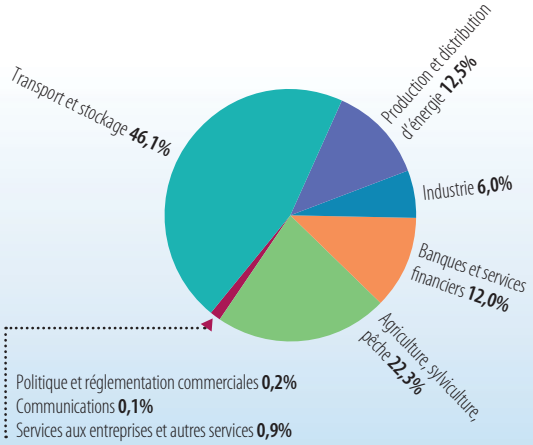
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - *Doing Business*
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	9 862	2 938	3 842
Infrastructure économique	992 736	1 103 232	974 905
Renforcement de la capacité de production	700 980	776 263	948 582
dont : marqueur du développement du commerce	..	147 925	164 476
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**1 703 578**	**1 882 434**	**1 927 328**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	2	2

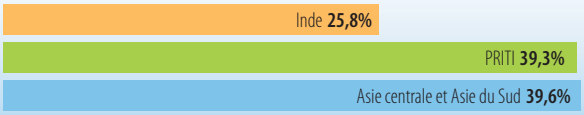
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

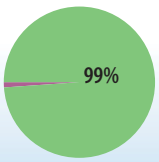
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



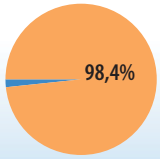
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	1 789 795
Allemagne	411 987
Banque mondiale	235 524
Royaume-Uni	137 827
FIDA	38 536
États-Unis	12 271



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	1 065 045
Banque mondiale	391 948
Allemagne	188 633
Royaume-Uni	150 050
États-Unis	9 445
Norvège	5 564

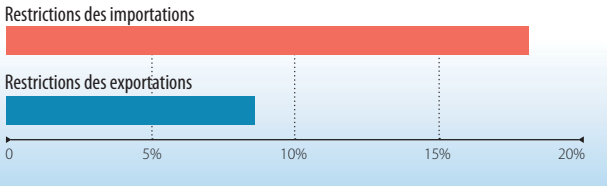


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

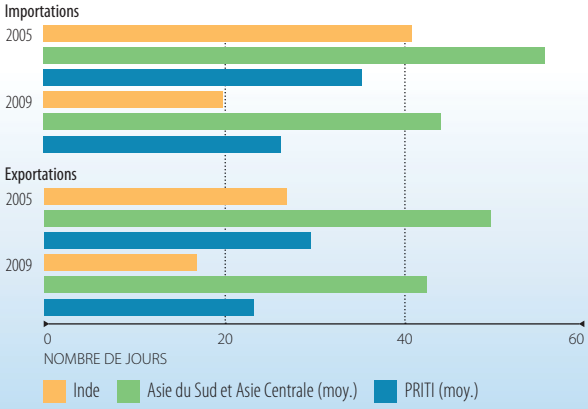
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

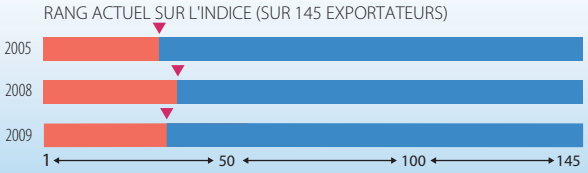
PRIORITÉ 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES[16]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières

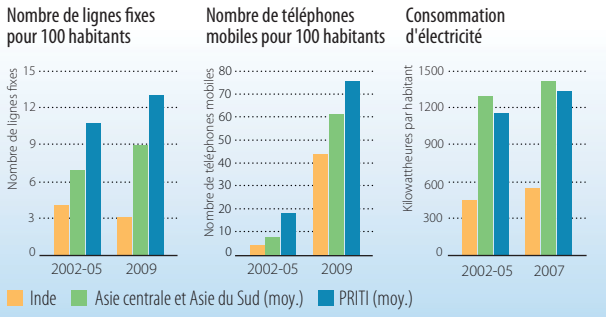


PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



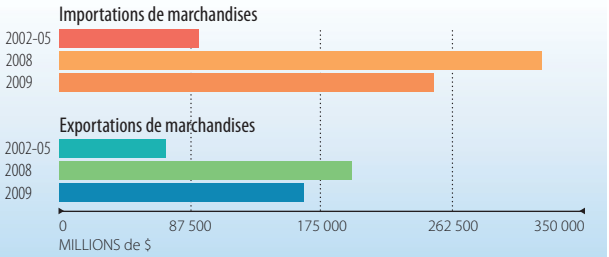
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



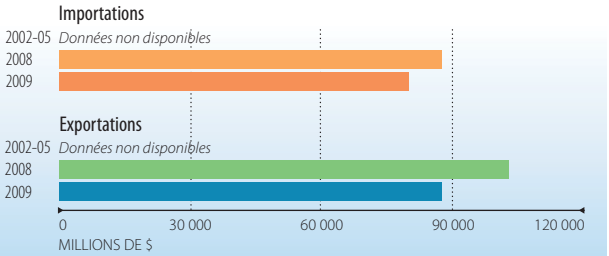
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

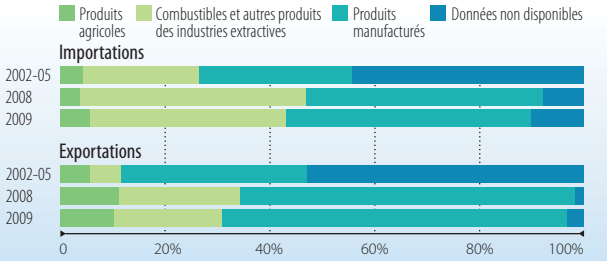
2007		2008		2009	
Union européenne	14,8	Union européenne	13,9	Union européenne	14,4
Chine	11,2	Chine	10,0	Chine	11,5
Arabie saoudite	7,6	États-Unis	7,8	United Arab Emirates	7,4

Exportations par principale destination (% du total)

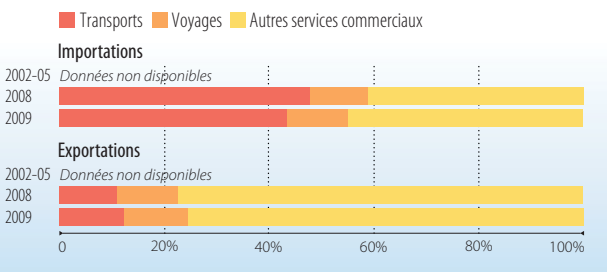
2007		2008		2009	
Union européenne	21,7	Union européenne	21,6	Union européenne	20,5
États-Unis	13,8	États-Unis	11,8	United Arab Emirates	14,4
United Arab Emirates	9,9	United Arab Emirates	10,5	États-Unis	10,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



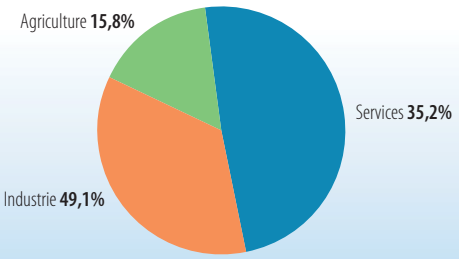
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

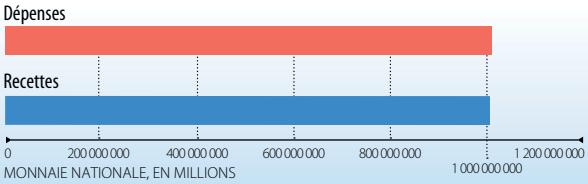
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	229 965
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	540 277
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 198,8
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	29,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	45,5
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	38,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	108/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

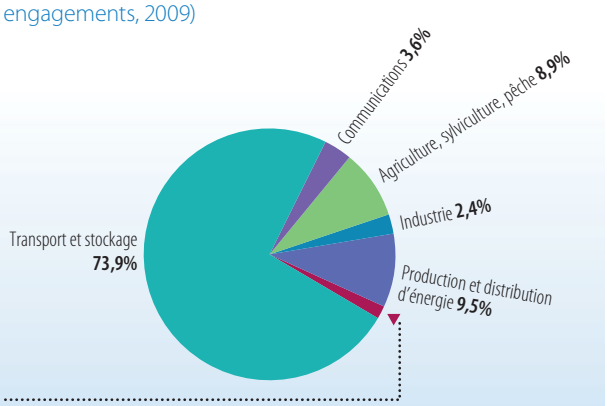
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18. ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	9 275	4 137	8 998
Infrastructure économique	913 823	844 531	499 892
Renforcement de la capacité de production	285 537	121 359	330 062
dont : marqueur du développement du commerce	..	3 894	24 390
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	1 208 635	970 028	838 952
Aide pour le commerce par habitant ($)	6	4	4

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)

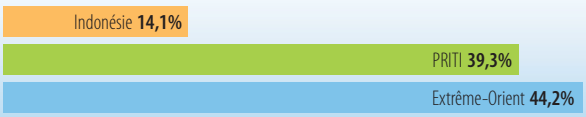


Politique et réglementation commerciales **0,4%**
Services aux entreprises et autres services **0,7%**
Tourisme **0,5%**

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

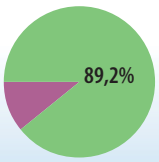
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



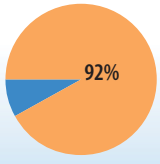
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	566 942
Australie	73 397
Corée	56 509
Banque mondiale	54 417
Allemagne	48 691
États-Unis	32 076



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	637 496
Banque mondiale	109 170
Australie	50 632
Allemagne	49 035
Royaume-Uni	23 995
États-Unis	21 129

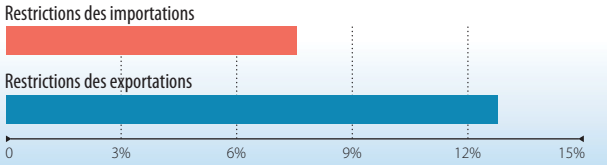


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

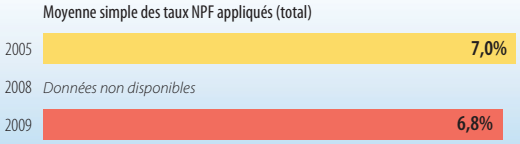
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



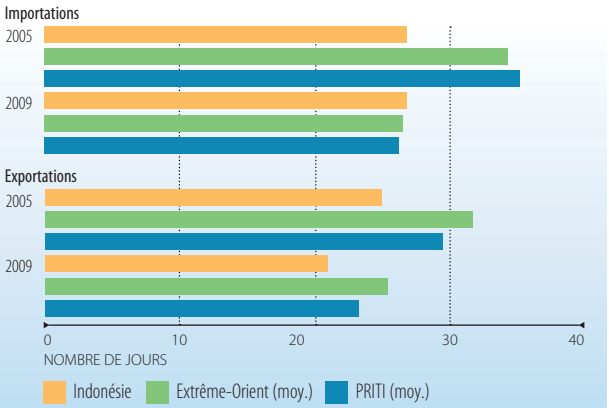
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



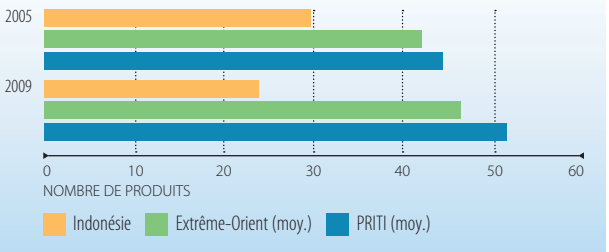
PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

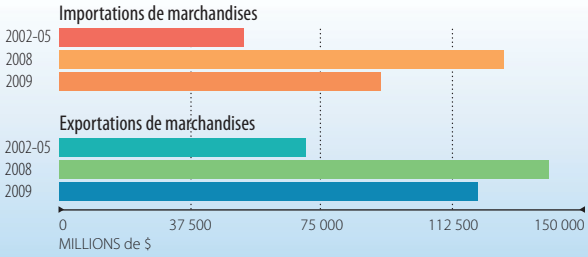
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



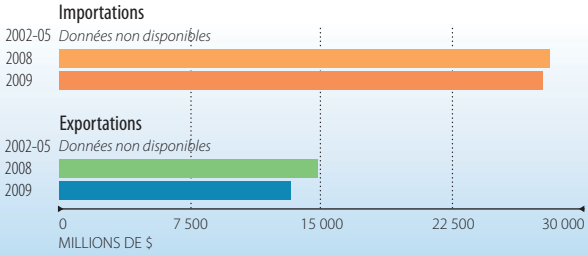
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

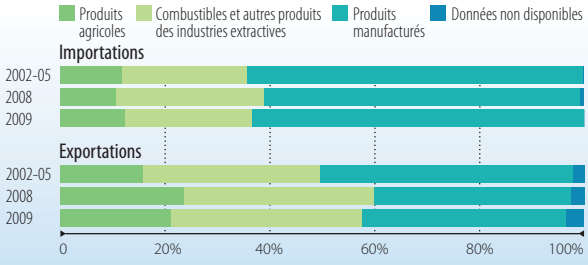
2007		2008		2009	
Singapour	13,2	Singapour	16,9	Singapour	16,1
Chine	11,5	Chine	11,8	Chine	14,5
Union européenne	10,3	Japon	11,7	Japon	10,2

Exportations par principale destination (% du total)

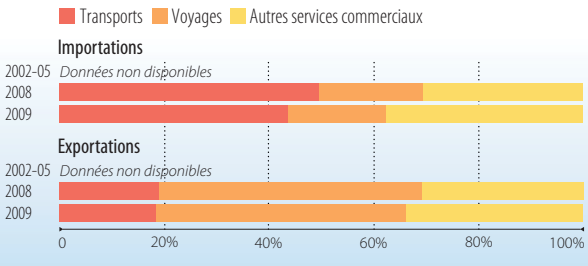
2007		2008		2009	
Japon	20,7	Japon	20,2	Japon	15,9
Union européenne	11,7	Union européenne	11,3	Union européenne	11,7
États-Unis	10,2	États-Unis	9,5	Chine	9,9

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



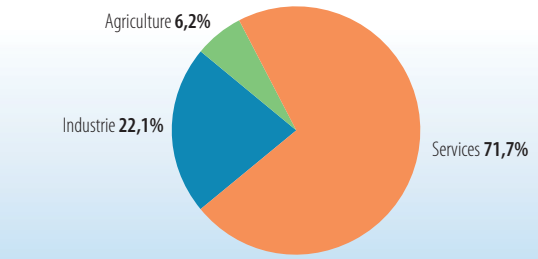
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

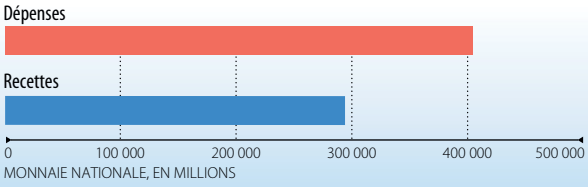
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	2 700
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	14 681
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	7 632,6
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	51,2
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	45,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	80/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

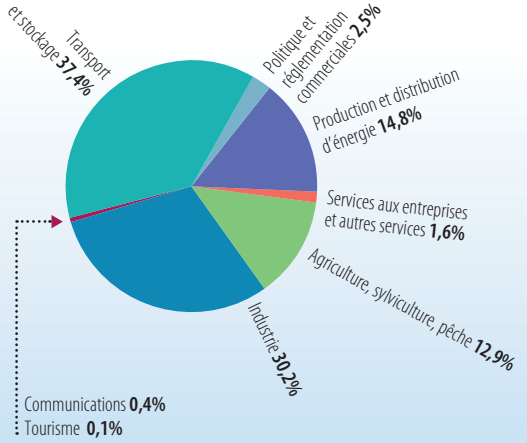
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 --
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	1 412	1 000	878
Infrastructure économique	9 867	21 038	51 871
Renforcement de la capacité de production	24 092	17 940	14 873
dont : marqueur du développement du commerce	..	7	1 112
Ajustement lié au commerce	..	6	914
Total aide pour le commerce	**35 370**	**39 984**	**68 536**
Aide pour le commerce par habitant ($)	13	15	25

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

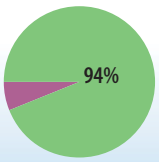
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



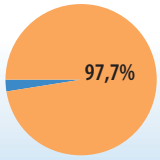
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	14 583
États-Unis	7 628
Belgique	5 422
OFID	5 000
Canada	2 221
Japon	626



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	55 021
Belgique	6 400
États-Unis	4 815
OFID	1 956
Canada	1 340
Japon	621



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national. Incertitude quant au point de savoir si les stratégies opérationnelles ont été réactualisées pour tenir compte des modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce.

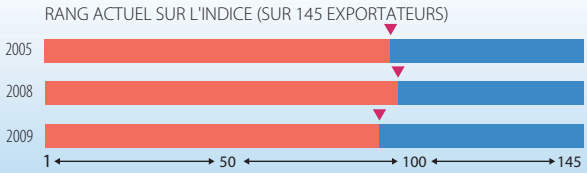
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

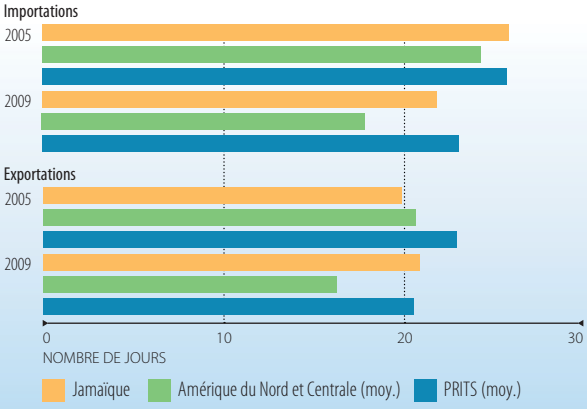


PRIORITÉ 2 : CHAÎNES DE VALEUR[17]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[8]

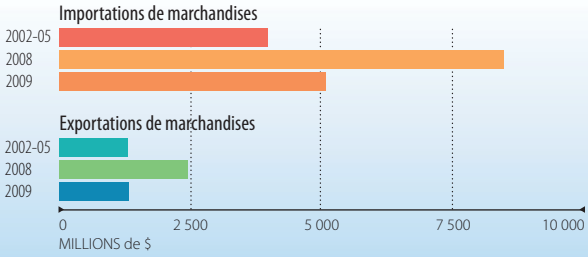
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



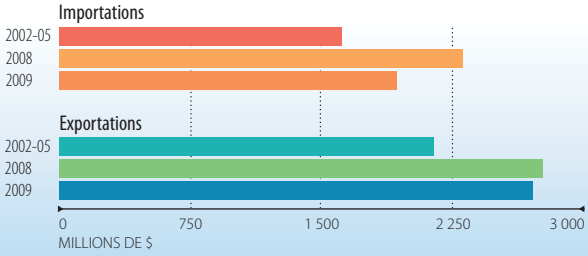
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

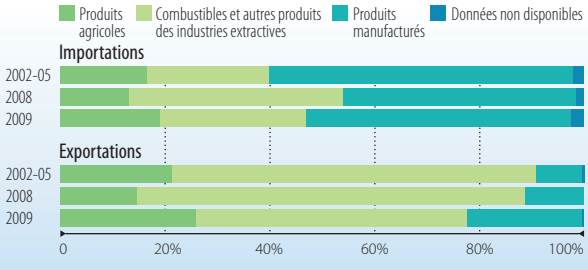
2007		2008		2009	
États-Unis	40,4	États-Unis	39,4	États-Unis	36,8
Trinité-et-Tobago	15,7	Trinité-et-Tobago	17,5	Venezuela, R.B.	12,8
Venezuela, R.B.	9,0	Venezuela, R.B.	11,6	Trinité-et-Tobago	10,8

Exportations par principale destination (% du total)

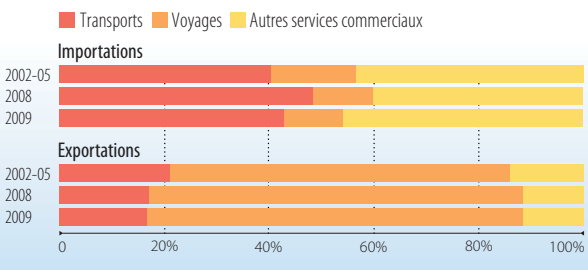
2007		2008		2009	
États-Unis	37,2	États-Unis	40,3	États-Unis	49,3
Union européenne	26,8	Union européenne	29,8	Union européenne	18,0
Canada	15,0	Canada	10,6	Canada	10,0

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



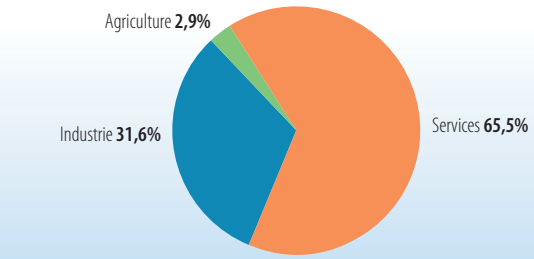
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

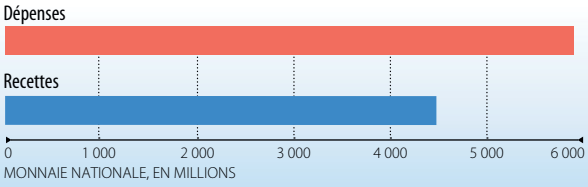
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	5 951
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	22 788
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	5 597,0
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	2,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	45,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	22,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	82/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	3,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

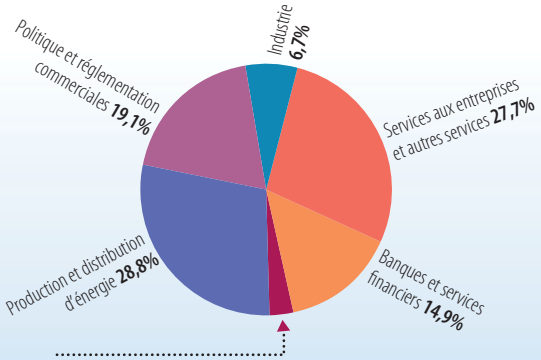
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	13 840	17 034	27 470
Infrastructure économique	2 802	27 000	4 531
Renforcement de la capacité de production	28 066	45 288	38 563
dont : marqueur du développement du commerce	..	26 765	24 125
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**44 708**	**89 323**	**70 565**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	15	12

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)

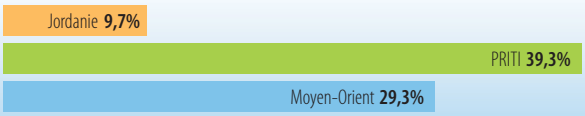


Agriculture, sylviculture, pêche **0,9%**
Transport et stockage **0,9%**
Communications **0,5%**
Industries extractives **0,1%**
Tourisme **0,4%**

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

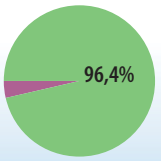
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



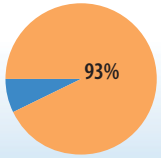
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	47 502
Institutions de l'UE	41 411
France	7 222
Allemagne	2 468
Japon	2 031
Italie	1 732



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	31 595
Institutions de l'UE	14 008
Japon	5 971
Espagne	4 704
France	4 118
FEM	2 100



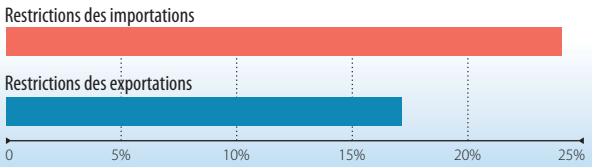
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

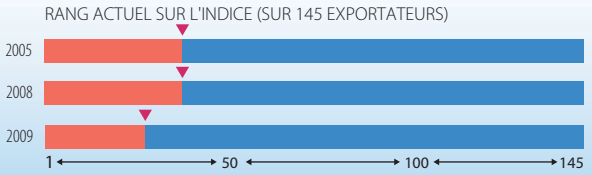
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

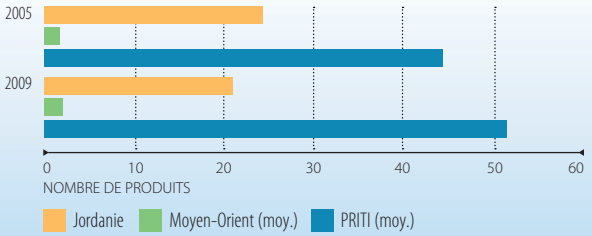
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

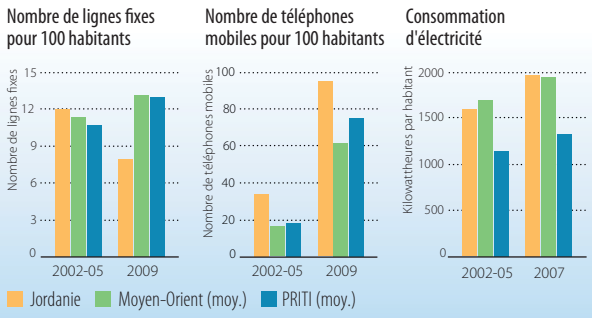


PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



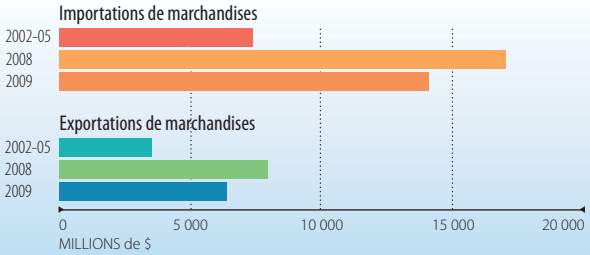
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



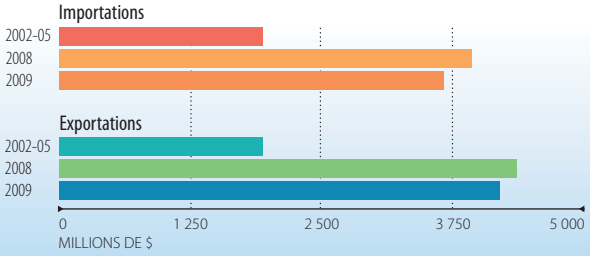
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

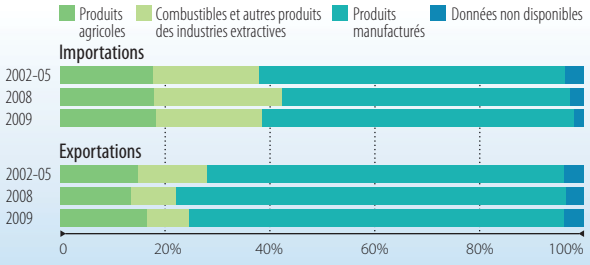
2007		2008		2009	
Union européenne	24,7	Arabie saoudite	21,6	Union européenne	21,7
Arabie saoudite	21,0	Union européenne	20,9	Arabie saoudite	17,3
Chine	9,7	Chine	10,4	Chine	10,9

Exportations par principale destination (% du total)

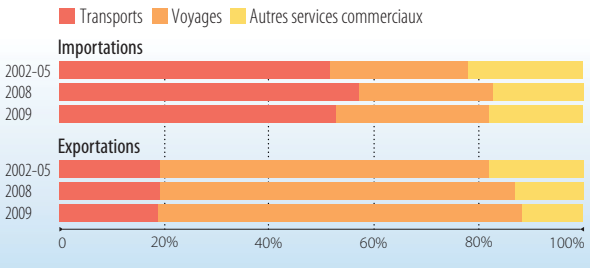
2007		2008		2009	
États-Unis	21,8	Iraq	16,5	Iraq	20,0
Iraq	12,7	Inde	16,5	États-Unis	13,7
Inde	8,3	États-Unis	13,5	Inde	10,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



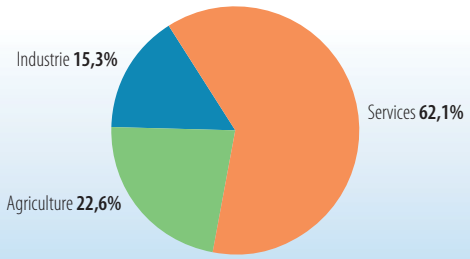
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

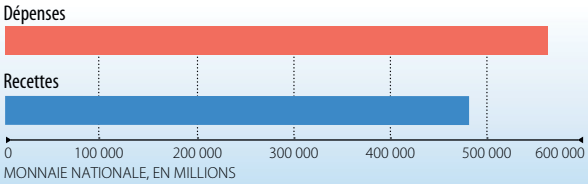
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	39 802
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	30 200
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 572,6
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	19,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	53,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	128/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	4,5

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

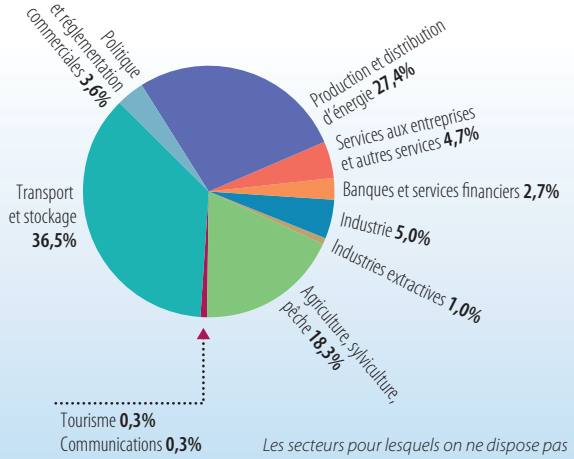
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	22 663	34 471	9 324
Infrastructure économique	183 632	618 571	206 213
Renforcement de la capacité de production	108 274	309 044	137 690
dont : marqueur du développement du commerce	..	100 800	20 957
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**314 569**	**962 086**	**353 227**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	24	9

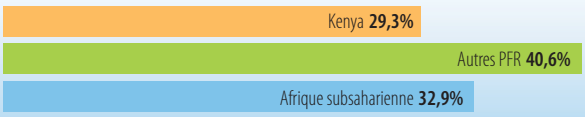
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

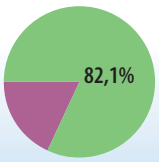
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



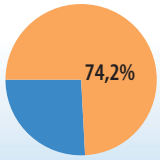
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	220 211
Institutions de l'UE	73 946
France	44 197
BAfD	38 542
États-Unis	36 059
Belgique	19 708



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	112 023
France	38 774
Japon	33 239
BAfD	29 598
Allemagne	17 672
Suède	17 228

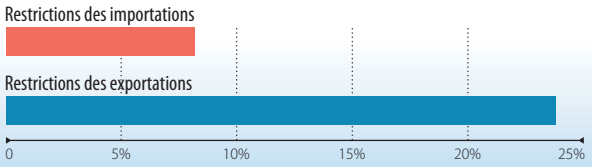


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

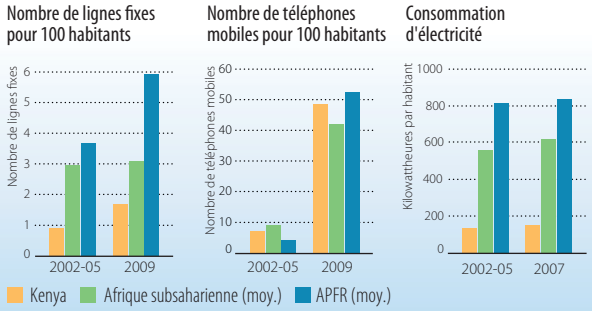
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



PRIORITÉ 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE[17]

NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR

2002 ●● 2005 ●● 2010 ●●

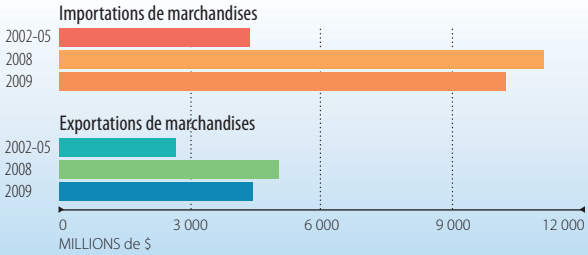
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

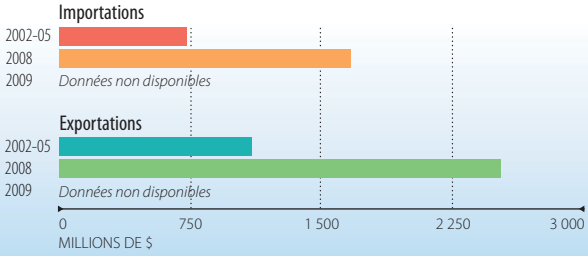
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

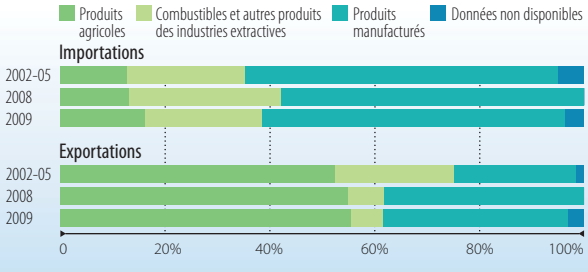
2007		2008		2009
Union européenne	20,2	Union européenne	17,6	–
Émirats arabes unis	14,8	Émirats arabes unis	14,9	–
Inde	9,4	Inde	11,8	–

Exportations par principale destination (% du total)

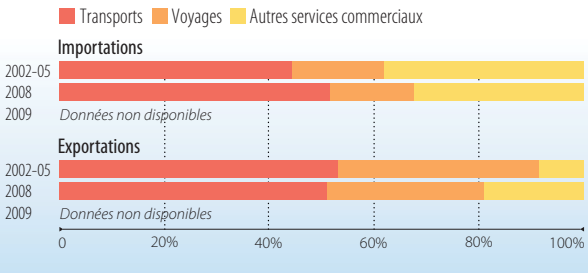
2007		2008		2009
Union européenne	26,6	Union européenne	26,0	–
Ouganda	12,2	Ouganda	12,3	–
Tanzanie	8,1	Tanzanie	8,5	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



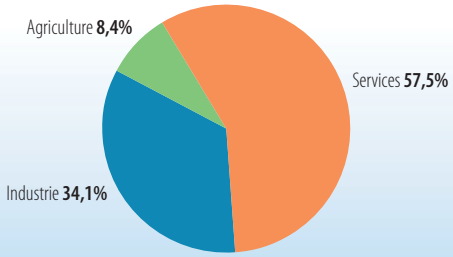
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

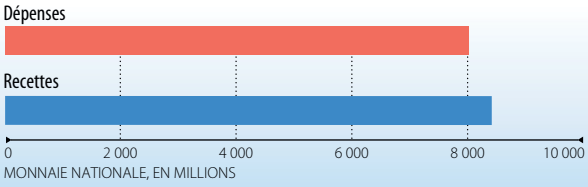
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	2 067
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 758
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 467,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	43,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	56,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	52,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	141/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	7,0

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

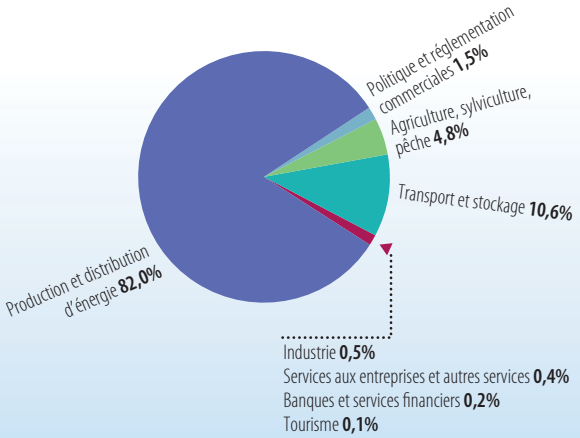
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	9	335	603
Infrastructure économique	2 524	20 076	6 816
Renforcement de la capacité de production	4 449	1 285	2 516
dont : marqueur du développement du commerce	..	427	958
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	6 982	21 696	9 935
Aide pour le commerce par habitant ($)	4	10	5

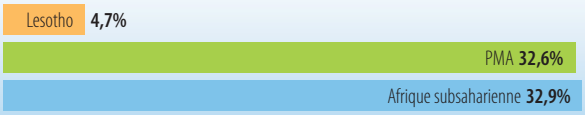
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

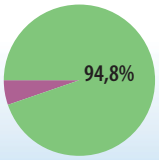
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



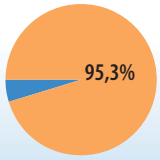
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BAfD	8 479
États-Unis	1 926
Banque mondiale	1 562
Suède	413
Canada	353
Allemagne	264



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	7 720
Institutions de l'UE	3 523
BAfD	2 403
États-Unis	575
Allemagne	264
Irlande	187



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

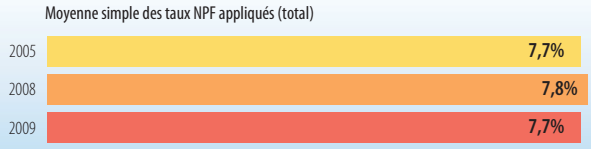
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

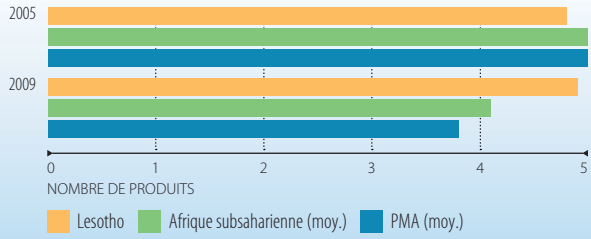
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

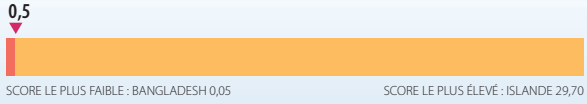
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[18]

Infrastructure transfrontières, 2010 (score)

Densité aéroportuaire



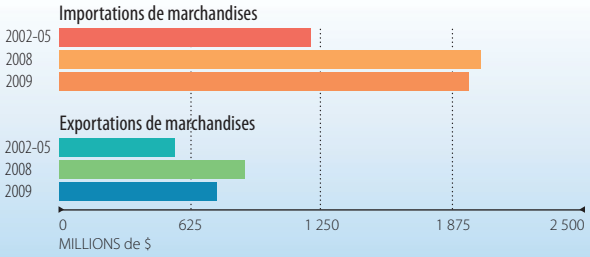
Indice de connectivité en matière de transbordement

Données non disponibles

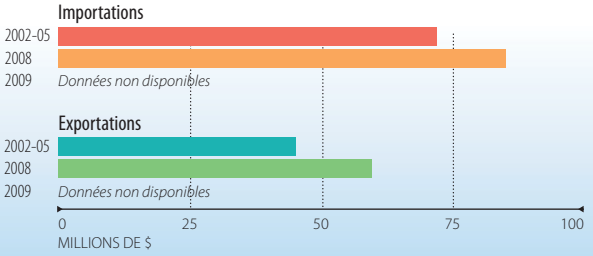
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

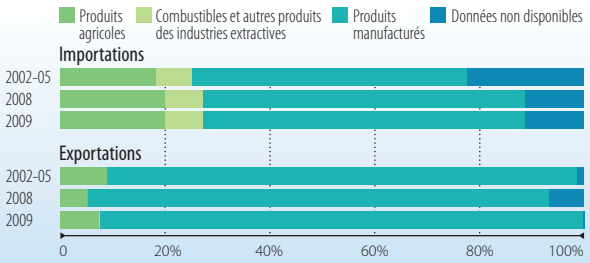
2004		2008	2009
Afrique du Sud	78,2	–	–
Taipei chinois	6,3	–	–
Hong Kong, Chine	5,7	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

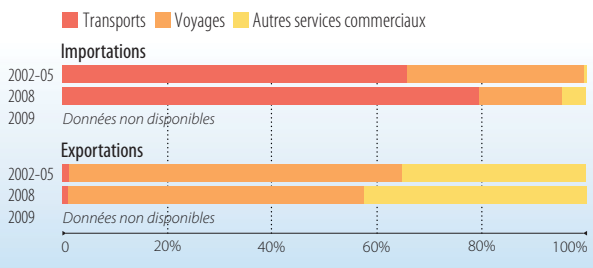
2004		2008	2009
États-Unis	68,5	–	–
Afrique du Sud	17,6	–	–
Union européenne	9,9	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



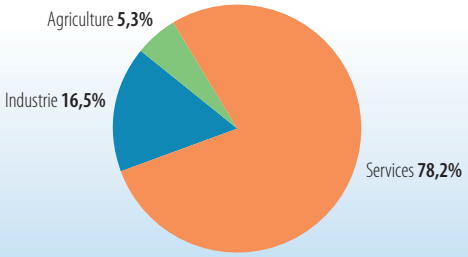
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

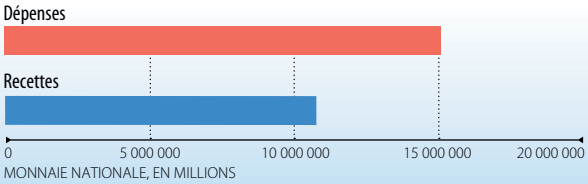
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	4 224
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	34 450
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	9,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 3069,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	24,9
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	3,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

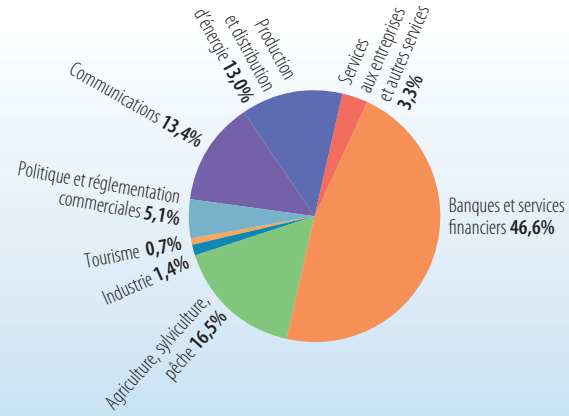
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 Forum économique mondial - Global Enabling Trade Resport 2010
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	11 771	1 748	810
Infrastructure économique	527	9 024	5 014
Renforcement de la capacité de production	14 603	23 407	61 659
dont : marqueur du développement du commerce	..	8 933	2 417
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**26 902**	**34 179**	**67 483**
Aide pour le commerce par habitant ($)	7	8	16

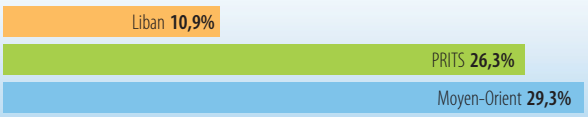
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

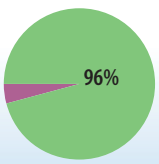
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



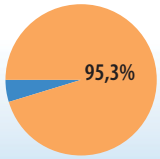
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	22 497
États-Unis	9 038
Espagne	4 462
France	4 450
Italie	3 664
Canada	1 001



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
France	33 910
Institutions de l'UE	10 185
Italie	5 495
États-Unis	5 303
Espagne	3 683
Canada	1 194

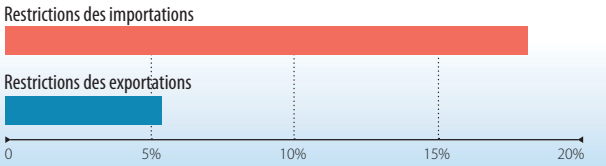


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

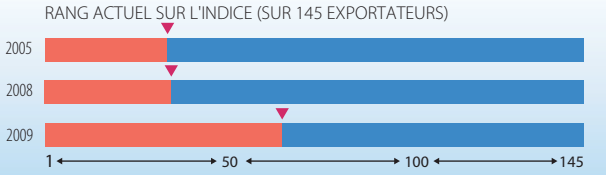
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[17]

Infrastructure transfrontières, 2010 (score)

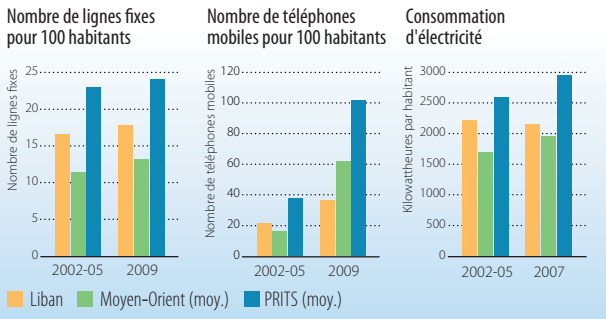
Densité aéroportuaire

Données non disponibles

Indice de connectivité en matière de transbordement

Données non disponibles

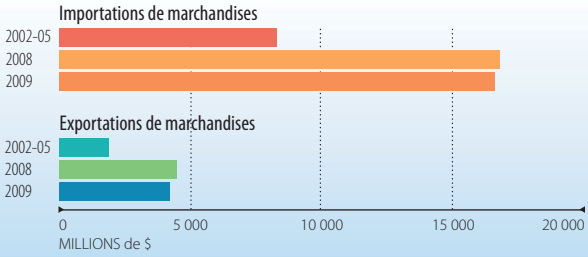
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



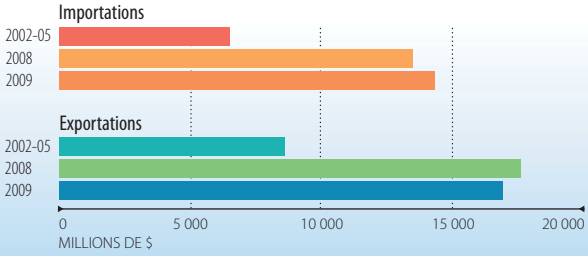
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

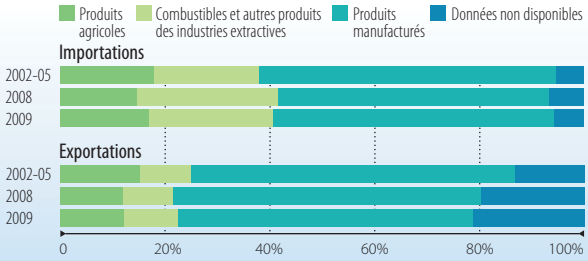
2007		2008		2009	
Union européenne	38,3	Union européenne	36,5	Union européenne	38,3
États-Unis	9,7	États-Unis	11,5	États-Unis	10,9
Chine	8,6	Chine	8,6	Chine	8,9

Exportations par principale destination (% du total)

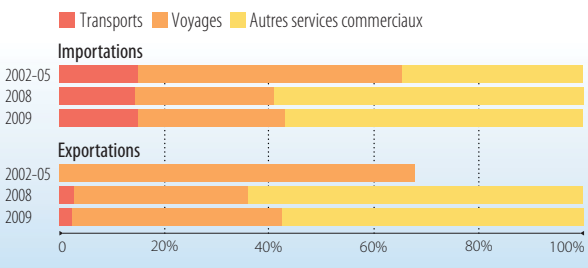
2007		2008		2009	
Union européenne	16,5	Union européenne	15,3	Suisse	22,3
Suisse	10,9	Émirats arabes unis	10,0	Union européenne	13,0
Émirats arabes unis	8,7	Suisse	9,5	Émirats arabes unis	9,6

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



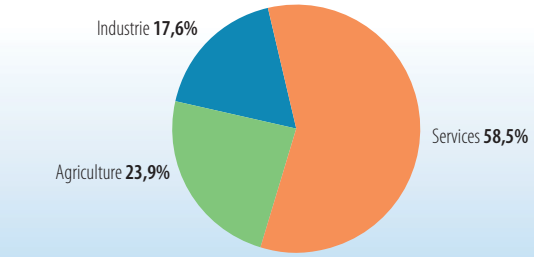
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

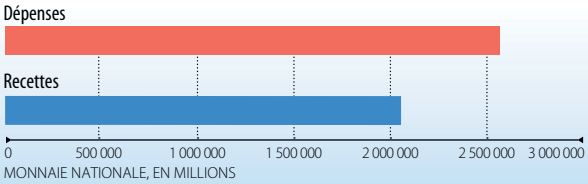
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	19 625
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	9 052
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 048,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	67,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	53,5
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	49,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	135/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	8,9

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

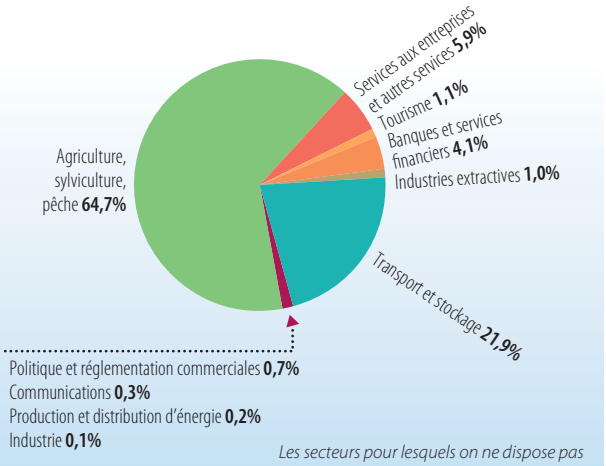
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	817	387	358
Infrastructure économique	183 620	12 339	48 891
Renforcement de la capacité de production	110 090	42 454	82 605
dont : marqueur du développement du commerce	..	4 234	16 894
Ajustement lié au commerce	..	7	991
Total aide pour le commerce	**294 527**	**55 186**	**132 845**
Aide pour le commerce par habitant ($)	17	3	7

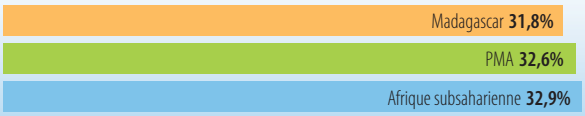
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

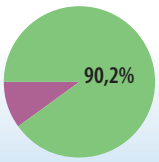
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



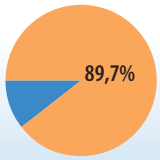
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	128 183
Banque mondiale	31 571
France	16 423
BAfD	11 563
États-Unis	10 494
FIDA	9 143



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	68 551
Institutions de l'UE	44 678
France	20 686
États-Unis	16 368
BAfD	14 779
Japon	8 120



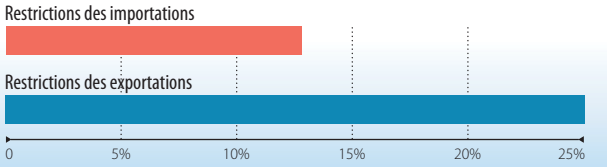
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a une incidence modérée sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

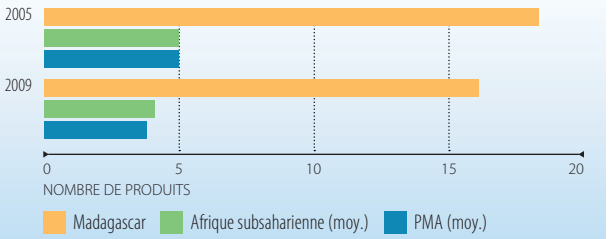
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

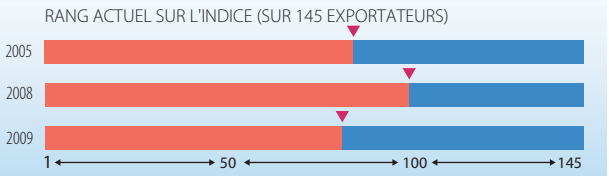
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

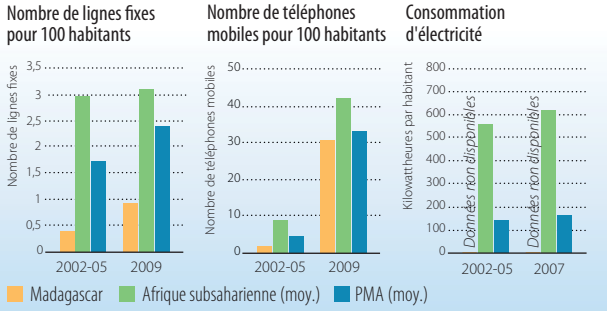


PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



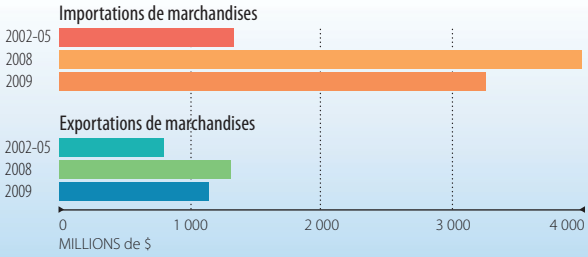
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



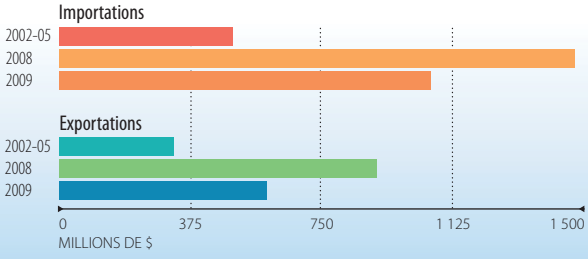
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

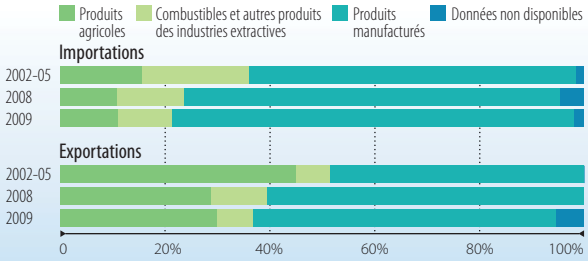
2007		2008		2009	
Union européenne	23,1	Union européenne	21,5	Union européenne	22,6
Chine	19,1	Chine	21,0	Thaïlande	18,3
Bahreïn	15,2	Bahreïn	7,9	Chine	11,2

Exportations par principale destination (% du total)

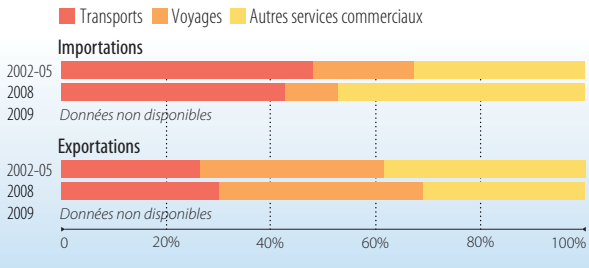
2007		2008		2009	
Union européenne	62,7	Union européenne	61,1	Union européenne	53,2
États-Unis	17,7	États-Unis	21,9	États-Unis	17,9
Maurice	2,9	Chine	3,1	Chine	4,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



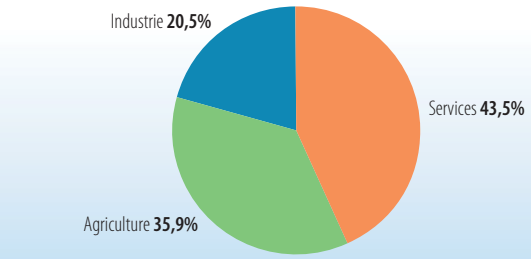
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

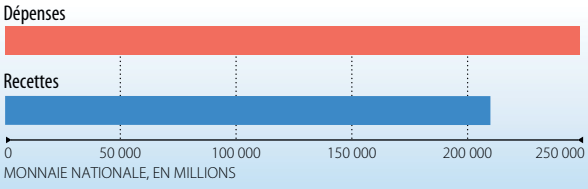
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	15 263
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	4 975
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	7,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	858,2
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	73,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	46,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	49,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	153/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	22,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

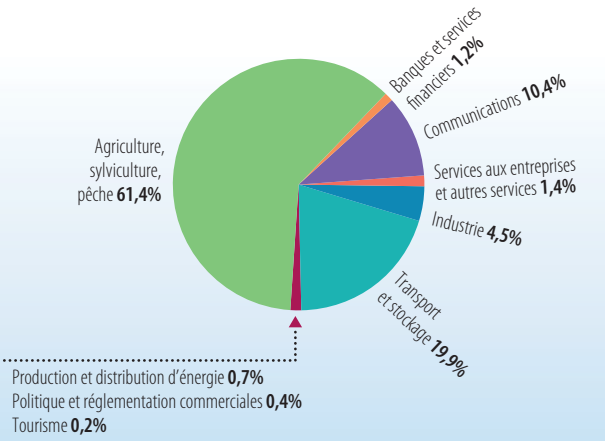
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial - *Global Enabling Trade Report 2010*
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	492	750	718
Infrastructure économique	32 526	59 194	26 546
Renforcement de la capacité de production	84 414	130 949	92 190
dont : marqueur du développement du commerce	..	5 938	8 014
Ajustement lié au commerce	..	10	..
Total aide pour le commerce	**117 432**	**190 902**	**119 454**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	13	8

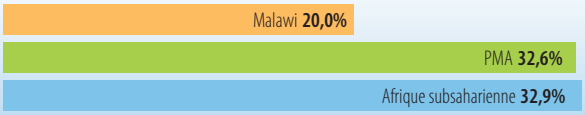
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

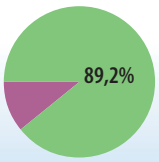
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



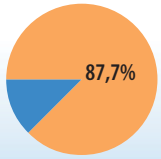
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	37 275
BAfD	30 143
Institutions de l'UE	24 373
Norvège	12 583
Japon	11 017
Irlande	8 714



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	32 944
Banque mondiale	22 230
BAfD	13 857
Japon	13 327
Norvège	11 600
Irlande	8 714



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

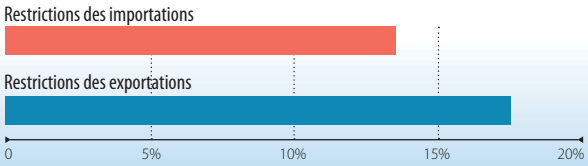
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

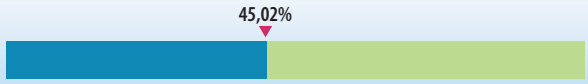
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



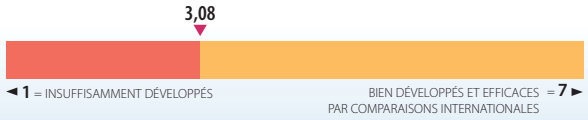
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : AUTRES TRANSPORTS[16]

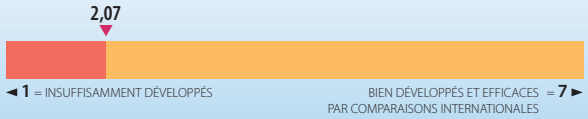
Routes revêtues (% des voies de circulation), 2003



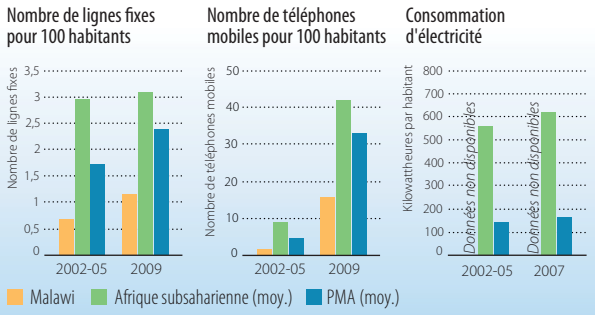
Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010



Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

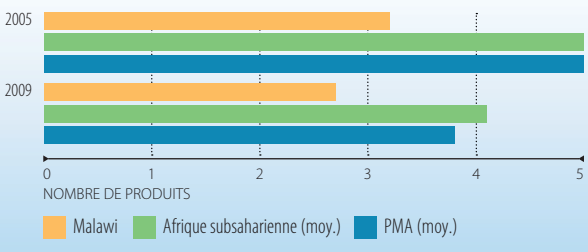


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

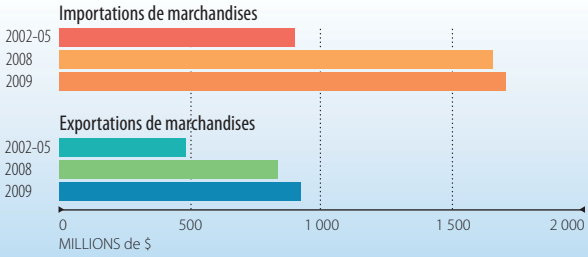
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



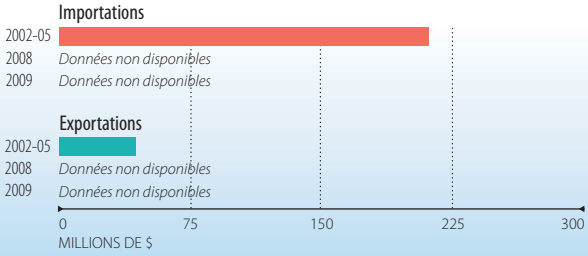
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

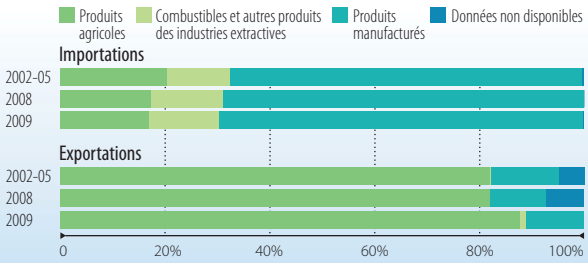
2007		2008		2009	
Afrique du Sud	29,1	Afrique du Sud	26,6	Afrique du Sud	34,1
Union européenne	15,8	Mozambique	20,3	Union européenne	13,6
Mozambique	12,2	Union européenne	10,8	Mozambique	12,8

Exportations par principale destination (% du total)

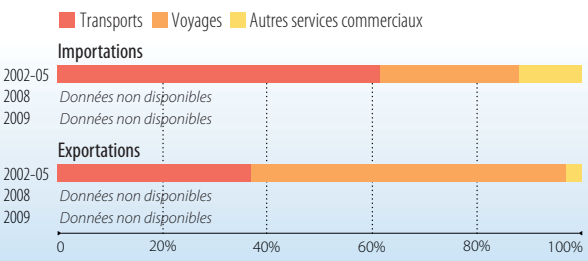
2007		2008		2009	
Union européenne	39,0	Union européenne	45,3	Union européenne	37,3
Zimbabwe	15,2	Afrique du Sud	10,1	Afrique du Sud	10,2
Afrique du Sud	14,8	États-Unis	5,7	Égypte	6,2

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



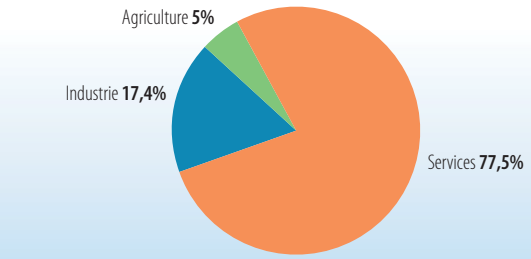
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

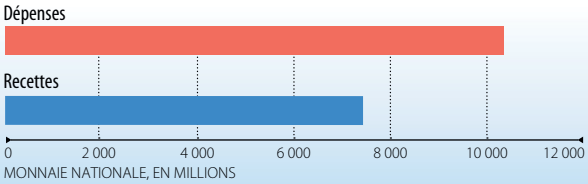
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	309
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 356
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	5 475,7
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	44,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	42,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	107/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	4,5

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

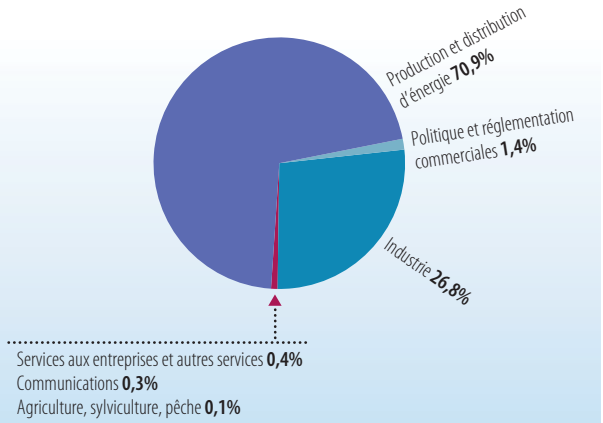
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	12	383	240
Infrastructure économique	6 856	18 999	7 977
Renforcement de la capacité de production	1 873	7 291	2 387
dont : marqueur du développement du commerce	..	78	16
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**8 742**	**26 673**	**10 603**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**30**	**86**	**34**

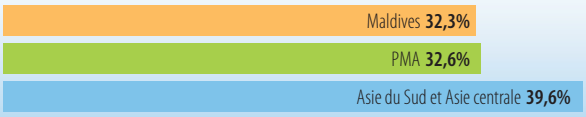
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

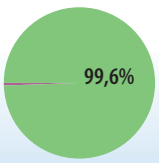
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



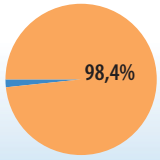
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Danemark	9 184
Banque mondiale	3 744
BAsD	3 572
Pays-Bas	2 846
Japon	439
Canada	196



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Danemark	3 677
Pays-Bas	2 846
Banque mondiale	1 296
Japon	435
FEM	101
Institutions de l'UE	54



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national. Les stratégies opérationnelles ont été réactualisées pour tenir compte des objectifs en matière d'aide pour le commerce.

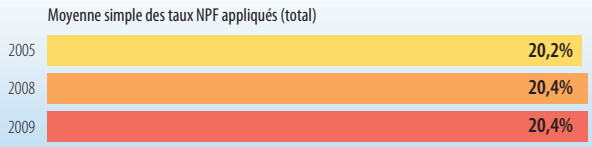
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

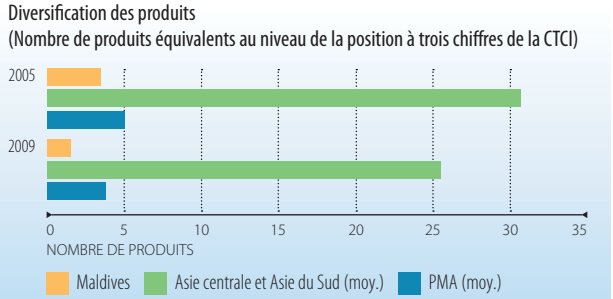
Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]



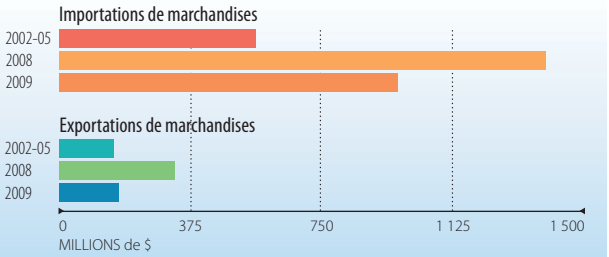
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



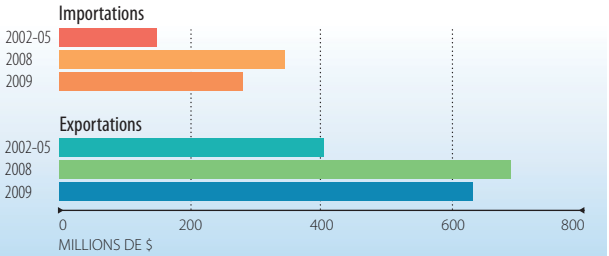
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

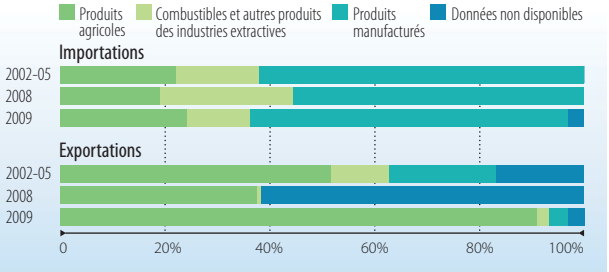
2007		2008		2009
Singapour	22,5	Singapour	21,3	–
Émirats arabes unis	19,1	Émirats arabes unis	18,0	–
Inde	11,5	Union européenne	11,5	–

Exportations par principale destination (% du total)

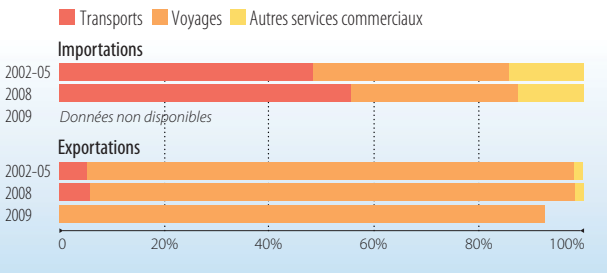
2007		2008		2009
Thaïlande	40,9	Thaïlande	49,0	–
Union européenne	29,3	Union européenne	31,0	–
Sri Lanka	14,9	Sri Lanka	9,5	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



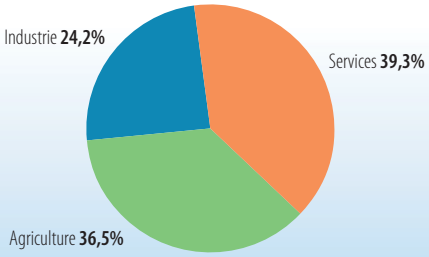
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

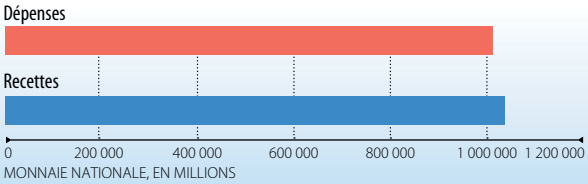
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	13 010
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 996
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 185,5
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	51,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	46,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	160/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	11,0

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

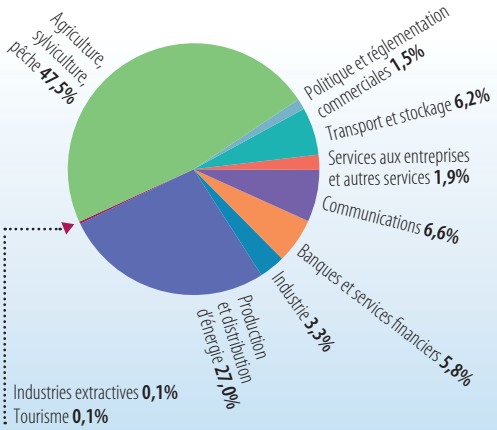
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 371	9 349	14 878
Infrastructure économique	90 090	240 659	65 953
Renforcement de la capacité de production	88 518	354 467	181 431
dont : marqueur du développement du commerce	..	62 593	72 817
Ajustement lié au commerce	..	35	9
Total aide pour le commerce	**182 980**	**604 510**	**262 271**
Aide pour le commerce par habitant ($)	16	46	20

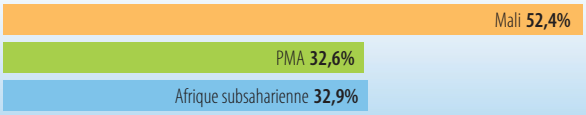
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

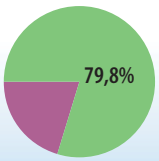
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



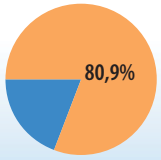
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	143 742
Institutions de l'UE	140 368
États-Unis	94 753
BAfD	39 313
Corée	30 622
Allemagne	24 720



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	87 616
Institutions de l'UE	41 079
États-Unis	32 659
BAfD	18 461
Allemagne	13 701
France	10 462



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

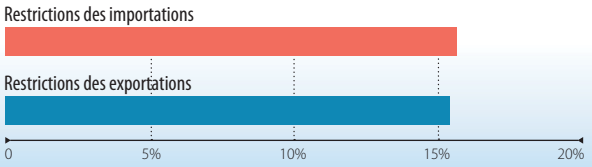
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles pour tenir compte des objectifs en matière d'aide pour le commerce.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

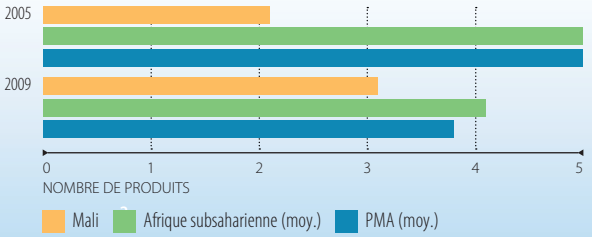
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

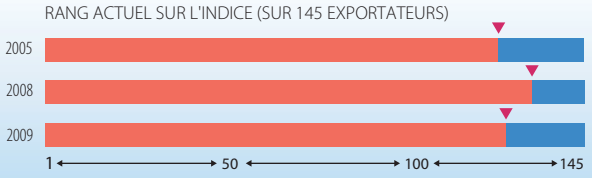
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

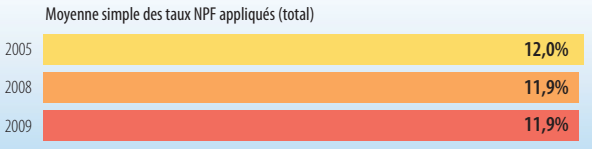


PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



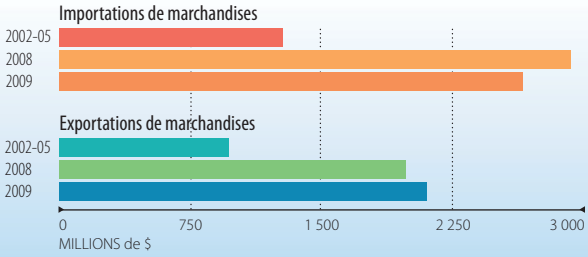
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



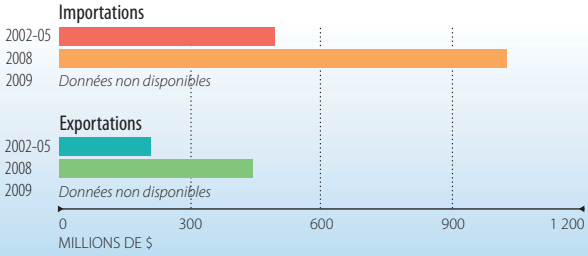
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

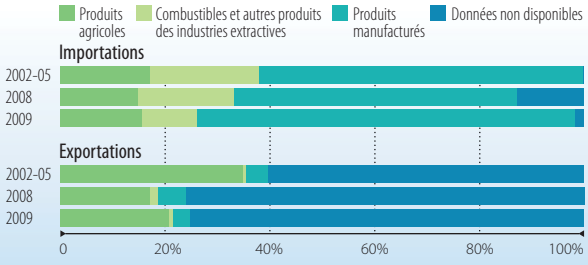
2007		2008		2009
Afrique du Sud	67,1	Afrique du Sud	72,5	–
Union européenne	5,9	Sénégal	6,8	–
Suisse	4,6	Union européenne	2,7	–

Exportations par principale destination (% du total)

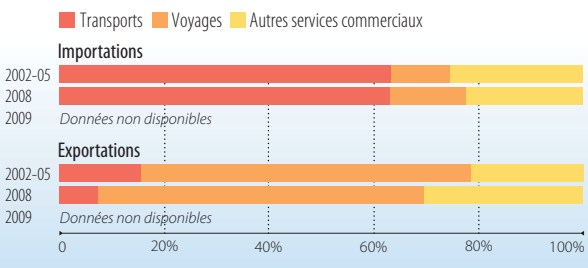
2007		2008		2009
Union européenne	25,1	Union européenne	26,1	–
Sénégal	19,8	Sénégal	17,2	–
Côte d'Ivoire	12,7	Côte d'Ivoire	10,4	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



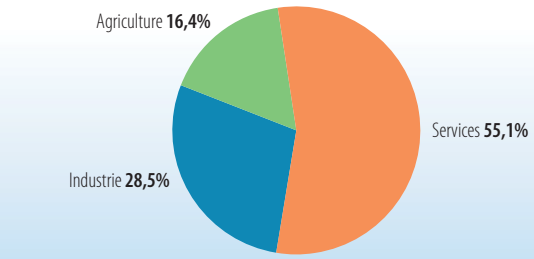
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

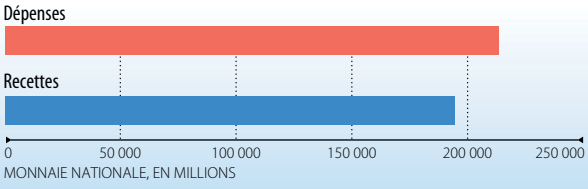
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	31 993
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	90 859
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 494,4
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	2,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	47,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	26,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	114/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

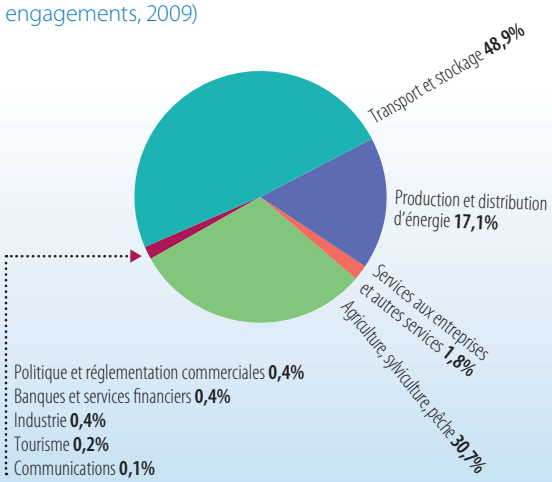
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	5 075	3 696	4 198
Infrastructure économique	253 714	560 975	446 179
Renforcement de la capacité de production	69 796	283 753	107 826
dont : marqueur du développement du commerce	..	214 320	71 825
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**328 585**	**848 424**	**558 202**
Aide pour le commerce par habitant ($)	11	27	17

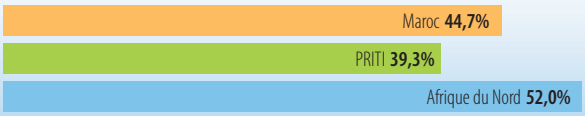
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

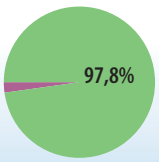
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



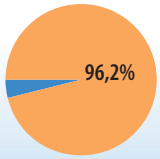
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
France	624 172
États-Unis	400 711
Espagne	110 417
Institutions de l'UE	97 824
Japon	46 852
OFID	15 000



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Espagne	116 018
Japon	104 164
France	87 977
Institutions de l'UE	65 482
Allemagne	47 152
États-Unis	26 781



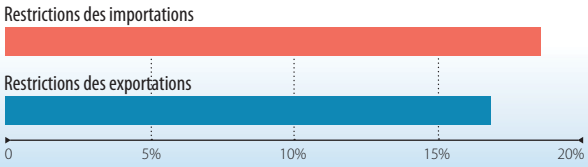
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1[16]

Plusieurs priorités choisies (infrastructure de réseau, autres transports et infrastructure transfrontières). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2[17]

Plusieurs priorités choisies (analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale, facilitation des échanges et intégration régionale). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

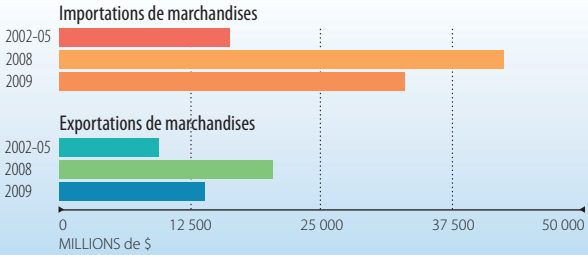
PRIORITÉ 3[18]

Plusieurs priorités choisies (compétitivité et diversification des exportations). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

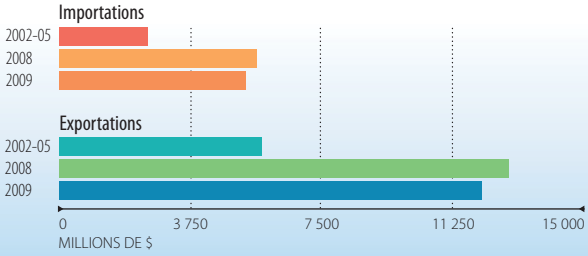
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

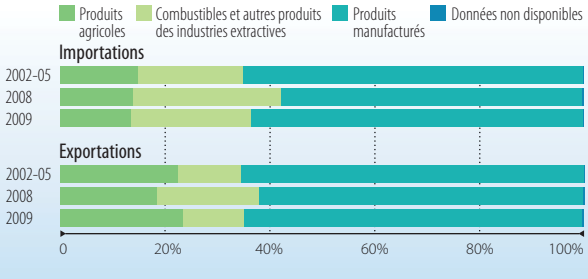
2007		2008		2009	
Union européenne	51,9	Union européenne	51,8	Union européenne	52,5
États-Unis	6,1	Arabie saoudite	6,7	Chine	7,8
Chine	5,9	Chine	5,7	États-Unis	7,1

Exportations par principale destination (% du total)

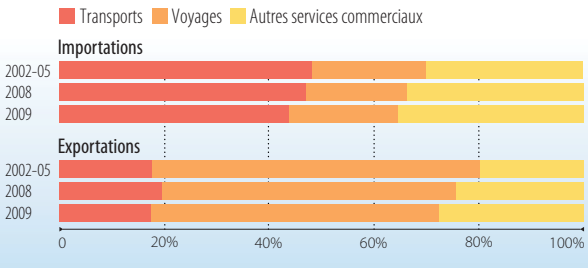
2007		2008		2009	
Union européenne	72,4	Union européenne	59,3	Union européenne	65,7
Inde	3,8	Inde	6,8	Inde	5,3
Brésil	3,2	Brésil	4,8	États-Unis	3,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



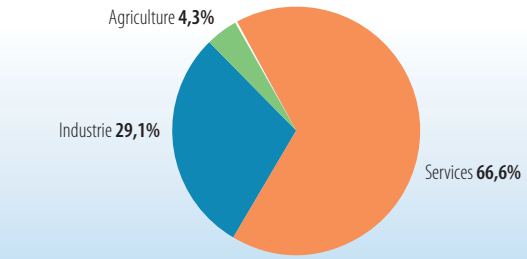
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

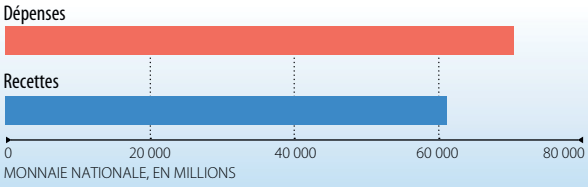
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 275
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 599
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	12 838,4
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	72/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

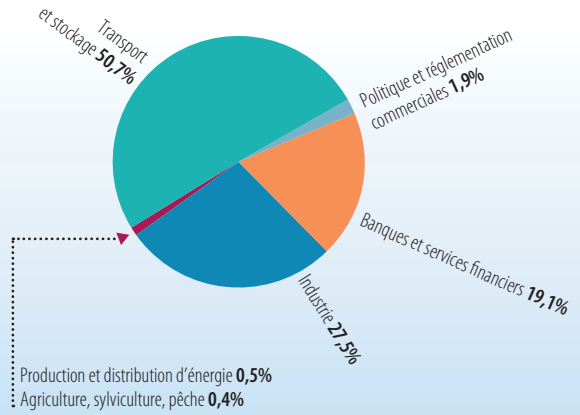
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	59	2 117	28
Infrastructure économique	37 420	56 204	223
Renforcement de la capacité de production	14 930	51 567	21 801
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	1
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**52 410**	**109 888**	**22 051**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**43**	**86**	**17**

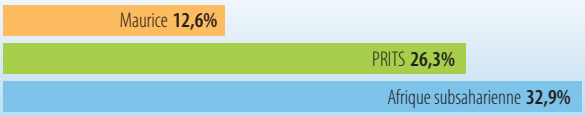
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

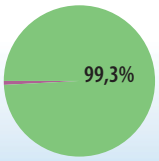
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
France	43 982
Institutions de l'UE	22 724
Royaume-Uni	10 493
Norvège	676
Japon	259
FIDA	196



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Royaume-Uni	10 493
Institutions de l'UE	3 164
Japon	257
OMC	164
PNUD	96
Allemagne	59



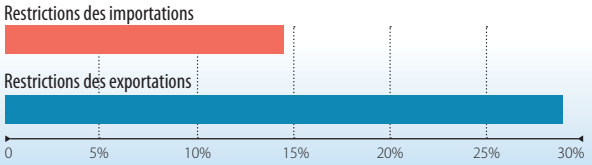
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

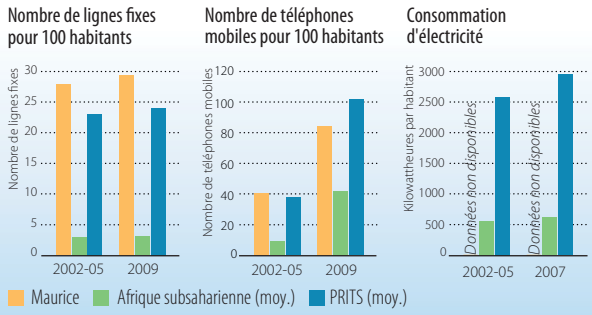
Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



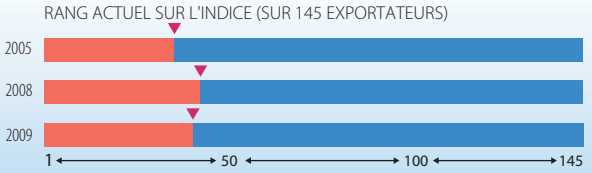
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



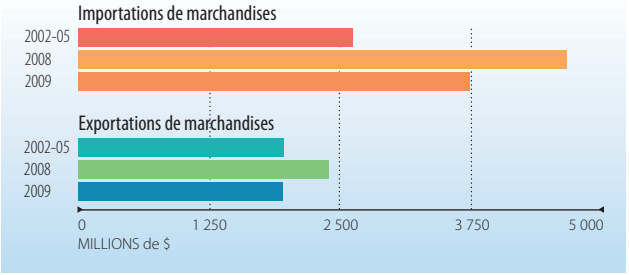
PRIORITÉ 3 : COÛTS D'AJUSTEMENT[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

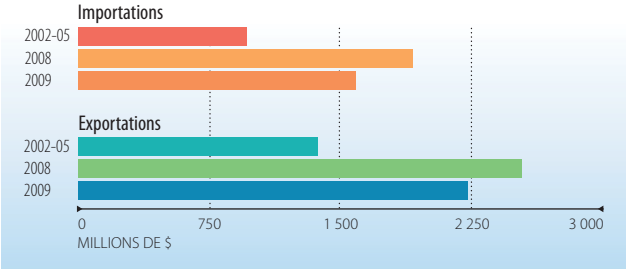
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

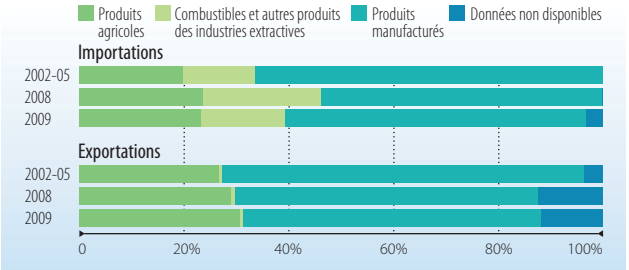
2007		2008		2009	
Union européenne	27,0	Inde	23,9	Union européenne	17,7
Inde	21,2	Union européenne	22,1	Inde	13,1
Chine	11,4	Chine	11,5	Chine	8,6

Exportations par principale destination (% du total)

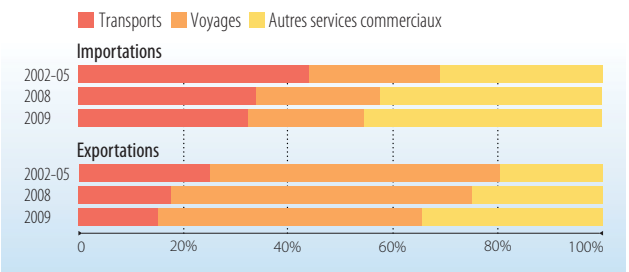
2007		2008		2009	
Union européenne	64,4	Union européenne	60,5	Union européenne	46,6
États-Unis	6,9	États-Unis	5,8	États-Unis	5,8
Madagascar	5,6	Madagascar	5,1	Madagascar	4,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



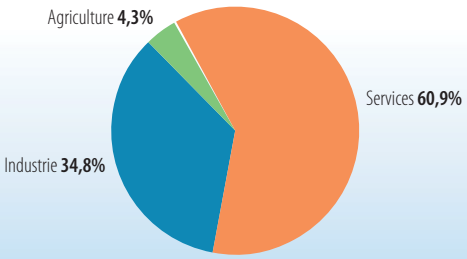
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

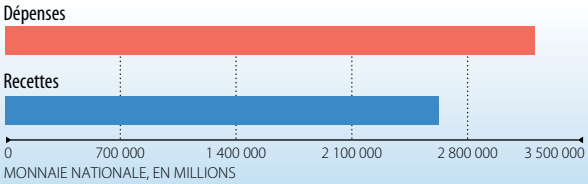
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 275
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 599
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-6,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 4335,1
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2008)[6]	4,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2008)[7]	56,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,0
Indicateur du développement humain (2010)[9]	56/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,01

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

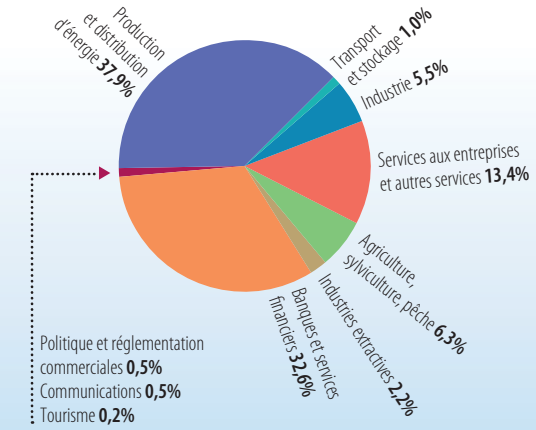
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 093	369	2 918
Infrastructure économique	2 488	28 268	16 748
Renforcement de la capacité de production	20 238	43 156	27 916
dont : marqueur du développement du commerce	..	26 358	8 057
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**26 819**	**71 793**	**47 581**
Aide pour le commerce par habitant ($)	0	1	0

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

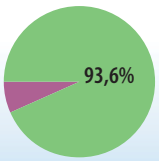
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



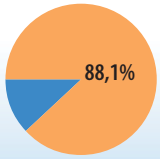
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	33 393
Allemagne	17 450
Japon	5 734
Royaume-Uni	5 341
Espagne	1 614
ONUDI	1 190



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	14 831
Japon	5 691
Royaume-Uni	5 341
Institutions de l'UE	4 151
Allemagne	3 113
Espagne	2 114

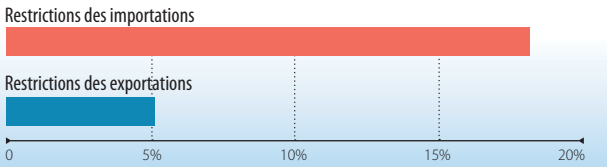


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



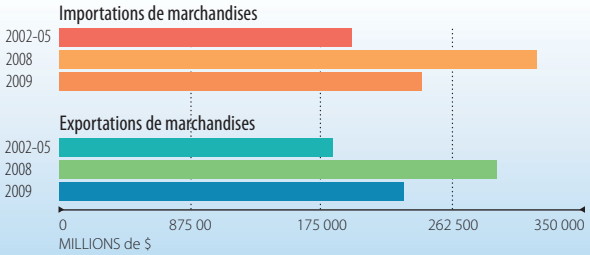
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL[16,17,18]

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

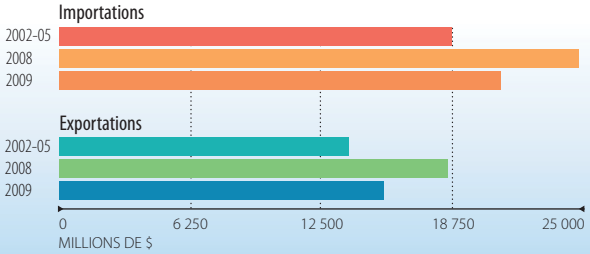
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

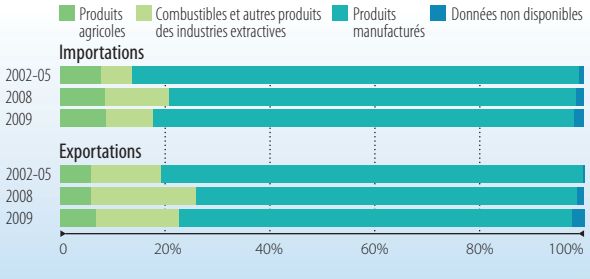
2007		2008		2009	
États-Unis	49,6	États-Unis	49,2	États-Unis	48,1
Union européenne	12,0	Union européenne	12,7	Chine	13,9
Chine	10,6	Chine	11,2	Union européenne	11,6

Exportations par principale destination (% du total)

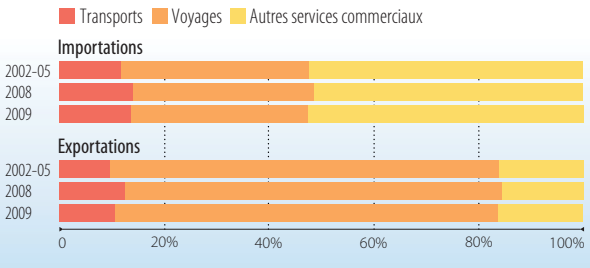
2007		2008		2009	
États-Unis	82,2	États-Unis	80,3	États-Unis	80,7
Union européenne	5,3	Union européenne	5,9	Union européenne	5,1
Canada	2,4	Canada	2,4	Canada	3,6

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



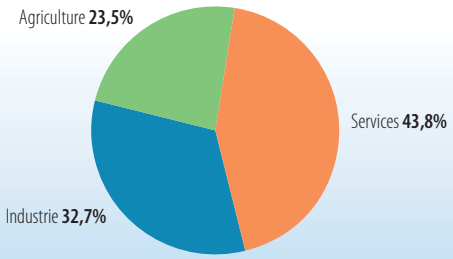
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

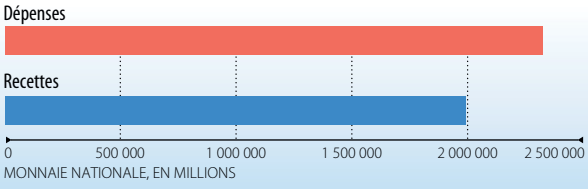
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	2 671
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	4 202
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	3 522,3
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2008)[6]	2,2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2008)[7]	44,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	100/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	4,8

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

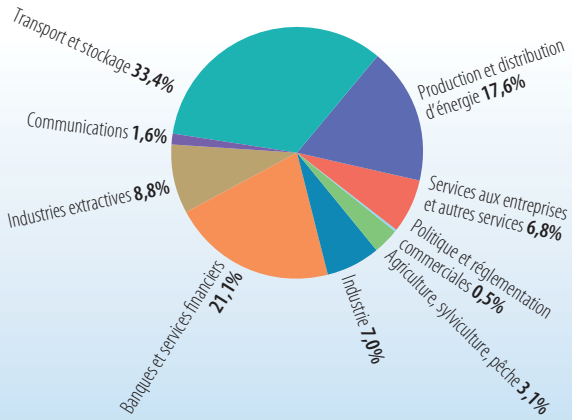
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 824	560	1 253
Infrastructure économique	21 699	64 742	58 098
Renforcement de la capacité de production	34 702	57 732	63 464
dont : marqueur du développement du commerce	..	15 301	4 344
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**59 225**	**123 035**	**122 815**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**24**	**46**	**46**

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

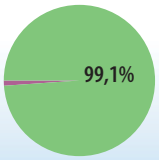
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



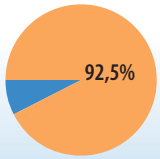
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	181 882
États-Unis	113 975
Allemagne	15 103
Banque mondiale	15 058
Corée	10 451
Suisse	2 522



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	27 207
Banque mondiale	25 839
Corée	16 524
États-Unis	15 243
Allemagne	11 686
Institutions de l'UE	3 254



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

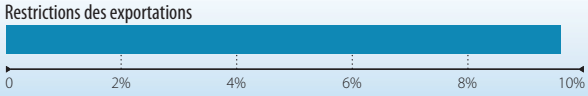
Les priorités en matière d'aide pour le commerce ont été modifiées.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

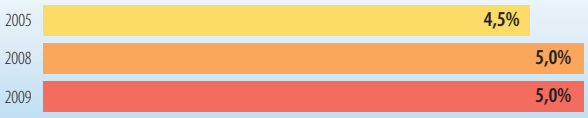
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

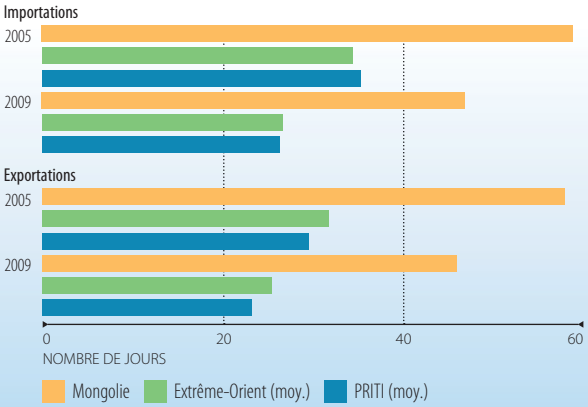
PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)



PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

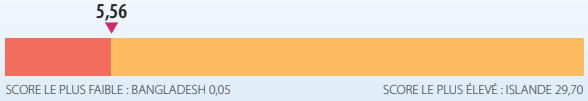
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[18]

Infrastructure transfrontières, 2010 (score)

Densité aéroportuaire



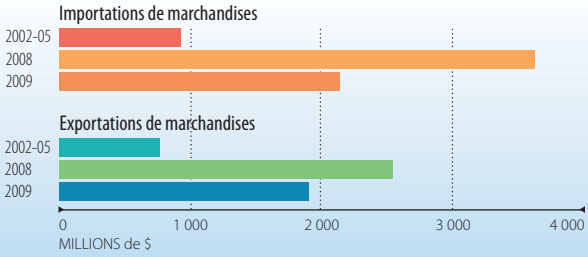
Indice de connectivité en matière de transbordement

Données non disponibles

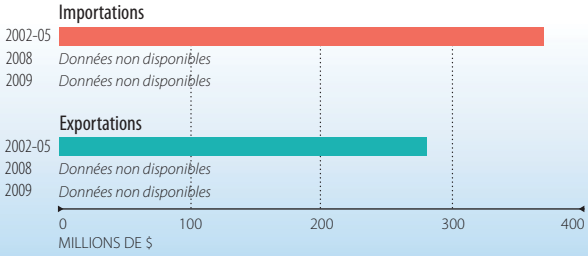
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

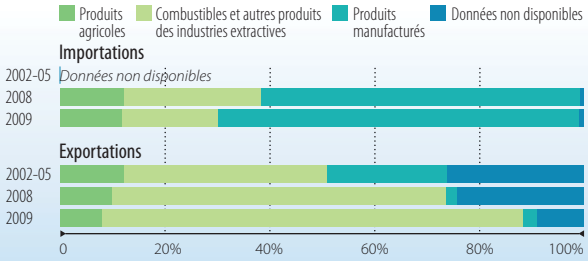
2007		2008	2009
Fédération de Russie	34,3	–	–
Chine	31,1	–	–
Union européenne	9,2	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

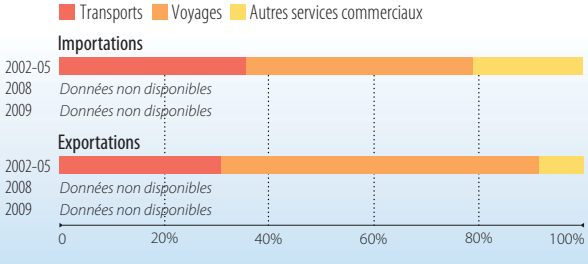
2007		2008	2009
Chine	74,2	–	–
Canada	9,5	–	–
Union européenne	5,6	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



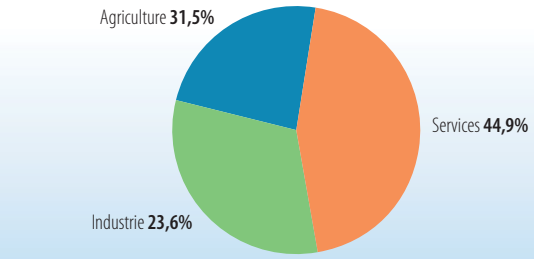
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

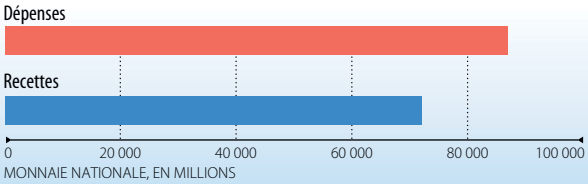
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	22 894
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 790
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	885,2
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	74,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	53,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	52,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	165/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	21,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

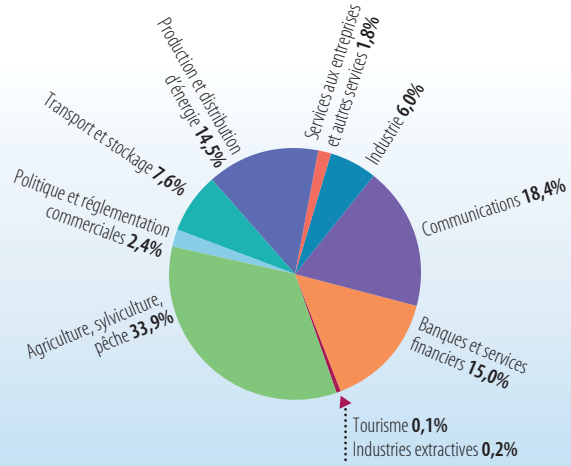
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 319	10 427	22 129
Infrastructure économique	203 244	174 498	176 590
Renforcement de la capacité de production	146 906	245 443	204 745
dont : marqueur du développement du commerce	..	129 565	94 256
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**354 468**	**430 368**	**403 464**
Aide pour le commerce par habitant ($)	18	19	18

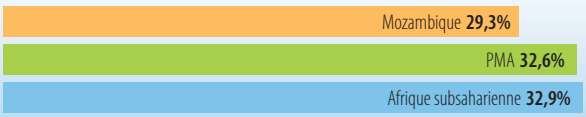
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

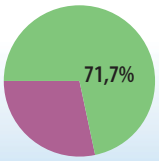
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



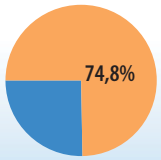
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	112 912
Banque mondiale	85 333
Institutions de l'UE	59 723
Corée	34 998
Finlande	24 940
Canada	23 031



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	122 462
Institutions de l'UE	48 122
Norvège	30 907
Suède	26 233
Danemark	25 860
BAfD	18 830



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le commerce est hautement prioritaire dans le plan de développement national.

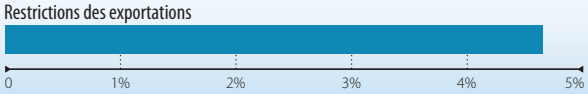
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence modérée sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



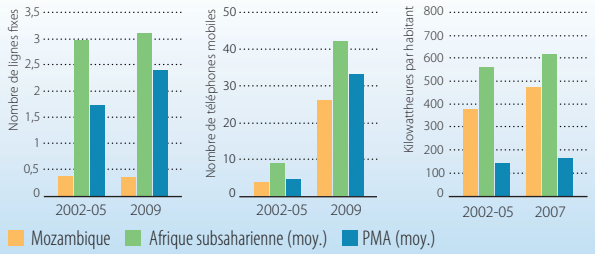
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]

Nombre de lignes fixes pour 100 habitants

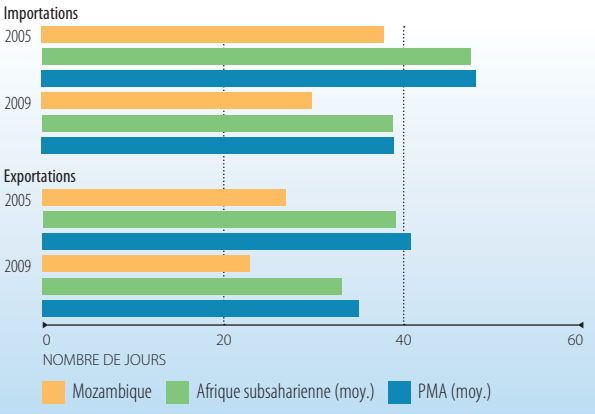
Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants

Consommation d'électricité



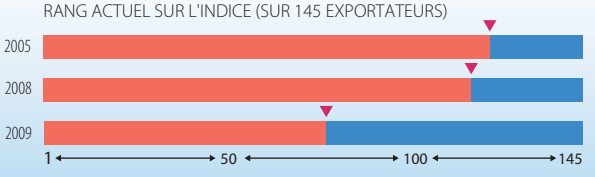
PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

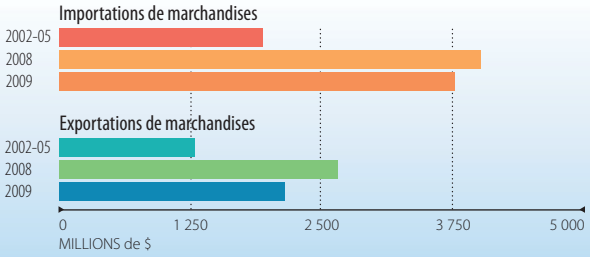
Indice des performances commerciales



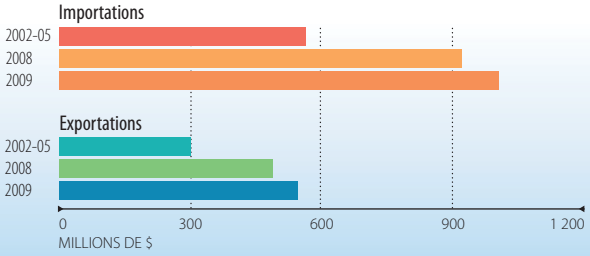
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

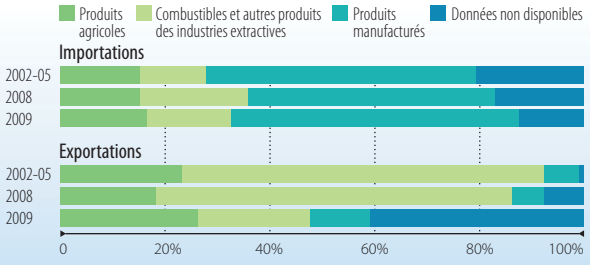
2007		2008		2009	
Afrique du Sud	31,8	Afrique du Sud	29,1	Afrique du Sud	35,4
Union européenne	23,5	Union européenne	27,4	Union européenne	24,2
Inde	4,3	Bahreïn	6,7	Inde	6,5

Exportations par principale destination (% du total)

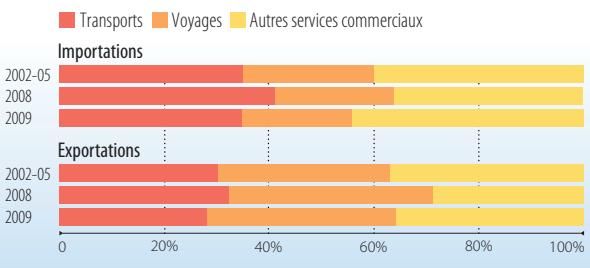
2007		2008		2009	
Afrique du Sud	17,8	Union européenne	62,6	Union européenne	51,1
Union européenne	6,1	Afrique du Sud	10,0	Afrique du Sud	21,4
Zimbabwe	3,0	Zimbabwe	3,1	Chine	3,5

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



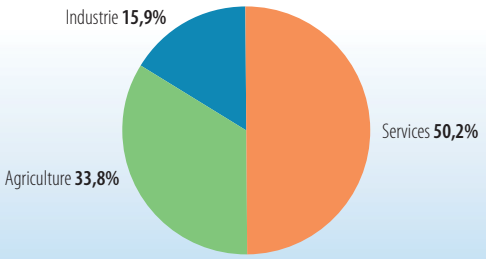
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

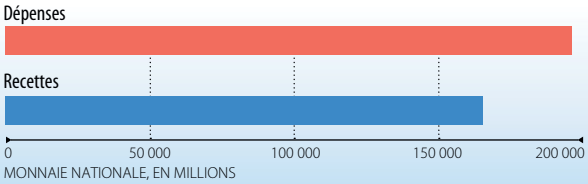
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	29 331
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	12 531
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 154,7
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	55,12
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	54,24
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	45,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	138/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	5,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

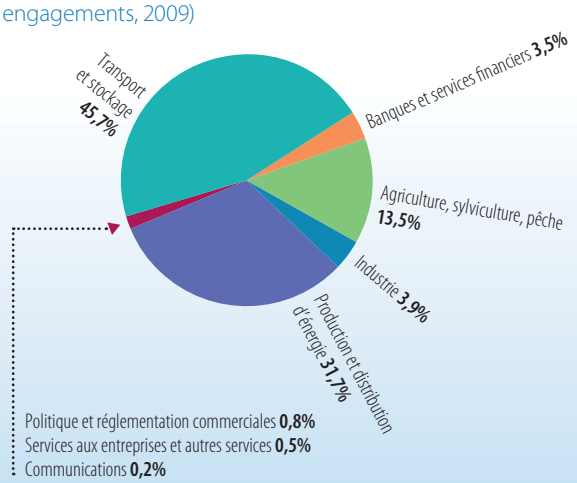
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	84	2 366	494
Infrastructure économique	76 347	227 173	118 959
Renforcement de la capacité de production	93 930	62 963	54 100
dont : marqueur du développement du commerce	..	32 540	11 008
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**170 361**	**292 501**	**173 553**
Aide pour le commerce par habitant ($)	6	10	6

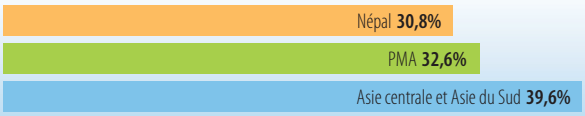
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

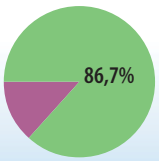
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



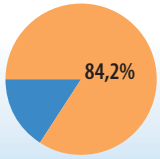
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	84 358
Japon	42 128
Royaume-Uni	39 469
Corée	21 523
Suisse	13 206
Allemagne	8 115



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	46 094
Allemagne	29 127
Japon	22 541
Royaume-Uni	20 490
Suisse	10 875
Norvège	9 055



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

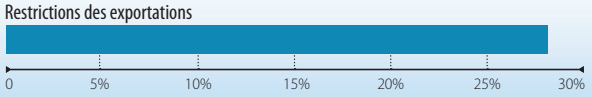
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence modérée sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

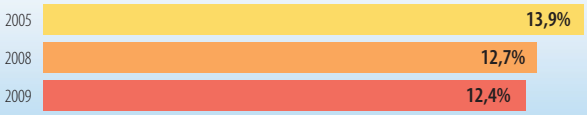
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

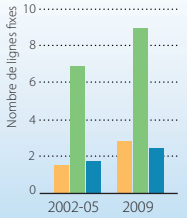
PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)

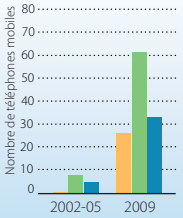


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]

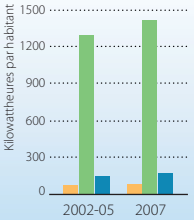
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants



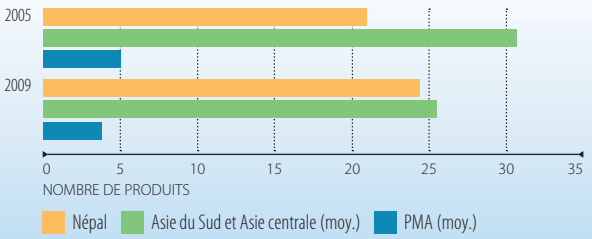
Consommation d'électricité



Népal | Asie du Sud et Asie centrale (moy.) | PMA (moy.)

PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

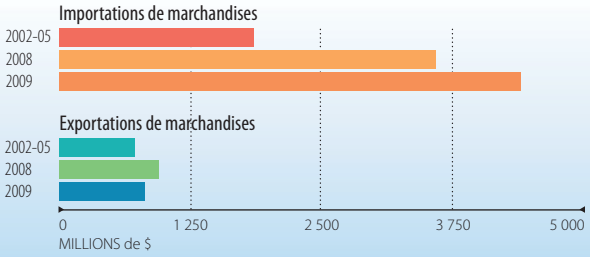


Népal | Asie du Sud et Asie centrale (moy.) | PMA (moy.)

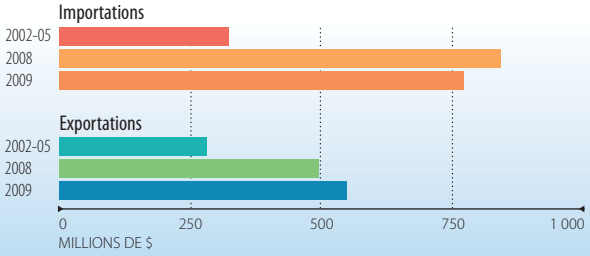
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

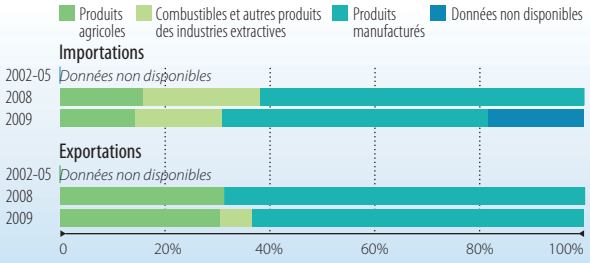
2003		2008	2009	
Inde	53,0	–	Inde	56,8
Chine	8,4	–	Chine	11,2
Union européenne	6,4	–	Union européenne	5,4

Exportations par principale destination (% du total)

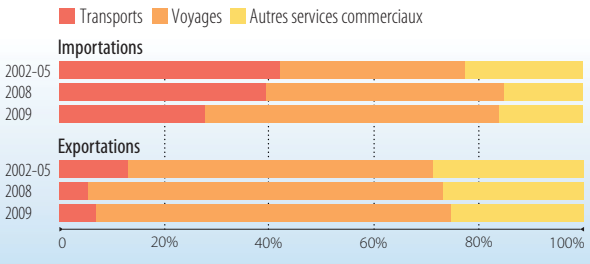
2003		2008	2009	
Inde	52,4	–	Inde	63,5
États-Unis	29,1	–	Union européenne	11,1
Union européenne	9,6	–	États-Unis	7,1

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



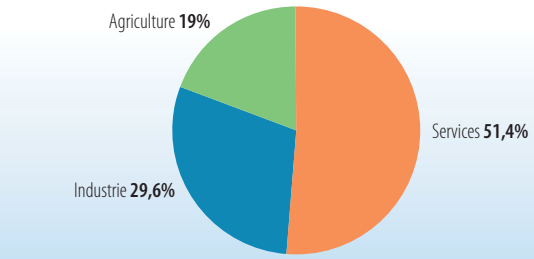
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

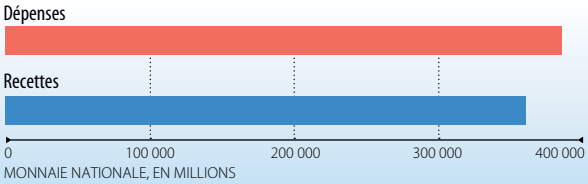
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	5 743
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	6 297
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-5,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 641,3
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	15,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	56,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	37,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	115/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	11,9

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

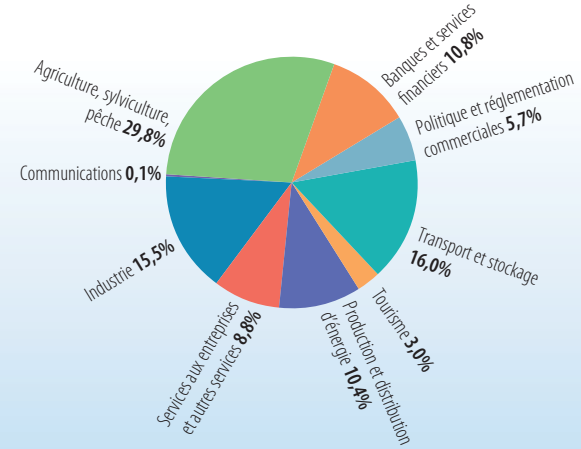
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 OMC - Profils commerciaux
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 187	11 322	3 503
Infrastructure économique	67 079	53 099	91 418
Renforcement de la capacité de production	117 638	135 637	87 530
dont : marqueur du développement du commerce	..	63 570	27 184
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**188 905**	**200 058**	**182 451**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**35**	**35**	**32**

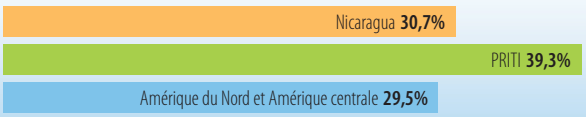
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

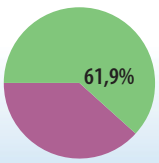
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



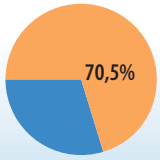
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BID	36 439
États-Unis	30 809
Espagne	14 298
Pays-Bas	13 609
Banque mondiale	13 135
Japon	11 230



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	34 595
Banque mondiale	24 506
Espagne	16 227
BID	15 421
Danemark	12 828
Japon	11 647

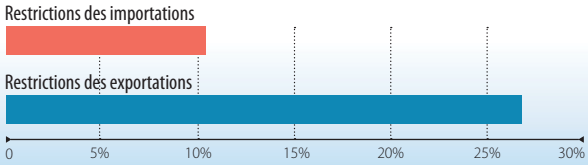


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

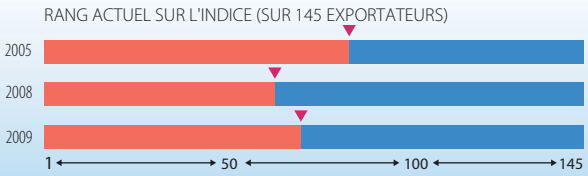
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



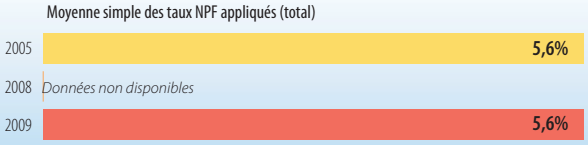
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]



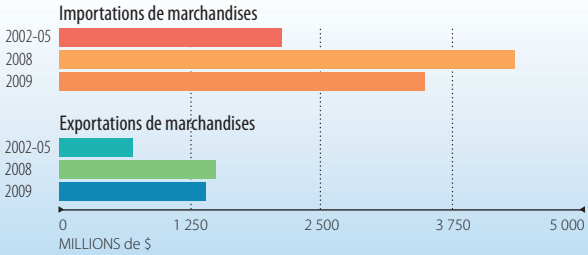
PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]



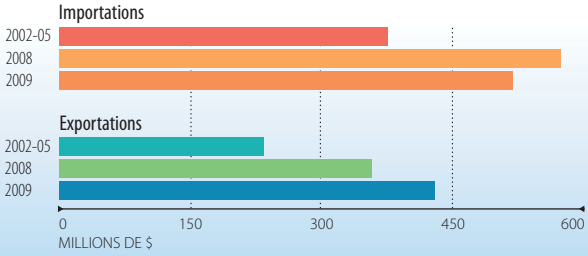
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

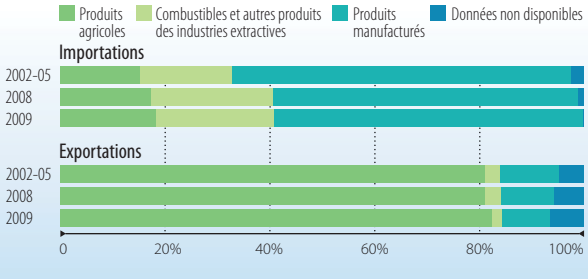
2007		2008		2009	
États-Unis	23,0	États-Unis	17,1	États-Unis	20,2
Mexique	13,1	Venezuela, R. B.	9,5	Venezuela, R. B.	16,9
Costa Rica	8,6	Mexique	8,1	Costa Rica	9,2

Exportations par principale destination (% du total)

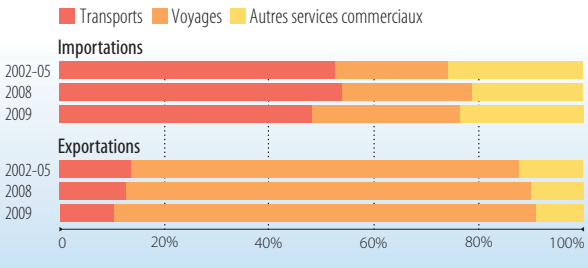
2007		2008		2009	
États-Unis	31,2	États-Unis	40,5	États-Unis	32,8
El Salvador	14,1	Union européenne	8,8	El Salvador	14,3
Union européenne	14,0	El Salvador	7,7	Union européenne	12,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



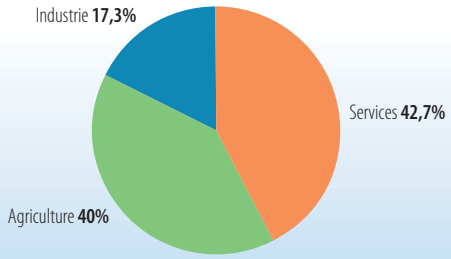
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

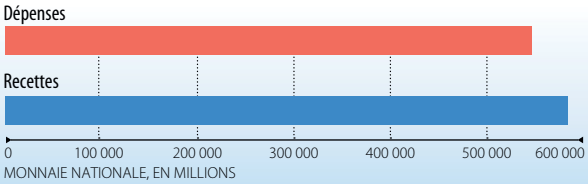
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	15 290
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	5 384
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	1,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	674,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	65,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	50,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	30,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	167/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	11,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

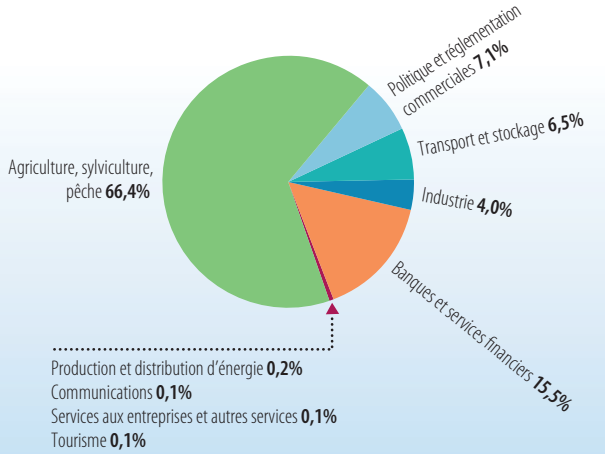
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	18	9 976	180
Infrastructure économique	44 239	9 667	39 846
Renforcement de la capacité de production	68 514	121 032	46 317
dont : marqueur du développement du commerce	..	2 389	4 173
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**112 771**	**140 674**	**86 343**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	9	6

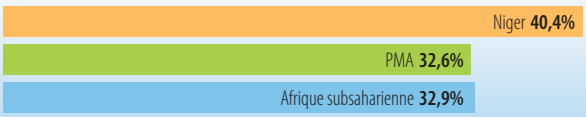
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

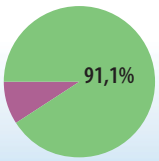
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



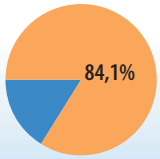
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	63 155
Banque mondiale	62 063
Danemark	14 699
Belgique	11 402
France	9 278
FIDA	6 935



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	45 505
Banque mondiale	13 526
BAfD	10 012
Japon	5 150
OFID	3 816
France	3 682



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

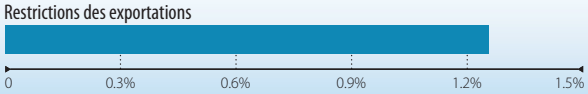
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

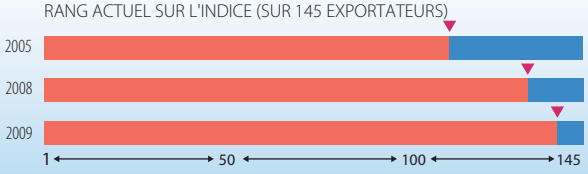
Restrictions des exportations



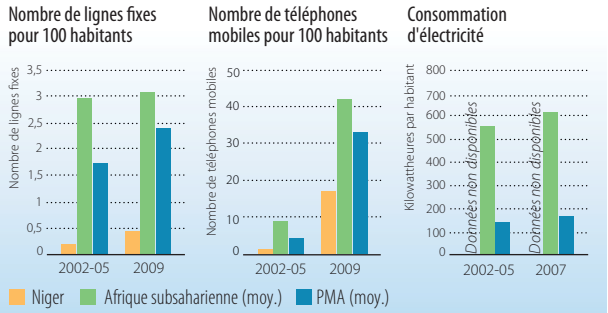
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

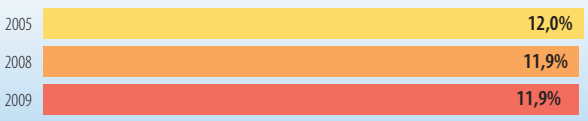


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALES[18]

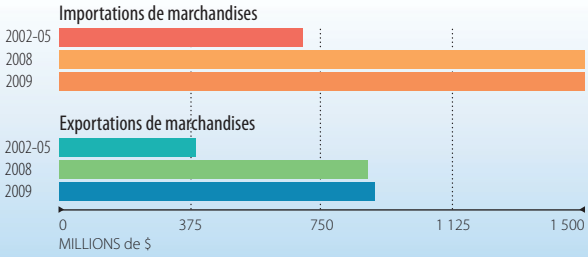
Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)



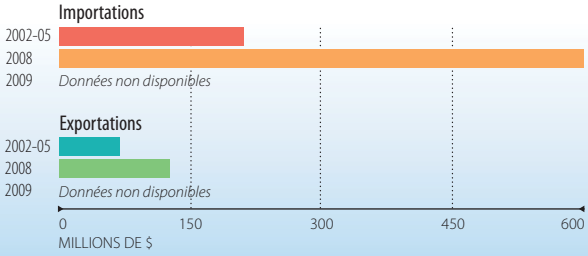
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

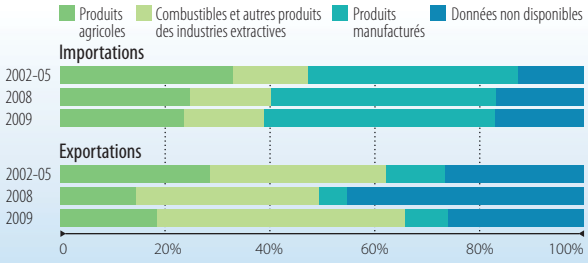
2007		2008		2009
Union européenne	35,0	Union européenne	31,5	–
États-Unis	9,1	Chine	12,6	–
Côte d'Ivoire	7,9	États-Unis	7,7	–

Exportations par principale destination (% du total)

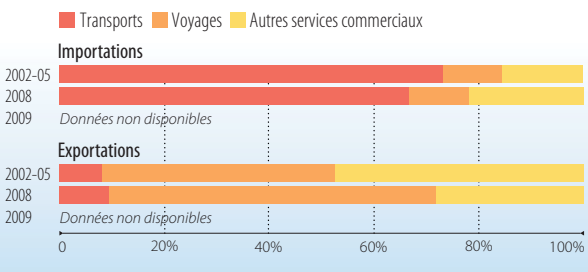
2007		2008		2009
Union européenne	44,1	Union européenne	38,9	–
Japon	12,5	États-Unis	17,6	–
Suisse	10,7	Nigéria	11,8	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



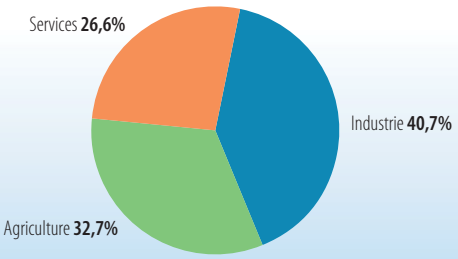
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

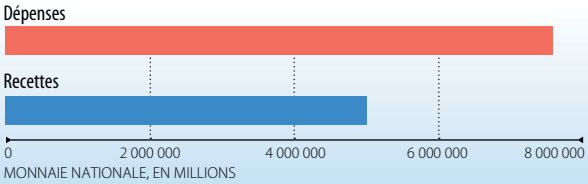
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	154 729
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	168 994
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	5,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 203,3
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	64,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	48,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	34,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	142/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

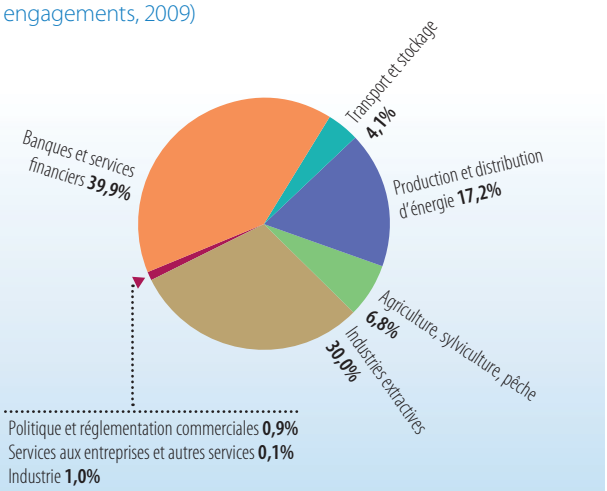
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - *Doing Business*
17 OMC - Profils commerciaux
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	1 989	12 026	6 818
Infrastructure économique	106 433	284 931	137 761
Renforcement de la capacité de production	121 143	1 036 485	103 142
dont : marqueur du développement du commerce	..	22 922	14 156
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**229 564**	**1 333 442**	**247 721**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	9	2

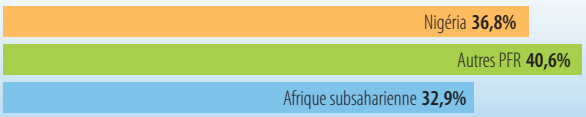
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

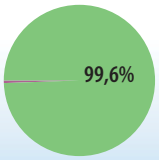
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



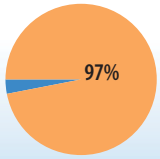
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	925 918
Royaume-Uni	58 206
États-Unis	21 989
Japon	6 452
Belgique	1 667
Corée	941



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	146 214
Royaume-Uni	45 764
Japon	13 207
États-Unis	8 329
Allemagne	6 766
BAfD	6 208

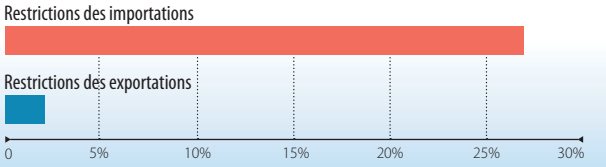


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

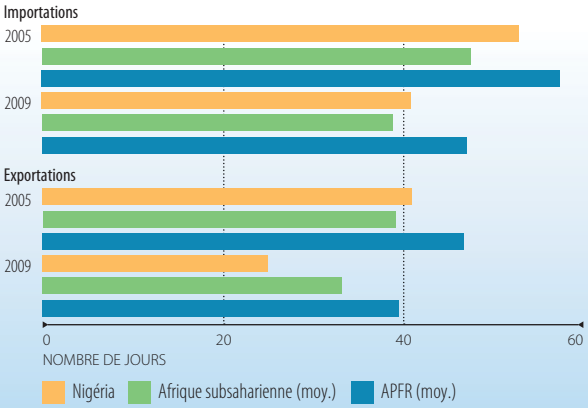
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

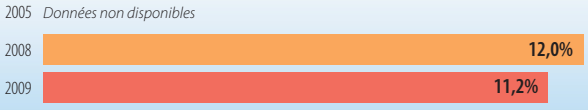
PRIORITÉ 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES[16]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 2 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[17]

Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)



PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]

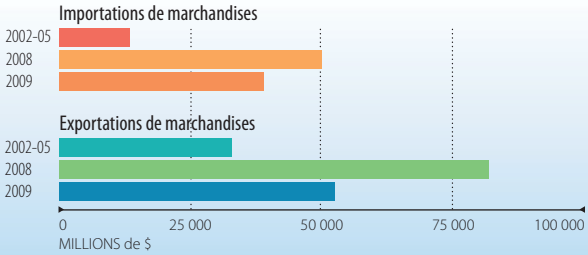
NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR



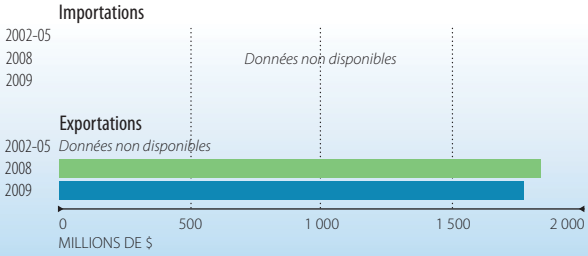
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

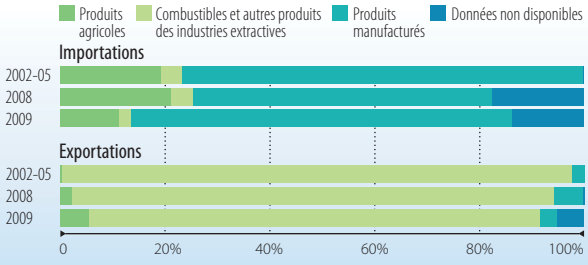
2007		2008		2009	
Union européenne	36,7	Union européenne	29,1	Union européenne	23,0
Chine	15,2	Chine	15,2	Chine	17,7
États-Unis	15,1	États-Unis	8,2	Albanie	7,5

Exportations par principale destination (% du total)

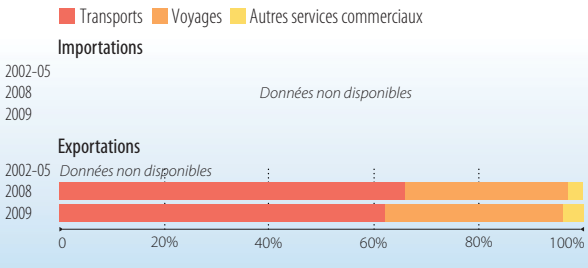
2007		2008		2009	
États-Unis	46,6	États-Unis	42,5	États-Unis	27,3
Union européenne	18,1	Union européenne	21,4	Union européenne	22,4
Inde	8,2	Inde	9,6	Inde	9,5

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



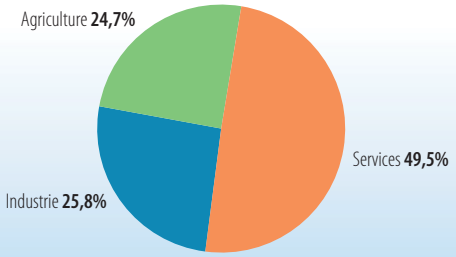
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

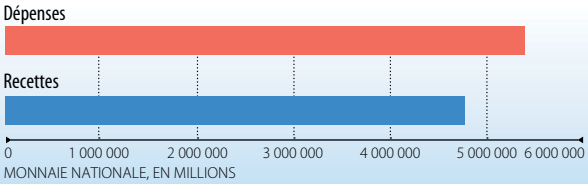
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	32 710
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	15 736
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	7,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 217,2
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	51,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	49,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	143/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	11,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

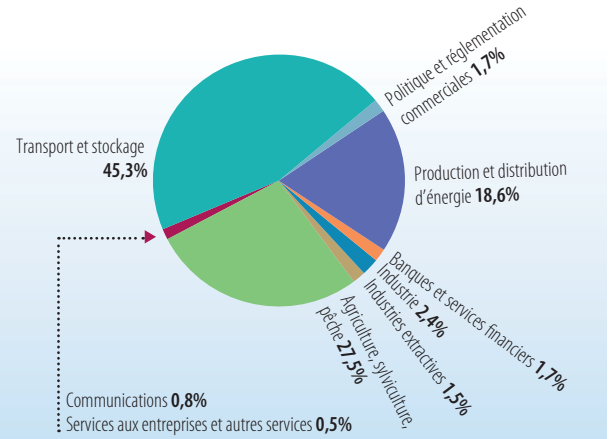
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 523	17 750	4 256
Infrastructure économique	114 245	658 357	227 701
Renforcement de la capacité de production	139 532	341 830	224 568
dont : marqueur du développement du commerce	..	42 573	47 142
Ajustement lié au commerce	..	2	..
Total aide pour le commerce	**258 300**	**1 017 939**	**456 524**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	31	14

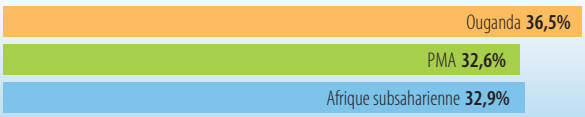
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

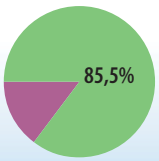
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



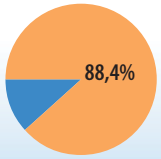
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	201 848
BAD	149 097
Institutions de l'UE	116 585
Norvège	34 348
Danemark	33 238
États-Unis	30 893



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	187 169
Institutions de l'UE	70 516
BAD	69 913
Japon	26 858
Norvège	18 561
Danemark	17 031



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

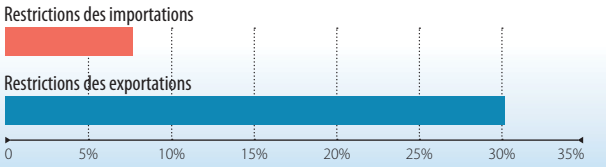
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national et il est pris en compte dans le budget annuel, dans diverses stratégies sectorielles et dans une stratégie intersectorielle.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1[16]

Plusieurs priorités choisies (facilitation des échanges, compétitivité et infrastructure de réseau). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2[17]

Plusieurs priorités choisies (chaînes de valeur, diversification des exportations et autres transports). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

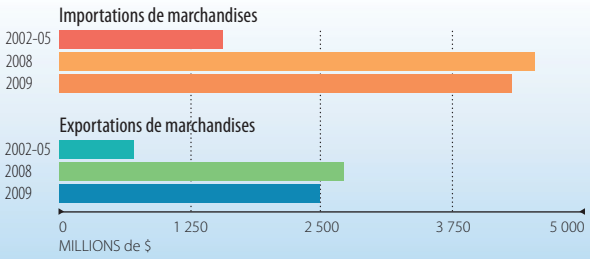
PRIORITÉ 3[18]

Plusieurs priorités choisies (analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale, coûts d'ajustement et intégration régionale). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

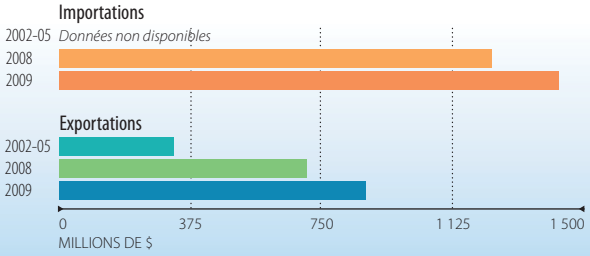
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

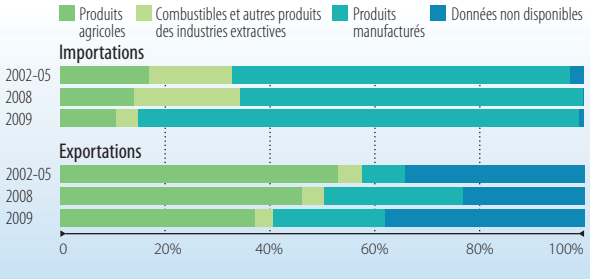
2007		2008		2009
Union européenne	20,6	Union européenne	19,4	–
Kenya	13,5	Émirats arabes unis	11,4	–
Émirats arabes unis	12,0	Kenya	11,3	–

Exportations par principale destination (% du total)

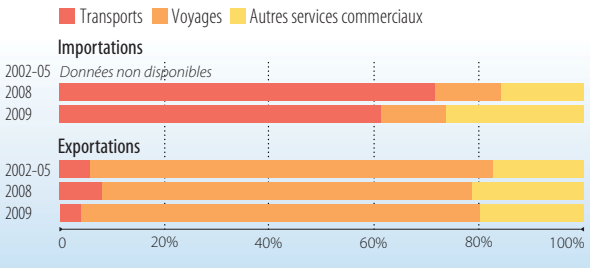
2007		2008		2009
Union européenne	24,3	Union européenne	26,7	–
Émirats arabes unis	13,3	Soudan	14,3	–
Soudan	11,8	Kenya	9,5	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



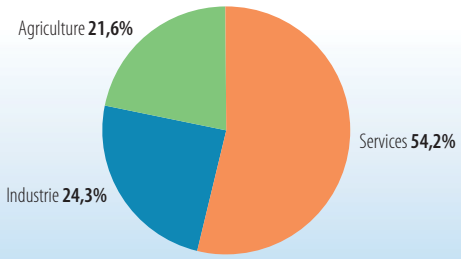
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

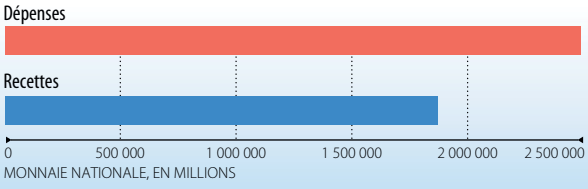
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	169 708
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	166 545
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 608,6
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	22,6
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	40,5
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	19,2
Indicateur du développement humain (2010)[9]	125/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,9

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

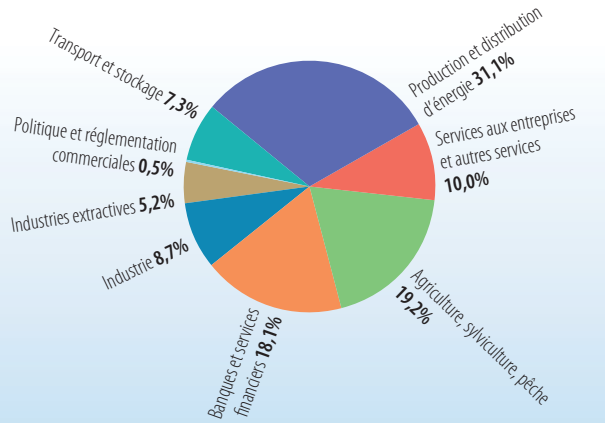
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18. ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	22 793	4 463	5 208
Infrastructure économique	207 690	370 168	187 080
Renforcement de la capacité de production	418 115	590 576	361 785
dont : marqueur du développement du commerce	..	81 725	48 320
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**648 598**	**965 207**	**554 073**
Aide pour le commerce par habitant ($)	4	6	3

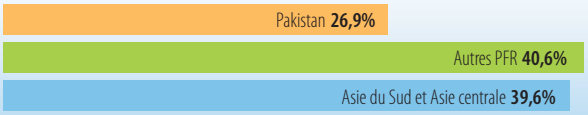
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

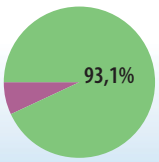
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



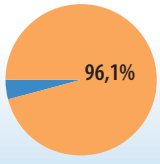
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	297 800
Japon	258 712
États-Unis	240 860
Allemagne	85 944
BAsD	53 596
Royaume-Uni	48 372



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	224 388
États-Unis	86 406
Japon	62 133
Allemagne	38 015
Royaume-Uni	24 606
Institutions de l'UE	5 971



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

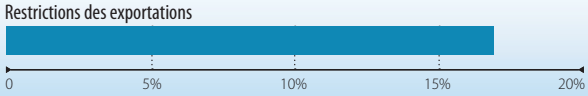
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

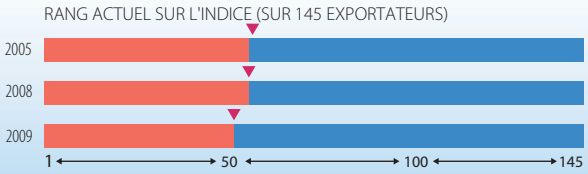
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

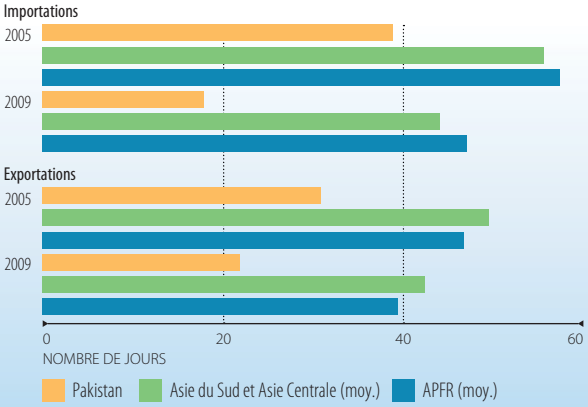
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales



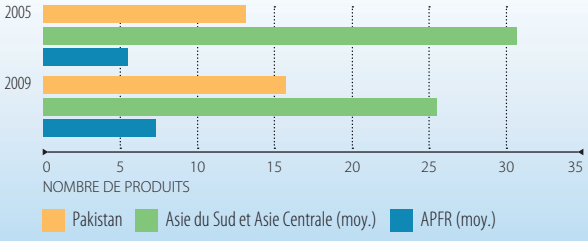
PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

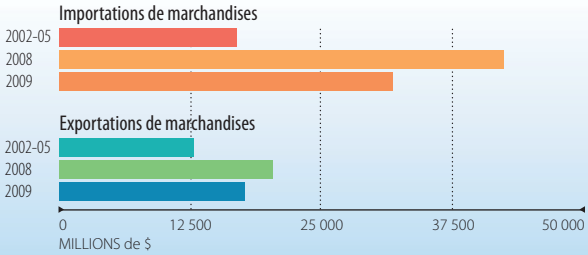
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



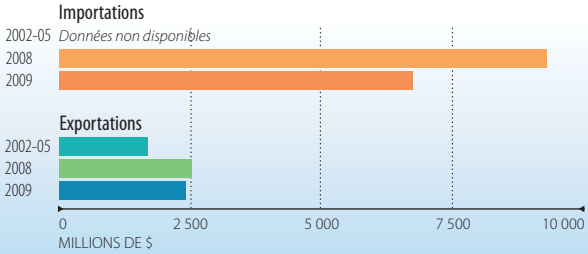
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

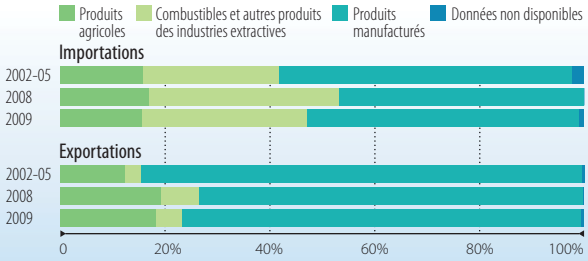
2007		2008		2009	
Union européenne	14,6	Arabie saoudite	14,1	Union européenne	16,1
Chine	12,8	Union européenne	13,6	Chine	12,0
Arabie saoudite	12,3	Chine	11,2	Arabie saoudite	11,1

Exportations par principale destination (% du total)

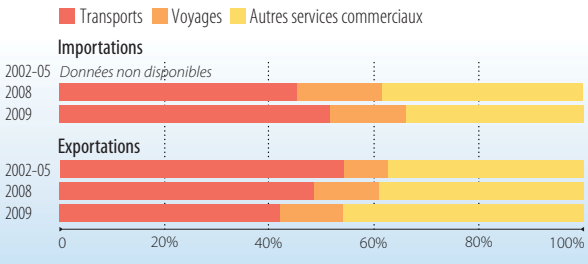
2007		2008		2009	
Union européenne	26,8	Union européenne	25,7	Union européenne	24,6
États-Unis	21,6	États-Unis	18,0	États-Unis	18,3
Émirats arabes unis	11,9	Émirats arabes uniss	9,9	Émirats arabes unis	8,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



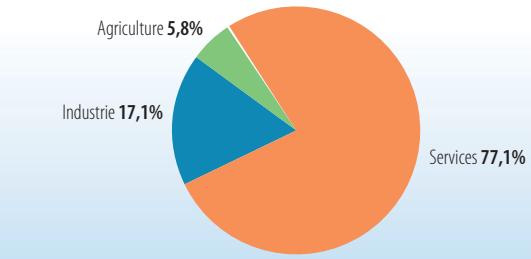
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

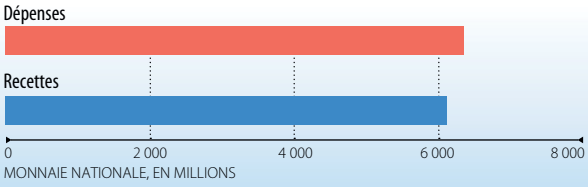
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	3 454
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	24 711
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	13 057,1
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	9,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	58,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	56/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

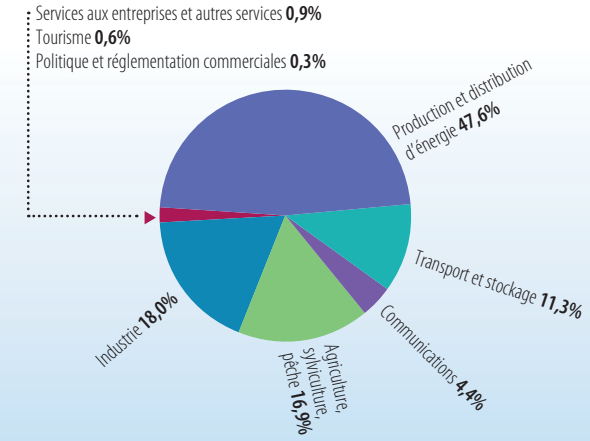
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	51	56	285
Infrastructure économique	5 443	11 113	6 435
Renforcement de la capacité de production	4 919	6 391	3 920
dont : marqueur du développement du commerce	..	2 548	347
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**10 413**	**17 560**	**10 639**
Aide pour le commerce par habitant ($)	3	5	3

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

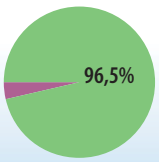
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



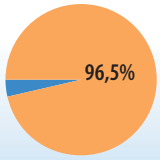
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
États-Unis	4 559
Japon	3 385
Espagne	2 191
BID	1 075
ONUDI	1 034
Corée	253



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	3 365
États-Unis	3 042
Espagne	2 203
Corée	474
BID	241
Canada	202



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

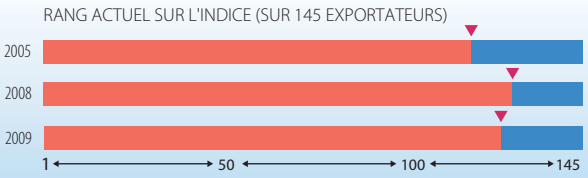
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

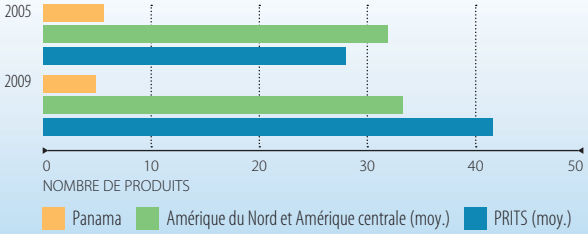
PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

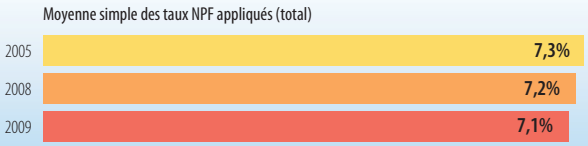


PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



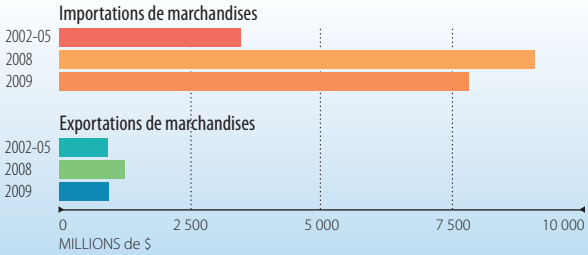
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



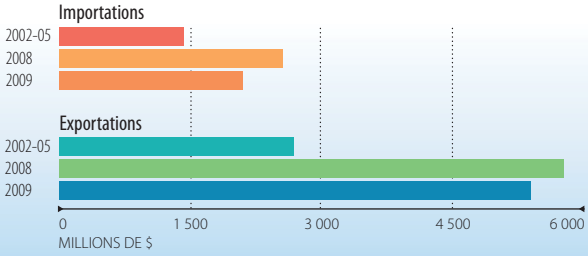
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

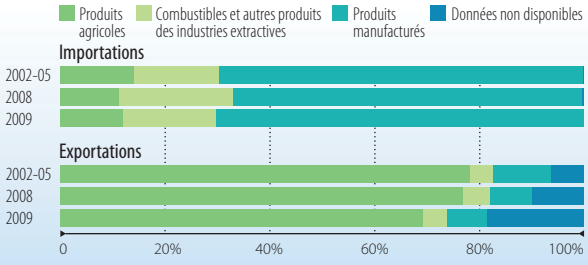
2007		2008		2009	
États-Unis	30,8	États-Unis	29,7	États-Unis	29,1
Antilles néerlandaises	7,1	Union européenne	6,5	Union européenne	6,7
Union européenne	7,1	Costa Rica	5,1	Costa Rica	5,2

Exportations par principale destination (% du total)

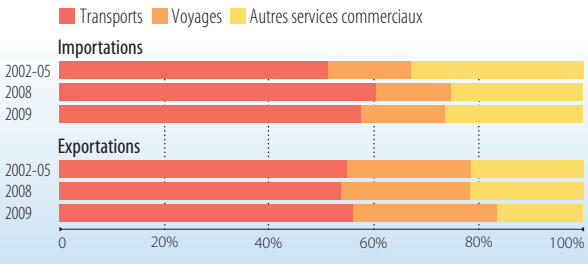
2007		2008		2009	
États-Unis	35,7	États-Unis	9,2	États-Unis	42,7
Union européenne	34,0	Union européenne	31,6	Union européenne	26,6
Chine	5,6	Costa Rica	5,8	Costa Rica	7,1

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



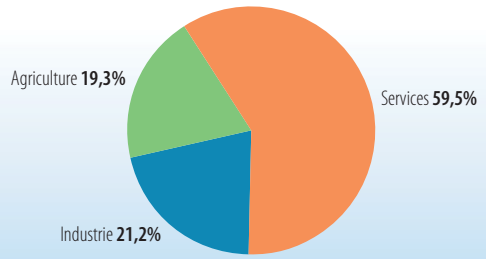
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

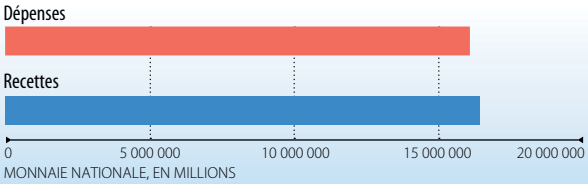
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	6 349
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	15 015
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 522,5
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	6,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	57,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	38,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	96/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,8

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

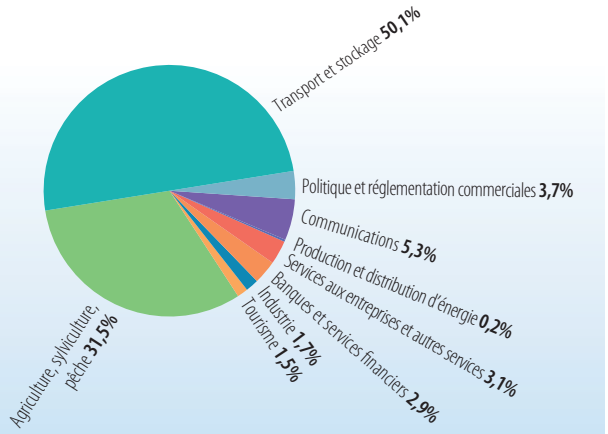
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	5 323	2 744	2 958
Infrastructure économique	849	40 887	31 101
Renforcement de la capacité de production	11 120	29 922	49 022
dont : marqueur du développement du commerce	..	4 188	3 098
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**17 292**	**73 553**	**83 081**
Aide pour le commerce par habitant ($)	3	12	13

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

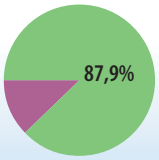
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



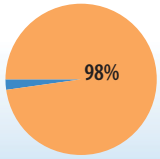
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
OFID	14 500
Japon	11 139
BID	10 997
Allemagne	4 698
Institutions de l'UE	4 218
États-Unis	3 675



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	66 475
Espagne	3 545
Institutions de l'UE	1 986
Corée	1 573
États-Unis	1 475
Allemagne	1 218

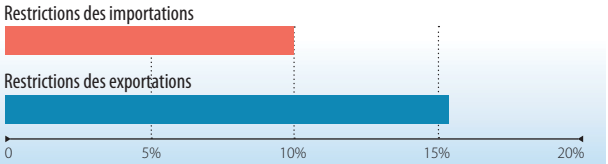


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

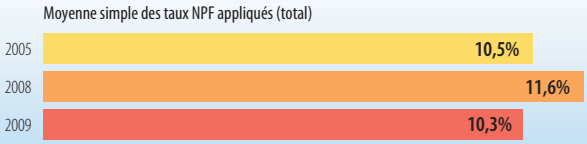
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



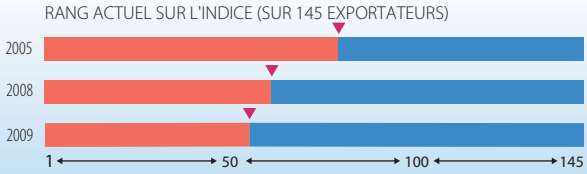
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



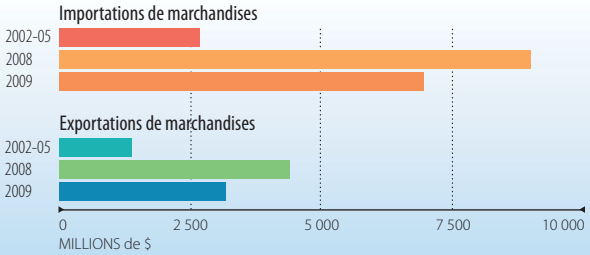
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

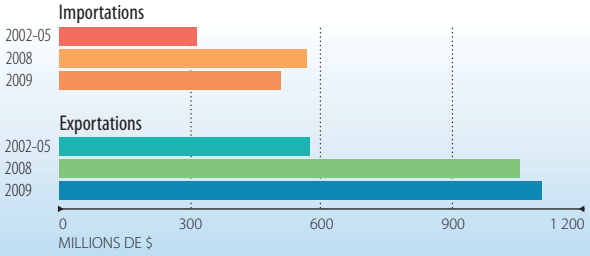
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

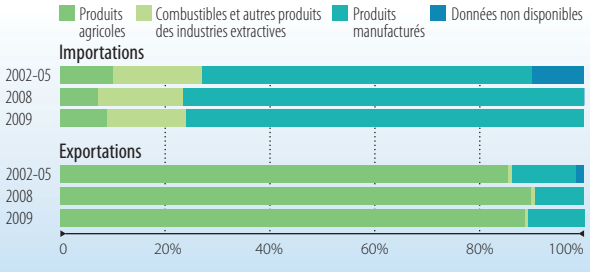
2007		2008		2009	
Brésil	29,0	Chine	27,4	Chine	29,6
Chine	27,7	Brésil	26,9	Brésil	23,1
Argentine	14,3	Argentine	14,3	Argentine	16,2

Exportations par principale destination (% du total)

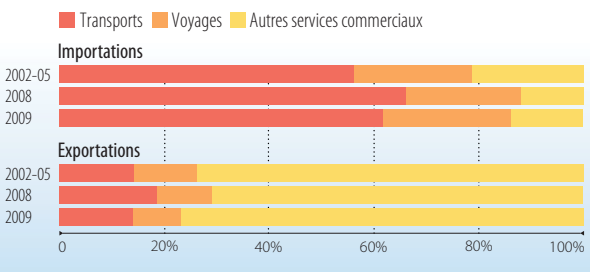
2007		2008		2009	
Brésil	18,5	Uruguay	17,5	Brésil	20,7
Argentine	18,4	Argentine	16,3	Uruguay	16,9
Uruguay	9,3	Brésil	14,1	Chili	11,5

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



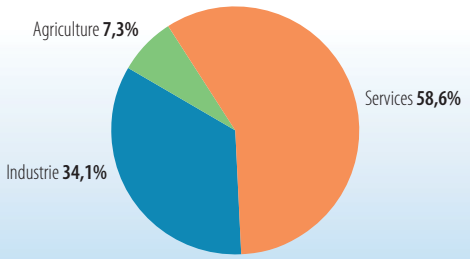
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

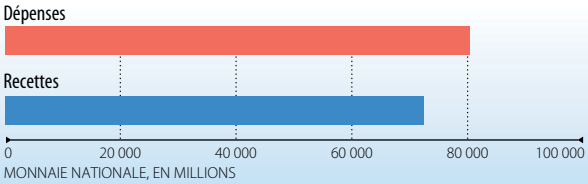
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	29 165
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	126 734
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	0,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 629,5
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	7,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	54,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,3
Indicateur du développement humain (2010)[9]	63/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

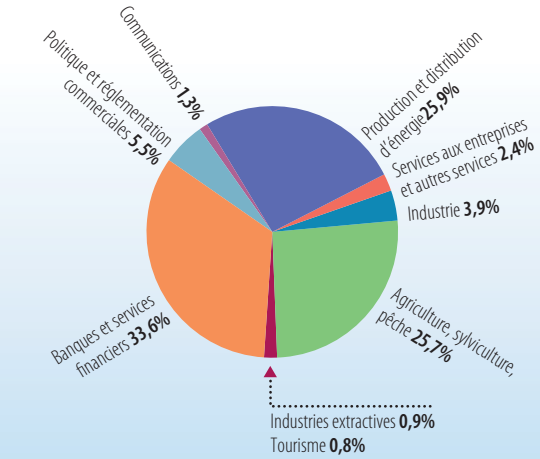
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	7 555	11 768	11 418
Infrastructure économique	25 940	57 785	2 806
Renforcement de la capacité de production	95 521	142 842	97 257
dont : marqueur du développement du commerce	..	88 255	28 395
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**129 016**	**212 395**	**111 481**
Aide pour le commerce par habitant ($)	5	7	4

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

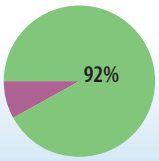
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



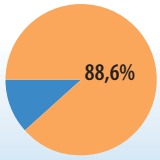
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Espagne	51 903
États-Unis	35 367
Japon	31 292
Belgique	9 952
Suisse	8 321
Allemagne	3 538



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
États-Unis	33 032
Espagne	30 685
Institutions de l'UE	22 322
Japon	14 602
Belgique	10 943
Allemagne	8 250



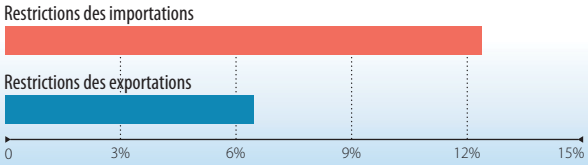
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

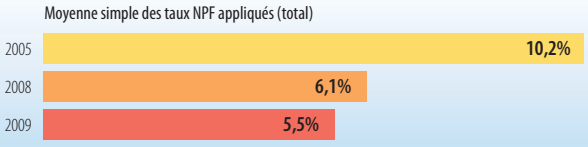
Les stratégies opérationnelles ont été réactualisées pour tenir compte des priorités et des objectifs en matière d'aide pour le commerce.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



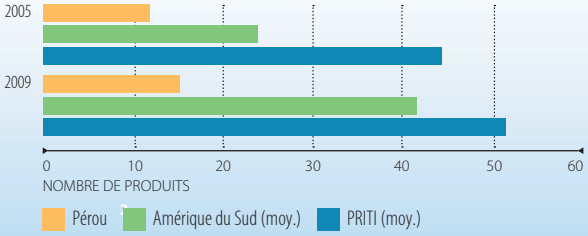
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



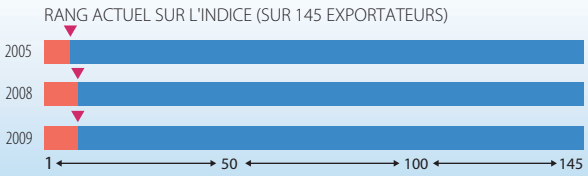
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

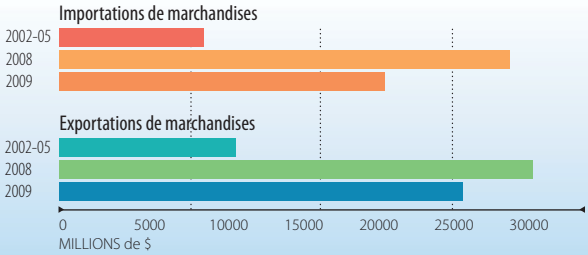
Indice des performances commerciales



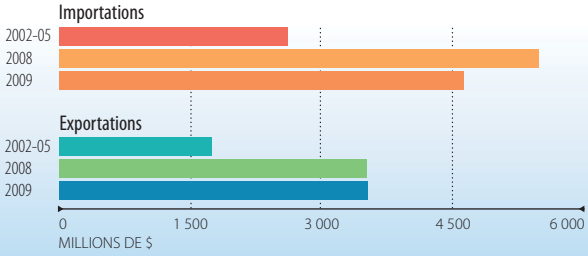
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

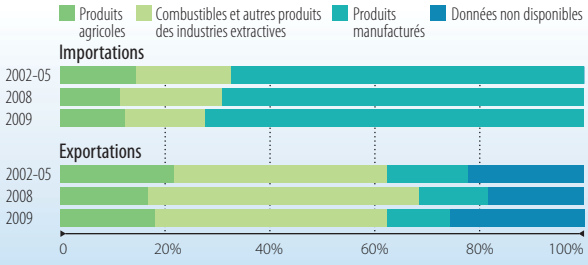
2007		2008		2009	
États-Unis	33,0	États-Unis	18,9	États-Unis	19,8
Union européenne	17,5	Chine	13,6	Chine	14,9
Colombie	13,7	Union européenne	12,1	Union européenne	11,3

Exportations par principale destination (% du total)

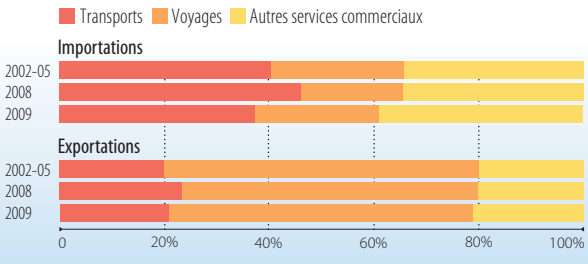
2007		2008		2009	
États-Unis	19,4	États-Unis	18,7	États-Unis	17,2
Union européenne	18,0	Union européenne	17,7	Union européenne	15,8
Chine	10,9	Chine	11,9	Chine	15,3

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



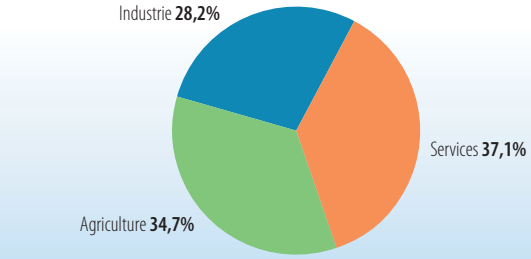
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

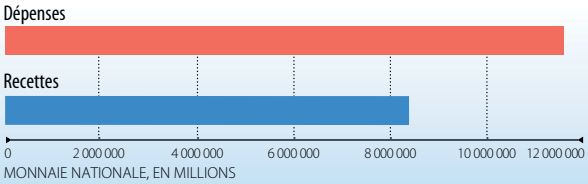
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	6 320
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	5 939
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	6,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 255,4
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2002)[6]	44,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2002)[7]	41,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	50,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	122/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	9,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

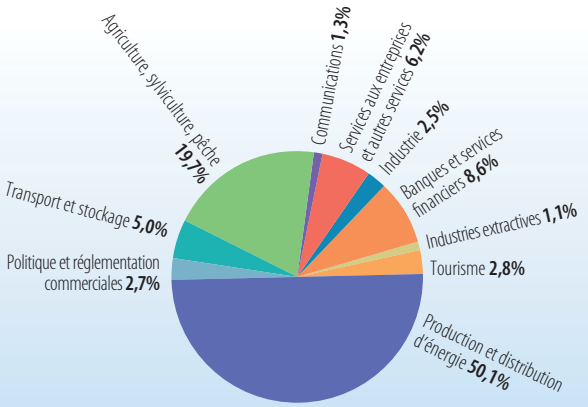
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	646	2 345	1 262
Infrastructure économique	89 064	49 147	47 429
Renforcement de la capacité de production	70 341	35 631	57 275
dont : marqueur du développement du commerce	..	4 402	12 137
Ajustement lié au commerce	..	..	0
Total aide pour le commerce	**160 052**	**87 123**	**105 967**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**28**	**13**	**17**

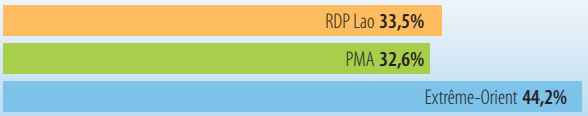
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

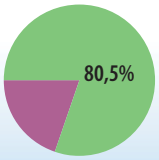
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



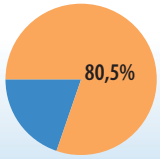
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Corée	23 678
Banque mondiale	17 008
Japon	13 695
Finlande	7 936
FIDA	7 294
Suisse	6 423



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	27 293
Banque mondiale	22 430
Australie	11 624
Allemagne	9 994
Suède	9 668
France	9 205



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

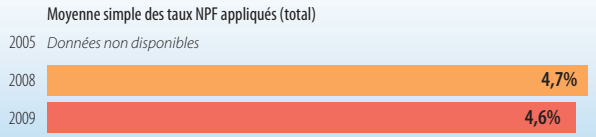
PRIORITÉ 1[16]

Plus d'une priorité sélectionnée (Infrastructure de réseau et intégration régionale). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2[17]

Plus d'une priorité sélectionnée (Facilitation des échanges et compétitivité). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

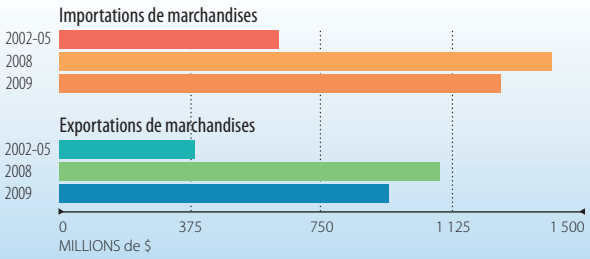
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



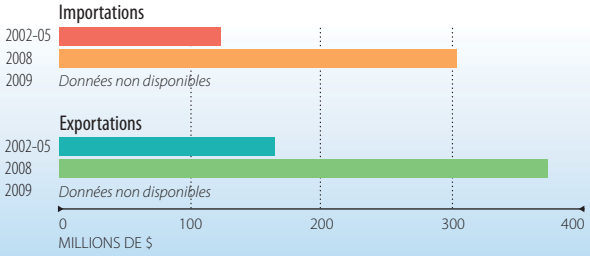
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

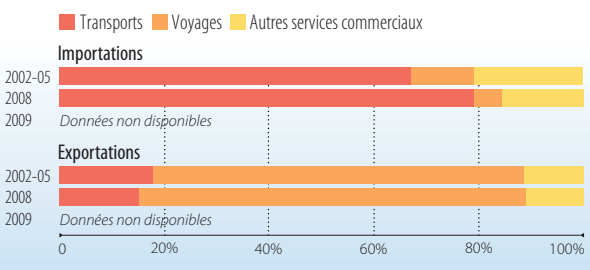
Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

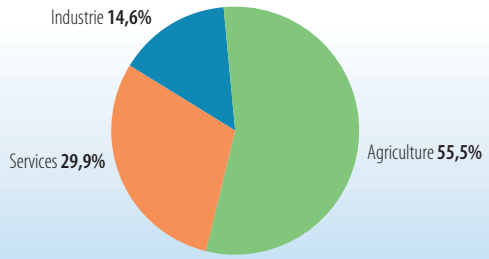
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

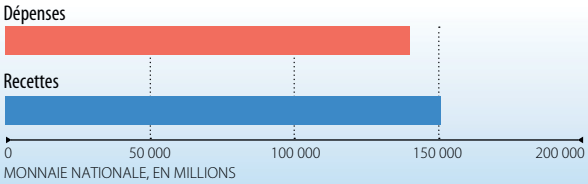
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	4 422
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	2 006
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	757,4
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	62,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	49,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	46,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	159/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	13,0

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

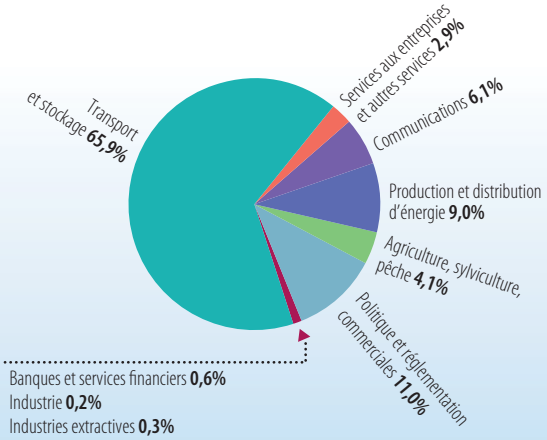
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	9 714	1 117
Infrastructure économique	27 467	71 794	18 764
Renforcement de la capacité de production	8 323	7 101	6 205
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 467	28
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**35 790**	**88 609**	**26 085**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	20	6

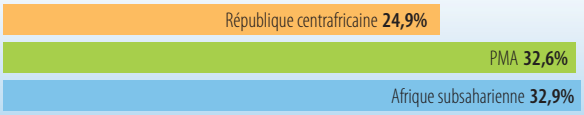
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

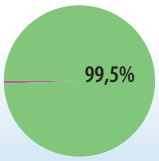
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



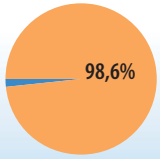
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	42 977
France	1 241
États-Unis	1 238
Canada	760
PNUD	246
FMI	77



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	7 710
Institutions de l'UE	6 972
France	3 419
Allemagne	1 772
États-Unis	1 107
PNUD	246



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national; il est en outre pris en compte dans une stratégie intersectorielle.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial.

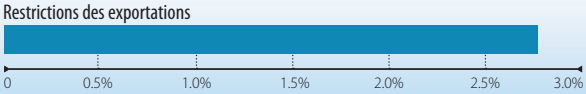
Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

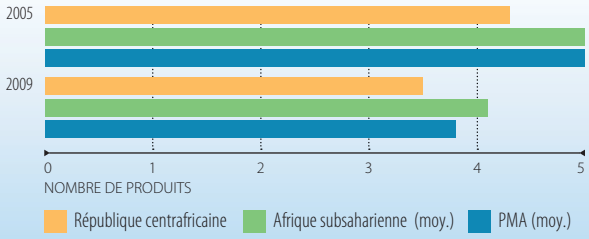
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

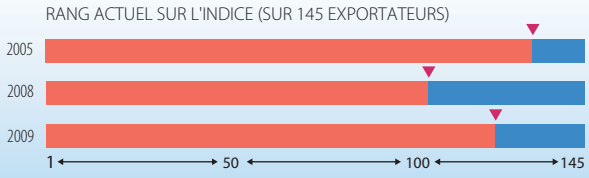
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



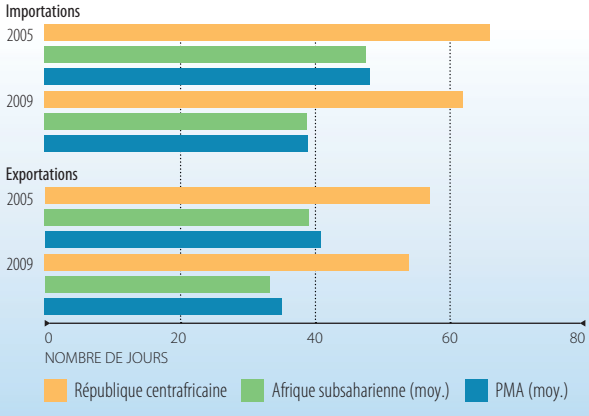
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

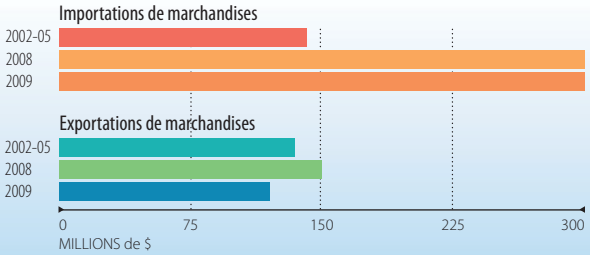
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



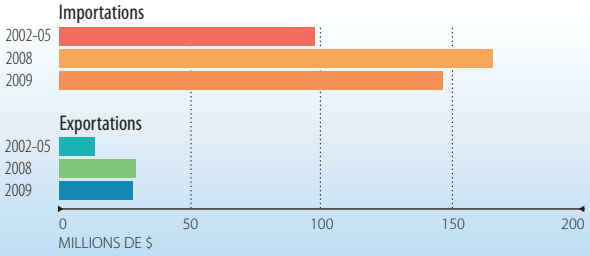
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

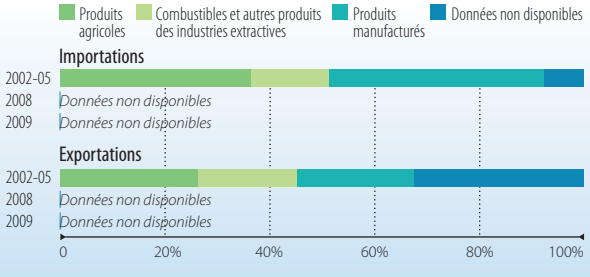
2005		2008	2009
Union européenne	20,8	–	–
Cameroun	15,7	–	–
Congo, Rép. dém.	6,1	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

2005		2008	2009
Union européenne	55,9	–	–
Suisse	13,7	–	–
Cameroun	11,9	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



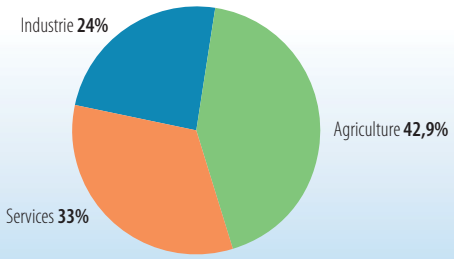
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

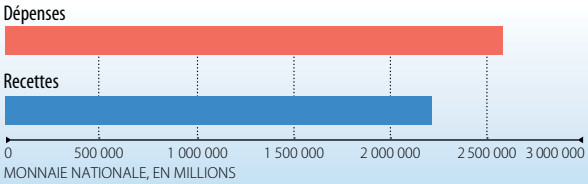
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	66 020
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	10 779
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	319,1
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	59,2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	50,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	40,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	168/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	15,9

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

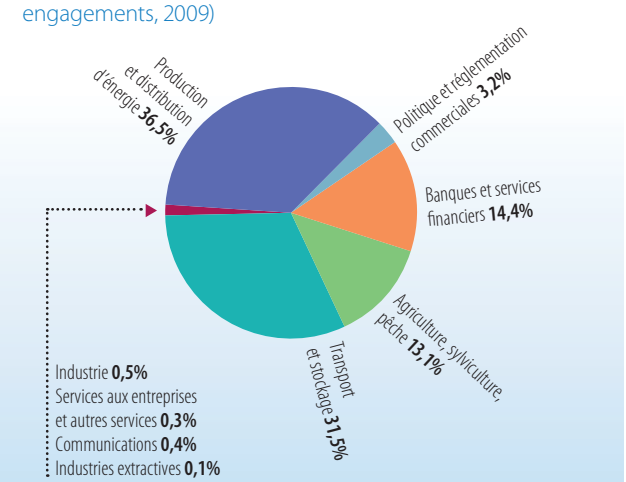
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	3	23 383	1 096
Infrastructure économique	290 947	495 401	275 337
Renforcement de la capacité de production	221 966	205 804	185 321
dont : marqueur du développement du commerce	..	10 563	18 483
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**512 916**	**724 588**	**461 754**
Aide pour le commerce par habitant ($)	9	11	7

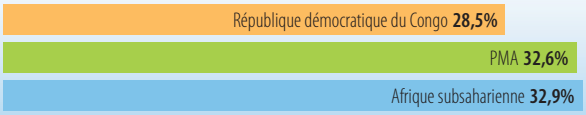
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

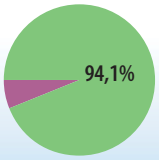
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



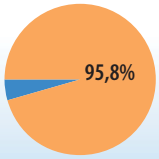
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	205 466
BAfD	77 582
Royaume-Uni	67 441
Belgique	53 012
Institutions de l'UE	52 917
Japon	10 184



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	160 160
BAfD	73 206
Institutions de l'UE	60 125
Belgique	24 241
Royaume-Uni	16 952
Allemagne	7 521



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial.

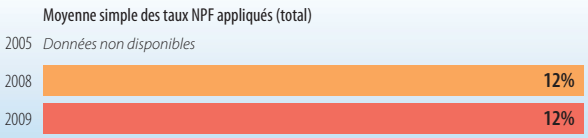
Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

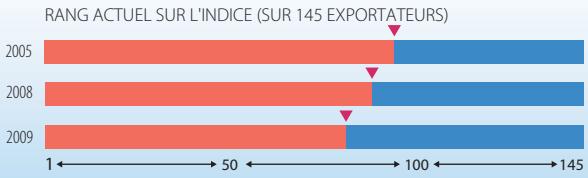
Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

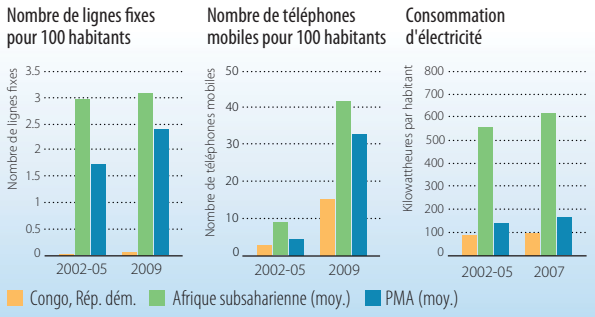
PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]



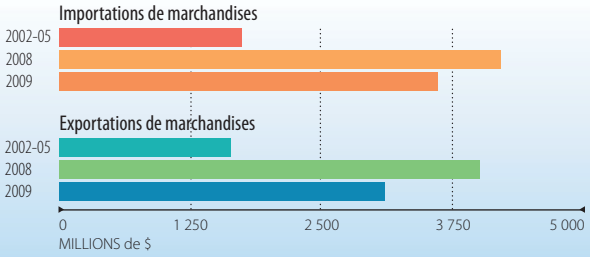
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



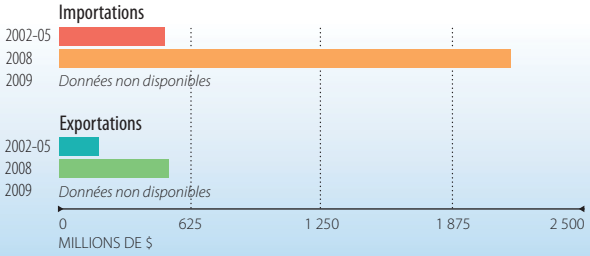
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

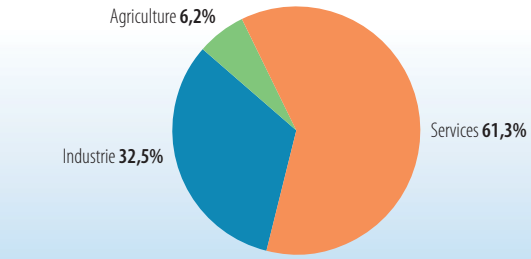
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

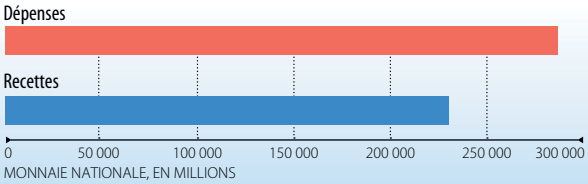
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	10 090
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	46 598
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	8 433,3
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	4,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	53,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	38,9
Indicateur du développement humain (2010)[9]	88/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

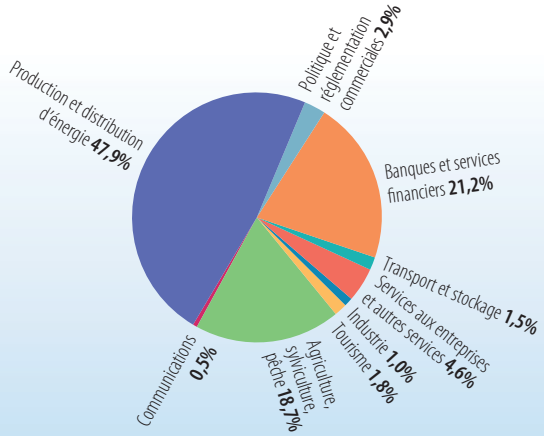
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 --
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	75	1 995	9 808
Infrastructure économique	11 672	34 152	8 389
Renforcement de la capacité de production	33 113	32 404	28 673
dont : marqueur du développement du commerce	..	19 821	6 696
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**44 860**	**68 551**	**46 870**
Aide pour le commerce par habitant ($)	5	7	5

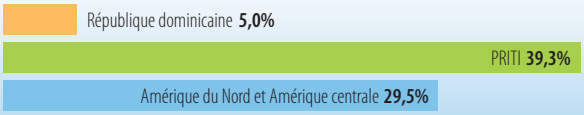
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

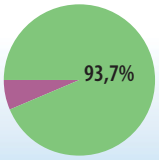
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



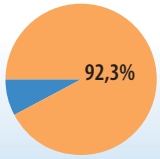
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
OFID	15 000
Espagne	11 646
États-Unis	11 467
Japon	4 536
Institutions de l'UE	3 585
Italie	1 092



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	20 646
États-Unis	14 198
Corée	8 495
Espagne	6 210
Japon	5 668
France	4 499



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement nationale et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

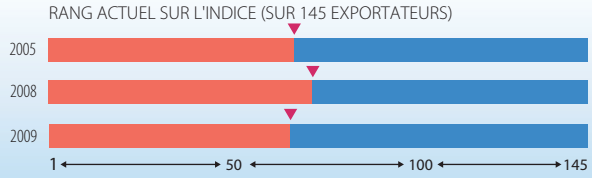
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

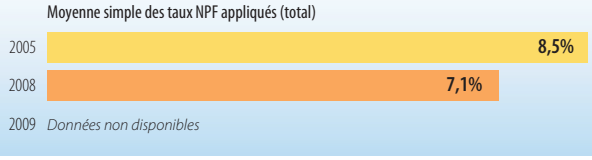
Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : CHAÎNES DE VALEUR[17]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

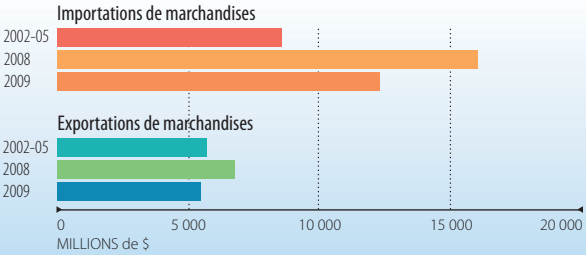
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



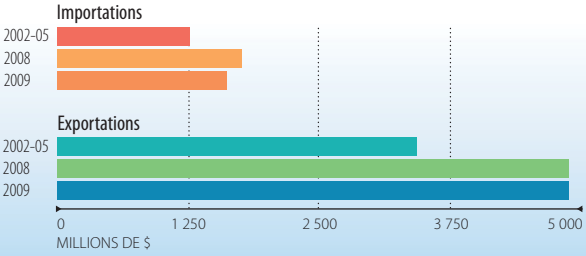
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

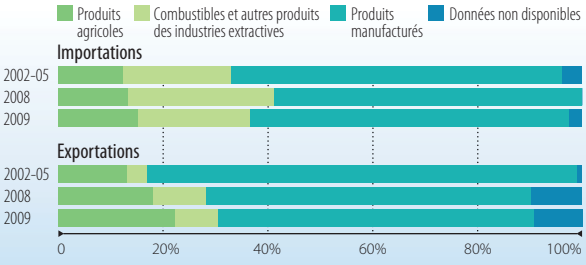
2007		2008		2009	
États-Unis	44,3	États-Unis	40,6	États-Unis	42,2
Union européenne	8,8	Union européenne	9,1	Chine	10,1
Chine	6,5	Chine	7,9	Union européenne	10,0

Exportations par principale destination (% du total)

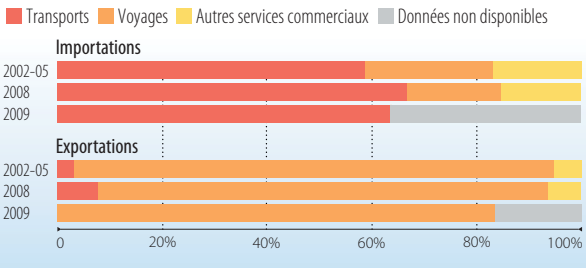
2007		2008		2009	
États-Unis	61,1	États-Unis	60,9	États-Unis	61,9
Union européenne	15,3	Union européenne	13,8	Haïti	13,8
Haïti	7,6	Haïti	10,1	Union européenne	10,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



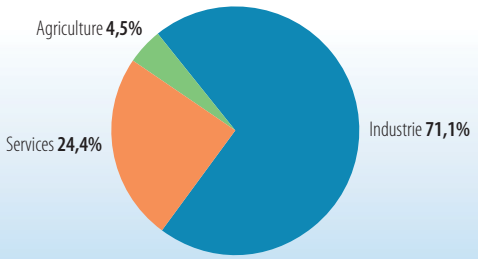
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

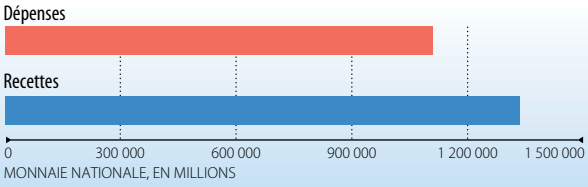
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	3 683
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	8 695
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	7,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 238,0
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	54,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	53,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,5
Indicateur du développement humain (2010)[9]	126/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	6,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

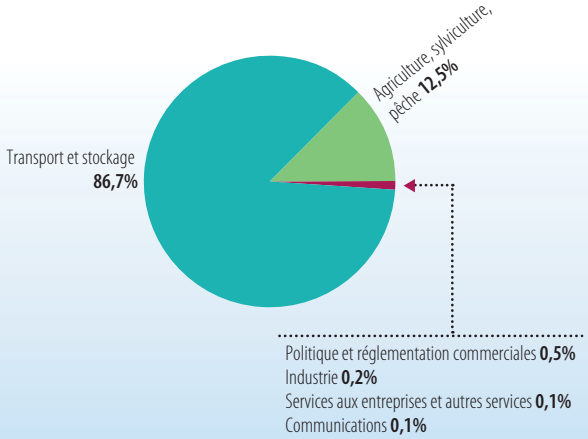
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	237	20
Infrastructure économique	34 394	40 443	20 713
Renforcement de la capacité de production	6 019	5 936	7 313
dont : marqueur du développement du commerce	..	3 386	427
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**40 413**	**46 617**	**28 047**
Aide pour le commerce par habitant ($)	12	13	8

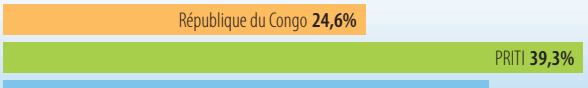
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

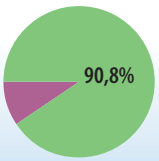
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



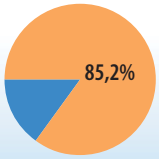
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BAfD	771
Belgique	102
Canada	503
Institutions de l'UE	6 385
France	24 773
Allemagne	10



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
BAfD	356
Belgique	102
Canada	38
Institutions de l'UE	24 331
France	2 626
Allemagne	10



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

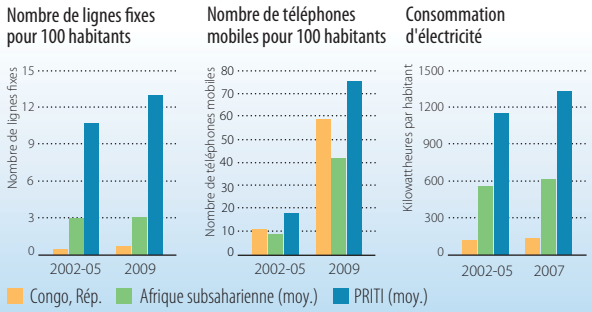
Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : CHAÎNES DE VALEURS[16]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]

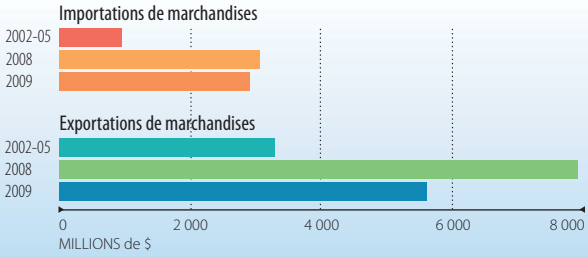
NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR

2002 ● 2005 ● 2010 ●

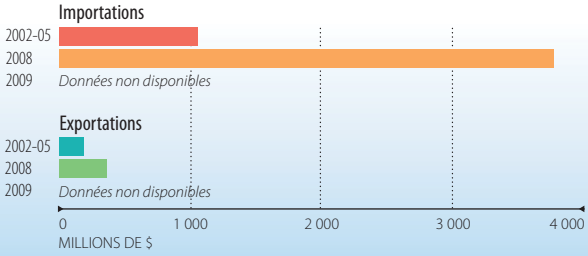
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

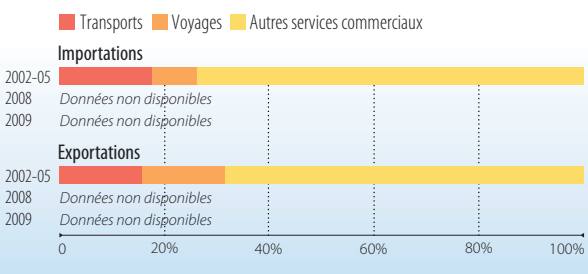
Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

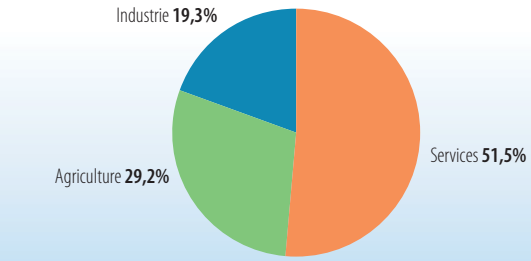
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

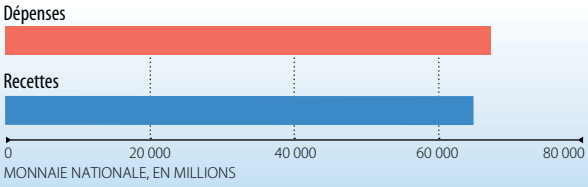
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	5 321
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	4 578
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 283,3
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	3,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	42,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	42,6
Indicateur du développement humain (2010)[9]	109/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	7,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

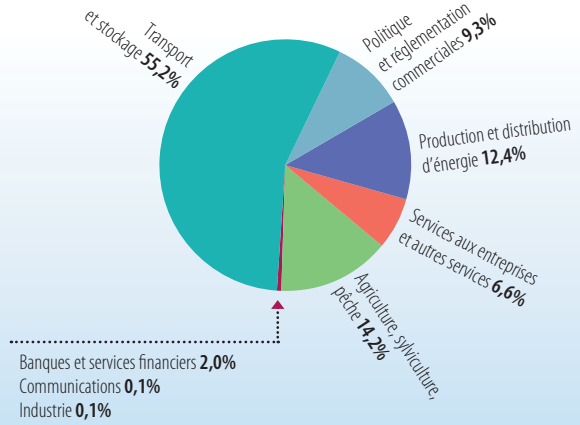
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	5 744	9 754	4 652
Infrastructure économique	12 206	70 609	22 529
Renforcement de la capacité de production	34 913	23 993	30 428
dont : marqueur du développement du commerce	..	10 364	8 955
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**52 862**	**104 356**	**57 609**
Aide pour le commerce par habitant ($)	10	20	11

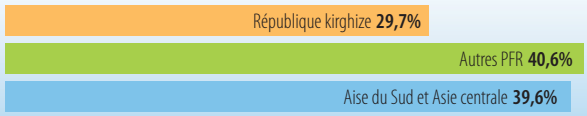
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

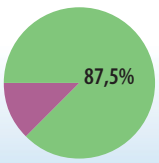
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



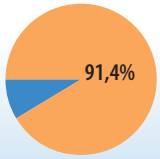
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	28 403
BAsD	14 442
États-Unis	13 273
FIDA	8 377
Japon	7 062
Suisse	3 927



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	16 092
États-Unis	13 428
Institutions de l'UE	7 776
Japon	5 270
Suisse	3 655
Allemagne	2 967



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce ne sont pas intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR ne participent pas à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations

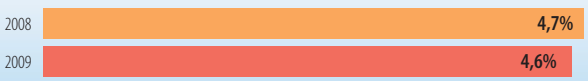


INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]

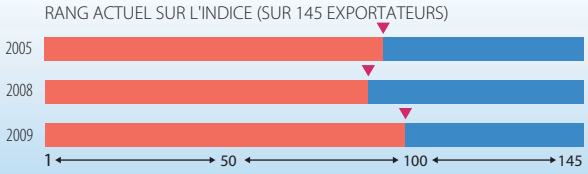
Moyenne simple des taux NPF appliqués (total)

2005 *Données non disponibles*



PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



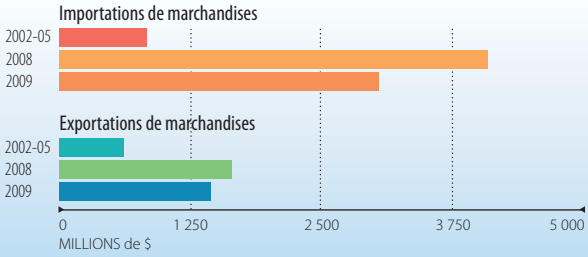
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

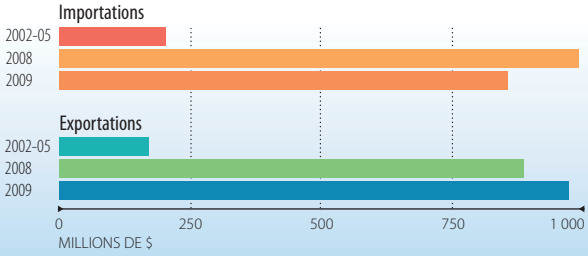
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

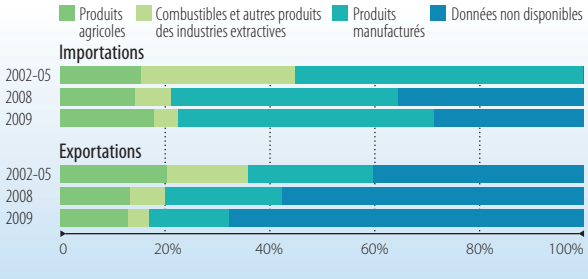
2007		2008		2009	
Fédération de Russie	40,5	Fédération de Russie	36,6	Fédération de Russie	36,6
Chine	14,7	Chine	17,9	Chine	20,8
Kazakhstan	12,9	Union européenne	14,6	Union européenne	11,2

Exportations par principale destination (% du total)

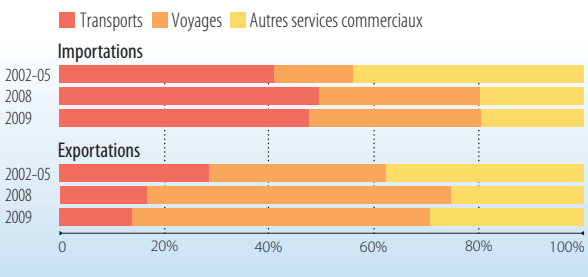
2007		2008		2009	
Fédération de Russie	20,7	Suisse	27,2	Suisse	37,8
Suisse	19,9	Fédération de Russie	19,2	Fédération de Russie	15,8
Kazakhstan	18,0	Ouzbékistan	14,3	Ouzbékistan	14,1

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



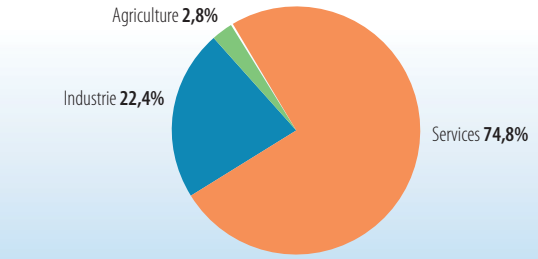
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

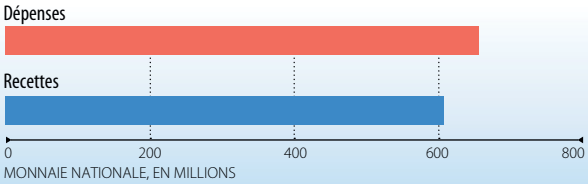
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	50
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	545
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-8,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	14 526,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	8,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

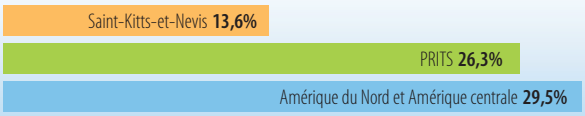
Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	..	..	74
Infrastructure économique	..	..	705
Renforcement de la capacité de production	1 772	..	2 276
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	..
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**1 772**	**..**	**3 054**
Aide pour le commerce par habitant ($)	35	..	61

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)

Données non disponibles

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Canada	179
OMC	129
Japon	10
Institutions de l'UE	..
Banque mondiale	..



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	1 142
Canada	589
OMC	129
Japon	9
Banque mondiale	..



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

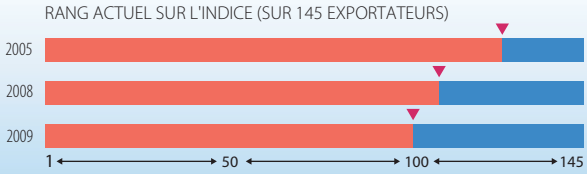
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : AUTRES - DÉVELOPPEMENT DU TOURISME[16]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



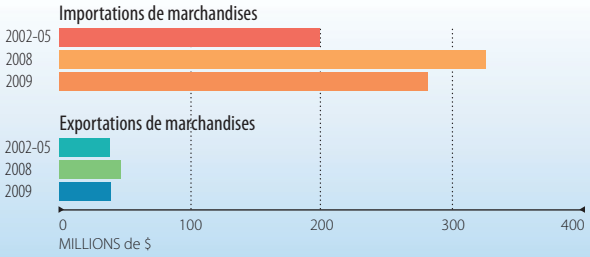
PRIORITÉ 3 : AUTRES - TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

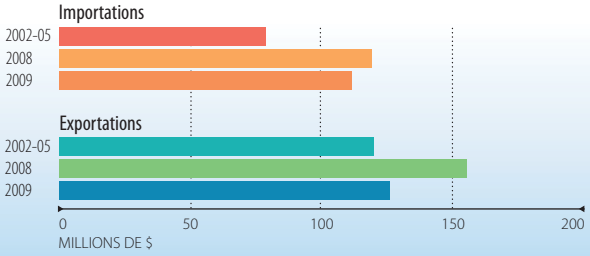
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

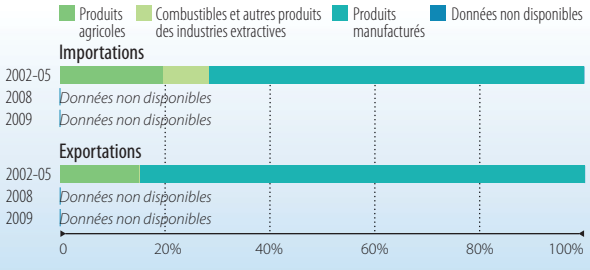
2007		2008	2009
États-Unis	58,8	–	–
Trinité-et-Tobago	10,8	–	–
Union européenne	8,6	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

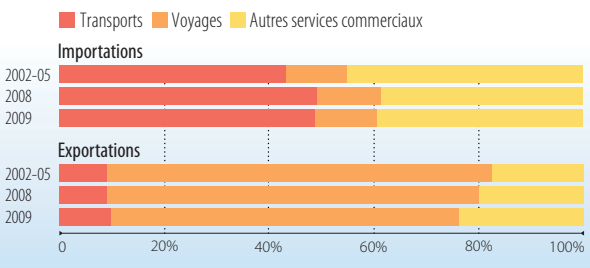
2007		2008	2009
États-Unis	86,6	–	–
Union européenne	3,4	–	–
Antigua-et-Barbuda	1,8	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



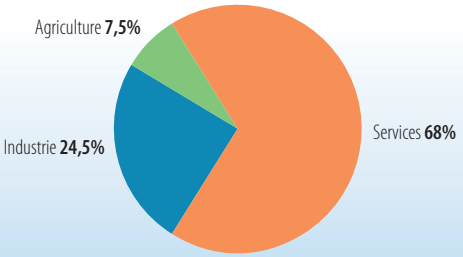
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

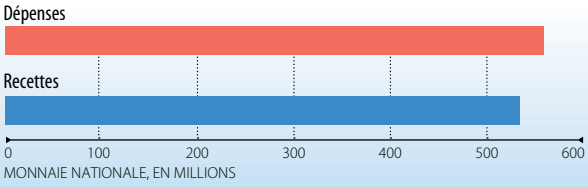
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	109
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	583
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-2,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	9 153,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	40,9
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	4,8

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

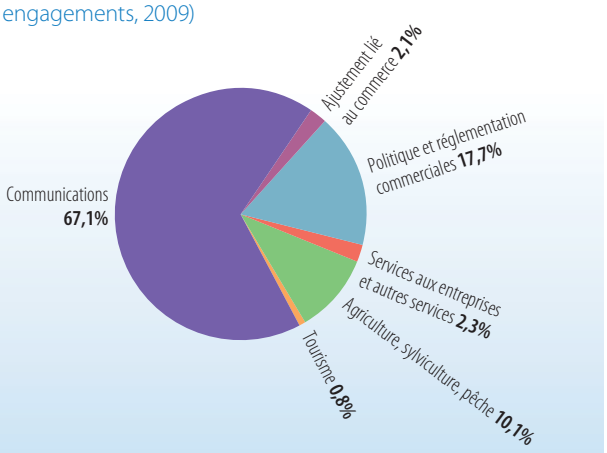
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
17 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	40	367	82
Infrastructure économique	1 416	1 389	279
Renforcement de la capacité de production	5 496	273	11 815
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	418
Ajustement lié au commerce	..	43	..
Total aide pour le commerce	**6 951**	**2 071**	**12 175**
Aide pour le commerce par habitant ($)	64	19	111

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

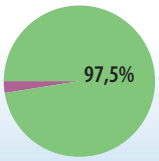
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



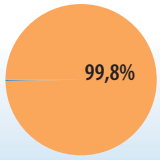
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	865
Japon	205
Allemagne	192
Institutions de l'UE	144
FMI	107
Autriche	84



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	7 642
Japon	6 410
Canada	460
Allemagne	192
Autriche	119
Banque mondiale	55



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INTÉGRATION RÉGIONALE[16]

NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR

2002 ● 2005 ● 2010 ●●

PRIORITÉ 2 : AUTRES TRANSPORTS[17]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2003



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

Données non disponibles

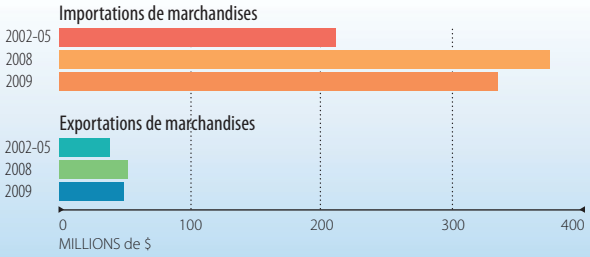
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]

Données non disponibles

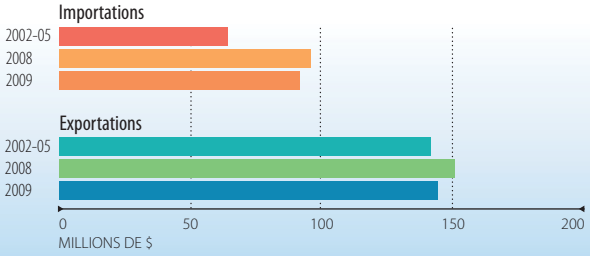
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

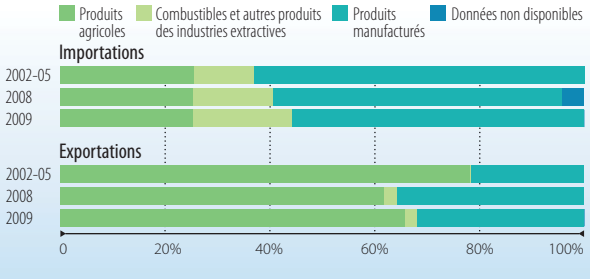
2007		2008		2009	
États-Unis	35,6	États-Unis	37,0	États-Unis	35,0
Trinité-et-Tobago	23,6	Trinité-et-Tobago	21,7	Trinité-et-Tobago	25,6
Union européenne	14,3	Union européenne	14,5	Union européenne	12,5

Exportations par principale destination (% du total)

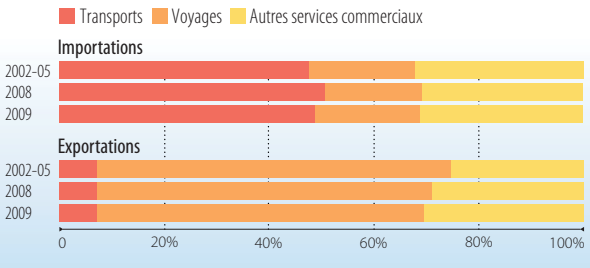
2007		2008		2009	
Sainte-Lucie	22,5	Grenade	18,2	Trinité-et-Tobago	20,6
Union européenne	20,2	Trinité-et-Tobago	17,4	Sainte-Lucie	18,5
Trinité-et-Tobago	14,7	Sainte-Lucie	14,7	Grenade	12,6

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



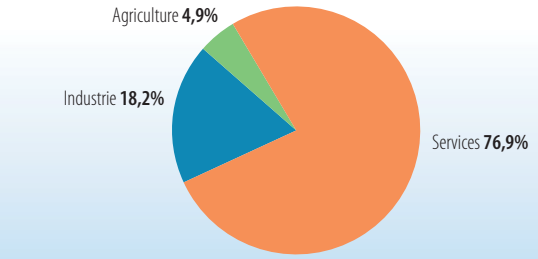
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

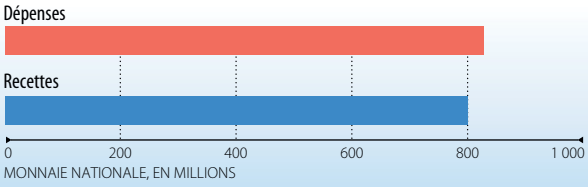
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	172
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	946
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	9 604,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1995)[6]	20,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1995)[7]	48,8
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	41,5
Indicateur du développement humain[9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

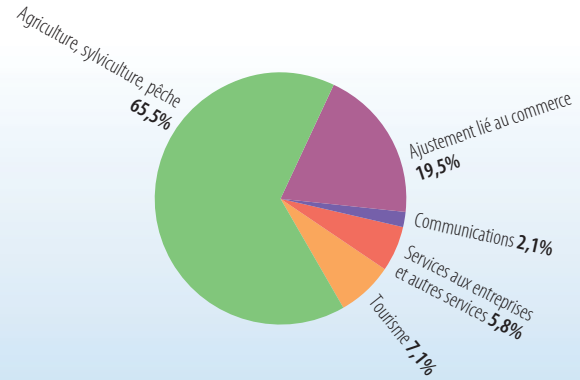
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4	..	311
Infrastructure économique	5 702	16	273
Renforcement de la capacité de production	3 842	595	17 817
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	8 263
Ajustement lié au commerce	..	148	..
Total aide pour le commerce	**9 549**	**759**	**18 400**
Aide pour le commerce par habitant ($)	59	4	106

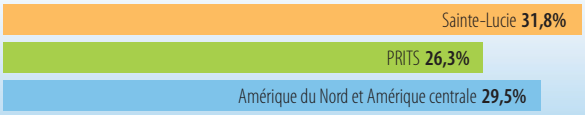
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



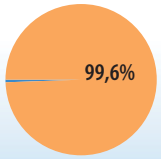
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	3 429
Institutions de l'UE	496
Banque mondiale	443
Allemagne	54
PNUD	25



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	11 540
Japon	3 034
Canada	535
France	226
Banque mondiale	75
Allemagne	54



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est partiellement intégré dans le plan de développement national.

Le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles pour tenir compte des priorités et des objectifs en matière d'aide pour le commerce.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COÛTS D'AJUSTEMENT[16]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2 : AUTRES TRANSPORTS[17]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2001

Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

Données non disponibles

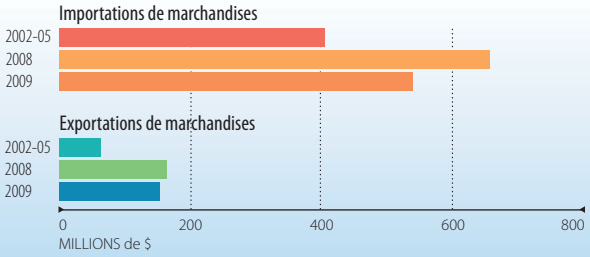
PRIORITÉ 3[18]

Plusieurs priorités choisies (compétitivité et diversification des exportations). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

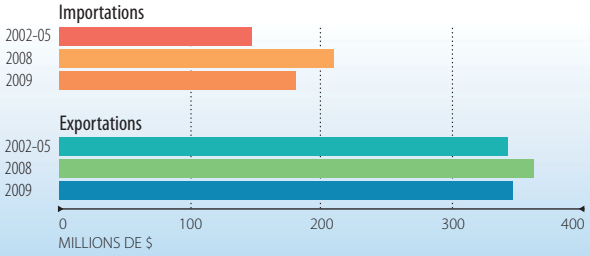
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

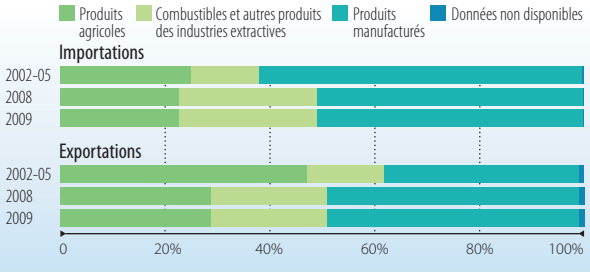
2007		2008		2009
États-Unis	41,7	États-Unis	42,6	–
Trinité-et-Tobago	19,9	Trinité-et-Tobago	23,8	–
Union européenne	10,9	Union européenne	8,4	–

Exportations par principale destination (% du total)

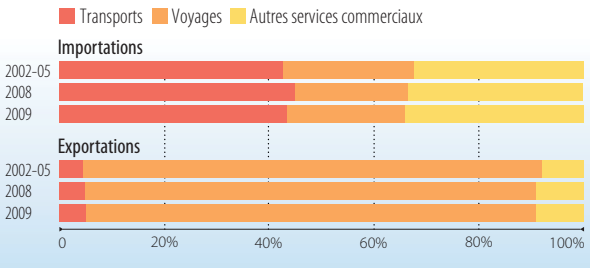
2007		2008		2009
Union européenne	27,4	États-Unis	34,0	–
Trinité-et-Tobago	24,3	Trinité-et-Tobago	23,2	–
États-Unis	13,8	Union européenne	17,0	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



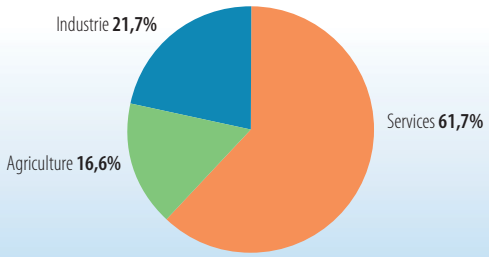
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

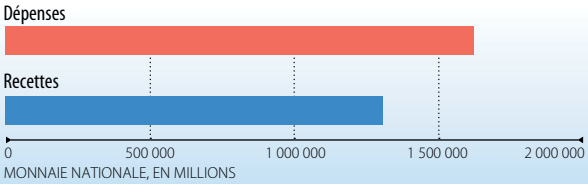
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	12 534
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	13 059
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 816,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	33,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	45,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,1
Indicateur du développement humain (2010)[9]	144/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	8,0

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

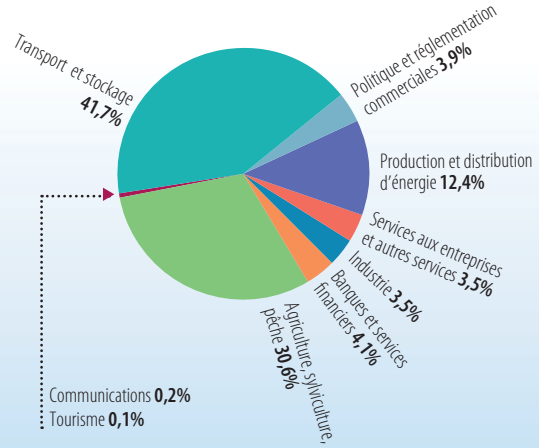
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 115	15 240	3 866
Infrastructure économique	88 703	214 179	108 044
Renforcement de la capacité de production	99 460	164 941	105 706
dont : marqueur du développement du commerce	..	41 173	31 715
Ajustement lié au commerce	..	9	..
Total aide pour le commerce	**192 278**	**394 369**	**217 616**
Aide pour le commerce par habitant ($)	18	31	17

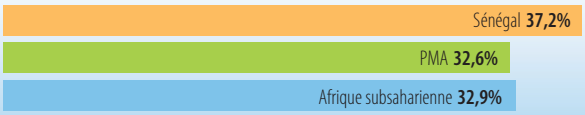
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

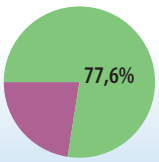
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



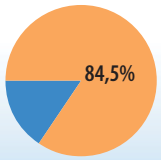
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	111 930
Institutions de l'UE	54 542
France	40 461
BAfD	34 688
Canada	24 170
États-Unis	23 091



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	72 620
Institutions de l'UE	62 654
France	36 020
BAfD	21 199
Japon	11 551
Espagne	8 547



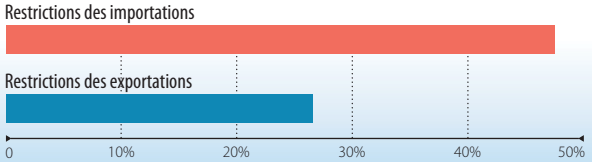
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

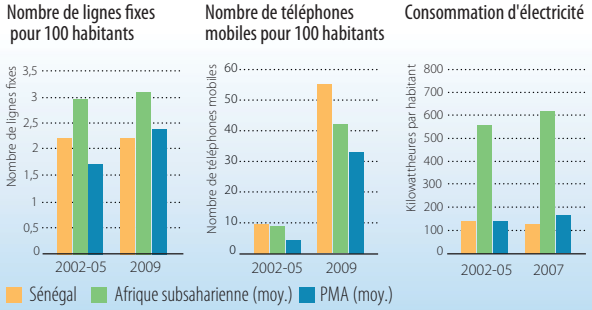
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans la plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



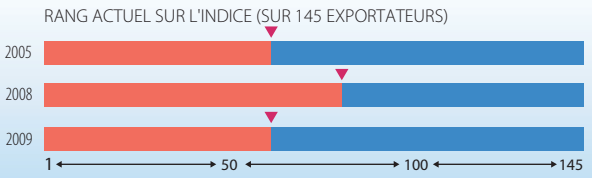
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



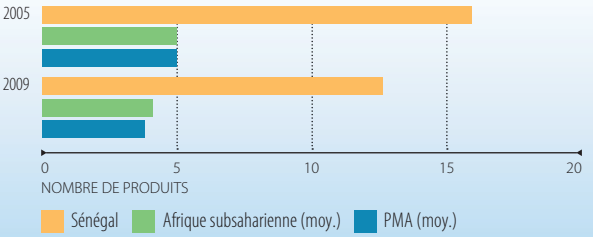
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

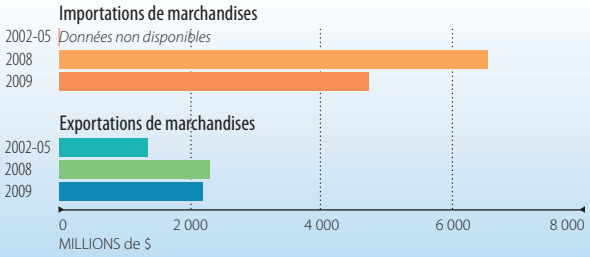
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



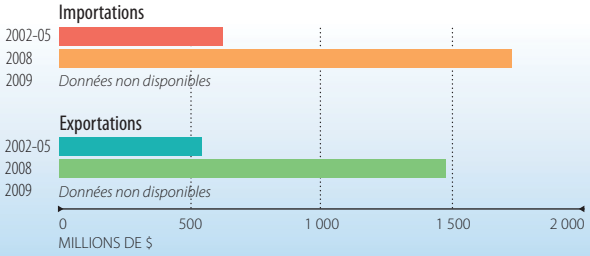
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

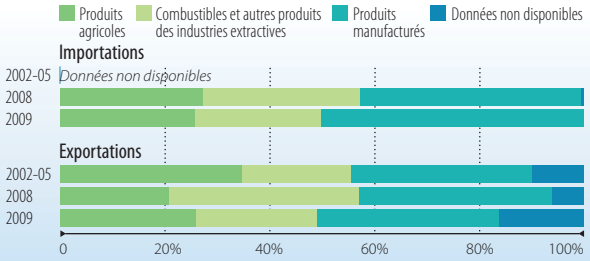
2007		2008		2009	
Union européenne	46,6	Union européenne	39,8	Union européenne	43,9
Nigéria	8,4	Nigéria	11,9	Nigéria	8,8
Chine	5,7	Thaïlande	6,8	Chine	8,3

Exportations par principale destination (% du total)

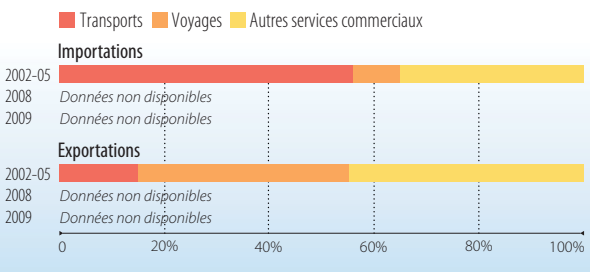
2007		2008		2009	
Union européenne	25,7	Mali	23,3	Mali	20,6
Mali	24,0	Union européenne	17,0	Union européenne	19,2
Inde	6,7	Inde	11,6	Suisse	7,8

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



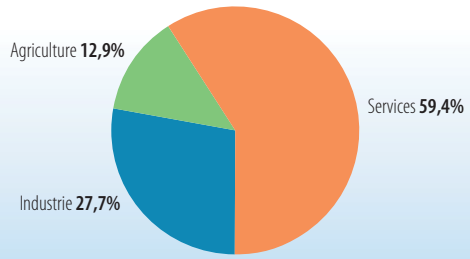
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

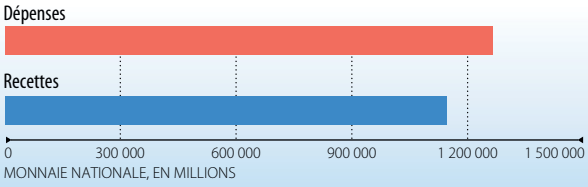
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	7 320
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	42 594
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	11 719,2
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2008)[6]	2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2008)[7]	37,5
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain (2010)[9]	60/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

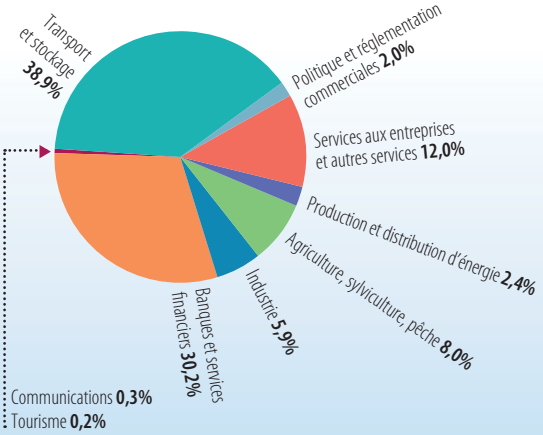
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
18 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	13 554	2 160	5 970
Infrastructure économique	203 229	44 710	105 859
Renforcement de la capacité de production	236 652	60 508	115 491
dont : marqueur du développement du commerce	..	37 809	65 856
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**453 435**	**107 378**	**227 320**
Aide pour le commerce par habitant ($)	61	15	31

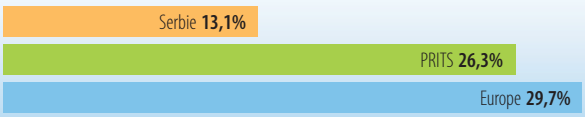
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

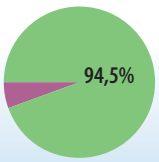
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



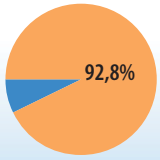
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Allemagne	97 841
Institutions de l'UE	58 490
États-Unis	31 617
Suisse	8 793
Norvège	6 154
Belgique	2 237



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Allemagne	76 120
Institutions de l'UE	69 846
États-Unis	30 612
Banque	19 937
Italie	6 403
Espagne	5 968



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont partiellement intégrées dans le plan de développement national.

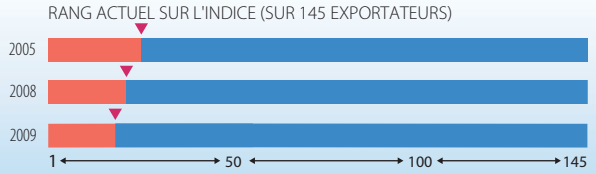
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

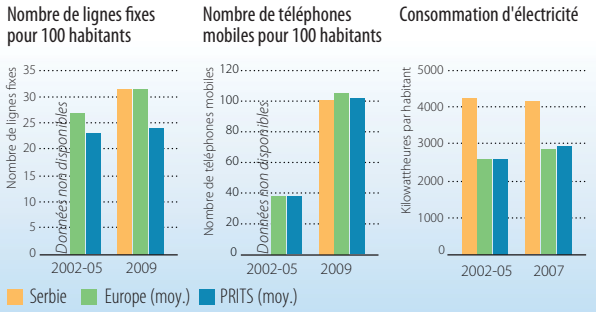
Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE[17]



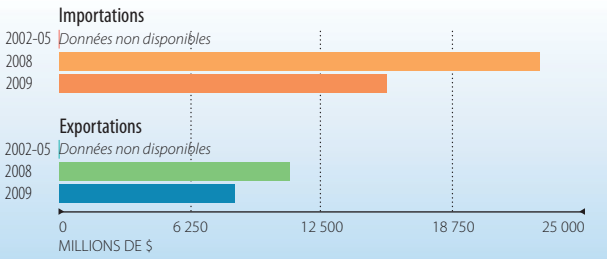
PRIORITÉ 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[18]



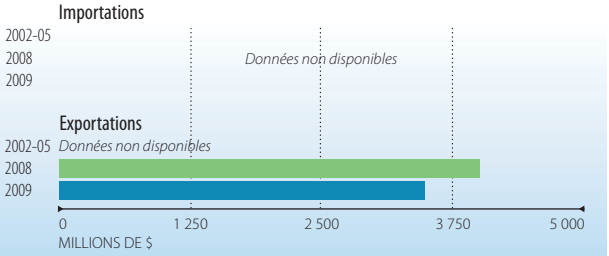
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations et exportations de services commerciaux



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

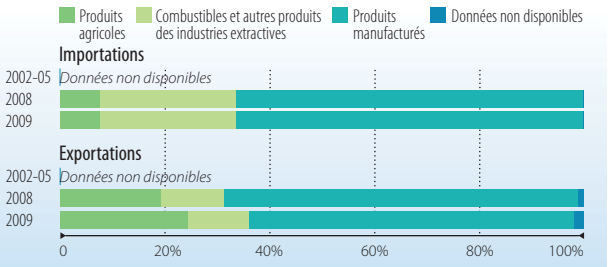
2007		2008		2009	
Union européenne	55,1	Union européenne	53,3	Union européenne	56,8
Fédération de Russie	14,2	Fédération de Russie	15,3	Fédération de Russie	12,3
Chine	7,4	Chine	7,5	Chine	7,1

Exportations par principale destination (% du total)

2007		2008		2009	
Union européenne	55,9	Union européenne	54,3	Union européenne	53,6
Bosnie-Herzégovine	11,8	Bosnie-Herzégovine	12,2	Bosnie-Herzégovine	12,2
Monténégro	10,8	Monténégro	11,7	Monténégro	10,0

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



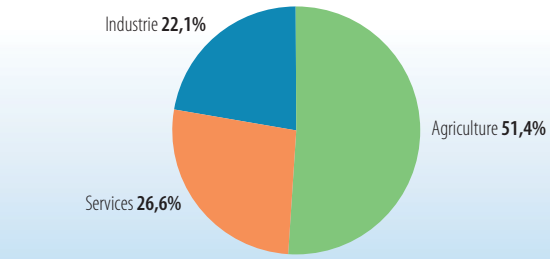
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

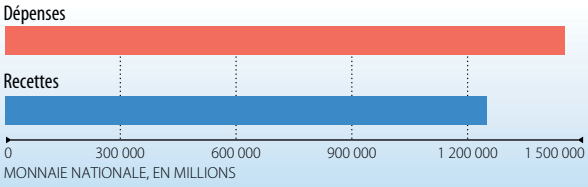
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	5 696
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	1 942
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	4,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	808,0
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	53,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	49,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	51,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	158/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)1[0]	19,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

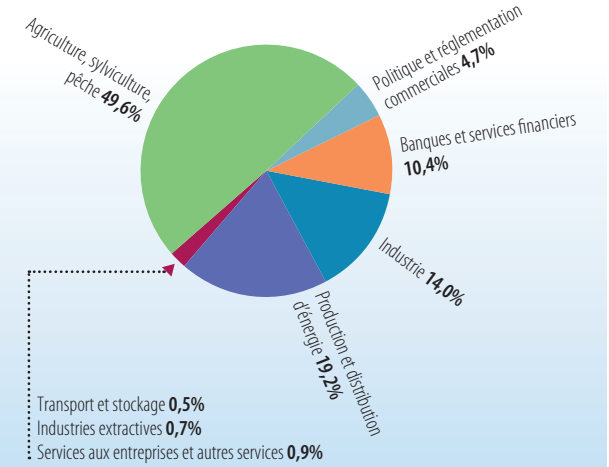
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 --
18 ITC (OMC/NUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 555	1 736	4 797
Infrastructure économique	62 117	7 253	65 160
Renforcement de la capacité de production	32 430	27 850	30 059
dont : marqueur du développement du commerce	..	19 629	10 909
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**97 102**	**36 839**	**100 017**
Aide pour le commerce par habitant ($)	20	6	18

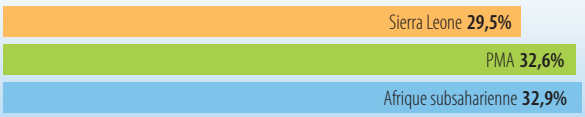
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

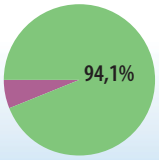
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



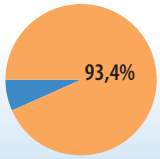
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Royaume-Uni	21 206
Banque mondiale	19 711
Japon	10 763
BAfD	7 928
Institutions de l'UE	7 735
Allemagne	5 749



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	20 103
Banque mondiale	18 969
Japon	12 658
Royaume-Uni	12 230
BAfD	10 108
Allemagne	4 803



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a eu une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

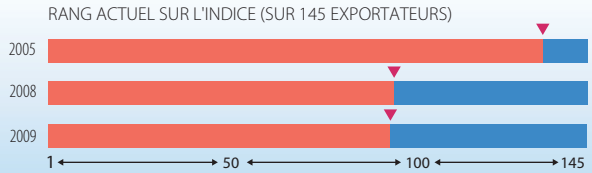
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : COMPÉTITIVITÉ[16]

Indice des performances commerciales

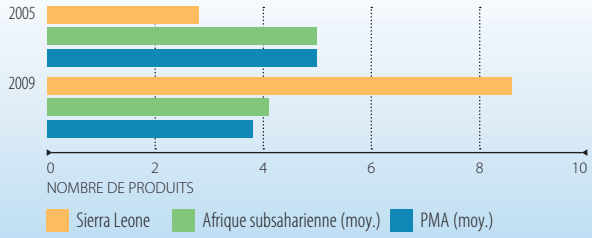


PRIORITÉ 2 : CHAÎNES DE VALEUR[17]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

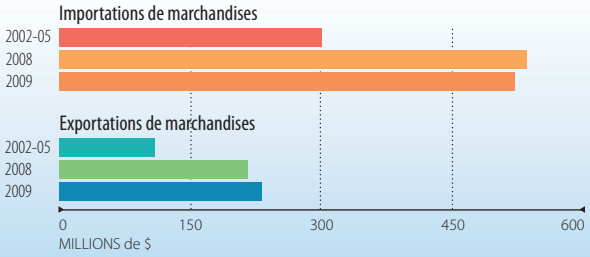
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



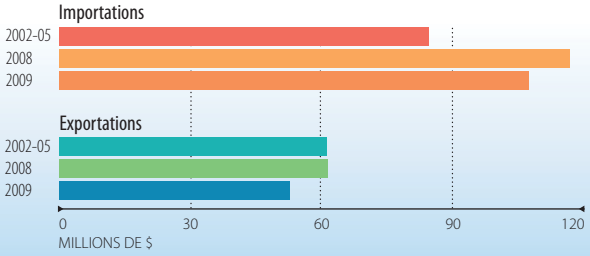
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

2002		2008	2009
Côte d'Ivoire	36,7	–	–
Union européenne	18,5	–	–
Canada	6,5	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

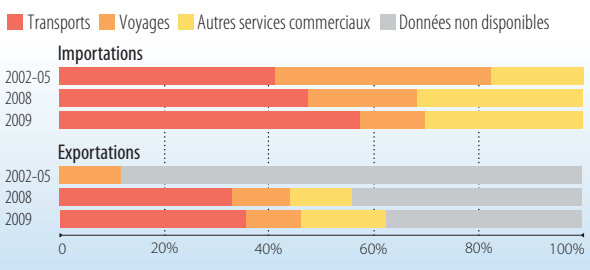
2002		2008	2009
États-Unis	1,0	–	–
Arabie saoudite	0,4	–	–
Union européenne	0,2	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

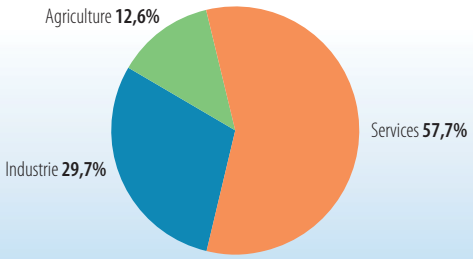
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

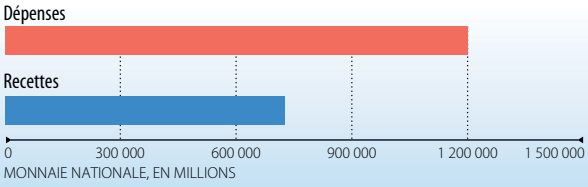
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	20 303
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	41 979
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 771,6
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2002)[6]	14,0
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2002)[7]	48,0
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	32,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	91/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,8

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

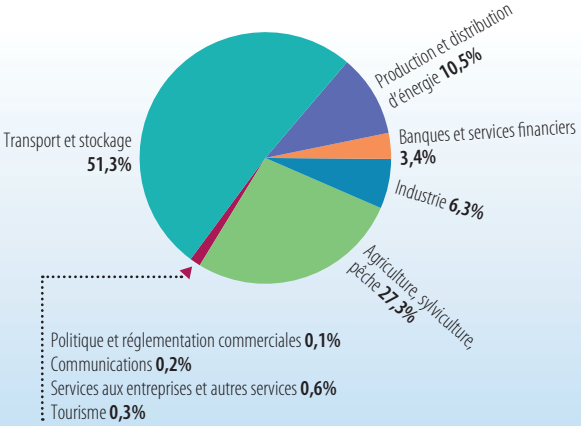
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4 858	310	649
Infrastructure économique	300 946	283 666	367 307
Renforcement de la capacité de production	207 329	173 334	70 163
dont : marqueur du développement du commerce	..	11 757	7 645
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**513 133**	**457 310**	**438 119**
Aide pour le commerce par habitant ($)	27	23	22

PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

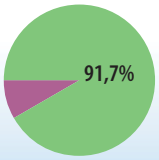
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



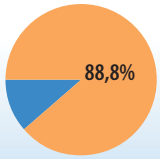
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	157 207
Banque mondiale	150 835
Corée	50 088
BAsD	48 618
États-Unis	14 159
FIDA	12 500



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	247 301
Banque mondiale	83 949
Danemark	10 482
Institutions de l'UE	9 136
France	8 726
Espagne	8 259



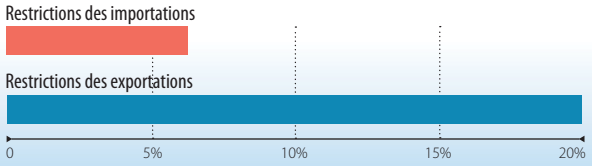
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

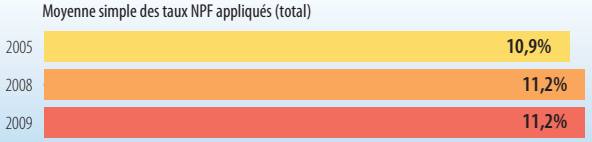
Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



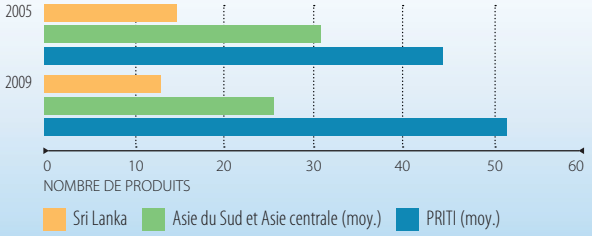
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



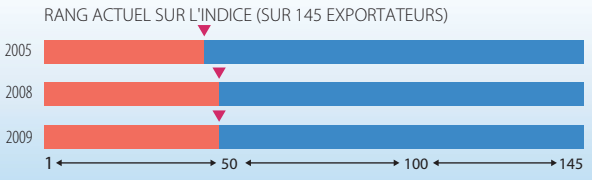
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : COMPÉTITIVITÉ[18]

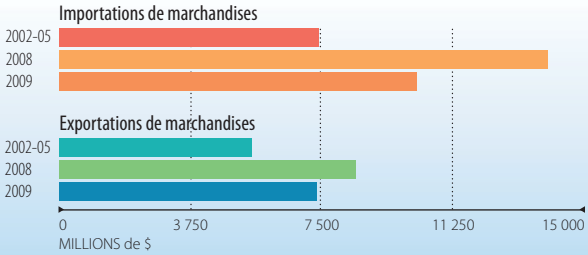
Indice des performances commerciales



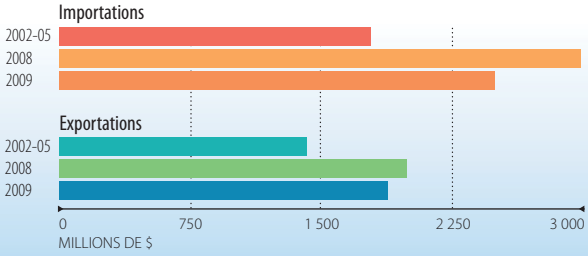
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

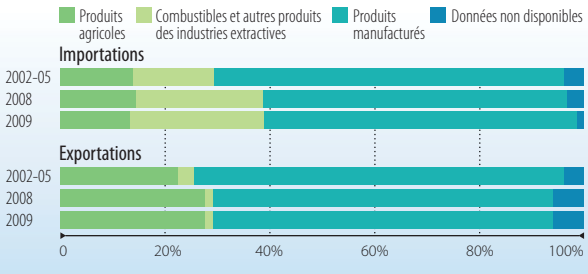
2007		2008		2009
Inde	24,4	Inde	20,8	–
Union européenne	12,3	Union européenne	12,8	–
Singapour	9,7	Singapour	11,7	–

Exportations par principale destination (% du total)

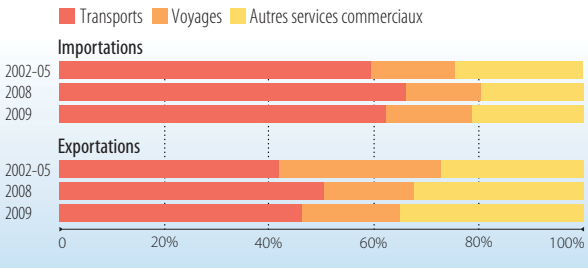
2007		2008		2009
Union européenne	37,6	Union européenne	36,9	–
États-Unis	25,8	États-Unis	23,1	–
Inde	6,7	Inde	5,1	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



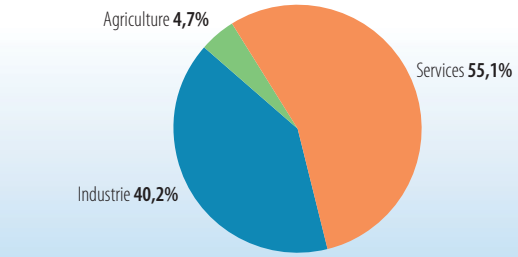
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

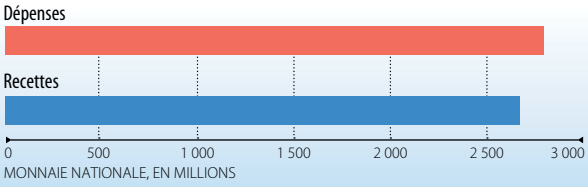
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	520
PIB (millions de $ courants, 2008)[2]	3 033
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2008)[3]	5,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2008)[4]	7 459,0
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1999)[6]	15,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1999)[7]	57,4
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	36,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	94/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	3,7

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

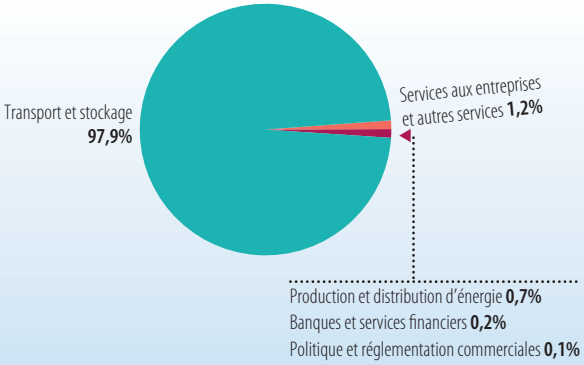
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - *Doing Business*
17 Forum économique mondial - Global Enabling Trade Reporter, 2010
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	1	33	413
Infrastructure économique	11 825	59 934	27 425
Renforcement de la capacité de production	12 259	864	21 391
dont : marqueur du développement du commerce	..	..	240
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**24 086**	**60 831**	**49 229**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**49**	**117**	**95**

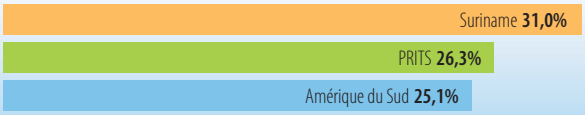
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

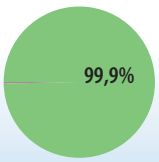
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



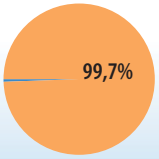
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
France	17 407
Institutions de l'UE	13 033
Pays-Bas	12 100
BID	443
OMC	137
FMI	56



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	24 026
Pays-Bas	15 334
Japon	2 109
France	1 741
BID	581
Canada	453



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Incertitude quant au point de savoir si les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national, mais le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

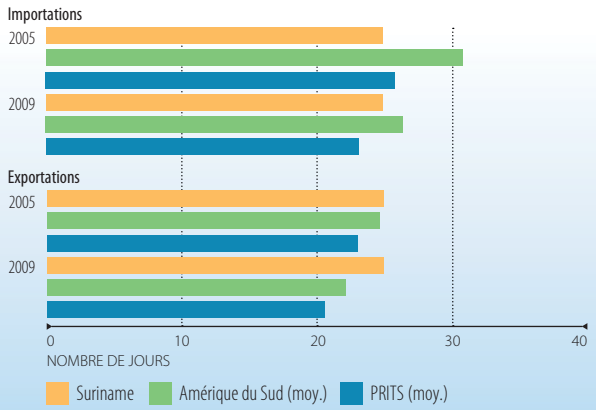
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES[16]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[17]

Infrastructure transfrontières, 2010 (score)

Densité aéroportuaire

Données non disponibles

Indice de connectivité en matière de transbordement

Données non disponibles

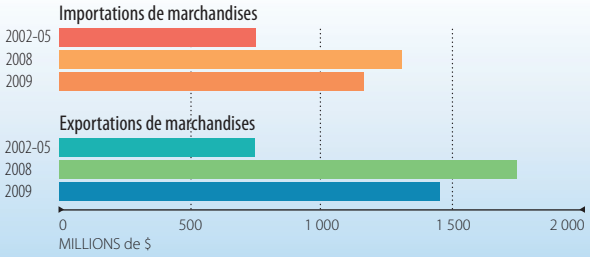
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

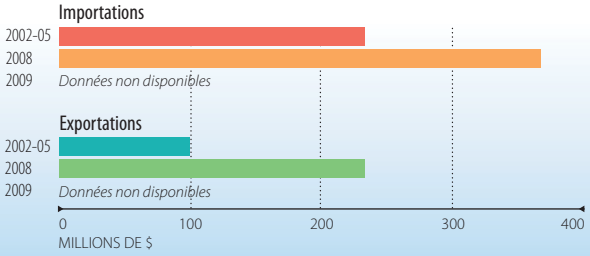
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

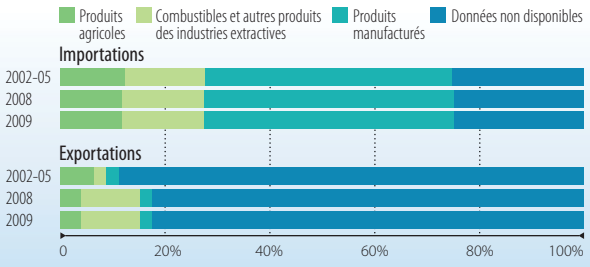
2007		2008		2009
Union européenne	27,7	États-Unis	24,0	–
États-Unis	23,1	Union européenne	23,2	–
Trinité-et-Tobago	20,4	Trinité-et-Tobago	20,6	–

Exportations par principale destination (% du total)

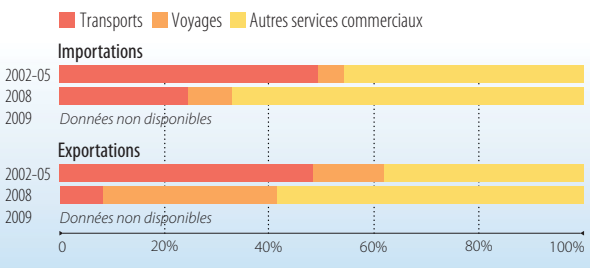
2007		2008		2009
Union européenne	15,8	Union européenne	14,7	–
Canada	11,5	Canada	14,4	–
Suisse	10,2	Suisse	9,1	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



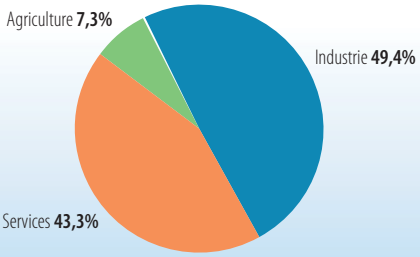
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

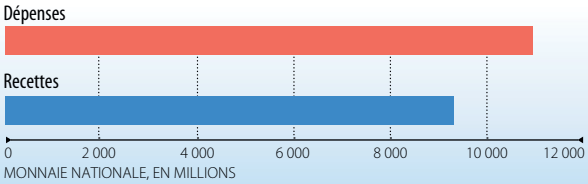
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 185
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	2 936
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	1,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 998,4
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2001)[6]	62,85
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2001)[7]	55,9
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,4
Indicateur du développement humain (2010)[9]	121/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	2,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

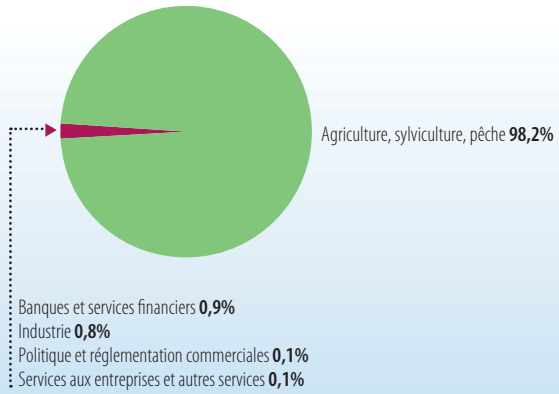
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	20	30	379
Infrastructure économique	7 335	..	374
Renforcement de la capacité de production	10 941	23 852	10 740
dont : marqueur du développement du commerce	..	22 977	23
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**18 297**	**23 881**	**11 492**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**16**	**20**	**10**

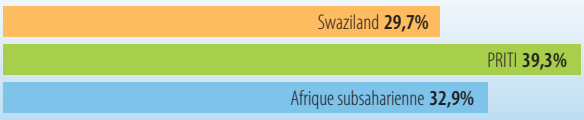
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

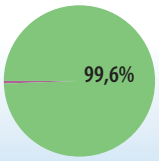
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



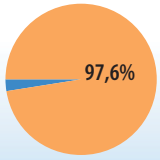
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	24 143
Norvège	2 340
FIDA	2 026
Canada	314
États-Unis	201
Japon	121



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	6 061
Norvège	2 276
BAD	1 468
FEM	815
États-Unis	198
Japon	121



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1[16]

Plusieurs priorités choisies (analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale, coûts d'accession à l'OMC et facilitation des échanges). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2[17]

Plusieurs priorités choisies (infrastructure de réseau, autres transports et infrastructure transfrontières). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

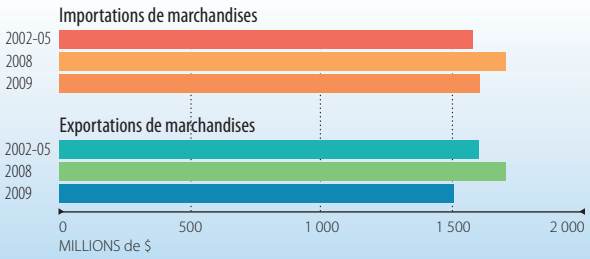
PRIORITÉ 3[18]

Plusieurs priorités choisies (compétitivité, chaînes de valeur et diversification des exportations). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

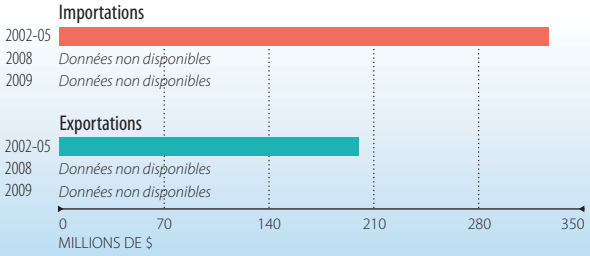
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

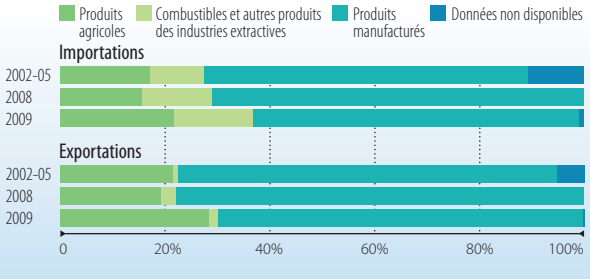
2007		2008	2009
Afrique du Sud	81,4	–	–
Chine	4,0	–	–
Union européenne	2,7	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

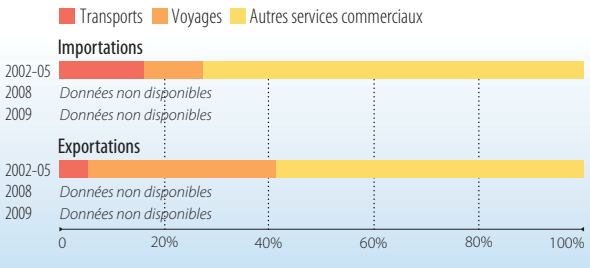
2007		2008	2009
Afrique du Sud	79,8	–	–
Union européenne	13,9	–	–
Namibie	2,8	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



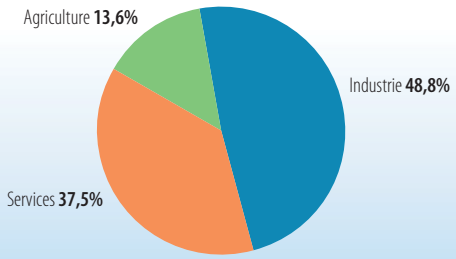
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

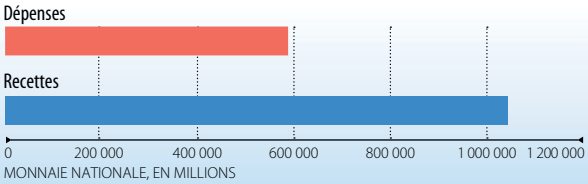
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	11 206
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	6 680
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-1,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 300,1
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2003)[6]	61,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2003)[7]	46,6
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	45,3
Indicateur du développement humain (2010)[9]	163/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	6,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

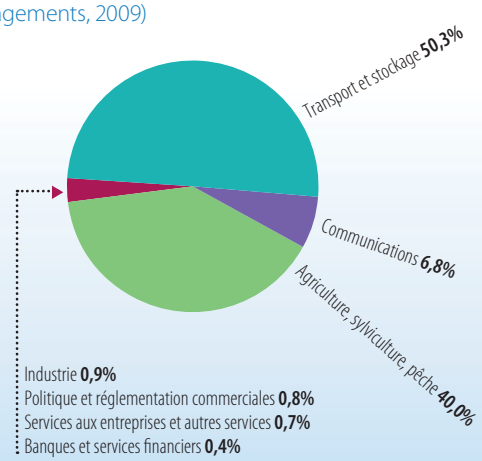
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	855	824	592
Infrastructure économique	41 817	55 868	46 164
Renforcement de la capacité de production	37 052	41 062	29 909
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 616	1 521
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**79 724**	**97 753**	**76 665**
Aide pour le commerce par habitant ($)	8	9	7

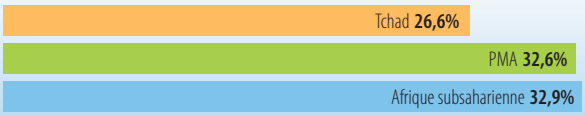
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

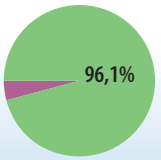
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



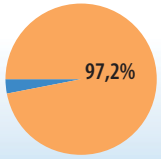
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
BAfD	24 366
FIDA	9 749
Institutions de l'UE	9 139
France	7 760
Suisse	4 540
Banque mondiale	3 915



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	48 484
BAfD	11 120
Banque mondiale	4 327
Suisse	3 635
OFID	1 427
France	1 205



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce sont intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial.

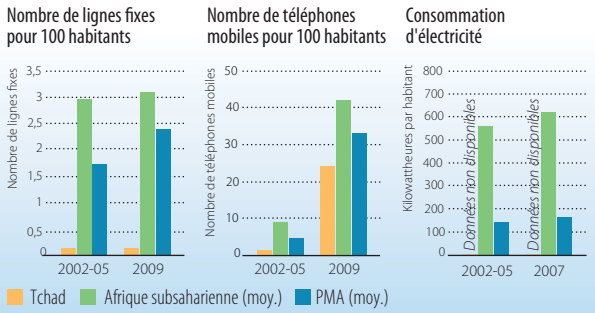
Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

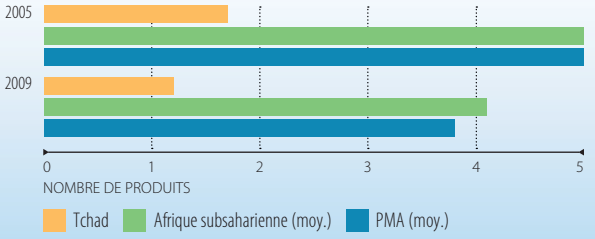
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



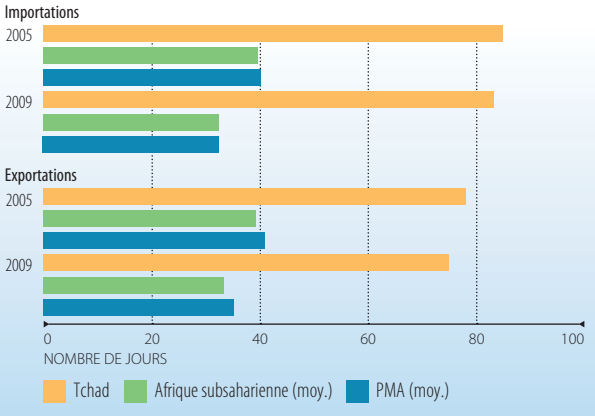
PRIORITÉ 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[17]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

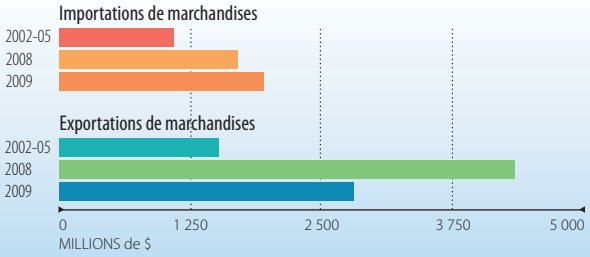
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



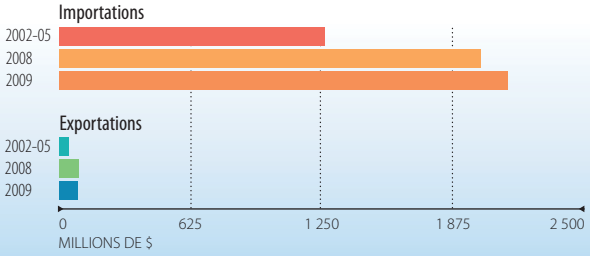
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

Données non disponibles

Exportations par principale destination (% du total)

Données non disponibles

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

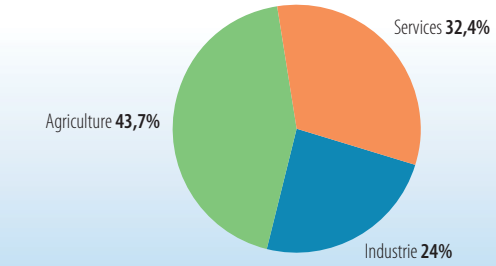
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

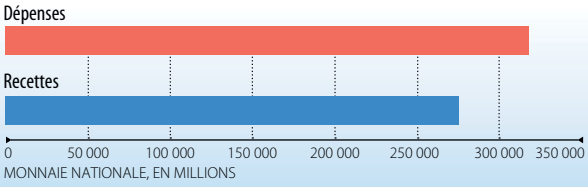
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	6 619
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	2 855
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	850,3
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2006)[6]	38,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2006)[7]	47,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,3
Indicateur du développement humain (2010)[9]	139/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	11,4

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

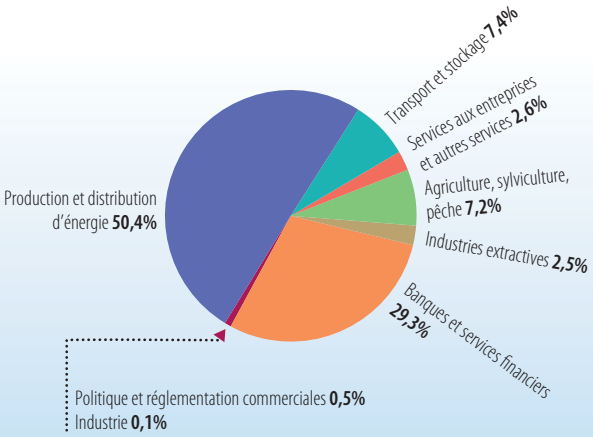
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2010*
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	4	368	184
Infrastructure économique	3 743	46 877	3 098
Renforcement de la capacité de production	2 059	33 774	38 564
dont : marqueur du développement du commerce	..	393	568
Ajustement lié au commerce	..	3	..
Total aide pour le commerce	**5 806**	**81 021**	**41 847**
Aide pour le commerce par habitant ($)	1	12	6

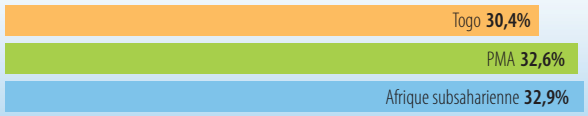
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

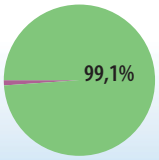
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



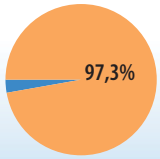
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Banque mondiale	70 065
Allemagne	17 418
Royaume-Uni	9 024
Belgique	551
Canada	522
Luxembourg	328



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	58 906
Royaume-Uni	9 024
OFID	4 650
Institutions de l'UE	3 914
BAD	871
Belgique	551



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

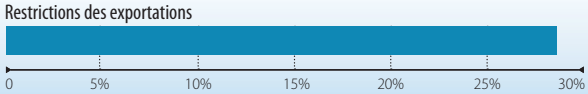
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Restrictions des importations

Données non disponibles

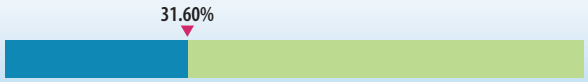
Restrictions des exportations



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : AUTRES TRANSPORTS[16]

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2001



Qualité des infrastructures de transport aérien, 2010

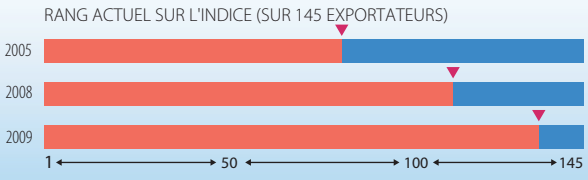
Données non disponibles

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire, 2010

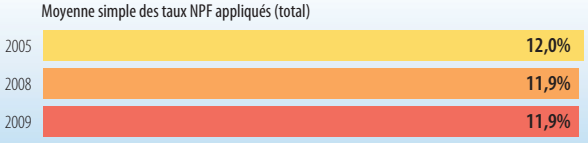
Données non disponibles

PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



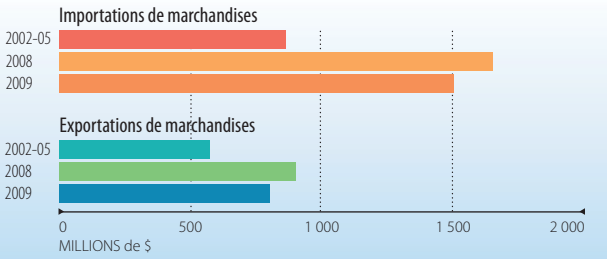
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



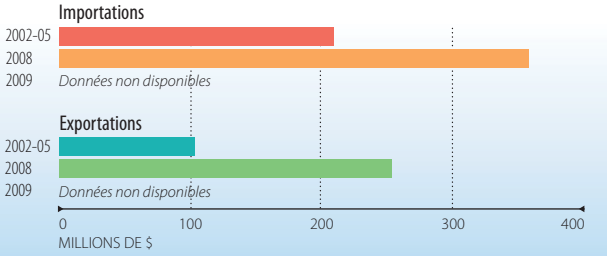
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

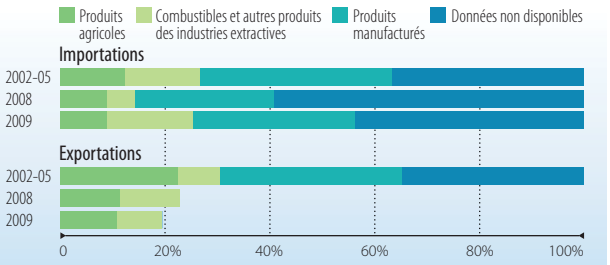
2007		2008	2009
Union européenne	43,3	–	–
Chine	15,8	–	–
États-Unis	4,2	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

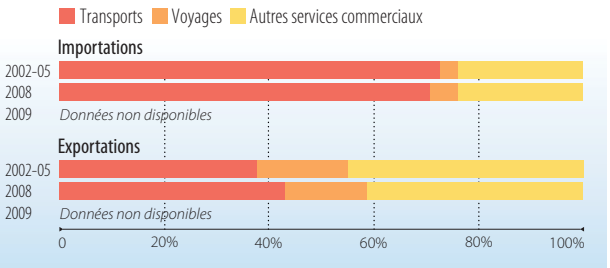
2007		2008	2009
Niger	12,7	–	–
Bénin	10,9	–	–
Inde	9,8	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



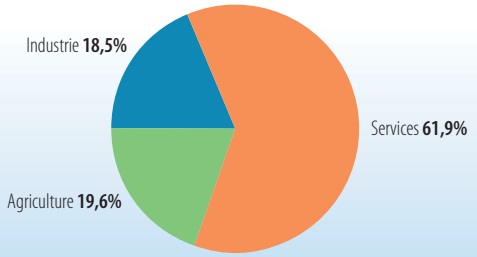
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

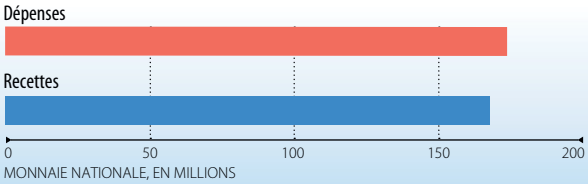
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	104
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	311
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-0,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	4 465,6
Groupe de revenu[5]	PRITI
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	41,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	85/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	7,3

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

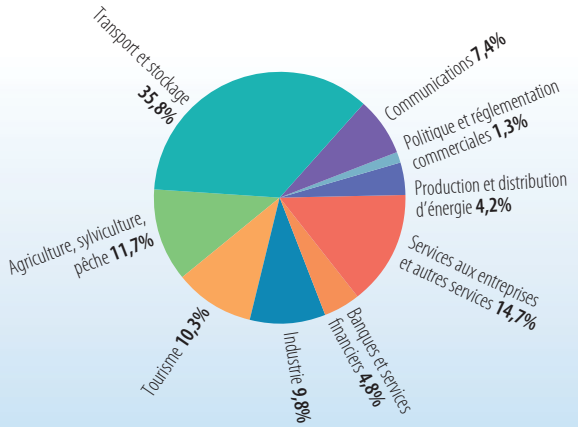
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 OMC - Profils commerciaux
17 Banque mondiale - *Doing Business*
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	220	42	41
Infrastructure économique	1 156	1 536	9 175
Renforcement de la capacité de production	1 134	1 666	918
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 038	363
Ajustement lié au commerce	..	0	..
Total aide pour le commerce	**2 510**	**3 244**	**10 135**
Aide pour le commerce par habitant ($)	25	31	97

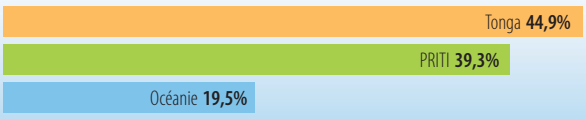
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

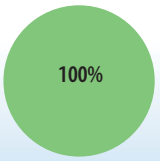
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	9 503
Banque mondiale	2 645
Australie	1 257
Nouvelle-Zélande	942
Royaume-Uni	205
OMC	19



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	4 925
Australie	1 405
Nouvelle-Zélande	253
Royaume-Uni	205
Banque mondiale	108
OMC	19



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

TONGA

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

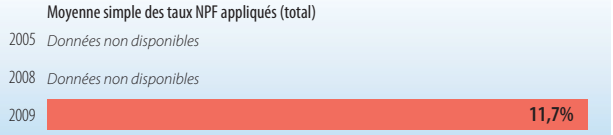
Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce ont été intégrées dans le plan de développement national et les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

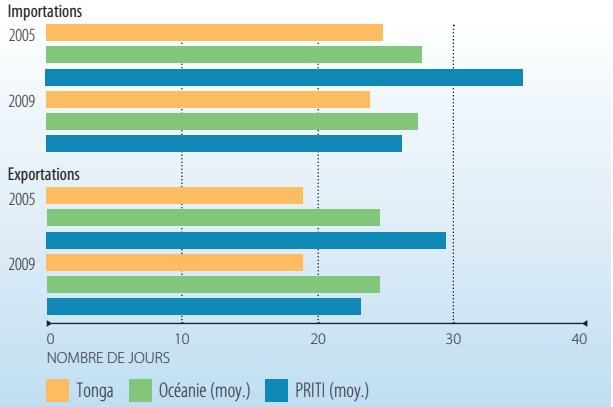
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[16]



PRIORITÉ 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES[17]

Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



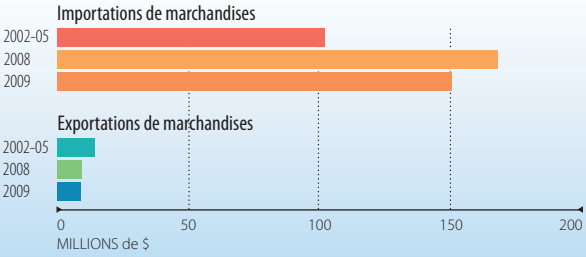
PRIORITÉ 3 : CHAÎNES DE VALEUR[18]

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

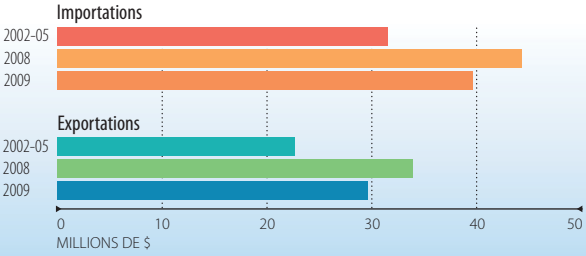
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

2007		2008	2009
Nouvelle-Zélande	33,3	–	–
États-Unis	30,7	–	–
Japon	13,1	–	–

Exportations par principale destination (% du total)

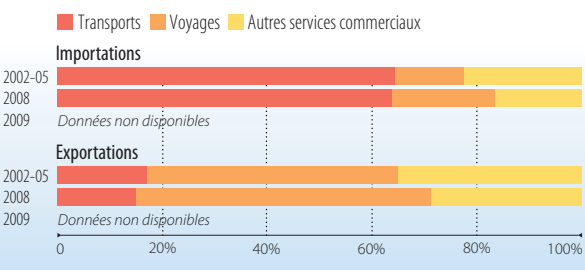
2007		2008	2009
Nouvelle-Zélande	33,8	–	–
Singapour	21,3	–	–
Australie	11,6	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

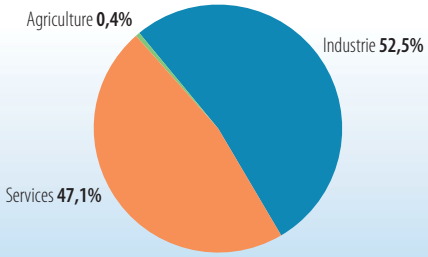
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

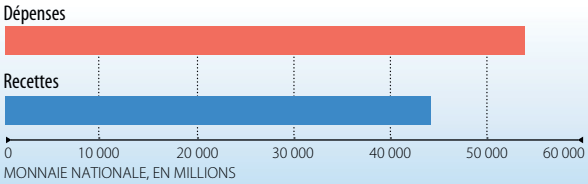
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	1 339
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	21 087
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	-3,0
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	25 571,7
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 1992)[6]	4,16
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1992)[7]	45,89
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,0
Indicateur du développement humain (2010)[9]	59/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

SOURCES:

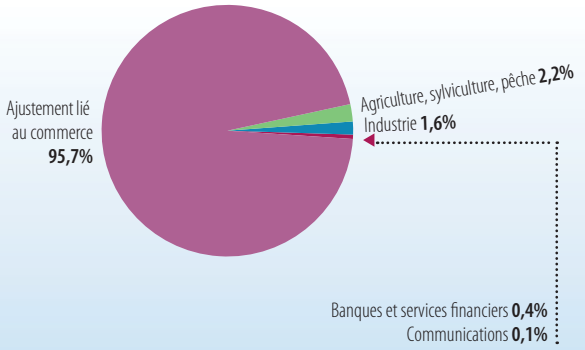
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 ITC (OMC/CNUCED)
17 ITC (OMC/CNUCED)
18 Banque mondiale - *Doing Business*
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	331	..	74
Infrastructure économique	798	8	194
Renforcement de la capacité de production	15 217	665	1 520
dont : marqueur du développement du commerce	..	279	247
Ajustement lié au commerce	..	14 990	..
Total aide pour le commerce	**16 346**	**15 663**	**1 788**
Aide pour le commerce par habitant ($)	12	12	1

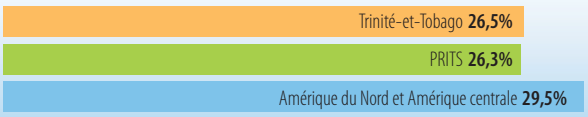
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

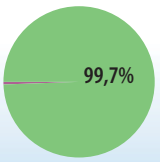
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



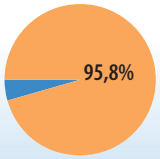
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	14 507
France	263
ONUDI	127
BID	75
OMC	58
PNUD	25



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Canada	469
France	263
Institutions de l'UE	115
BID	91
États-Unis	91
OMC	58

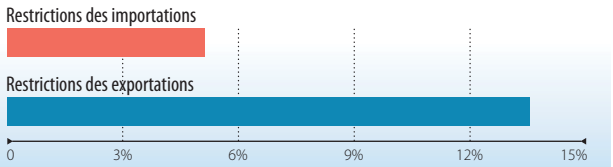


Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les modifications des priorités en matière d'aide pour le commerce n'ont pas été intégrées dans le plan de développement national. Incertitude quant au point de savoir si les stratégies opérationnelles ont été réactualisées en conséquence.

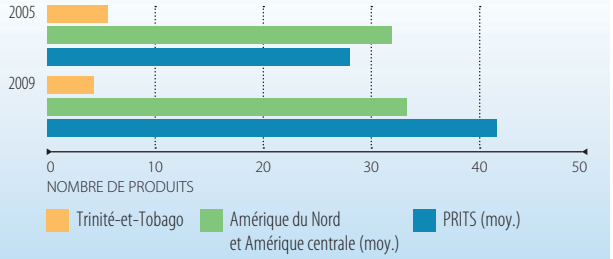
INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

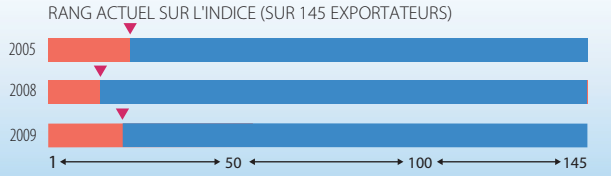
PRIORITÉ 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[16]

Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



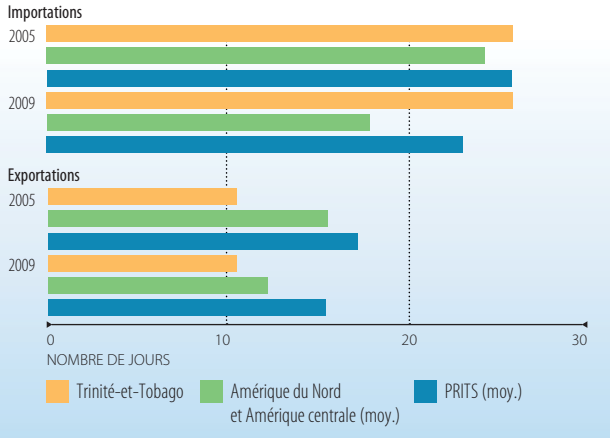
PRIORITÉ 2 : COMPÉTITIVITÉ[17]

Indice des performances commerciales



PRIORITÉ 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES[18]

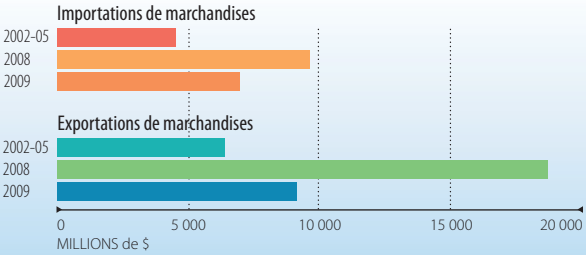
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontières



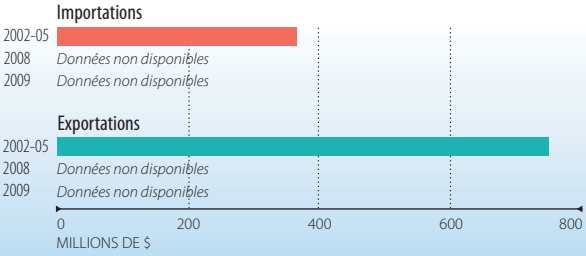
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

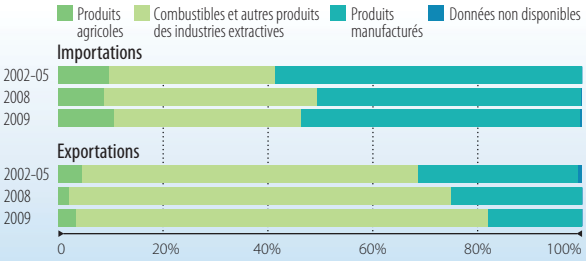
2007		2008		2009	
États-Unis	25,1	États-Unis	24,0	États-Unis	31,0
Union européenne	11,8	Union européenne	13,2	Union européenne	11,4
Brésil	10,6	Brésil	11,8	Colombie	9,9

Exportations par principale destination (% du total)

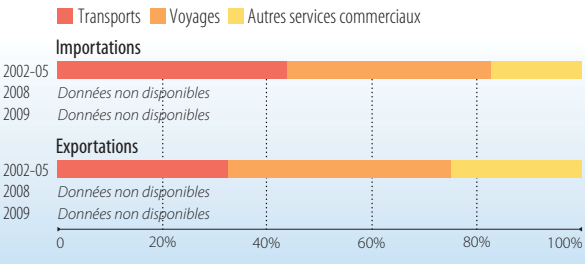
2007		2008		2009	
États-Unis	57,7	États-Unis	46,0	États-Unis	54,4
Union européenne	12,7	Union européenne	14,3	Union européenne	14,3
Jamaïque	4,6	Jamaïque	6,7	Jamaïque	5,2

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants)[1]	-
PIB (million current USD)[2]	-
PIB réel (taux de croissance annuel en %)[3]	-
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)[4]	-
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%)[7]	-
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale)[8]	-
Indicateur du développement humain [9]	-
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB) %[10]	

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]

Données non disponibles

BUDGET[12]

Données non disponibles

SOURCES :

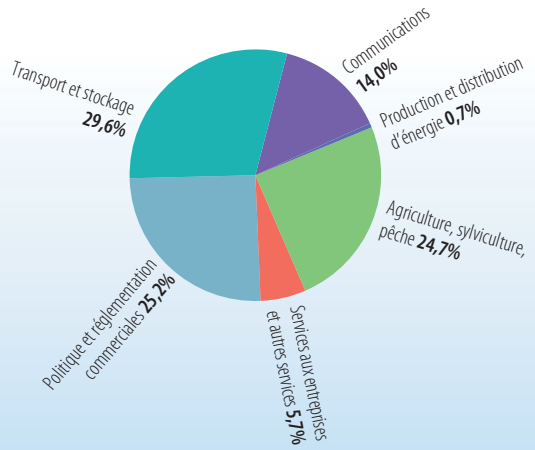
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	10	344	93
Infrastructure économique	3 208	605	6 010
Renforcement de la capacité de production	1 023	414	429
dont : marqueur du développement du commerce	..	78	16
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**4 240**	**1 363**	**6 532**
Aide pour le commerce par habitant ($)	**353**	**105**	**502**

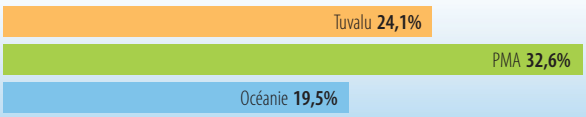
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Nouvelle-Zélande	2 453
Japon	520
Canada	195
Corée	51
États-Unis	5
OMC	5



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Japon	5 349
Nouvelle-Zélande	231
Corée	51
Canada	39
États-Unis	5
OMC	5



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités et objectifs en matière d'aide pour le commerce sont intégrés dans le plan de développement national et le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles en conséquence.

Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Le CIR a une incidence sensible sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

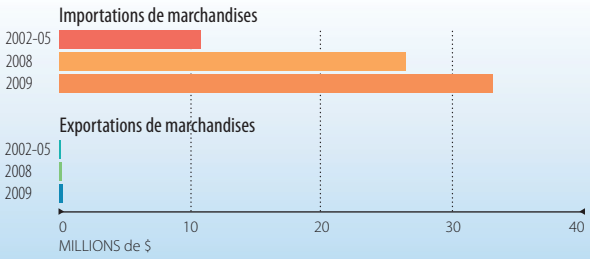
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL[16,17,18]

Aucune priorité identifiée. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux

Données non disponibles

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

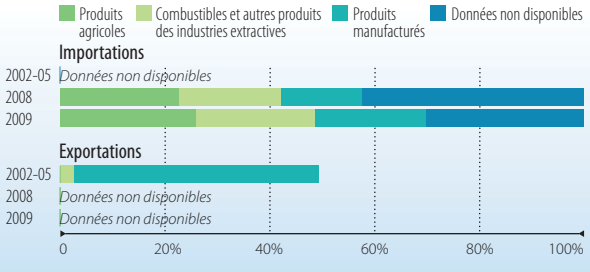
2006		2008		2009
Australie	22,0	Fidji	23,9	–
Fidji	18,5	Australie	18,2	–
Singapour	18,0	Nouvelle-Zélande	17,3	–

Exportations par principale destination (% du total)

2007		2008	2009
Fidji	77,8	–	–
Nouvelle-Zélande	17,8	–	–
Indonésie	2,4	–	–

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



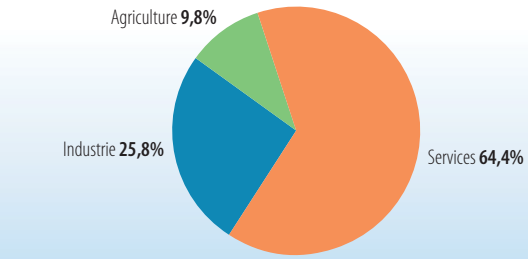
Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

INDICATEURS DE BASE

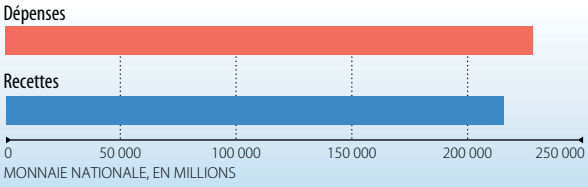
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	3 345
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	36 093
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	2,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	13 189,1
Groupe de revenu[5]	PRITS
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2007)[6]	2
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2007)[7]	52,1
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,7
Indicateur du développement humain (2010)[9]	52/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	0,1

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

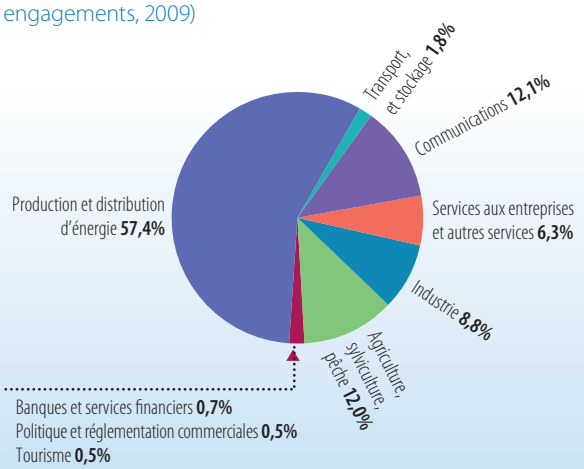
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
18 OMC - Profils commerciaux
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	439	64	78
Infrastructure économique	520	10 011	2 339
Renforcement de la capacité de production	5 423	3 975	10 071
dont : marqueur du développement du commerce	..	1 189	1 636
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**6 382**	**14 050**	**12 489**
Aide pour le commerce par habitant ($)	2	4	4

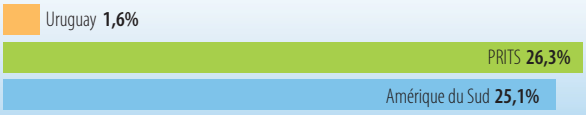
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

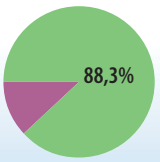
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



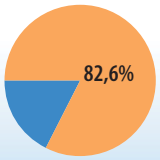
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	5 052
ONUDI	949
Espagne	814
BID	742
OMC	405
États-Unis	331



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'OMC	2 563
BID	1 344
Japon	1 134
Espagne	856
États-Unis	651
OMC	405



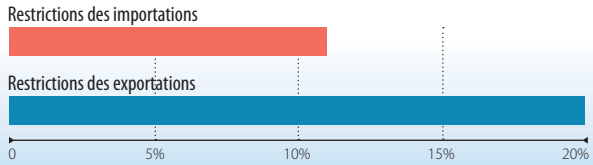
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce n'est pas intégré dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

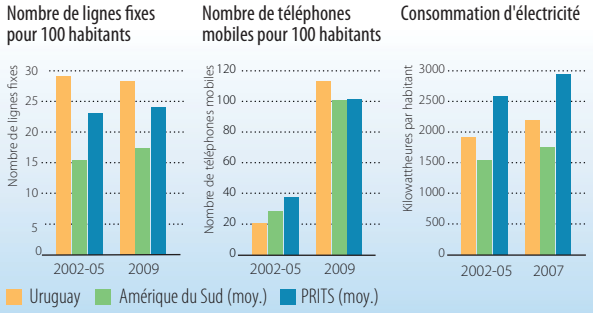


INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

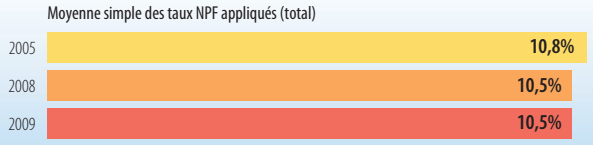
PRIORITÉ 1[16]

Plusieurs priorités choisies (diversification des exportations et compétitivité). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[17]



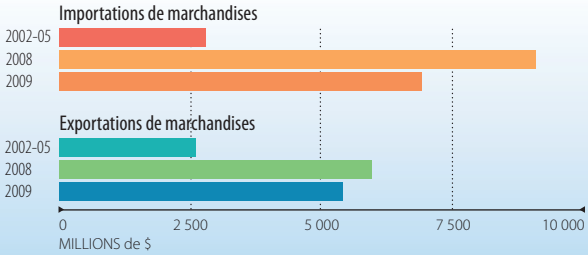
PRIORITÉ 3 : ANALYSES, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE[18]



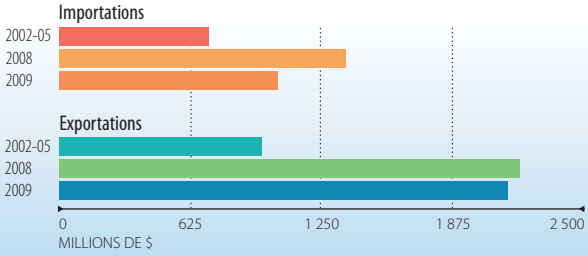
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

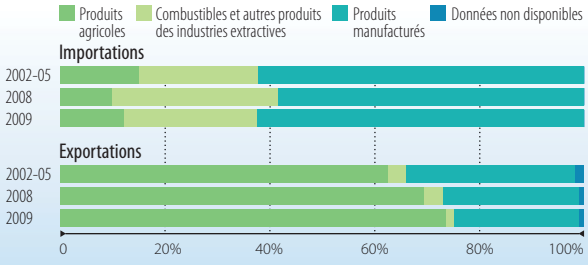
2007		2008		2009	
Brésil	23,4	Argentine	24,8	Argentine	23,6
Argentine	22,3	Brésil	17,8	Brésil	21,1
Venezuela, R. B.	11,3	Fédération de Russie	10,5	Chine	11,9

Exportations par principale destination (% du total)

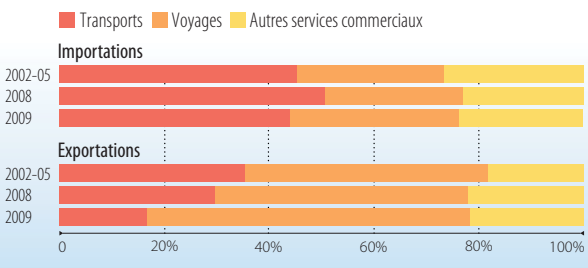
2007		2008		2009	
Union européenne	18,4	Union européenne	19,3	Brésil	20,4
Brésil	16,2	Brésil	16,6	Union européenne	15,4
États-Unis	11,2	Argentine	8,5	Argentine	6,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



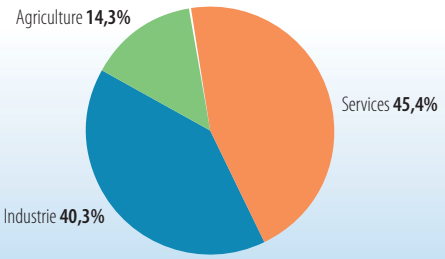
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

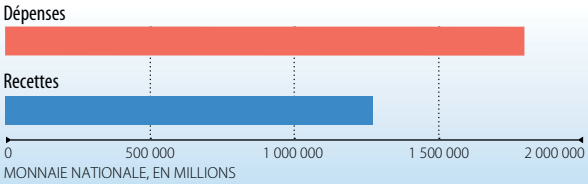
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	23 580
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	26 365
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	3,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	2 469,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2005)[6]	17,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2005)[7]	45,3
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	20,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	133/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	1,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

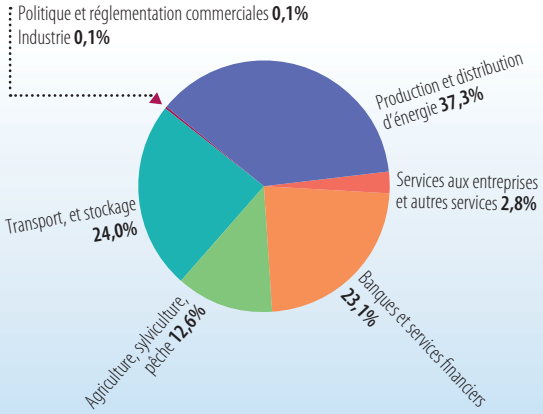
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 --
18 OMC - Base de données en ligne sur les ACR
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	2 796	467	802
Infrastructure économique	18 061	316 415	22 281
Renforcement de la capacité de production	34 242	198 752	43 257
dont : marqueur du développement du commerce	..	13 786	7 193
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**55 100**	**515 635**	**66 340**
Aide pour le commerce par habitant ($)	3	22	3

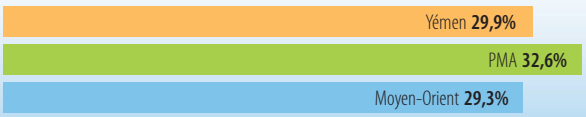
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

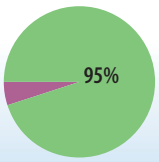
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



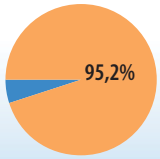
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Émirats arabes unis	122 864
États-Unis	61 136
Banque mondiale	56 996
France	18 722
Institutions de l'UE	11 837
Royaume-Uni	7 374



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Banque mondiale	43 268
Italie	6 656
Allemagne	4 003
Japon	3 437
Institutions de l'UE	3 303
Royaume-Uni	1 987



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

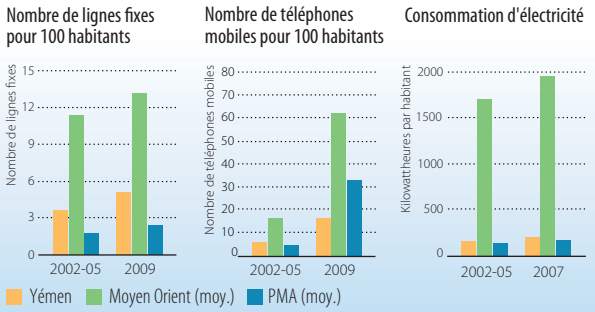
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]



PRIORITÉ 2 : COÛTS DE L'ACCESSION À L'OMC[17]

L'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué aux membres du Groupe de travail de l'accession à l'OMC.

Le projet de rapport du Groupe de travail a été distribué aux membres du Groupe de travail de l'accession à l'OMC (dernière révision : 14 décembre 2009).

PRIORITÉ 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE[18]

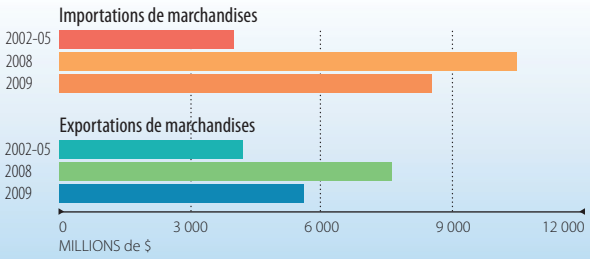
NOMBRE D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX (ACR) EN VIGUEUR

2002 ● 2005 ● 2010 ●

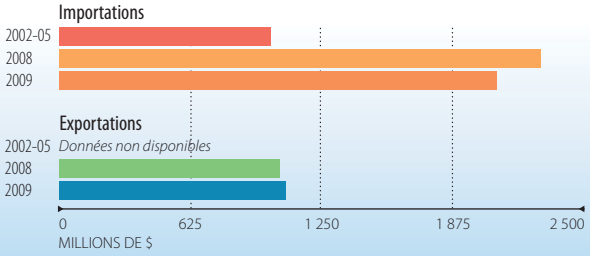
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

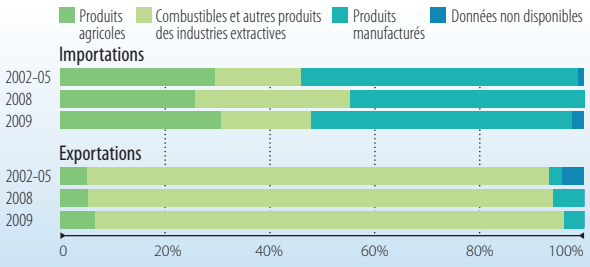
2007		2008		2009	
Union européenne	12,5	Émirats arabes unis	17,8	Union européenne	14,7
Émirats arabes unis	11,4	Union européenne	13,7	Émirats arabes unis	9,9
Chine	9,1	Chine	7,5	Chine	9,3

Exportations par principale destination (% du total)

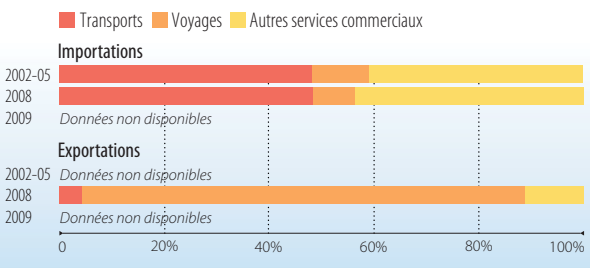
2007		2008		2009	
Chine	20,9	Chine	31,2	Chine	25,2
Thaïlande	19,6	Thaïlande	24,0	Inde	20,1
Inde	16,1	Inde	8,0	Thaïlande	18,4

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



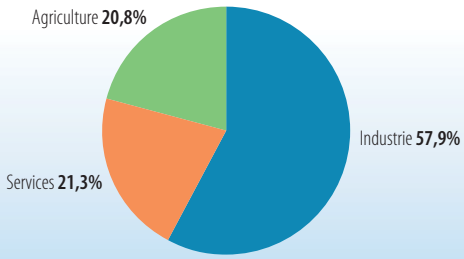
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

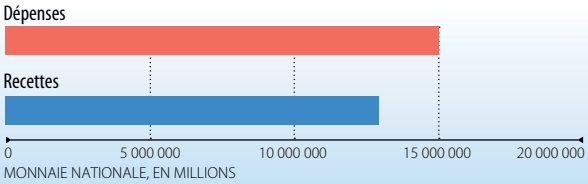
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	12 935
PIB (millions de $ courants, 2009)[2]	12 748
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2009)[3]	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2009)[4]	1 428,6
Groupe de revenu[5]	PMA
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour, 2004)[6]	64,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 2004)[7]	55,2
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	43,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	150/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2008)[10]	8,2

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

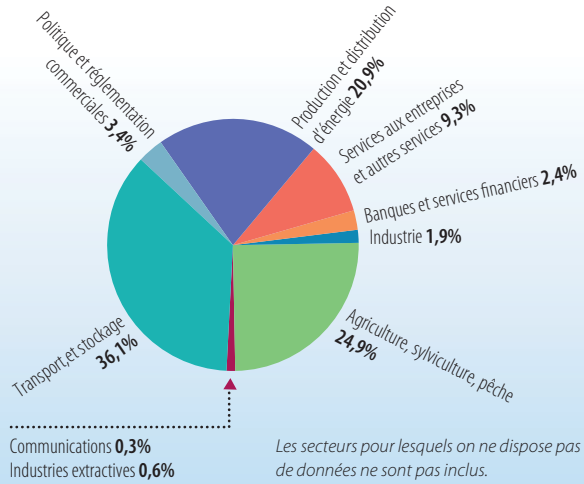
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 UIT, Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
17 Forum économique mondial - *Global Enabling Trade Report 2010*
18 ITC (OMC/CNUCED)
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	433	9 908	3 436
Infrastructure économique	78 400	165 768	43 861
Renforcement de la capacité de production	141 062	113 464	81 491
dont : marqueur du développement du commerce	..	34 344	16 150
Ajustement lié au commerce	..	..	..
Total aide pour le commerce	**219 895**	**289 141**	**128 788**
Aide pour le commerce par habitant ($)	19	22	10

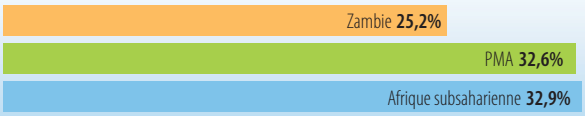
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

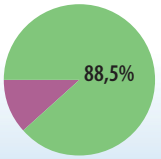
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



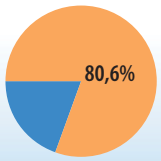
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Japon	62 144
Banque mondiale	56 781
Institutions de l'UE	54 133
Finlande	25 461
Pays-Bas	14 430
États-Unis	11 338



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Institutions de l'UE	43 803
Banque mondiale	29 627
Japon	17 737
Norvège	12 263
États-Unis	10 213
Finlande	7 382



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

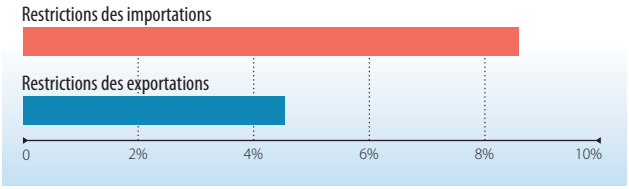
INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Les priorités en matière d'aide pour le commerce restent inchangées.

Le commerce est pleinement intégré dans le plan de développement national.

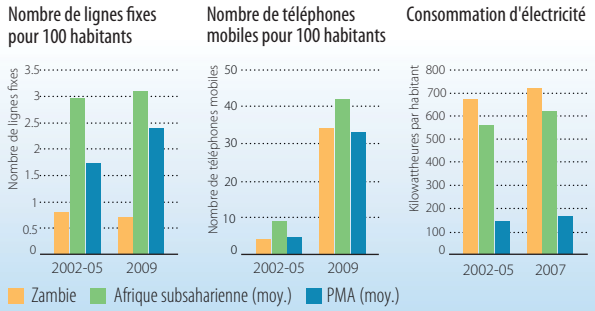
Le point focal et le comité du CIR participent à la supervision du programme commercial. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure le CIR a une incidence sur la capacité d'intégrer le commerce dans le plan de développement national.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]



INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

PRIORITÉ 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU[16]

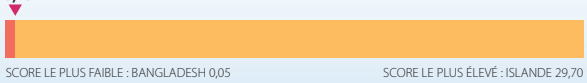


PRIORITÉ 2 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES[17]

Infrastructure transfrontières, 2010 (score)

Densité aéroportuaire

0,49

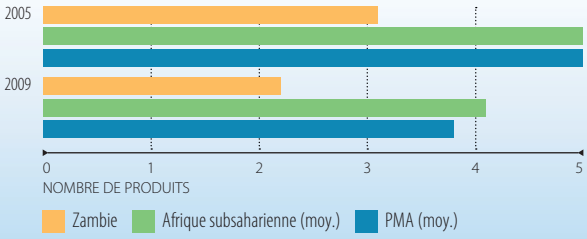


Indice de connectivité en matière de transbordement

Données non disponibles

PRIORITÉ 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS[18]

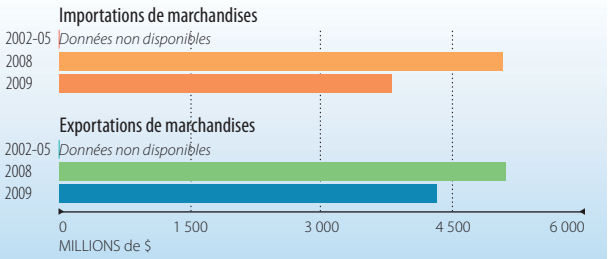
Diversification des produits
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



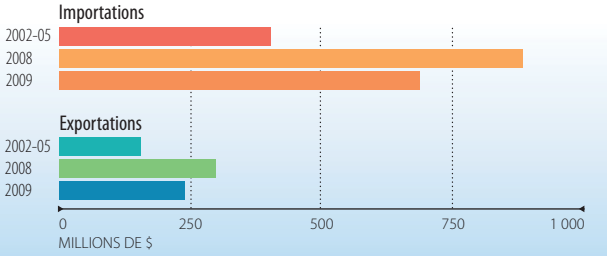
RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux



PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

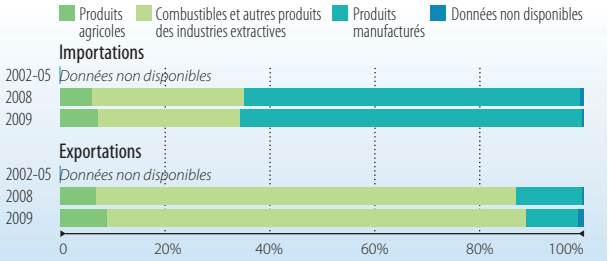
2007		2008		2009	
Afrique du Sud	47,4	Afrique du Sud	42,6	Afrique du Sud	40,0
Union européenne	16,8	Congo, Rép. Dém.	10,6	Congo, Rép. Dém.	12,8
Émirats arabes unis	6,4	Koweït	10,2	Koweït	10,6

Exportations par principale destination (% du total)

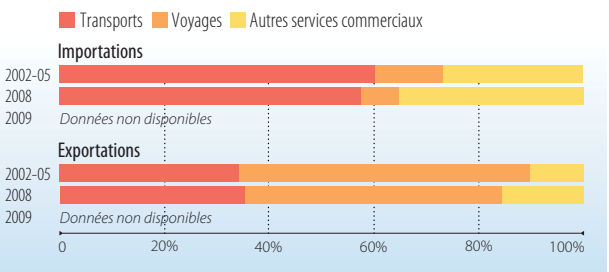
2007		2008		2009	
Suisse	42,3	Suisse	49,8	Suisse	47,0
Afrique du Sud	12,0	Afrique du Sud	10,4	Chine	11,2
Thaïlande	5,9	Égypte	7,5	Afrique du Sud	9,2

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



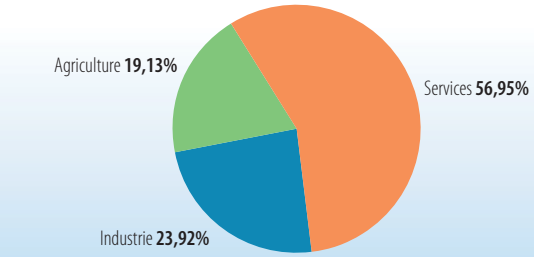
Part des principaux types de services commerciaux



INDICATEURS DE BASE

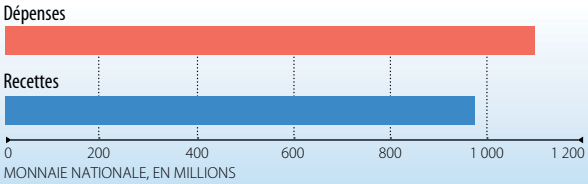
Population (milliers d'habitants, 2009)[1]	12 523
PIB (millions de $ courants, 2005)[2]	3 418
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2006)[3]	-6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2005)[4]	0,2
Groupe de revenu[5]	APFR
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25$/jour)[6]	73,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%, 1995)[7]	55,7
Main-d'œuvre féminine (% de la main-d'œuvre totale, 2008)[8]	47,8
Indicateur du développement humain (2010)[9]	169/169
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2005)[10]	11,6

PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR[11]



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

BUDGET[12]



SOURCES :

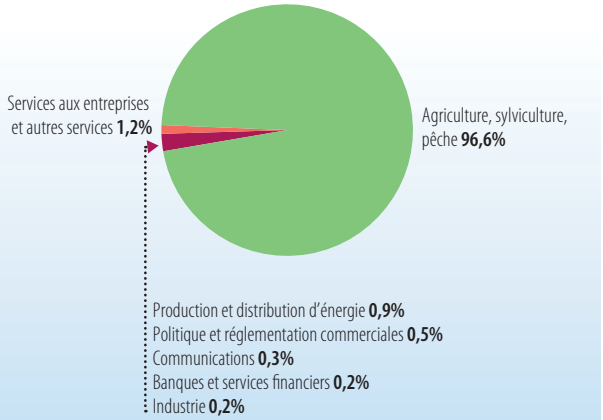
1 OMC - Profils commerciaux 2010
2 OMC - Profils commerciaux 2010
3 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
4 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
5 CAD - Liste des bénéficiaires d'APD - 2009/2010
6 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
7 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
8 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
9 UNDP - Rapport sur le développement humain 2010
10 Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde
11 Banque mondiale - Données de la comptabilité nationale
12 FMI - Base de données des Perspectives de l'économie mondiale - Finances publiques
13 OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC)
14 Questionnaire OCDE/OMC
15 Banque mondiale - Indicateurs du commerce mondial
16 --
17 --
18 --
19 Secrétariat de l'OMC
20 Secrétariat de l'OMC
21 Secrétariat de l'OMC

APPORTS D'AIDE[13]

APPORTS (en milliers de $ constants, 2009)

Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	Engagements 2009	Versements 2009
Politique et réglementation commerciales	155	586	503
Infrastructure économique	1 081	1 305	1 629
Renforcement de la capacité de production	9 027	107 345	47 351
dont : marqueur du développement du commerce	..	10 589	4 522
Ajustement lié au commerce	..	31	..
Total aide pour le commerce	**10 263**	**109 266**	**49 483**
Aide pour le commerce par habitant ($)	1	9	4

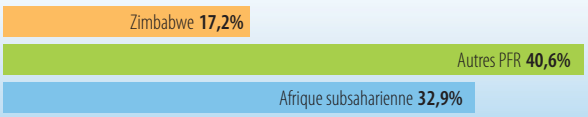
PAR SECTEUR (Part du total de l'aide pour le commerce, engagements, 2009)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

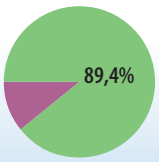
PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

(Engagements, moy. 2008-09) Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu



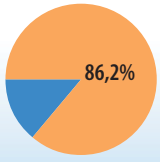
PRINCIPAUX DONATEURS (en milliers de $ constants, 2009)

Engagements	moy. 2008-09
Royaume-Uni	35 699
Allemagne	5 395
Institutions de l'UE	4 674
États-Unis	3 090
Norvège	2 239
France	2 033



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

Décaissements	moy. 2008-09
Royaume-Uni	9 910
Institutions de l'UE	4 989
Allemagne	3 563
Australie	2 427
France	2 362
Norvège	2 135



Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

INTÉGRATION DU COMMERCE[14]

Le pays prévoit de réactualiser ses stratégies opérationnelles conformément à ses priorités en matière d'aide pour le commerce.

INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2007)[15]

Données non disponibles

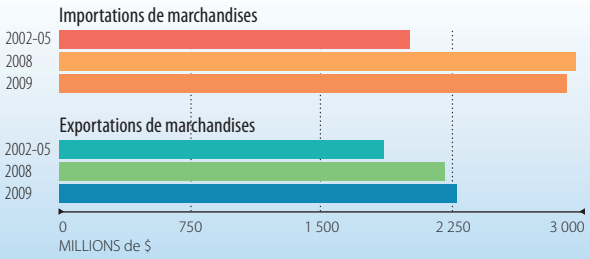
INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL[16,17,18]

Aucune priorité indiquée. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui est de ce pays.

RÉSULTATS COMMERCIAUX

VALEUR TOTALE[19]

Importations (c.a.f.) et exportations (f.a.b.) de marchandises



Importations et exportations de services commerciaux

Données non disponibles

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX[20]

Importations par principale origine (% du total)

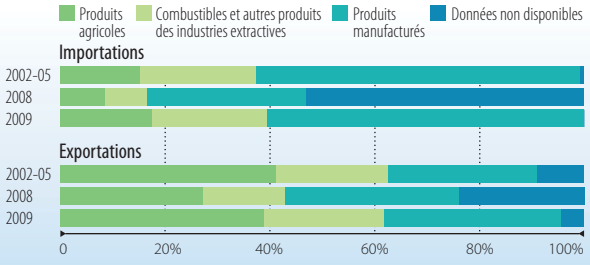
2007		2008		2009	
Afrique du Sud	44,6	Afrique du Sud	62,1	Afrique du Sud	60,5
Botswana	11,9	Union européenne	7,7	États-Unis	7,8
Union européenne	8,7	Botswana	7,6	Union européenne	5,9

Exportations par principale destination (% du total)

2007		2008		2009	
Afrique du Sud	37,5	Afrique du Sud	42,0	Afrique du Sud	52,5
Union européenne	16,5	Union européenne	22,1	Union européenne	17,6
Mozambique	13,0	Botswana	9,3	Suisse	7,5

COMPOSITION DES ÉCHANGES[21]

Part des principaux groupes de produits



Part des principaux types de services commerciaux

Données non disponibles

NOTES STATISTIQUES

Contexte:

La collecte officielle de données sur l'aide pour le commerce a son origine dans une décision prise par les Membres de l'OMC à la réunion conjointe OCDE/OMC sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce, tenue le 4 mai 2007. Il avait alors été décidé d'utiliser le Système de notification des pays créanciers (SNPC) du CAD de l'OCDE pour la collecte de données et le suivi du programme d'aide pour le commerce, au lieu de la base de données sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce (BDRCC), qui contenait des données plus spécialisées sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liées au commerce (AT/RCLC).

Les membres du groupe de travail de l'OCDE sur les statistiques sont donc convenus, en 2007, de modifier le SNPC pour permettre la collecte de données sur l'aide pour le commerce, en ajoutant un code pour l'ajustement lié au commerce et un marqueur pour les activités de développement du commerce.

Données:

Les données sur l'Aide pour le commerce figurant dans le chapitre 2 et dans l'annexe A sont collectées chaque année auprès des membres du CAD, des organisations multilatérales et des pays non membres du CAD. Les données fournies concernent l'aide pour le commerce en tant qu'élément de l'aide publique au développement (APD), sur la base des engagements et des versements (voir les définitions ci-après). Toutes les activités notifiées ont trait aux pays figurant sur la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (voir les annexes B et C).

Étant donné que le SNPC couvre tous les secteurs de l'aide, un questionnaire spécialement adapté au SNPC et des directives pour la notification ont été établis pour la collecte de données sur l'aide pour le commerce. Une liste complète des codes-objet SNPC relatifs à l'aide pour le commerce figure à l'annexe D.

Les données utilisées pour la présente publication concernent les engagements entre 2002 et 2009 et les versements entre 2006 et 2009. Dans les deux cas, les montants sont exprimés en dollars EU (dollars constants de 2009). Toutes les données relatives aux engagements sont comparées au niveau de référence de la période 2002-2005, établi pour mesurer les progrès accomplis depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce à la Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Hong Kong en 2005.

Définitions:

Engagement : Obligation ferme contractée par écrit par un gouvernement ou un organisme officiel, moyennant l'allocation ou la mise à disposition des fonds nécessaires, en vertu de laquelle il doit fournir des ressources d'un montant spécifié, aux conditions financières et aux fins spécifiées, à un pays ou un organisme multilatéral bénéficiaire.

Versement : Le fait de mettre des ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire ou, dans le cas des dépenses internes liées au développement, décaissement de fonds par le secteur public.

Renseignements supplémentaires :

1) Les données de l'Australie relatives à l'aide pour le commerce doivent être interprétées avec prudence. Voir l'encadré 2.2 pour plus de détails.
2) Pour une explication des données de la Banque interaméricaine de développement notifiées au SNPC, voir l'encadré 2.2.
3) Les notes figurant au bas des tableaux de l'annexe A se rapportent à des questions spécifiques.

ANNEXE A : PRINCIPALES DONNÉES

TABLEAU A.1 AIDE POUR LE COMMERCE PAR CATÉGORIE

en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Renforcement de la capacité de production									
Entreprises et autres services	1 598,3	1 700,9	2 190,8	2 158,5	1 517,0	1 645,3	1 980,4	1 873,8	1 492,6
Banques et services financiers	1 798,2	1 898,9	2 508,6	3 617,8	4 310,0	1 622,5	2 269,8	2 754,0	4 253,0
Agriculture	4 168,9	4 622,5	6 275,1	6 705,6	8 565,8	3 522,5	4 121,9	4 826,4	5 949,0
Sylviculture	580,2	573,0	761,8	729,0	653,1	509,3	571,8	585,7	660,7
Pêche	279,7	252,9	339,9	486,5	557,0	239,8	263,1	374,8	427,8
Industrie	1 780,4	1 707,2	1 444,1	1 976,3	1 833,0	1 215,7	1 399,4	1 351,1	1 360,5
Industries extractives	809,8	413,0	61,9	746,8	595,4	798,4	152,6	233,5	271,9
Tourisme	106,4	551,7	74,9	62,2	146,3	59,3	71,7	89,4	127,8
Priorité donnée au développement du commerce (1)									
Objectif principal			1 253,7	1 884,4	1 940,2		1 368,8	1 525,0	1 335,4
Objectif significatif			1 466,7	2 385,4	2 885,7		411,7	12 42,1	1 989,0
Sous-total	**11 122,0**	**11 720,1**	**13 657,2**	**16 482,7**	**18 177,6**	**9 612,8**	**10 830,8**	**12 088,6**	**14 543,3**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	6 921,3	8 238,8	8 301,9	13 461,0	12 870,6	5 961,7	6 071,2	7 254,4	8 100,8
Communications	640,4	535,1	601,8	390,0	675,4	505,4	411,3	528,2	526,6
Production et distribution d'énergie	5 591,3	5 522,2	7 205,0	7 696,4	7 000,1	4 104,0	4 839,5	5 155,1	5 028,6
Sous-total	**13 153,1**	**14 296,1**	**16 108,7**	**21 547,4**	**20 546,1**	**10 571,0**	**11 322,0**	**12 937,7**	**13 656,0**
Politique commerciale et réglementations									
Politique commerciale et gestion administrative	628,8	888,2	503,8	745,1	805,1	387,8	595,5	583,4	505,1
Facilitation du commerce	92,4	125,6	139,7	265,5	265,7	75,3	126,9	141,9	134,6
Accords commerciaux régionaux	85,4	173,9	235,9	233,6	248,2	72,1	119,6	76,0	185,9
Négociations commerciales multilatérales	14,7	36,7	40,0	46,2	23,8	17,3	27,1	28,6	45,8
Éducation/formation dans le domaine du commerce	10,0	25,2	45,7	25,2	33,6	10,2	27,2	28,1	29,2
Sous-total	**831,3**	**1 249,7**	**965,2**	**1 315,7**	**1 376,5**	**562,7**	**896,3**	**858,0**	**900,5**
Ajustement lié au commerce (2)									
Ajustement lié au commerce			0,3	6,3	15,8		0,0	26,6	36,1
Sous-total			**0,3**	**6,3**	**15,8**		**0,0**	**26,6**	**36,1**
TOTAL	**25 106,3**	**2 7 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446379

1. *Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou de façon significative au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme des approximations.*
2. *Données disponibles depuis 2007.*

TABLEAU A.2A AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR CATÉGORIE

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION (1)					INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	711,6	1 229,2	1 106,5	1 364,0	1 543,6	610,4	921,9	580,1	1 464,4	1 039,8
Australie	111,6	134,7	97,7	190,9	69,6	61,4	100,8	43,1	237,3	-62,9
Autriche	23,3	26,2	29,3	52,0	49,5	25,1	11,5	32,6	16,2	31,6
Belgique	191,5	159,4	182,4	238,4	375,3	58,5	67,0	114,9	62,5	146,6
Canada	266,8	192,3	259,4	348,8	395,8	43,8	49,2	56,0	116,2	19,5
Corée (3, 4)		20,5	99,4	64,5	57,7		137,7	309,5	488,1	875,2
Danemark	234,4	167,4	171,1	183,2	259,5	220,1	111,9	197,5	51,8	88,3
Espagne	169,8	131,2	322,1	442,0	456,1	266,7	699,8	350,2	423,0	458,7
États-Unis	1 814,5	2 013,4	2 082,1	2 772,6	2 347,1	1 765,2	2 449,0	2 626,5	3 520,7	1 997,3
Finlande	49,5	58,9	107,0	157,2	173,2	31,1	30,8	11,6	20,3	171,6
France	394,1	488,3	862,8	830,2	712,4	401,0	606,7	592,6	1 599,4	802,8
Grèce	5,7	15,2	13,6	5,9	7,4	8,1	17,4	2,3	6,1	10,1
Irlande	23,1	34,8	37,7	63,8	60,3	8,0	4,2	2,0	2,8	0,9
Italie	118,8	102,4	78,7	212,5	227,1	168,7	256,0	85,3	52,7	47,6
Japon	1 099,3	1 339,6	1 686,3	2 827,6	1 108,7	4 281,3	4 155,0	3 637,4	6 700,2	4 939,1
Luxembourg	16,3	14,3	30,0	33,7	29,5	1,2	3,3	9,2	4,8	0,8
Nouvelle-Zélande	12,2	22,7	11,9	25,1	10,0	3,3	22,1	4,2	9,9	13,7
Norvège	170,2	219,4	206,7	405,7	526,2	100,5	120,9	214,5	158,5	234,8
Pays-Bas	435,9	766,2	584,1	230,1	330,3	155,6	155,2	98,8	330,6	284,9
Portugal	8,1	3,4	3,9	4,1	5,8	40,2	7,0	63,0	13,7	85,7
Suède	105,6	221,6	231,6	155,8	249,3	101,5	91,4	73,6	101,6	44,6
Suisse	203,6	145,6	199,4	216,8	139,8	37,1	56,2	26,1	48,5	15,9
Royaume-Uni	381,5	403,7	308,3	1 202,7	1 154,4	283,2	98,5	100,7	285,7	483,4
Sous-total	**6 547,5**	**7 910,3**	**8 711,8**	**12 027,7**	**10 288,6**	**8 671,9**	**10 173,4**	**9 231,5**	**15 715,1**	**11 729,8**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (4)					0,6					472,9
République tchèque (4, 5)					..					..
Turquie (4, 5)					2,9					..
Sous-total					**3,4**					**472,9**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	67,4	269,3	256,7	..	624,8	63,9	312,1	921,2	456,6	1 519,8
Banque mondiale	2 533,6	1 582,5	2 486,2	2 544,9	3 923,6	2 375,7	1 615,4	3 780,2	2 612,7	4 000,7
BASD	399,1	239,3	285,3	191,3	181,2	376,1	183,5	377,6	351,4	655,9
BID (6)	126,0	11,1	27,3	32,0	66,0	128,1	54,8	172,5	48,3	162,6
CCI (4, 5)			41,6	52,5	52,5			..	..	..
CEE-ONU (4)				0,4	0,3				2,8	4,9
CESAP (4, 5)			0,0	0,6	0,1			..	..	..
CESAO (4, 5)			..	..	0,1			..	0,0	0,0
FAO (4, 5)			151,6	201,2	248,0			..	..	..
FIDA	267,7	333,0	431,0	348,7	412,3	13,2	23,8	24,8	16,9	78,1
FMI (4, 7)			..	..	..			..	..	..
Institutions de L'UE	1 172,1	1 358,5	1 252,3	994,9	2 182,8	1 520,9	1 926,9	1 594,5	2 335,6	1 557,0
ONUDI (4, 5)				68,5	82,6				4,0	17,6
OMC (4, 5)			..	..	..			..	..	..
PNUD	8,6	16,2	13,4	19,8	27,6	2,3	6,2	6,5	3,9	11,0
Autres donateurs multilatéraux (8)	..	..	..	..	83,7	1,1	..	..	..	335,8
Sous-total	**4 574,5**	**3 809,8**	**4 945,3**	**4 455,0**	**7 885,5**	**4 481,2**	**4 122,7**	**6 877,2**	**5 832,2**	**8 343,3**
TOTAL	**11 122,0**	**11 720,1**	**13 657,2**	**16 482,7**	**18 177,6**	**13 153,1**	**14 296,1**	**16 108,7**	**21 547,4**	**20 546,1**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*
2. *Données disponibles depuis 2007.*
3. *La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.*
4. *La notification des données a commencé pendant la période considérée.*

TABLEAU A.2A AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR CATÉGORIE

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS					AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE (2)			TOTAL				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009
Pays CAD													
Allemagne	15,6	20,8	43,9	47,7	47,1	..	..	..	1337,6	2 172,0	1 730,5	2 876,1	2 630,6
Australie	8,5	3,6	0,8	11,6	12,5	..	0,6	..	181,4	239,2	141,6	440,4	19,2
Autriche	0,1	0,2	1,0	3,0	0,1	..	..	..	48,6	37,9	62,9	71,2	81,2
Belgique	4,4	2,9	3,0	10,2	19,9	..	..	..	254,3	229,3	300,3	311,1	541,8
Canada	18,6	18,0	19,7	22,4	46,3	0,3	..	0,1	329,2	259,5	335,4	487,4	461,7
Corée (3, 4)		3,4	4,5	8,7	2,1	..	..	..		161,5	413,3	561,3	935,0
Danemark	0,5	0,4	1,4	7,9	2,0	..	..	..	455,0	279,7	369,9	242,9	349,8
Espagne	1,6	0,9	7,9	6,4	3,7	..	..	..	438,1	831,9	680,2	871,4	918,5
États-Unis	241,7	335,9	193,3	188,0	153,9	..	..	..	3 821,4	4 798,3	4 901,9	6 481,3	4 498,3
Finlande	2,5	4,9	2,3	12,9	11,8	..	..	..	83,2	94,6	120,9	190,4	356,5
France	4,8	0,6	4,7	3,7	2,8	..	..	..	799,8	1 095,6	1 460,1	2 433,3	1 518,1
Grèce	0,4	..	0,0	1,9	0,7	..	..	..	14,2	32,6	15,9	14,0	18,1
Irlande	0,1	0,1	0,0	3,3	0,4	..	..	..	31,1	39,1	39,7	69,9	61,6
Italie	2,0	0,5	0,0	0,8	0,1	..	..	..	289,5	358,9	164,0	266,1	274,8
Japon	57,9	61,3	55,7	66,6	24,4	..	..	..	5 438,5	5 555,9	5 379,3	9 594,4	6 072,2
Luxembourg	0,1	0,5	0,2	0,4	..	..	..	..	17,6	18,1	39,3	38,9	30,4
Nouvelle-Zélande	1,4	3,5	1,2	2,5	3,5	..	..	..	16,9	48,3	17,4	37,5	27,3
Norvège	9,7	23,7	22,7	35,6	14,5	..	..	..	280,3	364,0	444,0	599,8	775,5
Pays-Bas	19,7	72,8	50,9	86,7	56,2	..	..	..	611,2	994,2	733,9	647,4	671,4
Portugal	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	..	..	..	48,5	10,5	67,0	17,9	91,6
Suède	16,1	26,8	35,3	32,6	50,5	..	..	..	223,2	339,8	340,5	290,0	344,4
Suisse	34,5	26,7	5,6	15,1	32,2	..	..	..	275,2	228,5	231,2	280,3	187,8
Royaume-Uni	25,5	73,7	23,9	79,2	213,0	..	..	..	690,3	575,8	432,9	1567,6	1 850,8
Sous-total	**465,7**	**681,4**	**478,4**	**647,0**	**698,1**	**0,3**	**0,6**	**0,1**	**15 685,1**	**18 765,0**	**18 422,0**	**28 390,4**	**22 716,6**
Autres donateurs bilatéraux													
Émirats arabes unis (4)					..			..					473,5
République tchèque (4, 5)					0,1			..					0,1
Turquie (4, 5)					26,0			..					28,9
Sous-total					**26,1**			**..**					**502,5**
Donateurs multilatéraux													
BAFD	23,8	..	..	..	..	..	..	..	155,1	581,4	1177,9	456,6	2144,6
Banque mondiale	125,0	84,4	111,9	240,7	124,0	..	..	..	5034,3	3282,3	6378,2	5 398,3	8 048,3
BASD	8,9	..	5,4	..	..	..	..	..	784,1	422,8	668,3	542,8	837,0
BID (6)	..	..	..	1,9	8,7	..	..	..	254,0	65,8	199,8	82,3	237,3
CCI (4, 5)			..	..	..	..	..	..			41,6	52,5	52,5
CEE-ONU (4)				0,9	0,0		..	..				4,1	5,2
CESAP (4, 5)			0,1	0,3	0,4	..	..	..			0,1	0,9	0,5
CESAO (4, 5)			0,1	0,0	0,1	..	..	..			0,1	0,1	0,2
FAO (4, 5)			27,7	31,9	39,9	..	..	..			179,3	233,1	287,9
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	280,9	356,9	455,8	365,6	490,5
FMI (4, 7)			16,1	16,0	14,1	..	..	..			16,1	16,0	14,1
Institutions de L'UE	206,3	481,2	304,8	334,8	439,6	..	5,7	15,8	2 899,3	3 766,6	3 151,5	3 670,9	4195,1
ONUDI (4, 5)				12,0	6,2		..	..				84,5	106,4
OMC (4, 5)			17,7	23,7	15,0	..	..	..			17,7	23,7	15,0
PNUD	1,6	2,7	3,1	3,9	4,3	..	..	..	12,5	25,0	23,0	27,6	42,9
Autres donateurs multilatéraux (8)	..	..	..	2,6	..	..	..	..	1,1	..	..	2,6	419,6
Sous-total	**365,6**	**568,3**	**486,8**	**668,6**	**652,2**	**..**	**5,7**	**15,8**	**9 421,2**	**8 500,8**	**12 309,4**	**10 961,5**	**16 896,9**
TOTAL	**831,3**	**1 249,7**	**965,2**	**1 315,7**	**1 376,5**	**0,3**	**6,3**	**15,8**	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**

5. *Y compris les données spécialisées relatives à l'aide pour le commerce notifiées au SNPC.*
6. *En 2010, la BID a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.*
7. *Y compris les données relatives à la FAS, la FASR et à la FRPC, ainsi que les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce*
8. *Y compris l'ACICI, l'UNICEF, le FODI, le FEM, le PAM et le Fonds nordique de développement. Les données de l'ACICI comprennent aussi les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce notifiées au SNPC*

Note: ".." aucune activité notifiée.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446398

TABLEAU A.2B AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR CATÉGORIE

Versements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION (1)				INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays CAD								
Allemagne	1 145,3	1 055,6	1 182,3	1 342,7	494,6	663,6	879,2	905,6
Australie	112,8	133,6	130,4	122,5	46,5	83,6	147,2	140,4
Autriche	26,2	26,1	41,5	51,1	8,5	7,7	13,9	13,3
Belgique	145,2	133,9	182,8	343,3	37,8	32,7	36,0	99,7
Canada	190,1	217,4	227,4	274,2	28,8	62,0	50,5	43,5
Corée (3, 4)	28,4	35,7	60,2	54,6	91,2	95,8	130,7	172,2
Danemark	122,2	150,4	162,0	171,1	122,5	155,2	148,4	134,7
Espagne	138,9	190,6	425,0	377,3	310,4	259,5	334,3	646,9
États-Unis	2 163,6	1 701,6	1 721,2	1 676,3	2 402,0	1 625,1	1694,8	1 693,1
Finlande	34,4	40,0	64,1	88,6	10,3	13,4	17,8	20,3
France	305,1	789,2	698,7	652,6	329,6	306,1	561,1	515,8
Grèce	15,2	13,6	5,9	7,4	17,4	2,3	6,1	10,1
Irlande	34,8	37,7	63,8	60,3	4,2	2,0	2,8	0,9
Italie	125,5	112,7	93,3	67,5	136,2	244,3	118,4	64,9
Japon	1 082,0	1 203,9	1 782,0	1 350,6	2 939,4	3 514,0	3 966,2	3 833,8
Luxembourg	14,3	30,0	33,7	29,5	3,3	9,2	4,8	0,8
Nouvelle-Zélande	12,4	16,7	16,1	13,8	7,6	5,5	5,9	16,6
Norvège	174,8	205,1	198,1	340,0	137,7	314,5	190,1	94,8
Pays-Bas	513,2	293,2	298,4	395,2	63,6	133,2	197,6	166,6
Portugal	3,4	3,9	4,1	5,8	29,8	31,6	47,4	26,0
Suède	189,2	248,3	199,6	264,9	97,8	60,8	103,7	87,2
Suisse	146,5	178,1	179,7	162,0	46,1	28,8	37,5	22,4
Royaume-Uni	195,1	967,9	932,4	911,2	159,6	96,3	154,3	296,2
Sous-total	**6 918,6**	**7784,9**	**8 702,9**	**8 762,5**	**7 524,7**	**7 747,3**	**8 848,6**	**9 005,8**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis (4)				0,6				203,1
République tchèque (4, 5)				..				..
Turquie (4, 5)				2,9				..
Sous-total				**3,4**				**203,1**
Donateurs multilatéraux								
BAFD	172,9	189,4	271,8	1 280,8	146,0	162,8	245,9	429,0
Banque mondiale	1 693,8	1 734,1	1 871,7	2 672,4	1 655,8	2 016,1	2 179,3	2 372,1
BASD	..	..	..	..	..	..	..	..
BID (6)	..	..	..	75,0	..	..	..	165,0
CCI (4, 5)		40,2	52,5	52,5		..	..	..
CEE-ONU (4)			0,4	0,3			2,8	4,9
CESAP (4, 5)		0,0	0,3	0,1		..	..	..
CESAO (4, 5)		..	..	0,1		..	0,0	0,0
FAO (4, 5)		151,6	201,2	248,0		..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI (4, 7)		..	..	..		..	..	..
Institutions de L'UE	811,5	917,2	954,2	1 343,7	1 238,4	1 389,5	1641,6	1 331,6
ONUDI (4, 5)			..	..			..	..
OMC (4, 5)		..	..	..		..	..	..
PNUD	15,9	13,3	18,6	27,3	6,2	6,3	3,7	10,9
Autres donateurs multilatéraux (8)	..	..	15,1	77,3	..	..	15,9	133,6
Sous-total	**2 694,2**	**3 045,9**	**3 385,8**	**5 777,4**	**3 046,3**	**3 574,6**	**4 089,2**	**4 447,1**
TOTAL	**9 612,8**	**10 830,8**	**12 088,6**	**14 543,3**	**10 571,0**	**11 322,0**	**12 937,7**	**13 656,0**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*
2. *Données disponibles depuis 2007.*
3. *La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.*
4. *La notification des données a commencé pendant la période considérée.*

TABLEAU A.2B AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR CATÉGORIE

Versements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS				AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE (2)			TOTAL			
	2006	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays CAD											
Allemagne	21,9	23,5	35,1	29,5	..	..	..	1 661,7	1 742,8	2 096,6	2 277,8
Australie	5,2	4,8	4,9	6,8	..	0,6	0,0	164,4	222,0	283,1	269,6
Autriche	0,2	1,0	2,9	0,2	..	..	..	34,9	34,7	58,4	64,5
Belgique	2,9	3,0	6,4	9,8	..	..	..	185,9	169,5	225,1	452,8
Canada	12,6	18,2	13,8	32,4	0,0	..	0,0	231,5	297,5	291,7	350,2
Corée (3, 4)	3,4	3,5	15,9	8,5	..	..	..	123,0	135,0	206,8	235,3
Danemark	..	0,9	1,4	0,2	..	..	..	244,7	306,4	311,7	306,0
Espagne	0,9	7,9	5,9	3,9	..	..	..	450,3	457,9	765,2	1 028,1
États-Unis	99,7	112,3	191,2	168,8	..	..	..	4 665,4	3 439,0	3 607,2	3 538,2
Finlande	3,7	4,4	8,9	6,2	..	..	..	48,4	57,8	90,7	115,0
France	3,1	1,9	2,7	3,7	..	..	..	637,8	1 097,2	1 262,6	1 172,1
Grèce	..	0,0	1,9	0,7	..	..	..	32,6	15,9	14,0	18,1
Irlande	0,1	0,0	3,3	0,4	..	..	..	39,1	39,7	69,9	61,6
Italie	0,3	0,2	0,5	0,3	..	..	..	262,0	357,2	212,2	132,7
Japon	54,4	59,7	59,6	17,8	..	..	..	4 075,7	4 777,7	5 807,8	5 202,2
Luxembourg	0,5	0,2	0,4	..	..	..	..	18,1	39,3	38,9	30,4
Nouvelle-Zélande	2,4	1,2	2,2	3,2	..	..	..	22,4	23,4	24,2	33,6
Norvège	12,4	22,0	18,1	20,4	..	..	..	324,9	541,6	406,3	455,2
Pays-Bas	44,4	53,8	52,1	57,5	..	..	..	621,2	480,2	548,1	619,3
Portugal	0,1	0,2	0,0	0,1	..	..	..	33,3	35,7	51,6	32,0
Suède	18,6	31,0	26,5	48,8	..	..	..	305,6	340,1	329,9	401,0
Suisse	43,9	9,3	13,9	26,6	..	..	..	236,5	216,2	231,1	210,9
Royaume-Uni	34,0	40,0	62,7	73,9	..	..	..	388,7	1 104,3	1149,3	1 281,3
Sous-total	**364,8**	**398,9**	**530,5**	**519,8**	**0,0**	**0,6**	**0,0**	**14 808,2**	**15 931,1**	**18 082,5**	**18 288,1**
Autres donateurs bilatéraux											
Émirats arabes unis (4)				..			..				203,6
République tchèque (4, 5)				..			..				..
Turquie (4, 5)				26,0			..				28,9
Sous-total				**26,0**			**..**				**232,5**
Donateurs multilatéraux											
BAFD	0,5	..	0,7	1,9	..	..	..	319,4	352,2	518,3	1 711,7
Banque mondiale	40,0	96,1	100,6	88,7	..	..	..	3 389,6	3 846,4	4 151,6	5 133,2
BASD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BID (6)	..	..	..	4,7	..	..	..	..	..	..	244,7
CCI (4, 5)		..	..	..	..	..	..		40,2	52,5	52,5
CEE-ONU (4)			0,9	0,0		..	..			4,1	5,2
CESAP (4, 5)		0,1	0,3	0,4	..	..	..		0,1	0,5	0,5
CESAO (4, 5)		0,1	0,0	0,1	..	..	..		0,1	0,1	0,2
FAO (4, 5)		27,7	31,9	39,9	..	..	..		179,3	233,1	287,9
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI (4, 7)		..	..	..	..	..	..		..	..	..
Institutions DE L'UE	154,9	352,7	163,0	199,8	..	26,0	36,0	2 204,8	2 659,4	2 784,8	2 911,0
ONUDI (4, 5)			..	..		..	..			..	..
OMC (4, 5)		17,7	23,7	15,0	..	..	..		17,7	23,7	15,0
PNUD	2,5	3,1	3,9	4,3	..	..	..	24,5	22,7	26,1	42,6
Autres donateurs multilatéraux (8)	..	..	2,5	..	..	..	..	..	..	33,5	210,9
Sous-total	**197,9**	**497,4**	**327,5**	**354,7**	**..**	**26,0**	**36,0**	**5 938,4**	**7 117,9**	**7 828,4**	**10 615,2**
TOTAL	**562,7**	**896,3**	**858,0**	**900,5**	**0,0**	**26,6**	**36,1**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

5. *Y compris les données spécialisées relatives à l'aide pour le commerce notifiées au SNPC.*
6. *En 2010, la BID a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.*
7. *Y compris les données relatives à la FAS, la FASR et à la FRPC, ainsi que les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce*
8. *Y compris l'ACICI, l'UNICEF, le FODI, le FEM, le PAM et le Fonds nordique de développement. Les données de l'ACICI comprennent aussi les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce notifiées au SNPC.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446417

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.3 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR RÉGION

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	AFRIQUE					AMÉRIQUE				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	412,3	494,7	357,6	532,8	459,2	94,4	248,8	279,6	317,6	495,6
Australie	9,0	0,6	0,6	0,4	-0,8	0,2	0,2	0,1	0,1	1,7
Autriche	9,7	12,3	10,2	25,1	20,2	4,9	4,9	7,7	4,6	8,7
Belgique	123,3	152,6	190,4	196,0	285,9	48,8	24,4	41,5	44,3	40,7
Canada	137,5	63,0	80,8	202,2	273,8	63,0	55,4	59,1	155,9	76,2
Corée (2, 3)		6,2	113,3	52,8	146,9		4,7	16,7	14,4	63,6
Danemark	258,4	96,3	290,3	162,1	259,5	42,1	7,9	3,4	6,5	7,8
Espagne	129,4	242,5	366,5	473,1	463,5	109,8	79,5	152,1	183,1	252,5
États-Unis	532,8	511,2	1 271,2	2 301,8	1 392,1	270,0	333,9	666,6	453,8	487,5
Finlande	22,2	41,8	29,7	80,7	191,0	11,7	10,1	5,8	13,4	38,2
France	467,4	588,7	745,3	1 511,1	1 005,7	34,1	36,5	130,8	25,4	50,5
Grèce	0,8	1,7	1,3	0,7	2,4	..	..	0,0	..	..
Irlande	25,3	29,5	28,9	43,6	51,5	0,7	1,0	3,6	5,2	2,7
Italie	157,0	116,7	48,2	162,0	36,2	43,3	10,9	14,1	16,1	20,6
Japon	387,3	984,3	1 091,2	1 123,7	657,6	121,3	503,0	177,3	89,0	203,2
Luxembourg	8,0	9,7	22,6	19,6	9,1	1,9	2,3	3,7	4,8	3,3
Nouvelle-Zélande	0,2	0,2	0,0	0,0	..	0,4	2,1	0,0	1,2	0,6
Norvège	127,7	144,1	176,6	317,5	364,3	20,3	12,6	29,0	17,7	152,7
Pays-Bas	92,9	88,1	82,1	192,0	187,7	45,6	36,0	47,4	49,1	59,3
Portugal	26,9	7,0	64,5	15,9	89,7	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1
Suède	83,9	190,7	101,1	126,0	76,6	13,2	2,8	10,6	11,4	23,2
Suisse	65,2	83,5	40,9	57,7	42,4	42,5	35,6	22,6	49,7	29,8
Royaume-Uni	221,0	186,6	104,3	529,5	906,9	65,6	18,5	7,4	30,3	63,7
Sous-total	**3 298,1**	**4 051,9**	**5 217,7**	**8 126,3**	**6 921,3**	**1 034,0**	**1 431,4**	**1 678,9**	**1 493,8**	**2 082,1**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (3)					75,5					..
République tchèque (3, 4					0,0					..
Turquie (3, 4)					0,1					..
Sous-total					**75,6**					**..**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	155,1	581,4	1 177,9	456,6	2 144,6	..	..	..	..	..
Banque mondiale	2 219,1	1 898,0	3 260,2	2 758,6	5 210,5	135,3	114,7	51,1	134,3	115,8
BASD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BID (5)	..	..	..	..	..	254,0	65,8	199,8	82,3	237,3
CCI (3, 4)			..	..	..			..	..	..
CEE-ONU (3)				..	..				..	..
CESAP (3, 4)			..	..	..			..	..	..
CESAO (3, 4)			..	..	..			..	..	..
FAO (3, 4)			..	..	..			..	..	..
FIDA	146,3	175,2	227,7	192,3	273,9	12,6	40,6	10,4	5,2	14,9
FMI (3, 6)			4,5	7,9	6,9			2,6	3,3	1,9
Institutions de L'UE	1 754,2	2 394,5	1 358,4	2 195,7	1 599,5	284,6	339,1	372,3	200,0	493,0
ONUDI (3, 4)				48,6	40,8				6,2	9,8
OMC (3, 4)			7,5	6,7	3,6			3,2	5,8	1,4
PNUD	4,8	14,3	12,9	12,8	20,6	0,2	0,5	1,1	0,6	1,0
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,6	..	..	0,6	168,9	0,1	..	..	0,2	109,4
Sous-total	**4 280,1**	**5 063,4**	**6 049,1**	**5 679,7**	**9 469,3**	**686,8**	**560,8**	**640,5**	**437,9**	**984,5**
TOTAL	**7 578,2**	**9 115,3**	**11 266,7**	**13 806,0**	**16 466,2**	**1 720,7**	**1 992,1**	**2 319,4**	**1 931,7**	**3 066,6**

TABLEAU A.3 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR RÉGION

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ASIE					EUROPE				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	640,1	975,2	731,1	1 396,4	1 216,7	111,8	340,9	181,0	468,6	181,3
Australie	84,7	78,8	37,6	294,6	3,7	..	..	0,0	..	..
Autriche	28,8	4,6	30,8	16,5	9,7	3,9	12,1	11,2	16,9	26,7
Belgique	33,5	17,4	11,1	33,3	34,3	1,9	1,2	0,3	7,0	1,2
Canada	115,0	117,2	148,0	90,7	76,2	1,4	8,7	2,4	17,5	25,3
Corée (2, 3)		148,8	280,4	478,6	715,1		1,2	1,4	6,5	0,4
Danemark	127,1	161,6	70,1	47,9	53,7	0,2	..	..	3,0	25,2
Espagne	115,1	146,9	108,0	86,1	130,5	74,0	356,6	32,7	110,8	14,1
États-Unis	2 713,8	3 592,6	2 657,5	3 444,5	2 271,5	152,8	146,8	166,1	94,0	163,1
Finlande	34,9	28,3	52,5	41,2	76,3	2,7	3,4	0,5	4,2	5,4
France	192,8	429,0	554,1	195,2	213,1	23,6	30,4	0,4	402,2	15,2
Grèce	3,6	2,5	8,3	5,9	3,3	9,7	28,5	6,2	5,9	11,7
Irlande	2,4	7,3	6,2	14,0	5,6	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1
Italie	33,5	51,2	95,1	76,4	206,2	51,7	180,0	5,0	11,5	11,5
Japon	4 468,8	3 955,7	3 895,5	8 101,1	4 951,5	359,4	9,5	30,6	13,3	146,7
Luxembourg	3,3	2,7	6,1	5,4	6,7	3,6	2,8	3,0	2,4	4,0
Nouvelle-Zélande	5,6	9,3	4,0	8,1	3,8	..	..	..	..	..
Norvège	66,4	108,4	143,6	88,9	61,7	33,2	18,9	19,6	33,3	20,0
Pays-Bas	116,6	34,4	100,2	110,0	85,9	20,0	16,0	16,9	16,7	5,1
Portugal	3,1	3,0	1,8	0,7	1,0	16,7	0,0	..	..	0,0
Suède	56,1	55,7	54,0	34,1	14,5	26,7	22,4	19,2	32,9	31,0
Suisse	94,7	69,8	72,3	88,6	44,9	27,1	12,7	26,0	30,5	13,1
Royaume-Uni	292,8	207,4	237,4	621,1	666,6	6,2	6,2	10,1	0,8	3,7
Sous-total	**9 232,7**	**10 207,8**	**9 305,7**	**15 279,3**	**10 852,5**	**926,8**	**1 198,6**	**5 33,1**	**1 278,3**	**704,8**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (3)					397,6					..
République tchèque (3, 4)					0,0					0,0
Turquie (3, 4)					27,0					1,8
Sous-total					**424,6**					**1,9**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	2 421,6	1 183,8	2 883,1	2 428,7	2 685,1	253,5	85,9	114,2	62,8	36,8
BASD	759,0	402,7	668,3	504,8	724,9	..	..	..	..	..
BID (5)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CCI (3, 4)			..	..	..			..	..	..
CEE-ONU (3)				0,0	..				4,1	5,2
CESAP (3, 4)			0,1	0,1	0,5			..	..	..
CESAO (3, 4)			0,1	0,1	..			..	..	..
FAO (3, 4)			..	..	..			..	..	..
FIDA	111,8	128,9	217,7	135,6	201,6	10,3	12,1	..	32,6	..
FMI (3, 6)			6,7	2,7	3,1			1,1	2,1	1,5
Institutions de L'UE	288,3	304,4	249,0	387,2	305,1	383,1	443,9	733,3	788,3	664,9
ONUDI (3, 4)				17,5	39,8				1,6	1,2
OMC (3, 4)			2,6	2,3	2,0			0,1	1,2	0,0
PNUD	6,8	9,3	8,1	13,3	15,0	0,5	0,9	0,6	0,6	1,1
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,2	..	..	0,2	134,0	..	..	..	..	6,0
Sous-total	**3 587,7**	**2 029,0**	**4 035,8**	**3 492,5**	**4 111,2**	**647,4**	**542,8**	**849,4**	**893,4**	**716,7**
TOTAL	**12 820,4**	**12 236,8**	**13 341,5**	**18 771,8**	**15 388,3**	**1 574,2**	**1 741,4**	**1 382,5**	**2 171,7**	**1 423,4**

TABLEAU A.3 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR RÉGION

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	OCÉANIE					MONDE (1)				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	1,8	0,5	1,0	0,6	0,9	77,3	111,8	180,2	160,1	276,9
Australie	83,8	146,8	61,5	77,4	-23,9	3,7	12,8	41,6	67,9	38,6
Autriche	0,0	..	..	0,4	0,6	1,3	4,0	3,0	7,6	15,5
Belgique	0,0	..	..	..	0,0	46,8	33,7	56,9	30,5	179,6
Canada	0,2	..	..	0,1	2,0	12,1	15,2	45,0	21,0	8,4
Corée (2, 3)		0,4	1,4	0,8	2,6		0,2	0,1	8,2	6,3
Danemark	..	..	..	..	..	27,3	14,0	6,1	23,5	3,6
Espagne	0,0	..	..	..	..	9,8	6,5	21,0	18,2	57,9
États-Unis	4,4	69,3	1,3	7,1	2,8	147,7	144,5	139,1	180,1	181,3
Finlande	..	0,1	..	..	0,0	11,7	10,9	32,4	50,9	45,7
France	13,3	0,1	8,0	2,8	8,0	68,6	10,8	21,5	296,6	225,7
Grèce	..	..	0,0	..	..	..	0,0	0,0	1,5	0,7
Irlande	0,0	..	..	..	..	2,4	1,0	0,7	6,8	1,8
Italie	..	..	..	..	..	3,9	0,1	1,6	0,1	0,2
Japon	48,2	48,5	130,9	203,3	76,6	53,4	54,8	53,9	63,9	36,6
Luxembourg	..	..	..	..	..	0,8	0,5	3,9	6,7	7,2
Nouvelle-Zélande	10,3	36,0	12,8	27,3	22,1	0,4	0,7	0,5	0,8	0,7
Norvège	0,0	..	..	0,0	0,2	32,8	80,1	75,3	142,3	176,6
Pays-Bas	0,1	..	..	..	..	336,0	819,7	487,3	279,7	333,4
Portugal	..	..	..	..	..	1,6	0,5	0,8	1,2	0,8
Suède	..	..	..	..	..	43,4	68,1	155,6	85,6	199,1
Suisse	..	..	..	..	..	45,7	26,8	69,4	54,0	57,6
Royaume-Uni	7,6	1,3	0,2	0,7	0,6	97,1	155,8	73,6	385,0	209,3
Sous-total	**169,8**	**303,0**	**217,1**	**320,5**	**92,3**	**1 023,7**	**1 572,3**	**1 469,6**	**1 892,2**	**2 063,6**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (3)					..					0,5
République tchèque (3, 4					..					..
Turquie (3, 4)					..					..
Sous-total					**..**					**0,5**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	4,8	..	69,6	14,0	..	..	..	..	..	..
BASD	25,1	20,1	..	38,0	112,2	..	..	..	..	..
BID (5)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CCI (3, 4)			..	..	..			41,6	52,5	52,5
CEE-ONU (3)				..	..				..	..
CESAP (3, 4)			..	..	..			..	0,7	..
CESAO (3, 4)			..	..	..			0,1	..	0,2
FAO (3, 4)			..	..	..			179,3	233,1	287,9
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI (3, 6)			0,6	..	0,7			0,5	..	..
Institutions de L'UE	40,6	35,6	29,8	11,8	70,7	148,6	249,1	408,6	87,9	1 061,9
ONUDI (3, 4)				..	..				10,7	14,8
OMC (3, 4)			0,3	0,5	0,1			4,0	7,1	7,8
PNUD	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	..	..	..	..	5,0
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,1	..	..	0,0	..	..	..	..	1,5	1,2
Sous-total	**70,7**	**55,8**	**100,5**	**64,5**	**184,0**	**148,6**	**249,1**	**634,1**	**393,6**	**1 431,2**
TOTAL	**240,5**	**358,8**	**317,6**	**385,0**	**276,2**	**1 172,3**	**1 821,4**	**2 103,7**	**2 285,7**	**3 495,3**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. Activités transfrontières qui ne peuvent pas être attribuées à un pays partenaire ou une région spécifique.

2 . La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.

3. La notification des données a commencé pendant la période considérée.

TABLEAU A.3 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR RÉGION

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	TOTAL				
	Moyenne 2002-2005	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**
Pays CAD					
Allemagne	1 337,6	2 172,0	1 730,5	2 876,1	2 630,6
Australie	181,4	239,2	141,6	440,4	19,2
Autriche	48,6	37,9	62,9	71,2	81,2
Belgique	254,3	229,3	300,3	311,1	541,8
Canada	329,2	259,5	335,4	487,4	461,7
Corée (2, 3)		161,5	413,3	561,3	935,0
Danemark	455,0	279,7	369,9	242,9	349,8
Espagne	438,1	831,9	680,2	871,4	918,5
États-Unis	3 821,4	4 798,3	4 901,9	6 481,3	4 498,3
Finlande	83,2	94,6	120,9	190,4	356,5
France	799,8	1 095,6	1 460,1	2 433,3	1 518,1
Grèce	14,2	32,6	15,9	14,0	18,1
Irlande	31,1	39,1	39,7	69,9	61,6
Italie	289,5	358,9	164,0	266,1	274,8
Japon	5 438,5	5 555,9	5 379,3	9 594,4	6 072,2
Luxembourg	17,6	18,1	39,3	38,9	30,4
Nouvelle-Zélande	16,9	48,3	17,4	37,5	27,3
Norvège	280,3	364,0	444,0	599,8	775,5
Pays-Bas	611,2	994,2	733,9	647,4	671,4
Portugal	48,5	10,5	67,0	17,9	91,6
Suède	223,2	339,8	340,5	290,0	344,4
Suisse	275,2	228,5	231,2	280,3	187,8
Royaume-Uni	690,3	575,8	432,9	1 567,6	1 850,8
Sous-total	**15 685,1**	**18 765,0**	**18 422,0**	**28 390,4**	**22 716,6**
Autres donateurs bilatéraux					
Émirats arabes unis (3)					473,5
République tchèque (3, 4					0,1
Turquie (3, 4)					28,9
Sous-total					**502,5**
Donateurs multilatéraux					
BAFD	155,1	581,4	1177,9	456,6	2 144,6
Banque mondiale	5 034,3	3 282,3	6 378,2	5 398,3	8 048,3
BASD	784,1	422,8	668,3	542,8	837,0
BID (5)	254,0	65,8	199,8	82,3	237,3
CCI (3, 4)			41,6	52,5	52,5
CEE-ONU (3)				4,1	5,2
CESAP (3, 4)			0,1	0,9	0,5
CESAO (3, 4)			0,1	0,1	0,2
FAO (3, 4)			179,3	233,1	287,9
FIDA	280,9	356,9	455,8	365,6	490,5
FMI (3, 6)			16,1	16,0	14,1
Institutions de L'UE	2 899,3	3 766,6	3 151,5	3 670,9	4 195,1
ONUDI (3, 4)				84,5	106,4
OMC (3, 4)			17,7	23,7	15,0
PNUD	12,5	25,0	23,0	27,6	42,9
Autres donateurs multilatéraux (7)	1,1	..	..	2,6	419,6
Sous-total	**9 421,2**	**8 500,8**	**12 309,4**	**10 961,5**	**16 896,9**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**

4. Y compris les données spécialisées relatives aux apports d'aide pour le commerce, notifiées au SNPC.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446436

5. En 2010, la BID a changé sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.

6. Y compris les données relatives à la FAS, à la FASR et à la FRPC, ainsi que les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce.

7. Y compris l'ACICI, l'UNICEF, le FODI, le FEM, le PAM et le Fonds nordique de développement. Les données de l'ACICI comprennent également les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce notifiées au SNPC.

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.4 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR GROUPE DE REVENU

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	PAYS LES MOINS AVANCÉS					AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU				
	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	230,7	174,6	239,9	267,4	242,8	109,7	92,3	68,9	250,6	109,2
Australie	22,8	23,0	22,8	41,5	–12,9	78,3	120,0	35,0	61,6	–83,6
Autriche	16,9	8,1	7,8	16,1	8,1	2,7	0,8	6,1	3,1	4,8
Belgique	71,9	79,0	135,5	117,6	213,8	14,9	21,9	35,0	24,7	47,1
Canada	86,5	111,7	164,7	222,0	263,6	60,3	17,5	26,5	107,4	24,8
Corée (2, 3)		62,9	134,7	246,3	254,3		7,2	169,7	131,9	237,7
Danemark	234,4	192,3	213,7	156,7	132,9	80,8	44,1	63,0	25,7	93,1
Espagne	46,1	36,9	51,7	96,6	59,2	4,3	8,0	35,2	29,0	4,1
États-Unis	524,2	1 236,1	1 708,5	2 602,2	1 868,0	104,5	104,1	636,4	300,1	548,4
Finlande	9,5	21,4	7,6	62,1	123,2	15,0	15,1	26,9	19,8	66,4
France	153,2	179,3	250,4	214,1	174,5	128,3	516,2	375,3	69,8	237,4
Grèce	0,2	0,1	0,2	0,2	0,6	0,1	0,2	0,5	0,0	0,1
Irlande	25,4	31,7	30,5	46,6	49,7	1,4	3,4	3,5	11,1	4,0
Italie	113,3	49,7	94,5	86,8	65,8	1,9	5,3	4,4	58,1	6,3
Japon	380,2	472,5	946,2	449,5	1 059,6	1 006,4	1 040,7	1 237,0	1 301,4	1 293,4
Luxembourg	5,2	3,6	12,5	12,2	9,8	2,8	2,2	2,2	2,6	2,1
Nouvelle-Zélande	3,6	24,8	4,3	15,6	14,0	2,4	6,5	2,8	1,5	4,5
Norvège	121,4	155,2	187,3	151,7	212,9	11,5	8,4	8,0	16,5	15,6
Pays-Bas	84,6	46,8	77,6	118,2	175,2	29,9	3,1	36,9	18,6	11,9
Portugal	9,7	7,2	7,1	3,5	5,5	..	..	..	..	..
Suède	64,6	78,6	102,2	89,9	67,9	14,4	66,5	11,3	11,2	8,1
Suisse	57,6	54,3	35,3	61,9	17,2	44,7	51,3	35,0	31,7	14,7
Royaume-Uni	164,7	176,3	127,0	372,8	521,9	50,9	58,0	33,0	137,3	250,5
Sous-total	**2 426,5**	**3 226,1**	**4 561,8**	**5 451,5**	**5 527,5**	**1 765,2**	**2 192,9**	**2 852,7**	**2 613,8**	**2 900,7**
Autres donateurs bilatéraux										
République tchèque (3, 4)					..					0,0
Turquie (3, 4)					0,0					0,0
Émirats arabes unis (3)					343,4					6,8
Sous-total					**343,4**					**6,9**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	115,1	301,5	605,0	234,0	975,4	32,2	39,3	216,0	42,5	202,1
Banque mondiale	2 429,9	1 797,8	3 276,5	2 695,3	3 420,4	1 361,5	661,4	1 599,1	1 969,5	3 539,1
BASD	386,9	226,2	219,5	32,9	132,7	273,0	181,6	374,8	483,1	391,2
BID (5)	38,8	..	18,5	..	28,3	..	..	..	..	..
CCI (3, 4)			..	..	..			..	..	..
CEE-ONU (3)				..	..				..	..
CESAP (3, 4)			0,0	0,0	..			..	..	..
CESAO (3, 4)			..	0,0	..			..	..	..
FAO (3, 4)			..	..	..			..	..	..
FIDA	153,4	163,7	239,8	194,2	283,7	22,8	50,8	118,8	28,1	32,0
FMI (3, 6)			5,9	5,5	5,5			1,2	0,7	1,5
Institutions de L'UE	1 106,6	1 280,9	749,0	1 546,2	1 274,0	181,6	143,6	219,1	170,1	198,5
ONUDI (3, 4)				33,6	19,6				7,9	17,6
OMC (3, 4)			4,2	3,7	0,9			0,9	0,4	0,1
PNUD	6,0	15,3	12,6	17,8	24,1	2,4	4,7	4,6	3,6	7,2
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,5	..	..	0,6	140,9	0,2	..	..	0,0	66,8
Sous-total	**4 237,3**	**3 785,5**	**5 131,1**	**4 763,9**	**6 305,3**	**1 873,5**	**1 081,4**	**2 534,4**	**2 706,0**	**4 456,3**
TOTAL	**6 663,8**	**7 011,6**	**9 692,9**	**10 215,4**	**12 176,3**	**3 638,8**	**3 274,2**	**5 387,1**	**5 319,7**	**7 363,8**

TABLEAU A.4 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR GROUPE DE REVENU

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE					PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	722,5	1 090,7	600,3	1 175,1	1 176,1	159,7	125,7	299,4	574,3	306,3
Australie	49,0	49,4	27,6	239,4	63,0	2,8	12,2	10,7	9,1	2,8
Autriche	22,9	11,2	30,7	9,6	20,2	2,5	6,9	3,9	2,3	4,3
Belgique	79,1	58,2	64,9	88,5	58,2	19,4	18,7	2,5	15,9	14,2
Canada	91,9	49,1	28,4	60,6	70,2	16,9	6,0	10,5	12,2	7,8
Corée (2, 3)		88,6	97,7	161,3	429,9		2,5	8,5	9,5	4,4
Danemark	95,6	25,7	75,8	29,2	57,1	4,6	1,5	3,7	7,6	4,3
Espagne	269,8	507,3	511,4	594,6	588,9	92,9	262,2	29,8	85,5	42,8
États-Unis	2 806,5	3 116,3	2 095,5	2 975,2	1 556,0	112,8	104,5	210,7	256,2	212,1
Finlande	29,7	16,8	12,3	10,5	30,0	7,3	6,4	10,3	4,3	8,3
France	320,8	286,9	496,3	1 297,4	661,6	98,0	102,2	312,6	549,6	201,8
Grèce	7,5	13,8	10,8	9,4	14,5	6,2	18,5	4,3	1,6	2,2
Irlande	1,7	1,4	4,0	4,8	3,1	0,2	1,5	0,6	0,6	0,3
Italie	107,0	286,9	38,7	103,0	178,8	54,9	12,6	21,0	15,1	19,8
Japon	3 579,5	3 843,1	2 876,2	7 208,5	3 410,7	393,0	81,8	113,7	88,2	128,3
Luxembourg	4,1	8,1	10,7	11,2	5,5	4,0	2,8	3,0	2,5	2,8
Nouvelle-Zélande	5,6	6,9	8,4	4,1	3,7	1,8	0,2	0,2	1,8	0,8
Norvège	48,1	58,7	96,4	61,8	53,3	22,4	25,4	9,1	17,7	150,6
Pays-Bas	113,6	41,1	100,7	86,4	110,6	14,8	2,2	8,4	24,7	1,8
Portugal	35,9	2,1	58,3	12,8	84,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	48,8	35,5	34,1	41,0	52,7	11,1	7,7	4,4	5,9	0,3
Suisse	65,4	20,4	46,4	58,6	55,6	16,0	10,3	23,7	19,2	5,6
Royaume-Uni	210,4	78,7	107,1	330,7	303,8	124,8	48,0	24,7	103,9	104,9
Sous-total	**8 715,6**	**9 697,3**	**7 432,7**	**14 573,6**	**8 988,2**	**1 166,4**	**859,6**	**1 115,8**	**1 807,7**	**1 226,6**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (3)					14,3					108,5
République tchèque (3, 4)					0,1					..
Turquie (3, 4)					0,0					1,8
Sous-total					**14,5**					**110,4**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	..	..	70,0	7,4	1,5	..	..	..	..	..
Banque mondiale	1 039,4	807,5	1 465,4	681,0	1 087,0	150,0	15,5	37,2	3,9	1,7
BASD	124,1	14,9	74,0	26,7	306,1	..	..	..	..	7,1
BID (5)	215,2	65,8	181,3	82,3	161,9	..	..	..	..	25,0
CCI (3, 4)			..	..	..			..	..	..
CEE-ONU (3)				..	..	..	..	..	..	..
CESAP (3, 4)			..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO (3, 4)			..	0,0	..	..	..	..	..	..
FAO (3, 4)			..	..	..			..	..	..
FIDA	104,7	141,8	97,3	142,8	174,2	..	0,6	..	0,5	0,6
FMI (3, 6)			4,3	6,4	5,0			2,5	2,6	2,1
Institutions de L'UE	586,5	636,8	560,6	1 071,7	636,1	486,8	415,3	568,8	612,4	494,0
ONUDI (3, 4)				15,4	34,2				9,0	14,7
OMC (3, 4)			4,7	4,1	0,7	..	..	3,5	6,7	0,6
PNUD	3,7	4,3	4,7	4,9	5,1	0,4	0,7	1,1	1,2	1,6
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,3	..	..	0,1	196,4	0,1	..	..	0,0	10,0
Sous-total	**2 074,0**	**1 671,2**	**2 462,1**	**2 042,8**	**2 608,2**	**637,2**	**432,1**	**613,2**	**636,4**	**557,4**
TOTAL	**10 789,6**	**11 368,5**	**9 894,8**	**16 616,4**	**11 610,9**	**1 803,6**	**1 291,7**	**1 729,0**	**2 444,1**	**1 894,3**

TABLEAU A.4 AIDE POUR LE COMMERCE PAR DONATEUR ET PAR GROUPE DE REVENU

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	NON ALLOUÉ PAR GROUPES DE REVENU (1)					TOTAL				
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009
Pays CAD										
Allemagne	115,1	688,7	522,0	608,8	796,1	1 337,6	2 172,0	1 730,5	2 876,1	2 630,6
Australie	28,5	34,6	45,5	88,7	49,9	181,4	239,2	141,6	440,4	19,2
Autriche	3,5	11,0	14,3	40,1	43,8	48,6	37,9	62,9	71,2	81,2
Belgique	69,0	51,6	62,4	64,4	208,5	254,3	229,3	300,3	311,1	541,8
Canada	73,6	75,2	105,2	85,0	95,4	329,2	259,5	335,4	487,4	461,7
Corée (2, 3)		0,3	2,6	12,3	8,6	..	161,5	413,3	561,3	935,0
Danemark	39,6	16,2	13,7	23,7	62,6	455,0	279,7	369,9	242,9	349,8
Espagne	24,9	17,4	52,1	65,7	223,5	438,1	831,9	680,2	871,4	918,5
États-Unis	273,4	237,3	250,8	347,5	313,7	3 821,4	4 798,3	4 901,9	6 481,3	4 498,3
Finlande	21,7	34,9	63,8	93,7	128,7	83,2	94,6	120,9	190,4	356,5
France	99,7	10,9	25,6	302,4	242,8	799,8	1 095,6	1 460,1	2 433,3	1 518,1
Grèce	0,1	0,1	0,1	2,8	0,7	14,2	32,6	15,9	14,0	18,1
Irlande	2,4	1,0	1,1	6,8	4,6	31,1	39,1	39,7	69,9	61,6
Italie	12,3	4,2	5,4	3,2	4,0	289,5	358,9	164,0	266,1	274,8
Japon	79,4	117,8	206,2	546,8	180,1	5 438,5	5 555,9	5 379,3	9 594,4	6 072,2
Luxembourg	1,5	1,4	10,9	10,4	10,3	17,6	18,1	39,3	38,9	30,4
Nouvelle-Zélande	3,4	9,9	1,6	14,4	4,3	16,9	48,3	17,4	37,5	27,3
Norvège	76,8	116,2	143,2	352,2	343,0	280,3	364,0	444,0	599,8	775,5
Pays-Bas	368,3	901,0	510,2	399,5	371,8	611,2	994,2	733,9	647,4	671,4
Portugal	2,8	1,1	1,7	1,7	1,6	48,5	10,5	67,0	17,9	91,6
Suède	84,4	151,5	188,6	142,0	215,4	223,2	339,8	340,5	290,0	344,4
Suisse	91,5	92,2	90,8	108,9	94,7	275,2	228,5	231,2	280,3	187,8
Royaume-Uni	139,4	214,7	141,2	622,9	669,6	690,3	575,8	432,9	1 567,6	1 850,8
Sous-total	**1 611,3**	**2 789,2**	**2 459,1**	**3 943,9**	**4 073,6**	**15 685,1**	**18 765,0**	**18 422,0**	**28 390,4**	**22 716,6**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (3)					0,5					473,5
République tchèque (3, 4)					..					0,1
Turquie (3, 4)					26,9					28,9
Sous-total					**27,4**					**502,5**
Donateurs multilatéraux										
BAFD	7,8	240,6	286,9	172,7	965,5	155,1	581,4	1 177,9	456,6	2 144,6
Banque mondiale	53,6	..	..	48,6	..	5 034,3	3 282,3	6 378,2	5 398,3	8 048,3
BASD	..	..	..	..	..	784,1	422,8	668,3	542,8	837,0
BID (5)	..	..	..	..	22,1	254,0	65,8	199,8	82,3	237,3
CCI (3, 4)			41,6	52,5	52,5			41,6	52,5	52,5
CEE-ONU (3)				4,1	5,2				4,1	5,2
CESAP (3, 4)			0,1	0,9	0,5			0,1	0,9	0,5
CESAO (3, 4)			0,1	0,1	0,2			0,1	0,1	0,2
FAO (3, 4)			179,3	233,1	287,9			179,3	233,1	287,9
FIDA	..	..	..	..	..	280,9	356,9	455,8	365,6	490,5
FMI (3, 6)			2,3	0,8	..			16,1	16,0	14,1
Institutions de L'UE	537,8	1 290,0	1 053,9	270,6	1 592,5	2 899,3	3 766,6	3 151,5	3 670,9	4 195,1
ONUDI (3, 4)				18,6	20,3				84,5	106,4
OMC (3, 4)			4,3	8,7	12,7			17,7	23,7	15,0
PNUD	..	..	..	..	5,0	12,5	25,0	23,0	27,6	42,9
Autres donateurs multilatéraux (7)	0,0	..	..	1,8	5,4	1,1	..	..	2,6	419,6
Sous-total	**599,2**	**1 530,6**	**1 568,5**	**812,4**	**2 969,7**	**9 421,2**	**8 500,8**	**12 309,4**	**10 961,5**	**16 896,9**
TOTAL	**2 210,5**	**4 319,8**	**4 027,6**	**4 756,4**	**7 070,6**	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446455

1. *Activités transfrontières qui ne peuvent pas être attribuées à un pays partenaire ou une région spécifique.*
2. *La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.*
3. *La notification des données a commencé pendant la période considérée.*
4. *Y compris les données spécialisées relatives aux apports d'aide pour le commerce, notifiées au SNPC.*
5. *En 2010, la BID a changé sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.*
6. *Y compris les données relatives à la FAS, à la FASR et à la FRPC, ainsi que les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce.*
7. *Y compris l'ACICI, l'UNICEF, le FODI, le FEM, le PAM et le Fonds nordique de développement. Les données de l'ACICI comprennent également les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce notifiées au SNPC.*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.5A LES 20 BÉNÉFICIAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE POUR LE COMMERCE EN 2009, PAR ENGAGEMENTS

En millions de dollars EU (prix constants de 2009)

			ENGAGEMENTS				
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Viet Nam	Asie	Autres pays à faible revenu	1 643,6	1 450,2	2 141,9	2 046,0	2 608,1
Inde	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 703,6	1 847,0	2 388,6	3 424,0	1 882,4
Afghanistan	Asie	Pays les moins avancés	759,2	1 267,2	1 478,2	1 692,0	1 509,5
Nigéria	Afrique	Autres pays à faible revenu	229,6	189,4	286,3	705,4	1 333,4
Ouganda	Afrique	Pays les moins avancés	258,3	191,7	739,7	305,5	1 017,9
Indonésie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 208,6	1 022,6	905,9	895,9	970,0
Pakistan	Asie	Autres pays à faible revenu	648,6	408,5	738,2	1 150,4	965,2
Kenya	Afrique	Autres pays à faible revenu	314,6	510,3	973,0	92,2	962,1
Bangladesh	Asie	Pays les moins avancés	830,0	580,1	1 008,9	1 187,9	892,2
Éthiopie	Afrique	Pays les moins avancés	533,5	729,2	912,8	740,7	883,6
Tanzanie	Afrique	Pays les moins avancés	412,5	429,8	586,9	1 325,2	881,3
Maroc	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	328,6	515,5	305,3	1 799,9	848,4
Philippines	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	358,2	79,8	310,9	286,3	847,9
Congo, Rép. dém.	Afrique	Pays les moins avancés	512,9	161,0	479,7	267,4	724,6
Thaïlande	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	387,9	46,8	54,1	699,2	721,9
Ghana	Afrique	Autres pays à faible revenu	280,8	350,0	784,4	633,8	697,4
Mali	Afrique	Pays les moins avancés	183,0	154,8	776,3	582,7	604,5
Chine	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	829,6	614,8	402,6	728,7	588,2
Burkina Faso	Afrique	Pays les moins avancés	230,5	173,7	174,9	255,6	577,7
Géorgie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	101,3	368,4	92,7	248,9	525,5

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446474

TABLEAU A.5B LES 20 BÉNÉFICIAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE POUR LE COMMERCE EN 2009, PAR VERSEMENTS

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

			VERSEMENTS			
	Region	Income group	2006	2007	2008	2009
Inde	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 089,0	1 181,2	1 753,4	1 927,3
Afghanistan	Asie	Pays les moins avancés	813,8	984,4	1 184,8	1 710,8
Viet Nam	Asie	Autres pays à faible revenu	936,8	1 277,0	1 253,7	1 466,6
Éthiopie	Afrique	Pays les moins avancés	515,3	501,9	562,6	1 116,5
Indonésie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	885,4	787,3	1 098,4	839,0
Turquie	Europe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	331,2	298,3	627,3	782,1
Chine	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	785,0	870,9	876,8	619,7
Tanzanie	Afrique	Pays les moins avancés	401,1	433,3	475,8	590,5
Philippines	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	370,1	710,4	519,2	559,0
Maroc	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	371,5	515,1	372,5	558,2
Pakistan	Asie	Autres pays à faible revenu	338,0	417,0	364,6	554,1
Égypte	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	506,2	438,6	674,4	490,3
Congo, Rép. dém.	Afrique	Pays les moins avancés	191,3	164,0	252,6	461,8
Ouganda	Afrique	Pays les moins avancés	245,8	426,2	426,4	456,5
Sri Lanka	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	295,9	250,7	390,4	438,1
Mozambique	Afrique	Pays les moins avancés	403,6	354,0	324,9	403,5
Ghana	Afrique	Autres pays à faible revenu	335,6	307,0	365,5	383,7
Kenya	Afrique	Autres pays à faible revenu	211,7	346,2	317,0	353,2
Irak	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2 936,1	1 648,9	757,7	352,0
Tunisie	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	176,8	161,3	217,8	277,4

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446474

TABLEAU A.6A AIDE POUR LE COMMERCE PAR HABITANT : LES 20 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES EN 2009, PAR ENGAGEMENTS

En dollars EU (dollars constants de 2009)

			ENGAGEMENTS PAR HABITANT				
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009
Sainte-Hélène	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4 862,2	2 890,3	699,9	1 953,8	2 742,0
Nioué	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	891,0	1 463,7	643,1	138,5	1 840,1
Îles Cook	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	53,9	6,1	2,4	88,3	659,1
Palaos	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	355,4	118,2	765,3	103,0	458,0
Nauru	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	155,1	757,8	718,1	412,8	432,9
Tokelau	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	610,0	289,3	707,8	424,6	419,1
Montserrat	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	763,2	1982,6	2 286,1	808,6	394,8
Îles Marshall	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	95,3	22,8	28,1	16,1	350,2
Cap-Vert	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	169,7	56,8	144,0	213,6	249,8
Micronésie, États fédérés de	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	127,4	138,6	36,9	327,3	187,0
Wallis-et-Futuna	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	481,5	..	190,1	138,1	186,0
Antigua-et-Barbuda	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	32,2	1,5	2,7	6,1	171,9
Sao Tomé-et-Principe	Afrique	Pays les moins avancés	54,5	56,5	42,0	23,3	146,6
Grenade	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	83,4	7,9	2,1	31,9	126,3
Géorgie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	22,3	83,5	21,3	57,8	123,3
Suriname	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	49,1	13,0	47,4	49,5	117,0
Dominique	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	208,2	81,9	102,4	89,9	114,6
Mayotte	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	119,0	1,1	204,6	197,4	112,7
Bhoutan	Asie	Pays les moins avancés	70,3	24,8	130,1	38,3	109,7
Tuvalu	Océanie	Pays les moins avancés	353,4	78,6	874,7	391,9	104,9

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : ".." aucune activité d'aide pour le commerce notifiée

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446493

TABLEAU A.6B AIDE POUR LE COMMERCE PAR HABITANT : LES 20 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES EN 2009, PAR VERSEMENTS

En dollars EU (dollars constants de 2009)

			VERSEMENTS PAR HABITANT			
	Région	Groupe de revenu	2006	2007	2008	2009
Sainte-Hélène	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1 172,3	950,2	3 301,1	1 925,4
Montserrat	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	755,1	401,9	709,7	1 540,3
Tuvalu	Océanie	Pays les moins avancés	735,7	271,6	371,6	502,5
Nauru	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	547,4	538,6	742,0	409,8
Tokelau	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	411,0	2 001,3	467,3	365,3
Dominique	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	90,3	150,0	154,5	309,6
Nioué	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	730,5	631,5	1 482,7	295,4
Palaos	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	375,8	280,1	629,7	217,4
Vanuatu	Océanie	Pays les moins avancés	26,1	70,3	197,8	195,0
Wallis-et-Futuna	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	..	190,1	138,1	186,2
Mayotte	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3,0	211,0	124,5	184,2
Cap-Vert	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	95,9	89,1	192,3	146,3
Îles Cook	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	40,3	58,8	94,0	129,1
Seychelles	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	80,6	16,8	26,7	112,7
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	27,9	91,5	160,3	110,7
Sainte-Lucie	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	22,7	38,7	74,0	106,4
Samoa	Océanie	Pays les moins avancés	53,1	50,6	47,1	104,3
Tonga	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	40,1	97,6	35,6	97,4
Suriname	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	9,5	55,8	76,7	94,7
Guyana	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	7,6	13,5	47,5	80,2

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note : ".." aucune activité d'aide pour le commerce notifiée

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446493

TABLEAU A.7 AIDE POUR LE COMMERCE PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Afghanistan	759,2	1 267,2	1 478,2	1 692,0	1 509,5	813,8	984,4	1 184,8	1 710,8
Afrique du Sud	129,8	127,2	119,0	234,1	153,2	91,9	226,6	261,2	119,4
Albanie	135,5	234,9	31,7	141,1	44,9	100,4	80,4	95,2	131,3
Algérie	108,5	237,0	177,2	35,5	13,0	145,8	120,8	113,8	103,0
Angola	19,8	34,8	138,0	80,5	18,6	24,9	26,1	41,2	55,1
Anguilla	1,5	12,2	5,7	..	0,1	5,2	..	3,4	0,9
Antigua-et-Barbuda	2,7	0,1	0,2	0,5	15,1	2,4	0,2	0,5	1,9
Arabie saoudite (2)	1,7	2,1	1,6			2,4	1,6		
Argentine	48,1	30,3	35,2	16,1	28,9	31,3	46,0	25,8	30,6
Arménie	114,7	288,3	134,3	208,7	181,6	62,0	85,1	159,6	234,3
Azerbaïdjan	150,0	82,6	137,5	84,7	154,3	75,4	87,1	94,5	117,7
Bahreïn (2)	0,0								
Bangladesh	830,0	580,1	1 008,9	1 187,9	892,2	239,8	553,9	690,6	272,4
Barbade	0,5	3,8	16,1	14,9	2,2	0,0	0,0	0,6	8,7
Belarus	0,6	2,3	13,5	8,8	19,6	2,2	4,0	6,5	8,1
Belize	9,2	13,4	3,3	13,0	24,0	3,4	4,8	10,6	9,7
Bénin	115,3	325,6	98,3	177,9	231,6	75,5	108,4	182,2	177,2
Bhoutan	43,9	16,5	88,1	26,3	76,6	35,3	28,9	20,1	40,1
Bolivie	254,0	129,2	292,6	81,7	251,5	152,3	136,3	144,1	220,6
Bosnie-Herzégovine	116,9	210,8	158,6	141,3	237,4	77,0	92,8	121,1	103,8
Botswana	16,2	2,2	10,1	4,8	4,7	11,4	14,6	10,5	22,2
Brésil	52,8	46,2	109,4	56,0	335,2	45,0	123,7	68,2	175,0
Burkina Faso	230,5	173,7	174,9	255,6	577,7	196,5	282,5	220,2	225,5
Burundi	51,8	106,2	97,0	92,3	133,1	60,1	102,1	79,9	88,0
Cambodge	195,3	202,2	185,6	277,7	221,1	116,3	144,5	145,5	136,9
Cameroun	116,0	328,4	313,6	253,8	337,9	126,3	156,8	131,4	141,4
Cap-Vert	79,2	27,6	70,8	106,6	126,4	46,5	43,8	95,9	74,0
Chili	40,6	7,0	20,2	77,2	70,5	53,6	58,7	46,6	33,4
Chine	829,6	614,8	402,6	728,7	588,2	785,0	870,9	876,8	619,7
Colombie	82,2	130,4	135,9	189,1	173,5	96,2	122,7	164,1	183,4
Comores	4,6	9,4	7,4	1,8	31,8	3,5	5,3	3,3	4,4
Corée, Rép. pop. dém.	32,9	7,9	2,6	15,3	3,4	6,7	2,8	16,1	4,4
Costa Rica	51,5	10,9	27,2	30,6	13,3	28,3	54,7	53,6	85,4
Côte d'Ivoire	60,2	21,5	43,4	262,3	262,3	20,3	28,3	251,5	196,6
Croatie	66,1	78,3	93,4	183,0	77,6	27,3	32,5	58,5	23,8
Cuba	9,3	8,7	9,2	17,0	14,1	11,3	5,5	12,1	22,2
Djibouti	23,4	0,8	5,5	12,9	22,7	3,4	9,3	12,4	40,7
Dominique	15,0	6,0	7,5	6,7	8,5	6,6	11,0	11,4	22,9
Égypte	578,8	809,8	567,2	990,1	277,1	506,2	438,6	674,4	490,3
El Salvador	29,6	25,3	395,6	160,1	132,7	43,9	45,8	79,4	81,5
Équateur	51,1	19,5	93,8	66,9	73,9	26,7	40,3	58,0	55,5
Érythrée	51,0	19,9	70,3	18,6	65,2	23,5	15,1	17,8	20,1
Éthiopie	533,5	729,2	912,8	740,7	883,6	515,3	501,9	562,6	1 116,5
Fidji	7,9	11,4	5,5	17,6	3,7	11,0	7,8	7,2	5,4
Gabon	42,7	75,4	16,5	66,5	21,1	18,8	35,8	20,3	18,2
Gambie	27,8	17,1	10,2	8,4	33,2	12,4	15,2	15,8	32,8
Géorgie	101,3	368,4	92,7	248,9	525,5	112,6	127,6	219,4	249,8
Ghana	280,8	350,0	784,4	633,8	697,4	335,6	307,0	365,5	383,7
Grenade	8,5	0,8	0,2	3,3	13,1	0,8	0,7	2,0	2,6
Guatemala	30,1	109,6	30,2	28,3	95,2	22,4	27,8	33,9	61,3
Guinée	62,3	63,4	149,5	12,2	38,2	30,0	40,9	63,0	56,3

TABLEAU A.7 AIDE POUR LE COMMERCE PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Guinée équatoriale	0,9	0,0	0,8	0,2	1,1	0,0	0,8	0,6	0,6
Guinée-Bissau	27,0	23,1	19,3	5,0	17,5	32,3	43,5	29,1	34,9
Guyana	42,9	12,4	100,3	55,2	44,9	5,8	10,3	36,3	61,2
Haïti	86,5	85,2	69,6	131,3	335,0	35,0	60,2	79,9	165,1
Honduras	185,4	36,5	34,3	145,5	155,3	74,6	57,9	104,0	156,3
Îles Cook	1,2	0,1	0,0	1,1	7,9	0,9	1,2	1,1	1,5
Îles Marshall	5,2	1,3	1,7	1,0	21,7	1,4	1,7	2,5	4,4
Îles Salomon	12,2	46,5	5,5	18,8	6,5	21,3	19,2	11,5	18,9
Îles Turques et Caïques (2)	0,1	..	..			0,0	0,0		
Inde	1 703,6	1 847,0	2 388,6	3 424,0	1 882,4	1 089,0	1 181,2	1 753,4	1 927,3
Indonésie	1 208,6	1 022,6	905,9	895,9	970,0	885,4	787,3	1 098,4	839,0
Irak	2 101,2	2 208,1	1 191,4	3 029,7	400,2	2 936,1	1 648,9	757,7	352,0
Iran	5,3	3,6	1,7	1,3	2,5	3,3	1,7	1,4	2,4
Jamaïque	35,4	19,2	53,2	35,5	40,0	25,6	42,4	75,1	68,5
Jordanie	44,7	7,0	73,9	123,0	89,3	45,1	43,2	63,8	70,6
Kazakhstan	36,2	57,9	181,1	91,8	55,1	18,1	108,1	153,6	87,8
Kenya	314,6	510,3	973,0	92,2	962,1	211,7	346,2	317,0	353,2
Kiribati	7,9	1,4	16,4	5,0	8,7	11,6	14,4	6,7	5,6
Kosovo (3)					144,3				76,8
Lesotho	7,0	22,4	69,6	5,7	21,7	15,1	17,5	20,9	9,9
Liban	26,9	31,8	167,5	59,9	34,2	21,6	69,4	57,9	67,5
Libéria	0,9	57,3	127,3	46,1	297,9	2,7	54,0	60,4	89,3
Libye	2,3	2,8	4,8	6,1	8,2	0,7	6,1	4,2	3,3
Macédoine, ERY	49,8	31,9	48,2	64,4	45,8	29,6	43,4	25,6	27,6
Madagascar	294,5	163,2	233,5	404,7	55,2	264,1	337,1	253,1	132,8
Malaisie	13,4	9,6	29,9	86,8	46,1	63,0	266,8	125,1	115,5
Malawi	117,4	116,8	172,2	87,2	190,9	89,9	116,8	114,8	119,5
Maldives	8,7	2,6	30,8	13,4	26,7	0,4	5,6	6,5	10,6
Mali	183,0	154,8	776,3	582,7	604,5	204,5	317,3	242,1	262,3
Malte (2)	0,0								
Maroc	328,6	515,5	305,3	1799,9	848,4	371,5	515,1	372,5	558,2
Maurice	52,4	42,4	14,9	47,8	109,9	2,0	14,0	5,1	22,1
Mauritanie	118,3	177,8	29,9	39,5	19,4	56,8	107,5	80,3	75,5
Mayotte	20,1	0,2	38,1	37,9	22,2	0,5	39,2	23,9	36,3
Mexique	26,8	21,7	61,4	66,4	71,8	23,9	26,2	32,4	47,6
Micronésie, États fédérés de	13,9	15,3	4,1	36,3	20,8	8,9	11,0	10,0	8,1
Moldava, Rép. de	66,7	48,1	46,0	40,9	52,3	32,7	44,3	48,4	52,8
Mongolie	59,2	144,7	70,2	560,8	123,0	51,9	65,3	92,8	122,8
Monténégro	..	14,8	44,3	23,9	28,3	21,2	21,9	18,9	28,8
Montserrat	7,4	19,8	11,4	4,9	2,4	7,6	2,0	4,3	9,2
Mozambique	354,5	346,5	488,1	520,0	430,4	403,6	354,0	324,9	403,5
Myanmar	11,7	16,0	10,9	21,7	21,1	17,3	12,9	21,5	27,5
Namibie	33,7	125,0	31,8	92,2	130,8	22,6	33,3	35,6	61,5
Nauru	2,1	10,6	10,1	6,2	6,5	7,7	7,5	11,1	6,1
Népal	170,4	211,0	261,5	189,0	292,5	112,1	117,0	154,5	173,6
Nicaragua	188,9	308,2	88,8	186,0	200,1	121,2	151,9	144,2	182,5
Niger	112,8	79,8	56,8	227,3	140,7	77,3	100,5	107,9	86,3
Nigéria	229,6	189,4	286,3	705,4	1 333,4	172,6	310,6	219,0	247,7
Nioué	2,0	2,9	1,3	0,3	3,7	1,5	1,3	3,0	0,6
Oman	2,6	1,0	0,5	17,7	119,2	1,0	7,7	0,9	144,6

TABLEAU A.7 AIDE POUR LE COMMERCE PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Ouganda	258,3	191,7	739,7	305,5	1 017,9	245,8	426,2	426,4	456,5
Ouzbékistan	156,8	36,5	44,7	80,5	124,0	51,5	25,7	79,9	70,5
Pakistan	648,6	408,5	738,2	1 150,4	965,2	338,0	417,0	364,6	554,1
Palaos	7,1	2,5	16,1	2,2	9,6	7,9	5,9	13,2	4,6
Panama	10,4	6,7	22,5	8,3	17,6	6,5	9,4	9,1	10,6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	116,4	140,8	110,9	109,1	104,6	52,3	107,4	107,3	79,3
Paraguay	17,3	234,9	22,0	38,5	73,6	13,3	26,3	72,5	83,1
Pérou	129,0	180,4	114,8	92,7	212,4	129,0	267,7	159,0	111,5
Philippines	358,2	79,8	310,9	286,3	847,9	370,1	710,4	519,2	559,0
RDP lao	160,1	122,9	141,5	108,8	80,0	119,9	137,5	118,1	106,0
République centrafricaine	35,8	127,4	47,3	4,9	88,6	59,7	29,6	17,0	26,1
République démocratique du Congo	512,9	161,0	479,7	267,4	724,6	191,3	164,0	252,6	461,8
République dominicaine	44,9	36,1	35,8	32,5	68,6	39,5	43,3	82,6	46,9
République du Congo	40,4	24,7	65,8	25,0	46,6	13,4	41,5	36,4	28,0
République kirghize	52,9	76,9	101,4	68,2	104,4	63,6	53,7	50,0	57,6
Rwanda	78,3	128,1	100,9	166,1	409,2	74,0	92,5	143,6	158,0
Saint-Kitts-et-Nevis	1,8	0,0	0,1	0,6	..	5,2	0,8	0,7	3,1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	7,0	12,6	10,1	1,2	2,1	3,0	10,1	17,6	12,2
Sainte-Hélène	38,9	23,1	5,6	15,6	21,9	9,4	7,6	26,4	15,4
Sainte-Lucie	9,5	9,0	9,3	8,1	0,8	3,8	6,5	12,6	18,4
Samoa	14,5	2,5	65,6	17,8	4,0	9,5	9,1	8,4	18,7
Sao Tomé-et-Principe	8,1	8,8	6,6	3,8	23,9	6,0	6,4	7,6	3,1
Sénégal	192,3	255,7	126,5	350,6	394,4	210,3	191,9	285,6	217,6
Serbie	453,4	268,2	286,2	326,5	107,4	275,1	242,8	222,9	227,3
Seychelles	3,3	4,2	0,8	13,5	2,3	6,8	1,4	2,3	9,9
Sierra Leone	97,1	20,5	103,8	118,4	36,8	41,5	42,4	68,9	100,0
Slovénie (2)	6,0								
Somalie	4,5	9,3	9,5	25,5	39,9	7,1	2,9	9,0	18,1
Soudan	23,5	32,4	68,2	131,3	231,4	14,8	23,5	56,0	138,6
Sri Lanka	513,1	347,1	340,8	487,8	457,3	295,9	250,7	390,4	438,1
Suriname	24,1	6,6	24,2	25,6	60,8	4,8	28,5	39,6	49,2
Swaziland	18,3	8,9	24,4	34,6	23,9	17,3	10,2	10,9	11,5
Syrie	18,1	26,7	52,3	9,6	23,7	23,2	13,9	16,2	38,5
Tadjikistan	92,2	77,1	126,3	147,0	89,7	43,4	45,5	46,2	74,8
Tanzanie	412,5	429,8	586,9	1325,2	881,3	401,1	433,3	475,8	590,5
Tchad	79,7	2,4	67,4	26,0	97,8	41,8	31,6	67,7	76,7
Thaïlande	387,9	46,8	54,1	699,2	721,9	309,4	150,5	120,4	113,8
Timor-Leste	32,3	24,5	33,7	42,0	30,4	20,7	17,2	35,3	30,9
Togo	5,8	3,3	5,4	116,6	81,0	9,2	2,9	118,4	41,8
Tokelau	1,2	0,6	1,4	0,8	0,8	0,8	4,0	0,9	0,7
Tonga	2,5	3,1	11,2	25,9	3,2	4,1	10,2	3,7	10,1
Trinité-et-Tobago	16,3	1,8	12,2	14,5	15,7	2,3	3,9	0,5	1,8
Tunisie	223,7	176,3	229,3	506,1	252,7	176,8	161,3	217,8	277,4
Turkménistan	2,6	0,9	0,8	3,6	2,5	1,4	0,7	3,7	3,1
Turquie	485,0	281,2	224,0	785,9	283,8	331,2	298,3	627,3	782,1
Tuvalu	4,2	0,9	10,5	5,1	1,4	8,8	3,3	4,8	6,5
Ukraine	88,5	212,3	238,8	284,8	292,7	167,5	122,4	205,0	262,0
Uruguay	6,4	2,9	5,4	4,7	14,0	6,6	10,1	4,4	12,5
Vanuatu	6,7	67,1	29,4	27,9	24,1	5,8	16,1	46,3	46,8
Venezuela	2,5	2,6	1,5	1,2	1,7	3,2	2,2	1,9	2,3

TABLEAU A.7 AIDE POUR LE COMMERCE PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**
Viet Nam	1 643,6	1 450,2	2 141,9	2 046,0	2 608,1	936,8	1 277,0	1 253,7	1 466,6
Wallis-et-Futuna	7,7	..	3,0	2,2	3,0	..	3,0	2,2	3,0
Yémen	55,1	80,0	89,8	71,7	515,6	54,8	49,2	65,3	66,3
Zambie	219,9	292,7	187,5	217,9	289,1	168,4	108,0	171,4	128,8
Zimbabwe	10,3	5,1	34,0	9,5	109,3	7,5	18,8	9,4	49,5
Zones/ad. palestinienne	63,9	42,0	59,1	162,0	228,5	82,0	66,0	57,5	136,5
TOTAL	**22 840,7**	**22 944,7**	**26 701,4**	**34 592,7**	**33 042,5**	**18 340,9**	**20 049,4**	**21 813,4**	**23 697,1**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446512

1. À l'exclusion des programmes et activités multinationaux.

2. Retiré de la liste du CAD des bénéficiaires de l'aide pendant la période considérée.

3. Cela n'implique aucune prise de position juridique de la part de l'OCDE au sujet du statut du Kosovo.

TABLEAU A.8A AIDE POUR LE COMMERCE : PROGRAMMES MULTI-PAYS PAR RÉGION (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Afrique	584,8	1 223,3	983,7	1 453,9	2 570,3	354,1	736,9	1 063,9	2 125,0
Amérique	191,4	441,8	460,2	317,5	498,4	197,5	274,2	368,4	463,9
Asie	183,8	424,1	259,8	423,4	374,2	386,5	294,5	330,0	255,8
Europe	50,6	357,5	195,4	168,0	86,4	226,6	95,0	259,8	200,7
Océanie	27,6	51,7	24,9	107,7	46,1	22,0	15,8	114,7	23,6
Monde (2)	1 172,3	1 821,4	2 103,7	2 285,7	3 495,3	1 214,6	1 579,1	1 954,7	2 366,9
TOTAL	**2 210,5**	**4 319,8**	**4 027,6**	**4 756,4**	**7 070,6**	**2 401,4**	**2 995,4**	**4 091,6**	**5 435,9**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446531

1. *À l'exclusion des activités visant des pays spécifiques.*
2. *Activités visant deux régions au moins*

TABLEAU A.8B AIDE POUR LE COMMERCE : PROGRAMMES MULTI-PAYS PAR CATÉGORIE (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Renforcement de la capacité de production (2)	1 454,9	2 626,9	2 647,2	3 437,3	4 409,2	1 755,5	2 176,1	3 019,0	4 036,6
Infrastructure économique	480,5	1 098,6	870,2	905,2	1 985,6	383,4	401,8	693,6	920,7
Politique commerciale et réglementations	275,1	594,2	509,9	413,9	675,8	262,4	417,4	379,0	478,5
Ajustement lié au commerce (3)			0,3	..	..		0,0	..	0,1
TOTAL	**2 210,5**	**4 319,8**	**4 027,6**	**4 756,4**	**7 070,6**	**2 401,4**	**2 995,4**	**4 091,6**	**5 435,9**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446531

1. *À l'exclusion des activités visant des pays spécifiques.*
2. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*
3. *Données disponibles depuis 2007.*

TABLEAU A.9 RÉPARTITION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR RÉGION

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Afrique									
Renforcement de la capacité de production (1)	3 462,1	4 170,7	4 179,9	5 870,4	7 485,2	2 807,7	3 612,7	4 267,8	5 740,5
Infrastructure économique	3 741,2	4 298,0	6 736,1	7 632,1	8 399,5	3 274,6	3 767,3	4 284,7	4 712,0
Politique commerciale et réglementations	374,9	646,7	350,5	299,0	580,8	150,3	345,8	223,4	312,8
Ajustement lié au commerce (2)			0,3	4,5	0,6		0,0	25,4	31,2
Sous-total	**7 578,2**	**9 115,3**	**11 266,7**	**13 806,0**	**16 466,2**	**6 232,6**	**7 725,8**	**8 801,4**	**10 796,5**
Amérique									
Renforcement de la capacité de production (1)	1 165,5	1 027,3	1 375,1	1 231,8	1 584,6	865,3	1 094,8	1 304,7	1 460,8
Infrastructure économique	487,9	805,9	868,5	592,6	1 248,0	301,8	515,0	568,6	939,0
Politique commerciale et réglementations	67,4	159,0	75,8	106,2	218,8	70,6	102,3	86,1	100,9
Ajustement lié au commerce (2)			..	1,1	15,2		..	0,0	0,9
Sous-total	**1 720,7**	**1 992,1**	**2 319,4**	**1 931,7**	**3 066,6**	**1 237,7**	**1 712,1**	**1 959,5**	**2 501,6**
Asie									
Renforcement de la capacité de production (1)	4 912,4	4 391,1	5 834,5	6 481,8	5 542,9	4 359,1	4 365,3	4265,5	4 628,7
Infrastructure économique	7 700,1	7 708,3	7 273,7	11 820,0	9 592,5	6 087,9	6 172,9	6625,4	6 449,3
Politique commerciale et réglementations	207,9	137,5	233,2	469,5	252,9	144,0	173,3	253,4	218,2
Ajustement lié au commerce (2)			..	0,6	0,0		..	1,1	2,6
Sous-total	**12 820,4**	**12 236,8**	**13 341,5**	**18 771,8**	**15 388,3**	**10 591,0**	**10 711,5**	**11145,5**	**11 298,8**
Europe									
Renforcement de la capacité de production (1)	658,3	660,4	594,6	1 007,3	673,9	597,2	469,5	608,8	772,9
Infrastructure économique	883,2	1 005,0	764,5	998,9	689,7	674,8	578,3	1 048,6	1 119,3
Politique commerciale et réglementations	32,7	76,0	23,5	165,4	59,7	23,1	33,9	37,8	34,5
Ajustement lié au commerce (2)			..	..	0,0		..	..	1,3
Sous-total	**1 574,2**	**1 741,4**	**1 382,5**	**2 171,7**	**1 423,4**	**1 295,2**	**1 081,8**	**1 695,3**	**1 928,0**
Océanie									
Renforcement de la capacité de production (1)	110,0	119,8	104,3	170,3	99,2	89,3	104,6	172,9	81,9
Infrastructure économique	127,6	236,8	204,9	211,9	170,1	84,4	132,5	178,7	155,8
Politique commerciale et réglementations	2,9	2,2	8,4	2,8	6,9	1,7	1,7	3,1	6,3
Ajustement lié au commerce (2)			..	0,0	0,0		..	0,0	0,0
Sous-total	**240,5**	**358,8**	**317,6**	**385,0**	**276,2**	**175,4**	**238,8**	**354,6**	**244,0**
Monde									
Renforcement de la capacité de production (1)	813,7	1 350,9	1 568,7	1 721,0	2 791,7	894,2	1 183,9	1 468,9	1 858,5
Infrastructure économique	213,1	242,1	261,1	291,9	446,3	147,5	155,9	231,7	280,6
Politique commerciale et réglementations	145,5	228,4	273,8	272,8	257,3	173,0	239,3	254,2	227,8
Sous-total	**1 172,3**	**1 821,4**	**2 103,7**	**2 285,7**	**3 495,3**	**1 214,6**	**1 579,1**	**1 954,7**	**2 366,9**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446550

1. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*

2 . *Données disponibles depuis 2007.*

3 . *Activités transfrontières qui ne peuvent pas être attribuées à un pays partenaire ou une région spécifique.*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.10 RÉPARTITION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR GROUPE DE REVENU

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays les moins avancés									
Renforcement de la capacité de production (1)	2 947,0	3 438,3	3 486,6	3 751,5	5 108,2	2 496,5	2 972,9	3 036,9	4 056,0
Infrastructure économique	3 627,3	3 272,0	6 050,5	6 120,2	6 832,3	2 618,6	3 094,0	3 892,9	4 077,7
Politique commerciale et réglementations	89,6	301,3	155,8	338,8	235,2	70,2	217,3	176,4	120,5
Ajustement lié au commerce (2)			..	4,9	0,6		..	26,0	31,2
Sous-total	**6 663,8**	**7 011,6**	**9 692,9**	**10 215,4**	**12 176,3**	**5 185,2**	**6 284,3**	**7132,2**	**8 285,4**
Autres pays à faible revenu									
Renforcement de la capacité de production (1)	1 596,4	1 261,1	1 894,1	1 994,2	3 460,6	1 026,8	1 290,0	1 266,2	1 684,8
Infrastructure économique	1 943,9	1 945,6	3 448,3	3 193,6	3 798,1	1 180,6	1 591,0	1 778,3	1 806,3
Politique commerciale et réglementations	98,5	67,5	44,7	131,7	105,1	32,6	59,0	35,7	47,0
Ajustement lié au commerce (2)			..	0,3	0,1		..	0,0	0,0
Sous-total	**3 638,8**	**3 274,2**	**5 387,1**	**5 319,7**	**7 363,8**	**2 240,0**	**2 939,9**	**3 080,2**	**3 538,1**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure									
Renforcement de la capacité de production (1)	4 216,1	3 793,8	4 578,0	6 132,8	4 316,1	3 791,5	3 421,8	3 892,3	3 830,1
Infrastructure économique	6 249,1	7 317,1	5 087,9	10 158,0	6 988,2	5 752,8	5 382,2	5 394,7	5 446,8
Politique commerciale et réglementations	324,4	257,6	228,9	325,5	306,6	163,2	157,2	227,9	218,3
Ajustement lié au commerce (2)			..	0,0	0,0		..	0,6	2,6
Sous-total	**10 789,6**	**11 368,5**	**9 894,8**	**16 616,4**	**11 610,9**	**9 707,5**	**8 961,2**	**9 515,5**	**9497,7**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure									
Renforcement de la capacité de production (1)	907,6	599,9	1 051,2	1 166,8	883,5	542,5	970,0	874,3	935,8
Infrastructure économique	852,2	662,8	651,8	1 170,4	941,9	635,6	853,0	1 178,2	1404,5
Politique commerciale et réglementations	43,8	29,0	25,9	105,7	53,7	34,4	45,3	38,9	36,2
Ajustement lié au commerce (2)			..	1,1	15,2		..	0,0	2,2
Sous-total	**1 803,6**	**1 291,7**	**1 729,0**	**2 444,1**	**1 894,3**	**1 212,5**	**1 868,3**	**2 091,4**	**2 378,7**
Non alloué par groupes de revenu (3)									
Renforcement de la capacité de production (1)	1 454,9	2 626,9	2 647,2	3 437,3	4 409,2	1 755,5	2 176,1	3 019,0	4 036,6
Infrastructure économique	480,5	1 098,6	870,2	905,2	1 985,6	383,4	401,8	693,6	920,7
Politique commerciale et réglementations	275,1	594,2	509,9	413,9	675,8	262,4	417,4	379,0	478,5
Ajustement lié au commerce (2)			0,3	..	0,0		0,0	..	0,1
Sous-total	**2 210,5**	**4 319,8**	**4 027,6**	**4 756,4**	**7 070,6**	**2 401,4**	**2 995,4**	**4 091,6**	**5 435,9**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446569

1. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*
2. *Données disponibles depuis 2007.*
3. *Activités transfrontières qui ne peuvent pas être attribuées à un groupe de revenu spécifique.*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.11 PRÊTS ET DONS (1) ACCORDÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005.	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Renforcement de la capacité de production (2)									
Dons	6 374,0	7 173,6	8 048,9	9 377,2	11 260,9	6 512,7	6 919,5	7 367,1	9 451,4
Prêts	4 747,9	4 546,5	5 608,3	7 105,4	6 916,7	3 100,1	3 911,3	4 721,6	5 091,9
Sous-total	**11 122,0**	**11 720,1**	**13 657,2**	**16 482,7**	**18 177,6**	**9 612,8**	**10 830,8**	**12 088,6**	**14 543,3**
Infrastructure économique									
Dons	5 052,7	6 501,3	6 857,4	8 757,8	7 709,1	5 203,5	4 873,2	5 646,3	5 665,6
Prêts	8 100,4	7 794,8	9 251,3	12 789,5	12 837,0	5 367,5	6 448,8	7 291,4	7 990,4
Sous-total	**13 153,1**	**14 296,1**	**16 108,7**	**21 547,4**	**20 546,1**	**10 571,0**	**11 322,0**	**12 937,7**	**13 656,0**
Politique commerciale et réglementations									
Dons	689,4	1 168,5	887,5	1 062,9	1 261,3	530,7	828,7	738,7	814,7
Prêts	141,8	81,2	77,7	252,8	115,2	32,0	67,6	119,3	85,7
Sous-total	**831,3**	**1 249,7**	**965,2**	**1 315,7**	**1 376,5**	**562,7**	**896,3**	**858,0**	**900,5**
Ajustement lié au commerce (3)									
Dons			0,3	6,3	15,8		0,0	26,6	36,1
Sous-total			**0,3**	**6,3**	**15,8**		**0,0**	**26,6**	**36,1**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).)

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446588

1. *Les prises de participation sont classées en tant que prêts.*
2. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007.*
3. *Données disponibles depuis 2007.*

TABLE A.12 PRÊTS ET DONS (1) ACCORDÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR GROUPE DE REVENU

En millions de dollars EU (prix constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays les moins avancés									
Dons	3 671,1	4 795,1	5 792,9	7 303,4	7 969,1	3 453,0	4 223,5	4 831,2	5 828,0
Prêts	2 992,7	2 216,5	3 900,0	2 912,0	4 207,2	1 732,2	2 060,7	2 301,0	2 457,5
Sous-total	**6 663,8**	**7 011,6**	**9 692,9**	**10 215,4**	**12 176,3**	**5 185,2**	**6 284,3**	**7 132,2**	**8 285,4**
Autres pays à faible revenu									
Dons	821,1	833,0	1 449,9	1 441,8	1 741,1	745,4	866,2	1 210,7	1 148,7
Prêts	2 817,6	2 441,2	3 937,2	3 877,9	5 622,7	1 494,5	2 073,8	1 869,6	2 389,4
Sous-total	**3 638,8**	**3 274,2**	**5 387,1**	**5 319,7**	**7 363,8**	**2 240,0**	**2 939,9**	**3 080,2**	**3 538,1**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure									
Dons	4 720,9	5 123,2	4 150,6	5 798,7	3 769,4	5 454,3	4 304,0	3 823,8	3 427,2
Prêts	6 068,7	6 245,2	5 744,2	10 817,7	7 841,5	4 253,3	4 657,2	5 691,6	6 070,6
Sous-total	**10 789,6**	**11 368,5**	**9 894,8**	**16 616,4**	**11 610,9**	**9 707,5**	**8 961,2**	**9 515,5**	**9 497,7**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure									
Dons	889,7	858,7	1 294,0	1 285,3	1 329,6	709,0	934,3	997,9	1 196,1
Prêts	913,9	433,0	435,0	1 158,8	564,7	503,5	934,0	1 093,5	1 182,6
Sous-total	**1 803,6**	**1 291,7**	**1 729,0**	**2 444,1**	**1 894,3**	**1 212,5**	**1 868,3**	**2 091,4**	**2 378,7**
Non alloué par groupes de revenu (2)									
Dons	2 013,3	3 233,3	3 106,7	3 375,1	5 438,0	1 885,1	2 293,4	2 915,1	4367,9
Prêts	197,2	1 086,5	920,9	1 381,2	1 632,7	516,3	702,0	1 176,5	1 068,0
Sous-total	**2 210,5**	**4 319,8**	**4 027,6**	**4 756,4**	**7 070,6**	**2 401,4**	**2 995,4**	**4 091,6**	**5 435,9**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446607

1. *Les prises de participation sont classées en tant que prêts.*
2. *Activités transfrontières qui ne peuvent pas être attribuées à un groupe de revenu spécifique*

TABLEAU A.13 PRÊTS ET DONS ACCORDÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR DONATEUR

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Dons									
Pays CAD									
Allemagne	694,4	675,1	724,0	962,5	1 056,8	662,9	699,8	856,0	1 046,0
Australie	181,4	239,2	141,6	440,4	–64,2	164,4	222,0	276,7	232,4
Autriche	48,4	37,9	62,9	62,8	77,0	34,9	34,7	54,2	60,3
Belgique	223,7	218,7	291,2	283,8	514,0	174,1	161,6	222,7	419,7
Canada	322,9	259,5	335,4	487,4	461,7	231,5	297,5	291,7	350,2
Corée (1, 2)		59,2	123,0	135,1	108,9	48,2	77,6	94,9	86,3
Danemark	429,6	279,7	369,9	242,9	349,8	244,7	306,4	311,7	306,0
Espagne	145,9	143,9	203,1	279,8	408,1	143,9	203,1	303,4	363,5
États-Unis	3 821,4	4 798,3	4 901,9	6 481,3	4 498,3	4 665,4	3 439,0	3 607,2	3 538,2
Finlande	73,2	77,9	81,8	144,1	328,9	40,3	50,4	77,5	89,4
France	315,9	256,8	664,9	636,4	387,5	242,9	676,9	503,2	361,6
Grèce	14,2	32,6	15,9	14,0	18,1	32,6	15,9	14,0	18,1
Irlande	31,1	39,1	39,7	69,9	61,6	39,1	39,7	69,9	61,6
Italie	84,4	92,5	89,4	133,2	129,1	67,6	113,6	126,5	57,4
Japon	980,3	1 253,9	1 129,6	1 081,6	1 319,3	1 018,9	1 042,7	1 039,5	1 040,2
Luxembourg	17,6	18,1	39,3	38,9	30,4	18,1	39,3	38,9	30,4
Nouvelle-Zélande	16,9	48,3	17,4	37,5	27,3	22,4	23,4	24,2	33,6
Norvège	245,5	299,8	323,7	405,6	632,1	243,5	280,8	287,6	412,4
Pays-Bas	611,2	994,2	733,9	647,4	671,4	621,2	480,2	548,1	619,3
Portugal	15,0	10,5	10,1	5,6	8,1	10,5	10,1	5,6	8,1
Suède	220,6	339,8	283,2	248,6	257,8	305,1	282,5	286,4	313,9
Suisse	245,3	194,0	203,1	260,3	171,8	207,8	188,5	204,8	184,8
Royaume-Uni	495,4	518,5	283,8	885,1	1 297,1	388,7	466,5	466,9	727,7
Total pour les pays CAD	*9 234,2*	*10 887,6*	*11 068,6*	*13 984,0*	*12 750,9*	*9 628,7*	*9 152,1*	*9 711,5*	*10 361,3*
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis (2)					402,4				171,9
République tchèque (2,3)					0,1				..
Turquie (2, 3)					28,9				28,9
Total pour les autres donateurs bilatéraux					*431,4*				*200,8*
Donateurs multilatéraux									
BAfD	54,6	266,6	116,5	..	852,4	28,3	51,0	82,1	1084,3
Banque mondiale	515,8	673,2	1 225,1	1 008,0	1 280,1	360,5	519,7	827,1	1 045,8
BID (4)	..	..	..	..	92,8	..	..	..	62,5
CCI (2, 3)			41,6	52,5	52,5		40,2	52,5	52,5
CEE-ONU (2)				4,1	5,2			4,1	5,2
CESAP (2, 3)			0,1	0,9	0,5		0,1	0,5	0,5
CESAO (2, 3)			0,1	0,1	0,2		0,1	0,1	0,2
FAO (2, 3)			179,3	233,1	287,9		179,3	233,1	287,9
FIDA	1,4	3,6	77,3	96,3	162,5	..	..	..	..
FMI (2, 5)			16,1	16,0	14,1		..	..	..
Institutions de l'UE	2 296,7	2 987,4	3 028,6	3 670,9	4 129,6	2 204,8	2 638,6	2 784,8	2 787,3
ONUDI (2, 3)				84,5	106,4			..	..
OMC (2, 3)			17,7	23,7	15,0		17,7	23,7	15,0
PNUD	12,5	25,0	23,0	27,6	42,9	24,5	22,7	26,1	42,6
Autres donateurs multilatéraux (6)	1,1	..	..	2,6	23,0	..	..	33,1	22,1
Total pour les donateurs multilatéraux	*2 882,0*	*3 955,8*	*4 725,4*	*5 220,3*	*7 064,9*	*2 618,1*	*3 469,3*	*4 067,2*	*5 405,8*
Sous-total	**12 116,2**	**14 843,4**	**15 794,0**	**19 204,3**	**20 247,2**	**12 246,8**	**12 621,4**	**13 778,7**	**15 967,8**

TABLEAU A.13 PRÊTS ET DONS ACCORDÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR DONATEUR

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Prêts (7)									
Pays CAD									
Allemagne	643,2	1 496,9	1 006,5	1 913,6	1 573,7	998,9	1 043,0	1 240,6	1 231,8
Australie	..	..	..	..	83,5	..	..	6,4	37,2
Autriche	0,2	..	..	8,4	4,2	..	..	4,2	4,2
Belgique	30,6	10,6	9,0	27,3	27,8	11,8	8,0	2,4	33,0
Canada	6,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée (1, 2)		102,4	290,3	426,2	826,1	74,7	57,4	111,9	149,0
Danemark	25,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	292,1	688,0	477,1	591,6	510,4	306,4	254,8	461,8	664,5
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	10,0	16,6	39,1	46,2	27,6	8,0	7,5	13,2	25,6
France	484,0	838,8	795,2	1 796,9	1 130,6	394,9	420,3	759,3	810,5
Italie	205,1	266,4	74,6	132,9	145,6	194,4	243,6	85,8	75,3
Japon	4 458,2	4 302,0	4 249,8	8 512,8	4 752,9	3 056,8	3 735,0	4 768,3	4 162,0
Norvège	34,8	64,2	120,4	194,2	143,3	81,5	260,8	118,7	42,8
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	33,5	..	56,9	12,4	83,6	22,8	25,6	46,0	23,9
Suède	2,7	..	57,3	41,4	86,6	0,4	57,6	43,4	87,0
Suisse	29,9	34,4	28,1	20,0	16,1	28,7	27,7	26,4	26,1
Royaume-Uni	194,9	57,3	149,1	682,5	553,6	..	637,8	682,5	553,6
Total pour les pays CAD	*6 450,9*	*7 877,5*	*7 353,4*	*14 406,4*	*9 965,7*	*5 179,4*	*6 779,0*	*8 371,0*	*7 926,8*
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis (2)					71,1				31,8
Total pour les autres donateurs bilatéraux					71,1				31,8
Donateurs multilatéraux									
BAfD	100,5	314,9	1 061,4	456,6	1 292,2	291,1	301,2	436,3	627,3
Banque mondiale	4 518,5	2 609,1	5 153,1	4 390,3	6 768,2	3 029,1	3 326,6	3 324,5	4 087,4
BAsD	784,1	422,8	668,3	542,8	837,0	..	..	..	..
BID	254,0	65,8	199,8	82,3	144,5	..	..	..	182,2
FIDA	279,5	353,2	378,5	269,3	328,0	..	..	..	..
Institutions de l'UE	602,6	779,1	122,9	..	65,5	..	20,8	..	123,7
Autres donateurs multilatéraux (8)	..	..	..	..	396,6	..	..	0,4	188,8
Total pour les donateurs multilatéraux	*6 539,3*	*4 545,0*	*7 584,0*	*5 741,3*	*9 832,0*	*3 320,3*	*3 648,6*	*3 761,2*	*5 209,5*
Sous-total	**12 990,1**	**12 422,4**	**14 937,3**	**20 147,7**	**19 868,8**	**8 499,7**	**10 427,6**	**12 132,2**	**13 168,0**
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446626

1. *La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.*
2. *La notification de données a commencé pendant la période considérée.*
3. *Y compris la notification au SNPC de données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce.*
4. *En 2010, la BID a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.*
5. *Y compris les données relatives à la FAS, à la FASR et à la FRPC, ainsi que les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce.*
6. *Y compris l'ACICI, l'UNICEF, le FODI, le FEM, le PAM et le Fonds nordique de développement. Les données de l'ACICI comprennent aussi les données spécialisées sur les apports d'aide pour le commerce notifiées au SNPC.*
7. *Les prises de participation sont classées en tant que prêts.*
8. *Y compris le FODI et le FEM.*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.14 CIRCUITS D'ACHEMINEMENT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Institutions du secteur public		15 426,3	17 268,6	25 856,7	22 894,1	6 207,3	8 186,5	10 981,1	16 076,7
ONG et société civile		654,8	602,6	1 568,3	1 360,3	456,7	720,0	1 433,3	1 669,3
Partenariats et réseaux public-privé		4,6	7,1	3,7	161,7	2,3	7,5	8,9	167,8
Organisations multilatérales		993,2	1 001,2	2368,8	3 147,6	589,0	1 092,2	1 866,7	2 496,7
Autres (2)		2 880,2	1 303,9	2 110,1	3 323,7	4 168,8	956,8	2 712,2	2 764,8
Circuits non notifiés (3)		7 306,8	10 548,0	7 444,4	9 228,6	9 322,3	12 086,0	8 908,8	5 960,6
TOTAL	**25 106,3**	**27 265,8**	**30 731,4**	**39 352,0**	**40 116,0**	**20 746,5**	**23 049,1**	**25 911,0**	**29 135,8**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).)

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446645

1. *L'utilisation de codes pour les circuits d'acheminement a été introduite dans le SNPC en juin 2005.*
2. *Y compris les institutions à but lucratif, les consultants et sociétés de conseil, les universités et les autres établissements d'enseignement et de recherche.*
3. *L'absence de renseignements sur les circuits d'acheminement peut être due au fait que les organismes exécutants ne figurent pas à l'annexe 2 des Directives pour l'établissement des rapports statistiques au CAD « Liste des organisations internationales bénéficiaires de contributions susceptibles d'être comptabilisées, en tout ou en partie, dans l'APD ».*

TABLEAU A.15 AIDE POUR LE COMMERCE : APD VENTILABLE PAR SECTEUR ET APD BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE TOTALE

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Aide pour le commerce	25 106,3	27 265,8	30 731,4	39 352,0	40 116,0	20 746,5	23 049,1	25 911,0	29 135,8
APD ventilable par secteur	74 808,1	91 058,9	99 242,2	110 650,0	121 696,3	70 859,2	78 520,1	86 199,0	96 355,9
Aide pour le commerce en % de l'APD ventilable par secteur	*33,6%*	*29,9%*	*31,0%*	*35,6%*	*33,0%*	*29,3%*	*29,4%*	*30,1%*	*30,2%*
APD bilatérale et multilatérale totale	116 634,6	144 963,7	133 991,4	151 029,5	159 337,0	167 416,9	117 333,6	127 177,2	136 748,0
Aide pour le commerce en % de l'APD bilatérale et multilatérale totale	*21,5%*	*18,8%*	*22,9%*	*26,1%*	*25,2%*	*12,4%*	*19,6%*	*20,4%*	*21,3%*

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446664

TABLEAU A.16 AASP LIÉS AU COMMERCE, AASP VENTILABLES PAR SECTEUR ET AASP BILATÉRAUX ET MULTILATÉRAUX TOTAUX

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
AASP liés au commerce	16 191,4	25 734,7	29 746,6	23 822,6	50 530,8	7 877,8	10 910,0	12 350,7	28 345,6
AASP ventilables par secteur	29 957,0	38 755,8	38 133,2	40 722,3	74 209,6	14 783,5	15 709,1	18 724,9	44 760,7
AASP liés au commerce en % des AASP ventilables par secteur	*54,0%*	*66,4%*	*78,0%*	*58,5%*	*68,1%*	*53,3%*	*69,4%*	*66,0%*	*63,3%*
AASP bilatéraux et multilatéraux totaux	31 558,5	39 778,6	39 189,6	43 433,4	79 762,1	19 857,0	20 621,1	20 281,9	45 207,9
AASP liés au commerce en % des AASP bilatéraux et multilatéraux totaux	*51,3%*	*64,7%*	*75,9%*	*54,8%*	*63,4%*	*39,7%*	*52,9%*	*60,9%*	*62,7%*

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http:dx.doi.org/10.1787/888932446683

TABLEAU A.17 AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC LIÉS AU COMMERCE, PAR CATÉGORIE

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Renforcement de la capacité de production (1)									
Entreprises et autres services	936,7	395,0	1 288,4	855,7	1 590,9	392,1	644,2	647,7	900,7
Banques et services financiers	2 610,4	3 071,6	2 183,1	4 432,3	14 865,3	1 717,6	2 203,6	2 308,6	9 022,0
Agriculture	1 201,8	686,6	1 431,2	1 285,2	2 503,8	812,7	743,1	713,0	1 031,1
Sylviculture	90,2	184,2	9,0	240,3	318,2	58,7	49,0	270,7	65,0
Pêche	8,1	1,6	0,0	2,8	43,9	1,6	0,2	2,8	3,7
Industrie	1 465,6	4 728,1	5 705,0	3 059,0	3 083,2	901,5	2 678,9	2 161,9	3 721,1
Industries extractives	281,9	59,8	2 016,0	824,6	1 062,3	204,3	542,2	899,6	842,0
Tourisme	121,3	4,9	67,6	1,1	38,3	0,0	1,1	1,1	74,3
Sous-total	**6 716,1**	**9 131,8**	**12 700,3**	**10 701,0**	**23 505,9**	**4 088,5**	**6 862,3**	**7 005,5**	**15 659,9**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	5 959,2	9 061,7	9 011,4	7 370,5	12 524,1	2 590,3	2 276,3	3 005,2	5 415,5
Communications	684,5	1 016,4	619,7	346,8	603,3	175,3	204,1	290,4	571,6
Production et distribution d'énergie	2 195,5	5 849,4	7 228,8	4 969,2	12 653,1	748,0	1 262,6	1 775,7	6 190,7
Sous-total	**8 839,2**	**15 927,5**	**16 859,8**	**12 686,6**	**25 780,4**	**3 513,5**	**3 742,9**	**5 071,3**	**12 177,8**
Politique commerciale et réglementations									
Politique commerciale et gestion administrative	362,1	566,1	65,8	377,1	662,7	145,6	158,5	204,8	302,1
Facilitation du commerce	136,1	86,6	87,4	51,5	132,6	77,0	105,7	44,9	135,3
Accords commerciaux régionaux	137,9	22,8	33,2	6,4	439,2	53,2	40,5	24,1	70,5
Négociations commerciales multilatérales	..	..	..	..	10,0	..	..	..	0,0
Sous-total	**636,1**	**675,5**	**186,5**	**435,0**	**1 244,5**	**275,8**	**304,7**	**273,9**	**507,9**
TOTAL	**16 191,4**	**25 734,7**	**29 746,6**	**23 822,6**	**50 530,8**	**7 877,8**	**10 910,0**	**12 350,7**	**28 345,6**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446702

1. *Y compris les activités de développement du commerce qui sont identifiables dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce depuis 2007..*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.18 AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC LIÉS AU COMMERCE, PAR DONATEUR

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays CAD									
Allemagne	..	..	1 824,8	1 746,4	1 320,0	..	952,8	1 841,4	1 431,5
Autriche	1,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée (1, 2)		1 305,8	1 726,3	1 803,8	1 964,9	1 018,4	1 142,3	2 251,1	1 772,0
Danemark	7,9	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	16,0	14,9	..	..	..	..
États-Unis	167,9	220,7	191,6	645,3	678,8	116,4	105,5	113,8	268,8
Finlande	16,9	41,6	19,5	34,9	88,3	38,3	22,0	33,5	66,2
France	277,9	388,9	198,4	351,3	492,7	295,1	189,5	403,4	461,7
Grèce	..	..	3,8	1,1	..	..	3,8	1,1	..
Japon	1 126,6	1 602,2	3 284,4	721,6	..	1,6	..	149,0	..
Pays-Bas	9,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	1,6	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	195,4	22,7	6,8	12,9	324,8	..	–28,8	12,9	324,8
Sous-total	**1 804,7**	**3 581,8**	**7 255,6**	**5 333,3**	**4 884,3**	**1 469,7**	**2 387,1**	**4 806,3**	**4 324,9**
Donateurs multilatéraux									
BAFD	351.8	1 131.3	868.5	943.5	6 576.3	341.6	803.5	382.9	3 435.7
Banque mondiale	6 205.5	8 391.9	6 410.2	10 992.8	23 611.8	6 066.5	5 641.4	7 161.5	11 691.0
BASD	3 509.7	3 577.5	3 452.3	4 835.7	3 894.0	..	..	..	..
BERD (2)					3783.4				3 444.7
BID (3)	1 819.1	3 541.4	3 206.3	1 686.9	7 048.4	..	..	..	5 123.2
EU Institutions	2 477.2	5 456.6	8 528.6	..	..	..	2 078.1	..	..
FIDA	23.4	54.3	25.2	30.5	81.2	..	..	..	..
FODI (2)					651.4				326.2
Sous-total	14 386.7	22 152.9	22 491.0	18 489.3	45 646.5	6 408.1	8 522.9	7 544.4	24 020.7
TOTAL	**16 191,4**	**25 734,7**	**29 746,6**	**23 822,6**	**50 530,8**	**7 877,8**	**10 910,0**	**12 350,7**	**28 345,6**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446721

1. *La Corée est devenue membre du CAD le 1er janvier 2010. La notification officielle des apports d'aide a commencé en 2009. Il se peut que les données pour les années précédentes soient partielles.*
2. *La notification des données a commencé pendant la période considérée.*
3. *En 2010, la BID a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.*

Note : ".." aucune activité notifiée.

TABLEAU A.19 AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC LIÉS AU COMMERCE, PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Afghanistan	7,9	12,3	29,5	35,8	8,6	14,4	8,2	21,0	17,3
Afrique du Sud	163,6	123,7	427,9	69,3	2 920,6	7,5	41,9	21,4	822,9
Albanie	13,1	30,1	68,6	1,1	121,0	..	21,6	9,8	91,4
Algérie	113,4	..	..	0,0	..	7,6	1,9	2,9	..
Angola	..	..	21,5	..	5,9	..	..	..	..
Argentine	426,3	1 139,2	2 199,9	980,9	721,9	219,3	122,3	179,5	860,6
Arménie	..	..	15,4	31,9	196,2	..	15,8	34,5	121,3
Azerbaïdjan	13,9	282,5	6,3	1 236,3	243,8	5,9	23,6	66,6	238,0
Bangladesh	100,6	248,9	547,2	..	..	..	43,6	..	49,6
Barbade	..	14,3	..	..	20,0	..	..	..	0,2
Belarus	..	55,3	19,6	..	334,0	5,8	11,9	15,9	193,3
Belize	2,5	..	..	2,9	13,5	0,0	..	..	4,1
Bénin	..	..	..	..	13,7	..	..	..	..
Bhoutan	..	..	..	..	51,0	..	..	..	..
Bolivie	14,2	..	..	34,9	112,5	..	..	20,6	6,6
Bosnie-Herzégovine	56,6	139,5	398,7	12,7	189,8	..	129,0	12,7	196,2
Botswana	13,7	..	7,2	..	2 139,2	..	..	..	975,6
Brésil	1 907,6	1 923,5	1 432,8	1 628,9	2 329,6	468,0	365,4	720,2	2 328,5
Burkina Faso	..	..	..	..	13,9	..	..	..	..
Cambodge	6,0	1,1	2,3	..	21,2	1,1	2,3	11,1	14,1
Cameroun	5,1	15,3	16,3	..	..	15,0	38,1	0,1	56,3
Cap-Vert	..	..	..	..	28,3	..	..	..	28,8
Chili	58,9	608,4	46,9	160,8	6,5	36,1	3,3	160,9	14,2
Chine	2 245,3	3 122,7	3 116,0	3 025,0	2 818,0	1 144,8	1 358,3	2 001,1	1 696,5
Colombie	416,7	485,3	594,8	835,6	958,6	525,4	98,4	727,3	622,6
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Costa Rica	56,2	44,5	10,5	37,4	301,1	18,1	18,6	28,1	50,5
Côte d'Ivoire	..	..	..	6,5	..	..	–1,4	6,5	..
Croatie	179,2	539,1	815,1	119,1	452,1	141,1	53,7	130,6	442,1
Cuba	1,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	10,8	..	..	98,3	..	..	..	105,9
Dominique	0,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Égypte	618,5	2 066,6	334,8	852,0	1 330,6	107,2	1 142,9	185,0	772,3
El Salvador	48,1	..	27,7	389,1	107,1	1,9	21,8	0,9	200,3
Équateur	25,2	60,4	140,9	20,6	413,3	7,1	10,9	21,9	21,4
Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	..	..	..	55,0	..	..	..	..	..
Fidji	6,1	36,0	..	..	17,6	..	..	..	..
Gabon	18,2	13,4	403,2	13,9	..	3,1	1,6	23,8	66,4
Gambie	..	..	..	..	..	..	..	..	5,0
Géorgie	0,3	9,2	15,5	94,7	409,4	..	19,6	39,4	293,9
Ghana	4,2	221,7	55,0	30,5	100,4	19,5	43,8	40,4	83,2
Grenade	0,5	..	..	..	..	0,1	0,0	0,1	3,6
Guatemala	196,8	111,4	84,8	84,2	173,7	152,4	88,1	86,5	221,4
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	..	..	..	..	22,1	..	..	..	..
Guinée-Bissau	0,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Guyana	..	..	..	18,4	14,9	..	..	..	3,2

TABLEAU A.19 AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC LIÉS AU COMMERCE, PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Haïti	..	0,5	..	..	..	0,5	-0,7	..	..
Honduras	2,8	58,0	76,4	66,1	39,0	..	6,5	5,6	19,0
Îles Cook	..	..	..	..	8,6	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	7,6	..	..	..	7,6
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	2 431,1	1 506,9	2 812,0	2 552,2	6 948,3	1 045,7	1 237,8	1 100,5	1 419,7
Indonésie	445,6	977,0	985,0	831,0	2 930,2	695,1	600,8	1 091,6	863,3
Irak	12,6	868,1	16,0	10,1	69,0	9,8	22,4	17,9	2,5
Iran	73,6	..	..	..	..	42,2	35,5	29,6	21,3
Jamaïque	31,5	8,8	3,0	87,5	422,6	0,8	0,6	1,5	146,9
Jordanie	23,1	10,7	126,8	40,5	599,6	5,1	13,9	11,3	242,4
Kazakhstan	64,6	1,6	108,0	81,1	3 023,0	29,9	136,7	164,5	382,3
Kenya	14,2	17,2	41,6	78,6	36,3	29,6	11,3	55,9	99,9
Kosovo (2)	..	..	..	..	20,9	..	..	..	9,7
Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Liban	74,2	..	494,8	1,4	70,9	14,7	98,1	20,5	15,7
Libéria	..	..	41,2	15,1	121,0	..	1,7	..	25,3
Libye	..	..	..	..	0,0	0,5	..	..	0,0
Macédoine, ERY	18,1	42,3	36,9	113,3	56,3	7,6	22,5	28,5	45,1
Madagascar	0,9	9,2	1 001,9	..	392,3	2,5	6,3	315,2	391,4
Malaisie	169,2	98,5	..	..	0,0	..	0,7	..	0,0
Malawi	0,6	..	..	1,4	..	1,9	..	3,3	..
Maldives	..	73,4	..	..	..	..	..	..	11,6
Mali	0,3	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	364,1	259,9	675,0	398,6	725,1	212,3	270,8	179,2	519,7
Maurice	7,7	36,7	12,7	14,4	159,4	3,4	24,7	13,9	83,7
Mauritanie	8,5	4,5	6,2	18,6	132,2	4,5	6,2	18,4	12,8
Mayotte	3,2	..	3,9	1,9	..	0,9	1,9	..	..
Mexique	1 325,4	852,8	137,4	1 094,6	4 511,7	903,2	228,6	893,4	3 731,9
Micronésie, États fédérés de	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Moldova, Rép. de	0,8	..	43,0	6,1	68,6	3,2	..	..	16,1
Mongolie	..	..	..	..	43,2	..	..	..	53,1
Monténégro	..	..	..	61,4	89,5	..	..	46,6	46,5
Mozambique	48,7	28,7	..	4,0	0,3	55,5	3,5	4,0	6,3
Namibie	21,3	..	4,9	49,0	..	27,8	25,9	11,9	0,7
Nicaragua	2,7	31,8	24,7	48,1	57,4	..	22,4	20,8	6,9
Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nigéria	56,8	59,8	231,9	106,5	268,5	7,4	48,9	21,5	180,6
Oman	13,8	545,4	524,3	45,0	5,0	71,8	173,5	282,2	81,8
Ouganda	2,7	..	313,6	6,1	13,3	..	4,4	48,2	51,6
Ouzbékistan	108,0	..	59,0	103,2	9,2	19,1	36,1	31,6	65,9
Pakistan	722,8	452,1	714,6	1 177,1	248,6	171,9	206,0	53,2	119,4
Panama	35,1	226,8	119,6	605,4	725,0	1,6	23,0	61,5	283,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15,6	38,7	..	58,4	..	16,4	9,2	3,3	1,4
Paraguay	10,7	313,8	35,9	89,0	120,3	17,9	1,2	3,3	143,8
Pérou	288,3	384,6	516,2	435,2	745,7	56,0	244,3	167,9	647,3
Philippines	124,4	916,3	2 681,7	327,7	249,6	112,5	162,3	185,7	63,6

TABLEAU A.19 AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC LIÉS AU COMMERCE, PAR BÉNÉFICIAIRE INDIVIDUEL (1)

En millions de dollars EU (dollars constants de 2009)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
RDP lao	28,5	5,3	19,4	1,4	18,5	10,7	19,5	2,8	6,0
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République dominicaine	136,0	13,4	53,5	97,0	497,4	91,4	55,0	2,7	119,5
République du Congo	..	..	2,2	..	..	..	..	..	..
République kirghize	..	..	..	..	26,3	..	..	..	18,4
Rwanda	3,1	..	10,0	..	25,0	..	..	..	..
Saint-Kitts-et-Nevis	1,7	..	..	..	..	1,3	0,1	0,1	0,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,5	..	..	..	..	2,7	..	0,1	0,0
Sainte-Lucie	0,9	0,4	..	..	..	0,6	–0,3	0,1	..
Sénégal	..	..	0,4	..	12,6	9,1	10,0	4,0	24,4
Serbie	26,2	281,9	382,0	69,2	941,3	..	29,1	2,8	323,0
Seychelles	..	..	..	..	25,5	..	..	..	10,7
Slovénie (3)	72,3	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	..	7,3	..	9,1	..	6,4	..	7,8
Sri Lanka	132,6	342,1	322,0	92,6	135,0	5,8	17,4	5,1	15,0
Suriname	..	4,4	..	..	..	..	..	..	11,4
Swaziland	0,1	..	..	..	..	20,6	8,9	0,9	6,3
Syrie	147,2	..	114,8	7,6	26,8	..	..	..	38,7
Tadjikistan	..	..	..	..	18,7	..	..	..	20,1
Tanzanie	6,6	..	6,4	47,0	9,9	..	10,3	40,1	19,3
Tchad	0,8	..	15,8	..	..	..	11,5	4,2	..
Thaïlande	26,5	176,2	23,6	3,9	16,9	38,0	6,4	18,6	27,2
Togo	..	..	..	147,6	..	..	..	..	119,3
Trinité-et-Tobago	..	..	14,3	..	..	1,3	0,8	..	..
Tunisie	333,0	432,9	561,6	243,1	797,5	111,5	450,0	76,3	631,8
Turkménistan	..	..	..	..	2,9	..	..	..	..
Turquie	1 441,2	3 456,2	4 055,1	1 400,8	1 802,6	751,0	2 426,5	757,4	2 100,2
Ukraine	66,8	337,8	742,5	395,7	2 119,8	78,6	68,2	647,8	1 581,1
Uruguay	246,3	33,4	185,7	213,4	322,4	56,1	77,5	56,1	409,0
Vanuatu	0,1	..	..	..	..	..	..	..	..
Venezuela	13,7	829,6	..	4,7	1 000,0	0,1	0,0	..	276,2
Viet Nam	32,6	549,7	137,9	1 461,0	820,9	115,0	97,3	288,6	288,5
Wallis-et-Futuna	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	..	..	163,0	216,2	22,0	68,1	91,9	257,2	75,1
Zambie	15,6	27,6	64,6	12,5	19,5	1,0	37,7	36,2	5,6
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0
Zones/ad. palestinienne	..	..	..	328,0	..	..	..	..	..
TOTAL	**15 977,3**	**25 630,0**	**29 568,5**	**23 047,7**	**48 297,1**	**7 835,3**	**10 796,4**	**11 662,2**	**26 562,3**

Source : CAD-OCDE, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932446740

1. À l'exclusion des programmes et activités multinationaux.

2. Cela n'implique aucune prise de position juridique de la part de l'OCDE au sujet du statut du Kosovo.

3 . Retirée de la liste du CAD des bénéficiaires de l'aide pendant la période considérée.

Note : ".." aucune activité notifiée..

ANNEXE B : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU

PAYS LES MOINS AVANCÉS :

Afghanistan
Angola
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Comores
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Haïti
Îles Salomon
Kiribati
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Maldives
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
RDP lao
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tanzanie
Tchad
Timor-Leste
Togo
Tuvalu
Ouganda
Vanuatu
Yémen
Zambie

AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU :

(RNB par habitant < 935 $EU en 2007)

Corée, Rép. dém.
Côte d'Ivoire
Ghana
Kenya
Nigéria
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
République kirghize
Tadjikistan
Viet Nam
Zimbabwe

PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE :

(RNB par habitant entre 936 et 3 705 $EU en 2007)

Albania
Algeria
Armenia
Azerbaijan
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Cameroun
Cap-Vert
Chine
Colombie
Équateur
Égypte
El Salvador
Géorgie
Guatemala
Guyana
Honduras
Îles Marshall
Inde
Indonésie
Iran
Irak
Jordanie
Kosovo (1)
Macédoine, ERY
Maroc
Micronésie, États fédérés de
Moldava
Mongolie
Namibie
Nicaragua
Nioué
Paraguay
Pérou
Philippines
République dominicaine
République du Congo
Sri Lanka
Swaziland
Syrie
Thaïlande
Tokelau*
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Ukraine
Wallis-et-Futuna*
Zones/ad. palestinienne

PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE :

(RNB par habitant entre 3 706 et 11 455 $EU en 2007)

Afrique du Sud
Anguilla*
Antigua-et-Barbuda (2)
Argentine
Barbade (3)
Belarus
Belize
Botswana
Brésil
Chili
Costa Rica
Croatie
Cuba
Dominique
Fidji
Gabon
Grenade
Îles Cook
Jamaïque
Kazakhstan
Liban
Libye
Malaisie
Maurice
Mayotte*
Mexique
Monténégro
Montserrat*
Nauru
Oman (2)
Palaos
Panama
Serbie
Seychelles
Sainte-Hélène
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinidad-et-Tobago (3)
Turquie
Uruguay
Venezuela

Notes

* Territoire

1 Cela n'implique aucune prise de position juridique de la part de l'OCDE au sujet du statut du Kosovo.

2 Antigua-et-Barbuda et l'Oman ont franchi le seuil des pays à revenu élevé en 2007. Conformément aux règles du CAD pour la révision de la liste, ces deux pays en seront retirés en 2011 s'ils restent des pays à revenu élevé jusqu'en 2010.

3 La Barbade et la Trinité-et-Tobago ont franchi le seuil des pays à revenu élevé en 2006 et 2007. Conformément aux règles du CAD pour la révision de la liste, ces deux pays en seront retirés en 2011 s'ils restent des pays à revenu élevé jusqu'en 2010.

ANNEXE C : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION

AFRIQUE

Afrique, Nord du Sahara

Algérie
Égypte
Libye
Maroc
Tunisie

Afrique, Sud du Sahara

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo, Rép. dém.
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Maurice
Mayotte
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
Rwanda
Sainte-Hélène
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

AMÉRIQUE

Amérique du Nord et Amérique centrale

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Barbade
Belize
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Grenade
Guatemala
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Montserrat
Nicaragua
Panama
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Trinité-et-Tobago

Amérique du Sud

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Équateur
Guyana
Paraguay
Pérou
Suriname
Uruguay
Venezuela

ASIE

Moyen-Orient

Iran
Irak
Jordanie
Liban
Oman
Syrie
Yémen
Zones /ad. palestinienne

Asie du Sud et Asie centrale

Afghanistan
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Géorgie
Inde
Kazakhstan
Maldives
Myanmar
Népal
Ouzbékistan
Pakistan
République kirghize
Sri Lanka
Tadjikistan
Turkménistan

Asie extrême-orientale

Cambodge
Chine
Corée, Rép. dém.
Indonésie
Malaisie
Mongolie
Philippines
RDP lao
Thaïlande
Timor-Leste
Viet Nam

EUROPE

Albanie
Belarus
Bosnie-Herzégovine
Croatie
Kosovo
Macédoine, ERY
Moldava
Monténégro
Serbie
Turquie
Ukraine

OCÉANIE

Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Kiribati
Micronésie, États fédérés de
Nauru
Nioué
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Tokelau
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Wallis-et-Futuna

ANNEXE D : CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE

INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
210		**Transport et entreposage**	
	21010	Politique des transports et gestion administrative	Politique des transports, planification et programmes ; aide aux ministères du transport ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; transports non spécifiés ; activités qui recouvrent le transport routier, le transport ferroviaire, le transport par voies d'eau et/ou le transport aérien.
	21020	Transport routier	Infrastructure routière, véhicules ; transport routier de voyageurs, voitures particulières.
	21030	Transport ferroviaire	Infrastructure ferroviaire, matériel ferroviaire, locomotives, autre matériel roulant ; y compris les tramways et les métropolitains.
	21040	Transport par voies d'eau	Ports et docks, systèmes de guidage, navires et bateaux ; transport sur voies navigables intérieures, bateaux de voies d'eau intérieures.
	21050	Transport aérien	Aéroports, systèmes de guidage, avions, équipement d'entretien des avions.
	21061	Stockage	Associé ou non au transport.
	21081	Éducation/formation dans les transports et le stockage	
220		**Communications**	
	22010	Politique des communications et gestion administrative	Politique des communications, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; y compris développement des services postaux ; activités de communications non spécifiées.
	22020	Télécommunications	Réseaux de téléphones, satellites, stations terrestres.
	22030	Radio, télévision, presse écrite	Liaisons et équipement ; journaux ; imprimerie et édition.
	22040	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	Matériel informatique et logiciels ; accès Internet ; formations aux TI. Lorsque le secteur ne peut pas être spécifié.
230		**Production et distribution d'énergie**	
	23010	Politique de l'énergie et gestion administrative	Politique de l'énergie, planification et programmes ; aide aux ministères de l'énergie ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités non spécifiées dans le domaine de l'énergie y compris les économies d'énergie.
	23020	Production d'énergie (sources non renouvelables)	Centrales thermiques (lorsque la source de chaleur ne peut être déterminée) ; centrales alimentées au gaz et au charbon.
	23030	Production d'énergie (sources renouvelables)	Y compris politique et planification, programmes de développement, études et primes. Production de bois de chauffage et de charbon de bois devrait être incluse dans sylviculture (31261).
	23040	Transmission et distribution d'électricité	Distribution de la source d'énergie au consommateur ; lignes de transmission.
	23050	Distribution de gaz	Distribution au consommateur.
	23061	Centrales alimentées au fuel	Y compris les centrales alimentées au gas-oil.
	23062	Centrales alimentées au gaz	
	23063	Centrales alimentées au charbon	
	23064	Centrales nucléaires	Y compris la sécurité nucléaire.

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
	23065	Centrales et barrages hydroélectriques	Y compris les installations sur les barges.
	23066	Énergie géothermique	
	23067	Énergie solaire	Y compris les cellules photovoltaïques et les pompes à énergie solaire.
	23068	Énergie éolienne	Énergie éolienne pour l'hydrodynamique et la production d'électricité.
	23069	Énergie marémotrice	Y compris la conversion de l'énergie thermique marine, la puissance des marées et des vagues.
	23070	Biomasse	Technologies de densification et utilisation de la biomasse pour la production d'énergie directe, y compris le gaz obtenu par fermentation de la canne à sucre et d'autres résidus végétaux, et par anaérobie.
	23081	Éducation et formation dans le domaine de l'énergie	Se rapporte à tous les sous-secteurs de l'énergie et à tous les niveaux de formation.
	23082	Recherche dans le domaine de l'énergie	Y compris inventaires et études.

RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
240		**Banques et services financiers**	
	24010	Politique des finances et gestion administrative	Politique des finances, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; marchés et systèmes financiers.
	24020	Institutions monétaires	Banques centrales.
	24030	Intermédiaires financiers officiels	Tous les intermédiaires financiers dans le secteur formel ; lignes de crédit ; assurance, crédit-bail, capital-risque, etc. (sauf ceux spécialisés dans un seul secteur).
	24040	Intermédiaires financiers du secteur informel et semi-formel	Microcrédits, coopératives d'épargne et de crédit, etc.
	24081	Éducation/formation bancaire et dans les services financiers	
250		**Entreprises et autres services**	
	25010	Services et institutions de soutien commerciaux	Soutien aux associations de commerce et d'entreprises, chambres de commerce ; réformes juridiques et réglementaires afin d'améliorer les activités liées à l'entreprise ; renforcement des capacités institutionnelles du secteur privé et conseils ; information commerciale ; réseaux de liaison entre les secteurs public et privé y compris les foires commerciales ; commerce électronique. Quand le secteur ne peut pas être spécifié : soutien général aux entreprises du secteur privé. En particulier, pour les entreprises du secteur industriel, c'est le code 32130 qui doit être utilisé.
	25020	Privatisation	Lorsque le secteur ne peut être spécifié. Y compris programmes de restructuration d'entreprises publiques et de démonopolisation ; planification, programmation, conseils.
311		**Agriculture**	
	31110	Politique agricole et gestion administrative	Politique agricole, planification et programmes ; aide aux ministères de l'agriculture ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités d'agriculture non spécifiées.
	31120	Développement agricole	Projets intégrés ; développement d'exploitations agricoles.
	31130	Ressources en terres cultivables	Y compris la lutte contre la dégradation des sols ; amélioration des sols ; drainage des zones inondées ; dessalage des sols ; études des terrains agricoles ; remise en état des sols ; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification.
	31140	Ressources en eau à usage agricole	Irrigation, réservoirs, structures hydrauliques, exploitation de nappes phréatiques.

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
	31150	Produits à usage agricole	Approvisionnement en semences, engrais, matériel et outillage agricoles.
	31161	Production agricole	Y compris céréales (froment, riz, orge, maïs, seigle, avoine, millet, sorgho) ; horticulture ; légumes ; fruits et baies ; autres cultures annuelles et pluriannuelles. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
	31162	Production industrielle de récoltes/ récoltes destinées à l'exportation	Y compris sucre ; café, cacao, thé ; oléagineux, graines, noix, amandes ; fibres ; tabac ; caoutchouc. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
	31163	Bétail	Toutes formes d'élevage ; aliments pour animaux.
	31164	Réforme agraire	Y compris ajustement structurel dans le secteur agricole.
	31165	Développement agricole alternatif	Projets afin de réduire les cultures illicites (drogue) à travers d'autres opportunités de marketing et production agricoles (voir code 43050 pour développement alternatif non agricole).
	31166	Vulgarisation agricole	Formation agricole non formelle.
	31181	Éducation et formation dans le domaine agricole	
	31182	Recherche agronomique	Étude des espèces végétales, physiologie, ressources génétiques, écologie, taxonomie, lutte contre les maladies, biotechnologie agricole ; y compris recherche vétérinaire (dans les domaines génétiques et sanitaires, nutrition, physiologie).
	31191	Services agricoles	Organisation et politiques des marchés ; transport et stockage ; établissements de réserves stratégiques.
	31192	Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	Y compris la protection intégrée des plantes, les activités de protection biologique des plantes, la fourniture et la gestion de substances agrochimiques, l'approvisionnement en pesticides ; politique et législation de la protection des plantes.
	31193	Services financiers agricoles	Intermédiaires financiers du secteur agricole, y compris les plans de crédit ; assurance récoltes.
	31194	Coopératives agricoles	Y compris les organisations d'agriculteurs.
	31195	Services vétérinaires (bétail)	Santé des animaux, ressources génétiques et nutritives.
312		**Sylviculture**	
	31210	Politique de la sylviculture et gestion administrative	Politique de la sylviculture, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; études des forêts ; activités sylvicoles et agricoles liées à la sylviculture non spécifiées.
	31220	Développement sylvicole	Boisement pour consommation rurale et industrielle ; exploitation et utilisation ; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification ; projets intégrés.
	31261	Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)	Développement sylvicole visant à la production de bois de chauffage et de charbon de bois.
	31281	Éducation et formation en sylviculture	
	31282	Recherche en sylviculture	Y compris reproduction artificielle et amélioration des espèces, méthodes de production, engrais, coupe et ramassage du bois.
	31291	Services sylvicoles	
313		**Pêche**	
	31310	Politique de la pêche et gestion administrative	Politique de la pêche, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; pêche hauturière et côtière ; évaluation, études et prospection du poisson en milieu marin et fluvial ; bateaux et équipements de pêche ; activités de pêche non spécifiées.
	31320	Développement de la pêche	Exploitation et utilisation des pêcheries ; sauvegarde des bancs de poisson ; aquaculture ; projets intégrés.
	31381	Éducation et formation dans le domaine de la pêche	
	31382	Recherche dans le domaine de la pêche	Pisciculture pilote ; recherche biologique aquatique.
	31391	Services dans le domaine de la pêche	Ports de pêche ; vente des produits de la pêche ; transport et entreposage frigorifique du poisson.

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
321		**Industrie**	
	32110	Politique de l'industrie et gestion administrative	Politique de l'industrie, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités industrielles non spécifiées ; industries manufacturières non spécifiées ci-dessous.
	32120	Développement industriel	
	32130	Développement des petites et moyennes entreprises (PME)	Soutien direct au développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur industriel, y compris la comptabilité, l'audit et les services de conseil.
	32140	Artisanat	
	32161	Agro-industries	Industries alimentaires de base, abattoirs et équipements nécessaires, industrie laitière et conserves de viande et de poisson, industries des corps gras, sucreries, production de boissons, tabac, production d'aliments pour animaux.
	32162	Industries forestières	Industrie et travail du bois, production de papier et pâte à papier.
	32163	Industrie textile, cuirs et produits similaires	Y compris bonneterie.
	32164	Produits chimiques	Production industrielle et non industrielle ; y compris fabrication des pesticides.
	32165	Production d'engrais chimiques	
	32166	Ciment, chaux et plâtre	
	32167	Fabrication d'énergie	Y compris liquéfaction du gaz ; raffineries de pétrole.
	32168	Produits pharmaceutiques	Matériel médical et fournitures médicales ; médicaments et vaccins ; produits d'hygiène corporelle.
	32169	Industrie métallurgique de base	Sidérurgie, éléments de construction métallique.
	32170	Industries des métaux non ferreux	
	32171	Construction mécanique et électrique	Fabrication de machines électriques et non électriques, moteurs et turbines.
	32172	Matériel de transport	Construction de navires, construction de bateaux de pêche ; construction de matériel ferroviaire ; véhicules automobiles et voitures particulières ; construction aéronautique ; systèmes de navigation et de guidage.
	32182	Recherche et développement technologiques	Y compris les standards industriels ; gestion et contrôle de qualité ; métrologie ; accréditation ; certification.
322		**Industries extractives**	
	32210	Politique de l'industrie extractive et gestion administrative	Politique du secteur des industries extractives, planification et programmes ; législation et cadastre, recensement des richesses minérales, systèmes d'information ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; exploitation des ressources minérales non spécifiées.
	32220	Prospection et exploration des minerais	Géologie, géophysique et géochimie ; à l'exclusion de hydrogéologie (14010) et géologie de l'environnement (41010), production et extraction minérales, infrastructure, technologie, économie, sécurité et gestion de l'environnement.
	32261	Charbon	Y compris lignite et la tourbe.
	32262	Pétrole et gaz	Pétrole, gaz naturel, condensés, GPL (gaz de pétrole liquéfié), GNL (gaz naturel liquéfié) ; y compris derricks et plates-formes de forage.
	32263	Métaux ferreux	Fer et alliages.
	32264	Métaux non ferreux	Aluminium, cuivre, plomb, nickel, étain et zinc.
	32265	Métaux et minerais précieux	Or, argent, platine, diamant et pierres précieuses.
	32266	Minerais industriels	Baryte, chaux, feldspath, kaolin, sable, gypse, gravier, pierres d'ornement.
	32267	Engrais minéraux	Phosphates, potasse.
	32268	Ressources des fonds marins	Nodules métalliques, phosphorites, sédiments marins.
332		**Tourisme**	
	33210	Politique du tourisme et gestion administrative	

POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE

CODE CAD 5	CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS / NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
331		**Politique commerciale et réglementations et ajustement lié au commerce**	
	33110	Politique commerciale et gestion administrative	Politique commerciale et planification ; soutien aux ministères et départements responsables de la politique commerciale ; législation et réformes réglementaires dans le domaine du commerce ; analyse politique et mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux par exemple sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires sauf au niveau régional (voir 33130) ; intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement (par exemple cadres stratégiques de la lutte contre la pauvreté) ; commerce de gros et de détail ; activités non spécifiées dans le domaine du commerce et de la promotion du commerce.
	33120	Facilitation du commerce	Simplification et harmonisation des procédures internationales d'importation et d'exportation (par exemple évaluations de douane, procédures de licences, formalités de transport, paiements, assurances) ; soutien aux départements douaniers ; réformes tarifaires.
	33130	Accords commerciaux régionaux	Soutien aux accords commerciaux régionaux [par exemple Southern African Development Community (SADC), Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique/Union européenne (ACP/UE)] ; y compris le travail sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires au niveau régional ; élaboration de règles d'origine et introduction de traitement spécial et différencié dans les accords commerciaux régionaux.
	33140	Négociations commerciales multilatérales	Soutien à la participation effective des pays en développement aux négociations commerciales multilatérales, y compris la formation de négociateurs, l'évaluation de l'impact des négociations ; accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux autres organisations multilatérales liées au commerce.
	33150	Ajustement lié au commerce	Contributions au budget du gouvernement non réservées afin de soutenir la mise en œuvre des propres réformes commerciales du bénéficiaire et de ses ajustements aux politiques commerciales des autres pays ; assistance à la gestion des déficits de la balance des paiements dus au changement de l'environnement mondial du commerce.
	33181	Éducation/formation dans le domaine du commerce	Développement des ressources humaines dans le domaine du commerce non compris dans les codes ci-dessous. Comprend les programmes universitaires dans le domaine du commerce.

Les autres codes-objet SNPC sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/document/21/0,3746,fr_2649_34447_6866322_1_1_1_1,00.html.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre, où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face aux situations nouvelles en examinant des questions telles que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les problèmes liés au vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses aux problèmes communs, d'identifier les meilleures pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE diffusent largement les résultats de la collecte de statistiques et des travaux de recherche de l'Organisation sur les questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les normes convenues par ses membres.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation mondiale s'occupant des règles qui régissent le commerce entre les pays. Au cœur du système, il y a les Accords de l'OMC, qui ont été négociés et signés par la plupart des nations commerçantes du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de biens et de services, les exportateurs et les importateurs à exercer leurs activités.

Les principales fonctions de l'Organisation sont :

- d'administrer les accords commerciaux ;
- d'offrir un cadre pour les négociations commerciales ;
- de régler les différends commerciaux ;
- d'examiner les politiques commerciales nationales ;
- de fournir une assistance technique et une formation aux pays en développement ;
- de coopérer avec les autres organisations internationales.

L'OMC compte actuellement 153 Membres qui assurent près de 90 pour cent du commerce mondial. Les Membres sont généralement des gouvernements, mais ils peut s'agir aussi de territoires douaniers.

Publications OCDE
2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16
ISBN OMC – 978-92-870-3781-7 (livre) ISBN OCDE – 978-92-64-11749-5 (PDF)

L'AIDE POUR **LE COMMERCE** – PANORAMA 2011 : SHOWING RESULTS

Cette publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC présente une analyse détaillée des tendances et de l'évolution de l'aide, dont l'objectif est de permettre aux pays en développement de s'intégrer dans l'économie mondiale et de profiter des possibilités commerciales. Cette analyse s'appuie sur plus de 260 cas d'expérience et 140 auto-évaluations effectuées par les pays partenaires, les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, les fournisseurs de coopération Sud-Sud et les communautés économiques régionales, ainsi que sur les données de l'OCDE relatives à l'aide et sur les conclusions d'évaluations et d'études économétriques.

Le bilan est positif : l'Aide pour le commerce améliore les conditions de vie d'un grand nombre d'hommes et de femmes dans les pays en développement. Les cas d'expérience présentent un tableau encourageant des diverses activités relatives au commerce menées dans de nombreux pays en développement avec le soutien de différents donateurs. De plus en plus, l'Aide pour le commerce est intégrée dans les stratégies de développement plus générales, axées sur la compétitivité, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Les donateurs harmonisent leurs procédures et alignent leur soutien sur ces stratégies. Les apports d'Aide pour le commerce continuent de croître ; ils ont atteint 40 milliards de dollars EU en 2009, soit une augmentation de 60 pour cent depuis 2005.

Les pays en développement et les donateurs doivent poursuivre leurs efforts pour améliorer l'efficacité et les résultats de l'Aide pour le commerce. Malgré les progrès accomplis en matière de suivi et d'évaluation conjoints, le renforcement de la responsabilité mutuelle et la gestion de l'aide pour améliorer les résultats dans le domaine du commerce continuent de soulever des difficultés. Une approche commune simplifiée pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs commerciaux des pays en développement renforcera l'appropriation par les pays, ce qui est essentiel pour que l'Aide pour le commerce renforce les capacités commerciales et favorise la croissance économique et le développement.

Merci de citer cet ouvrage comme suit:
OCDE/Organisation mondiale du commerce 2011
L'Aide pour le commerce – Panorama 2011: Montrer les résultats
http://dx.doi.org/10.1787/9789264117495-fr

www.aid4trade.org

9 789287 037817